

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°351

JUIN 2014

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

- **IRAK : L'EIIL S'EMPARE DES PROVINCES SUNNITES ARABES**
- **KURDISTAN D'IRAK: KIRKOUK ET TOUTES LES RÉGIONS KURDES SOUS LE CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL DU KURDISTAN**
- **ERBIL : FORMATION D'UN GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE**
- **SYRIE: L'EEIL AFFRONTÉ LE PYD ET L'ASL POUR AFFERMIR SON NOUVEL ÉTAT**
- **IRAK : LA COUR SUPRÊME REJETTE LA DEMANDE D'INJONCTION TEMPORAIRE CONTRE LES EXPORTATIONS DE PÉTROLE KURDE**
- **PARIS: COLLOQUE À LA MÉMOIRE DU DR. GHASSEMLOU**
- **IRAN: UNE RÉPRESSION POLICIÈRE ET JUDICIAIRE CONSTANTE SUR LES KURDES**
- **CULTURE: LA CITADELLE D'ERBIL INSCRITE AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO**

IRAK : L'EIIL S'EMPARE DES PROVINCES SUNNITES ARABES

Au matin du 7 juin les premières attaques de l'État islamique en Irak et au Levant contre les forces irakiennes à Mossoul entraînent une débandade aussi surprenante que spectaculaire des militaires, et les milices djihadistes, en deux jours, purent occuper la totalité de la ville, dont les bâtiments du gouvernorat, l'aéroport international et toutes les bases de la police et de l'armée. Cinq cent mille habitants se jetèrent alors sur les routes, dans un exode peut-être autant dû à la panique

de possibles bombardements de l'aviation irakienne qu'aux combats qui faisaient déjà rage dans la ville.

Malgré ses appels télévisés où il avait enjoint au préalable toutes les forces combattantes de Mossoul à faire face, le gouverneur de la province, Osama Al-Nudjaïfi, encerclé par une centaine de militants d'EIIL, a fini par s'échapper lui aussi, et à être évacué sur Erbil, avec l'aide des Peshmergas, ainsi que la majorité des étrangers, hormis le personnel du consulat turc qui, pour

des raisons inconnues, refusa d'évacuer les lieux et est actuellement otage de l'organisation. De même une trentaine de chauffeurs routiers venus de Turquie ont été faits prisonniers.

Les peshmergas ont aussi réussi, sans aucune perte, à libérer et évacuer environ 600 étudiantes, originaires de diverses provinces irakiennes, et prises au piège parmi les combats, trois jours durant dans les dortoirs de leur université, qui ont ensuite été convoyées au nord de Mossoul, dans les régions sécurisées par les Kurdes.

Enfin, le 10 juin, la fuite désordonnée des soldats irakiens et la perte de la province de Ninive ne faisait plus de doute. Les images de soldats ayant laissé sur place toutes leurs armes, y compris des chars (au profits d'EIIL), et s'étant débarrassés de leurs uniformes pour se camoufler en civils, ont stupéfié les Irakiens comme le reste du monde, en raison de la disproportion numérique des combattants (au départ environ trois mille pour EIIL, 73 000 pour les Irakiens en plus des forces de police) et de l'armement incontestablement supérieurs des Irakiens, armement fourni par les USA.

Dans une allocution cette fois donnée d'Erbil, Osama Al-Nudjaïfi, a accusé les généraux de « déloyauté » et d'avoir fui en laissant la ville seule face à l'avancée des djihadistes.

Les réfugiés, de Mossoul même ou de ses environs, craignant tout autant les bombardements de représailles de l'armée que la terreur d'EIIL, pris sous le feu et voyant s'enfuir toute l'armée, se ruèrent en direction du Kurdistan, alors que les Peshmergas se dépêchaient de prendre position dans presque tous les territoires à majorité kurde, et assuraient ainsi la protection de régions dont la population non musulmane pouvait apparaître comme des cibles de choix, comme Shingal et ses yézidis, al-Qosh et Qarqosh, peuplées de chrétiens et/ou de shabaks et de yézidis, régions qui elles-mêmes, accueillant le flot de fuyards en provenance de Mossoul. Le poste-frontière de Rabia, attenant à la province kurde de Hassaké en Syrie, a vu même une certaine coordination des forces YPG passant peut-être de l'autre côté (au dire des YPG mais sans confirmation des Peshmergas), le temps que les troupes kurdes arrivent d'Erbil,

afin d'en chasser EIIL et de boucler ainsi la région de Shingal.

Mais c'est surtout la ville de Kirkouk et d'autres localités kurdes plus au sud, comme Djalawla, qui ont vu un grand renfort de Peshmergas, comblant le vide laissé par les troupes irakiennes, lesquelles ont fui comme à Mossoul.

Au soir du 10 juin, Osama Al Nudjaïfi pouvait annoncer que toute la province de Ninive était occupée par les djihadistes, hormis les régions gardées par les Kurdes. La province de Salahaddin est tombée rapidement aux mains de l'EIIL et malgré les propos de Nouri Maliki assurant que ses troupes allaient réoccuper Mossoul dans les 24 heures, il est apparu très vite que l'Irak était à présent coupé, militairement et politiquement en 3 zones : kurde, sunnite et chiite.

Les explications données par les premiers témoins de la défaite irakienne ont été contradictoires et confuses. Les soldats, réfugiés au Kurdistan en attendant d'être évacués chez eux via l'aéroport d'Erbil, ou bien soignés dans les hôpitaux de la capitale ou de Duhok, faisaient état de groupes trop bien entraînés (le manque de formation et de bonne forme physique de l'armée irakienne sont relevés depuis des années), aguerries au combat de rue (ce que ne sont pas les soldats, hormis les Peshmergas). Mais de nombreuses voix indiquaient aussi une fuite subite et désordonnée des officiers, dont les généraux eux-mêmes, soit après avoir lancé un mot d'ordre de retraite à leurs troupes, soit en les ayant laissées à elles-mêmes, sans aucune instruction.

Pour finir, il apparaît surtout que la politique de débaathisation de l'armée initiée par les Américains en 2003, qui a fini par être une

désunniisation, a fait des troupes de Mossoul une armée d'occupation détestée, composée d'hommes qui n'avaient aucune envie de mourir pour cette ville et sa province. Les relations très conflictuelles du gouvernement central avec la population sunnite d'Irak ont, en tout cas, induit une certaine passivité de cette population à l'approche des djihadistes.

Le 11 juin, EIIL avait pris Tikrit à moins de 200 km de Bagdad (et assiégé la raffinerie de Baiji, ce qui a plongé tout le pays et le Kurdistan dans une pénurie générale d'essence). Le porte-parole d'EIIL, Abou Muhammad Al Shami Al-Adnani, annonçait que leur ambition était de marcher sur Bagdad.

Il est cependant peu probable que Bagdad et les provinces chiites puissent tomber aussi facilement que les régions sunnites, dont le sentiment anti-Maliki les pousse, au mieux à l'indifférence, au pire à collaborer ouvertement avec EIIL, notamment avec ses mouvances post-baathistes. Les chiites, par contre, comme les Kurdes, ne livreront jamais leurs villes (et encore moins les lieux saints de Nadjaf et Kerbelah, directement menacées par l'EIIL dont le programme de destruction des tombeaux, lieux de culte et de pèlerinage rejoint celui des Wahabites, mais en plus radical).

La réponse de Nouri Maliki et de son entourage politique à l'avancée des milices et à ce qui est aussi une insurrection sunnite irakienne, a été à la fois incohérente et dangereuse. Il a ainsi appelé l'armée à combattre l'ennemi jusqu'au bout, tout en menaçant ses officiers déserteurs de cour martiale et de mort. Il a aussi demandé à la population (surtout les chiites) de former des milices volontaires, ce qui

redonne du poids à son vieil ennemi Moqtada as-Sadr et fait courir le risque d'exactions ou de règlements de compte sommaires entre groupes armés ainsi que des menaces sur les populations non chiites (notamment les Kurdes et les sunnites vivant à Bagdad, ouvertement désignés comme traîtres et complices d'EIIL). Enfin, il refuse de quitter ses fonctions de Premier Ministre, de chef des armées et de police en faveur d'un gouvernement national d'urgence, comme le suggéraient les USA et l'UE.

Le 12 juin, le Parlement irakien s'est réuni mais n'a pu voter faute d'avoir atteint son quorum (seulement 128 députés présents sur 328). La session a donc été annulée, sans pouvoir aboutir sur l'élection d'un nouveau président.

L'action des milices d'auto-défense a aussi ses limites en fonction du terrain. Ainsi la ville des chiites turkmènes de Tell Affar avait refusé la proposition des Peshmegas d'entrer dans la ville pour en assurer la défense. Quelques jours plus tard, ayant attendu en vain l'arrivée des troupes irakiennes, ils ont dû fuir à leur tour en masse vers le Kurdistan, pris entre le feu des djihadistes et les bombardements aériens des Irakiens demandant les secours des Peshmegas. De même à Qaraqosh, les Peshmegas ont dû intervenir pour sauver la ville d'une tentative de prise d'EIIL, ce qui a entraîné un nouvel exode éclair de chrétiens.

Quant aux États-Unis, rendus « responsables » de la situation de l'Irak post-Saddam, notamment en raison du soutien politique et militaire qu'ils n'ont cessé d'accorder à Maliki, sans écouter les mises en garde des Kurdes sur le danger que courait

l'Irak, ils ont annoncé, par la voix du président, Barack Obama, qu'il n'y aurait aucun retour de troupes américaines sur place ni frappes aériennes, malgré la demande ouverte de plusieurs responsables politiques au sein du parti de Maliki. Le « soutien » pourrait se résumer à des vols de drones, en plus de l'envoi de 300 conseillers militaires ainsi que celui de 200 membres de forces de sécurité dans Bagdad, notamment pour protéger l'ambassade. Barack Obama a clairement reconnu que le problème et sa solution résidaient plus dans la gestion politique du gouvernement actuel que dans un déficit de force de frappe. Des experts militaires, comme le Lt Colonel Ralph Peters, s'exprimant sur Fox News n'ont pas hésité à qualifier l'Irak de « fini » et la réconciliation impossible entre toutes ses composantes ethniques et religieuses, tant les haines semblent « trop profondes ».

Le 23 juin, le secrétaire d'État John Kerry partait pour Bagdad, pour y rencontrer les principales forces politiques du pays, hormis les Kurdes qui ont décliné l'invitation à se rendre dans la capitale irakienne, obligeant John Kerry à faire le voyage à Erbil le lendemain.

Fin juin, le front s'était stabilisé autour de Tikrit où l'armée irakienne piétine, sans pouvoir reprendre la ville en attendant des renforts, notamment l'arrivée de cinq bombardiers Soukhoy venus de Russie.

Si à Bagdad semble régner un certain immobilisme, les troupes d'EIIL ne bougeant guère en direction des zones chiites, l'organisation a assuré la jonction avec ses bases syriennes, en s'emparant de tous les postes-frontières irakiens bordant la Syrie, hormis celui de Rabia tenu par les Peshmegas (le côté

syrien, Yaroubia, est tenu par les YPG). Ainsi se forme, en arc, la continuité territoriale de l'État islamique, qui court le long de provinces sunnites arabes, de Deir ez Zor à Tikrit. En parallèle, au nord, longeant presque cet État, les Kurdes forment aussi un arc, à cheval sur les deux frontières, allant de Hassake à Kirkouk.

Au-delà de l'Irak et de la Syrie, le but d'extension à tout le Proche-Orient d'EIIL était affiché dès le départ dans son nom même (Levant traduit 'Sham', qui n'est pas l'actuelle Syrie). Le 30 juin, EIIL a élevé encore son ambition territoriale en revendiquant tout le Dar al Islam, puisque son leader, qui se faisait appeler 'Abu Bakr Al Baghdadi », s'est auto-proclamé calife de tout l'Islam, sous son vrai nom, Ibrahim, lors de la première nuit de Ramadan et l'organisation a changé son nom en État islamique tout court (EI) ce qui indique que ses prétentions territoriales dépassent maintenant le Proche-Orient et concernent l'ensemble du monde musulman.

En même temps que la proclamation califale, le porte-parole d'EI vient de révéler la généalogie qui « prouverait » son lignage de qurayshite descendant du Prophète. Car si, en principe, le califat des sunnites était, au contraire des chiites, électif, comme l'aurait recommandé sur son lit de mort Muhammad, après la mort d'Ali, le titre de commandeur des croyants est devenu dynastique et les Abbassides qui renversèrent les Omeyyades étaient aussi des parents du Prophète.

Enfin le terme « Dawla », que l'on traduit par État, signifiait à l'origine « victoire, succès, bonne fortune » et fut surtout utilisé en ce sens au début des Abbassides, peut-être pour indiquer que leur

accession au califat était dans l'ordre des choses. Il finit par être tellement attaché au pouvoir en place qu'il en vint à être synonyme de dynastie, puis signifier État. Ainsi al-Dawla al-Islamiyya peut être traduit comme État islamique, mais aussi comme nouveau cycle de règne, au sens de révolution, avènement, victoire politique de l'Islam face au monde, divisé dans cette acception en « territoire de la guerre » (celui des infidèles, de l'ennemi) et « territoire de l'Islam » (soumis au calife). Ibrahim appelle logiquement à une allégeance immédiate de tous les musulmans sous peine d'apostasie de leur part et de se voir basculer dans le Dar al Harb ou territoire de la guerre). C'est pour cela qu'il destitue de toute légitimité les dirigeants religieux et séculiers des États musulmans.

Le nouveau « calife » Ibrahim avait annoncé ce programme dans ses noms de guerre antérieurs : Abu Bakr est le premier calife de l'Islam, peu apprécié des chiïtes, car ayant été le premier « usurpateur », selon eux, à prendre ce titre en lieu et place d'Ali. C'est aussi le père d'Aïcha, la benjamine des épouses du Prophète et sa favorite, qui affronta le même Ali à la bataille dite du Chameau. C'est aussi le seul des quatre premiers califes –

les autres étant Omar, Othman et Ali – à ne pas avoir été assassiné, ce qui indique un certain optimisme de la part du leader d'EI. Ces quatre califes sont dits « rashidun », les droits, les bien-guidés, parce que considérés par les sunnites comme ayant dirigé l'Islam selon la pure voie de la religion.

En prenant Mossoul et les régions sunnites, l'EI a aussi appelé à s'unir contre « l'armée safavide ». Ce nom fait référence à la dynastie fondée par Chah Ismaïl Safavi, d'abord alévie et puis chiïte, qui fit basculer l'Iran dans le chiïsme à partir du 16^e siècle. Saddam Hussein s'en était déjà servi dans sa guerre contre l'Iran, dans un mot d'ordre qui usait du nationalisme arabe contre la Perse, mais aussi lui permettait de brandir l'étendard du sunnisme et de s'assurer le soutien des États voisins contre la République islamique qui inquiétait nombre de pays du Golfe. C'est aussi en tant que « safavides » que furent massacrés ou déportés des milliers de Kurdes chiïtes (faylis) puis des centaines de milliers de chiïtes arabes, après 1991. L'ennemi immédiat, la cible principale de ces djihadistes semble bien être le chiïsme arabe, mais aussi le monde iranien (c'est en tout cas ainsi que l'Iran l'a compris).

Ce programme totalitaire ne va évidemment pas leur rallier tous les musulmans ni ne leur faire que des amis, même au sein des autres groupes djihadistes. Cependant, les succès stupéfiants d'EI en Irak (les victoires militaires sont, depuis le début de l'Islam, vues comme un signe de l'assentiment divin aux entreprises) galvanisent les nostalgiques d'un âge d'or de l'Islam, en décadence depuis l'époque moderne, de par la division des croyants et leur sujétion à l'Occident.

En Irak et en Syrie, plus encore que les minorités chrétiennes, les premières cibles d'EI sont donc les chiïtes, qualifiés d'apostats ou d'hérétiques, ce qui est puni de mort, et puis les religions non comprises dans la protection recommandée par la sharia, c'est-à-dire les Yézidis, les Shabaks, les Mandéens, tour à tour vus comme des apostats ou des polythéistes, voués aussi à une mort immédiate à moins de conversion. Les chrétiens, eux, peuvent espérer s'en sortir dans un premier temps avec le statut de soumis-dhimmis, qui pourrait leur permettre de survivre mais dans une sujétion totale à la sharia telle qu'elle est comprise par l'État islamique et son nouveau « calife ».

KURDISTAN D'IRAK : KIRKOUK ET TOUTES LES RÉGIONS KURDES SOUS LE CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL DU KURDISTAN

La réaction du GRK à la chute de Mossoul et à l'avancée d'EIIL en terre irakienne a été immédiate : aussi rapidement que s'enfuyaient les soldats irakiens, les Peshmergas (250 000 soldats, 240 chars d'assaut, 40 hélicoptères de combat) maintenaient leurs positions dans les régions kurdes de Ninive, Kirkouk, Khanaqin, Diyala, etc., dont le GRK réclame

la restitution par référendum en vertu de l'article 140 de la constitution irakienne et se déployaient aussi dans celles laissées sans défense par les Irakiens. Dès le 11 juin, le commandement militaire pouvait annoncer que les Kurdes tenaient 95% de ces territoires et qu'au contraire des Irakiens, ils avaient l'intention d'y rester, « jusqu'à leur dernière goutte de sang » et le ministre des

Peshmergas assurait que la Région kurde n'avait rien à craindre d'EIIL, jugé incapable de battre les Peshmergas sur le terrain militaire. Il confirmait même que les troupes kurdes avaient repris le contrôle du principal aéroport de Mossoul qui était auparavant tombé aux mains des djihadistes et qu'elles contrôlaient aussi l'aéroport Huriya à Kirkouk.

Tout au long du mois de juin, les accrochages n'ont cessé dans les régions au sud de Kirkouk, entre-coupés de « trêves » avec EIIL. Les peshmergas cherchent surtout à convaincre les chefs tribaux sunnites de ne pas abriter les combattants djihadistes et les unités terroristes, même s'ils ont réussi à établir une ceinture de sécurité au sud de Touz Khormatou afin que les combats entre EIIL et Irakiens ne débordent pas dans les zones kurdes. Il semble d'ailleurs qu'EIIL ne cherche pas la confrontation quand il est engagé dans des combats contre les forces irakiennes dans le sud pour ne pas être pris sur deux fronts. Parfois EIIL attaque les positions kurdes, parfois il adopte une attitude de non-agression mutuelle. Il est probable que cela n'obéisse pas à une stratégie concertée, ni que d'ailleurs les lignes de front entre armées irakienne et kurde soient bien connues, ainsi que la configuration du terrain, par ces combattants internationaux venus de Syrie.

Mais les régions sunnites abritent aussi d'autres groupes armés locaux, comme dans Diyala, habitués au terrain et aux affrontements avec les Kurdes. Ainsi, Mohammad Ihsan, le représentant du GRK à Bagdad, interrogé par le journal Rudaw, a estimé que 100% des territoires kurdes de la province de Ninive étaient sous leur contrôle, et selon le gouverneur de Kirkouk, Najm ad Din Karim, 70% de la province de Kirkouk était aux mains de l'armée et des Asayish (forces de sécurité kurdes). Le reste, constitué de districts peuplés d'Arabes, est passé sous le contrôle d'EIIL.

Mais dans ces zones de montagnes et de déserts, selon un commandant des Peshmergas sur place « à Hawidja, Zab, Rashad et Abasiya, il est très difficile pour les forces Peshmergas de rester 'sans migraine'. Parce ces zones ont été des

abris de terroristes, et ils connaissent très bien la région ». À Djalawla, le maire du district, Anwar Hussein, reconnaît ainsi que si sa ville est sous contrôle des Peshmergas, des combattants djihadistes se sont infiltrés dans des zones de plantations fruitières denses, qu'il ne sera pas facile de quadriller et nettoyer.

Les attaques les plus dangereuses et les plus probables de la part des djihadistes ne viendront cependant pas d'assauts militaires classiques mais d'actes terroristes. Aussi des combattants des forces « Diji Terror, (forces anti-terroristes de 5000 hommes, spécialement formées par les Américains aux combats urbains) sont arrivés à Djalawla et Saadia (sud de Diyala) en prévision des attentats contre les civils, alors que non loin des combats avaient lieu contre l'armée irakienne. Le 12 juin, une bombe a d'ailleurs explosé à Kirkouk, au passage de la voiture du ministre des Peshmergas, tuant un Peshmerga et depuis, d'autres attentats à la bombe ou des tirs de mortiers ont visé des militaires kurdes, faisant des victimes.

Le danger majeur vient de l'afflux de familles réfugiées des régions arabes et qui pourraient aisément servir de base pour des « cellules dormantes », comme il y en avait à Mossoul. Si les familles venues de Mossoul pour Erbil ont été contrôlées et filtrées (les hommes seuls ont été refoulés) et maintenues dans des camps extérieures, la même consigne n'a pas été appliquée à Kirkouk, non encore administrée par les directives d'Erbil, même si, au cours du mois, des règles de restrictions ont été mises en place.

L'autre répercussion qui affecte, cette fois, tout le Kurdistan d'Irak, est la pénurie générale de carburant à la suite de l'arrêt de la raffinerie de Baidji, dont le Kurdistan dépendait à 60% pour son carbu-

rant. Le gouvernement a imposé en hâte un système de rationnement par immatriculation et le marché noir explose, d'autant que la pénurie affecte aussi les autres régions d'Irak, et que des acheteurs arrivent de Mossoul et d'ailleurs pour revendre au double ou au triple le carburant en provenance du Kurdistan. Le litre d'essence a ainsi augmenté de 300% en quelques jours, malgré l'arrivée de 400 camions citernes de Turquie, à la demande du GRK, ce qui est un premier convoi, 1200 étant espérés. Priorité a été d'approvisionner les ambulances et les véhicules militaires. Le ministre turc de l'Énergie, Taner Yildiz, a confirmé que la fermeture de la raffinerie de Baidji laissait le Kurdistan en manque de 4000 tonnes d'essence, que la Turquie allait tenter de répondre à ces besoins, mais que cela occasionnerait de longues files d'attente à la frontière.

Le Kurdistan d'Irak raffine lui-même 96 000 barils pour une demande de 140 000 barils (source GRK de Londres). Ses deux raffineries (Khabat et Bazian) sont aussi à court de produits pétroliers. Si le réflexe de stockage préventif au sein de la population a aggravé les choses, l'autre cause en est qu'Erbil a commencé d'acheminer de l'essence vers la province de Kirkouk. Patrick Osgood, qui dirige le bureau du Kurdistan pour Oil Report Iraq affirme dans Rudaw que le Kurdistan ne peut subvenir qu'à 40% de ses besoins, les 60% étant jusqu'ici assurés par Baidji, et que cela annonce une crise dans tout l'Irak, dépourvu de « plan B » et qui importait déjà de l'essence avant l'arrêt de la raffinerie. Le GRK envisage d'importer de l'essence à un prix « raisonnable », pas plus de 1250 dinars par litre, tout en continuant de vendre le sien à 500 dinars.

La grande question politique propre aux Kurdes est évidem-

ment la décision, prévisible, de Massoud Barzani, de soumettre à l'assentiment populaire l'indépendance de la Région, à présent coupée totalement de Bagdad par un EIIL-Sunnistan.

Dès le 23 juin, le président kurde, lors d'une interview sur CNN, après avoir répété que Kirkouk et les autres régions kurdes ne feraient plus l'objet d'aucune discussion et que l'article 140 était caduque, a affirmé qu'après l'effondrement de l'Irak, les Kurdes allaient saisir cette occasion : « Il est temps pour le peuple du Kurdistan de déterminer son avenir et nous ferons respecter la décision du peuple ».

Les mêmes propos furent redits quelques jours plus tard à la BBC et le président a précisé que ce référendum pourrait avoir lieu dans quelques mois.

Le 26 juin, Massoud Barzani s'est rendu à Kirkouk pour s'adresser solennellement à la population et à ses troupes, tandis que son Premier Ministre, sur invitation de la Turquie, partait rencontrer à Ankara Ahmet Davutoglu, le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, le chef des services turcs, et finalement Recep Tayyip Erdogan, le Premier Ministre turc. Les rencontres allaient fatalement porter sur les derniers événements – les otages turcs, la sécurité en Irak – mais aussi sur Kirkouk et la question de l'indépendance.

Au sujet de Kirkouk, alors qu'au même moment, Massoud Barzani exprimait dans son discours, l'aboutissement d'un combat de 60 ans pour que les Kurdes d'Irak récupèrent cette ville, il ne fait pas de doute qu'à Ankara, ce n'est plus matière à discussion. L'indépendance n'a pas dû être non plus une si grande surprise, puisque dès le 14 juin, Huseyin Çelik, le porte-parole de l'AKP, le parti au pouvoir, avait déclaré qu'il était du droit des

Kurdes d'Irak de décider de leur destin si l'Irak se divisait et que la Turquie continuerait de les soutenir.

Le Vice-Premier ministre turc, Bulent Arinc a tenu, lui, des propos plus nuancés : « Que le monde entier connaisse notre position : ne laissons pas l'Irak se diviser, ne laissons pas les armes se viser les unes les autres, ne laissons personne verser le sang de quelqu'un d'autre, que des puissances extérieures retirent leurs mains de l'Irak et qu'il poursuive son chemin vers une société intégrative ».

Ces derniers jours, la Turquie a réitéré son « opposition » à une division de l'Irak, mais sans proférer de menaces particulières, au contraire de la période d'hostilité 2003-2008.

Autre soutien bien moins discret, celui d'Israël, qui a ouvertement appelé de ses vœux un État kurde, d'abord en la personne de Shimon Peres, venant rencontrer Barack Obama et lui donnant ce conseil « pragmatique » : « Accrochez-vous à vos amis, quels que soient leurs défauts, et ils vous aideront à combattre vos véritables ennemis ».

Et d'énumérer parmi les « bons camps » à soutenir au Moyen Orient, celui des Kurdes contre un Irak « unifié » – qualifié de « cause perdue... à moins d'investir dans une intervention militaire massive » – et de soutenir le Kurdistan, déjà « à demi-démocratique et à demi indépendant ».

Le Premier Ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a de façon encore plus explicite soutenu la future indépendance des Kurdes : « ce peuple combattif qui a prouvé son engagement politique, sa modération politique et mérite l'indépendance politique. »

Quant au ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, il a présenté cette indépendance

comme un fait accompli, même s'il a affirmé que son pays ne se livrerait à aucune action concrète pour aider les Kurdes en ce sens : « La réalité, telle qu'elle nous apparaît, est qu'un État kurde indépendant existe déjà, de facto. »

Cependant, ces déclarations outrancières ont été désapprouvées par les États-Unis qui semblent faire preuve d'un immobilisme obstiné, autant pour ne pas s'engager militairement en Irak (ou en Syrie) contre EIIL, que pour ne pas reconnaître le changement politique irréversible qui a eu lieu, en s'accrochant (ou feignant de s'accrocher) à l'illusion d'un retour en arrière et d'un pays qui finira par s'unifier, se pacifier et se réconcilier.

La visite du Secrétaire d'État John Kerry à Erbil, afin de demander aux Kurdes de s'engager aux côtés de l'Irak contre EIIL et de former un gouvernement pluraliste et uni à Bagdad était frappante à cet égard, par le décalage entre les vœux de John Kerry et la réalité de terrain. Massoud Barzani lui a rappelé qu'ils se trouvaient maintenant devant une « réalité nouvelle et un nouvel Irak ».

Les déclarations les plus hostiles et les plus virulentes viennent bien sûr d'Iran, principal soutien de Maliki et qui voit d'un mauvais œil une partition qui jetterait davantage les Kurdes d'Irak dans les bras de la Turquie. La porte-parole du ministre iranien des Affaires étrangères, Marzieh Afgham, a déclaré que la division de l'Irak venait de ses ennemis et que tous les partis politiques irakiens étaient pour l'unité : « Quiconque cherche à diviser l'Irak sert les intérêts américains ».

Lors de la visite de Nêçirvan Barzani en Iran le 16 juin, Téhéran a tenté en vain d'obtenir l'appui militaire et politique des Kurdes en faveur de Maliki contre l'EIIL, ce qu'ils ont fermement repoussé.

ERBIL : FORMATION D'UN GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE

Le 18 juin, la formation du 8ème cabinet du Gouvernement régional du Kurdistan était annoncée au Parlement du Kurdistan, réuni en session extraordinaire. Le Premier Ministre Nêçirvan Barzani, le Vice-Premier Ministre Qubad Talabani et tous les ministres du nouveau cabinet, issus de la majorité et des principaux partis d'opposition, ont prêté serment devant l'assemblée.

Exposant le programme politique de ce nouveau cabinet, le Premier Ministre a rappelé que le pays vivait des moments critiques et qu'en 2003, au moment de la chute de Saddam Hussein et de la formation du nouvel Irak, « le peuple du Kurdistan avait eu besoin de parler d'une seule voix et d'œuvrer ensemble afin de protéger et préserver les réussites et les intérêts de la Région du Kurdistan ». En cette « période difficile pour l'Irak », le « peuple du Kurdistan a la responsabilité historique » d'adopter une stratégie semblable afin d'assurer la sûreté et la sécurité des habitants de la Région du Kurdistan et des régions auparavant en dehors de son administration.

Le Premier Ministre a aussi remercié le peuple du Kurdistan pour la « patience » dont il a fait preuve dans le processus de formation du nouveau cabinet ainsi que devant la crise née du gel des salaires des fonctionnaires ordonné par Nouri Maliki, une décision « injuste et inconstitutionnelle » qui a eu « un impact négatif sur l'économie et les investissements au Kurdistan ». Mais « l'étape nouvelle » que connaît à présent le Kurdistan laisse espérer que la Région ne sera plus confrontée à une telle crise financière et politique.

Nêçirvan Barzani a ensuite exposé les principes avec lesquels il entend mener sa politique, dont un mode de

gouvernement plus transparent, la séparation des pouvoirs, une justice et une paix sociales, le respect des droits de l'homme et particulièrement les droits des femmes et des enfants, la protection de l'environnement, et des solutions appropriées pour lutter contre la corruption...

Le Premier Ministre a insisté à plusieurs reprises sur le concept de citoyenneté sur lequel doit se fonder les principes et les valeurs du gouvernement, avec l'égalité des chances pour tous les habitants du Kurdistan, quelles que soient leurs origines ethniques, leur appartenance religieuse ou leurs affiliations politiques.

Le nouveau cabinet s'engage à aussi à assurer la séparation des institutions et du gouvernement, des partis politiques.

Le Premier Ministre a aussi rappelé que le Huitième Cabinet était un gouvernement de coalition et que la participation de différents partis politiques dans cette coalition renforcerait les bases de la démocratie et d'une coexistence pacifique, dans le respect des différences et des opinions et de la liberté de la presse.

Au sujet des conflits entre Bagdad et Erbil, le Huitième Cabinet souhaite mettre en œuvre une politique de « réconciliation » afin de résoudre toutes les questions pendantes entre la Région et le gouvernement fédéral, notamment l'application de l'article 140, au sujet des territoires kurdes devant opter par référendum pour leur rattachement ou non au Kurdistan.

Un autre objectif est l'indépendance économique du Kurdistan et la diversification de ses sources de revenus, en plus de ses ressources naturelles. Le Premier Ministre a exprimé la volonté de développer les secteurs agricoles, industriels, commerciaux, de services et d'aplanir les disparités des conditions de vie

entre les campagnes et les villes. L'électricité, l'eau, le réseau routier devront être améliorés et une certaine décentralisation encouragée, ainsi que les investissements locaux et étrangers. Les secteurs de l'industrie et du tourisme feront l'objet d'une attention toute particulière.

Le nouveau gouvernement souhaite aussi poursuivre sa réforme de l'éducation et de l'enseignement supérieur et lutter contre l'illettrisme. Enfin, en ce qui concerne la santé, le Premier Ministre a expliqué que son cabinet travaillera à adopter un système plus moderne et à distinguer les secteurs publics et privés. Les familles des martyrs, des victimes de la campagne Anfal, des armes chimiques et des anciens prisonniers politiques feront encore l'objet d'attentions de la part du gouvernement.

Enfin, le secteur de l'habitat sera modernisé et le gouvernement travaillera à résoudre les problèmes de logement rencontrés par les familles à faible revenu.

Composition du Huitième Cabinet du Gouvernement régional du Kurdistan :

Premier Ministre : Nêçirvan Barzani (PDK)

Vice-Premier Ministre : Qubad Talabani (UPK)

Chef du Cabinet présidentiel : Fuad Hussein (indépendant)

Ministre des Affaires étrangères : Falah Mustafa Bakir (PDK)

Porte-Parole du Gouvernement : Safin Muhsin Diyazee (PDK)

Ministre de l'Agriculture et des Eaux : Abdulstar Majeed (Komal)

Ministre du Commerce et de l'Industrie : Samal Sardar (Goran)

Ministre de la Culture et de la Jeunesse : Khalid Doski (UPK)

Ministre des Dotations et des Affaires religieuses : Kamal Muslim (Goran)

Ministre de l'Éducation :
Pishtiwan Sadiq (PDK)

Ministre de l'Électricité :
Salahaddin Babakir (Yekgirtu)

Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique :
Yousif Muhammad (UPK)

Ministre de l'État et des Affaires parlementaires :
Abdulrahman Abdulrahim Hama Reza (Yekgirtu)

Ministre des Finances et de l'Économie :
Rebaz Muhammad (Goran)

Ministre de l'Intérieur : Karim Sinjari (PDK)

Ministre de la Justice : Sinan Abdulkhakiq Chalabi (PDK)

Ministre du Logement et de la Construction : Darnaz Kosrat Rasul (UPK)

Ministre des Martyrs et de l'Anfal :
Mahmoud Haji Salih (UPK)

Ministre des Municipalités et du Tourisme : Newroz Mawlud Amin (PDK)

Ministre des Peshmergas :

Mustafa Sayid Qadir (Goran)

Ministre de la Planification : Ali Sindi (PDK)

Ministre des Ressources naturelles :
Ashti Hawrami (indépendant)

Ministre de la Santé : Rekawt Hama Rasheed (UPK)

Ministre des Transports et de la Communication : Jonson Siyawash (Chaldéen)

Ministre du Travail et des Affaires sociales : Mohammad Qadir (Goran).

SYRIE :

L'EEIL AFFRONTÉ LE PYD ET L'ASL POUR AFFERMIR SON NOUVEL ÉTAT

Les prises de guerre, en armes, en matériel et en argent de l'État islamique ou EI (anciennement EIIL) qui s'est emparé du trésor de la banque de Mossoul, ne peuvent avoir qu'un lourd impact en Syrie, puisqu'à la faveur de la débandade irakienne, les djihadistes se trouvent être le groupe terroriste le plus riche au monde, et munis d'un armement américain certainement plus performant que l'équipement de l'Armée syrienne de libération (ASL) et du PYD kurde. La continuité territoriale du « nouvel État » offre aussi un accès continu et sûr pour la circulation de ses combattants, entre Deir ez-Zor, Raqqa et Mossoul.

La question est de savoir si le front « majeur » d'EI va continuer d'être la Syrie, et notamment Deir ez-Zor, ou bien si c'est l'Irak qui passera en premier dans ses priorités offensives. Mais l'établissement du nouvel État islamique passe autant par un renforcement des attaques contre les milices djihadistes rivales ou l'ASL que par une consolidation de leurs positions à Mossoul. Il s'agit d'assurer la sécurité et la continuité des routes et de garder la main sur les champs pétrolifères saisis, que ce soit à Deir ez-Zor ou à Ninive.

Par contre, EI s'est livré à plusieurs appels rassurants en direction de milices djihadistes adverses, dont

certaines relevant de Jabhat al Nusra, qui ont fait défection en sa faveur, en des points locaux de la province. La politique d'EI, ici, suit la ligne prêchée en direction des sunnites irakiens : une « clémence » en cas de repentance.

La ville de Deir ez-Zor est toujours disputée entre le régime, Jabhat al-Nusra et l'État islamique. Jusqu'ici, EI a combattu principalement les rebelles syriens, adoptant envers le régime la même politique d'évitement qu'envers le Kurdistan d'Irak en Irak, mais ses récents gains militaires orientaux peuvent changer la donne.

Les frappes de l'armée syrienne et sa concentration sur l'ouest syrien changent aussi de cap, et visent maintenant Raqqa, Deir ez-Zor et Hassaké, sur les positions tenues par EIIL. Cela peut alléger la pression sur l'ASL à l'ouest, d'autant que les milices irakiennes chiites présentes en Syrie sont rappelées à Bagdad pour soutenir la défense du sud Irak. Le 15 juin, les forces aériennes syriennes auraient ainsi pilonné durant 24 h des places fortes tenues par EI, dans les régions de Raqqa et de Hassake.

Si cet allègement du front ouest peut voir un déplacement de l'effort militaire syrien contre EI, ce dernier, dont la puissance de feu est maintenant accrue et les déplacements facilités, concentre aussi ses assauts sur

les territoires kurdes qui coupent ses propres zones, et d'abord Kobanî, enclavé entre la Turquie et EI d'ouest en est. Hassaké est plus difficile à faire tomber, de par la persistance d'une présence des forces gouvernementales, et Afrin est, elle, bouclée entre l'ASL et le bastion alaouite. Entre Raqqa et Deir ez-Zor, les lignes de front d'EI se mêlent ainsi à celles des Kurdes YPG, tout comme à Ninive et Kirkuk, ils côtoient de près les Peshmergas du GRK. Mais si, au Kurdistan et en Irak, EI évite généralement de disperser ses forces entre les Kurdes et les Irakiens, il n'en va pas de même en Syrie, d'autant que les YPG sont vus comme des alliés du camp chiite (Baath + Maliki + Iran) et que si les Peshmergas du GRK adoptent une attitude strictement défensive, de leur côté, les YPG tentent, en vain, de déloger EI des régions qu'il occupe et qui coupent les trois 'cantons du Rojava'.

En riposte, l'EIIL sème la terreur dans les villages autour de Ras al 'Ayn- Serê Kaniyê et Tell Abyad, avec des massacres de civils et des exécutions par décapitation ou crucifixion dont la diffusion sur Internet, par différents réseaux sociaux (tant d'eux-mêmes que des Kurdes) a pour effet de frapper les esprits et de servir d'avertissements ou d'intimidations (mais aussi de mobiliser davantage les Kurdes et tous ceux qui ont à craindre EI).

La réaction du PYD à la chute de Ninive et au déploiement des Peshmergas sur les régions abandonnées par les Irakiens a été, dans les premiers jours des attaques, un appel à « l'unité » et à la défense générale du Kurdistan au cas (improbable) où EI menacerait son existence. Le porte-parole des YPG assurait même, dans une déclaration, être prêt à combattre aux côtés des Peshmergas.

Les peshmergas de Rabia et les YPG de Yaroubia se sont même rencontrés le 10 juin afin de coordonner la défense des frontières contre EI (source YPG). Depuis le départ des Irakiens, les positions respectives des Kurdes restent les mêmes : Yaroubia tenue par les YPG, Rabia par les Peshmergas. Plus au sud, c'est EI qui contrôle la frontière syro-irakienne, qui est ainsi totalement perdue par l'armée irakienne.

Interviewé le 13 juin par le journal turc Bianet, Salih Muslim, le co-président du PYD, a aussi réitéré les appels à l'unité des Kurdes, en se plaignant une fois de plus que jusqu'ici, son parti avait été le seul à combattre EI (faisant mine d'ignorer l'ASL et Jabhat al Nusra) et que la Turquie n'avait jamais saisi la main tendue pour une collaboration commune ; la chute de Mossoul en était le résultat direct :

« Nous avons constamment frappé à

la porte, tendu une main, mais elle fut laissée pendante. La Turquie doit faire face aux faits, maintenant. Faisons quelque chose ensemble, ou le danger est sur nous tous. »

En parallèle, au moment où EI entrait en Irak, où le PYD comme le PKK appelaient à l'unité, le journal Basnews rapportait une rencontre entre le PYD et le PDK de Barzani à Ankara, dont le sujet principal était l'avenir du Kurdistan syrien. Les deux parties avaient convenu, semble-t-il, de cesser de s'attaquer mutuellement dans les media et de tenter de trouver un accord au sujet de l'ouverture du poste-frontière Sêmelka-Pêsh Khabur. Selon le même journal, le KCK (les Communautés kurdes proches du PKK) avait participé aux discussions.

En mars dernier, le régime syrien était accusé par le PYD de soutenir en secret EI contre le PYD, que ce soit par le porte-parole des YPG, Rêdûr Xelîl, qui nommait directement Al Assad ou par Salih Muslim, qui déclarait, également dans le Monitor (27/3/14) que Damas était derrière les attaques d'EI contre les Kurdes, ce qui justifiait une collaboration entre l'ASL et les YPG. Mais le 24 juin, dans un entretien accordé à Al Monitor, Salih Muslim a changé de ton envers la Turquie, et l'a accusée de soutenir EI, ne serait-ce qu'en laissant passer ses militants par la

frontière, ou bien en soutenant directement des groupes armés.

Salih Muslim fait ainsi état de « divers documents » trouvés sur le corps de combattants d'EI tués qui prouveraient leur séjour en Turquie. Il assure aussi ne pas croire à la thèse de « l'État profond » qui agirait sans le consentement d'Ankara. Au minimum, selon lui, le pays ferme les yeux devant les allées et venues de l'organisation.

Sur le terrain militaire du Kurdistan syrien, comme prévu, c'est à Kobanî, le point le plus vulnérable des régions tenues par le PYD, que se concentre l'effort de guerre d'EI contre les YPG. Depuis un peu moins d'une semaine, le front a évolué, d'attentats quasi quotidiens ou des escarmouches entre villages, vers une offensive qui rappelle celle du printemps. Ce serait une centaine de djihadistes venus dans la zone (source YPG) et un lourd bombardement au mortier des environs.

Le canton de Kobanî a décrété la mobilisation générale et ses commandants, ainsi que Qandil (PKK), ont appelé toute la « jeunesse kurde » de tout le Kurdistan à se joindre au combat. Dans ces opérations, l'alliance militaire entre l'ASL et les YPG se poursuit avec des opérations conjointes à l'ouest du canton (proche des positions ASL).

IRAK :

LA COUR SUPRÊME REJETTE LA DEMANDE D'INJONCTION TEMPORAIRE CONTRE LES EXPORTATIONS DE PÉTROLE KURDE

Le 24 juin, la Cour suprême irakienne a rejeté la requête d'injonction temporaire soumise par le ministre irakien du Pétrole, Abdul Karim Al-Luaibi, à l'encontre des exportations de pétrole kurde, injonction qui aurait eu pour effet d'ordonner la cessation des exportations avant que le jugement soit rendu concernant la plainte du Gouvernement central.

À l'unanimité, la Cour suprême a donc refusé de délivrer cette injonction, la jugeant « contraire au contexte légal applicable en Irak », ce qui ne signifie nullement que le jugement définitif a été rendu et que les exportations ont été jugées « légales » par cette même cour.

Le ministère kurde de l'Énergie a déclaré : « Avec la décision de la Cour, le Gouvernement régional du Kurdistan obtient une autre clarifica-

tion importante de ses droits tels qu'énoncés par la Constitution. Une telle décision par la plus haute cour du pays astreint le ministre [irakien du pétrole] et ne peut être contestée en aucune façon » en ajoutant que le ministère fédéral du Pétrole et SOMO, l'agence d'État chargé de la commercialisation du pétrole irakien devaient cesser leurs « interventions illégales et anticonstitutionnelles » visant à empêcher les exportations de pétrole du Kurdistan. « Ils doi-

vent aussi cesser d'envoyer des lettres de menace et d'intimidation, ainsi que de fausses déclarations aux négociants et acheteurs potentiels du pétrole exporté légalement par le Gouvernement régional du Kurdistan ».

Mais le rejet de cette injonction temporaire se fonde sur une base

légitime qui ne permet pas son application mais ne statue en rien sur le fond de la plainte : à savoir si le GRK, en exportant directement son pétrole, viole ou non la constitution irakienne. Sur ce point, l'affaire n'est pas encore jugée mais, en attendant, les Kurdes n'ont pas à stopper leur activité.

Selon un expert juridique de Bagdad, s'exprimant sous couvert d'anonymat au journal Rudaw, la requête a été refusée car improprement rédigée, « mais le ministre du Pétrole peut redéposer une autre plainte sur cette même question. Le rejet de la Cour ne signifie pas son consentement aux exportations de pétrole du GRK. »

PARIS : COLLOQUE À LA MÉMOIRE DU DR. GHASSEMLOU

Le 21 juin l'Institut kurde organisait dans la salle Victor Hugo de l'Assemblée nationale, un colloque intitulé « Hommage à Abdul Rahman Ghassemlou », assassiné avec deux de ses collaborateurs, il y a 25 ans, le 13 juillet 1989, à Vienne, par des « émissaires » du président iranien au cours de « pourparlers de paix ».

Ce crime d'État n'a malheureusement pas été sanctionné. Les exécutants identifiés, munis de passeports diplomatiques, ont pu librement quitter l'Autriche pour regagner l'Iran où ils ont été félicités et promus. La justice autrichienne n'a pas cherché à identifier les commanditaires de ce terrorisme d'État au cœur de l'Europe, encore moins à les inquiéter.

Au-delà de cette injustice, qui reste encore très vive dans la mémoire collective kurde, le message politique du Dr. Ghassemlou, les idéaux qui ont guidé son combat pour l'émancipation du peuple kurde, pour un Iran démocratique et laïc respectueux de sa diversité politique, culturelle et linguistique gardent toute leur actualité au Kurdistan, en Iran et au Proche-Orient.

Au-delà du témoignage sur les facettes multiples de la personnalité du leader kurde disparu, les intervenants ont été invités à débattre de l'actualité de sa pensée politique ainsi que des perspectives

pour le Kurdistan iranien et pour l'Iran.

La première table ronde était intitulée « Abdul Rahman Ghassemlou, homme privé, homme politique kurde et iranien ». Elle était présidée par Mme Joyce Blau, professeur émérite, et animée par M. Hamit Bozarslan, professeur à l'EHESS, M. Bernard Granjon, médecin et ancien président de Médecins du Monde, M. Mostafa Hijri, secrétaire du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, Mme Hélène Krulich, épouse d'Abdul Rahman Ghassemlou, M. Frédéric Tissot, ancien Consul général de France à Erbil.

Hélène Krulich, qui fut l'épouse du Dr. Abdul Rahman Ghassemlou, rappelle que ses assassins n'ont jamais été inquiétés, ils ont même été « promus ». Elle évoque l'enfance et la jeunesse de son mari, son désir de justice devant la pauvreté au Kurdistan et en Iran, et son engagement précoce contre le régime du Chah : « C'était un patriote iranien qui aimait son Kurdistan natal ». Il partageait avec son épouse, rencontré en Tchécoslovaquie quand il avait 20 ans, un même désir de « mettre fin aux cruautés du monde ».

Elle a également fait part de son souhait de voir un jour un « Iran libre », ce qui fut le rêve de son époux, rêve pour lequel « il a combattu toute son existence et auquel il a donné sa vie. »

Hélène Krulich a terminé sur un éloge des « frères kurdes d'Irak » et de ce qu'ils accomplissent actuellement « dans une région où nulle part ailleurs les droits de l'homme et la démocratie sont respectés », ce qui aurait fait « la fierté » d'Abdul Rahman Ghassemlou. Elle a salué particulièrement le combat et le courage des Peshmergas qui, en ce moment-même, luttent contre les djihadistes venus du monde entier.

Le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, Mustafa Hijri, estime « important de rendre hommage à la vie du Dr. Ghassemlou et à son combat sans répit pour la démocratie en Iran et pour les droits nationaux du peuple kurde au Kurdistan d'Iran.

« Le Dr. Ghassemlou était un homme de principes tout en étant sensible aux réalités politiques. En d'autres termes, il ne voyait aucune contradiction à défendre des principes fondamentaux tout en faisant preuve de prudence politique. Au fond, c'était un humaniste qui avait compris qu'un changement politique allant dans le bon sens prendrait du temps. »

Les idéaux qu'il s'est attaché à défendre et à poursuivre au sein du PDK-I sont « la démocratie, l'égalité des sexes, la liberté et l'indépendance des prises de décisions, sans égard aux courants internes, régionaux ou internationaux. »

Vingt-cinq ans après l'assassinat du Dr. Ghassemlou, la situation

générale des Kurdes, au Moyen Orient, s'est améliorée, sauf en Iran où l'on assiste à « l'oppression grandissante de tous ceux qui réclament la liberté, particulièrement les militants politiques qui se battent pour les droits nationaux des Kurdes, des Arabes, des Baloutches, des Turkmènes et des Azéris. »

« La population en Iran attend des puissances occidentales qu'elles ne fassent pas de compromis sur la situation des droits de l'homme en parvenant à un accord avec le régime islamique sur son programme nucléaire. Il est important que les puissances occidentales réalisent que le régime islamique ne fait de concessions que s'il subit des pressions. La volonté du régime de négocier et d'accepter les conditions posées par les puissances mondiales en est la preuve. Nous croyons que si priorité est donnée à la situation des droits de l'homme en Iran par les puissances occidentales, le régime islamique répondra de même à la pression internationale. »

Le Dr. Bernard Granjon, médecin et ancien président de Médecins du Monde, évoque sa première rencontre avec Abdul Rahman, il y a trente ans, alors en pleine guerre Iran-Irak, et « l'accueil d'une extrême simplicité et d'une extrême chaleur » de cet homme « qui parlait sept, huit ou neuf langues », dont le français. Citant Malraux, dans « La voie royale », « que la victoire revient à ceux qui ont fait cette guerre sans l'aimer », Bernard Granjon témoigne qu'Abdul Rahman Ghassemlou n'a jamais aimé la guerre, qu'il pouvait en admettre la nécessité, mais que « ce n'était jamais un choix. C'était un humaniste, un voyant, qui avait des vues à très long terme. »

Abdul Rahman Ghassemlou préférerait à toute chose la démocra-

tie, et refusait d'enlever des otages, de se livrer à des actes terroristes, pour faire « une guerre aussi propre que possible ». Ainsi, les prisonniers iraniens du PDK-I s'y trouvaient, de leur propre aveu, mieux traités que dans l'armée iranienne.

Médecins du Monde et Aide Médicale Internationale ont alors, sur place, aidé à la construction d'un hôpital et à la formation d'un personnel médical, allant d'infirmières aux chirurgiens, qui continua d'être opérationnel durant l'embargo au Kurdistan d'Irak et même actuellement.

Bernard Granjon a revu régulièrement Abdul Rahman Ghassemlou lors de ses séjours en France. Le dernier souvenir qu'il a de lui, le 3 juillet 1989, à Paris, dix jours avant son assassinat. Sur les raisons pour lesquelles le leader du PDK-I s'est rendu à ce rendez-vous fatal avec les faux négociateurs iraniens, il soumet deux hypothèses : « Ces pourparlers avaient une importance très grande, il y avait déjà eu deux pourparlers, c'était le troisième [...] Khomeiny était mort depuis, et il a fait un pari audacieux, qu'il a perdu, pensant que la cause kurde valait la peine de prendre ce risque. L'autre explication, était que cet homme était grand, trop grand pour imaginer la bassesse et la félonie de ses ennemis. »

Comme Bernard Granjon, le Dr. Frédéric Tissot, ancien consul général de France à Erbil, a connu Abdul Rahman Ghassemlou, en 1981, quand il était « french doctor ». Il se souvient de lui comme « un livre d'histoire absolu » avec qui il a appris ce qu'étaient les Kurdes et le Kurdistan.

« Abdul Rahman Ghassemlou m'a appris qu'il n'était pas facile

de faire avancer la démocratie dans une situation de guerre. » Frédéric Tissot s'est souvenu de cet enseignement en prenant ses fonctions dans le tout nouveau Gouvernement régional du Kurdistan.

Pour lui, l'implantation de la représentation diplomatique de la France au Kurdistan ne serait peut-être pas faite de la même façon si Bernard Kouchner et lui-même n'avaient connu le Dr. Ghassemlou, ce qui, notamment, leur valu d'être si appréciés des autorités et de la population kurdes.

Le professeur Hamit Bozarslan aborde la pensée d'Abdul Rahman Ghassemlou à partir de son ouvrage écrit en 1965, « Le Kurdistan et les Kurdes », dont il a rédigé la préface de l'édition turque. Avec sa génération, il fait partie de cette intelligentsia kurde des années 1950-1960, qui renonce à ses privilèges de classe en faveur d'une cause. Il tend aussi, dans ses idées relevant d'une gauche démocratique, qui annonce le Printemps de Prague, à une réflexion critique, prenant en contre-modèle le parti Baath, qui se dit, lui aussi, de gauche.

Son analyse d'alors sur la situation du Kurdistan et en Iran est qu'il n'y a alors, « ni prolétariat ni bourgeoisie ». Son engagement à gauche « est le biais par lequel il est possible de concilier l'intérêt particulier et l'intérêt universel : l'intérêt particulier étant celui des Kurdes, de leur lutte nationale et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; mais cette lutte serait creuse sans perspective d'émancipation universelle.

Son livre est très riche en données sur le Kurdistan et sur l'Iran de l'époque : les rapports de classe, la dynamique urbaine, la question des revenus, les struc-

tures tribales, le système rentier, l'immobilier, etc. : « Pour quelqu'un qui voudrait aujourd'hui travailler sur le Kurdistan des années 1950 et 1960, ce livre est indépassable. On voit là un homme prendre au sérieux les chiffres, les faits, les km², le prix du terrain, le nombre de tracteurs... Ces données nous permettent de faire une cartographie extrêmement fine du Kurdistan de l'époque. »

Les dynamiques du nationalisme kurde ont, pour lui, une double solution : l'union libre, dans laquelle on ne remet pas en cause les structures d'État, mais en négociant une unité libre sur une base égalitaire ; la seconde solution est la fédération moyen-orientale.

Ce livre est un ouvrage de recherche que l'on peut encore utiliser avec un grand bénéfice.

Cette première partie a été suivie de la projection d'un documentaire : « Abdul Rahman Ghassemlou par lui-même ».

La seconde table ronde était présidée par Kendal Nezan et s'intitulait « Abdul Rahman Ghassemlou, citoyen du monde » ; y participait M. Marc Kravetz, grand reporter et journaliste à France-Culture, M. Bernard Kouchner, ancien ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Abdol Karim Lahidji, avocat et ancien président de la Fédération internationale des droits de l'homme, M. Jonathan Randal, ancien grand reporter au Washington Post.

Bernard Kouchner fut un ami très proche de Ghassemlou. Pour lui, un seul homme peut lui être comparé dans ceux qu'il a connus et c'est Vaclav Havel, avec une communauté de pensée dans leur conception de la démocratie socialiste, avec une même intelligence, un même humanisme et un réalisme total.

« La lutte du PDK-I a changé notre vision : on pouvait être en faveur de la lutte armée imposée par l'opresseur et, en même temps, avoir une vision d'un espoir socialiste et d'un profond espoir nationaliste ».

La situation actuelle en Irak montre combien Abdul Rahman Ghassemlou avait raison, avec son idée d'un fédéralisme : « Il y aura une indépendance et une souveraineté du Kurdistan d'Irak... Le seul endroit stable, pacifique et en plein développement est le Kurdistan d'Irak. À partir de là, on peut commencer à penser à une fédération, pour les Kurdistan de Turquie, de Syrie, d'Iran... »

Abdol Karim Lahidji, avocat et ancien président de la Fédération internationale des droits de l'homme, était un ami de Ghassemlou, qu'il a rencontré à Téhéran en 1979, quatre mois après la révolution, alors qu'ils étaient tous deux candidats aux premières élections législatives. Malgré des fraudes massives, A. Ghassemlou a été élu au Kurdistan, en raison de la faveur exceptionnelle dont il y jouissait. Mais la guerre éclate immédiatement au Kurdistan et il n'a pu siéger dans cette assemblée « dont 70% étaient des Mollahs » ni participer à la première constitution de cette république islamique.

La répression s'intensifie et dans les années 1980 des milliers d'activistes politiques sont emprisonnés ou exécutés après des procès-minutes. Pour les survivants, l'exil était la seule alternative.

À Paris, Abdol Karim Lahidji revoyait régulièrement A. Ghassemlou et la dernière fois fut quelques jours avant son assassinat, où il ne souffla mot de sa future rencontre avec les émissaires iraniens. Mais il était toujours à la recherche d'une grande coalition pacifique de l'opposition iranienne.

Quelques mois avant son assassinat, ce même régime avait organisé une purge au sein des prisonniers politiques, où 3000 d'entre eux, qui purgeaient des peines d'emprisonnement, parfois depuis des années, ont été exécutés sur ordre de Khomeiny. Comment a-t-il pu faire confiance aux émissaires d'un tel régime ?

Son assassinat était le début d'un plan organisé par la république islamique d'Iran, au cours duquel une centaine d'opposants iraniens, dont son successeur, Sadiq Sharafkandi, ont été assassinés, soit en Iran, soit à l'étranger.

Cette politique d'élimination relève des crimes contre l'humanité définis par la Cour pénale internationale et ne sont pas prescriptibles. Ils doivent être élucidés devant une juridiction indépendante.

Marc Kravetz fut aussi un ami proche de Ghassemlou. Il a aussi mené une enquête sur ce triple meurtre de Vienne. Il l'a rencontré la première fois à Mahabad, en 1979, quand le Kurdistan d'Iran était encerclé par l'armée iranienne, ainsi que par les Pasdarans (Gardiens de la révolution islamique) qui, à l'époque, n'étaient que des milices de volontaires, dont certains revenaient du Liban, dont la violence et la cruauté n'étaient pas poussées à ce point dans l'armée.

L'une des caractéristiques les plus frappantes de Ghassemlou était son calme et sa sérénité, même dans de telles circonstances, qui tranchait avec ce que sont, en général, les chefs de mouvements de libération armés. La ville fut en quelques jours investie par les Pasdarans. La ville dont toute la résistance militaire des Kurdes s'était retirée afin de ne pas occasionner des pertes considérables dans la population.

C'est en le suivant dans les montagnes kurdes, avec les Peshmergas, que Marc Kravetz a pu longuement l'entendre développer ses visions politiques, surtout celle d'une « fédération » ou « confédération », qu'il résumait ainsi, en parlant des pays qui se partageaient le Kurdistan : « Nous sommes leur problème à tous, mais nous pouvons être aussi leur solution ». Il disait aussi : « Personne ne nous permettra de créer un pays en en détruisant trois autres ». Ghassemlou essayait de penser un peuple et une nation sans nécessairement l'identifier à des frontières et à une territorialité.

La dernière rencontre avec Abdul Rahman Ghassemlou précédait de peu son voyage à Vienne et suivait le retour d'Irak de de Marc Kravetz qui avait assisté aux obsèques de Khomeiny. Il est ensuite parti à Vienne pour enquêter sur ces assassinats : « Il n'y a aucun mystère sur ce qui s'est passé. Mais 25 ans après, les assassins courent toujours. Mais le message d'Abdul Rahman Ghassemlou, lui, continue de vivre.

Jonathan Randall évoque dans les années 1988-89 la rencontre de Ghassemlou et de l'ambassadrice américaine en Irak, April Glaspie. Cette dernière lui a raconté sa première rencontre avec Ghassemlou, à Bagdad, durant l'été 1988, lors du cessez-le-feu dans la guerre Iran-Irak, où ils ont discuté du sort des Kurdes d'Irak. Elle se souvient d'un « diplomate accompli, fin tacticien... et doté d'une extraordinaire capacité à poursuivre la mission de sa vie. »

En été 1988, Ghassemlou était plus libre de ses mouvements dans « l'État policier irakien » que sous le régime des mollahs, bien qu'il était à peine toléré en Irak au moment où Saddam y

faisait régner la terreur au Kurdistan. Mais le moment du cessez-le-feu contre l'Iran allait voir se déchaîner la campagne de l'Anfal contre les Kurdes dans les régions jusqu'ici épargnées, comme le Behdinan, déclenchant l'exode de réfugiés en Turquie. C'est dans ce moment critique qu'eurent lieu les entretiens d'April Glaspie et de Ghassemlou, qu'elle décrit « se faufilant entre les sbires de Saddam » pour la rencontrer, c'est-à-dire risquant sa vie en lui rendant visite à sa résidence officielle : « À cette époque, le monde entier disposait de très peu d'informations fiables sur le sort infligé aux Kurdes d'Irak » et April Glaspie souhaitait savoir ce qui se déroulait au Behdinan, totalement isolé de l'Irak arabe. Ghassemlou, même si cela était risqué, pouvait se rendre au Kurdistan d'Irak sans trop éveiller de soupçons, au contraire de l'ambassadrice, dont la voiture était filée en permanence par les agents de Saddam.

Jonathan Randall dîne avec lui la veille de son voyage à Vienne, quand il revenait de l'Internationale socialiste en Suède, en juillet 1989. Il était alors très optimiste, avec la fin de la guerre Iran-Irak, la mort de Khomeiny, et il avait bon espoir que les États-Unis lui accordent enfin un visa. Il était aussi convaincu de pouvoir revenir prochainement en Iran.

Le président de l'Institut kurde, Kendal Nezan, a ensuite lu un message du géopoliticien Gérard Chaliand, qui tenait à saluer la mémoire de Ghassemlou, « un ami et un compagnon » et « sans conteste, la figure politique kurde la plus remarquable » du siècle dernier. Son projet de Kurdistan autonome dans un Iran démocratique s'opposait à la dictature de Khomeiny et sa mort a privé ses proches et son parti de quelqu'un d'irremplaçable.

Enfin, Kendal Nezan évoque sa rencontre avec Ghassemlou en 1976, au moment où ce dernier avait choisi de quitter Prague pour Paris et où il enseigna le kurde à l'INALCO. Ils travaillèrent ensemble sur le livre « Les Kurdes et le Kurdistan », auquel participa aussi Ismet Cheriff Vanly, livre qui avait pour but d'exposer le point de vue des Kurdes sur leur propre histoire et qui a été, depuis, traduit en une dizaine de langues. Sa connaissance du Kurdistan iranien fut précieuse pour l'association France-Kurdistan qui tâchait à l'époque de faire connaître les Kurdes à l'opinion publique française et au-delà. Il apportait aussi une nouvelle vision de la cause kurde, alors que tous les mouvements kurdes étaient encore sous influence marxiste et pro-soviétique.

À l'époque la droite française était favorable au Shah pro-occidental et à Saddam Hussein, tandis que la gauche voyait les Kurdes comme pro-Américains, en raison de l'alliance du général Barzani et des États-Unis. L'approche de Ghassemlou, pour un « socialisme démocratique », et son refus de remettre en cause les frontières existantes, rencontra un écho favorable dans différentes composantes de la gauche française, notamment le parti socialiste.

En mars 1979, au moment du « printemps iranien », après la chute du Shah et au moment où les Peshmergas du PDK-I contrôlaient la plupart des villes kurdes, Kendal Nezan put amener au Kurdistan une équipe de Tfl, pour y rencontrer Ghassemlou et témoigner de l'extraordinaire printemps de la liberté du Kurdistan iranien. Dès le mois d'août, le Djihad de Khomeiny fut lancé contre les Kurdes, qualifiés d'« enfants de Satan » et à la demande de Ghassemlou, Kendal Nezan assura les fonctions « d'ambassadeur des Kurdes d'Iran » en Europe, auprès

des media, des ONG pour une action médicale et humanitaire, dont, en premier, Médecins sans frontière, puis Aide médicale internationale, et Médecins du monde en 1984. Ces équipes, de retour, apportaient leur témoignage et formèrent un réseau pour sensibiliser l'opinion.

Le Secrétaire international du Parti socialiste mit cette représentation des Kurdes en contact avec ses homologues scandinaves, allemands et autrichiens et ils purent même rencontrer, le chancelier autrichien Bruno Kreisky, ainsi que des hauts responsables suédois, norvégiens, yougoslaves, etc.

Le message d'Abdul Rahman Ghassemlou, au cours de toutes ces rencontres, a toujours été :

- de ne pas remettre en cause les frontières existantes, mais de souhaiter un Iran démocratique, laïque et fédéral, qui accorderait aux Kurdes une large autonomie ;
- que la fin ne justifiant jamais les moyens, les Kurdes ne recourraient jamais à des actions terroristes, de sorte que leur cause sera jugée légitime, même si cela prendrait plus de temps ;
- que le contexte régional les obligeait parfois à des alliances

« contre nature et très douloureuses » mais ces alliances ne devaient jamais se faire au détriment d'une autre partie du Kurdistan.

Pour la question kurde dans son ensemble, il était partisan d'une conférence nationale kurde qui désignerait un conseil national parlant au nom de tous les Kurdes, pour une diplomatie commune et nom éparpillée entre divers mouvements. Si cela n'a pu se réaliser sur le plan politique, en raison de la mésentente des partis kurdes, cette idée a inspiré l'action de l'Institut kurde au plan culturel.

IRAN :

UNE RÉPRESSION POLICIÈRE ET JUDICIAIRE CONSTANTE SUR LES KURDES

Ln Iran, la situation des droits de l'homme ne s'est aucunement améliorée depuis la nouvelle présidence et les Kurdes continuent de payer le prix d'une politique qui vise à la fois les minorités ethniques et religieuses, ainsi que toute dissidence politique.

Les arrestations, opérées sans motif connu, sont souvent suivies de mises au secret sans que leurs familles aient la moindre nouvelle des détenus, même quand les faits reprochés sont des plus légers ou ne peuvent même pas être qualifiés de délits.

Ainsi, depuis avril dernier, on est sans nouvelles de dix Kurdes arrêtés dans les villes de Bokoan et Mahabad, pour le seul crime d'avoir pratiqué ostensiblement l'islam en célébrant les fêtes religieuses d'après le calendrier fixé par les pays sunnites et non celui décrété par les autorités religieuses iraniennes chiites.

À Urmiah et Tabriz, une manifestation reprochant aux autorités leur passivité devant la mort écologique du lac d'Urmiah et son assèchement dramatique a été suivie d'arrestations. Un certain nombre de personnes a été relâché depuis.

Certaines morts imputés à la « contrebande » sont en fait des crimes déguisés. À Piranshahr, Hadji Rasooli a été abattu le 2 juin par la police qui patrouille dans les montagnes. La Human Rights Activists News Agency a recueilli des témoignages locaux qui contredisent la version des autorités, un contrebandier pris sur le fait et abattu : la victime se déplaçait dans les montagnes mais sans aucun produit de contrebande sur elle. L'ayant peut-être tué par erreur, les policiers auraient déposé près du corps plusieurs bouteilles d'alcool et faussé leur rapport afin d'éviter tout blâme. Hadji Rasooli était marié et père de trois enfants.

Le 27 juin, un jeune Kurde a été tué par les forces militaires alors qu'il roulait sur la route entre Paveh et Kermanshan. L'armée a chargé la victime de délit de contrebande, ce que l'avocat de sa famille met en doute, avançant que la façon dont les tirs ont touché le jeune Farsahd montre qu'il n'y a pu avoir aucune des trois sommations d'usage.

Les bavures des patrouilles chargées de réprimer la contrebande sont fréquentes au Kurdistan iranien et ne donnent lieu à aucune poursuite, les

responsables falsifiant les faits dans les rapports, ou bien ces morts sont considérées simplement comme « accidentelles » et ne font l'objet d'aucune poursuite ni enquête.

Les conditions de vie dans les prisons sont toujours aussi déplorables et menacent gravement la santé ou la vie des détenus. Ainsi, depuis plusieurs années, les organisations des droits de l'homme alertent régulièrement sur le cas de Zeynab Djalalian, condamnée pour motifs politiques et incarcérée dans la prison de Kermanshan. Atteinte de ptérygion, les autorités refusent depuis longtemps son transfert à l'hôpital, pour qu'elle subisse l'intervention chirurgicale qui préviendrait des atteintes graves et irréversibles à sa vision.

Quatre prisonniers politiques kurdes dans les couloirs de la mort sont en grève de la faim depuis 75 jours. Arrêtés en 2009, Jamshid Dehgani, Jahangir Dehgani, Ahmed Hamadi et Kamal Molayee n'ont, à ce jour, jamais vu un avocat depuis leur arrestation en 2009. Ils ont, par contre, été sujet à plusieurs simulacres d'exécution, une forme de torture morale très répandue dans les prisons iraniennes. Leur récent transfert dans la prison de Ghezal

Hasar, au nord ouest de Téhéran, fait craindre leur exécution imminente et non simulée, cette fois.

Un détenu de nationalité turque, Shakir Begi, originaire de Van et capturé en 2007 entre Sanadadj et Mariwan purge 30 ans de prison. Il a été transféré ce mois-ci de la prison de Diesel-Abad (Kermanshan) à celle de Kashmar dans le Khorassan. Mis en cellule avec les

droits communs et non les politiques sa condition physique serait mauvaise.

Dans cette même prison de Diesel-Abad, un autre détenu politique a entamé une grève de la faim et s'est même cousu les lèvres, pour protester contre ses mauvaises conditions de détention et le rejet de sa demande de transfert dans la prison de Paveh, proche du lieu de

résidence de sa famille. En 2011, Layegh Kordpoor a été arrêté par les services de renseignements et tenu au secret pendant 2 mois. Condamné à 5 ans de prison pour « soutien à des groupes salafistes », sans que des faits précis et des preuves aient été établis lors de son jugement, il a bénéficié d'une remise de peine d'un an et huit mois mais n'a toujours pas été remis en liberté.

CULTURE :

LA CITADELLE D'ERBIL INSCRITE AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO

Le 1er juin, le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) a publié ses « Évaluations des propositions d'inscription de biens mixtes et culturels en 2014 » au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Ce dernier devait décider, lors de sa réunion à Doha, ce même mois, d'inscrire sur sa liste ou non les sites et monuments examinés par l'ICOMOS.

Parmi eux figurait la Citadelle d'Erbil, dont, après examen, l'ICOMOS avait estimé qu'il fallait différer l'inscription mais non la désapprouver (la troisième option étant la recommandation) en raison de certaines faiblesses du dossier, et, surtout, les réserves émises par le Conseil sur l'évacuation de la population qui vivait dans la Citadelle.

Voici les conclusions et les recommandations finales soumises à l'UNESCO et à la Haute Commission pour la Restauration de la Citadelle d'Erbil :

« La citadelle d'Erbil, avec sa position en hauteur au sommet d'un impressionnant tertre artificiel s'élevant au-dessus de la plaine dans une région qui fut le berceau des premières villes, continue de produire une impression visuelle forte. D'abondantes traces écrites et

épigraphiques évoquent aussi la longue histoire du site, documenté depuis l'époque éblaïte et qui a prospéré en tant que centre politique et religieux à la période néo-assyrienne. La permanence de son nom au fil des siècles renforce l'idée d'une longue continuité d'occupation.

La proposition d'inscription semble influencée par ces trois facteurs mais, dès qu'il s'agit d'apporter des éléments matériels pour appuyer les justifications des critères sélectionnés, le dossier révèle un certain degré d'ambiguïté et de confusion. L'analyse comparative, les délimitations et les arguments avancés dans le dossier de proposition d'inscription ne contribuent pas à démontrer la justification de la valeur universelle exceptionnelle proposée à ce stade.

En effet, le tissu bâti subsistant, fragmentaire, du bien proposé pour inscription et de la zone tampon témoigne de la plus récente période historique d'Erbil, entre le XVIIIe et le début du XXe siècle. En ce qui concerne les phases historiques antérieures, les traces subsistantes du bien proposé pour inscription n'étaient pas les arguments présentés dans le dossier de proposition d'inscription, pas plus qu'elles ne démontrent dans quelle mesure et comment les

précédents tracés d'occupation ont déterminé la configuration présente de la citadelle. Des études historiques, documentaires et morphologiques supplémentaires, ainsi que l'archéologie, pourraient apporter un éclairage sur ce point.

Le tell constitue la seule manifestation physique massive des anciennes phases d'occupation, mais en l'absence de fouilles archéologiques systématiques, l'information sur les précédentes strates demeure hypothétique et ne peut concourir à appuyer les arguments exposés dans le dossier de proposition d'inscription. À ce stade, il existe peu d'éléments matériels et de documentation scientifique démontrant que le tell recèle d'importantes traces archéologiques et coïncide avec le site de la cité assyrienne d'Arbèles.

L'intégrité du bien proposé pour inscription est également préoccupante : la plupart des composants qui constitueraient un établissement urbain fortifié historique n'existent plus ou ont subi des transformations majeures. Il ne subsiste que quelques groupes de bâtiments résidentiels du XIXe siècle, dans un état précaire et fragmentaire.

L'ICOMOS félicite la région autonome du Kurdistan pour ses

importants apports à la préservation de la citadelle d'Erbil. Toutefois, il note que l'ambitieux programme de conservation et de revitalisation initié en 2008 en est encore à ses débuts et nécessite un engagement politique à long terme et une capacité institutionnelle substantielle pour être mené à bien.

Certains projets majeurs – par exemple la reconstruction en cours de la grande porte, basée sur une documentation historique et graphique limitée de sa configuration pré-1980, et le musée national du Kurdistan – directement face à la citadelle – suscitent aussi des inquiétudes concernant le maintien de l'intégrité déjà entamée du bien proposé pour inscription et de son authenticité.

Les 8 Recommandations concernant l'inscription étaient :

L'ICOMOS recommande que l'examen de la proposition d'inscription de la citadelle d'Erbil, Irak, sur la Liste du patrimoine mondial soit **différé** afin de permettre à l'État partie de :

- approfondir la recherche sur le patrimoine urbain- architectural et le contexte archéologique du bien proposé pour inscription et de son environnement afin de mettre en évidence les zones potentiellement importantes du bien en termes d'éléments matériels et de compléter l'analyse comparative, afin de comprendre si le bien pourrait être considéré comme ayant une valeur universelle exceptionnelle ;
- si cette étude suggère que de solides arguments justifient la valeur universelle exceptionnelle du bien, alors :
 - modifier les délimitations du bien proposé pour inscription et de la zone tampon si et là où cela est nécessaire ;

- formaliser par des moyens juridiques appropriés le rôle, la structure et les compétences de la Haute Commission pour la revitalisation de la citadelle d'Erbil en tant qu'autorité de gestion et la doter de ressources financières et humaines appropriées et stables pour permettre son bon fonctionnement sur le long terme.

L'ICOMOS considère que toute proposition d'inscription révisée devra être étudiée par une mission d'expertise qui se rendra sur le site.

Recommandations complémentaires :

L'ICOMOS recommande également que l'État partie prenne en considération les points suivants :

- s'occuper de toute urgence de la stabilisation des pentes du monticule archéologique ;
- reconsidérer l'emplacement du musée national du Kurdistan ou réviser substantiellement la conception architecturale du projet actuel pour l'harmoniser avec la citadelle et sa relation avec son environnement ;
- étudier, documenter et cartographier les vestiges de surface subsistants de tout type et instaurer des mécanismes pour documenter et protéger les vestiges archéologiques enfouis des activités de construction ;
- élaborer une stratégie pour attirer des investisseurs privés et construire un partenariat public/privé solide pour mettre en œuvre le programme de conservation et de revitalisation ;
- entreprendre des études juridiques en vue d'améliorer le cadre légal existant en introduisant des mécanismes de soutien aux propriétaires privés concernant leurs obligations d'entretien de leurs biens patrimoniaux ;
- renforcer l'implication des anciens habitants et de la société

civile d'Erbil en général dans la revitalisation de la citadelle et fournir des instruments appropriés pour assurer leur participation effective au processus.

Le rapport entier peut être lu en ligne ou téléchargé à cette adresse (la fiche d'Erbil se trouve aux pages 242-252) :

<http://whc.unesco.org/archive/2014/whc14-38com-inf8B1-fr.pdf>

Mais finalement, le 21 juin, l'UNESCO réuni à Doha n'a pas suivi les avis de l'ICOMOS et a inscrit d'emblée la Citadelle sur la liste du Patrimoine mondial et elle figure à présent sur son site, à la page des nouveaux inscrits, avec la présentation suivante :

« La Citadelle d'Erbil (Iraq) est un établissement anciennement fortifié bâti au sommet d'un imposant tell ovoïde - un monticule créé par les générations qui se sont succédées sur le site et ont reconstruit au même endroit. Elle est située dans la région autonome du Kurdistan en Iraq, au nord du pays. Le mur ininterrompu de façades de maisons du 19^e siècle continue de donner l'impression visuelle d'une forteresse imprenable surplombant la ville d'Erbil. La Citadelle présente un tracé de rues particulier, en éventail, datant de la phase ottomane tardive d'Erbil. Les sources écrites et iconographiques documentent l'antiquité de l'occupation du site –Erbil correspond à l'ancienne Arbelès, un important centre politique et religieux assyrien- tandis que les découvertes et fouilles archéologiques suggèrent que la colline cache les strates et les vestiges d'établissements plus anciens. »

La Citadelle d'Erbil devient ainsi le premier site historique du Kurdistan à figurer sur la prestigieuse liste du Patrimoine de l'Humanité de l'UNESCO.

Syrie : une élection pour empêcher toute transition

Bachar Al-Assad est assuré d'un troisième mandat à l'issue du scrutin présidentiel du 3 juin

Qui l'eût cru ? Trois ans après le début de la révolution syrienne, Bachar Al-Assad s'apprête à être reconduit pour un troisième mandat d'affilée à la tête de l'Etat syrien. Le bourreau de millions de familles, endeuillées, exilées ou déplacées, devrait hériter d'un nouveau titre de président, à la faveur du scrutin sur mesure organisé, mardi 3 juin, dans les zones sous le contrôle de son armée.

Que le chef de l'Etat soit cette fois sacré par le biais d'une élection et non par le truchement d'un plébiscite référendaire, la pratique instituée par son père, Hafez Al-Assad, dans les années 1970, ne change rien à l'affaire. Dans la digne tradition familiale, tout a été fait pour verrouiller par avance le résultat du vote.

La notoriété quasi nulle des deux autres concurrents - Maher Al-Hajjar, un parlementaire alépin, et Hassan Al-Nouri, un entrepreneur qui fabrique du cirage - les réduit au rôle de faire-valoir du président sortant.

Dans la digne tradition familiale des Assad, tout a été fait pour verrouiller par avance le résultat du vote

Les délégations d'observateurs chargées de superviser le scrutin proviennent de pays alliés à Damas, aux traditions démocratiques incertaines (Iran et Russie, mais aussi Ouganda, Venezuela, Tadjikistan...), ce qui garantit leur docilité. Enfin, la peur de représailles en cas d'abstention devrait suffire à garnir les bureaux de vote, comme l'ont prouvé les bousculades devant l'ambassade de Syrie au Liban, le jour du vote des Syriens de l'étranger.

Cette consultation en trompe-l'œil ne s'adresse donc pas à la population syrienne, pas même à ceux qui renvoient régime et rébellion dos à dos. Elle est menée en direction de l'opinion publique et des responsables occidentaux, comme un élément d'une stratégie de communication, visant à décourager toute initiative hostile à Bachar Al-Assad.

« Cette élection, c'est un message du régime à la communauté internationale qui consiste à dire "Oubliez tout espoir de transition démocratique, la seule solution au conflit, c'est notre solution" », décrypte Michel Kilo, une figure de l'opposition libérale.

« Ce scrutin est le prolongement politique de l'offensive militaire en cours, une manière de fermer la porte à tout plan de paix, une fuite en avant dans la "bunkerisation" du régime et la sanctuarisation de la Syrie utile », renchérit un diplomate français.

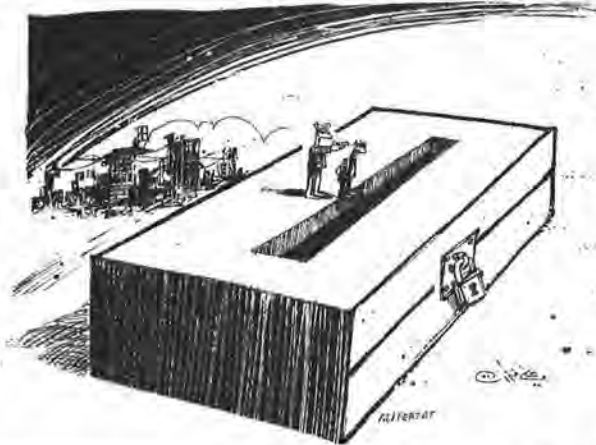
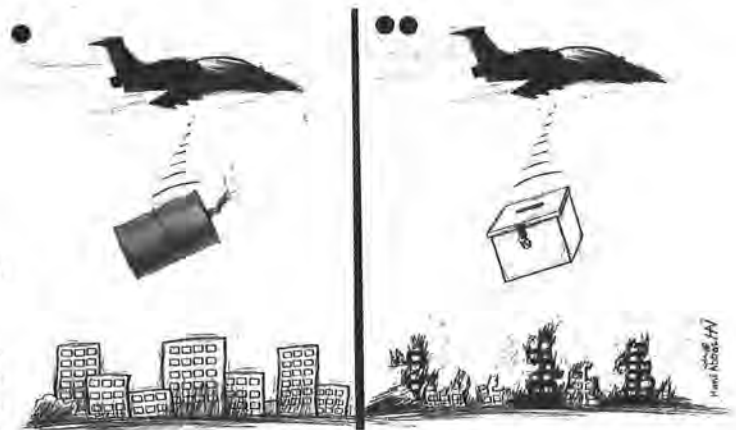
Les retombées de cette démonstration de force risquent d'être maigres. Le pouvoir syrien a, certes, marqué un point avec la démission de Lakhdar Brahimi, le médiateur de l'ONU, parrain des deux sessions de négociations organisées cet hiver à Genève, qui avaient placé le régime dans une position inconfortable.

En annonçant la candidature de Bachar Al-Assad au scrutin présidentiel, le régime peut se targuer d'avoir mis le dernier clou au cercueil du plan de paix que portait ce diplomate algérien. Négocié sur les bords du lac Léman, en 2012, entre Russes et Américains, ce texte appelait à la formation d'un gouvernement d'unité, doté de tous les pouvoirs exécutifs, ce qui revenait à mettre le président sur la touche.

Mais le fait d'avoir privé les diplomates occidentaux de cet outil ne les a pas rendus plus sensibles à l'argumentaire de Damas.

Ci-contre, en haut, un dessin d'Hani Abbas, dessinateur syrien en exil à Genève.

En bas, un dessin de son compatriote Ali Ferzat, actuellement réfugié au Koweït.



Les entretiens hautement médiatisés que le président américain Barack Obama et son homologue français François Hollande ont récemment accordés à Ahmed Jarba, le chef de la Coalition nationale syrienne (CNS), la principale plateforme anti-Assad, visaient à dissiper toute ambiguïté.

Réuni à Londres le 15 mai, pour la première fois depuis l'échec des discussions de Genève, le groupe des « Amis de la Syrie », qui rassemble les principales puissances occidentales et leurs alliés arabes, n'a pas hésité à qualifier l'élection de « parodie de démocratie ».

Même ceux que l'on appelle les opposants de l'intérieur, qui sont basés à Damas et qui défendent des positions moins tranchées que la CNS, n'ont pas cédé aux sirènes du régime. A l'image de Louay Hussein, un dissident de gauche, critique de la militarisation du soulèvement, tous ont appelé au boycottage de l'élection.

Il n'y a que sur le terrain militaire que le régime enregistre quelques succès. Ces derniers mois, ses troupes, épaulées par le Hezbollah, ont avancé, notamment au

nord de Damas, dans l'espoir de reconstituer le glacis sécuritaire de la capitale. Mais ces dernières semaines, dans la région d'Idlib (nord) et de Deraa (sud), les brigades rebelles ont également progressé, en dépit d'incessants bombardements.

D'avantage qu'à une reconquête irrésistible des loyalistes, leitmotiv de la propagande du régime, on assiste à une consolidation de chacun des camps, y compris celui des djihadistes, bien implanté dans le nord-est du pays. Dans la guerre d'usure en cours, le plébiscite du 3 juin sera vite oublié. ■

BENJAMIN BARTHE

AFP

La langue, barrière entre les Kurdes et les Arabes irakiens

Souleimaniyeh (Irak), 4 juin 2014 (AFP)

DE NOMBREUX jeunes Kurdes ne parlent pas, ou mal, l'arabe pratiqué par le reste des Irakiens, une barrière linguistique avec le reste du pays lié à un sursaut nationaliste après la répression menée contre leur communauté par Saddam Hussein.

La plupart des Arabes irakiens ne parlant pas non plus le kurde, cela signifie qu'une partie des jeunes de ces deux communautés les plus importantes du pays n'ont pas de langue en commun. Un problème de communication qui s'ajoute à une multitude de querelles entre le gouvernement fédéral et la région autonome du Kurdistan, dans le nord du pays.

Si une génération plus âgée de Kurdes parle davantage l'arabe, ayant grandi quand le Kurdistan avait moins, voire pas du tout d'autonomie, les jeunes privilégient eux l'anglais.

"Nous préférons l'anglais, parce que l'arabe peut seulement être utile au Moyen-Orient, tandis que l'anglais est utilisé dans la majeure partie du monde", explique Ayyub Bahaeddin, étudiant dans la deuxième ville du Kurdistan, Souleimaniyeh.

Joana, professeur de mathématiques, acquiesce: "Je comprends l'arabe, mais je ne le parle pas", ajoutant: "je n'aime pas" cette langue.

- RÉACTION APRÈS LA RÉPRESSION -

Le désintérêt des jeunes Kurdes pour la langue arabe apparaît comme une réaction après des années de répression menée par le régime du dictateur défunt Saddam Hussein.

Près de 180.000 Kurdes ont été tués en 1987-1988 durant l'opération Anfal, via notamment l'utilisation massive d'armes chimiques et des exécutions sommaires, et plus de 3.000 villages détruits.

Le régime a forcé des milliers de Kurdes à quitter leurs foyers afin d'être remplacés par des Arabes, dans le cadre d'une politique d'"arabisation".

Après avoir été confronté à un soulèvement en 1991, Saddam Hussein a imposé un embargo à la région kurde sur les vivres et l'essence qui perdurera jusqu'à la chute du régime en 2003. Isolée, la région a gagné parallèlement en autonomie.

"Au début des années 90 (...), soudainement vous avez cette nouvelle liberté d'être Kurde, un gouvernement kurde et un drapeau kurde", rappelle Qoubad Talabani, récemment nommé vice-Premier ministre de la région du Kurdistan.

En "réaction, après avoir été libérés de Saddam", les jeunes se sont détournés de l'arabe, signe également "peut-être d'un rejet de l'Irak", ajoute le fils de l'actuel président irakien.

"Une nouvelle génération apprend aujourd'hui l'arabe à l'école, mais il y a une génération au milieu qui ne parle pas" cette langue, dit-il.

"Certaines personnes se demandent: 'Pourquoi devrions-nous apprendre la langue d'un gouvernement qui a opprimé son peuple?'" souligne Payman Ali Mohammed, principale d'un collège à Souleimaniyeh.

"Mais si tu veux comprendre ton ennemi, il faut d'abord apprendre sa langue", juge-t-elle, en soulignant qu'un nouveau programme d'enseignement de l'arabe a été mis en place dans certaines écoles, après que des professeurs eurent constaté que "beaucoup d'élèves ne savaient même pas écrire une courte composition".

- PAS D'IDENTITÉ IRAKIENNE -

Le kurde et l'arabe sont reconnus comme langues officielles en Irak, mais dans la pratique, l'arabe est utilisé au niveau fédéral, et le kurde au sein du gouvernement et de l'administration du Kurdistan.

Si la plupart des programmes télévisés, des journaux et des livres étaient autrefois en arabe, les publications et médias en kurde se sont multipliés depuis une vingtaine d'années, ce qui n'incite pas non plus les Kurdes à maîtriser l'arabe.

L'enseignement du kurde est de son côté limité dans le reste de l'Irak.

A moins de devoir se rendre dans cette région pour des vacances ou pour affaires, les Arabes irakiens ont peu d'occasions d'utiliser cette langue, d'autant que les Kurdes se rendent peu dans le reste du pays, en raison des violences quotidiennes qui le frappent.

Questions territoriales, ressources naturelles, dont le pétrole, partage de pouvoirs... Divers conflits opposent par ailleurs le Kurdistan irakien et le gouvernement fédéral.

Ces querelles ont rendu l'idée d'une indépendance du Kurdistan de plus en plus populaire au sein d'une partie de la population, un mot d'ordre qui n'a néanmoins pas été repris par les principaux partis politiques kurdes.

"Le facteur clé pour créer un pays unifié" est que les gens "sentent qu'ils (en) font partie", souligne M. Talabani. Mais "l'Irak aujourd'hui n'a pas sa propre identité. L'Irak est composé d'une multitude d'identités. Il n'y a rien qui lie ces différentes identités ensemble". ●

AFP

Turquie : l'arrachage d'un drapeau par un militant kurde provoque l'indignation

Ankara, 9 juin 2014 (AFP)

L'ARRACHAGE spectaculaire d'un drapeau turc sur une base militaire du sud-est de la Turquie, secoué par des violences entre forces de l'ordre et manifestants kurdes, a suscité l'indignation lundi dans ce pays, notamment celle du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan qui a promis que son auteur en "paierait le prix".

Dimanche, un homme masqué a escaladé un mât de la base aérienne à Diyarbakir et en a descendu le drapeau national, au lendemain de la mort de deux manifestants kurdes abattus par l'armée dans de violents affrontements dans le district de Lice.

Au cours d'une conférence de presse avec le président iranien Hassan Rohani, M. Erdogan a fermement condamné cette opération qui, selon la presse turque, a été le fait d'un mineur.

"Même si un enfant osait arracher notre drapeau national, lui et ceux qui l'auraient envoyé en paieraient le prix", a-t-il tonné.

Avant lui, l'état-major de l'armée turque a "condamné avec véhémence une attaque contre le drapeau turc, symbole de la glorieuse nation turque".

Le chef du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), a lui aussi dénoncé l'action du militant kurde. "Nous ne pourrions jamais accepter un tel geste", a déclaré Kemal Kılıçdaroglu devant la presse.

La tension est brusquement montée à Lice depuis que des manifestants ont bloqué une route il y a deux semaines pour dénoncer la construction de nouveaux postes militaires.

Selon l'armée turque et les services du gouverneur local, des soldats ont ouvert le feu samedi sur les protestataires après avoir eux-mêmes été pris pour cible par des tirs à

balles réelles, des grenades artisanales et des cocktails Molotov.

Ces morts ont suscité de nombreuses manifestations et des incidents, non seulement dans le sud-est de la Turquie, en majorité kurde, mais également à Istanbul.

Lundi, M. Erdogan a mis en garde contre toute "provocation destinée à faire dérailler le processus de paix" engagé entre le gouvernement et la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) fin 2012.

Le président Abdullah Gül a également appelé au calme et à la "responsabilité", assurant que "les attaques et les provocations ne réussiront jamais".

Ce brusque regain de tensions dans le Sud-Est intervient à un moment où M. Erdogan doit annoncer dans les jours à venir sa candidature à l'élection présidentielle des 10 et 24 août prochains, pour laquelle il espère obtenir un large soutien de la minorité kurde (15 millions de personnes).

Les discussions entre le gouvernement islamo-conservateur et le chef du PKK Abdullah Öcalan, qui purge une peine de prison à vie en Turquie, sont bloquées depuis des mois.

Le mouvement rebelle a décrété en mars 2013 un cessez-le-feu unilatéral et ordonné deux mois plus tard un retrait de ses combattants vers leurs bases du nord de l'Irak. Mais il a suspendu ce retrait en septembre 2013, reprochant au gouvernement de ne pas avoir tenu ses promesses d'accorder de nouveaux droits à la minorité kurde. ●



Obama's foreign policy book



Thomas L. Friedman

SULAIMANIYA, IRAQ When President Obama sits down to write his foreign policy memoir he may be tempted to use as his book title the four words he reportedly uses privately to summarize the Obama doctrine: "Don't Do Stupid Stuff" (with "stuff" sometimes defined more spicily).

Up to now, that approach has not served the country badly — fight where you must, fix what you can, work with allies wherever possible but never forget that using force is not the sole criteria for seriousness, considering, as Obama noted in a speech last week, that the wars that costs us the most were those we leapt into without proper preparation or allies and "without leveling with the American people about the sacrifice required."

So "Don't Do Stupid Stuff" would certainly work as a book title today. But sitting here in Kurdistan — a true island of decency near the epicenter of what is now the biggest civil war on the planet, between Sunnis and Shiites, stretching from Iran across Iraq and Syria into Lebanon — I think Obama may eventually opt for a different book title: "Present at the Disintegration."

Obama has been on duty when the world has come unstuck in more ways than any recent president. George H.W. Bush dealt deftly with the collapse of the Soviet Union. Bill Clinton was the first president who had to fire cruise missiles at a person — Osama bin Laden in Afghanistan — in the first

battle ever between a superpower and a superempowered angry man. When that superempowered angry man struck our homeland on 9/11, George W. Bush responded with two invasions.

Obama has had to confront the culmination of all these trends, and more: the blowback from both invasions; a weak, humiliated but still dangerous Russia; a drone war against many more superempowered angry men from Yemen to Pakistan; the simultaneous disintegration of traditional Arab states and the nuclearization of Iran; plus the decline of "spheres of influence" dictated by traditional powers from above and the rise of "people of influence" emerging from the squares and social networks below. These Square People have challenged everything from Russia's sphere of influence in Ukraine to the right of the pro-U.S. Egyptian military to keep ruling Egypt.

Obviously, Obama would much prefer that his foreign policy memoir be called "Present at the Re-Integration" — at the forging of a new, stable pro-Western order. But that is so much harder today than Obama critics allow. Hey, it was relatively easy to be a hero on foreign policy when the main project was deterrence of another superpower. Just be steadfast and outspend them on defense. Where that is still necessary, with Russia and China, Obama has done O.K.

But when so much foreign policy involves dealing with countries that are falling apart or an entire region engulfed in civil war — and the only real solutions are not deterrence but transforming societies that are completely unlike our own and lack the necessary building blocks and we already spent \$2 trillion on such projects in Iraq and Afghanistan with little to show for it — the notion that Obama might be a little wary about getting more deeply involved in Syria and is not waxing eloquent about the opportunity does not strike me as crazy.

I never believed that with just a few more arms early on the Syrian "demo-

crats" would have toppled President Bashar al-Assad and all would have been fine. The Shiite/Alawites in Syria were never leaving quietly, and Iran, Russia and Hezbollah would have made sure of it. And does anyone believe that Saudi Arabia, our main ally in the Syrian fight, is trying to promote the same thing we are there, a pluralistic democracy, which is precisely what the Saudis do not allow in their own country?

Yes, being in Kurdistan, it is clear that the metastasizing of the Syrian conflict has reached a stage where it is becoming a factory for thousands of jihadists from Europe, Central Asia, Russia, the Arab world and even America, who are learning, as one Syrian Kurdish leader told me, "to chop people's

heads off and then go back home." The conflict is also, as an Iraqi Kurdish security expert added, legitimizing Al Qaeda's shift "from the caves of Afghanistan into the mainstream of the Arab world" as defenders of Sunni Islam. These are big threats.

But when I ask Kurds what to do, the answer I get is that arming decent Syrians, as Obama has vowed to do more of, might help bring Assad to the table, but "there is no conventional military solution" — neither Shiites nor Sunnis will decisively beat the other, remarked a former deputy prime minister of Iraq, Barham Salih. "But walking away is not possible anymore."

The only solution, they say, is for the U.S. and Russia (how likely is that!) to broker a power-sharing deal in Syria between Saudi Arabia, Turkey, Iran and their proxies. Repeat after me: There is no military solution to Syria — and Iran and Russia have to be part of any diplomatic one. Those are the kind of unpleasant, unromantic, totally long-shot foreign policy choices the real world throws up these days. A little humility, please.

Here are a few working titles for the president's consideration.

Un navire de Pétrole kurde arrive au large du Maroc: L'Irak menace de représailles

Larbi Amine 2 Juin 2014
www.lemag.ma

Bagdad : Le Kurdistan irakien, région plus qu'autonome, nourrissant un dessein séparatiste, a commencé à exporter du pétrole malgré l'interdiction de Bagdad, qui tient à préserver l'unité du pays en centralisant entre seules les mains du pouvoir, l'exploitation des richesses naturelles.

Un chargement de pétrole, exporté par les

Kurdes malgré l'interdiction du pouvoir irakien, risque d'envenimer les relations de Bagdad avec Rabat.

En effet, rapporte le site norvégien, Upstream, un stock de pétrole extrait des riches gisements kurdes d'Erbil, a été acheminé via la Turquie vers le port énergétique turc de Ceyhan, où l'attendait un pétrolier devant le transporter vers une destination en méditerranée occidentale.

Selon le média norvégien, le navire a en

effet pris la mer, traversant toute la méditerranée, pour venir s'immobiliser au large du Maroc, dans les eaux territoriales du royaume.

La destination finale du pétrolier reste inconnue, et le média scandinave n'a pas donné plus de précision, sur si ce stock de pétrole était destiné au royaume, ou si les autorités marocaines avaient passé un contrat d'achat de pétrole avec la province autonome kurde, sans se référer à Bagdad.

La même source a indiqué, que le pouvoir irakien, considérant illégale cette transaction a proféré des menaces dans tous les sens et aurait indiqué qu'il se garde le droit d'avoir recours à la justice internationale à défaut d'un arbitrage international à son bénéfice. □

Syria holds election as war grinds on

BEIRUT, LEBANON

BY ANNE BARNARD

People filed into polling centers in government-controlled areas of Syria on Tuesday in a disputed ballot certain to hand President Bashar al-Assad another seven-year term amid a three-year insurgency and government crackdown. Opposition groups urged a boycott of what they called a “blood election.”

Government employees in the capital, Damascus, speaking anonymously for fear of retribution, said that they had little choice but to vote, having received strict orders to show up for work and go from there to the polls or face questioning by security agencies. Voters’ fingers were stained with ink, making some residents wary that in the coming days having an unmarked finger would lead to problems at the city’s ubiquitous security checkpoints.

Security was tight at more than 9,000 polling stations because of fears of insurgent attacks, but by midafternoon only a few scattered shelling incidents, without casualties, had been reported in the capital. Many streets were closed to traffic, most shops were closed, and buses carried government workers to polling places. Government warplanes whooshed over the city, and shelling and airstrikes could be heard from some rebel-held suburbs.

A day earlier, some insurgent groups had declared that anyone not staying home was a legitimate target. But on Tuesday, major groups, including the Islamic Front and the Army of Islam, declared that they would hold their fire to avoid making things “worse for our people” by adding “oppression” of being “led to the election by force.”

Many voters, though, expressed enthusiasm for Mr. Assad, and declared the elections a victory over an insurgency they see as driven by a foreign conspiracy. Razan Mohammad, 35, an employee of SyriaTel, the cellphone company



DUSAN VRANIC/ASSOCIATED PRESS

A portrait of President Bashar al-Assad on a bus in Damascus on Tuesday. Some government workers said they had been ordered to report to work and vote, despite rebel threats.

owned by Rami Makhoul, a powerful cousin of the president, called Mr. Assad “the only guarantee for Syria to hold together” against what she called extremist Islamist fighters backed by Israel and the West. She ridiculed Syrian opponents of the government, who she said had all fled the country.

“All the barking dogs are outside of Syria, watching our joy and happiness,” she said. “Bashar is the best and the strongest.”

But even inside Syria, some government opponents took risks to mount stealthy protests. In Hama, where Mr. Assad’s father, Hafez, crushed an Islamist uprising in 1982, members of the Union of Free Students poured red dye into the Orontes River on Monday near the city’s famed wooden water wheels, briefly turning the water blood-red. They noted that the elections were taking place three years to the day after security forces fired on a large, peaceful protest in the city, killing dozens, early

in the uprising before many opponents had taken up arms.

One voter interviewed in central Damascus, who identified himself only as Abu Ali, 55, said he was so inspired that he was walking with his 12-year-old son from one polling place to another. “I voted five times,” he said. “Even my son voted.”

The election is Syria’s first in more than five decades to feature more than one candidate; since Mr. Assad’s father rose to power in 1970, he and later his son were re-elected in single-candidate ballots, with the government reporting that they racked up percentages in the high 90s. Two little-known figures, vetted by government and security bodies, are nominally opposing Mr. Assad. Both have praised him.

Mr. Assad’s international opponents, including the United States, have branded the election a farce. Yet election observers were on hand Tuesday from North Korea — a country even less

tolerant of dissent than Syria — as well as from Mr. Assad’s allies Iran and Russia, along with Brazil, Zimbabwe and others. Far fewer than usual foreign media outlets have been granted visas to work inside Syria during the elections.

Despite the foregone conclusion, the vote is a milestone in a conflict that began with protests demanding political freedoms and has killed an estimated 160,000 Syrians.

Mr. Assad’s domestic and international opponents long ridiculed his confidence that he would survive in power until the end of his current term in July. His supporters see his longevity as proof that he enjoys the backing of most Syrians. His opponents attribute it to the strong support he enjoys from Russia and China and the lack of effective international



LEILA AL-HAJR/ASSOCIATED PRESS

A wounded girl on Tuesday in Aleppo, Syria, where the government was accused of using barrel bombs. Closer to the capital, Damascus, shelling could be heard in rebel-held suburbs.



L'OBSERVATEUR DU MONDE

Syrie : les élections de la terreur

PAR RENÉ BACKMANN

L'indécent simulacre électoral qui vient de se dérouler dans une Syrie dévastée par la guerre civile, où près de la moitié des 22 millions d'habitants ont dû fuir leur foyer, ne trompera personne. Seuls Bachar al-Assad, ses obligés et ses alliés affecteront de prendre au sérieux son résultat attendu. Alors que le nombre des victimes est aujourd'hui évalué à 162 000 en trois ans, ce sont le fracas des bombes et des obus, les cris des blessés dans les décombres, la terreur et le désarroi des civils qui ont tenu lieu de campagne électorale. Car les combats n'ont connu aucune trêve ces dernières semaines. Au contraire. Redoublant de sauvagerie, ils viennent de faire près de 10 000 morts en moins de deux mois. Dans le troisième de ses rapports mensuels au Conseil de Sécurité, remis la semaine dernière, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, constate que la poursuite par le régime des « frappes aériennes indiscriminées » continue de provoquer des pertes humaines très importantes et des déplacements de population « de grande ampleur ». Il insiste dans le même document sur l'usage désormais systématique par le régime des fûts métalliques remplis d'explosifs et de morceaux de ferraille, largués par des hélicoptères sur les zones tenues par la rébellion où les dégâts humains et matériels sont énormes. Selon Ban Ki-moon, 3,5 millions de Syriens vivent dans des zones où l'aide humanitaire parvient très mal ou pas du tout. Parmi eux, 241 000 sont assiégés par l'armée régulière ou par les rebelles. Même si elle semble avoir gagné du terrain dans le nord-ouest du pays, l'opposition vient d'essayer plusieurs graves revers, notamment à Homs et à Alep où l'armée du régime poursuit son offensive contre l'est de la ville, tenu par les rebelles. Du fracas de cette guerre sans merci, aucune solution, militaire ou politique, n'émerge pour l'heure. D'autant que l'opposition elle-même est en proie à un sanglant conflit interne. L'Armée syrienne libre, soutenue par les Occidentaux, s'est alliée au Front al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, pour combattre les djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), émules auto-proclamés de Ben Laden, qui entendent instaurer un Etat islamique fondé sur le respect fanatique de la charia. A la tête d'un Etat en ruine, mais fort de l'aide de Moscou, du Hezbollah libanais, des pasdarans iraniens et des miliciens chiïtes irakiens, Bachar al-Assad poursuit sa criminelle fuite en avant. Et les Occidentaux, faute d'avoir convaincu le dictateur de négocier, cherchent toujours, en vain, comment procurer un avantage militaire décisif aux rebelles qu'ils soutiennent sans armer les djihadistes qui combattent à leurs côtés. R. B.

backing for the armed opposition.

Either way, the vote is an indication that Mr. Assad is unlikely to exit soon, and his re-election will signal a new phase in the conflict. After he reclaims the mantle of governance, it remains to be seen if he can or will fulfill his pledges to end the war and rebuild the shattered country.

For opponents of the government, the election was a time to take stock. Several civilian activists who have taken refuge in neighboring Lebanon said it was time to stop encouraging false hope and to urge Syrians to "arrange their lives" according to the expectation that

Mr. Assad would stay. One said she wanted to go to a protest against the elections in central Beirut, but with a sign saying, "We lost and Assad won."

"Anyone who talks to me about resistance and continuing the revolution, I will punch him in the face," she said, like others asking not to be identified because the Syrian government still exercises strong influence in Lebanon.

Hwaida Saad contributed reporting from the Syrian-Lebanese border, Mohammad Ghannam from Beirut, and an employee of The New York Times from Damascus.

International New York Times THURSDAY, JUNE 5, 2014

ASSAD ENGINEERS HIS RE-ELECTION

There is no need to pretend the vote was a democratic exercise.

Syrians dutifully went to the polls this week to vote for a president in what was anything but an exercise in free and fair democracy. The winner was predetermined and voting took place only in government-controlled areas, meaning that thousands of Syrians in rebel-held areas were unable to cast ballots. The result — no surprise here — was a third seven-year term for President Bashar al-Assad.

No one can pretend this election is consistent with a credible democratic process. Mr. Assad's two competitors on the ballot were little known and widely understood to be pawns in his farcical game. As for the international election observers selected by Syria to validate the process, the fact that they came from North Korea, Iran and Russia, three of the world's most undemocratic countries, speaks for itself.

The most significant, and depressing, thing about the election was its ratification of a cruel truth: Mr. Assad, whom world leaders long ago said should be gone, remains in power and is unlikely to leave anytime soon. The three-year-old civil war continues to rage, with its mounting toll of more than 160,000 people killed and millions displaced in Syria and neighboring countries. Undeterred by any sense of moral compass, Mr. Assad is flattening cities, blocking food aid from rebel-held areas and, according to Physicians for Human Rights, systematically attacking doctors and health care facilities, an especially heinous action that violates the norms of war and can constitute a crime against humanity under international law.

Meanwhile, Mr. Assad's allies — Iran, which has provided extra troops and advice, and Russia, which has provided arms — continue to block any meaningful United Nations Security Council action that would force him to give safe passage to humanitarian deliveries or face judgment at the International Criminal Court.

There has been hopeful speculation that Mr. Assad will use his re-election to fulfill his pledges to end the war and rebuild his shattered country. History suggests he is more likely to double down and spill even more blood in his ruthless campaign to obliterate his opponents.

LES DÉBATS DE L'OBS

LA PAROLE D'UN NOBEL

COMMENT PEUT-ON ÊTRE TURC ?

Le prix Nobel de littérature 2006 parle de son pays aujourd'hui secoué par les révoltes, de la politique dangereuse d'Erdogan, du génocide arménien et de son musée personnel d'Istanbul

UN ENTRETIEN AVEC ORHAN PAMUK

Le Nouvel Observateur Vous aviez 30 ans en 1982 lorsque vous avez publié votre premier roman, « *Cevdet Bey et ses fils* », qui paraît aujourd'hui en France. L'histoire se déploie sur trois générations, de 1905, l'année où les élites turques se sont dressées contre le sultan Abdülhamid II, à 1938, l'année de la mort d'Atatürk, puis à 1970, à la veille du coup d'Etat militaire. Ce sont là trois moments clés dans l'émergence de la Turquie moderne. L'histoire turque structure-t-elle votre œuvre, et ce premier roman en a-t-il posé les fondements ?

Orhan Pamuk Il en a posé les fondements thématiques, mais non stylistiques ou formels. En effet, c'est un roman très classique, presque anachronique, dans la lignée de Balzac, Stendhal, Dostoïevski ou Thomas Mann, qui raconte de façon linéaire une histoire « normale ». Il comporte quelques développements psychologiques sur mes personnages, tous issus de la bourgeoisie, mais il consiste avant tout en une succession d'épisodes, d'instantanés importants de leur vie, combinés aux événements de l'histoire turque. Il y a dans ce roman une dimension autobiographique : je suis effectivement issu de la bourgeoisie laïque et occidentalise, qui a acquis du pouvoir aux débuts de la République turque. Cette classe sociale était très proche d'Atatürk, et partie prenante de son projet de modernisation et de laïcisation de la société. Mais elle avait ses moments de fragilité éthique, dans son attitude indéfendable envers les classes défavorisées. Elle se comportait comme une aristocratie face au reste du pays, notam-



ORHAN PAMUK, né en 1952 à Istanbul, est l'auteur d'une œuvre importante dont « *Mon nom est Rouge* », « *Neige* » (prix Médicis étranger 2005 et prix Méditerranée étranger 2006), du « *Musée de l'innocence* » ainsi que du beau-livre « *L'innocence des objets* ». Le musée, ouvert à Istanbul en 2012, a été élu « musée européen de l'année 2014 ». Le prix Nobel 2006 vient d'être invité par la Villa Gillet à l'occasion de la publication en France de son premier roman « *Cevdet Bey et ses fils* » chez Gallimard.

ment aux paysans, et préférait s'appuyer sur l'armée. Et elle passait son temps à se plaindre, malgré ses privilèges ! Elle reprochait à la population son manque de sophistication et sa résistance à l'occidentalisation. Je décris ce milieu en y reconnaissant certains de mes comportements de jeunesse : faire son shopping dans les quartiers occidentalisés, aller au cinéma, ne pas jeûner pendant le ramadan, boire de l'alcool... Ce milieu fréquentait les bars et recevait dans des salons meublés à la française, tout en conservant ses tapis et bien d'autres traditions turques. C'est dans cet environnement que j'ai grandi.

Un autre grand sujet, typiquement turc, du livre, comme de votre œuvre ultérieure, c'est le dialogue, ou la fracture, entre Orient et Occident. Comment la Turquie d'aujourd'hui vit-elle cette double culture ?

Ce rapport ambivalent à la modernité et à l'Occident s'est aussi rencontré en Russie et au Japon. Mais en Turquie, pour des raisons géographiques, il a été un enjeu évident, et définit en quelque sorte l'identité turque. L'histoire de la Turquie contemporaine repose sur ce désir d'être moderne, laïque, européenne, mondialisée, et la frustration de ne pouvoir y parvenir. Mais je ne veux pas que les lecteurs français croient que mon pays est partagé entre les bons, ceux qui voudraient leur ressembler, et les méchants, qui seraient rétrogrades et attachés à la religion et à la tradition. D'abord, il s'agit plutôt d'un fossé entre riches et pauvres, bourgeois et ruraux. Et plus profondément, ce clivage se rencontre à l'intérieur des individus eux-mêmes. Il ne s'agit pas des contradictions de



la Turquie mais des contradictions de chaque Turc. Mon travail de romancier consiste à éviter le manichéisme et à mettre au jour la complexité des sentiments et des problèmes de l'individu.

Malgré les manifestations massives et violemment réprimées d'il y a un an, les scandales, les révélations de corruption, les règlements de comptes avec les confréries musulmanes, le parti d'Erdogan a remporté les dernières élections locales fin mars. Une terrible catastrophe minière vient de se produire. La prochaine élection présidentielle aura lieu en août. Erdogan sera très certainement candidat. Comment expliquez-vous son maintien au pouvoir?

Les événements de l'année écoulée ont considérablement écorné son image publique auprès de la population turque. Il s'est révélé incapable de gouverner correctement dès qu'il est soumis à une quelconque pression. Il cède tout de suite à la panique et à un autoritarisme paranoïaque et revancharde, qu'il ait raison ou tort. Et, au lieu d'unir le pays autour de sa fonction, il y instaure des clivages, sur le mode du « eux contre nous ». Mais si on analyse plus finement la situation, on constate qu'il y a là un calcul politique: en divisant ainsi le pays en deux camps, il fait le jeu d'une droite rétrograde et populiste aux idées floues, qui certes critique ses erreurs mais ne veut surtout pas s'allier aux laïques et aux modernistes. Il manipule ainsi cette droite pour l'attirer dans son camp. Et, malgré la répression qui s'abat notamment sur la presse, il demeure populaire en raison d'une croissance

Manifestation à Istanbul, le 15 mai, en soutien aux mineurs après la catastrophe de Soma qui a fait plus de 300 victimes

économique incontestable. Voilà pourquoi une portion non négligeable de la population turque (disons 20%) se résigne à voter pour lui, quoique à contrecœur, pour éviter l'instabilité gouvernementale et le retour des difficultés économiques. A cela s'ajoutent les 20% de conservateurs rétrogrades et bigots dont les voix lui sont acquises. En outre, il est parvenu à instaurer un semblant de trêve avec les Kurdes: de fait, il n'y a pas eu d'attentats depuis longtemps. Mais beaucoup de Turcs sont consternés par la corruption endémique, le manque d'empathie dont fait preuve le gouvernement envers les personnes défavorisées et cette rhétorique autoritariste qui divise le pays.

C'est ce manque de compassion qui a dressé les mineurs contre lui, après le drame de Soma?

Les mineurs ont toutes les raisons d'être en colère. Mais le problème est plus profond: en Turquie, on attache moins de prix à la vie humaine qu'à la croissance économique et à l'enrichissement de quelques-uns. Or ces mines appartiennent à des compagnies privées proches du pouvoir. La mortalité est moindre dans les mines nationalisées, mais l'heure est à la privatisation. L'obsession de la croissance conduit à l'écrasement des plus défavorisés.

Mais Erdogan compte aussi des partisans parmi les classes les plus pauvres.

C'est pour cela que je parle de contradictions. Le problème de la gauche turque, c'est qu'elle ne sait pas s'adresser aux pauvres, qu'elle ne prend pas en compte leur culture et leur religion. Elle met trop l'accent sur la laïcité, qui est plutôt une valeur des classes privilégiées.

Erdogan compte sur la croissance économique pour cristalliser les espoirs des pauvres, et la prend comme prétexte pour abuser de son pouvoir. La Turquie est actuellement traversée par des tensions extrêmes, une colère latente et des divisions internes. Erdogan divise pour régner: c'est en créant des clivages au sein de la population qu'il parvient à faire passer son autoritarisme et la corruption de son régime.

En 2005, vous avez été inculpé d'insulte à la nation pour avoir reconnu le génocide arménien et le massacre des Kurdes. Ces poursuites ont été abandonnées, mais vous avez reçu des menaces de mort, et la presse de droite a maintenu sa campagne de dénigrement contre vous.

Vous sentez-vous encore menacé ?

Je vais vous donner une réponse statistique: je n'ai plus qu'un garde du corps au lieu de trois... Ma situation s'est donc améliorée! Et je suis très ami avec mon garde du corps. Mais il ne faut pas comparer mon sort avec ce qu'a enduré Salman Rushdie.

Le 23 avril dernier, pour la première fois dans l'histoire de la Turquie, Erdogan a adressé ses condoléances aux descendants des Arméniens massacrés en 1915. Ce fut un véritable événement politique. Pourtant, quelques jours plus tard, il a de nouveau nié le caractère génocidaire de ce massacre. S'agit-il donc vraiment d'un premier pas vers une reconnaissance du génocide ?

Cette question ne sera résolue que lorsque la liberté d'expression existera enfin en Turquie. Or on peut encore être emprisonné pour avoir affirmé la réalité de ce génocide – même si à titre personnel ma notoriété me confère une certaine immunité. Cela dit, cette déclaration, même timide et suivie d'un démenti, constitue un premier pas, car les procureurs vont désormais être moins enclins à poursuivre en justice les personnes qui parlent de génocide. Il est crucial que les Turcs sachent enfin la vérité sur les événements de 1915, et que les historiens turcs objectifs et courageux puissent enfin faire entendre leur voix, alors qu'ils sont actuellement marginalisés et censurés par les médias. L'accès à la liberté d'expression est crucial pour que le pays puisse procéder à cet examen de conscience historique, tout comme il a contribué à désamorcer le problème kurde. La déclaration d'Erdogan est timide et tardive, mais elle constitue un point de départ décisif. Même s'il n'est mû que par un calcul diplomatique, il a au moins cela à son actif.

Vous êtes né à Istanbul, vous y avez presque toujours vécu, et il y a deux ans vous y avez ouvert le Musée de l'Innocence, composé de vitrines exposant les vestiges d'une passion impossible. Parlez-nous de ce projet, qui fut d'abord un livre, puis une installation artistique dans un musée que vous avez créé, et de ce qu'il révèle de la vie stambouliote.

Tout d'abord, « le Musée de l'innocence » et mon premier roman, « Cevdet Bey et ses fils », se déroulent dans le même milieu bourgeois, et plus spécifiquement dans le quartier de Nisantasi où j'ai grandi, et qui a connu son heure de gloire des années 1920 aux années 1980 – période à laquelle s'achève « le Musée de l'innocence ».

Erdogan divise pour régner: c'est en créant des clivages au sein de la population qu'il parvient à faire passer son autoritarisme et la corruption de son régime.

Ensuite, la bourgeoisie s'est déplacée vers le Bosphore, en raison des prix de l'immobilier. J'ai conçu d'emblée « le Musée de l'innocence » à la fois comme un projet littéraire, en l'occurrence un roman d'amour, et comme un projet artistique, le rêve d'un musée à venir, en vue duquel je me suis mis à collectionner de vieux objets: téléphones, cartes d'identité, photos et films de famille, publicités, journaux, bonbons, bibelots, portraits d'Atatürk, briquets, paquets de cigarettes et cendriers, objets islamiques laïcisés... Le roman expose et chronique ce projet artistique, que le héros finit par faire exister. J'avais d'ailleurs envisagé de ne publier le roman qu'à l'ouverture du vrai musée, et je l'avais d'abord conçu comme un catalogue imaginaire, sans illustrations, mais avec des légendes et des annotations structurées de telle façon qu'on pourrait lire le livre comme un roman. Aujourd'hui, on peut très bien visiter le musée sans connaître le livre et en retirer le même plaisir romanesque. Le musée et le roman ont les mêmes objets en commun. Et effectivement, « le Musée de l'innocence » est déjà contenu en germe dans « Cevdet Bey et ses fils », qui à son tour est contenu dans les deux musées, qui ressuscitent la vie d'une famille bourgeoise, laïque, occidentalisée et en même temps conservatrice, autoritaire et snob. J'ai un rapport problématique et ambivalent à ce milieu, comme le personnage du peintre, ou comme Kemal qui devient la risée de ces gens à cause de son histoire d'amour malheureuse, et qui finit déclassé, déchu de son statut social. De même, mon amour de la littérature et mes choix politiques malheureux m'ont fait exclure de ma classe sociale d'origine. Mais je ne le regrette pas!

Vous avez dit que la compassion est la plus grande vertu du romancier.

La force du roman réside dans son humanité, car il repose sur l'identification du lecteur avec des personnages perçus comme des êtres humains. La compassion, ou l'empathie, est l'autre nom de cette identification. Il s'agit de voir le monde par les yeux d'un autre, donc de tenter de comprendre cet autre. Le romancier ne parle pas que de lui-même, il doit pouvoir adopter le point de vue de personnages de sexe, de classe, de culture différents. Mais il y a des limites à cette différence. C'est un processus d'élargissement concentrique: ma compassion s'exerce d'abord envers mon milieu, puis à travers lui s'étend à la Turquie tout entière. « Le Musée de l'innocence » aborde le thème universel de l'amour en l'ancrant dans une société et une période historique: même les bourgeois de la jeune République turque peuvent souffrir de la tentation de l'adultère! Les tourments de l'amour sont communs à la culture européenne, mais ils prennent une forme spécifique dans une Turquie à la fois moderne et musulmane.

Si vous fermiez les yeux dans le Musée, quel mot ou quelle image vous viendrait à l'esprit ?

Sans doute la boucle d'oreille qui déclenche le récit et circule tout au long du roman. Ou bien l'illustration de couverture: un collage que j'ai réalisé moi-même, et qui évoque un couple heureux des années 1950, des Turcs américanisés.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS ARMANET



June 9, 2014

Bombs against Kurds, other attacks in Iraq kill 40



www.foxnews.com
By SAMEER N. YACOUB
Associated Press
June 9, 2014

BAGHDAD — A double bombing tore through Kurdish political party offices in northern Iraq in the deadliest of a series of attacks nationwide that killed at least 40 people, officials said. It was the second such assault in as many days.

Nobody claimed responsibility for Monday's attack. But an al-Qaida splinter group known as the Islamic State of Iraq and the Levant claimed responsibility for the previous double bombing Sunday against Kurdish offices in Jalula, northwest of Baghdad, killing 19 people. The group said in an online statement that the bombings in Jalula were in response to the detention of Muslim women by authorities in the self-rule Kurdish region in northern Iraq.

Iraq is grappling with its worst surge in violence since the sectarian bloodletting of 2006 and 2007, when the country was pushed to the brink of civil war despite the presence of tens of thousands of

U.S. troops. The Americans withdrew at the end of 2011.

Monday's attack took place in the town of Tuz Khormato, about 200 kilometers (130 miles) north of Baghdad, when a suicide bomber drove his explosives-laden truck into a checkpoint leading up to the offices of the Patriotic Union of Kurdistan and the nearby Kurdistan Communist Party.

Mayor Shalal Abdoul said another truck bomb exploded, presumably detonated by remote control, as people rushed to the scene of the first attack. The blasts killed 22 people, wounded as many as 150 and destroyed several houses and cars, he said.

The Patriotic Union of Kurdistan of Iraqi President Jalal Talabani is one of the main parties governing the Kurdish region in northern Iraq and maintains offices in other areas that are heavily dominated by the ethnic minority.

The Islamic State of Iraq and the Levant is composed of Sunni insurgents who stage frequent high-profile bombings aimed at derailing the Shiite-dominated government and its Kurdish allies.

Attacks have spiked as Islamic State and other insurgents have strengthened their control over parts of Iraq's western Anbar province and exploited widespread Sunni anger over alleged mistreatment by the government.

Also Monday, gunmen opened fire on a security checkpoint in the town of Kanaan, about 75 kilometers (50 miles) northeast of Baghdad, killing four soldiers and two police officers, police said.

And in the Iraqi capital, gunmen killed a real estate agent after spraying his office with bullets in a western neighborhood, police said. A bomb blast also killed a government employee in eastern Baghdad, police said.

Police also said a bomb on a boat destroyed a Euphrates River bridge linking a road between the Anbar city of Fallujah and southeastern Baghdad. No casualties were reported.

Shortly before sunset, a suicide bomber drove his explosive-laden tanker truck into the gate of a military unit in the northern city of Mosul, killing three soldiers and wounding 15, police said.

At night, a car bomb explosion in a square in Baghdad's eastern Shiite district of Sadr City, killing four people and wounding nine others. Minutes later, two separate bomb attacks in two districts in Baghdad killed three people and wounded seven, according to officials.

Medical officials confirmed the casualties for all attacks. All officials spoke on condition of anonymity because they were not authorized to speak to journalists.

Meanwhile, the head of Anbar's provincial council, Sabah al-Karhout, said 15 Anbar University staff members were still missing after a brazen attack by gunmen who stormed a campus building on Saturday.

The situation has largely been brought under control, but Karhout told reporters Monday that university authorities have said about 15 staffers are still missing, likely held by a group of gunmen in a campus building. More than \$10 million was looted from the university safe, he said. ○



Turquie: décès de deux manifestants kurdes blessés lors de heurts avec des soldats turcs

Lice (Turquie), 7 juin 2014 (AFP)

DEUX MANIFESTANTS kurdes sont décédés à l'hôpital peu après avoir été atteints samedi par des tirs au cours d'affrontements avec des soldats turcs dans le sud-est de la Turquie, a-t-on appris de source médicale.

Ramazan Baran, 24 ans, et Abdalbaki Akdemir, 50 ans, sont morts de blessures subies au cours de violents affrontements à Lice, dans la province à majorité kurde de Diyarbakir, entre les militaires et des Kurdes qui protestaient contre le projet du gouvernement de construire de nouveaux postes militaires dans la région.

Trois autres personnes, dont deux soldats, ont été blessées et hospitalisées, a-t-on indiqué de source médicale.

Les manifestants ont tiré sur les forces de sécurité, leur ont lancé des pierres et des fusées d'artifice, a rapporté un journaliste de l'AFP présent sur place.

Selon les déclarations de témoins à l'AFP, des soldats turcs auraient tiré à balles réelles.

La tension est vive à Lice où des manifestants bloquent une route depuis deux semaines pour protester contre la construction de nouveaux postes militaires dans cette région à majorité kurde.

Ces constructions sont perçues par les Kurdes comme une menace sur le processus de paix lancé en 2012 entre le gouvernement d'Ankara et les rebelles

du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme une organisation terroriste par Ankara, l'Union européenne et les Etats-Unis.

Il y a quelques jours, six soldats qui tentaient de disperser des protestataires qui bloquaient la route ont été blessés par des tirs de manifestants.

Les discussions entre le gouvernement et le chef du PKK Abdullah Öcalan, qui purge une peine de prison à vie dans le nord-ouest de la Turquie, sont bloquées depuis des mois.

Le mouvement rebelle a décrété un cessez-le-feu unilatéral en mars 2013 et ordonné deux mois plus tard un retrait de ses combattants vers leurs bases du nord de l'Irak. Mais il a suspendu ce retrait en septembre 2013, reprochant au gouvernement de ne pas avoir tenu ses promesses d'accorder de nouveaux droits à la minorité kurde.

La perspective de l'élection présidentielle d'août prochain, à laquelle le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan devrait être candidat, a toutefois relancé ces dernières semaines les discussions en coulisse entre les deux parties. ●



Bachar el-Assad réélu, la guerre continue

GEORGES MALBRUNOT
gmalbrunot@lefigaro.fr
ENVOYÉ SPECIAL A BEYROUTH

SYRIE Les Syriens des zones contrôlées par le régime ont massivement élu Bachar el-Assad, mais pas autant que certains l'avaient prévu. Avec 88 % des voix, le rais a fait moins que l'Égyptien Abdel Fattah al-Sissi, observaient de nombreux habitants de Damas qui s'attendaient à un score digne de leur allié nord-coréen.

La participation a atteint officiellement 75 %. Seuls 60 % environ des 15 millions d'électeurs pouvaient se prononcer lors de ce scrutin qualifié de « mascarade » par les Occidentaux, et jugé « illégitime » par l'opposition. Le reste de la population habite des régions passées sous le contrôle de la rébellion ou est réfugié hors du pays.

« Les Syriens ont senti que le vent avait tourné », analyse Sami Khiami, un ancien ambassadeur à Londres en semi-dissidence à Beyrouth. Selon lui, cette participation élevée, même si elle a pu être majorée, s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, les récents gains militaires de l'armée régulière sur le terrain face aux rebelles. « Personne ne croit plus que le régime va tomber demain, dit-il. Les Syriens sont devenus réalistes. »

Plus de 160 000 morts

Mais comme d'autres analystes, il explique cette participation élevée par le fait que beaucoup de ses compatriotes « ont voté pour préserver l'État » plus qu'en faveur de Bachar el-Assad. De

très nombreux Syriens craignent en effet qu'un renversement brutal du régime entraîne un chaos, dont personne ne veut après trois ans de sanglante répression, de destructions massives et plus de 160 000 morts.

Y a-t-il eu autant de pressions que les opposants de l'étranger l'affirment ? Pas sûr. Certes, les fonctionnaires ont été priés de voter, mais au-delà il paraît peu vraisemblable que des pressions aient pu s'exercer sur des millions d'autres électeurs. « J'ai voté Assad, sans illusions, mais je l'ai fait parce que j'avais peur que si le régime découvrait que je n'avais pas voté, je ne puisse plus faire des affaires », reconnaissait jeudi un industriel, pragmatique comme peuvent l'être les commerçants damascènes. « Et de toute façon, je préfère encore un démon que je connais, plutôt qu'un diable que je connais pas », ajoute-t-il.

Quelle que soit la réalité des pressions, cette peur diffuse souligne que le régime est encore perçu par sa population comme potentiellement dange-

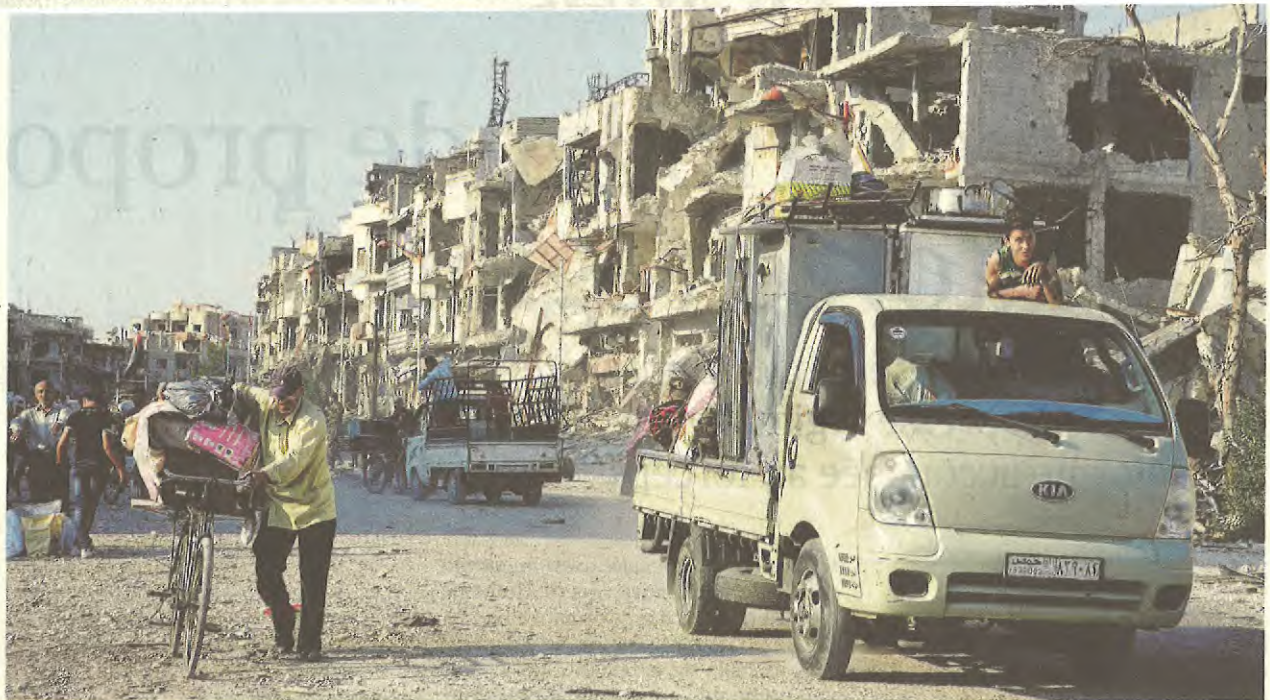
Je préfère encore un démon que je connais plutôt qu'un diable que je ne connais pas

UN INDUSTRIEL DAMASCÈNE QUI A VOTÉ ASSAD

reux. « C'est un autre signe qu'il n'est pas aussi affaibli qu'on le dit à l'étranger », reconnaît Sami Khiami, qui avance enfin une dernière explication à cette participation relativement éle-

vée : « Personne ou presque ne croit plus en l'opposition. Qui va aller voter pour les djihadistes de l'État islamique, le Front al-Nosra lié à al-Qaïda ou les salafistes du Front islamique ? » s'interroge-t-il.

Une image illustre ce souci de préserver la Syrie au-delà de son président. Mercredi soir, à l'annonce des résultats, des milliers de Damascènes, des jeunes surtout, sont descendus dans les rues au volant de leurs voitures pour célébrer bruyamment cette victoire à coups de klaxons. Mais sur la grande avenue de Mezzeh en contrebas du palais présidentiel, on ne voyait pratiquement aucun portrait de Bachar el-Assad, uniquement des drapeaux syriens. Trois personnes sont mortes au cours des festivités qu'Assad avait d'ailleurs réprochées. ■



Quelques habitants, à la mi-mai, circulent dans Homs, où les poches rebelles ont été récemment écrasées par le régime. KYODO/MAXIPIPI

Iraq's Kurdish Region Ships 2nd Tanker of Oil

By Benoit Faucon and Emre Peker
June 9, 2014,
online.wsj.com

Iraq said Monday it planned to issue a complaint to the United Nations about oil exports by the semi-autonomous Kurdish region, as the Kurds shipped more crude.

The escalation to the international organization is the latest step by Baghdad to try to stanch the oil sales it says undermines Iraqi sovereignty and is illegal but that the Kurds say is their constitutional right. Baghdad on Monday warned of more lawsuits against the Kurdish region and against Turkey, which is assisting the Kurds to export the oil. Baghdad has already filed an international arbitration complaint against Turkey.

Iraq Oil Minister Abdul Kareem Luaiby, speaking ahead of a meeting of the Organization of the Petroleum Exporting Countries in Vienna, said "we are about to inform the United Nations about these breaches" of U.N. resolutions by the Kurdish region. Mr. Luaiby also warned that Iraq's \$15 billion in bilateral trade with Turkey also stands to suffer.



Kurdish authorities shipped a second cargo of oil from Turkey's Ceyhan port on Monday, doubling the amount of crude it has exported since late May.

The United Emblem, registered in Greece, arrived in the Mediterranean Turkish port Sunday morning from Spain and set sail for an undisclosed destination Monday afternoon, according to data from ship-tracking websites. Palmali Shipping, the ship's agent, confirmed the departure.

The tanker is carrying about a million barrels of crude from the Kurdistan Regional Government, or KRG, according to two people familiar with the shipment. Kurdistan sent its maiden voyage of crude exports

from the port late last month. The region has been pumping its oil from northern Iraq to Turkey since December.

Kurds are piping about 100,000 barrels of oil daily to Ceyhan, Turkish Energy Minister Taner Yildiz said Friday, when KRG crude stored at the port stood at about 2.8 million barrels. Turkey will continue to facilitate shipments as Kurdish officials sell more crude, Mr. Yildiz said, arguing that the transactions are conducted transparently in accordance with Iraqi laws.

The second shipment comes even as the ultimate destination of the first cargo remains unclear. The United Leadership, registered in the Marshall Islands, initially set sail last month for the U.S. Gulf Coast, and then reversed course to call on Morocco's Atlantic port of Mohammedia.

It continues to linger off the Moroccan coast. Kurdish officials haven't disclosed the buyer for either shipment.

Mr. Luaiby also said on Monday that Iraq's oil production will reach 8.4 million barrels a day sometime after 2018.

Iraq's oil production surged to a 35-year high in February but has since fallen back amid technical problems in the south and an attack on a northern pipeline that cut off exports from the Kirkuk oil field. Mr. Luaiby said the country is currently exporting 2.6 million barrels a day and is targeting an average production of 3.7 million barrels a day this year. ♦



10 June 2014

Baghdad Owes Kurdistan \$6b, International Conference Told

By Judit Neurink
10 June 2014
rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region - The government in Baghdad owes the Kurdistan Regional Government \$6 billion for the six months it has not paid the Kurds its share of the Iraqi budget, KRG Spokesman Safeen Dizayee told international businessmen at a conference in Erbil.

Foreign and Iraqi businessmen at the second Kurdistan Projects conference were briefed about the opportunities in a region where investments have already passed the \$30 billion mark, and



KRG Foreign Relations Minister Falah Mustafa Bakir speaking at the conference. Photo: Judit Neurink

about as much are needed for investments over the next six years.

As their incentive to spend money is highly influenced by the political situation, the speeches of the only two ministers attending were eagerly awaited. Ministries

were mainly represented on a lower level because, some nine months after elections, the new Kurdistan cabinet is still under construction.

Their presentations showed that projects are suffering from the present conflict between

Baghdad and Erbil over sharing the revenues from oil produced in the Kurdistan Region, which led to the budget freeze for Kurdistan.

A number of water management projects are delayed because of lack of government funds. Commercial enterprises are suffering, too: Steelworks in Kurdistan, for instance, stopped receiving scrap metal from Baghdad. As the Kurdish scrap is not sufficient, the scarcity has led to a doubling of the price.

While spokesman Dizayee stressed that the Kurds would like a settlement "to contribute to the future budget of Baghdad for all Iraqis to profit," at the same time he painted a picture of an Iraqi government unwilling to cooperate with the Kurds.

Baghdad had not expected oil to be found in Kurdistan, said Dizayee, and when it was, it

➔ called the Kurds “not fit” to extract it, warning oil companies even about the “family business” they would have to deal with – a reference most probably to the ruling Barzani family.

“And now that we have the pipeline to Turkey, they put us in the draft budget for 2014 for 400,000 barrels a day, an amount we do not have.”

Kurdistan now produces around 120,000 barrels a day, the conference heard. That Baghdad would cut the budget has long been a Kurdish concern, admitted the spokesman.

“We feared Baghdad would someday use the financial pressure card. That future is today. We are trying hard to increase our own revenue to pay the salaries and our payments to the oil companies,” Dizayee said.

Based on the 2013 budget,

Kurdistan should receive \$1 billion dollars a month.

Dizayee admitted that, for the first two months, Baghdad had paid the part of the budget for the salaries of civil servants.

At the same time, Kurdistan suffers from the bad security situation outside the region, he pointed out. “For the past seven years flows of people have left Iraq, be it Sunnis, Christians or others, and now again from Mosul and Anbar. We consider them as internally-displaced and cater for them.”

“No other entity would accept to be deprived of part of its legal budget,” Foreign Relations Minister Falah Mustafa Bakir pointed out. Both he and Dizayee stressed their conviction that Kurdistan is in the right: Cutting the budget is illegal under the Iraqi Constitution and the budget

laws.

If no solution is found for the conflict -- and both ministers showed little hope that it would -- the Kurds will for six more months have to bridge financial gaps. According to Dizayee, by the end of the year they expect to produce the 400,000 barrels per day needed to cover the money from Baghdad.

Yet that will only work if Kurdish oil can be sold. A first shipment of 100,000 barrels of Kurdish crude was stopped recently on its way to the US, and got stranded in Morocco, as minister Bakir admitted. Earlier, the Americans stopped Kurdish oil to be transported out of Turkey, and denounced it being sold outside the Iraqi system.

The role of the Americans, whom the Kurds considered as friends, is a bitter one. “The

Americans say they are neutral, but they are putting more pressure on us than on Baghdad,” said Bakir, who spoke of an “economic war against the region.”

One of the experts at the conference made the assumption that once the oil was transferred from the storage in Turkey to the tanker, it was paid for. That is why, what happened to the vessel did not really need to concern the Kurds anymore.

Confirmation for this was not to be had, but Bakir made clear that there is no turning back -- not to the dark past of isolation and poverty, but also not on Kurdish oil endeavors.

“We have started this now, and will not give up,” he vowed. “For us this is a turning point, and one not without challenges. Our policy is to continue exporting oil.” □



10 June 2014

Kurdish Forces Move in on Disputed Territories: ‘We Are Here to Stay’

rudaw.net
14 June 2014

ERBIL, Kurdistan Region - It took Kurdish Peshmarga fighters less than two days to take full control of not only the oil rich city of Kirkuk, but also most of the long-disputed territories that Kurds claim as their own.

Following the surrender and departure of Iraq’s army from these territories -- after the swift takeover of Mosul by insurgents - - Kurdish Peshmarga forces were deployed along the disputed areas to “fill the power vacuum,” Kurdish military officials have said.

Late on Friday, the Kurdish ministry of Peshmarga (defense) stated that, except for some areas, “The entire Kurdish territories outside Kurdistan Region were now in the hands of the Kurdish forces.”

The statement confidently reassured that “the Kurdish troops have no intention of leaving the area.”

“We are here to stay,” it declared. “Basically, all Kurdish villages and localities are now protected by the Peshmarga forces.”

Even the remote border gate of Rabia on the Syrian border is now fully managed by the Peshmarga. The ministry also said that all Kurdish areas in Nineveh province are now under the control of Peshmarga forces.

The township of Saadiya, which was captured by the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) earlier this week, is now the focal point of the Peshmarga advancement. A special Kurdish infantry division entered the locality of Kubatshi, which lies only two kilometers from Saadiya, for a possible march on the township.

In the locality of Qaratapa, an entire Iraqi army division surrendered its weaponry to the Peshmarga forces. Kurdish officials said the weapons would be later returned to the Iraqi army in Baghdad.

Also, the town of Jalawla is now in the hands of Kurdish forces, after a brief confrontation between Peshmarga troops and ISIS militants. Officials said more than half the city’s population had already fled to more secure regions.

Kurdish military officials have stated their ultimate goal is to move into Saadiya.



Kurdish military officials say that ‘calm’ has been restored after the chaotic takeover of the disputed territories. Photo: AFP

A statement by the Peshmarga ministry said that Kurdish forces have been stationed across the Hamrain Mountains, which is considered to be the frontier region between Kurdistan and the rest of Iraq. The statement said that “calm” had been restored, after the chaotic takeover of the areas three days earlier.

Following the removal of Saddam Hussein, Peshmarga forces took over most of the disputed territories in 2003, but left the areas after a deal was brokered between Erbil and Baghdad as

to how to settle the fate of these territories.

In some of these areas, Kurds and the Iraqi army have been running joint checkpoints. Kurdish forces were deployed to the areas once again in 2008, after a brief stand-off between the Iraqi military and Peshmarga troops near the city of Khanaqin.

Iraqi forces pulled out of Kirkuk late Wednesday. Peshmarga forces have been in charge of the city, including its military airbase, since Thursday. □

La conquête djihadiste s'accélère dans le nord de l'Irak

Le premier ministre Nouri al-Maliki demande l'instauration de l'état d'urgence, après la chute de Mossoul et de sa province.

GEORGES MALBRUNOT

MOYEN-ORIENT En l'espace de 24 heures, les rebelles, conduits par plusieurs centaines de djihadistes, ont accéléré leur conquête du « pays sunnite ». D'abord en s'emparant avant l'aube mardi de Mossoul, la deuxième ville d'Irak à 350 km au nord de Bagdad. En face, militaires et policiers ont abandonné leurs positions, ayant juste le temps de mettre le feu à des dépôts de carburant et de munitions pour empêcher leurs ennemis de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) de s'en emparer.

Scènes de débandade également à la base militaire de Ghizliani, au sud de Mossoul, où une rumeur persistante indiquait que plusieurs hélicoptères de combat étaient passés entre leurs mains. Débandade encore autour des prisons, où les djihadistes, équipés de lance-roquettes et d'armes antiaériennes, ont libéré plus d'un millier de détenus. Pendant ce temps, de nombreuses familles quittaient leur domicile pour rejoindre la région autonome voisine du Kurdistan. « Mossoul est un enfer, la ville est en feu », se lamentait un habitant, cité par Reuters.

Gouvernorat, barrages policiers, télévisions : les uns après les autres, les symboles de l'État tombaient. Mais les djihadistes, épaulés par d'autres groupes insurgés et des tribus en colère contre la politique antisunnite du premier ministre, ont poursuivi leur avancée en prenant le contrôle d'autres villes dans la province de Ninive. Ils sont également entrés dans la localité de Karqosh, à 30 km au sud-est de Mossoul où s'étaient réfugiés de nombreux chrétiens, avant d'en ressortir, après avoir désarmé la milice chrétienne en charge de la protection de la cité.

L'armée impuissante

« À Mossoul, les combats ont été très violents », souligne un expert étranger, joint au téléphone à Bagdad. Mais l'armée n'a pas les moyens de faire face, encore moins de reprendre à court terme ces villes. Les soldats sont démoralisés et en position de faiblesse face à des combattants souvent des anciens de l'armée de Saddam Hussein - habitués à la guérilla urbaine. Résultat : pour la première fois, les djihadistes ont pris le contrôle d'une province entière. Après Ninive, ils se sont dirigés plus au sud, vers la région de Salah ad-Dine, dont ils contrôlaient mardi soir

deux secteurs, avec un double objectif : la raffinerie de pétrole de Baiji et la ville de Samarra, qui abrite un important mausolée chiite que les radicaux sunnites rêvent de détruire. Son endommagement en 2006 avait lancé la guerre civile entre chiïtes et sunnites, qui allait faire des dizaines de milliers de morts.

Au-delà de Samarra, les djihadistes cherchent à étendre leur contrôle sur la province d'al-Anbar, au sud-ouest de Mossoul, où ils occupent Faloudja et des quartiers de Ramadi, depuis cinq mois. Al-Anbar est avec Ninive limitrophe de la Syrie. Or l'EIL ne fait plus mystère de sa volonté d'unifier ses positions de part et d'autre de la frontière pour créer une sorte « d'al-Qaidaland » syro-irakien.



Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, s'est dit « profondément inquiet » de la prise de Mossoul. Washington estime que l'EIL menace toute la région, au-delà de l'Irak. Inquiet, al-Maliki a demandé au Parlement de décréter l'état d'urgence, tout en proposant d'armer la population, quitte à aggraver le chaos. La marginalisation de ses adversaires, doublée de nombreuses arrestations, est pourtant largement responsable de cette dangereuse dérive. Même si la polarisation chiïtes-sunnites a permis au premier ministre de mobiliser sa communauté aux élections législatives à l'issue desquelles sa liste est arrivée en tête. Jamais, les conquêtes territoriales des rebelles n'ont été aussi importantes. L'issue de la crise est probablement entre les mains des tribus sunnites qui oscillent entre les deux camps. Mais face à la puissance de feu djihadiste, que peuvent-elles faire ? Sans véritable partage du pouvoir par al-Maliki, ses ennemis profiteront de son jusqu'au-boutisme pour menacer Bagdad. ■



Un véhicule de l'armée irakienne incendié à Mossoul après de violents combats contre des djihadistes. REUTERS

Le « Djihadistan », nouvel Etat islamiste au Proche-Orient

Taillé à coups de raids meurtriers et d'attentats, un nouveau « pays » voit le jour dans le monde arabe : appelons-le le « Djihadistan ». Il s'installe à cheval sur la Syrie (dans le nord-est du pays) et sur l'Irak (dans l'Ouest et le Nord). C'est un événement d'une portée considérable, non seulement pour la région, mais aussi pour l'Europe.

Profitant de l'affaiblissement, voire de l'éclatement, de ces deux ex-Etats forts du Proche-Orient, le groupe djihadiste que dirige l'Irakien Abou Bakr Al-Baghdadi, l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), ne cesse

la Syrie et l'Irak d'une partie de leurs provinces pétrolières. L'Europe ne peut rester indifférente : l'EIL séduit des centaines, peut-être des milliers, de jeunes musulmans européens, venus se battre dans ses rangs, essentiellement en Syrie.

Ces quatre derniers jours, les colonnes d'Al-Baghdadi (lire son portrait dans *Le Monde* du 30 mai) se sont emparées de Mossoul, la capitale du nord de l'Irak, au bord du Tigre, mettant la main sur toute la région de Ninive. Elles se sont installées à Fallouja, à moins d'une centaine de kilomètres à l'ouest de Bagdad, à Tikrit, à Samarra – bref, elles dominent la quasi-totalité du pays sunnite irakien.

En Syrie, l'EIL a conquis toute une partie de l'est du pays, s'assurant une continuité territoriale avec son fief irakien. Ainsi, c'est un mini-Etat qui prend racine, levant l'impôt, rançonnant, pillant et vendant le pétrole en contrebande. Tel est le but d'Al-Baghdadi : recréer une base djihadiste, à l'instar de ce que fut l'Afghanistan pour Al-Qaïda.

Le régime syrien, celui de Bachar Al-Assad, le laisse faire pour des raisons tactiques. Le régime irakien, dominé par la majorité chiite

du pays, est incapable d'arrêter l'EIL. A Bagdad, le gouvernement de Nouri Al-Maliki gouverne en pratiquant un sectarisme pro-chiite qui lui vaut l'hostilité de la minorité arabe sunnite irakienne.

Résultat ? Un extraordinaire chaos stratégique, où il est difficile de se retrouver. Parce que Bagdad les martyrise, les tribus sunnites irakiennes soutiennent l'EIL. Parce qu'il est l'allié de Bachar Al-Assad – tous les deux sont des protégés de l'Iran –, Al-Maliki envoie les milices chiïtes irakiennes se battre en Syrie.

Les Etats-Unis sont des deux côtés. En Syrie, ils soutiennent – un peu – la rébellion contre le régime Al-Assad. Mais, en Irak, ils appuient – un peu – Al-Maliki contre l'EIL... La Russie reste fidèle à son alliance avec l'Iran et la Syrie. L'Europe regarde ailleurs.

En 2003, au nom de la guerre contre le terrorisme, l'Amérique envahissait l'Irak. Onze ans plus tard, sur les décombres d'une folle invasion, le djihadisme triomphe en Irak ! Ultime désastre pour Washington. Tragédie sans fin pour les Irakiens et les Syriens. Menace à venir pour les Européens. ■

ÉDITORIAL

d'agrandir son domaine. Jamais Al-Qaïda, même en Afghanistan sous le règne des talibans, à la fin des années 1990, n'avait contrôlé pareil territoire.

L'EIL supplante Al-Qaïda en puissance de feu et en moyens financiers. Prônant officiellement la même pureté islamiste sunnite et la même violence extrême, il peut modifier durablement la carte de la région – amputant

Le Monde

Jeudi 12 juin 2014

Au nord, le gouvernement autonome kurde déploie son « armée nationale »

Istanbul
Correspondance

Dès le début du siège de Mossoul, le 7 juin, les réfugiés, Arabes, Kurdes et chrétiens, ont commencé à affluer vers les provinces du nord de l'Irak sous contrôle kurde, épargnées par les violences. Selon le gouvernement autonome kurde irakien (GRK), au moins 150 000 personnes ont franchi les frontières de la région.

Même le gouverneur de la province de Ninive, dont les locaux ont été pris d'assaut, a été contraint de se délocaliser à Dohouk, au Kurdistan. Les autorités kurdes affirment avoir pris sous leur protection plus de 10 000 soldats de l'armée irakienne en déroute. D'importants stocks d'armes, des véhicules blindés légers et des chars ont été récupérés, « avant que l'EIL [Etat islamique en Irak et au Levant] ne parvienne à s'en saisir », a déclaré, mardi 10 juin, le porte-parole du ministère des peshmergas, « l'armée nationale » kurde.

Malgré la présence inquiétante de l'EIL à ses portes – Erbil est à moins de 100 km de Mossoul –, le

gouvernement kurde pourrait être le seul vainqueur du chaos en cours, tout à la fois l'unique pôle de stabilité dans la région et la seule force à pouvoir contenir, militairement, l'avancée djihadiste.

En conflit ouvert avec le gouvernement central de Nouri Al-Maliki depuis de longs mois, le gouvernement autonome kurde se trouve donc désormais en position de force pour renégocier avec Bagdad un partage du pouvoir.

Après Mossoul, les rebelles de l'EIL ont pris le contrôle de six districts à l'ouest et au sud de Kirkouk, au point de menacer également cette ville mixte (arabe, kurde et turkmène), en bordure d'immenses champs pétroliers. « Ce qui s'est passé à Mossoul n'arrivera pas à Kirkouk », assure-t-on à Erbil. Dans la ville, considérée par les Kurdes d'Irak comme leur berceau historique, des troupes se sont déployées pour suppléer l'armée irakienne. Les 250 000 peshmergas, longtemps entraînés et équipés par l'armée américaine, se tiennent prêts à intervenir « pour protéger les zones kurdes hors de l'administration du Kurdistan », a prévu le premier ministre du GRK



Des habitants ayant fui Mossoul attendent aux portes d'Erbil, mardi 10 juin. AZAD LASHKARI/REUTERS

Nechirvan Barzani, mardi. Mais M. Maliki, qui a réclamé le soutien de la région autonome kurde du nord, a mis en garde contre une intervention non concertée. Mossoul et Kirkouk font partie des territoires revendiqués par les Kurdes mais placés officiellement sous l'autorité centrale.

« Faiseur de roi »

« Les Kurdes vont utiliser cette occasion pour renforcer leurs posi-

tions et étendre leur territoire. Ils contrôlent désormais le poste frontière de Rabia avec la Syrie. Dans cette zone, des Kurdes yézidites ont été massacrés et Maliki n'a rien fait pour les protéger », note Wladimir Van Wilgenburg, analyste pour la fondation Jamestown. L'affaiblissement de M. Maliki pour-

rait aussi inciter les Kurdes d'Irak à accélérer leur sécession.

Un conflit larvé pèse sur les rela-

tions avec le gouvernement de Bagdad depuis de longs mois. Les Kurdes, déjà largement autonomes, ont signé avec la Turquie un accord énergétique et exportent désormais leur pétrole directement vers le nord, avec le soutien de grandes compagnies internationales. Un commerce « illégal », selon Bagdad qui, en retour, a gelé le paiement des salaires des fonc-

tionnaires au Kurdistan.

La situation pourrait aussi permettre aux Kurdes de redevenir les « faiseurs de roi » en Irak, voire de s'imposer comme négociateurs entre Bagdad et les tribus arabes favorables aux insurgés sunnites. Un rôle qu'ils auraient déjà tenté de jouer à Fallouja.

Les dirigeants kurdes sont réticents à l'idée de doter M. Maliki de

puvoir élargis en votant l'état d'urgence. D'un autre côté, les Kurdes ont aussi été pris pour cible ces derniers mois par les djihadistes. Six personnes ont été tuées en septembre 2013 dans l'explosion de voitures piégées contre le siège des services de sécurité à Erbil. La capitale kurde n'avait plus connu d'attentat depuis 2007. L'EIIL a également revendiqué le double atten-

tat contre les locaux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'un des deux grands partis kurdes (mais pas celui qui est au pouvoir), qui a fait au moins 38 morts dans les villes de Jalawla et Tuz-Khurmatu, dimanche et lundi. ■

GUILAUME PERRIER

Le Monde

Vendredi 13 juin 2014

Le nord sunnite de l'Irak aux mains de l'EIIL

Après la prise, mardi 10 juin, de Mossoul, la deuxième ville d'Irak, et de la province de Ninive, les combattants djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) ont accéléré leur offensive éclair. Leurs colonnes de 4x4 ont foncé vers le sud, s'emparant au passage de la ville de Baji, siège de la plus importante raffinerie du pays, et de Tikrit, la capitale de la province de Salaheddine. Des combats ont éclaté aux abords de Samarra, où un attentat contre un mausolée chiite avait déclenché, en 2006, une guerre meurtrière entre milices chiites et sunnites.

Dans tout le nord sunnite de l'Irak, c'est la débandade. L'armée et la police fuient sans même combattre devant un ennemi dix fois inférieur en nombre. L'EIIL s'est emparé de dépôts d'armes lourdes et même d'hélicoptères et avions de chasse. L'armée s'est retranchée dans la capitale, Bagdad, dont les djihadistes sont à moins de 100 km et qui semble être leur objectif. Ce groupe, formé en 2007, est en passe de réussir son pari qui consistait à prendre le contrôle de la partie sunnite de l'Irak pour en faire un califat islamiquement pur au cœur du monde arabe.

L'EIIL est l'enfant monstrueux d'Al-Qaïda et de l'invasion de l'Irak en 2003. Son père spirituel n'est pas Oussama Ben Laden mais Abou Moussab Al-Zarkaoui, un ancien délinquant jordanien passé brièvement par l'Afghanistan avant de s'installer dans le nord de l'Irak en 2002. Dès l'invasion de l'Irak en 2003, il multiplie les attentats contre les « forces d'occupation » – soldats américains, diplomates de l'ONU, journalistes et entrepreneurs occidentaux – mais aussi contre les nouveaux maîtres du pays, les chiites, majoritaires mais longtemps opprimés sous le régime de Saddam Hussein. Ses attentats-suicides et sa sauvagerie lui valent la réprobation de la « maison mère ». Il n'en a cure.

Dans tout le Nord, l'armée et la police fuient sans même combattre devant un ennemi dix fois inférieur en nombre

En 2006, Zarkaoui est tué dans un raid américain. Pendant les quatre années qui suivent, les milices sunnites antidjihadistes (Sahwa), l'armée irakienne et les forces américaines réduisent l'influence du groupe à quelques centaines de combattants. Mais il en profite pour se restructurer, tirer les leçons de l'échec de la brève occupation de Fallouja en 2004, où les djihadistes s'étaient mis à dos la population par leur extrémisme, et cultiver son réseau d'alliances tribales. Abou Bakr Al-Baghdadi, le chef de l'EIIL depuis 2009, est un Irakien dont le djihad est avant tout anti-chiite : il a grandi dans un pays tout entier traversé par cette ligne de fracture et dont l'ennemi héréditaire est l'Iran chiite.

Lorsque le dernier soldat américain quitte l'Irak fin 2011, l'EIIL repasse à l'offensive. Son meilleur « allié » n'est autre que le premier ministre chiite, Nouri Al-Maliki, dont les forces spéciales arrêtent, emprisonnent et torturent les jeunes sunnites par milliers, et qui élimine tous les hommes politiques qui pourraient incarner un leadership sunnite.

Excédées, les populations sunnites se soulèvent pacifiquement en janvier 2013. Le pouvoir réagit par la manière forte, tandis que l'EIIL attend son heure en attaquant des prisons (huit en 2013), dont celle tristement célèbre d'Abou Ghraïb, pour libérer des milliers de prisonniers dont plusieurs centaines viennent grossir ses rangs. Le mouvement élimine

également les chefs de milices sunnites Sahwa, qui s'opposent à sa montée en puissance, investit les campagnes et tisse des liens avec les principales tribus. L'EIIL, enrichi par le racket et la contrebande pétrolière, devient la principale force de la communauté sunnite d'Irak, agrégeant à son noyau dur djihadiste des éléments tribaux et d'anciens officiers sunnites de l'armée de Saddam Hussein. Désormais, l'EIIL est devenu le principal parti sunnite d'Irak : il a réussi à « djihadiser » l'ensemble d'une population comme l'ont fait les talibans dans les zones pachounes en Afghanistan et au Pakistan.

Quand, début 2014, le pouvoir lance un raid aussi maladroit que meurtrier sur Ramadi et Fallouja, la situation est mûre pour que l'EIIL passe à l'offensive. Entre lui et M. Maliki, il n'y a plus rien, comme l'ont démontré les élections législatives d'avril, qui ont consacré l'effondrement des partis sunnites. Bien avant sa fuite hors de Mossoul, mardi, le gouverneur, Atheel Al-Noujaïfi, ne pouvait déjà plus se déplacer dans sa propre ville sans une lourde escorte.

Enhardi par la prise de Fallouja en janvier, l'EIIL se sent aujourd'hui capable de contrôler des territoires sans pour autant les administrer. A peine Mossoul tombée, les djihadistes appelaient, mercredi par haut-parleurs, la population à revenir, promettant de châtier les pillards et les voleurs. Le groupe fait preuve d'une évidente volonté de gagner le soutien des populations locales.

La stratégie de l'armée irakienne, qui a multiplié dans la province d'Anbar bombardements aveugles aux barils d'explosifs (comme en Syrie) et exactions, a fait le reste. Plutôt que de s'installer dans les bâtiments publics, l'EIIL se contente de patrouiller, faisant tout pour que les habitants restent sur place et forment un bouclier humain.

Une stratégie dictée par le nombre : l'EIIL compterait 5 000 à 10 000 combattants en Irak, cent fois moins que l'armée irakienne.

En Irak, tout comme en Syrie où le groupe est présent, l'EIIL est le premier à avoir tiré les leçons de l'explosion des frontières coloniales. Une dislocation due à l'effet conjugué des théories néoconservatrices – qui n'ont voulu voir dans le monde arabe qu'une addition de tribus et de confessions – en vogue à Washington sous l'administration Bush et des révolutions arabes qui ont affaibli la souveraineté des Etats.

Implanté dans ces deux pays, l'EIIL est en train de s'y tailler un « Sunnistan », entre le Nord kurde et le Sud chiite de l'Irak. Ce « pays », qui dispose de ressources pétrolières propres, s'étend de l'autre côté de la frontière syrienne, jusqu'à Alep, Rakka et Deir ez-Zor. Un pays d'entre les deux fleuves, le Tigre et l'Euphrate, dont la capitale, Mossoul, renoue ainsi avec son rôle ancestral de pivot entre la Méditerranée et les fleuves. Ce nouveau califat ne manquerait pas de poser une menace mortelle à l'Arabie saoudite. Il inquiète également la Turquie, dont plusieurs dizaines de ressortissants sont retenus prisonniers à Mossoul, et pourrait accélérer la tentation sécessionniste des Kurdes, en Irak comme en Syrie. ■

CHRISTOPHE AYAD

Militants advance toward Baghdad



Insurgent forces moved south from Mosul on Wednesday, leaving the burned shells of military vehicles in their path. Residents in Baghdad began stockpiling food, fuel and small arms.

BAGHDAD

Swift strike highlights disarray within Iraq and raises regional fears

BY SUADAD AL-SALHY,
ALAN COWELL
AND RICK GLADSTONE

In a lightning advance, the Sunni militants who overran the northern Iraqi city of Mosul as government forces crumbled in disarray seized control on Wednesday of two more cities, including a strategic oil refining town, and pressed on toward Baghdad.

The surprisingly swift gains heightened fears in the region and beyond over the deteriorating stability of the country as a whole as well as the vulnerability of a government whose armed forces have all but folded in the face of the militants' offensive.

The Sunni militants, many aligned with the radical Islamic State of Iraq and Syria, occupied oil facilities in the strategic town of Baiji and seized the city of Tikrit with little resistance, security officials and residents said. By late Wednesday there were unconfirmed reports that the militants were battling forces loyal to the government at the entrance to Samarra, about 70 miles north of the capital.

Insurgents also raided the Turkish Consulate in Mosul and seized the consul general and 47 other Turkish citizens,

including special-forces soldiers and three children of diplomats, the Turkish prime minister's office said. The development raised the possibility that Turkey, a NATO member that borders both Syria and Iraq, would become directly entangled in the fast-moving crisis.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey held an emergency meeting with top security officials to discuss the crisis, and the Turkish foreign minister cut short a trip to New York and to return to Ankara, government statements said.

Turkey has long taken an interest in northern Iraq, not only for economic reasons but also because Turkey has a sizable and often restive Kurdish minority in the southeast. In Iraq, Kurds are concentrated in the autonomous region of Iraqi Kurdistan, where security is maintained by a fiercely loyal army, the pesh marga, that has not yet become involved in the latest clashes. Iraqi Kurdistan is a crescent of northern Iraq bordering Syria, Turkey and Iran, and Mosul, the capital of Nineveh Province, abuts it.

With the collapse of the Iraqi Army in Mosul, Tikrit and other northern cities, questions began to be raised about the possibility of a conspiracy in the military to surrender deliberately. Witnesses reported some remarkable scenes in Tikrit, where soldiers handed over their weapons and uniforms peacefully to militants who ordinarily would have been expected to kill government soldiers on the spot.

Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, a Shiite, himself suggested the possibility of a disloyal military in his exhorta-

tions on Tuesday for citizens to take up arms against the Sunni insurgents.

Citizens in Baiji, a city of 200,000 about 110 miles south of Mosul, awoke Wednesday to find that government checkpoints had been abandoned and that insurgents, arriving in a column of 60 vehicles, were taking control of parts of the city without firing a shot, the security officials said. Peter Bouckaert, the emergency services director for Human Rights Watch, said in a post on Twitter that the militants had seized the Baiji power station, which supplies electricity to Baghdad.

In Tikrit, famous as the hometown of Saddam Hussein, the former dictator, residents said the militants attacked in the afternoon from the east, west and north. Residents said there were brief exchanges of gunfire, and then police officers and soldiers shed their uniforms, put on civilian clothing and fled through residential areas to avoid the militants, while others gave up their weapons and uniforms willingly.

The militants' advance spread alarm in Baghdad, 110 miles south. Though the city seemed calm, residents said they were shocked by the news and feared that the Islamic State of Iraq and Syria would push on toward the capital.

Shiite militias and security forces loyal to the government of Mr. Maliki were on high alert, and residents in Baghdad began stockpiling food, fuel and small arms in fear of a rebel assault. A senior provincial official said the authorities had a plan to recapture Mosul, according to news agency reports, but no details were offered.

On Wednesday, the insurgents claimed to have taken control of all of Nineveh Province, Agence France-Presse reported, and there were reports of militants' executing government soldiers in the Kirkuk region. Atheel al-Nujaifi, the governor of Nineveh Province, criticized the Iraqi Army commanders in Mosul, saying they had misled the government about the situation.

Iraq's foreign minister, Hoshiyar Zebari, was quoted as saying that his country's Kurdish minority would "work together" with Baghdad's forces to "flush out these foreign fighters."

At a meeting of Arab and European foreign ministers in Athens, Mr. Zebari, a Kurd, called the insurgents' strike "a serious, mortal threat," adding: "The response has to be soon. There has to be a quick response to what has happened."

In an indication of the dimensions of the crisis, the government of President Bashar al-Assad in Syria, facing the same jihadist adversary in its civil war against a broader array of armed foes, expressed solidarity with the Iraqi authorities and armed forces, the official SANA news agency reported.

Word of the latest militant advance came as a United Nations agency reported that 500,000 people had fled Mosul — Iraq's second-largest city, with a population of about two million — after the militants, spilling over the border

from Syria, captured military bases, police stations, banks and provincial headquarters.

The International Organization for Migration, based in Geneva, said the civilians had mainly fled on foot, because the militants would not let them use vehicles and had taken control of the airport. Roughly the same number were displaced from Anbar Province in western Iraq as the militants gained ground there, the organization said.

On Tuesday the insurgents, reinforced with captured weaponry abandoned by the fleeing government forces, raised their black banner over streets in Mosul littered with the bodies of soldiers, police officers and civilians. The success of the militant attack was the most stunning development in a rapidly widening insurgency straddling the porous border of Iraq and Syria.

Mr. Maliki has ordered a state of emergency for the entire country and called on friendly governments for assistance in a quickly deteriorating situation. His weak central government is struggling to mount a defense, a problem made markedly more dangerous by

“They did not kill the soldiers or policemen who handed over their weapons, uniform and their military I.D.”

the defections of hundreds of trained soldiers and the loss of their vehicles, uniforms and weapons.

Security officials said the militant drive toward Baiji began late on Tuesday with brief clashes a few miles north of the town before the insurgents overran a security post, captured vehicles and set buildings on fire.

“They did not kill the soldiers or policemen who handed over their weapons, uniform and their military I.D.,” a security official in Tikrit said on Wednesday before the militants reached that city; he spoke on the condition of anonymity. “They just took these

Where ISIS is gaining control in Iraq and Syria

The Islamic State of Iraq and Syria — the Sunni jihadi organization that was once part of Al Qaeda — has effectively gained control of large swaths of Iraq and Syria over the past year.

ISIS control of cities □ Recent attacks ■ Partial or complete control ■ Contested



Tikrit Sunni militants seized the city of Tikrit with little resistance, security officials and residents said on Wednesday.

Mosul Heavy fighting erupted here, the country's second largest city, on June 7. By June 10, extremists had taken over. Thousands of civilians fled, south toward Baghdad and east toward the autonomous region of Kurdistan.

Kirkuk After taking over Mosul and the surrounding Nineveh Province, the militants moved south to the provinces of Salahaddin and Kirkuk.

Falluja The group has controlled this city for more than six months.

Sources: Caerus Associates, Long War Journal NYT/SARAH ALMUKHTAR, NATASHA PERKEL, ARCHIE TSE, KAREN YOURISH

things and asked them to leave,” the official said.

The swift advances offered a new milestone in Iraq's unraveling since the withdrawal of American forces at the end of 2011.

The rising insurgency also presented a new quandary for the Obama administration, which has faced sharp criticism for its recent swap of five Taliban of-

icers for Sgt. Bowe Bergdahl and questions about the death of five Americans by friendly fire in Afghanistan on Monday night.

Suadad al-Sahly reported from Baghdad, Alan Cowell from London, and Rick Gladstone from New York. Tim Arango and Sebnem Arsu contributed reporting from Istanbul.

International New York Times FRIDAY, JUNE 13, 2014

Unrest in Iraq puts Iran on edge

TEHRAN

BY THOMAS ERDBRINK

In years past, Iranian officials would smirk when recalling how the United States had done their dirty work by removing the Iraqi dictator Saddam Hussein, a Sunni who led an eight-year war against Shiite Iran.

To top it off, the American military voluntarily pulled out from Iraq and actively helped an Iran-friendly govern-

ment of Shiites to consolidate power. With precious little investment, Iran had gained a critical ally.

But now, with Sunni extremists running roughshod over northern Iraq and heading for Baghdad, the situation is darker. It is unlikely that many of the clerics are steeped in Western literature, but at this point they would certainly understand the maxim about being careful of what you wish for.

Not only do fighters from the Islamic State of Iraq and Syria, or ISIS, now pose

a direct threat to the rule of the pro-Iranian government of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, but they have also promised to massacre Shiites and destroy their shrines in Najaf and Karbala.

In the worst case, Iran might feel compelled to intervene, experts close to Iran's leadership say. But exactly how it would intervene is unclear. Any form of direct involvement would come at a high price, as the largest Shiite country in the world — and one that aspires to

lead the entire Muslim world — would become an active player in the growing sectarian conflict in the region.

“Numerous sites could potentially be destroyed or taken hostage by Sunni extremists. They are traps for us, as for any incident there the Shiite world will be looking to us for action,” said one analyst, who spoke on the condition of anonymity. “We are in a dilemma. We are a Shiite country, but trying to be the leaders of the entire Muslim world. As a result we can’t even act in our own backyard.”

Undoubtedly, this was discussed by Iran’s Supreme National Security Council, which held an emergency meeting Thursday on how to deal with the militant offensive.

Security has been beefed up at the frontiers, and flights to Baghdad, ferrying hundreds of Shiite pilgrims each day, have been halted, leaving about 17,000 Iranians stranded in Iraq, an Iranian official told the state Islamic Republic News Agency on Wednesday.

“Our leaders are very concerned,” said Hamid Taraghi, a political analyst who is close to the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei. “They are closely monitoring events.”

The ayatollah in his public speeches often describes Sunni extremists as “Takfiris,” or nonbelievers, manipulated by regional and Western intelligence forces to foment a war between the Sunnis and the Shiites.

For now, though, Iran’s political and religious establishment finds itself betting on the American-trained Iraqi security forces that abandoned the battlefield en masse this week when militant pickup trucks rolled into Mosul.

In defiance of the crisis atmosphere, some analysts professed to see a silver lining in the week’s events.

“These terrorists used some of Mr. Maliki’s mistakes and plotted against him together with some local Iraqi Army commanders,” said Mohammad Reza Noroozpoor, an Iranian journalist with close ties to several Iranian leaders. “But his forces will be able to regroup and regain control of those regions. Maliki might even be able to consolidate his power in this way.”

Iran’s natural reaction will be to avoid any overt involvement in a conflict in Iraq, politicians and analysts pointed out, preferring to act through intermediaries in Iraq.

“Iran will be very careful about becoming directly involved in Iraq,” said Mr. Noroozpoor. “There are plenty of Shiites



REUTERS

Sunni extremists guarding a checkpoint in Mosul, in northern Iraq. Iraqi security forces abandoned the area en masse this week when militant pickup trucks started rolling in.

“We are in a dilemma. We are a Shiite country, but trying to be the leaders of the entire Muslim world.”

in Iraq itself to fight these people.”

Should ISIS manage to consolidate its power in northern Iraq, Tehran would be confronted with the headache of propping up yet another weak ally, along with Syria.

But there is a huge emotional difference between Iraq — the site of the defining battles of the Shiite faith and home to dozens of golden domed shrines, where the holiest of Shiite saints are buried — and the Syria of President Bashar al-Assad, more an ally of convenience, with only the shrine of Zeinab.

When the American military rolled into the Shiite south of Iraq in 2003, it was under strict orders to avoid damaging religious sites. The Sunni militants, in contrast, are saying such destruction is a core mission.

Abu Muhammad al-Adnani, an ISIS spokesman, released a statement saying that the group worships a lord who spreads “terror” in the hearts of Shiites and “will force them to flee.” He calls Mr. Maliki an “underwear merchant” and a “fool,” and threatens to take the fight directly to the Shiite holy cities Najaf and Kerbala, the burial sites of the founder of the Shiite faith, Imam Ali, and its greatest general, Imam Hossein.

“We need to settle our differences with you,” the statement read. “These differences go back a long way. We will settle our differences not in Samarra or Baghdad, but in Kerbala, the filth-ridden city, and in Najaf, the city of polytheism.”

In light of such pronouncements, Iran might well decide it had no choice but to intervene if the holy cities seemed to be threatened. “They are our ally and we will help them,” Mr. Taraghi said.

Short of that, Iran will more than likely busy itself with organizing Iraq’s security forces and Shiite militias, much as it has done in Syria.

“I propose we help Iraq by repeating our good experience,” said Hossein Sheikholislami, an aide to the speaker of Parliament, Ali Larijani, and an important figure in Syrian affairs. “Of course, if they ask officially for our help, we can send experts to train the trainers, just as we did in Syria.”

Other analysts dismiss both the militants and the costs of intervening in Iraq.

“This group is not as big and powerful as they seem,” said Mashallah Shamsolvazain, a reformist journalist and analyst of Arab affairs.

“If needed, we can enter Iraq and wipe out ISIS easily, but that won’t be necessary,” he said.

“Contrary to the Iraqis who are disorganized, Iran is fully prepared,” Mr. Shamsolvazain said. “Sure they are brutal warriors, but they are no match for us.”



www.ekurd.net

KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

PUK IS NOT AGAINST MALIKI'S RE-ELECTION

June 5, 2014

Slêmanî: The Patriotic Union of Kurdistan (PUK), a former ruling party in Kurdistan Region is not against the re-election of Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki for the post, for third time in a row. An official of the PUK in Northern Province of Kirkuk, Rawand Malla Mahmoud said the party is not against Maliki's nomination and re-election for the post, adding that PUK will have a good relation from whoever the National Alliance will nominate as next PM. He further said the Kurds are a main part of Iraq's politics and their presence in the state's political arena has proven the reality. A member of the PUK political office, Najmaldin Karim had reiterated on the party's accord with Maliki's re-election as next Iraqi PM. kurdpress.ir

KURDS PETITION AGAINST DELIVERY OF US JETS TO IRAQ

June 5, 2014

Washington: A petition has been sent to the White House, the seat of US president Barack Obama, asking his administration to cancel their delivery of fighter jets to the Iraqi government. The petition, written by Kurds living in America, reminds the US administration of the Anfal genocide against the Kurds and Baghdad's current sympathies with Bashar al Assad in Syria and the Iranian regime. The first batch of a total order of 36 F-16 fighter jets is due to be sent to Iraq this month. The petition warns that the F-16s will "encourage Baghdad to further oppress the Kurdish, Sunni and Christian minorities in Iraq". It ends with a desperate appeal: "Please sign to stop another massacre!" Reports reveal that the United States is set this week to ship the first of 36 F-16 Lockheed Martin Fighting Falcon fighter jets to the Iraqi military. Iraq's ambassador to the US Lukman Faily said the delivery of the fighter jets marks a "new chapter" in Baghdad's ability to sufficiently defend itself. Despite Kurdistan region opposition, Iraq will receive the first 24 of 36 F-16 fighter jets it has ordered from the United States in 2014. Massoud Barzani, said in 2012 he opposes the sale of F-16 warplanes to Iraq while Nuri al-Maliki is premier, as he fears they would be used against the Kurdish region. basnews.com | Ekdurd.net

TURKEY'S DTK DELEGATION TO VISIT IRAQI KURDISTAN REGION

June 5, 2014

Amed, Turkey: A delegation being formed within the structure of Democratic Society Congress (DTK) will go to Iraqi Kurdistan Region. A delegation being formed within the structure of the DTK Diplomacy Committee will visit Erbil [Hewlêr], capital city of Kurdistan Region, and then to Syrian Kurdistan (Rojava) for some contacts. It has been learnt that the delegation will meet with Kurdistan Parliamentarians' Unity, Kurdistan Democracy Party (KDP) and some other political parties in its visit to Erbil. Also, the KDP's raids in Erbil, Duhok and Zakho towards Kurdish National Congress (KNK) and PÇDK representative Roja Welat journal, Kurdistan Free Woman Unity (RJAK), Patriotic Youth Center and Dicle News Agency (DİHA) Erbil office and closing of the foundations will be spoken about in the meeting. The KDP and its recent raids are damaging the preparations for National Congress, MP

Birtane said: "We will hold meetings concerning the studies and preparations for National Congress. Some important developments will occur in June regarding the works of National Congress."...diclehaber.com

PUK: OUR DIFFERENCES WITH GORRAN IS NOT PERSONAL

June 8, 2014

Slêmanî: Media Spokesman of the office of the Patriotic Union of Kurdistan (PK) in Slêmanî announced on Sunday, that the door to dialogue still exists between the PUK and change (Gorran) movement as it is likely to reach solutions to the political differences between them. The party said on its website that "it thanks efforts and those who are trying to bring the two parties together based on the belief that reconciliation and dialogue between Kurdish political parties". The party added in a statement attributed to the spokesman for the party, without giving his name, that the problems between his party and Gorran is political, not personal. He stressed that the two parties can resolve their issues directly through meetings, dialogues and the normalization of relations between the two parties. The leader of Change Movement (Gorran) is the split leader from PUK Nawshirwan Mustafa in 2008, as the movement has progressed PUK in the elections of Kurdistan Parliament and local and provincial councils...shafaaq.com

PUK REITERATES KIRKUK ANNEX TO KURDISTAN REGION

June 8, 2014

Slêmanî: Kurdistan Region will no longer wait for the Iraqi government to fulfill Article 140 and will take needed steps to annex to the northern province of Kirkuk to the Kurdish region, Patriotic Union of Kurdistan Political Office Chief Malla Bakhtiar said. Addressing a ceremony in the Kurdish city of Khanaqin, Bakhtiar blamed Baghdad for problems and crises in the country as well as unfulfilling Article 140 which is to decide the fate of the disputed regions both the central government and the Kurdish regional government claim jurisdiction over. Despite 11 years has passed since the article was ratified and in spite of the fact that most people of the region are Kurds "as it was proved in the parliament elections" but no concrete step has been taken. It is worth mentioning that Kurdish Iraqi Parliament Speaker Deputy Aref Tayfur asked Kurdish people and civil organizations and Kurdish parties not to wait for the central government and demand officially the province's annex to Kurdistan region. The remarks were blamed by officials from the central government and called them unconstitutional. kurdpress.ir

30000 IRANIANS WORKING IN IRAQI KURDISTAN REGION: COUNSEL

June 9, 2014

Erbil: Iranian counsel general in Iraqi northern region of Kurdistan Seyyed Azim Husseini said more than 30000 Iranian work forces are in Iraq's Kurdish region. Meeting the Governor of Iranian Kurdistan's Western Azerbaijan Province Qurbanali Sa'adat in Erbil, Husseini said Iraq has always been the first or second market for Iranian products, adding that trade ties between Iran and its western neighbor is more than 13 billion dollars. The Iranian counsel further added there are active Iranian companies in Kurdistan Region and 5 to 6 Iranian exhibitions is he in the region annually. Husseini expressed his hope that trade rate with Iraq will increase to 30 billion dollars, reiterating that border gate ways play a significant role in achieving the goal. Sa'adat visited the Kurdish region days ago to attend in the inaugurating ceremony of an Iranian fair in Erbil. kurdpress.ir

REUTERS

Iraqi airstrike kills seven Kurdish security forces in Diyala

BAGHDAD, June 14, 2014 (Reuters)

AT LEAST seven members of the Kurdish security forces were killed in an airstrike in Iraq's northeastern province of Diyala on Saturday, police said.

The secretary general of the Kurdish security forces said however that only two people had died near the town of Jalawla in what he described as shelling, and that it was not yet clear whether Iraqi forces or militants

were responsible.

The incident and divergent accounts show the potential for security in Iraq to deteriorate further, given the deployment of several heavily armed factions and shifting areas of control.

Both Iraqi and Kurdish sources said insurgents from the Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL) were also present in the area.

The rapid seizure of Mosul, one of Iraq's largest cities, by insurgents led by ISIL, and the Kurds' takeover of the oil-rich city of Kirkuk this week have raised concerns internationally about the split of the country, as government forces have abandoned their posts.

The Iraqi rapid response units said in a statement that some Kurdish peshmerga forces had behaved in a "strange way", confronting fellow Kurdish tribesmen who were assisting federal government forces in their fight against ISIL.

Jabbar Yawar, the secretary general of the peshmerga, said talks with Iraqi authorities were under way to ascertain what had happened. ●

Hurriyet DailyNews

June 10, 2014

OPINION/ MURAT YETKİN

Kurdish problem at Turkish flag test

hurriyetdailynews.com
June/10/2014

After a peaceful period of nearly two years following the Turkish government's initiative to pursue a political solution to the chronic Kurdish problem, the tension has disproportionately increased in the last two weeks, reaching its top, when a Kurdish militant jumped into the garden of a major Air Force base in Diyarbakır despite warning shots, climbed the mast, pulled down the flag and ran on June 8.

The militant was a part of the rallies by the supporters of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) protesting the killing of two supporters the day before in the Lice township of the southeastern city of Diyarbakır, when the gendarmerie opened fire on demonstrators, responding to "being fired upon with long barreled guns," as an army statement said later on.

When that was heard, the People's Democratic Party (HDP), sharing the same grassroots with the PKK called for an emergency meeting and decided to make its weekly parliamentary group meeting in Lice on June 10, that is today, instead of Ankara, where Parliament is. But in the meantime, the outlawed Kurdistan Communities Union (KCK), the popular front of the PKK, released a statement asking all Kurdish youth to take to the mountains and join PKK, Kurds of all ages to join the "revolt wherever they are" and for the first time to "Turkish revolutionary youth" to join forces with the PKK.

The HDP deputies, who knew that the strong language and call to fight after a period of silence was not in line with the messages they had been receiving from Abdullah Öcalan, the imprisoned leader of

the PKK during their contacts, immediately asked the Justice Ministry to allow another meeting with Öcalan at the İmralı Island-prison south of Istanbul. Permission was granted immediately.

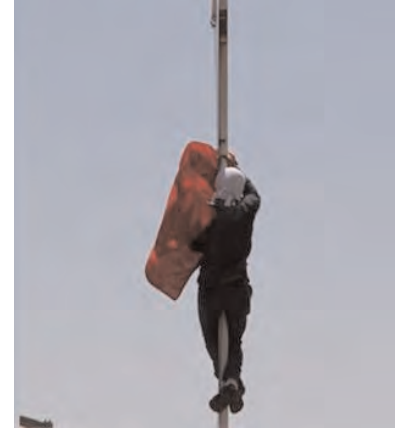
The flag incident took place while the MPs were waiting for the government's permission.

Under other circumstances, the government would have reacted strongly and perhaps the soldiers would have not let the militant tear down the flag in the first place. In 1996, when Greek Cypriot Solomon Spuru Solomo attempted to take down the flag on the U.N. Green Line in between the two sides, he was shot dead by fire opened from the Turkish garrison there.

The first one to react was Kemal Kılıçdaroğlu, the leader of the main opposition Republican People's Party (CHP), who said they were waiting for Prime Minister Tayyip Erdoğan to say something regarding this "unacceptable" act of disrespect. The Nationalist Movement Party (MHP) very strangely did not make any statements during the day, but its youth organization, the Ülkü Ocakları (or the Grey Wolves as they are known publicly), decided to have a rally "for the flag," in their first attempt to take the streets after years. The military during the afternoon hours made a statement, asking the authorities to find out who is responsible of this "unacceptable" act, which they "condemned," as did parliamentary speaker Cemil Çiçek.

There has been no statement from the government side while this piece was being written, as they were probably waiting for news from Öcalan to come.

Meanwhile, as the Kurdish MPs were on their way, the KCK released another statement and said contact with Öcalan



A masked demonstrator was photographed by Agence France-Presse photo reporter İlyas Akengin, as he was taking down a Turkish flag at an Air Force base in Diyarbakır on June 8. AFP Photo

through the HDP deputies was no longer satisfying for them and they wanted to see their leader with their own eyes, which could be read as an indication of impatience growing in Kandil mountains, where the military headquarters of the PKK is, and also distrust of the civilian Kurdish politicians.

The PKK is clearly trying to test PM Erdoğan by escalating the tension as the country heads for presidential elections; the first round on Aug. 10 and the second on the 24th. Thinking Erdoğan has not secured the required 50 percent, the PKK wants to have immediate concessions from Erdoğan in exchange for votes. It is another question as to whether Erdoğan will bow to this blackmail, but on the other hand, the PKK worries if they miss this momentum, they may not find an Erdoğan who is willing to sit around a table for bargaining once again. What they have missed through the Diyarbakır incident, is the whole thing might boil down into a test over the national flag, which could jeopardize the whole "Peace Process," as Erdoğan calls it. ■

IRAK Pourquoi l'armée s'est effondrée

La débandade de l'armée irakienne devant les islamistes de l'Eiil s'explique par le fait que les soldats n'étaient pas prêts à se sacrifier pour un régime corrompu qui a encouragé l'émergence de l'extrémisme.

Al-Hayat | Hassan Haidar
12 juin 2014

Comme si l'histoire se répétait. Il y a onze ans et demi, le monde avait assisté avec stupéfaction à l'effondrement de l'armée de Saddam Hussein devant les forces d'invasion américaines. On disait alors que la corruption, les trahisons, les jeux de pouvoir et l'embargo qui avait étouffé le pays pendant plus de dix ans étaient la cause de la débâcle de ce qui passait alors pour l'armée la plus puissante du monde arabe. Il est certain que les soldats irakiens n'avaient pas été prêts à revivre la douloureuse expérience de leur retrait du Koweït [en 1991], ni de se sacrifier pour un régime qui ne donnait pas cher de leurs vies.

Ils avaient préféré se replier devant un ennemi à la puissance de feu mille fois supérieure et aux moyens techniques en avance de dizaines d'années. Or le régime actuel du "nouvel Irak" affirme ne pas être une dictature, mais "démocratiquement élu" et donc d'avoir le soutien d'une



Un groupe de djihadiste du EIIL dans la province de Nineveh le 11/06/2014 (AFP PHOTO / HO / ISIL)

majorité de la population. Pourquoi donc l'armée irakienne, à nouveau, s'est effondrée, devant l'avancée cette fois-ci des combattants de l'Etat islamique en Irak et au Levant (Eiil) ?

TOUT OPPOSANT ÉTAIT TAXÉ DE "TERRORISTE"

La réponse réside dans l'attitude du Premier ministre Nouri Al-Maliki. Quand il était revenu d'Iran sous protection américaine [en 2003], il ne considérait pas qu'il avait remporté une victoire contre le régime de Saddam Hussein, mais contre les sunnites irakiens. Aussi a-t-il eu une attitude de vengeance et n'a eu de cesse de marginaliser les sunnites, voire tout opposant politique, ou encore de les chasser du pays, pour accaparer le pouvoir avec ses alliés les plus proches.

Quand les sunnites ont commencé à s'agiter, il n'a trouvé d'autre réponse à leurs revendications que de les pourchasser et de leur envoyer l'armée. Et quand des régions entières à majorité sunnite ont commencé à contester son pouvoir, il les a assiégées et menacées de les envahir. Ensuite, il n'a pas tardé à jouer la carte du "terrorisme". Tout un chacun qui s'opposait à lui était taxé de "terroriste". Dans le même temps, il a encouragé l'émergence de l'extrémisme afin de justifier son recours à la force.

Il leur a même permis de contrôler certaines régions afin de contraindre les habitants à choisir entre la peste et le choléra, en se présentant comme la seule alternative au règne d'Al-Qaida. Ensuite, il a commis la même erreur que les Américains après leur occupation du pays en 2003. Là où ceux-ci avaient dissous l'armée irakienne, Maliki a dissous les milices dites de la Sahwa [milices tribales sunnites qui combattaient Al-Qaida]. Cette mesure a contribué à unifier les sunnites – modérés et extrémistes confondus – dans une même hostilité à son égard.

L'ARMÉE IRAKIENNE, UNE ARMÉE D'OCCUPATION

Aussi, quand il a envoyé l'armée combattre les djihadistes de l'Eiil, cette armée est apparue [aux habitants] comme une armée d'occupation et non pas comme une armée nationale. La preuve en est que soldats et officiers ont abandonné les zones qu'ils étaient censés défendre comme si ce combat ne les concernait pas et comme si ces zones [à majorité sunnite] ne faisaient pas partie du pays qu'ils devaient défendre. L'Eiil pourrait ne pas rester longtemps dans les régions qu'il contrôle aujourd'hui en Irak.

L'Etat islamique en Irak et au Levant a en effet immédiatement transféré vers la Syrie le matériel militaire tombé entre ses mains. Quant à la lutte coordonnée que Washington appelle de ses vœux, elle semble impossible. Car le seul moyen d'intervention directe des Américains serait les raids aériens, ce qui semble exclu. Quant aux Kurdes, ils n'engageraient leurs forces que pour défendre leur propre région. Et pour ce qui est de l'armée irakienne, elle aura besoin d'un laps de temps non négligeable pour se réorganiser. Que l'Eiil reste ou se retire, ce qui se passe illustre la fragilité du pouvoir irakien, qui ne sait pas gérer les affaires du pays, ni traiter avec toutes les composantes de la société, ni convaincre les citoyens qu'il représente la nation irakienne dans son ensemble. ♦



Au moins 6 morts dans un raid de l'aviation irakienne sur des forces kurdes (responsables)

Baqouba (Irak), 15 juin 2014 (AFP)

AU MOINS SIX combattants des Peshmergas ont été tués et 20 blessés dans un raid aérien de l'armée irakienne contre un convoi de troupes kurdes au nord de Bagdad, ont indiqué un responsable et un médecin dimanche.

On ignorait pour le moment si l'attaque, qui a eu lieu dans la nuit à Khanaqine, à 150 km au nord-est de Bagdad, visait spécifiquement les troupes kurdes ou les avait touchées par erreur. Samedi, le secteur était divisé entre zones sous contrôle des insurgés et d'autres sous contrôle kurde.

L'offensive des jihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), qui ont

pris d'importantes zones dans le nord et le centre de l'Irak, a permis dans le même temps aux forces kurdes d'asseoir leur autorité sur des territoires disputés de longue date avec le pouvoir central à Bagdad.

Les Peshmergas ont ainsi pour la première fois pris le contrôle de la ville pétrolière de Kirkouk, menacée par les jihadistes, une ville au coeur de la bande de territoire que les Kurdes veulent intégrer à leur région autonome du Kurdistan irakien, en dépit des objections véhémentes de Bagdad.

Mais alors que les troupes fédérales commencent à peine à relever la tête face à l'avancée jihadiste, il semble peu probable que le gouvernement irakien veuille ouvrir un second front contre les Kurdes. ●

Une nation en état de désintégration



DÉCRYPTAGE

Adrien Jaulmes
ajaulmes@lefigaro.fr

APRÈS l'invasion de 2003, la seconde grande faute des Américains en Irak fut leur retrait précipité en novembre 2011. Moins de trois ans après le départ des derniers soldats américains de Bagdad, l'État irakien qu'ils ont laissé derrière eux se trouve dans un état de décomposition accélérée. L'avancée fulgurante des combattants de l'État islamique en Irak et au Levant est autant la cause que la conséquence de cet effondrement.

Malgré les milliards de dollars dépensés par les États-Unis pour créer de nouvelles institutions en Irak, cette construction s'est révélée incapable de gouverner le pays, ni de se défendre. Équipées et entraînées à grands frais, l'armée et la police irakienne se sont volatilisées devant l'avance des fondamentalistes sunnites alliés aux anciens baasistes. Après avoir pris Mossoul et Tikrit, ces forces coalisées avancent à présent vers Bagdad, et rien n'indique que le régime de Nouri al-Maliki soit en mesure de les arrêter sans aide extérieure.

Un pouvoir sectaire

L'Irak ne s'est jamais relevé de l'invasion de 2003. En renversant Saddam

Husseïn, puis en débandant l'armée, la police et l'administration, les Américains ont touché aux fondements même de l'État créé de toutes pièces par les Britanniques au lendemain de la Première Guerre mondiale. La chute de Saddam a entraîné la fin de la domination de l'Irak par la minorité sunnite, et a rompu le lien fragile qui réunissait dans une union malheureuse les Arabes sunnites, les chiïtes et les Kurdes. Ces deux communautés ont profité chacune de leur côté de ce coup de chance historique. Au Nord, les Kurdes se sont taillés discrètement et efficacement un proto-État indépendant, ne gardant un pied dans les institutions de l'Irak que pour s'assurer leur part de la rente pétrolière et de ce que Bagdad ne redevienne pas une menace pour leur indépendance.

À Bagdad, les chiïtes majoritaires ont pris mathématiquement le pouvoir au fil des élections successives organisées par l'occupant. Mais ces élections n'ont pas contribué à créer autre chose qu'une apparence d'État. Ces institutions ont révélé rapidement leur véritable nature, celle d'un pouvoir étroitement sectaire, divisé entre factions rivales, et finalement dominé par un personnage brutal et secret, Nouri al-Maliki.

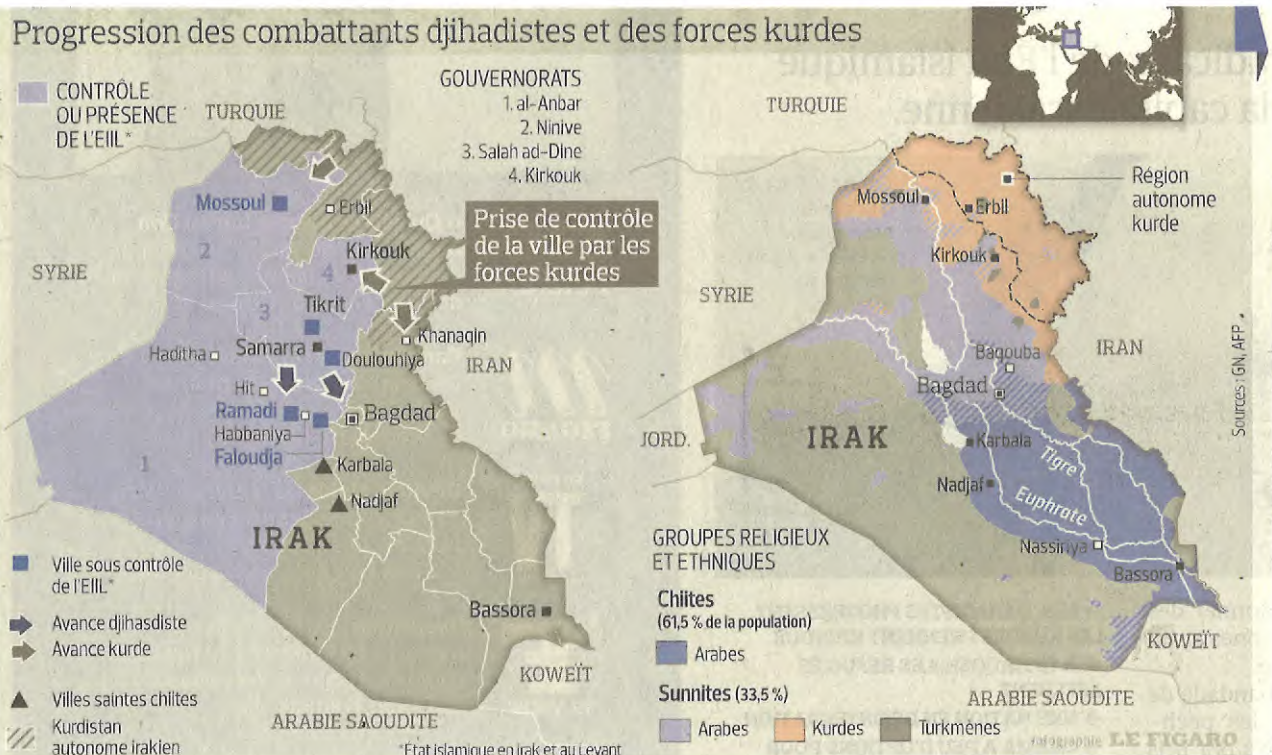
Propulsé par hasard au pouvoir, le premier régime arabe chiïte de l'histoire contemporaine n'a pas fait grand-chose de l'État dont il a hérité. Evincés

du pouvoir dans un pays qu'ils ont dominé depuis sa création, les sunnites ont vite compris en quoi consistait le nouveau régime. La guerre civile qui a fait rage dans les années 2005-2008 n'a fait que creuser un peu plus le fossé entre les communautés.

L'insurrection sunnite irakienne, un moment jugulée à grand-peine par l'armée américaine, a repris de la force depuis leur départ, recrutant notamment grâce aux persécutions des chiïtes, qui n'ont pas perdu de temps à se comporter aussi brutalement que leurs anciens dominateurs.

Depuis, les événements se sont enchaînés avec l'implacabilité d'une tragédie. La guerre civile en Syrie, de l'autre côté d'une frontière artificiellement tracée au lendemain de la Première Guerre mondiale par la France et la Grande-Bretagne, a permis aux fondamentalistes sunnites de s'organiser, de recruter et d'acquérir une expérience militaire. Alliés aux anciens baasistes et aux sunnites locaux, ils sont aujourd'hui aux portes de Bagdad.

Leur avance devra logiquement se ralentir à mesure qu'ils s'approcheront des provinces du Sud, majoritairement chiïtes. Mais l'existence même de l'Irak en tant qu'État est aujourd'hui remise en cause. L'aventure militaire américaine de 2003 aura eu dix ans plus tard pour résultat de créer ce qui n'existait pas à l'époque : un État fondamentaliste et djihadiste au cœur du monde arabe, doté d'un vaste territoire qui échappe à tout contrôle, de milliers de combattants aguerris et bien armés. ■



Obama a peu d'options pour peser sur la crise irakienne

Les États-Unis pourraient frapper les djihadistes à l'aide de drones.

LAURE MANDEVILLE imandeville@lefigaro.fr
CORRESPONDANTE À WASHINGTON

LA RÉALITÉ du terrain se joue des doctrines et des bonnes intentions. En Irak, elle explose à la figure de Barack Obama et fait fi de son désir de limiter l'engagement de l'Amérique dans des conflits compliqués et lointains. Trois ans après le retrait total des boys faute d'accord bilatéral avec Bagdad, voilà que le gouvernement irakien, menacé par l'offensive éclair des djihadistes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) appelle Washington à l'aide.

Selon des informations publiées mercredi soir par le *Wall Street Journal*, l'équipe de Maliki, paniquée face à la progression des insurgés vers la capitale demanderait même officiellement des frappes aériennes américaines. Obama, qui a tenu une réunion de crise mercredi à la Maison-Blanche se retrouve forcé de sortir de sa léthargie sur un dossier qu'il semblait avoir voulu oublier. En mai, son secrétaire à la Défense, Chuck Hagel, avait évoqué longuement avec les alliés saoudiens les dimensions régionales de la situation irakienne, au vu des allers et retours des djihadistes entre le trou noir de Syrie et l'Irak. Mais aucune solution n'avait été évoquée...

Le président Obama a affirmé que son équipe étudiait « toutes les options ». Toutes, à l'exception de l'envoi de troupes au sol, a cru bon de rectifier le porte-parole de la Maison-Blanche, Jay Carney. La Maison-Blanche n'exclurait pas d'éventuelles frappes, notamment par drones, « même si elle approche le sujet avec une prudence légitime », selon Brian Katulis, chercheur au Center for American Progress. « Vu la manière dont le gouvernement Maliki a traité les minorités, et en particulier les sunnites, l'hésitation à s'engager dans un conflit interne de ce type est forte », ajoute-t-il.

Le diplomate Brett McGurk, chargé du dossier au département d'État, a été dépêché à Bagdad pour déterminer quel pourrait être l'apport américain et aider le gouvernement chiite à rallier à lui une partie des sunnites face au péril sectaire, précise Katulis. « Il est certain

qu'il y aura une réponse, mais qu'elle sera prudemment pesée, vu le tempérament d'Obama », insiste-t-il

Le coup de théâtre des derniers jours, dont la prise de Mossoul est l'épisode le plus spectaculaire, est une sacrée gifle géopolitique et historique pour une Amérique qui a passé dix longues années à tenter de mater les insurgés irakiens, dépensant des milliards de dollars et d'heures à former l'armée d'Irak. « Ce qui se passe est l'illustration de l'échec total de l'aventure qu'ont engagée avant tout les États-Unis et la Grande-Bretagne, et dont ils ont définitivement perdu le contrôle », a déclaré le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov.

Assistance militaire

La montée en puissance de l'EIL représente un formidable défi pour une Administration Obama prise de court par la débandade des forces irakiennes. Nombre de hauts responsables militaires ont reconnu lors d'entretiens avec le *Wall Street Journal* avoir surestimé la capacité militaire de l'armée régulière.

« Les forces armées irakiennes sont traversées de tensions sectaires qui ont rongé la chaîne de commandement », a admis au *Wall Street Journal* le général Robert Caslen, en charge de l'entraînement de ces forces entre 2011 et 2013. « Nos militaires ont vécu dans une forme d'illusion non seulement sur les capacités de l'armée, mais aussi sur les allégeances des soldats au gouvernement central et leur volonté de se battre pour certaines régions », confirme Brian Katulis.

Ce constat cruel laisse peu d'options aux Américains pour influencer sur la donne locale et régionale, alors qu'eux-mêmes excluent avec raison tout engagement au sol. « Nous avons essayé de jouer les arbitres à un prix très élevé, et nous n'avons pas réussi à régler ces pro-

blèmes sectaires avec une armée de 180 000 hommes? Pourquoi voudrions-nous y revenir? » note Katulis. Les États-Unis continuent de fournir une assistance militaire importante au gouvernement d'Irak, avec 16 milliards de dollars d'aide annuelle en équipements. Ils ont fini par livrer les premiers des 36 avions de combat F16 commandés par Bagdad la semaine dernière. Mais des doutes existent sur la capacité des Irakiens à mener des frappes efficaces.

« Vous ne pouvez pas reconquérir des cités avec des avions », confie au journal *Rudow* Chris Bellamy, professeur à Greenwich University. Les Américains tablent plutôt sur la résistance des peshmergas kurdes et des milices chiites

pour contrer la progression de l'EIL. L'absence de forces modérées syriennes suffisamment puissantes pour entraver les mouvements des djihadistes à travers la frontière avec la Syrie reste l'un des problèmes les plus criants.

Selon Brian Katulis, l'Amérique n'a donc aujourd'hui « d'autre choix que d'agir à la marge », en consolidant les pays qui pourraient être déstabilisés par la poussée de l'EIL, notamment la Jordanie et le Kurdistan autonome. « Je souhaiterais aussi voir plus d'imagination stratégique chez les Occidentaux sur le problème irakien, qui doit être connecté aux dynamiques régionales en Syrie et en Iran. On a trop tendance à séparer ces questions qui sont liées », dit-il. ■



Des volontaires, qui viennent de rejoindre l'armée irakienne afin d'aller combattre les djihadistes, embarquent dans des véhicules militaires, vendredi à Bagdad. A.SAAD/REUTERS



Des officiels autour de Recep Tayyip Erdoğan et d'Abdullah Gül lors d'une réunion de crise du gouvernement turc, mercredi, au palais présidentiel, à Ankara. REUTERS

La Turquie dans la nasse

LAURE MARCHAND
ISTANBUL

PRISE dans le tourbillon irakien, la Turquie essayait, jeudi, de se raccrocher à l'annonce de la libération de 31 chauffeurs turcs, détenus par l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), à Mossoul. Toute la journée, des informations contradictoires sur leur condition se sont succédé. Les conducteurs de poids lourds ont été capturés mardi alors qu'ils devaient acheminer du pétrole de la deuxième ville irakienne vers le port d'Iskenderun, dans le sud de la Turquie. Le sort des 49 otages du consulat turc de Mossoul était également toujours en suspens. Cette crise sans précédent pour la Turquie montre à quel point elle est exposée à son environnement régional, sa bienveillance longtemps affichée à l'égard des groupes radicaux en Syrie se retournant aujourd'hui contre elle.

49

otages turcs
détenus
par les djihadistes
au consulat de Mossoul

« La région est en flammes »

La représentation diplomatique turque, la seule d'un pays étranger à Mossoul, a été prise par les troupes de l'EIL mercredi. Alors que le consul et des familles, dont trois enfants, font partie des captifs, l'absence d'ordre d'évacuation nourrit une polémique intense en Turquie. Résulte-t-elle d'une erreur grossière d'appréciation de la situation ? D'une assurance erronée d'Ankara que les combattants djihadistes ne s'en

prendraient pas à ses intérêts ? La veille, mardi, le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, affirmait dans un message sur Twitter que « toutes les précautions pour assurer la sécurité » du consulat étaient « en place ».

Ce n'est que ces derniers mois que la Turquie, à la fois sous la pression internationale et après avoir pris conscience du danger qu'un tel soutien faisait peser sur la sécurité de son territoire, a infléchi son aide aux organisations djihadistes qui combattent Bachar el-Assad, dont l'État islamique en Irak et au Levant. Pour de nombreux analystes, l'attaque contre le consulat de Mossoul est à interpréter comme une mesure de représailles, après ce revirement d'Ankara. « Quel est le but poursuivi par l'EIL ?, s'interroge Sinan Ülgen, directeur du think-tank Edam et ancien diplomate. Est-ce d'obtenir un échange de prisonniers, car il y aurait des prisonniers de l'EIL en Turquie ; ou, sous l'influence d'un autre acteur, Bachar el-Assad par exemple, d'entraîner la Turquie dans le conflit, dans ce marécage que sont la Syrie et l'Irak aujourd'hui ? »

La voie des négociations est, pour l'instant, privilégiée. Des discussions se déroulent actuellement entre des représentants de l'organisation islamiste et des émissaires turcs à la frontière. Mais si les tractations ne débouchent pas rapidement sur une libération du personnel diplomatique, Ankara sera soumise à une pression grandissante de son opinion publique pour lancer une intervention militaire. D'autant que le contexte électoral, avec la présidentielle en août, pousse à la surenchère. Un engagement très risqué. « La région est en flammes », résume l'éditorialiste d'Hürriyet Özgür Korkmaz, et cet incendie « atteindra très probablement bientôt les Turcs ». ■

Le Monde
Samedi 14 juin 2014

L'Iran s'inquiète de la menace djihadiste sur Bagdad et les lieux saints chiites

LA CÉRÉMONIE marquant le premier anniversaire de l'élection de Hassan Rohani, organisée jeudi 12 juin, au ministère de l'intérieur, à Téhéran, aurait duré plus longtemps si la situation en Irak n'avait forcé M. Rohani à écourter sa présence. Le président iranien a tout de même pris le temps de dessiner un tableau pessimiste de la situation des autres pays de la région. « Pourquoi il n'y a pas de calme en Syrie ? Pourquoi ces conflits et ces tueries en Irak ? », s'est-il désolé, soulignant du même coup la stabilité de l'Iran.

Sans donner de précision sur les actions envisagées par son gouvernement, M. Rohani s'est borné à annoncer qu'il ne tolérerait pas « cette violence et ces tueries » et

que l'Iran, protecteur des chiites de la région, se battraient « contre le terrorisme et le radicalisme » des sunnites de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL).

Depuis mercredi, les autorités iraniennes ont multiplié les déclarations de soutien au gouvernement irakien du premier ministre chiite, Nouri Al-Maliki, allié proche de Téhéran. Le ministre des affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a ainsi téléphoné à son homologue irakien, Hoshyar Zebari, le 11 juin, pour l'assurer de son soutien, et a réclamé une « réponse internationale » à la menace.

La République islamique, qui n'a eu de cesse de critiquer l'aide occidentale aux rebelles syriens,

se voit offrir un bon prétexte pour critiquer une fois de plus l'action des puissances occidentales. « Les événements récents dans la région, notamment en Irak, sont le fruit de l'ingérence militaire des États-Unis et des gouvernements occidentaux », a ainsi déclaré un haut commandant des Gardiens de la révolution, Hossein Salami.

« Terrorisme idéologique »

La prise de conscience du danger que représentent les djihadistes d'EIL offre à l'Iran une occasion rêvée de revenir au premier plan sur la scène diplomatique. Mais elle réveille également un traumatisme qui n'est jamais très loin, celui de la guerre Iran-Irak (1980-1988). La peur du

retour d'une domination sunnite sur Bagdad réveille cet antagonisme éteint depuis une décennie, et inquiète les Iraniens de tout bord. « A aucun moment, la sécurité de l'Iran et la stabilité de la région n'ont été autant menacées par le terrorisme idéologique », s'alarme ainsi le journal réformateur *Sharhvand*, qui relève que « le radicalisme religieux et sectaire est aujourd'hui à la frontière iranienne ».

De nombreux internautes partagent cette peur de la contagion et vont jusqu'à évoquer une possible invasion de djihadistes sunnites en Iran. « Même si nous ne sommes pas d'accord avec les activités des gardiens de la révolution, nous irons nous battre à leurs côtés si

besoin », écrit sur sa page Facebook Mohammad qui a pourtant peu d'affinités avec les durs en République islamique.

L'atteinte à l'intégrité du pays n'est pas la seule source d'inquiétude parmi les Iraniens. Dans une lettre ouverte publiée le 12 juin, plusieurs oulémas de la ville sainte de Qom ont mis en garde

contre « toute atteinte aux mausolées des imams » en Irak. En effet, près de la ville de Samarra, au nord de Bagdad, se trouvent deux lieux saints du chiisme, menacés par les djihadistes.

Même si l'armée comme les chefs des gardiens de la révolution assurent que l'Irak ne court aucun risque, les mesures de sécurité ont été renforcées à la frontiè-

re avec l'Irak. Par ailleurs, la présence sur le sol irakien de Ghassem Soleimani, commandant des forces Al-Qods, l'unité d'élite des gardiens de la révolution, attestée par plusieurs sources, traduit l'inquiétude de Téhéran.

Certains analystes proposent que toutes les parties qui ont des intérêts communs, mettent leurs divergences de côté face à la mena-

ce créée par la progression des djihadistes. Ironie du sort : pour la première fois depuis 1979, l'Irak et les Etats-Unis – qui ont tenu des pourparlers bilatéraux officiels sur le nucléaire, du 9 au 10 juin, à Genève – se retrouvent placés dans le même camp, face au même ennemi. ■

GHAZAL GOLSHIRI



13 June 2014

Robert Fisk: The old partition of the Middle East is dead. I dread to think what will follow

www.independent.co.uk

Robert Fisk

Friday 13 June 2014

ANALYSIS

"Sykes-Picot is dead," Walid Jumblatt roared at me last night – and he may well be right.

The Lebanese Druze leader – who fought in a 15-year civil war that redrew the map of Lebanon – believes that the new battles for Sunni Muslim jihadi control of northern and eastern Syria and western Iraq have finally destroyed the post-World War Anglo-French conspiracy, hatched by Mark Sykes and François Picot, which divided up the old Ottoman Middle East into Arab statelets controlled by the West.

The Islamic Caliphate of Iraq and Syria has been fought into existence – however temporarily – by al-Qa'ida-affiliated Sunni fighters who pay no attention to the artificial borders of Syria, Iraq, Lebanon or Jordan, or even mandate Palestine, created by the British and French. Their capture of the city of Mosul only emphasises the collapse of the secret partition plan which the Allies drew up in the First World War – for Mosul was sought after for its oil wealth by both Britain and France.

The entire Middle East has been haunted by the Sykes-Picot agreement, which also allowed Britain to implement Foreign Secretary Arthur Balfour's 1917 promise to give British support to the creation of a Jewish "homeland" in Palestine. Perhaps only today's Arabs (and Israelis) fully understand the profound historical changes – and deep political significance – that the extraordinary battles of this past week have wrought on the old colonial map of the Middle East.

The collapsing Ottoman Empire of 1918 was to be split into two on a north-east, south-west axis which would run roughly from near Kirkuk – today under Kurdish control – across from Mosul in northern Iraq and the Syrian desert and through what is now the West Bank to Gaza. Mosul was initially given to the French – its oil surrendered by the British in return for what would become a French buffer

zone between Britain and the Russian Caucasus, Baghdad and Basra being safe in British hands below the French lines. But growing British commercial desires for oil took over from imperial agreements. Mosul was configured into the British zone inside the new state of Iraq (previously Mesopotamia), its oil supplies safely in the hands of London. Iraq, Trans-jordan and Palestine were under British mandatory control, Syria and Lebanon under the French mandate.

But the new geographical map created by al-Qa'ida and its Nusra and Isis allies runs not north-east to south-west but east to west, taking in the cities of Fallujah, Tikrit and Mosul, and Raqqa and large areas of eastern Syria. Jihadi tactics strongly suggest that the line was intended to run from west of Baghdad right across the Iraqi and Syrian deserts to include Homs, Hama and Aleppo in Iraq. But the Syrian government army – successfully fighting a near-identical battle to that now involving a demoralised Iraqi army – has recaptured Homs, held on to Hama and relieved the siege of Aleppo.

By chance, economist Ian Rutledge has just published an account of the battle for Mosul and oil during and after the First World War, and of the betrayal of the Sunni Muslim Sharif Hussein of Mecca, who was promised an independent Arab land by the British in return for his help in overthrowing the Ottoman Empire. Rutledge has researched Britain's concern about Shia power in southern Iraq – where Basra's oil lies – material with acute relevance to the crisis now tearing Iraq to pieces.

For the successor power to Sharif Hussein in Arabia is the Saudi royal family, which has been channelling billions of dollars to the very same jihadi groups that have taken over eastern Syria and western Iraq and now Mosul and Tikrit. The Saudis set themselves up as the foundational Sunni power in the region, controlling Arab Gulf oil wealth – until America's overthrow of the Sunni dictator Saddam Hussein led inexorably to a majority Shia government in Baghdad allied to Shia Iran.

Thus the new Middle Eastern map substantially increases Saudi power over the region's oil, lowering Iraq's exports, raising the cost of oil (including, of course, Saudi oil) and at the expense of a frightened and still sanctioned Iran, which must defend its co-religionists in the collapsing Baghdad government. Mosul's oil is now Sunni oil. And the vast and unexplored reserves believed to lie beneath the jihadi-held deserts west of Baghdad are now also firmly in Sunni rather than in national, Shia-controlled Baghdad government hands.

This break-up may also, of course, engender a new version of the terrifying Iran-Iraq war – a conflict that killed 1.5 million Sunni and Shia Muslims, both sides armed by outside powers while the Arab Gulf states funded the Sunni leadership of Saddam. The West was happy to see these great Muslim powers fighting each other. Israel sent weapons to Iran and watched its principal Muslim enemies destroy each other. Which is why Walid Jumblatt now also believes that the current tragedy – while it has killed off Mr Sykes and Mr Picot – will have Arthur Balfour smiling in his grave.

International New York Times

FRIDAY, JUNE 13, 2014

Kurdish forces pour into Iraqi city of Kirkuk

ERBIL, IRAQ

Kurdish forces pour into Kirkuk as militants advance toward Baghdad

BY TIM ARANGO, SUADAD AL-SALHY AND ALAN COWELL

Kurdish forces poured into the strategic northern Iraq oil city of Kirkuk on Thursday after government troops fled, while emboldened Sunni militants who seized two other cities this week moved closer to Baghdad and threatened to advance into the heavily Shiite south and destroy the shrines there, the holiest in the Shiite world.

The advance of the various insurgent groups and retreat of the army appeared to leave Iraq on the verge of fracturing, making the crisis the worst to confront the country since it was convulsed by sectarian rivalries at the height of the American-led invasion nearly a decade ago.

The government of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki seemed paralyzed in the face of the assaults and the collapse of its army. A request by Mr. Maliki for emergency powers stalled Thursday, as Parliament failed by early afternoon even to muster the quorum needed to pass the emergency decree.

President Obama, offering his first detailed comments on the Iraq crisis, told reporters at the White House on Thursday that his national security advisers were examining "all options" on how to stop the Sunni militant advances in Iraq and that the Iraqi government would need help. "I don't rule out anything," he said during an appearance with the visiting Australian prime minister, Tony Abbott.

But the American government's apparent rejection of Mr. Maliki's requests for airstrikes on the Sunni militants as they gained strength last month reflected a deep reluctance by the Obama administration to once more involve the United States militarily in Iraq, where the last American forces withdrew more than two years ago after a divisive war that cost the United States the lives of nearly 4,500 soldiers and more than \$1 trillion.

Militants aligned with the jihadist Islamic State of Iraq and Syria swept across the porous border from Syria on Tuesday to overrun Mosul, Iraq's second-largest city. They have been driving toward Baghdad since then, capturing the town of Tikrit, the birthplace of Saddam Hussein, seizing parts



Troops of Kurdish forces on patrol in northern Iraq on Thursday to prevent infiltration by the Sunni militants, who have occupied Mosul and are now moving closer to Baghdad.

of the oil refinery city of Baiji and threatening Samarra, a city sacred to Shiites just 70 miles north of Baghdad.

The swift advance has underscored how the conflicts in Syria and Iraq have fused into a widening regional insurgency that jihadist militants have cast as the precursor to establishing an Islamic caliphate.

Kurdish officials said on Thursday that their forces had taken full control of Kirkuk in northern Iraq as government troops abandoned their posts there and vanished. "The army disappeared," said Najmaldin Karim, the governor of Kirkuk.

Unlike the Iraqi national army, the Kurdish forces, known as pesh merga, are disciplined and loyal to their leaders and their cause: autonomy and eventual independence for a Kurdish state. The Kurds' allegiance to the Shiite Arab-led Iraqi central government is limited, but neither are they known to be allied with the Sunni Arab militants. Many of the tens of thousands of Mosul residents who fled the militant takeover of the city have sought safety in Kurdish-controlled areas.

With its oil riches, Kirkuk has long been at the center of a political and economic dispute between Kurds and successive Arab governments in Baghdad. The disappearance of the Iraqi army from the city on Thursday appeared to leave Kirkuk's fate in the Kurds' hands.

Some Kurdish politicians quickly

sought to take advantage of the situation, arguing that it was a moment to permanently seize control of Kirkuk and surrounding lands they have long regarded as part of a Kurdish national homeland.

"I hope that the Kurdish leadership will not miss this golden opportunity to bring Kurdish lands in the disputed territories back under Kurdish control," Shores Hagi, a Kurdish member of Iraq's Parliament, was quoted as saying by Al Jazeera. "It is a very sad situation for Mosul, but at the same time, history has presented us with only one or two other moments at which we could regain our territory and this is an opportunity we cannot ignore."

On Wednesday, Iraq's foreign minister, Hoshiyar Zebari, himself a Kurd, was quoted as saying that the Kurdish minority would "work together" with Baghdad's forces to "flush out these foreign fighters," but there were no reports of significant clashes between pesh merga forces and the militants.

At a meeting of Arab and European foreign ministers in Athens, Mr. Zebari called the insurgents' capture of Mosul and other cities "a serious, mortal threat," and he added: "The response has to be soon. There has to be a quick response to what has happened."

The urgency was underscored on Thursday when an insurgent spokesman, Abu Mohammed al-Adnani, exhorted the militants to advance on the Iraqi capital and press on to the southern

Iraqi Shiite holy cities of Karbala and Najaf, news reports said.

The Associated Press quoted him as urging his followers to march toward Baghdad because they "have an account to settle," in a recording posted on militant websites commonly used by the group. The authenticity of the recording could not be independently verified.

The spokesman was also quoted as saying that a high-ranking insurgent commander known variously as Adnan Ismail Najm or Abu Abdul-Rahman al-Bilawi al-Anbari had died in the insurgent offensive. According to Mr. Adnani, the commander had worked closely with the Jordanian-born former leader of Al Qaeda in Iraq, Abu Musab al-Zarqawi, who was killed by American troops in 2006.

The commander was detained for several years but was released two years ago, enabling him to prepare and command the operations that led up to the newest incursion, The A.P. said.

Parliamentary leaders in Baghdad called a special session of the legislature on Thursday to debate the imposition of a state of emergency that would give Mr. Maliki wide powers to restrict citizens' movements, impose curfews and censor the media. But a senior govern-

ment official told Agence France-Presse that only 128 of 325 members of Parliament attended the session, far short of the number needed for a formal vote.

Iraqi officials also said that the government was trying to deploy special forces, backed by Shiite volunteers, to the north of the country in a counteroffensive against the militants.

The militant commander's are said to include Baathist military officers from the Saddam Hussein era, including Izzat Ibrahim al-Douri, a former vice president and one of the few prominent Baathists to evade capture during the American-led occupation. Mr. al-Douri took time out Thursday afternoon to visit the former dictator's grave in the town of Awja, about three miles from Tikrit, a militant leader said.

For much of their initial advance, the insurgents have met scant resistance from government forces. After overrunning Mosul and Tikrit, the insurgents poured down the main north-south highway to reach Samarra.

On the way, the insurgents were said to have taken positions in parts of the important refining town of Baiji, north of Tikrit, but there were conflicting accounts on Thursday as to who was in control there and whether the refinery

was operating.

In Samarra on Thursday, witnesses said, militants who had been reinforced overnight by three columns of fighters in scores of vehicles were deployed in positions three miles east and north of the city. Other insurgents had pressed south

to take the town of Dhuluiyah, closer to Baghdad, while two predominantly Shiite towns in the region, Balad and Du-jail, remained in Shiite hands as forward bases for attempts to halt the insurgents.

At the same time, in what seemed to have the makings of a perilous standoff, battle-hardened Assaib and Kataibe Shiite militias that once fought the Americans had reached Samarra to reinforce pro-government forces there. Government troops who abandoned their posts further north had been ordered to report to the Taji military base, just north of Baghdad to regroup, officials said.

Tim Arango reported from Erbil, Suadad al-Salhy from Baghdad and Alan Cowell from London. Rick Gladstone contributed reporting from New York, and Ceylan Yeginsu from Istanbul.



20 juin 2014

L'industrie kurde des hydrocarbures monte en puissance

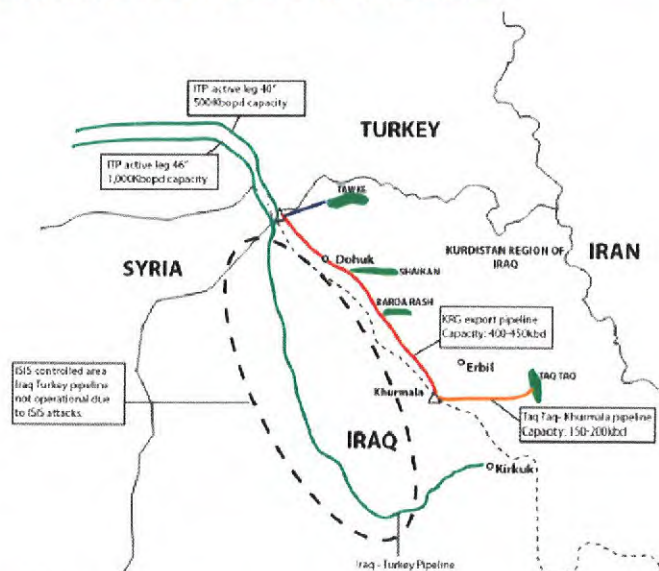
Le 20 juin 2014
par Daniel Krajka
indices.usinenouvelle.com

Profitant de l'aggravation soudaine de la guerre civile en Irak, le gouvernement régional du Kurdistan (KRG) va augmenter les volumes de pétrole brut qu'il exporte à travers la Turquie, sans plus se soucier des pressions de Bagdad.

L'attaque brutale des colonnes de l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIIL) ne semble pas avoir perturbé l'industrie pétrolière du Kurdistan irakien, note Michael J Alsford, dans une étude publiée par Citi. Les peshmergas ont même sécurisé Kirkuk, la capitale qu'ils revendiquent depuis des années. Malgré l'opposition de l'Etat central, les Kurdes, qui exportent 125 000 barils/jour de brut via un pipeline qui relie Khurmala à la ville portuaire turque de Ceyhan. Ils ont même chargé avec leur pétrole deux tankers dans ce port, malgré l'opposition de Bagdad qui a porté l'affaire devant la Chambre internationale de commerce. L'Etat irakien affirme que la compagnie pétrolière turque Botas et l'Etat turc violent un accord de 1973 car ils n'ont pas reçu l'aval du ministère irakien du Pétrole.

Les exportations de la région devraient grimper à 200 000 b/j cet été et encore doubler d'ici à la fin de l'année, estime la banque américaine. A terme, l'augmentation de ses ventes de brut va renforcer la position du KRG vis-à-vis d'un gouvernement irakien très affaibli. Il pourra négocier une autonomie plus importante encore, voire créer un Etat indépendant. La capacité du tuyau qui relie les champs pétrolières kurdes à Ceyhan est de 400 000 b/j, mais la construction de nouvelles sous-stations de pompage pourrait facilement porter cette capacité à 1 million de b/j. Le KRG a également en projet la construction de deux postes de mélange, près des sites de Barda Rash (Afren) et de Shaikan (Gulf Keystone).

Figure 1. Export Infrastructure enables oil exports from Kurdistan



Source: Citi Research

La Turquie est complètement dépendante de ses importations de gaz naturel en provenance de Russie, d'Iran et d'Azerbaïdjan. Pour réduire cette dépendance, elle a signé avec le KRG un accord en novembre 2013 portant sur l'achat de 4 milliards de mètres cube à partir de 2017. Des volumes qui pourraient grimper à 10 milliards de mètres cube en 2020. L'accord devrait être finalisé d'ici à six mois, estime Michael J Alsford, ce qui permettra la mise en exploitation des gisements gaziers de Miran, puis de Bina Bawi par la compagnie Genel. ♦

Irak: l'offensive djihadiste, menace ou aubaine pour les Kurdes?

www.lexpress.fr
Par Catherine Gouëset,
13 juin 2014

Deux jours après la spectaculaire prise de contrôle d'une partie de l'Irak par l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), les Kurdes ont occupé jeudi la ville de Kirkouk. Un pas de plus vers la séparation de la province du reste du pays?

Ils en rêvaient depuis longtemps. C'est chose faite. Les peshmergas, forces de sécurité kurdes, ont pris le contrôle de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, ce jeudi. Les forces kurdes "ne permettront pas l'entrée à Kirkouk d'un seul membre de l'EIIL" a assuré le colonel Fateh Raouf, commandant de la 1ère brigade des Peshmergas.

Jusqu'à présent, la sécurité de cette cité multiethnique était assurée par une force de police conjointe formée d'éléments arabes, kurdes et turkmènes. Pour les connaisseurs de la région, cette intervention n'est pas une surprise: "Voyant monter depuis plusieurs mois la menace djihadiste, les Kurdes s'étaient préparés à se défendre. En avril, déjà, ils ont creusé des tranchées pour protéger leur territoire, d'abord entre le Kurdistan d'Irak et de Syrie", explique Jordi Tejel, professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID, Genève).

UN KURDISTAN DE PLUS EN PLUS AUTONOME

La prise de Kirkouk est une nouvelle carte dans la consolidation de l'autonomie de cette région. A l'occasion de la guerre du Golfe, en 1991, les Kurdes ont profité de la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne pour gérer leur territoire de façon autonome. Une soif de souveraineté puisée dans le traumatisme de la brutale répression subie sous Saddam Hussein, particulièrement en 1988, puis lors de leur soulèvement en 1991. La constitution adoptée en 2005, à la faveur de l'occupation américaine a inscrit dans le marbre cette autonomie. Le Kurde a été promu langue officielle ; la région dispose de larges pouvoirs. "mais pour le moment, les Kurdes ne réclament pas l'indépendance, souligne Arthur Quesnay, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient. Ils n'en n'ont pas la capacité, ni sur le plan financier, ni en termes de logistique".



Craignant un assaut des djihadistes d'EIIL contre Kirkouk, les peshmergas kurdes en ont profité pour prendre le contrôle total de cette ville pétrolière que se disputent la région autonome du Kurdistan et le gouvernement central.AFP/Marwan Ibrahim

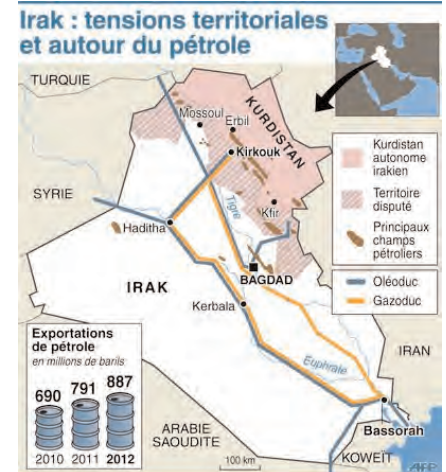
KIRKOUK, NOEUD DE CRISPATION

Proche de la région autonome du Kurdistan, Kirkouk est une mosaïque où cohabitent Arabes, Turcomans et Kurdes, sunnites et chiïtes. La ville était peuplée pour l'essentiel de Turcomans et de Kurdes jusqu'aux années 1950, tandis que les habitants des villages alentour étaient en majorité Kurdes. Saddam Hussein a fait expulser une partie de la population d'origine et encouragé des milliers d'Arabes à s'y installer. Le Kurdistan autonome souhaite depuis longtemps incorporer la ville à sa région, mais Bagdad a tout fait pour retarder le référendum prévu dans la constitution de 2005.

La province n'a pas d'accès à la mer et doit composer avec ses voisins, d'autant plus hostiles à la création d'un Etat indépendant qu'ils abritent tous des minorités kurdes. L'Iran y est farouchement opposé ; la Syrie l'était avant l'éclatement de la guerre. La Turquie, en revanche, a changé de position ces dernières années. "Ankara apprécie cette zone tampon avec un Irak en proie au chaos", souligne Jordi Tejel. En pleine expansion économique, la Turquie a tissé, au cours de la dernière décennie, des liens économiques étroits avec Erbil, capitale de la région autonome. "Des milliers de personnes traversent la frontière et un vaste réseau d'entreprises turques ont investi au Kurdistan", complète le chercheur.

L'ENJEU PÉTROLIER

Les relations entre la province autonome et la capitale achoppent particulièrement sur la question pétrolière. Bagdad reproche au Gouvernement kurde, assis sur de vastes réserves énergétiques, la signature



de contrats d'exploration et d'exploitation avec des compagnies pétrolières occidentales. La tension s'est accrue avec la construction d'un second oléoduc en direction de la Turquie - en plus de celui qui part de la région de Bassora (sud), contrôlé par Bagdad-. Celui-ci doit permettre d'exporter directement du pétrole issu de gisements des régions Kurdes. Les premières livraisons ont été assurées en janvier dernier. Pour faire pression sur Erbil, Bagdad a réduit de moitié les fonds fédéraux à destination du Kurdistan (17%, calculés au prorata de la population Kurde, 5 millions d'habitants). Au printemps, certains fonctionnaires n'ont pas pu être payés, ce qui a donné lieu à des manifestations. "Une pression financière accrue par la présence d'un nombre croissant de réfugiés en provenance de Syrie", ajoute Jordi Tejel.

TENSIONS ET THÉORIES DU COMLOT

Les Kurdes soutiennent depuis plusieurs années la coalition au pouvoir à Bagdad formée autour de Nouri al-Maliki. Mais dans le contexte des tensions entre la capitale et la province autonome, ils menacent le Premier ministre d'un renversement d'alliance au profit d'un accord avec les partis sunnites, dans l'opposition.

"Au Kurdistan, des théories du complot circulent sur les raisons de l'avancée spectaculaire de l'EIIL ces derniers jours", constate Jordi Tejel. Maliki a-t-il laissé s'installer le chaos pour faire plier les Kurdes, ainsi que et les mouvements sunnites? Mais ces théories accordent sans doute plus de puissance à l'administration Maliki qu'elle n'en a réellement sur le terrain, tempère le chercheur.

Confronté au raz-de marée djihadiste, le gouvernement de Maliki aura besoin, s'il veut reprendre Mossoul, de l'aide des peshmergas kurdes. "Cela l'obligera probablement, estime Arthur Quesnay, à faire des concessions. Devra-t-il accepter le fait accompli du passage de Kirkouk et d'un certain nombre d'autres "territoires disputés", dans le giron kurde ?" □

Le Monde
Samedi 14 juin 2014

La décomposition de l'Irak tétanise l'Amérique

Washington
Correspondante

Les Etats-Unis vont-ils se réengager en Irak? Deux ans et demi après avoir annoncé en fanfare le départ des troupes américaines, Barack Obama n'a exclu « aucune option », jeudi 12 juin, pour répondre à l'avancée des djihadistes en direction de Bagdad. Le président américain, qui ne cesse de proclamer que la page des guerres est tournée, s'est une nouvelle fois retrouvé brusquement confronté aux conséquences de la politique de son prédécesseur.

L'avancée des forces de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) a plongé M. Obama dans un nouveau dilemme sur la conduite à tenir face à une situation d'urgence où il est difficile de distinguer les « bons ». Mais, s'il n'a pas voulu intervenir en Syrie dans ce qui est devenu une guerre par procuration entre chiites et sunnites, M. Obama

« Si j'ai l'air en colère, c'est parce que je suis en colère. Ce que nous avons construit est en train de s'effondrer »

John McCain

semble avoir décidé d'une attitude différente face à la menace de désintégration de l'Irak. Voudrait-il s'en désintéresser, d'ailleurs, que la hausse des prix du pétrole le ramènerait aux réalités.

Intervenant dans le bureau Ovale, en marge d'une rencontre avec le premier ministre australien, Tony Abbott, le président américain a été interrogé sur la demande du premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, d'un soutien aérien aux troupes irakiennes en débandade après la chute de Mossoul, la deuxième ville du pays. « Je n'exclus rien, a-t-il répondu. L'Irak va avoir besoin de plus d'aide de la part des Etats-Unis et de la communauté internationale. Notre équipe de sécurité nationale étudie toutes les options. » M. Obama a souligné qu'il y a « un enjeu » pour les Etats-Unis à « assurer que ces djihadistes ne s'installent pas de façon permanente en Irak, ou en Syrie d'ailleurs ». Une demande précédente de M. Maliki avait essuyé un



refus de la Maison Blanche.

Un peu plus tard, le Pentagone a confirmé que rien n'était exclu, en effet, sauf l'envoi de troupes au sol. Les huit années de guerre ont fait plus de 4400 morts américains pour un coût de 800 milliards de dollars (590 milliards d'euros). Personne n'imaginerait revoir des soldats américains à Fallouja ou à Tikrit, sauf dans une mission de guidage de drones. Le vice-président Joe Biden, qui est chargé de la gestion des relations avec le gouvernement chiite de Bagdad, a appelé Nouri Al-Maliki pour lui faire

savoir que les Etats-Unis sont « prêts à accélérer et intensifier leur soutien ». Lorsqu'il était candidat à la Maison Blanche, M. Biden avait été critiqué pour avoir suggéré la partition de l'Irak en décembre 2006. Depuis la prise de Kirkouk par les Kurdes, dans le nord du pays, l'idée est réapparue dans les médias américains.

Les républicains ont fait pleuvoir un déluge de critiques sur

Barack Obama, à qui il a été rappelé sa déclaration du 14 décembre 2011, façon mission accomplie : les Etats-Unis laissent derrière eux un Irak « souverain, stable et autosuffisant ». Depuis dix ans, l'Irak est le noyau de divergences irréconciliables entre ceux qui étaient favorables à l'invasion et veulent, in fine, « gagner », quel que soit le temps nécessaire, et ceux qui estiment que les Etats-Unis ont assez donné. Ceux-là trouvent que M. Maliki, en refusant de partager le pouvoir avec les sunnites, a creusé sa propre tombe. « Pourquoi faudrait-il encore sauver Maliki? », a interrogé un ancien officier sur CNN.

Les « faucons » reprochent surtout à M. Obama de n'avoir pas réussi à négocier un accord de sécurité qui aurait permis à un contingent de quelque 10 000 Américains de rester sur place, après le retrait du 18 décembre 2011, pour assurer des missions antiterroristes comme celle qui aurait pu faire échec, pensent-ils, à l'opération actuelle de

Combats dans la province de Diyala

Des affrontements avaient lieu vendredi 13 juin entre l'armée irakienne et des insurgés qui tentaient de se diriger vers Bakouba, la capitale de la province de Diyala, voisine de celle de Bagdad. Le vice-gouverneur de Diyala Fورات Al-Tamimi a indiqué de son côté que les forces kurdes des Peshmergas avaient le contrôle des secteurs de Saadiyah et Jalawla, au nord-est

de Bakouba, après le retrait de l'armée.

Craignant un assaut djihadiste contre Kirkouk, dans le nord de l'Irak, les forces kurdes en ont profité pour prendre le contrôle total de cette ville pétrolière que se disputent depuis des années la région autonome du Kurdistan et le gouvernement central, ainsi que d'autres zones disputées.

l'EIIL. Mais M. Obama avait pris acte du refus du chef du gouvernement irakien de garantir l'immunité des forces américaines et il avait déclaré la présence des Etats-Unis en Irak terminée. « A l'heure qu'il est, Maliki doit regretter cette erreur », a dit John Negroponte, ancien ambassadeur à Bagdad.

Cinglant, le speaker du Congrès, John Boehner, après avoir affirmé que la menace était prévisible et ce « depuis des mois », a lancé : « Maintenant, les djihadistes sont à 150 km de Bagdad. Et que fait le président? Il fait la sieste. »

John McCain a pris la parole au Sénat. « Si j'ai l'air en colère, a-t-il précisé, c'est parce que je suis en colère. Ce que nous avons construit est en train de s'effondrer. » Le vieux sénateur républicain, héros de la guerre du Vietnam, est l'un de ceux qui avaient plaidé très tôt pour le surge (l'envoi de renforts) de 2006, et pour qu'on laisse le temps aux renforts de faire effet. Il a appelé Barack Obama à remplacer toute son équipe de sécurité nationale, y compris le chef d'état-major des armées, et à rappeler le général David Petraeus. « L'EIIL s'est emparé de 492 millions de dollars à la banque centrale de Mossoul, a-t-il fulminé. C'est devenu la plus riche organisation terroriste de l'Histoire. »

Les « faucons » sont persuadés que tout cela aurait pu être évité, avec une petite force résiduelle mais que Barack Obama a choisi le retrait complet pour des raisons électorales. John McCain a « supplié » son ancien rival de revoir sa décision sur le retrait d'Afghanistan. « Les Afghans n'ont pas de capacités aériennes. S'il vous plaît, conservez une petite force en Afghanistan! » Les spécialistes de politique étrangère a reproché au président d'avoir, par son inaction en Syrie, créé un vide qui a profité à l'EIIL. Certains experts ont plaidé pour des frappes aériennes contre les troupes qui avanceraient sur Bagdad, à la manière de l'opération franco-américaine qui avait permis de sanctuariser Benghazi, en Libye. Mais les démocrates se sont montrés plus circonspects.

Chef de file démocrate à la Chambre des représentants, Nancy Pelosi s'est déclarée opposée à des bombardements. « Et quoi, après? », s'est-elle interrogée. C'est la politique erronée qui nous a menés sur ce chemin il y a onze ans. » ■

CORINE LESNES

L'Iran envoie au front ses gardiens de la révolution

GEORGES MALBRUNOT
gmalbrunot@lefigaro.fr

INQUIET de voir le pouvoir chiïte vaciller devant les djihadistes, Téhéran a déployé chez son allié irakien plusieurs unités d'élite des gardiens de la révolution. Selon le *Wall Street Journal*, au moins trois unités de la Force al-Qods, le bras armé de la République islamique hors de son territoire, ont passé la frontière pour venir en aide aux troupes irakiennes, incapables de stopper l'avance des rebelles sunnites. Conduits par les ultraradicaux de l'État islamique en Irak et au Levant, les insurgés s'approchent de Bagdad, après avoir conquis la province de Ninive et des secteurs de celles de Salah ad-Dine et Diyala.

Le chef de la Force al-Qods, le général Qassem Soleimani, l'un des hommes les plus puissants du Moyen-Orient, aurait fait le voyage cette semaine jusqu'à Bagdad pour superviser l'aide iranienne aux troupes du premier ministre chiïte, Nouri al Maliki.

Jeudi, le président Hassan Rohani a appelé ce dernier pour l'assurer que l'Iran n'épargnerait aucun effort pour protéger les chiïtes d'Irak, majoritaires dans la population, même si ces derniers ne portent pas forcément l'Iran dans leur cœur. Grâce à l'intervention américaine de 2003 contre l'ennemi juré de l'Irak, Saddam Hussein, la démocratie

combattre « les massacres et les crimes terroristes en Irak ».

Cet appui, qui rappelle celui apporté par l'Iran à Bachar el-Assad en Syrie, n'est pas nouveau. Il y a un mois, *Le Figaro* révélait que des gardiens de la révolution avaient été dépêchés à Bagdad pour épauler l'armée contre les djihadistes, qui tiennent depuis cinq mois la ville rebelle de Faloudja, à 60 km à l'ouest de la capitale.

Comme en Syrie, l'autre régime arabe allié de Téhéran, les agents de la Force al-Qods instruisent à la guérilla urbaine des forces irakiennes largement incompetentes, tout en leur fournissant un appui en renseignements, une autre faille des forces irakiennes.

Téhéran ne peut pas se permettre de voir l'Irak tomber entre les mains des radicaux sunnites, ses ennemis à travers tout le Moyen-Orient

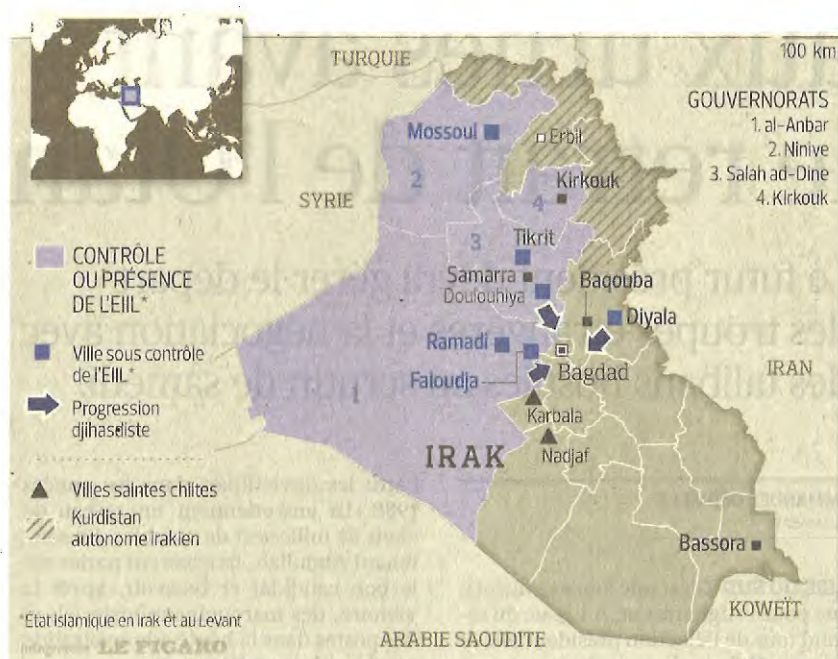
Selon le *Wall Street Journal*, une de ces unités iraniennes aurait permis aux loyalistes de reprendre une partie de la ville de Tikrit, conquise mercredi sans coup férir par l'État islamique et d'autres groupes rebelles coalisés. Quant aux deux autres unités, parties mercredi de leurs positions d'Ourmia et du Lorestan dans l'ouest de l'Irak, elles ont reçu pour mission de protéger les lieux saints chiïtes, sous la menace des radicaux

sunnites. Leur porte-parole, Abou Mohammed al-Adnani, a appelé les moudjahidins à « marcher » sur Bagdad, mais aussi sur Nadjaf et Karbala, plus au sud. L'Irak, qui a déployé des troupes le long de sa frontière avec l'Irak, aurait également donné l'ordre à son aviation de frapper tout convoi djihadiste, qui s'approcherait à moins de 100 kilomètres de son territoire, selon le *Wall Street Journal*. La province de Diyala, où les djihadistes ont avancé ces derniers jours, est frontalière de l'Irak.

Téhéran ne peut pas se permettre de voir l'Irak tomber entre les mains des radicaux sunnites, ses ennemis à travers tout le Moyen-Orient.

Depuis, Téhéran a considérablement investi politiquement et économiquement chez son voisin, en s'en tenant à une ligne simple : avoir à sa frontière un Irak faible avec des chiïtes forts à sa tête. Un État faible pour que Bagdad ne représente plus une menace comme ce fut le cas pendant vingt ans avec Saddam Hussein, qui ouvrit les hostilités contre Téhéran en 1980. Mais des chiïtes forts, parce que ces derniers représentent, pour Téhéran, un levier d'influence naturel, non seulement en Irak, mais aussi en Syrie, où l'aide conjointe de Téhéran et de Bagdad a permis à Bachar el-Assad de résister militairement et économiquement, face à ses opposants. L'espace aérien irakien est utilisé par l'Irak pour convoier des armes à Damas et au Hezbollah, son allié au Liban. Et plus le pouvoir irakien est faible, plus l'emprise de l'Irak y est forte. Y compris sur Nouri al-Maliki qui n'est pourtant pas un pion iranien.

La Force al-Qods a entraîné des milices chiïtes irakiennes contre les troupes américaines jusqu'en 2011. Des milices utiles aujourd'hui au combat antijihadiste. Ironie de l'histoire, cette nouvelle menace place Téhéran et les États-Unis dans la même tranchée face à leur ennemi commun, ces djihadistes qui cherchent sanctuariser leurs conquêtes territoriales de l'est de la Syrie jusqu'aux portes de Bagdad. En 2011, le général iranien Soleimani avait aidé à un départ dans le calme des troupes américaines d'Irak. Difficile toutefois d'envisager aujourd'hui une coopération opérationnelle entre Américains et Iraniens pour sauver Maliki. ■



En Irak, les Kurdes voient leur rêve d'indépendance s'approcher

www.challenges.fr
par Isabel Coles (Reuters)
14 juin 2014

ERBIL Irak - L'offensive islamiste dans le nord de l'Irak a permis aux Kurdes, qui rêvent d'indépendance depuis des années, de redessiner à leur guise la limite entre la région autonome qu'ils administrent et le reste du pays.

Tandis que les miliciens de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) progressaient vers Bagdad, ils ont pris possession entre autres de l'intégralité de Kirkouk et de ses gisements pétroliers. En quelques jours, leur territoire a gagné pas moins de 40%.

Les vastes ressources pétrolières de Kirkouk et de ses environs pourraient à elles seules assurer la viabilité financière d'un Etat souverain et libérer les Kurdes de la tutelle du gouvernement central, dirigé par le chiïte Nouri al Maliki.

Jeudi, les peshmergas ont pris possession de bases militaires désertées par les forces gouvernementales, où ils ont fait main basse sur tout un arsenal, ce qui a donné lieu à des scènes inédites depuis le renversement de Saddam Hussein.

Cette fois, ils n'ont aucune intention de renoncer à leurs prises et n'ont guère de pitié pour une administration dont ils veulent s'émanciper depuis les lustres.

"Nous sommes entrés dans une nouvelle ère en Irak, qui est complètement différent depuis Mossoul", assure Fouad Hussein, chef de cabinet du président de la région autonome, évoquant la deuxième ville du pays, tombée mardi aux mains de l'EIIL.

La priorité est désormais d'isoler le Kurdistan du reste du pays, taillé en pièce par les islamistes et qui risque de replonger dans les violences confessionnelles d'il y a dix ans. Une zone tampon de plus de 1.000 km a ainsi été mise en place de la frontière iranienne jusqu'à celle de Syrie.

"UNE GRANDE CHANCE"



Forces de sécurité kurdes à Kirkouk. L'offensive islamiste dans le nord de l'Irak a permis aux Kurdes, qui rêvent d'indépendance depuis des années, de redessiner à leur guise la limite entre la région autonome qu'ils administrent et le reste du pays. /Photo prise le 12 juin 2014/REUTERS/Ako Rasheed (c) Reuters

Après la chute de Mossoul, qui se trouve à moins de 100 km d'Erbil, "capitale" du Kurdistan irakien, les peshmergas auraient pu aisément voler au secours de l'armée et l'aider à reprendre la ville, mais ils disent n'avoir reçu aucune demande en ce sens et jugent quoi qu'il en soit que Bagdad n'a rien à proposer en échange.

"Ils se fichent pas mal de Mossoul. Ils vont continuer à s'étendre au-delà de la ligne verte et une bonne partie de ces gains seront en terres pétrolifères", estime un ancien diplomate américain en Irak.

Avant-même les derniers événements, les Kurdes avaient déjà largement bravé l'autorité du gouvernement central en accordant des concessions à des compagnies pétrolières étrangères dans des zones disputées.

"Toutes ces zones vont être incorporées dans la région. Actuellement, notre frontière est avec l'EIIL pas avec le gouvernement irakien", a affirmé sans détours Jabbar Yawar, secrétaire général du ministère de la Défense.

Les Kurdes contrôlent en outre les deux côtés de la frontière syrienne, où l'aile locale du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) leur a proposé son aide.

"Côté kurde, certains dirigeants pensent que l'indépendance viendra de l'effondrement de l'Irak et que Maliki est le mieux à même d'y conduire. Pour eux, l'indépendance est à porté de main", note Emma Sky, ancienne conseillère politique de l'état-major américain en Irak.

"Le risque, c'est évidemment que l'EIIL se fasse le défenseur des sunnites (dans les zones disputées) et se mette à combattre les kurdes, ce qui marquerait le début d'une guerre arabo-kurde", poursuit-elle.

A Erbil, on juge toutefois que le jeu en vaut la chandelle.

"Tout le monde a peur, mais c'est une grande chance pour nous. L'EIIL nous a donné en deux semaines ce que Maliki nous refuse depuis huit ans", résume un membre du gouvernement autonome ayant requis l'anonymat.



Bagdad dénonce la poursuite des exportations de pétrole du Kurdistan

Bagdad, 21 juin 2014 (AFP)

LE MINISTÈRE irakien du Pétrole a vivement critiqué samedi le choix de la région autonome du Kurdistan de poursuivre ses exportations directes de brut, répétant que le pétrole pompé en territoire irakien appartenait à tout le pays.

Une deuxième cargaison de pétrole pompé au Kurdistan a été exportée en un mois et expédiée en Israël, a affirmé le ministère, en réitérant ses menaces de poursuites judiciaires contre les compagnies destinataires.

"Le ministère du Pétrole condamne fermement le fait que le gouvernement de la région du Kurdistan poursuive les exportations de pétrole irakien (extrait) des champs de la région en violation flagrante des valeurs et principes" du pays, a dénoncé le ministère dans un communiqué.

"Le ministère continue (...) d'engager des poursuites" contre ces cargaisons, a-t-il ajouté.

Le ministère a pris une série de mesures pour dissuader les acheteurs, notamment "des mises en garde adressées aux compagnies et aux marchés pétroliers en lien avec ces cargaisons, qui sont sorties clandestinement" d'Irak, précise le texte.

Le conflit entre le gouvernement fédéral et la région autonome du Kurdistan irakien sur les exportations de pétrole dure depuis des années.

Mais il a pris une nouvelle dimension depuis la vaste offensive lancée début juin par des insurgés sunnites qui ont conquis d'importantes portions de territoires, permettant aux forces kurdes de prendre de facto le contrôle de territoires disputés dans le nord de l'Irak. ●

Picking rebels over army, Iraqis go home

ERBIL, IRAQ

Sunnis in Mosul express deep distrust of military and Baghdad authorities

BY TIM ARANGO

After Islamic extremists swarmed his city this past week, Saad Hussein fled here with his wife and six children. But after one night, he was on his way back home to Mosul, hearing that things were quiet there.

"What can we do?" Mr. Hussein said at a checkpoint on the road from Erbil to Mosul. "You have to depend on your God." Another man stood nearby, his two small sons tugging at his belt. He had left Mosul and was waiting to enter Erbil, about 80 kilometers to the east. "We don't know what will happen in the future," said Ahmed Ali, 31. "The government is not there. It's empty."

As many as 500,000 people fled Mosul after the city was besieged by the Islamic State of Iraq and Syria, many of them Sunnis who seemed less fearful of the beheadings and summary justice that the group is known for than of their own government and the barrage it might unleash in an effort to take the city back.

That many Sunnis would prefer to take their chances under a militant group so violent it was thrown out of Al Qaeda sharply illustrates how difficult it will be for the Iraqi government to reassert control. Any aggressive effort by Baghdad to retake Mosul could reinforce the Iraqi Army's reputation as an occupying force, rather than a guarantor of security.

Many of those who fled said they were terrified of airstrikes and indiscriminate shelling that they have seen, in news reports, carried out against insurgents in Sunni-dominated Anbar Province,

which has been out of government control for more than six months.

Some said a rumor had been swirling through Mosul that the Americans would be back to bomb the city. And most said the militants there had not terrorized the population and were keeping a low profile, with a small number of men in black masks staffing checkpoints.

"We are afraid it will be the same situation as in Falluja and Ramadi," said a municipal worker who gave his name only as Abu Mohammed, for fear of losing his job. He was referring to the two cities in Anbar that have borne the brunt of government airstrikes, which have killed hundreds of civilians.

Each sweep that rounds up Sunni men in the name of fighting terrorism has deepened resentment in the Sunni population toward the government, especially the Shiite-dominated army.

"They are not the Iraqi Army. They are the militia of Maliki," said Abu Mohammed, 49. He also complained about corruption, which is endemic in the army and the police. "If anyone gets into prison, he has to pay to get out," he said. And there were smaller indignities, he said, such as when soldiers would demand money for allowing people to park on city streets.

As the militants advanced on the city this week, soldiers laid down their guns and fled, and many citizens were happy to see them go. "The Iraqi Army was tough on the people, not on ISIS," said Abu Mohammed, referring to the extremist group.

The events over several days in Mosul — which is majority Sunni, though it has a sizable population of Kurds and some Shiites, too — highlight what critics have said for years: Sunnis see the army not as a national force but as the protector of the Shiite population. A Western diplomat said in an interview that in places like Mosul and Anbar Province, the security forces are regarded as "a

foreign force in their own country."

But residents of Mosul say that so far the Islamic State of Iraq and Syria has handled the local population with a light touch. Some residents, hardened by their hatred of the army, spoke of the insurgents almost as if they were a liberating army. The militants, residents said, greet people at checkpoints and ask citizens if they are carrying a weapon, and if the answer is no, they let them go on their way.

Many spoke of being able to move around the city more freely, after the



militants unblocked roads that the army had shut down for security reasons and took down the blast walls that had become a permanent feature of nearly every major city here.

"So far, the militants have not harmed any civilians, and they have freed the city from the checkpoints that choke us," said Ammar Saleh, 32, who works in a hospital in Mosul.

Still, he added: "I can't trust that the gunmen are better than the army. I will leave my family here until things are quiet."

And the militants' cordiality may not last long. A leaflet, said to be produced by the Islamic State of Iraq and Syria and distributed Thursday in Mosul, detailed a long list of coming rules, including bans on alcohol and cigarettes, and a requirement that women "stay home and not go out unless necessary." The leaflet also said that anyone who worked for the government would be killed unless they sought "repentance."

When Saddam Hussein ruled Iraq and terrorized the Kurdish population, this was a place to flee from. Prosperous and secure, it is now considered a place to flee to, and the caring for refugees, by now, resembles a permanent institution. Trucks bearing the face of Masoud Barzani, the leader of this region, carried in watermelons and mattresses, and volunteers handed out water and food.

This is also where former top Sunni officials have come to escape arrest warrants issued by the Maliki government and where, during Mr. Hussein's rule, C.I.A. operatives plotted with dissidents to topple the government.



A camp set up to shelter civilians fleeing violence in Nineveh Province on Friday. Hundreds of thousands of people fled Mosul after the city was taken by Islamic extremists.

Senior cleric in Iraq issues a call to fight insurgents

BAGHDAD

Obama weighs options but says U.S. won't send troops back to country

BY ALISSA J. RUBIN
AND SUADAD AL-SALHY

Iraq's top Shiite cleric on Friday exhorted all able-bodied Iraqis to take up arms to combat the Sunni extremist militants who have seized broad stretches of the country this week and are threatening the wobbly Shiite-led central government in Baghdad.

The call to arms by the cleric, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, was the most urgent sign yet of the growing desperation of the country's Shiite majority in the face of a resurgent Sunni militant movement drawn from the insurgency in neighboring Syria and vestiges of the Saddam Hussein loyalists toppled from power by the American-led invasion a decade ago.

Ayatollah Sistani's plea came as the United States and Iran, adversaries on a range of issues including the Syria conflict, were seeking ways to help the government of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki and avoid a collapse in Iraq that would further destabilize the Middle East.

For the United States, the chaos engulfing Iraq risks entangling the American military in a conflict that the Obama administration spent its first term winding down. President Obama in a televised statement on Friday, said it was clear that Mr. Maliki's government needed more help and that the United States was weighing its options.

Mr. Obama said he would not be sending troops back and that American military aid alone was not a solution.

"Ultimately it's up to the Iraqis as a sovereign nation to solve their problems," he said.

For Iran's Shiite leaders, the Iraq crisis represents a direct Sunni militant threat on their doorstep. The commander of Iran's Revolutionary Guards Quds Force, Gen. Qassim Suleimani, arrived in Baghdad on Thursday and has been reviewing how Iraq's Shiite militias are prepared to defend Baghdad and other areas, according to a report on Iranwire, a website run by expatriate Iranian journalists.

"The mobilization of the Shia militias, and Qassim Suleimani's presence, is a very good indication of how seriously

they're taking this," Hayder al-Khoei, an associate fellow at the Chatham House research group in London, said in an interview with Iranwire from Baghdad.

Thousands of Iraqi Shiites responded to the call by Ayatollah Sistani, whose statements carry a lot of weight among not just the Shiite majority but also members of other groups, including some Sunnis. The statement, read by his representative during Friday prayers, said it was "the legal and national responsibility of whoever can hold a weapon to hold it to defend the country, the citizens and the holy sites."

The representative of Ayatollah Sistani, Sheikh Abdul Mehdi al-Karbalaie, spoke in Karbala, regarded by Shiites as one of Iraq's holiest cities. The sheikh said volunteers "must fill the gaps within the security forces," but cautioned that they should not do any more than that.

The statement stopped short of calling for a general armed response to the incursion led by the Islamic State of Iraq and Syria, or ISIS, a Sunni extremist group that has emerged as one of the most potent opposition forces in the Syrian civil war and that now controls large areas of both Syria and northern Iraq.

The sheikh emphasized that all Iraqis should join the fight, pulling together so the country does not slide into all-out sectarian warfare. But in a time of mounting frictions and deepening distrust between the sects, it appeared unlikely that many Sunnis would answer the ayatollah's call. Many Sunnis feel little sympathy either for the government or for the extremists of ISIS.

Volunteers began to appear at the southern gate to Baghdad, which leads to the predominantly Shiite south of the country, within an hour after Mr. Karbalaie broadcast Ayatollah Sistani's call.

At the police post there, by the soaring arches that mark the city limits, a pickup truck driven by elders pulled up with six young men in the back.

"We heard Ali Sistani's call for jihad, so we're coming here to fight the terrorism everywhere, not just in Iraq," said Ali Mohsin Alwan al-Amiri, one of the elders.

The Sunni insurgents continued their offensive on Friday, fanning out to the east of the Tigris River, and at least temporarily seized two towns near the Iranian border, Sadiyah and Jalawla. Security officials in Baghdad said government troops, backed by Kurdish forces, counterattacked several hours later and forced the insurgents to withdraw, a rare success.

The Kurds control a semiautonomous region in northern Iraq and have long sought independence. As the militants advanced on Thursday, their forces took full control of Kirkuk, an oil center that had been contested by the Kurds and the country's Arab leaders for years, after the Iraqi Army abandoned its posts there.

The apparent disintegration of some units of the American-armed Iraqi

Army and the loss of control of Kirkuk and the Sunni areas overrun by the militants represented the worst security crisis in Iraq since the American withdrawal in 2011, threatening the country's future as a cohesive state.

The United States and Iran have watched events with alarm and have issued warnings of possible intervention.

"This poses a danger to Iraq and its people and, given the nature of these terrorists, it could pose a threat eventually to American interests as well," Mr. Obama said Friday. "We will not be sending U.S. troops back into combat in Iraq, but I have asked my national security team to prepare a range of other options."

He warned Iraqi leaders that if they wanted American help, they would have to come up with a plan to accommodate minority factions in a meaningful way. "The United States is not simply going to involve itself in a military action in the absence of a political plan by the Iraqis that gives us some assurance that they're prepared to work together," he said.

Navi Pillay, the top United Nations human rights official, on Friday expressed "extreme alarm" over what she termed summary executions, rape, reprisal killings and shelling of civilians in the militants' offensive, putting the first estimate of casualties in the hundreds.

Ms. Pillay's office cited examples of atrocities. In one, fighters linked to the ISIS insurgents summarily executed 17 civilians who were working for the police in Mosul on Wednesday, said Rupert Colville, a spokesman for Ms. Pillay in Geneva. In another episode, 12 civilians believed to have been working for Iraqi security services or the police were executed in a suburb of Mosul.

In its language and tone, Ayatollah Sistani's statement portrayed it as a religious and patriotic act to volunteer either for the Iraqi Army or for a Shiite militia, two forces that are becoming difficult to distinguish.

When the ayatollah's representative, Mr. Karbalaie, said, "Whoever can hold a weapon has to volunteer to join the security forces," the call was greeted with cheers and shouts of "It will be done!"

People in Ayatollah Sistani's office said the statement was a response to one issued by the leadership of ISIS threatening to seize not just the predominantly Sunni areas of northern Iraq, but also Baghdad and the cities of Karbala and Najaf, which are sacred to Shiite Muslims.

"Iraq and the Iraqi people are facing great danger," Mr. Karbalaie said. "The terrorists are not aiming to control just several provinces. They said clearly they are targeting all other provinces, including Baghdad, Karbala and Najaf. So the responsibility to face them and fight them is the responsibility of all, not one sect or one party. The responsibility now is saving Iraq, saving our country, saving the holy places of Iraq."

Les chiites d'Irak se préparent à affronter l'EIIL

Devant la poussée djihadiste vers Bagdad, l'ayatollah Sistani a appelé à défendre « le pays, le peuple et les lieux saints »

L'Irak glisse dangereusement vers un nouveau conflit confessionnel entre musulmans sunnites et chiites. Dans les rangs de la majorité chiite, la contre-offensive s'organise pour mettre fin à l'avancée de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), vécue comme une menace existentielle. Après la conquête éclair et sans résistance de Mossoul, deuxième ville du pays, le 10 juin, puis des régions sunnites du nord-ouest du pays, les combattants djihadistes de l'EIIL et leurs alliés au sein des tribus locales se rapprochent de Bagdad.

La défense de la capitale et la reconquête des villes tombées aux mains des insurgés s'organisent. Alarmé par la déroute des forces gouvernementales au Nord, minées par les désertions, le premier ministre chiite, Nouri Al-Maliki, a appelé à la mobilisation. Les comités de défense popu-

son turban noir-, omniprésent dans les quartiers chiites, tranche avec la modération qui fut la sienne par le passé.

Apôtre du jeu démocratique, Ali Sistani n'est pas un partisan de la lutte armée. Au plus fort du conflit confessionnel de 2006-2007, il exhortait les communautés rivales au calme, rappelant l'injonction interdisant à un musulman de tuer un autre musulman. Il s'est tout autant opposé à l'ingérence du religieux dans la politique prônée par la République islamique d'Iran, fermant systématiquement sa porte aux émissaires du premier ministre Maliki.

La prise de position de l'ayatollah traduit l'impasse politique dans laquelle se trouve l'Irak, face au « danger extraordinaire » posé par l'EIIL, qui a appelé, mercredi, à marcher sur Bagdad et les lieux saints chiites de Kerbala et Nadjaf.

L'appel d'Ali Sistani devrait trouver un considérable écho auprès des millions de fidèles chiites qui le vénèrent ; il ne devrait pas avoir beaucoup d'effet, en revanche, au sein de la minorité sunnite. Le gouvernement Maliki s'est totalement aliéné cette communauté depuis sa prise de pouvoir en 2006, au point de susciter



Des chefs de tribu chiites lancent des slogans contre Al-Qaïda, vendredi 13 juin à Bagdad. KARIM KADIM/AP

un mouvement de protestation pacifique en 2011. Sa répression sanglante et les attaques répétées contre les élites sunnites, dont les élections législatives d'avril ont confirmé l'effondrement, ont alimenté l'insurrection et fait le jeu des ambitions de l'EIIL. « Après cela, les sunnites irakiens se sont donnés au diable », commente Pier-

re-Jean Luizard, spécialiste de l'Irak. Les alliances stratégiques passées entre l'EIIL et des notables locaux sunnites, comme les anciens dirigeants du parti Baas et militaires de l'armée de Saddam Hussein, se sont renforcées avec la conquête des régions sunnites, confiées à la gestion des tribus locales rétribuées sur les prises de guerre d'EIIL. « L'EIIL se concentre contre le gouvernement Maliki pour créer un conflit sectaire avec les chiites et maintenir la mobilisation sunnite », pointe Arthur Quesnay, doctorant en sciences politiques à la Sorbonne. Les exactions des djihadistes contre les forces gouvernementales renforcent la dimension communautaire. Navi Pillay, Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, a alerté, vendredi, sur des rapports faisant état « d'exécutions sommaires et de meurtres extrajudiciaires et du déplacement massif de près d'un demi-million de personnes » dans les zones conquises par l'EIIL.

Face à la radicalisation de l'insurrection sunnite, Nouri Al-Maliki a renforcé ses alliances avec les milices chiites radicales, satellites de l'Iran, qui a lui-même assuré le gouvernement irakien de son soutien. La présence de brigades com-

Ali Sistani n'est pas un partisan de la lutte armée et s'opposait à l'ingérence du religieux dans le politique

lares, rejoints par des milliers de volontaires, devraient voir leurs rangs grossir davantage après le soutien inattendu apporté, vendredi 13 juin, par la plus haute autorité chiite d'Irak.

Le grand ayatollah Ali Sistani, reclus dans sa maison proche du mausolée de l'imam Ali à Nadjaf, au sud de Bagdad, est sorti du silence dans lequel il s'était muré depuis plusieurs années. Dans un message lu par son représentant à Kerbala, le cheikh Abdel Mehdi Al-Karbalai, lors du prêche du vendredi, il a appelé les Irakiens de toutes confessions à s'enrôler dans les forces de sécurité pour défendre « le pays, le peuple et les lieux saints » contre l'offensive de l'EIIL.

L'appel du dignitaire chiite de 84 ans, dont ne restent en mémoire que des portraits anciens – son visage sévère, sa barbe blanche et



me l'armée du Mahdi de Moqtada Al-Sadr, les brigades Bader de Mohammed Bader Al-Hakim ou la brigade Asaïb Ahl Al-Hak s'est accrue depuis la prise de Fallouja, dans le nord-ouest du pays, par

Les exactions des djihadistes contre les forces du pouvoir renforcent la dimension communautaire

l'EIIL en janvier. Ces milices chiïtes ont redéployé certaines de leurs forces de la Syrie vers l'Irak et commencé le recrutement de combattants locaux, en coordination avec l'armée et les forces spéciales ira-

kiennes, affirme Philip Smyth, chercheur à l'université du Maryland.

Les deux camps concentrent désormais leurs forces autour des points de friction entre communautés. Samedi, un nouvel assaut des djihadistes était annoncé sur Samarra, où le premier ministre Maliki a tenu la veille une réunion de sécurité. Une première offensive de l'EIIL sur la ville majoritairement sunnite, qui a vu naître son chef Abou Bakr Al-Baghdadi, a été repoussée mercredi par l'armée.

Samarra est stratégique pour le camp chiïte de par la présence du mausolée des imams Ali Al-Hadi et Hassan Al-Askari, l'un des grands lieux saints chiïtes du pays. L'attentat perpétré contre ce mausolée en 2006 était déjà à l'origine de la guerre civile de 2006-2007.

Plus à l'est, Bakouba constitue également l'un des derniers verrous stratégiques sur la route de Bagdad. La capitale de huit millions d'habitants, composée à 80% de chiïtes, devrait offrir une forte résistance aux forces djihadistes. Sadr City, l'immense quartier chiïte aux trois millions d'habitants, offre à lui seul un vivier de combattants mobilisable en quelques heures par l'armée du Mahdi.

Des milliers de volontaires venus d'autres provinces du pays ont déjà rallié les camps d'entraînement créés par les autorités.

Le soutien des quartiers sunnites, bouclés et tenus à l'œil depuis l'expulsion de centaines de milliers d'habitants par les milices chiïtes en 2007-2008, n'est pas acquis à l'insurrection.

Face à l'évolution incertaine du

conflit irakien et à ses répercussions régionales, notamment en Syrie, le président américain, Barack Obama, redouble de prudence. «*Les Américains font face à un dilemme. Ils ne savent pas s'ils doivent soutenir Nouri Al-Maliki, jugé illégitime par la majorité de la population et prisonnier de solidarités anti-sunnites, estime Pierre-Jean Luizard. Mais il n'y a pas d'alternative dans le système actuel et de protagoniste capable d'offrir une solution.*» Vendredi, M. Obama s'est donné quelques jours supplémentaires pour évaluer les options à sa disposition, tout en appelant les dirigeants irakiens à surmonter leurs différences ethniques ou religieuses. ■

HÉLÈNE SALLON



La prise d'otages au consulat de Mossoul a entraîné des critiques contre le Premier ministre Erdogan et son aide aux rebelles.

La Turquie piégée par sa stratégie pro-jihadistes

La prise en otages mercredi à Mossoul par l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) de 80 ressortissants turcs, dont des familles avec enfants, des militaires et le consul général, Ozturk Yilmaz, a relancé les polémiques sur les liens présumés entre le gouvernement islamo-conservateur turc et ces groupes – l'EIIL et le Front al-Nusra – qui n'ont été inscrits par Ankara sur la liste des organisations terroristes qu'au début du mois. «*Les faiblesses en matière de renseignement sont tout aussi criantes que l'échec de la stratégie suivie par le Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan, qui aujourd'hui se trouve dans l'impuissance après avoir répété pendant des années que la Turquie était la nouvelle puissance régionale*», souligne Soli Ozel, spécialiste de politique internationale.

Le vice-Premier ministre, Bülent Arınç, clame que le gouvernement n'a jamais «*délibérément*» envoyé d'armes, de combattants ou de soutiens financiers

aux groupes radicaux. Mais ce mot sonne comme un demi-aveu. Les autorités d'Ankara ont joué aux apprentis sorciers en fermant les yeux sur les activités des groupes jihadistes syriens les plus radicaux le long des 900 kilomètres de frontière, voire en les soutenant. Après avoir appuyé Bachar al-Assad en espérant «*qu'il écouterait son peuple*», Recep Tayyip Erdoğan et son ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, maître d'œuvre d'une diplomatie «*néo-*

ottomane», ont dès juin 2011 pris fait et cause pour la rébellion, parant une opposition influencée par les Frères musulmans et accueillant sur son sol l'Armée syrienne libre (ASL) en formation. Ankara, tout comme Paris et Washington, pariait sur un rapide effondrement du régime.

Boutefeu. La montée en puissance des jihadistes, mieux équipés et plus motivés qu'une ASL désorganisée, a montré les limites de cette stratégie. Si les Occidentaux ont compris le danger depuis deux ans, Ankara a continué dans cette politique de boutefeu, estimant que ces rebelles représen-

Les contrôles sont devenus plus intenses depuis quelques mois mais, auparavant, des «barbus» en tenue de campagne débarquaient chaque jour aux aéroports d'Antioche ou de Gaziantep.

taient un possible contrepoids face aux combattants kurdes syriens du PYD, très proches des Kurdes turcs du PKK.

Circulaire. De nombreux éléments montrent que les jihadistes les plus radicaux ont pu impunément aller et venir en Turquie, avec la complicité des autorités. La presse fait état d'une circulaire diffusée l'an dernier dans laquelle le ministre de l'Intérieur de l'époque, Muammer Güler, recommanderait d'offrir hébergement et

assistance aux jihadistes du Front al-Nusra en Turquie. Les contrôles sont devenus plus intenses depuis quelques mois mais, auparavant, des «barbus» en tenue de campagne débarquaient chaque jour aux aéroports d'Antioche ou de Gaziantep. Et de nombreux combattants jihadistes sont soignés dans les hôpitaux turcs. L'été dernier, la

police a par ailleurs bloqué un camion transportant des armes convoyées par des hommes liés au MIT, les services secrets, tenus par Hakan Fidan, très proche d'Erdogan et grand organisateur du soutien à la rébellion syrienne.

«*Il aura fallu la prise d'otages du consulat de Mossoul pour que les autorités réalisent réellement le genre de groupes auxquels elles doivent maintenant faire face*», soupire Yasar Yakis, ex-ministre des Affaires étrangères de l'AKP, parti d'Erdogan. L'opposition sociale-démocrate (CHP, Parti républicain du peuple) demande déjà la démission du ministre des Affaires étrangères, même celle du Premier ministre, considérés comme responsables de cette prise d'otages sans précédent. Les autorités privilégient la voie de la négociation mais restent très discrètes. Le Premier ministre Erdogan, qui doit prochainement annoncer sa candidature à l'élection présidentielle, la première au suffrage universel direct, joue très gros dans cette crise.

De notre envoyé spécial à Ankara
MARC SEMO

IRAK : OBAMA ENTRE DJIHADISTES ET AYATOLLAHS

François Clemenceau
www.lejdd.fr
dimanche 15 juin 2014

DÉCRYPTAGE - Le président des États-Unis s'est donné "quelques jours" avant de donner une réponse "appropriée" à la crise irakienne. Il n'a le choix qu'entre de très mauvaises solutions.

Il y a des raccourcis de l'Histoire qui pourraient faire sourire si l'heure n'était pas gravissime au Moyen-Orient. Samedi, le porte-avions américain USS George H. W. Bush, du nom du président qui lança la première guerre d'Irak, en 1991, et dont le fils déclencha la deuxième en 2003, croisait en mer d'Oman. Tandis que deux des destroyers de son groupe naval entraient dans le golfe Persique, sur ordre du Pentagone. Au même moment, le général Qassem Suleimani, patron de la force d'élite Al-Qods des Gardiens de la révolution iraniens, était à Bagdad. Quelles sont les marges de manœuvre des États-Unis et de l'Iran, deux alliés de l'Irak que tout oppose? Officiellement, ils ne se parlent pas, mais ils vont peut-être devoir se coordonner s'ils se décident à intervenir militairement face à la menace des djihadistes.

QUELLE INTERVENTION AMÉRICAINE?

Le président Obama a indiqué qu'il n'y aurait pas de troupes au sol. Alors qu'il est en déplacement jusqu'à mardi en Californie, son équipe de sécurité nationale réfléchit à plusieurs options. "Des tirs de Tomahawk et des bombardements au F18 sont très probables, confie au JDD un stratège européen depuis Abu Dhabi. Car il va falloir qu'Obama donne des signes d'engagement fort", visant à rassurer ses alliés dans la région et ailleurs dans le monde. Surtout à l'heure de la présidentielle afghane, où tout le monde redoute qu'après le départ des forces américaines en 2016 il ne se produise



Samedi à Bagdad, des combattants de tribus irakiennes lèvent leurs armes, prêts à lutter contre les djihadistes. (All Al-Saad/AFP)



Cette image vidéo diffusée jeudi par l'EIIL a été prise dans la province Anbar.

avec les talibans exactement la même chose qu'en Irak avec les djihadistes.

QUE PEUT FAIRE L'IRAN?

Le président Rohani a estimé samedi que l'Iran était "prêt à aider l'Irak si le gouvernement irakien nous le demande". Il a salué l'appel à prendre les armes lancé par le grand ayatollah d'Irak Ali Al-Sistani. "Ce qui se passe en Irak est hyperimportant pour Téhéran", estime Thierry Coville, spécialiste de l'Iran à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Il est impensable et inacceptable pour eux de laisser s'installer les djihadistes à leurs portes.

Lorsque les chiites d'Irak se sont révoltés contre Saddam en 1991, ils ne sont pas intervenus. Ni en 1998, lorsque une dizaine de leurs diplomates ont été assassinés par des talibans en Afghanistan. Mais là, le danger est devenu existentiel", ajoute Thierry Coville. Comme en Syrie aux côtés d'Assad, il est donc probable de voir des pasdaran combattre avec ce qui reste de l'armée irakienne pour reprendre les villes tombées aux mains de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL).

LA FRAGILITÉ TURQUE

Quatre-vingts employés turcs du consulat de Mossoul ont été faits prisonniers par l'EIIL lors de la prise, mardi, de cette deuxième ville d'Irak. Pour le gouvernement du Premier ministre islamiste, Erdogan, c'est une humiliation, lui à qui les Occidentaux reprochaient déjà de jouer avec le feu avec les djihadistes en Syrie. Le pays est membre de l'Otan. Si donc des avions américains devaient décoller des bases turques ou le Sud-Est du pays servir de base logistique pour une catastrophe humanitaire à venir, la Turquie serait pleinement impliquée dans le conflit. Dans la mesure où les Kurdes ont également désormais les coudées franches dans le nord de l'Irak, Erdogan serait-il prêt à accélérer des concessions supplémentaires aux Kurdes du PKK en Turquie? C'est l'un des enjeux des mois qui viennent.

TOUS LES CONFLITS EN UN SEUL?

"Je vois venir un bain de sang interconfessionnel", s'alarme un officiel français qui s'interroge sur le silence de l'Arabie saoudite depuis quatre jours. Le conflit entre chiites et sunnites, qui a repris brutalement dès le départ des forces américaines fin 2011, entraîne l'Irak, la Syrie et, en partie, le Liban dans un chaos qui permet au royaume saoudien et aux monarchies pétrolières du Golfe d'afficher leur stabilité. "Il faut parvenir à un plan fédéral de partition de l'Irak, afin que chaque communauté s'assume seule", écrit le spécialiste américain de géopolitique Leslie Gelb. Sauf qu'à ce stade, personne ne souhaite que la partie sunnite du pays soit représentée par une organisation terroriste aux moyens considérables. ○



Six membres d'une même famille tués à Bagdad, cinq peshmergas abattus à Ninive

Erbil (Irak), 23 juin 2014 (AFP)

AU MOINS CINQ membres des forces kurdes (peshmergas) ont été tués lundi à Ninive dans le nord de l'Irak, alors que six membres d'une même famille ont été abattus dans leur maison à Bagdad, selon des sources de sécurité et médicales.

Dans la province de Ninive, deux bombes ont explosé au passage d'une patrouille près de Rabia, non loin de la frontière syrienne, faisant 5 morts et trois blessés, selon Halkurd Mulla Ali, le porte-parole du ministère en charge des peshmergas.

Dans le nord de Bagdad, des hommes armés ont abattu six membres d'une même famille sunnite dans leur maison, ont indiqué un colonel de police et un

responsable médical.

Ces violences interviennent alors que des insurgés sunnites mènent depuis près de deux semaines une offensive fulgurante qui leur a permis de mettre la main sur de vastes pans de territoires. Ils se sont notamment emparés de deux des trois postes-frontières entre l'Irak et la Syrie et de la deuxième ville du pays, Mossoul.

Les jihadistes ont rapidement progressé face à la débandade de l'armée et des forces de sécurité, dont certaines ont abandonné leur position. Les forces kurdes ont, à la faveur de cette offensive, assis leur autorité sur des territoires disputés de longue date avec le pouvoir central à Bagdad, comme la ville de Kirkouk. Elles se sont également emparées du troisième poste-frontière avec la Syrie. ●

LE CALIFAT AUX PORTES DE BAGDAD

REPORTAGE - Les forces irakiennes ont repris aux djihadistes trois villes proches de la capitale tandis que l'Iran n'exclut pas d'intervenir militairement avec les Américains en Irak.

Guillaume Perrier, envoyé spécial à Erbil, Kurdistan (Irak)
dimanche 15 juin 2014
www.lejdd.fr

Il est vêtu d'un jean et d'un tee-shirt sport. Bassim, 27 ans, prend place dans la file d'attente comme des dizaines d'autres réfugiés de Mossoul venus chercher un laissez-passer. Son uniforme, ses armes, sa carte d'immatriculation militaire, ce soldat irakien originaire de Bagdad les a volontairement abandonnés dans sa fuite. "Je me suis fait envoyer une carte d'identité civile pour pouvoir sortir de la région", raconte-t-il au JDD. Soldat de la 2e division de l'armée irakienne déployée à Mossoul, la deuxième ville d'Irak, Bassim a assisté aux premières loges à la prise de la ville par les djihadistes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), mardi.

Une invasion qui n'a rencontré aucune résistance. "Il n'y a pas eu de bataille. Nous n'avons pas combattu. Pour quoi faire? Ce n'était pas notre problème puisque nos généraux et nos officiers avaient tous fui dès les premiers coups de feu. Cela a réduit à néant le moral des troupes. Il ne nous restait plus qu'à nous échapper nous aussi. Nous avons tout laissé derrière nous", ajoute le jeune homme. Comme lui, plusieurs milliers de soldats de l'armée nationale irakienne en déroute ont trouvé refuge dans la région autonome kurde d'Irak. Plus de 10.000, selon les autorités d'Erbil, sont passés au milieu des flots de réfugiés qui quittent Mossoul et ses environs. Au total ce sont 200.000 personnes qui auraient migré vers les régions kurdes, selon le gouvernement local.

LES KURDES PROTÈGENT LES CHRÉTIENS

Au checkpoint de Khazir, qui marque la limite entre la province de Ninive, tombée aux mains des djihadistes, et celle d'Erbil, une longue file de voitures s'étire dans la chaleur et la poussière. Les peshmerga, les soldats kurdes, fouillent les voitures avec des chiens détecteurs d'explosifs et scrutent les documents. Ceux qui n'ont pas d'invitation sont refoulés ou dirigés vers les camps de tentes montés le long de la route. Un homme en uniforme s'attarde sur une voiture dont le coffre est rempli de bouteilles de gaz. "Nous devons renforcer les contrôles car les risques d'attentat existent", note le commandant du poste. Le 29 septembre 2013, deux voitures piégées ont explosé en plein centre d'Erbil, devant les locaux des forces de sécurité kurdes, tuant six personnes. Depuis 2007, le Kurdistan irakien avait été épargné par les bombes, et était devenu un havre de tranquillité pour



Des réfugiés en provenance de Mossoul fuient l'État Islamique en Irak et au Levant (EIIL). (Mathias Depardon pour le JDD)

les Irakiens et pour les investisseurs étrangers. Une pacification à laquelle les Kurdes tiennent.

Assis derrière son volant, Georges attend patiemment son tour. La croix suspendue à son rétroviseur trahit l'appartenance de ce quinquagénaire à la communauté chrétienne de Mossoul. La famille arrive de Karakosh, un village exclusivement peuplé de chrétiens syriens catholiques, qui a subi, depuis la chute du régime de Saddam Hussein, une série de menaces et de vagues d'exode. "Là-bas, la situation est sous contrôle, déclare-t-il. Les

État des forces terrestres dans la région

Irak : 193.400 hommes mais plusieurs divisions défaites ou non-opérationnelles

Alliés réels ou potentiels de l'Irak

Iran : 350.000 hommes + 125.000 pasdaran (Gardiens de la révolution)

Kurdistan irakien : 190.000 peshmerga

Kurdistan syrien : 20.000 miliciens du YPG

Etats-Unis : 35.000 hommes au Koweït et en Jordanie

Syrie : 200.000 hommes, largement mobilisés contre l'insurrection de l'opposition

Ennemi commun

Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) : 10.000 hommes en Irak et 8.000 en Syrie (estimations)

Voisin, membre de l'Otan
Turquie : 188.000 hommes

forces kurdes nous protègent et les terroristes n'ont pas essayé de venir chez nous."

KIRKOUK AUX MAINS DES PESHMERGA

Quelques voitures plus loin arrivent Mohammed et sa famille nombreuse. Cet habitant de Mossoul, en djellaba blanche et keffieh rouge, a laissé sa maison et sa superette pour s'installer quelque temps à Erbil. "Il y a des coupures d'eau et d'électricité, ce qui rend la vie difficile, raconte-t-il. Sinon, la ville est calme depuis l'entrée de l'EIIL. Ils sont passés avec des haut-parleurs pour dire que tout irait bien et qu'il fallait retourner travailler. Ils ne s'en prennent pas à la population." De l'autre côté de la route, Fouad agite les bras. En dix minutes, il remplit son taxi pour retourner à Mossoul. "Tout va bien là-bas, l'EIIL nettoie les rues, remet de l'ordre, ils font du bon travail, affirme ce Kurde de 32 ans. Nous n'avons rien contre eux. Si les gens fuient, c'est par peur de bombardements du gouvernement de Maliki sur la ville." Ce que confirment la plupart des témoignages au checkpoint.

Les forces kurdes contrôlent la route jusqu'à l'entrée de Mossoul. Après le dernier barrage de peshmerga, on aperçoit à environ 300 m, les positions de l'EIIL. Les deux se font face, mais sans hostilité. L'EIIL ne veut pas se mettre à dos les Kurdes, majoritairement sunnites. Et ces derniers sont surtout occupés à renforcer leur territoire. Leur ennemi commun, c'est le Premier ministre chiite, Maliki. À la faveur de cette crise autour de Mossoul, les Kurdes ont étendu leur territoire. La ville pétrolière de Kirkouk, disputée avec le gouvernement de Bagdad, considérée par les Kurdes comme le berceau de leur culture, a été occupée par les peshmerga sitôt la fuite de l'armée irakienne. L'ancienne base américaine, occupée par la 12e division, a été prise sans combattre, avec les armes et les équipements. Une avancée irréversible.

À Erbil, la capitale des Kurdes d'Irak, rien n'indique qu'un conflit menace à 50 km de là. Les seuls coups de feu tirés vendredi sont ceux qui ont salué la victoire des Pays-Bas contre l'Espagne à la Coupe du monde. "Les djihadistes savent qu'ils ne peuvent pas nous attaquer, ils n'ont pas les moyens d'affronter les peshmerga", estime Hawraz, un ingénieur d'une trentaine d'années. Avec ses 200.000 hommes bien entraînés, le Kurdistan dispose d'une armée solide, la seule qui reste en Irak. De là à défendre Bagdad contre l'avancée de l'EIIL? Un tel engagement aurait un prix. Celui de l'indépendance du Kurdistan. ♦

DISPATCH

The Kurdish Are Coming

Kurdish Peshmerga fighters honed their skills fighting for independence from Iraq. Now they are the front line against ISIS.

BY Mohammed A. Salih
JUNE 16, 2014
www.foreignpolicy.com

GOM JALIL, Iraq -- The Islamic State of Iraq and al-Sham's forces are less than a mile away, across the flat, dusty plain dotted with concrete buildings. The militant Sunni group's flags can be seen waving in the distance above a checkpoint that, just days ago, was jointly manned by Iraqi government troops and Kurdish forces. But inside the dilapidated one-story building where Brig. Gen. Mahmoud Ahmed has set up a base, the mood is upbeat.

"Our morale is high," says Ahmed, a chubby, mustachioed veteran of the wars against Saddam Hussein in the 1980s, who now commands the Second Zeravani Battalion, the Kurdish forces responsible for the Kurdish provinces of Erbil and Dohuk. Nearby, a young soldier with his chest crisscrossed by bullet rounds stands watch behind a Russian-made PKM machine gun mounted on a pickup truck. "We are here to defend our land and people with our blood," Ahmed says.

Ahmed and his battalion are Peshmerga, the Kurdish forces that have fought successive Iraqi regimes for nearly half a century in their pursuit of Kurdish rights and independence. In Kurdish, the word means "those who confront death." They are famed for their skills on the battlefield, and Ahmed says they are ready to fight again.

The Peshmerga are the first line of defense on the road between Iraqi Kurdistan's capital, Erbil, and Mosul, Iraq's second-largest city, which was overrun on June 9 by fighters from the Islamic State of Iraq and al-Sham (ISIS) and former loyalists of Saddam's regime who had crossed the desert from Syria. Iraqi security forces abandoned the city after a couple of days of fighting; in the days since, ISIS and other Sunni insurgent groups have taken a number of other towns in Nineveh, Diyala, Anbar, Kirkuk, and Salahaddin provinces.

A few yards from Ahmed's base, an abandoned and damaged armored vehicle belonging to the Iraqi Federal Police stands as a testament to the defeat of the central government's forces at ISIS's hands. The inability of thousands of Iraqi security forces to defend Mosul took many by shock, not least the Peshmerga forces.

The Iraqi security forces were trained by the United States and Britain, and they are better equipped and paid than their Kurdish counterparts. But with Iraqi forces unable to fight in much of the northern part of the country after they surrendered their positions to the Sunni Arab militants, the Peshmerga are now the only force capable, they hope, of pushing ISIS back.

There are over 100,000 Peshmerga fighters, according to Halgurd Hikmat, a senior official at the Kurdistan Regional Government (KRG)'s Ministry of Peshmerga. They are either veterans of the Kurdish struggle against Saddam's regime or new recruits who have to go through an intensive training that lasts around 50 days. While they are officially under the command of Iraqi Kurdistan's president, Masoud Barzani, in practice they answer to leaders aligned with the competing Kurdish political factions, the Barzani-led Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, led by Iraqi President Jalal Talabani. But when it comes to protecting Kurdish territory, those divisions are meaningless. Nearly 40,000 of the Peshmerga forces divided into 16 battalions are united under the KRG's Peshmerga Ministry. The rest have yet to be unified. All Peshmerga are now mobilized in the fight against ISIS.

Fighting between ISIS and the Kurds is already under way. Clashes erupted on June 11 between Peshmerga and ISIS fighters in the Kurdish-dominated towns of Sinjar and Zummar in northwestern Nineveh province near the border with Syria, Hikmat told Foreign Policy. Hikmat acknowledged that a number of Kurdish soldiers were killed and injured in the clashes but refused to disclose the number of Peshmerga casualties "so as not to affect our forces' morale."

Kurdish forces also battled militants in the southern parts of the oil-rich, multiethnic province of Kirkuk. Kirkuk has been at the core of Kurds' decades-long conflict with Iraqi governments. The takeover of much of Kirkuk province by Kurds now brings them a step closer to their long-held aspirations for independence. Kurdish officials have said they are not going to let go of Kirkuk as they cannot trust Iraqi forces to provide security for residents there.

And Kirkuk isn't the only strategic gain. Kurds now control the Rabia border crossing between Iraq and Syria and the disputed town of Jalawla in northern Diyala province.



But even before the recent clashes, ISIS and the Kurds had been in conflict. Last week, ISIS suicide bombers blew up local offices of the Patriotic Union of Kurdistan party in Diyala and Salahaddin provinces, killing around 50 people and wounding dozens. It also carried out an assault on the headquarters of the Kurdish security forces in Erbil last September, killing at least six people. In Syria, where ISIS has made major gains in that country's civil war, ISIS and the Kurds have been battling for months.

The Peshmerga and the Kurdistan Regional Government are concerned about ISIS's dramatic rise -- and fear its tactics and ideology -- but they also see opportunity in the instability. It has offered a unique opportunity for the Kurdistan Regional Government to consolidate its control over large swaths of land labeled by the Iraqi Constitution as "disputed territories" -- land that Kurds have eyed for part of their future independent state.

Iraq's 2005 constitution grants the KRG jurisdiction over the three northeastern provinces of Erbil, Sulaimaniya, and Dohuk. But Kurds also want to lay claim to four other provinces, Nineveh, Kirkuk, Salahaddin, and Diyala, which the government in Baghdad disputes. Most parts of the disputed territories are predominantly Kurdish while others are either dominated by Christians or have a mosaic of Kurds, Turkmens, Arabs, and Christians. But the territorial aspirations go beyond ethnic alignments: The stakes are especially high because those areas hold large reserves of natural resources, particularly oil and natural gas.

When thousands of Iraqi Army and police troops abandoned their posts in the face of ISIS's oncoming, it paved the way for the KRG to swiftly expand and solidify its control over those areas.

"We consider ourselves responsible toward the residents of those areas," said Hikmat. "We have seen this fragile army of [Iraqi Prime Minister Nouri] al-Maliki. How can we leave the people of those

► [disputed] areas to an army that cannot even defend its own positions?" he added, summing up a sentiment prevalent among Kurds these days.

But seizing new, oil-rich territory is not the only benefit for the Kurds. The latest attack has shaken the Iraqi political system to its core. It seems like everything is up for grabs now. Relations between Maliki and the Kurdish government reached an all-time low in May after the KRG decided to begin shipping oil to international markets via Turkey -- without Baghdad's blessing. In response, Maliki cut off the central government's funding for the KRG.

Iraqi leadership convened a meeting on June 11, attended by Maliki, to discuss ways to confront threats from ISIS. Neither the Kurdish president nor prime minister attended the meeting, and only lower-rank officials represented the Kurds. The meeting reportedly ended without producing an agreement.

At the moment, the possibility of joint

operations between Iraqi and Kurdish troops against ISIS militants seems slim. But with the danger posed by ISIS becoming more serious by the day, it is not unlikely that the KRG and Baghdad might in the coming weeks or months find common cause.

Unconfirmed reports circulated in Iraqi media alleging that KRG Prime Minister Nechirvan Barzani had reached a deal with Maliki in which the KRG will assist the Iraqi Army in the fight against the ISIS, in return for agreement to Kurdish oil sales. But the KRG's spokesperson, Safeen Dizayee, rejected those reports in an official statement.

As the ISIS war rages on, there does not appear to be any deal between the Kurds and Baghdad to jointly take on the group. In a statement shortly after ISIS's capture of Mosul, KRG's Barzani said the Iraqi government had rejected an offer of "security cooperation" from the Kurds before the fall of Mosul.

If the Peshmerga do unite with Iraqi troops, it will strengthen the hand of the weak Iraqi Army. At the moment, however, no deal for cooperation has been struck between the two sides. Most Kurds oppose aiding the Baghdad government and see the current conflict as a sectarian Sunni-Shiite fight between Arabs. For now, the Peshmerga are focused solely on defending their own territory and, when possible, expanding it. Their extensive combat experience and strong discipline mean they might be able to get what they want.

At the Gom Jalil base near Mosul, General Ahmed prepares for battle. He shouts instructions to a disciplined group of young Peshmerga fighters. He appears confident and calm, a battle-tested fighter ready for another round.

"Our plan is not to attack anyone," he says. "But if we are attacked, we will respond with all our force."●

BBC NEWS

17 June 2014

Iraq conflict: Kurds 'will not help retake Mosul'

Kurdish Peshmerga forces will not help Iraq's army retake the city of Mosul from jihadist militants, the head of the Kurdistan Regional Government says.

17 June 2014
bbc.com

Nechirvan Barzani told the BBC that his "top priority" was to protect KRG-administered areas in the north-east. He also called for Iraq's Sunni Arabs to be given their own autonomous zone.

In the past week, Peshmerga fighters have taken control of several cities and towns deserted by Iraqi soldiers in the face of the jihadist advance.

They include the city of Kirkuk, which along with the surrounding oil-rich province of Tamim, is at the heart of a political and economic dispute between the KRG and the Arab-led central government in Baghdad.

'Wrong policy'

Speaking to the BBC's Jim Muir in Irbil, Mr Barzani was emphatic that the Kurds' top priority now was to defend their own areas.



*Nechirvan Barzani, prime minister of Iraq's autonomous Kurdish region:
"There is no trust right now"*

He ruled out using Peshmerga fighters - thought to number around 75,000 - to drive out the Islamic State in Iraq and the Levant (ISIS) from Sunni Arab areas, saying it was not just a question of terrorism.

The KRG's prime minister blamed the crisis on policies pursued by the Shia Prime Minister in Baghdad, Nouri Maliki, whom Sunni Arabs have accused of discriminating against them and monopolising power.

"It's not only ISIS. It's the result of the wrong policy in Baghdad vis-a-vis Sunni areas. It's about the Sunni community feeling neglect-

ted," he said.

Mr Barzani, the nephew of Kurdistan's President Massoud Barzani, believed Iraq would never be the same. "I don't think it can stay together. As I said: Iraq before Mosul, and Iraq after Mosul. So now we have to sit down and find a formula how to live together, but if we think that Iraq will go back like before Mosul, I don't think so - it's almost impossible."

Creating an autonomous Sunni Arab region might be the answer, he said.

"We have to leave it to Sunni areas to decide, but I think this is the best model for them as well. First, they have to take a decision: what they want exactly. And in our view... the best way is to have a Sunni region, like we have in Kurdistan."

"There is no trust between Maliki and the Kurds, and even with Shia groups. So, in my view, [a political solution] is difficult," he added.

Mr Barzani said the US should help Iraq, but only on the condition that Mr Maliki - whose State of Law bloc won the most seats in April's parliamentary elections - was denied a third term in office.

"If the situation can go back to normal without Maliki, I think they have to do it."

Iran is reported to be pressing the Kurds to join the campaign against ISIS and its allies. But, our correspondent says, they clearly would not even consider it, without a major change in Baghdad.

■■■

La professionnalisation et la corruption minent l'armée irakienne

► Les forces de sécurité irakiennes tentent de reprendre l'initiative après l'offensive éclair des djihadistes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL).

► La politique du premier ministre contre la minorité sunnite a puissamment contribué à fragiliser les troupes.

► Nouri Al Maliki semble préférer la consolidation de son pouvoir dans les régions à majorité chiite à une ouverture en direction des sunnites.

Après la chute de Mossoul entre les mains des djihadistes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), les forces irakiennes tentent de reprendre l'initiative. Les autorités ont annoncé samedi un plan de sécurité pour défendre Bagdad, frappé hier par un attentat qui a fait neuf morts.

Avec le soutien des tribus, les forces de sécurité ont repris samedi Ishaqi et Mouatassam, dans la province de Salaheddine, non loin de Bagdad. Le premier ministre Nouri Al Maliki, commandant en chef des forces armées, a déclaré avoir obtenu du gouvernement des « pouvoirs illimités » pour combattre les rebelles.

En l'espace de trois jours, la semaine dernière, les djihadistes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) ont pris la deuxième ville d'Irak, Mossoul, et sa province Ninive (nord), Tikrit et d'autres régions de la province de Salaheddine, ainsi que des secteurs des provinces de Diyala (est) et de Kirkouk (nord), rencontrant très peu de résistance.

La déroute des forces de sécurité s'explique par une série de facteurs. De source américaine, on cite pêle-mêle des problèmes de commandement, le faible moral des troupes ou encore les insuffisances dans le renseignement militaire, le soutien aérien, la maintenance du matériel et l'entraînement des troupes.

Depuis le début de la guerre en 2003 jusqu'à septembre 2012, les États-Unis ont dépensé près de 20 milliards d'euros pour former et équiper les forces de sécurité irakiennes et leur fournir des installations. De son côté, l'Irak a dépensé des milliards pour acquérir des avions, chars, hélicoptères, missiles et autres armes américaines. Même si les quelque 250 000 membres des forces de sécurité irakiennes sont largement plus nombreux que les insurgés - 3 000 à 5 000 combattants selon le Pentagone -, les militaires irakiens ont essuyé depuis plusieurs mois de nombreux revers face aux combattants de l'EIL.



Convoi de volontaires qui ont répondu, par milliers, à l'appel du gouvernement pour combattre les djihadistes, hier, à Bagdad.

De janvier à mai, six hélicoptères ont été abattus par les extrémistes islamistes et 60 endommagés dans les affrontements, sans compter de nombreux chars mis hors d'usage par des combattants islamistes équipés de missiles.

Pour de nombreux experts, la rapidité de l'offensive des djihadistes reflète plus la faiblesse des forces de sécurité irakiennes que la force de l'État islamique en Irak et au Levant. Quatre des 14 divisions de l'armée irakienne ont abandonné leurs postes, enlevé leurs uniformes et pris la fuite.

Fait significatif, les divisions qui se sont effondrées étaient multiconfessionnelles (composées de soldats sunnites, chiites et kurdes). Les autres unités, majoritairement chiites, stationnées près de Bagdad, sont considérées comme plus fiables et fidèles au gouvernement du premier ministre chiite Nouri Al Maliki.

La politique sectaire menée par ce dernier contre la minorité sunnite, au pouvoir sous Saddam Hussein, a puissamment contribué à fragiliser les troupes et à miner la confiance entre le gouvernement et les soldats.

La politisation et la corruption dans le commandement, le recrutement et la promotion des militaires ont sapé la professionnalisation et l'efficacité des forces de sécurité. En 2011, le retrait des derniers conseillers militaires américains, en l'absence d'un accord pour le maintien d'une force résiduelle américaine non combattante, n'a rien arrangé.

Pour les experts, l'offensive des djihadistes reflète surtout la faiblesse des forces de sécurité irakiennes.

Depuis, la présence militaire américaine s'est réduite à un bureau de coopération au sein de l'ambassade à Bagdad, sans véritable capacité d'influence sur les décisions des autorités.

En recourant à la mobilisation de la communauté chiite et en sollicitant l'aide de l'Iran, Nouri Al Maliki mise, plus que jamais, sur la professionnalisation et la polarisation communautaire. Le premier ministre semble préférer la consolidation de son pouvoir dans les régions à majorité chiite à une quelconque ouverture en direction des Arabes sunnites.

Vendredi, le plus haut dignitaire chiite du pays, le grand ayatollah Ali Sistani, a appelé la population à prendre les armes pour stopper l'avancée des djihadistes, alors que quelques milliers de volontaires avaient déjà répondu à un appel similaire du gouvernement.

Cet appel a été dénoncé par une association de religieux sunnites basée au Qatar pour qui l'offensive djihadiste est « une révolte sunnite ». Cette association, l'Union internationale des oulémas musulmans, dirigée par le très controversé Youssef Al Qaradawi, a aussi mis en garde contre une « guerre confessionnelle dévastatrice ».

ISIS Proposes Truce to Kurdish Peshmerga South of Kirkuk

rudaw.net
16 June 2014

TUZ KHURMATU – The Kurdish Peshmerga said on Sunday that a security belt they have created on the southern edges of Tuz Khurmatu has prevented the militants of the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) from bringing their fight to the Kurdish areas.

A Peshmerga officer in the area also told Rudaw that the ISIS have contacted them by courier, saying, "If you don't attack us, we would not attack you."

Currently, the last Peshmerga checkpoint is on the lower Zab River that stretches to the town of Dubis near the city of Kirkuk in the north.



Kurdish Peshmerga forces moved in to secure the provincial capital and protect the rural population left vulnerable to ISIS attacks.
Photo: AFP

According to information provided by the Peshmerga forces, the ISIS checkpoint is only half a kilometer away from the Kurdish forces and that via taxi drivers on the road, the militants have asked for reassurance that they will not be attacked from the north.

Rudaw correspondent in

Kirkuk, Hunar Ahmed says that many families have fled the southern areas of the province to Kirkuk, fearing retaliation by the Iraqi army.

Some families said that their areas are already under shelling from the Iraqi forces.

As the ISIS advanced through Iraq's Sunni areas from

Mosul last week, government troops deserted their posts, leading to the fall of the city of Hawija west of Kirkuk.

Kurdish Peshmerga forces moved in to secure the provincial capital and protect the rural population left vulnerable to ISIS attacks.

According to local officials, many wounded civilians from Hawija and other ISIS-controlled areas have been transported to Kirkuk hospitals.

Some victims told Rudaw that hospitals in Hawija are in "terrible condition" and that there is the fear of Iraqi army bombardment.

Our correspondent says that the Peshmerga and the Islamic militants engage in occasional clashes, but that the fighting remains sporadic and at a distance due to the heavy Peshmerga presence and security belt they have formed. □

Kurdish Premier and Iran Discuss Iraq as Rebels Advance on Baghdad

rudaw.net
16 June 2014

ERBIL, Kurdistan Region – Kurdistan Region Premier Nechirvan Barzani is in Tehran to discuss events in Iraq, where the jihadi Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) has seized large Sunni territories and is marching toward Baghdad to topple the Shiite-led government.

Iran's Mehr news agency reported that the Kurdish leader will discuss the ISIS "terrorist group" with Iranian officials. It noted he would also meet with Iranian defense authorities, including top military chief Ali Shamkhani, who heads the Supreme National Security Council.

Barzani's unannounced visit



Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani (L) with Ali Shamkhani, head of Iran's National Security Council.
Photo: FARS

takes place as the Iranian government considers supporting Baghdad against Islamic extremists who have taken the second-largest city of Mosul and remain only about 100 kilometers north of Baghdad.

Iran's President Hassan Rouhani has denied reports that some of Tehran's elite Quds forces are in Iraq to help bolster

Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki, a fellow Shiite. But he said, "If the Iraqi government wants us to help, we will consider it."

Meanwhile, the Kurdistan Region's Peshmerga military is seen as the only force inside Iraq capable of stopping the rebels, who say their aim in Baghdad is to topple the pro-Iranian Maliki.

Reports say that even the United States, which backs Maliki but has no relations with arch-enemy Iran, wants to meet with Tehran officials to discuss – and possibly coordinate – efforts to thwart the militant march.

The Iraqi army has all but collapsed since abandoning posts and fleeing when the extremists marched on Mosul last week.

Iran holds immense sway among all groups in Iraq, where it is generally believed able to impose its will.

Iraq's pro-Iranian Shiite authorities have issued a religious call for all Shiites to take up arms against the Sunni extremists.

But the Kurds have said that the only way out of the current crisis is for all of Iraq's major components – Shiite Arabs, Sunnis and Kurds – to form a council, and continue their political process through parliament. □

International New York Times

JUNE 16, 2014

Insurgents boast of mass killing of 1,700 Iraqi soldiers

BAGHDAD

Graphic Twitter photos appear aimed at inciting a wider sectarian conflict

BY ROD NORDLAND
AND ALISSA J. RUBIN

Militants from the Islamic State in Iraq and Syria, in a seeming effort to stoke already raw sectarian antagonism, used social media over the weekend to boast that they had summarily executed hundreds of Iraqi government soldiers, posting gruesome photos to support their claim.

The mass killings last week, if confirmed, would raise the specter of the war in Iraq turning genocidal, particularly because the group boasted, in sometimes vicious and mocking terms, that their victims were all Shiites. There were fears that it could usher in reprisal killings of Shiites and Sunnis, like those seen in the Iraq war from 2005 to 2007.

The insurgents' claim of a total of 1,700 executions could not be immediately verified, and Iraqi government officials initially cast doubt on whether such mass killings took place. There were no reports of large numbers of funerals in Salahuddin Province, where the killings were said to have been conducted.

But there seemed little doubt that at least some executions had occurred.

If the figure of 1,700 proves accurate, it would be the worst atrocity in either Syria or Iraq in recent years, surpassing

A spiritual leader implores Iraqis to "exert the highest level of self-restraint during this tumultuous period."

even the chemical weapons attacks in the Syrian suburbs of Damascus last year, which killed 1,400 people and were attributed to the Syrian government.

Amid fears of increasingly sectarian warfare, the office of the Shiites' supreme spiritual leader, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, on Saturday issued what amounted to a revision of the ayatollah's call to arms on Friday.

The newer statement implored Iraqis, "especially those living in mixed areas, to exert the highest level of self-restraint during this tumultuous period."

The claim of mass executions appeared on a Twitter feed previously used for announcement by the group, also known as ISIS, so whether or not the executions were genuine, the organization's boastful and provocative intent was clear. The claims appeared on Twit-



ASSOCIATED PRESS

An image posted on a militant website appeared to show Iraqi soldiers after their capture in Tikrit, Iraq. The authenticity of this and other photographs was unconfirmed.

ter from late Saturday until midday Sunday.

"We're trying to verify the pics, and I am not convinced they are authentic," said Erin Evers, the Human Rights Watch researcher in Iraq. "As far as ISIS claiming it has killed 1,700 people and publishing horrific photos to support that claim, it is unfortunately in keeping with their pattern of commission of atrocities, and obviously intended to further fuel sectarian war."

The reports of executions came as the rapid push by ISIS forces toward Baghdad appeared to have at least momentarily stalled, whether because of shortages of fuel and supplies or a desire to solidify the gains made so far.

Amid growing concerns in Washington at the prospect of the hard-fought American gains of war now evaporating, several lawmakers on Sunday called on President Obama to act urgently, in conjunction with regional allies, including members of the Arab League, to stem the extremists' advances. On Friday, Mr. Obama said he would consider all options but ruled out sending American troops.

"You have an Al Qaeda army on the move" using exceptionally brutal tactics, Rep. Mike Rogers, a Michigan Republican and the chairman of the intelligence committee, said on the Fox News channel. "This is as dangerous as it gets."

Rep. Michael McCaul, a Texas Republican who is chairman of the Homeland Security Committee, said he had advised the White House to send Defense Secretary Chuck Hagel and Secretary of State John Kerry to the region to work with allies on a broader strategy because "without their cooperation against the extremists, this is not going to happen." He appeared on ABC.

In Iraq, one military intelligence official confirmed that the Iraqi military

was aware of the reported executions in Salahuddin Province, which includes the strategic city of Tikrit, but he did not know how many there were. He spoke on the condition of anonymity in line with his agency's rules.

Col. Suhail al-Samarraie, head of the Awakening Council in Samarra, a pro-government Sunni grouping, also confirmed that officials in Salahuddin were aware of large-scale killings, but he did not know how many. "They are targeting anyone working with the government side, anyplace, anywhere," whether Sunni or Shiite, he said.

A local journalist familiar with the Iraqi military in Salahuddin Province said the Fourth Iraqi Army Division had collapsed as the insurgents advanced last week, and 4,000 soldiers were believed to have been captured.

A New York Times employee in Tikrit said by telephone that residents spoke of seeing hundreds of prisoners captured when they tried to flee Camp Speicher, a former American military base and airfield on the edge of Tikrit that was turned into an Iraqi training center. Those who were Sunnis were given civilian clothes and sent home; the Shiites were taken to the grounds of Saddam Hussein's old palace in Tikrit, where they were said to be killed, their bodies dumped in the Tigris River.

The ISIS photographs appeared to have been taken at that location. However, the Times employee said he had not spoken to any witnesses who claimed to have seen the executions or bodies.

The still photographs uploaded on the ISIS Twitter feed were bloody and gruesome, showing the insurgents, many wearing black masks, lining up at the edges of what looked like mass graves and apparently firing their weapons into groups of young men who were bound

and packed closely together.

The photographs showed at least five massacre sites, with victims lying in shallow mass graves, their hands tied behind their backs. Twenty to 60 victims could be seen in pictures from each site; it was not clear whether the photographs showed the entire graves.

Other photographs showed prisoners, mostly young men, stuffed in large numbers in dump trucks and pickup trucks. They appeared extremely frightened.

A senior Iraqi government official, speaking on the condition of anonymity because he was not authorized to make press statements, said news of the executions was slow to circulate because the government had blocked social media.

"I don't doubt they are real, but 1,700 is a big number," he said. "We are trying to control the reaction. They are try-

ing to bring back the 2005 to 2006 days," when Sunni and Shiite militias engaged in tit-for-tat killings of civilians, killing tens of thousands.

An Iraqi employee of The New York Times contributed reporting from Tikrit, Iraq; Tim Arango from Erbil, Iraq; and Brian Knowlton from Washington.

International New York Times MONDAY, JUNE 16, 2014

5 principles for Iraq



Thomas L. Friedman

The disintegration of Iraq and Syria is upending an order that has defined the Middle East for a century. It is a huge event, and we as a country need to think very carefully about how to respond. Having just returned from Iraq two weeks ago, my own thinking is guided by five principles, and the first is that, in Iraq today, my enemy's enemy is my enemy. Other than the Kurds, we have no friends in this fight. Neither Sunni nor Shiite leaders spearheading the war in Iraq today share our values.

The Sunni jihadists, Baathists and tribal militiamen who have led the takeover of Mosul from the Iraqi government are not supporters of a democratic, pluralistic Iraq, the only Iraq we have any interest in abetting. And Iraq's Shiite prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, has proved himself not to be a friend of a democratic, pluralistic Iraq either. From Day One, he has used his office to install Shiites in key security posts, drive out Sunni politicians and generals and direct money to Shiite communities. In a word, Maliki has been a total jerk. Besides being prime minister, he made himself acting minister of defense, minister of the interior and national security adviser, and his cronies also control the Central Bank and the Finance Ministry.

Maliki had a choice — to rule in a sectarian way or in an inclusive way — and he chose sectarianism. We owe him nothing.

The second principle for me derives from the most important question we need to answer from the Arab Spring. Why is it that the two states doing the

best are those that America has had the least to do with: Tunisia and the semi-autonomous Kurdistan region of Iraq?

Answer: Believe it or not, it's not all about what we do and the choices we make. Arabs and Kurds have agency, too. And the reason that both Tunisia and Kurdistan have built islands of decency, still frail to be sure, is because the major contending political forces in each place eventually opted for the principle of "no victor, no vanquished."

The two major rival parties in Kurdistan not only buried the hatchet between them but paved the way for democratic elections that recently brought a fast-rising opposition party, that ran on an anti-corruption platform, into government for the first time. And Tunisia, after much internal struggle and bloodshed,

There are many questions that need answering before the U.S. considers intervening.

found a way to balance the aspirations of secularists and Islamists and agree on the most progressive Constitution in the history of the Arab world. Hence my rule: The Middle East only puts a smile on your face when it starts with them — when they take ownership of reconciliation. Please spare me another dose of: It is all about whom we train and arm. Sunnis and Shiites don't need guns from us. They need the truth. It is the early 21st century, and too many of them are still fighting over who is the rightful heir to the Prophet Muhammad from the 7th century. It has to stop — for them, and for their kids, to have any future.

Principle No. 3: Maybe Iran, and its wily Revolutionary Guards Quds Force commander, Gen. Qassem Suleimani, aren't so smart after all. It was Iran that armed its Iraqi Shiite allies with the specially shaped bombs that killed and wounded many U.S. soldiers. Iran wanted us out. It was Iran that pressured Maliki into not signing an agreement with the U.S. to give our troops legal cover to stay in Iraq. Iran wanted to

be the regional hegemon. Well, Suleimani: "This Bud's for you." Now your forces are overextended in Syria, Lebanon and Iraq, and ours are back home. Have a nice day.

We still want to forge a nuclear deal that prevents Iran from developing a bomb, so we have to be careful about how much we aid Iran's Sunni foes. But with Iran still under sanctions and its forces and Hezbollah's now fighting in Syria, Lebanon and Iraq, well, let's just say: advantage America.

Fourth: Leadership matters. While in Iraq, I visited Kirkuk, a city that has long been hotly contested between Kurds, Arabs and Turkmen. When I was there five years ago, it was a hellish war zone. This time I found new paved roads, parks and a flourishing economy and a Kurdish governor, Najim al-Din Omar Karim, who was just re-elected in April in a fair election and won more seats thanks to votes from the minority Arabs and Turkmen.

"We focused on (improving) roads, terrible traffic, hospitals, dirty schools," and increasing electricity from four hours a day to nearly 24 hours, said Karim, a neurosurgeon who had worked in America for 33 years before returning to Iraq in 2009. "People were tired of politics and maximalism. We (earned) the confidence and good feelings of Arabs and Turkmen toward a Kurdish governor. They feel like we don't discriminate. This election was the first time Turkmen and Arabs voted for a Kurd."

In the recent chaos, the Kurds have now taken full military control of Kirkuk, but I can tell you this: Had Maliki governed Iraq like Karim governed Kirkuk, we would not have this mess today. With the right leadership, people there can live together.

Finally, while none of the main actors in Iraq, other than Kurds, are fighting for our values, is anyone there even fighting for our interests: a minimally stable Iraq that doesn't threaten us? And whom we can realistically help? The answers still aren't clear to me, and, until they are, I'd be very wary about intervening.

Après la prise de Mossoul, la stratégie des djihadistes sunnites vise, à terme, l'élimination des chiites du Moyen-Orient

L'Irak est-il mort ?

Dans la nuit du 6 juin, des centaines de combattants armés prenaient d'assaut la ville de Mossoul dans la province irakienne de Ninive, dans le nord-est du pays, parvenant à s'emparer de ses principaux points névralgiques. Une offensive concomitante se déroulait à Ramadi, dans la province centrale d'Al-Anbar, avec l'attaque sur l'université locale et la prise de plusieurs otages. Depuis, les événements se sont bousculés en créant l'effroi général : après la ville de Mossoul, c'était au tour de pans entiers des trois provinces de Ninive, Kirkouk et Salaheddine de tomber entre les mains des assaillants, qui se trouvent à présent aux portes de Bagdad après avoir pris Tikrit, le fief de l'ancien dictateur au pouvoir Saddam Hussein.

L'Organisation internationale pour les migrations estime déjà à un demi-million le nombre de civils irakiens qui ont dû fuir ces zones au cours des derniers jours pour se rendre au Kurdistan irakien, une hémaragie humaine due tout autant à la crainte suscitée par les insurgés qu'à celle des représailles du gouvernement central. C'est un conflit de longue haleine et sans précédent depuis le renversement du régime baasiste en 2003 qui semble aujourd'hui s'amorcer.

Mais comment les rebelles ont-ils pu, en seulement quelques jours, s'emparer d'une partie considérable du territoire irakien ? Alors qu'il était relativement méconnu du grand public il y a encore quelques mois et semaines, l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), émanation salafiste-djihadiste d'Al-Qaïda connue des irakiens sous son acronyme arabe Da'ech, vient sans conteste de signer son plus grand coup de force. Si l'occupation américaine s'était caractérisée par des niveaux extrêmement élevés de violence, jamais la fran-

Alors qu'il s'était engagé à promouvoir la réconciliation nationale, le premier ministre Al-Maliki n'a fait que diviser la population

ge radicale du soulèvement armé n'était parvenue à effectuer une telle percée militaire, avec la conquête d'une bande territoriale qui s'étend d'Anbar, au centre, jusqu'au nord-est de la Syrie.

Cette percée est également très symbolique car elle intervient quelques semaines



Myriam Benraad
Spécialiste de l'Irak, docteure affiliée au Centre d'études et de recherches internationales (CEI) - Sciences Po et chercheuse associée à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremus-CNRS). Elle dirige le programme Afrique du Nord et Moyen-Orient pour le bureau parisien du Conseil européen des relations internationales (CEPRI). Elle est l'auteur de « L'Irak » (Les Éditions du Seuil, 2010) et de nombreux articles, études et rapports consacrés à la question irakienne.



après l'annonce des résultats des élections nationales du 30 avril ayant donné une longueur d'avance au premier ministre sortant, Nouri Al-Maliki, chiite et ennemi juré des djihadistes, ainsi qu'à la veille du Ramadan. On reconnaît bien la détermination du chef de guerre du groupe, l'Irakien Abou Bakr Al-Baghdadi, connu pour sa brutalité et qui a promis, de longue date, une guerre totale aux nouvelles autorités irakiennes.

Depuis le début de l'année, Da'ech, qui est implanté à la fois en Irak et en Syrie, a multiplié les attaques et attentats kamikazes – souvent le fait de djihadistes étrangers, européens en particulier – ainsi que les enlèvements. En janvier, il plaçait sous sa coupe la ville de Fallouja, ancien sanctuaire de l'insurrection anti-américaine. Ses opérations ont coûté la vie à plusieurs centaines de personnes et ses membres, rompus au combat, ne craignent guère les forces armées régulières, comme ils viennent d'en donner la preuve.

Depuis son autoproclamation en octobre 2006, quelques mois après la mort dans un raid de celui qui était l'émir du djihad en Irak, le Jordanien Abou Moussab Al-Zarkaoui, Da'ech poursuit deux objectifs qui le distinguent des autres insurgés sur le terrain, et d'Al-Qaïda centrale désormais. D'une part, l'Etat islamique n'inscrit pas son combat dans une perspective nationale, à travers un djihad défensif contre un pouvoir jugé illégitime, américain puis ira-

kien. Sa lutte obéit à une optique confessionnelle et panislamiste tournée vers une priorité : l'élimination des chiites, en Irak comme en Syrie, et, au-delà, au Moyen-Orient. Sans elle, le but ultime d'une restaura-

tion du califat sunnite dans l'ensemble du monde musulman ne pourra advenir aux yeux des djihadistes. Cette résurrection califale, écho à l'âge d'or de l'islam, passe aussi par l'établissement précoce d'un Etat islamique qui en pose les structures. Or c'est sur cet aspect que Da'ech s'est éloigné des prescriptions du commandement central d'Al-Qaïda et de son idéologue phare, l'Egyptien Ayman Al-Zawahiri, qui considère que le djihad doit être poursuivi et achevé avant d'introduire un quelconque projet politique.

Pour Da'ech, c'est au contraire par le biais d'un tel projet que le califat pourra renaître, et qu'une solution sera apportée, à plus court terme, aux sunnites d'Irak et de Syrie, dépeints comme aux prises avec des régimes chiites mécréants et tyranniques – Al-Maliki et Assad n'étant que les deux faces d'une même médaille. Depuis 2003, les sunnites d'Irak ont été tenus en marge de la transition lors de toutes ses étapes-clés, et leurs différentes tentatives de réintégration du jeu politique se sont soldées par des échecs cuisants. Ainsi en a-t-il été pour le Front irakien de la concorde, alliance de partis sunnites qui avait été formée fin 2005 pour prendre part aux élections, puis de la liste Iraquiya de l'ancien premier ministre chiite laïque Iyad Allaoui, qui avait formellement remporté le scrutin législatif de 2010 avant d'être dépossédée de sa victoire du fait des manœuvres d'Al-Maliki. Les sunnites ne se sont jamais remis de cet affront et n'ont cessé de se radicaliser. De ce point de vue, le gouvernement de Bagdad n'a pas joué l'apaisement en durcissant au contraire ses propres positions et en se lançant dans une campagne de répression tous azimuts après le retrait militaire des Américains fin 2011.

Loin de l'option djihadiste, des personnalités sunnites auraient pu être des interlocuteurs crédibles pour la coalition chiite au pouvoir, mais elles ont toutes été neutralisées – du vice-président Tarek Al-Hachemi, condamné à mort par contumace en septembre 2012, au député Ahmed Al-Alwani, incarcéré fin 2013. Le mouvement de protestation lancé dans les régions sunnites en 2012 s'est vu frapper par une répression qui a eu tôt fait d'en militariser les rangs, tout en donnant l'opportunité aux membres de Da'ech de l'infiltrer pour en prendre le contrôle.

Naturellement, la colère des sunnites a

fait le lit de Da'ech, en plus des complicités parmi la population civile qui lui ont permis de gagner du terrain et de s'imposer. Cette conquête aura été d'autant plus aisée que l'armée irakienne et les forces de sécurité demeurent sous-équipées et ne se sont jamais remises de la décision désastreuse des Etats-Unis de procéder à leur démantèlement en 2003. Elles n'ont pas opposé de résistance à Da'ech, mais ont baissé les armes et déserté en laissant derrière elles leur artillerie lourde. Parmi ces forces se trouvent aussi des éléments dont l'allégeance à l'Etat est plus que douteuse.

M. Al-Maliki n'avait-il pas pourtant fait campagne autour d'un discours de lutte antiterroriste, se présentant comme l'homme fort de l'Irak, le seul à même de contrer la poussée djihadiste ? Nul besoin de souligner que ces événements donnent toute la mesure de son échec et soulignent quelle est sa faiblesse. Alors qu'il s'était engagé à promouvoir la réconciliation nationale, M. Al-Maliki n'a fait que diviser la population et la classe politique, exacerbant le legs violent de l'occupation et plaçant les sunnites dans une situation si désespérée que beaucoup ont choisi Da'ech et le djihad. En

plus des liens de ses combattants avec les habitants des provinces dans lesquelles il officie, le groupe s'est parfois attiré la sympathie populaire en appelant à la protection des institutions en place.

Da'ech entend faire oublier la terreur que ses membres avaient semée en 2006 et qui lui avait valu une contre-mobilisation des tribus et citoyens exaspérés par ses méthodes. M. Al-Maliki essaie à présent de reproduire ce « réveil » en offrant d'armer les civils pour freiner le djihadisme, alors qu'il les bombardait aux barils d'explosifs il y a encore quelques mois. Or, compte tenu de son impopularité et du ressentiment puissant que lui vouent les sunnites, mais aussi d'autres Irakiens, il est peu probable que sa stratégie aboutisse. En lieu et place d'une concorde nationale, on peut s'attendre à ce que les réflexes communautaires s'aggravent et que la violence reprenne à Bagdad.

L'anxiété des puissances régionales qui entourent l'Irak et qui ont fait dans ce pays et en Syrie des guerres par procuration est réelle. L'Iran, qui entend préserver par tous les moyens l'axe chiite qu'il a dessiné au lendemain de la chute de Bagdad, a annon-

cé un soutien militaire accru au gouvernement irakien et aurait déjà envoyé conseillers militaires et armes sur le terrain, en plus du rapatriement vers l'Irak d'un certain nombre de milices chiites qu'il finance et entraîne. L'Arabie saoudite, quant à elle, a alimenté la poussée djihadiste sunnite dans la région, de même que la Turquie et d'autres Etats du Golfe qui pourraient aussi en payer le prix. Ankara et Téhéran soutiendront les Kurdes dans leur contre-offensive contre Da'ech, car il n'est pas question d'avoir de ses membres à leurs propres frontières. Les peshmergas (combattants kurdes) ont d'ailleurs déjà repris Kirkouk.

Mais qu'entend faire la communauté internationale face à cet arc djihadiste qui s'étend du Sahel à l'Afghanistan, et dont la Syrie et l'Irak sont le cœur ? Les Etats-Unis pourraient intervenir, comme M. Al-Maliki en a fait la demande. L'Europe est absente. Les prochains jours décideront de l'avenir de l'Irak en tant qu'Etat. A ce titre, le scénario d'une partition réelle et définitive n'est plus à exclure. ■

Le Monde

Vendredi 13 juin 2014

La décomposition de l'armée irakienne favorise l'avancée des djihadistes

COMME DES MILLIERS d'autres soldats irakiens, Haidar Al-Fatlaoui est déserteur. Il ne souhaite pas évoquer sa brève et malheureuse expérience militaire. C'est son père, Abou Haidar, qui raconte. Haidar Al-Fatlaoui a été promu, l'année de ses 25 ans, lieutenant au sein de la 14^e division motorisée de Bassora (sud). Il apprend alors qu'il fera ses premières armes à Fallouja, qui vient de tomber aux mains des djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL). Nous sommes en janvier, les affrontements sont violents et ne font que commencer.

Le lieutenant n'arrivera jamais à destination. Sa section, tombée dans une embuscade, abandonne armes et véhicules avant de fuir. Haidar est fait prisonnier avec un officier et quatre soldats. « Ils ont été torturés et ont subi plusieurs simulacres d'exécution, assure son père. Un cheikh local qui travaille avec l'EIL les a "sauvés" en les transférant dans sa maison. Il a autorisé mon fils à me téléphoner, puis il m'a dit de venir le chercher chez lui, à Garma. » Après avoir laissé une fortune à l'armée pour être autorisé à passer les barrières, et vu des cadavres flottant dans l'Euphrate, il a récupéré son fils, soulagé mais furieux : « J'accuse les responsables militaires de sous-

estimer la situation et d'envoyer des soldats qui n'ont pas l'expérience nécessaire pour de tels combats ! Haidar, ajoute-t-il, ne combattrait plus, bien qu'il n'ait aucun travail et que l'armée lui ait retiré sa solde. »

De Fallouja à Mossoul, l'histoire des déserteurs est la même. Celle de jeunes, souvent chiites, engagés dans l'armée pour toucher un salaire, nullement préparés à être confrontés à des djihadistes. « A Mossoul, [l'EIL] a envoyé une première vague de kamikazes qui a fait des carnages, raconte un autre déserteur qui souhaite rester anonyme. On ne peut pas lutter contre ça ! Quand j'ai vu arriver des types hurlant "Allah Akbar !", j'ai préféré courir. »

Des habitants ont vu des soldats échanger leur arme contre une chemise et un pantalon civils. Menacés de la peine capitale par le premier ministre Nouri Al-Maliki, beaucoup sont partis à Erbil et à Dohuk, dans la province autonome du Kurdistan irakien.

Fin janvier, les chefs de tribus sunnites d'Anbar avaient contacté leurs homologues chiites. « Nous leur avons dit de retirer leurs fils de cette guerre [contre les villes sunnites]. Ils ne nous ont pas écoutés. Ceux que nous arrêtons sont donc décapités », explique le cheikh Joumayli, qui com-

bat aux côtés de l'EIL. L'armée a donné des ordres similaires : pas de prisonniers.

Déchaînement d'atrocités

Dans ces combats, le déchaînement d'atrocités de part et d'autre a accéléré le mouvement de désertion. Les récits de prisonniers libérés sont rares. La débandade de l'armée à Mossoul n'est que le point d'orgue d'un phénomène débuté il y a plus de six mois.

La décision du gouvernement d'ouvrir des centres d'enrôlement et de doubler la solde (passée à 1200 euros) n'a pas enrâyé la tendance. Elle a en revanche lourdement grevé le budget de l'armée, déjà mis à mal par les pertes colossales de véhicules, de pièces d'artillerie ou d'armes légères. Dans ce contexte, un contrat d'achat d'armes à l'Iran s'élevant à 195 millions de dollars (144 millions d'euros) – évoqué dans la presse mais démenti – apparaît comme un recours pour une armée en pleine déliquescence.

La gestion sectaire de M. Maliki, excluant les sunnites des hautes fonctions militaires, a participé à l'affaiblissement de l'institution. Ce n'est pas sa seule erreur. Les brigades sunnites Sahwa, armées et financées par les Américains, étaient parvenues à débarrasser leurs villes d'Al-Qaïda entre 2007

et 2011. « Aucune solde ne leur a été versée depuis plus de quatre mois », déplore le cheikh Hamid Al-Haïs, chef des Sahwa basé à Ramadi (province d'Anbar), interrogé par *Le Monde*.

Avec une armée en déroute, un commandant de l'armée de terre, le général Ali Geidan, grièvement blessé et hospitalisé à Erbil, le premier ministre a exhorté, le 10 mai, « tous les Irakiens » à prendre les armes et à combattre « les terroristes ». Des paroles qui relèvent plus du désespoir que d'un utopique appel au sursaut patriotique.

Il pourra cependant s'appuyer sur ses milices chiites : les unités d'élite SWAT, formées par les Américains avant de devenir l'armée personnelle de M. Maliki, et la milice Assaëb Al-Haq, dont l'un des chefs a récemment été décapité à Fallouja. Cette dernière, aussi radicale que l'EIL, est d'ores et déjà chargée de faire la chasse aux déserteurs et de quadriller Bagdad.

M. Maliki devrait aussi pouvoir compter sur les combattants du Hezbollah irakien et sur quelques brigades spécialisées dans la répression des villes sunnites. La liste n'est pas exhaustive. La plupart de ces milices ont une solide expérience des affrontements contre les djihadistes dans les villes insurgées sunnites d'Irak, mais aussi de Syrie, où elles combattent auprès des forces de Bachar Al-Assad. ■

CÉCILE HENNION

L'État islamique en Irak et au Levant invente à Tikrit le « crime de guerre 2.0 »

ADRIEN JAULMES [@AdrienJaulmes](#)

LA PRISE de Tikrit par les combattants de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) a été accompagnée de massacres de masse de soldats et de policiers chiites que les assassins ont eux-mêmes photographiés avant de les diffuser via les réseaux sociaux. S'il est difficile de vérifier le lieu et la date exacte auxquels ont été pris ces clichés, ni si d'éventuelles retouches y ont été apportées, les scènes macabres présentent toutes les apparences de la réalité. On voit les combattants d'EIL faire leur entrée dans Tikrit à bord de leurs camionnettes camouflées avec de la boue. La prise de la ville natale de Saddam Hussein, à mi-chemin entre Bagdad et Mossoul, s'accompagne de celle d'une grande base de l'armée irakienne, dont des unités entières se sont débandées sans combattre devant l'avance des combattants de l'EIL.

Les soldats prisonniers, en tenues civiles, parfois enfilées par-dessus leurs treillis camouflés, sont rassemblés comme du bétail par des miliciens de l'EIL en armes. On les voit entassés, l'air terrorisé, dans des bennes de camions ou de camionnettes. Les légendes des photos les présentent comme les « troupeaux de l'armée safavide » (en référence à une dynastie iranienne). Ils sont ensuite forcés de s'allonger dans des fossés peu profonds, les mains dans le dos. Alignés devant eux, les djihadistes ouvrent le feu à bout portant sur les malheureux. Les dernières images montrent les corps entassés dans ces fosses communes, présentés complaisamment par les assassins.

Ces séries de photos sont sans doute le

premier cas dans l'histoire où un crime de masse est ainsi documenté et mis en scène par ses auteurs, comme s'il s'agissait d'un glorieux fait d'armes. Les djihadistes ont depuis longtemps utilisé Internet pour rendre public leurs meurtres et leurs attentats, mais l'ampleur du massacre perpétré à Tikrit dépasse tout précédent, tout comme sa publicité.

Selon les twitts de ses partisans, 1 700 personnes auraient été assassinées à Tikrit. Ce chiffre n'a pu être vérifié. Sans donner plus de bilan, le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme Navi Pillay a confirmé lundi une « série apparemment systématique d'exécutions de sang-froid » dans la région de Tikrit.

Les massacres de masse ne sont pas une pratique inconnue. Les Kurdes et les chiites avaient fait l'objet de massacres par Saddam Hussein. En 1991, lors de la première guerre du Golfe, Saddam avait repris contre toute attente le contrôle du pays en lançant sa Garde républicaine contre les chiites soulevés contre son régime, et qui avaient cru pouvoir profiter de sa défaite au Koweït pour secouer son joug. Des quartiers entiers avaient été rasés dans les cités du Sud, notamment dans les villes saintes chiites de Nadjaf et de Kerbala. Des dizaines de milliers de personnes avaient été sommairement assassinés, leur corps jeté dans des fosses communes. Après la chute de Saddam en 2003, ces charniers avaient été exhumés, mettant à jour une partie des victimes de cette répression.

Nombre de militaires baasistes qui avaient perpétré ces crimes ont aujourd'hui rejoint les rangs de l'EIL, et auraient joué un rôle crucial dans la prise de Mossoul. La terrible guerre confessionnelle qui avait déchiré l'Irak sous occupation américaine entre 2006 et 2009 avait popularisé les vidéos et les photos de tortures et de meurtres, réalisées et diffusées par les deux camps. Ces images, comme celles des crimes des moukhabarats de Saddam, étaient à l'époque particulièrement prisées par beaucoup d'Irakiens, tout comme par un certain nombre de soldats américains, qui en faisaient les fonds d'écran de leurs téléphones portables.

Mais l'EIL a franchi aujourd'hui un nouveau degré dans la guerre de la communication, en documentant pratiquement en temps réel la prise de Mossoul, puis sa marche vers Bagdad, diffusant twitts et posts au fur et à mesure de son avance. La fermeture par Twitter du compte de l'EIL n'a pas interrompu le flux de cette publicité. Au lieu du secret d'un Ben Laden aux interventions parcimonieuses et soigneusement orchestrées, l'EIL pratique désormais une communication tous azimuts, dont on ne sait si elle est destinée à semer l'effroi chez l'adversaire en renforçant sa réputation de cruauté, ou simplement due à la banalité de ces exactions pour ses militants. Le « crime de guerre 2.0 » peut avoir aussi l'effet inverse, et renforcer la détermination des soldats irakiens de Maliki, qui se sont montrés jusqu'à présent complètement impuissants face aux guérilleros sunnites. ■

1700
personnes
auraient
été assassinées par
les djihadistes à Tikrit,
selon les twitts
de ces derniers



Photographie (authentifiée) postée sur un site djihadiste samedi montrant l'exécution, près de Tikrit, de soldats irakiens. AP

International New York Times

TUESDAY, JUNE 17, 2014

Sunni rebels kill Shiite volunteers and take Iraqi town

BAGHDAD

Setbacks add to urgency of U.S. calls for Baghdad to forge a united front

BY ROD NORDLAND
AND THOMAS ERDBRINK

Sunni rebel extremists have ambushed and killed more than two dozen Shiite volunteer militiamen just outside the holy city of Samarra, the first such killings since Iraq's government started mobilizing thousands of untrained Shiites to stop the insurgent advance threatening the country.

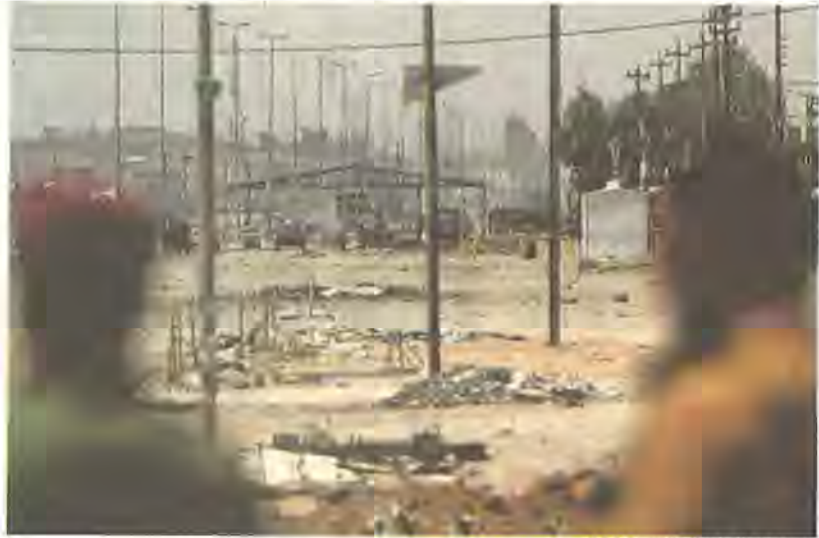
That advance appeared to gain momentum elsewhere on Monday. Sunni insurgents took over the small city of Tal Afar, in northwestern Iraq, according to Iraqi security officials and residents, sending both Shiite and Sunni residents fleeing.

The new setbacks for the government in Baghdad added urgency to demands from Iran and the United States — which have now both signaled a new willingness to cooperate on the crisis — that Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki move quickly to reach out to Sunnis and Kurds, and forge a united front against the Islamic State of Iraq and Syria, the extremist group that in the past week has brought much of the north and west of the country under its control.

Mr. Maliki has publicly declared his confidence that the volunteers would supplement his beleaguered military, which has been decimated by desertions. Young Shiite men have enthusiastically signed up throughout Baghdad and southern Iraq, racing to the front lines with little training or preparation, since Iraq's top Shiite cleric exhorted them on Friday to take up arms and defend the country. The bloody ambush on Sunday raised questions about how effective such volunteers will be in fighting experienced insurgents.

The volunteers had just left the northern town of Ishaqi and were heading south to reinforce Samarra, which is still held by the Iraqi Army but is under pressure from ISIS, which has threatened to destroy its historic Shiite shrine. An attack on that shrine in 2006 provoked bloody sectarian warfare nationwide.

The volunteers had hidden themselves inside a small convoy of refrigerator trucks for the perilous journey through territory where ISIS is active. According to a Shiite militia leader, Abu Mujahid, the convoy was struck late Sunday by a roadside bomb, and "at the same time the militants came from nowhere and started shooting from



KARIM SAHIB/AGENCE FRANCE-PRESSE

Kurdish forces on Monday faced a checkpoint in Mosul held by militants of the Islamic State in Iraq and Syria, which now controls much of the north and west of the country.

everywhere and killed 28 volunteers."

At the morgue of the hospital in Samarra, an official said that 29 dead were brought there, and that a further 190 volunteers were wounded in the attack. Mr. Mujahid put the wounded at only 17.

Farther north, the fall of Tal Afar followed a two-day-long battle between the Iraqi military and ISIS insurgents. The militants have now gained control of another city on the road to Syria through Nineveh Province, after the fall less than a week earlier of the province's capital, Mosul, Iraq's second-largest city, about 35 miles to the east of Tal Afar.

As concern intensified about the Sunni militants' advances toward Baghdad, and about their claims of slaughtering Shiites as they marched, American and Iranian officials suggested that they could collaborate over their common interest in stabilizing Iraq.

One senior Obama administration official said that Deputy Secretary of State William J. Burns might talk to the Iranians about Iraq at the nuclear talks in Vienna this week. "There may be discussion of that on the margins," the official

Two new setbacks for the government in Baghdad.

said, speaking on the condition of anonymity to discuss unfinished planning.

Secretary of State John Kerry, in an interview with Yahoo News, also suggested that cooperation with Iran was a possibility, saying, "I wouldn't rule out anything that would be constructive." Mr. Kerry also said that American airstrikes on the Sunni militants were a

possibility.

"They are not the whole answer, but they may well be one of the options that are important," Mr. Kerry said.

In Tehran, President Hassan Rouhani said that despite years of acrimony, his government would not rule out working with the United States to try to stabilize the situation in Iraq. "We have said that all countries must unite in combating terrorism," he said.

American and Iranian officials are both pressuring Mr. Maliki, a Shiite, to reach out to Sunni Arabs and include more of them in his government and security forces. On Sunday, President Obama made such an effort a prerequisite for any direct American military help.

Iran seems to be preparing to step in if needed. There have been unconfirmed reports from Iraq of Iranian troops on the ground there, with estimates ranging from 500 to 2,000.

On Friday, American officials said that Gen. Qassim Suleimani, the shadowy commander of Iran's paramilitary Quds Force, had flown to Iraq with dozens of his officers to advise Iraq's leadership about how to stop the advance of Sunni militants on Baghdad.

Both Mr. Rouhani and his deputy stopped short of completely denying any Iranian military presence in Iraq. On Saturday, Mr. Rouhani said the Iraqi government had not asked for Iranian support.

A senior Shiite member of Parliament in Baghdad confirmed that General Suleimani had come to Iraq with 200 officers from his Quds Force, many of whom he said were expected to stay behind to act as advisers.

In northern Iraq, ISIS militants claimed that along with taking Tal Afar,

they had captured the commander of the Iraqi Army forces in the city, Gen. Abu al-Waleed, and planned to execute him in a square in central Mosul. Residents said the militants were using bull-horns to call people to come to the square to witness the execution, but there was no confirmation yet that it had taken place.

Iraqiya, the Iraqi state television channel, said the Tal Afar commander was alive and well, however. "I am in good health and on the battlefield and will announce victory over ISIS in all of the territory of Tal Afar in the next few hours," the channel quoted the general as saying, without broadcasting audio or video of his remarks. A source in

Iraq's intelligence service said the general was alive and well in Sinjar.

Residents in Tal Afar, which has a population of 200,000, said most Shiite families had fled west, toward Sinjar, while Sunnis had gone east, toward Mosul.

In the capital, Brig. Gen. Saad Maan, the spokesman for the Baghdad Operation Command, held a news briefing to announce that the authorities had killed 56 insurgents in areas of western and southern Baghdad. He also denied reports by Al-Hadath Television, part of the Saudi-owned Arabiya television network, that the insurgents had launched strikes near Baghdad International Airport. "The airport is functional, and everything is normal," General Maan said, adding that the authorities wanted the Al-Hadath channel to be shut down because of its reports.

He added that the government planned to continue paying employees of the Ministry of Interior, which includes police forces, even if their areas fall under the control of ISIS.

After reading a brief statement, the Iraqi officer concluded his briefing without taking any questions.

Iraq's effort to limit news of successful attacks by the insurgents has expanded in recent days. After initially shutting down Facebook, YouTube, Twitter and other social media sites, the authorities have also blocked mobile data connections as well.

Rod Nordland reported from Baghdad, and Thomas Erdbrink from Tehran. Michael R. Gordon contributed reporting from Washington, Suadad al-Salhy and Aziz Alwan from Baghdad, and Tim Arango from Erbil, Iraq.

International New York Times
TUESDAY, JUNE 17, 2014

Take Mosul back



Roger Cohen

LONDON Less than 60 miles from Mosul, where the Sunni Islamic fanatics who have overrun the city are slaughtering their enemies as if the Middle Ages never ended, a rather different scene in Iraq was recently described in a report from the Russian investment firm Renaissance Capital:

"We saw Ferraris and Bentleys being driven by students at the American University of Iraq in Suleimaniyah, and at the only five-star hotel in Erbil, the car park was filled with new BMW's and Range Rovers. The few international restaurants in Erbil cost approximately \$90 per person for a meal with a beer. The city's shopping centers carry international brands, all of which we noticed are priced at least 40 percent higher than the international standard; and shop managers claimed inventory flies off the shelves."

In nascent Kurdistan, run by the Kurdistan Regional Government, whose relations with the central government in Baghdad are a stop-go affair, things are different. Even the worst mess has its winners. The Kurds, almost a century after missing out on statehood at the break-up of the Ottoman Empire, are the beneficiaries of Iraq's mayhem. Even their relations with their Turkish nemeses have been commerce-smoothed into something approaching warmth.

Nobody should bet against an independent Kurdish state within the next decade. Syria and Iraq are in a state of implosion; Middle Eastern borders are

up for grabs. Qaeda affiliates have already done their grabbing. They control wide swathes of Syria and Iraq 13 years (and trillions of dollars) after the United States went to war in Afghanistan to dismantle the jihadi state within a state of Osama bin Laden's Al Qaeda.

This is not a terrific denouement to America's post-9/11 wars. The blame game is in full swing. Aficionados of the counterfactual are having a field day. Iraq in its agony is the perfect locus for handicappers of the hypothetical. It's an old game. If Napoleon had had B-52s at Waterloo, things might have worked out differently.

The left blames the disaster on President Bush and the American invasion of 2003 that shattered the Iraqi state and removed its murderous dictator, Saddam Hussein. If this had not happened, there would be no fanatics from the Islamic State in Iraq and Syria at the doorsteps of Baghdad. Wrong, says the right. President Obama is to blame for abandoning Iraq in 2011 without leaving a residual counter-terrorism force. His feckless failure to back the Syrian opposition early in the uprising was a principal cause of Syria's collapse into a lawless haven for Islamic fanatics. If Obama had been more resolute in Iraq and Syria, ISIS would not be on the rampage.

A plague on both their houses! It's unseemly to fight Washington's talk-show wars over the myriad dead of the Levant.

The facts are plain enough. The United States invaded Iraq in 2003 because of its weapons of mass destruction program. However Iraq did not have any weapons of mass destruction. The invasion brought the Shiite majority to power, so advancing the interests of Shiite Iran, America's enemy. It out-

ted the Sunnis, upsetting the Sunni-Shiite balance in the Middle East, and infuriating America's nominal ally, Saudi Arabia. As a result, a Sunni-Shiite regional conflict has been escalating over the past decade.

There was no Al Qaeda in Saddam's Iraq. The United States birthed it through the invasion. It then beat Al Qaeda down, before allowing its affiliates to regroup by leaving and doing nothing about Syria's disintegration. American and Iranian interests in Iraq are now aligned in preserving the sectarian Shiite government of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, encouraging his (unlikely) outreach to the winning Kurds and the whipped Sunnis, and beating back the barbarians of ISIS. However, the political forces arrayed against cooperation with Iran in the Congress are powerful — and U.S. and Iranian interests part ways in Syria and over Israel. A logical approach in the Middle East is seldom a feasible approach.

Got it?

If not, do not worry. The blame game misses the point. Iraq and Syria, well before America's hapless intervention and hapless paralysis, were rotten to the core, as ripe for dismemberment as the Ottoman Empire a century ago, sickened by the personality cults of brutal rulers, cracking at the internal lines of fracture colonial overseers chose to disregard. They were in a state of post-poned decomposition. Sunnis in Iraq and Alawites in Syria, minorities both, believed (and believe) they had some irreversible right to rule. They do not.

President Obama should use targeted military force to drive back the fanatics of ISIS. If the jihadis cement their hold, the blowback will be felt in Europe and the United States. Such action will not resolve Iraq's problems, or the region's. But the alternative is far worse. It would be a betrayal of the thousands of American lives lost since 2001 and of the millions in the Middle East who view the Middle Ages as over.



House of Kurds

Only an independent Kurdistan can save what's left of Iraq from becoming a terror state.



By **PETER GALBRAITH**
June 17, 2014
www.politico.com

President Obama says he is considering all options in Iraq, except sending U.S. troops back in. The trouble is, there is no feasible military response to the rapid advance of the terrorist group ISIS that does not include ground troops. If not American troops, then whose?

The Iraqi Army is not a plausible partner. Providing more weapons to a disintegrating army that turned over U.S. military equipment worth hundreds of millions of dollars to radical Islamist terrorists does not make sense. The Obama administration has indicated that it would like to talk to Iran about a possible joint response to the threat from ISIS. Since the United States spent north of \$1.5 trillion on a war that installed Iran's closest allies as Iraq's leaders, there is poetic justice in having Iranian troops fight to save them. But expanding Iran's influence in Iraq clearly is not a preferred course of action for any American administration.

Obama does, however, have one potential ally with boots on the ground in Iraq. It is one of the most pro-American places on the planet and its soldiers are well disciplined, highly motivated and prepared to die for their country. That place is Kurdistan, nominally part of Iraq but with no love for that country. Kurdistan is not yet independent but may soon be.

Kurdistan's military, called the peshmerga, is ideally situated to combat ISIS. The Iraqi Army—or

what is left of it—is hundreds of miles from Mosul; the peshmerga hold the Kurdish eastern half of the city. Although ISIS readily routed the Iraqi Army from the west bank, it chose not to tangle with far more formidable Kurds. President Obama can only order air strikes if he has good intelligence, controllers who can identify targets and troops who can follow up on the ground. Only the Kurds can do this.

Over the past two decades, I have talked to Iraq's Kurdish leaders about ways to maximize their autonomy, including offering advice in connection with the negotiation of the 2005 Iraqi Constitution. But, however much autonomy the Kurds enjoy, their real dream is to have an independent Kurdish state.

Three factors have kept Kurdistan in Iraq to date: a lack of sufficient financial resources, an unresolved dispute with Baghdad over territory and international opposition to the break up of Iraq. Since 2004, Kurdistan has been developing its own oil resources (I also had a role in bringing in the first oil companies) and has now built a pipeline to Turkey through which it exports Kurdish oil, over Baghdad's opposition. Until last week, Kurdistan's production was not adequate to finance the operations of an independent state. But then the Iraqi Army fled the disputed city of Kirkuk and the adjacent super-giant Kirkuk oil field. The peshmerga, who had co-existed uneasily with the Iraqi Army in Kirkuk for a decade, now fully control the city and the Kurdish parts of the province. As a result, there is no longer a territorial dispute with

Baghdad. For the first time, a Kurdish government controls all Kurdish territory in Iraq. And with the Kirkuk oil field, Kurdistan now has the financial resources for independence.

Ten years ago, the United States and Turkey opposed Kurdistan exercising even a fraction of the autonomy it has today. Bush administration plans for postwar Iraq (to the extent that there was any planning at all) envisioned Iraq as a centralized federal state of 18 governorates—where there would be Kurdish majority provinces but no Kurdistan government. Turkey had long opposed Kurdistan's autonomy for fear of the example it might set for Turkey's 15 million Kurds.

Today, Kurdistan and Turkey are the closest of allies. Turkey is Kurdistan's most important trading partner and Turkish companies are the largest investors in Kurdistan. Turkish intelligence and military officials consult regularly with their Kurdish counterparts. Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has a close personal relationship with KRG President Massoud Barzani and a poisonous one with Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki. In advance of Turkish elections, Erdogan and Barzani jointly addressed a large public rally in Diyarbakir, the largest city in Turkey's Kurdish southeast and Kurdistan is playing a constructive role in support of Erdogan's effort to make peace with Turkish Kurdish rebels.

Until last week, Turkey clearly preferred that Kurdistan remain part of Iraq, although in recent years the Turkish Foreign Ministry has changed its language on the sub-

ject. Ten years ago, Iraq's unity was "a red line" for Turkey; in recent years it has been "preferable." Today, Turkey may well see an independent, secular and pro-western Kurdistan as a far better neighbor than an Iraq comprising an ISIS-dominated Arab north at war with a sectarian Shiite regime in the south.

Similarly, U.S. views on Iraq's unity have evolved. While the State Department takes the official line that it wants reconciliation among Iraq's leaders, senior officials are, more and more, acknowledging privately that the independence of Kurdistan is inevitable. In fine bureaucratic manner, they simply prefer it not happen on their watch.

Nonetheless, Kurdistan's independence is probable in the near future. Should ISIS take Baghdad, Kurdistan will declare itself independent the next day. The mostly secular Kurds would have no truck with a fanatical Islamist regime.

Even before ISIS emerged as a major threat, the Kurds doubted they had partners in Iraq. Prime Minister Maliki has for years refused to implement constitutional provisions giving Kurdistan control over its own oil and requiring a referendum on the status of Kirkuk and other territories disputed between the Kurds and the central government. Maliki's decision earlier this year to withhold Kurdistan's constitutionally guaranteed share of the Iraqi budget enraged the Kurds, who started discussing holding a referendum on Kurdistan's future. Even if ISIS advances no further than the Sunni parts of Iraq, the Kurds do not see a future for Iraq or for themselves as Iraqis.

Until last week, the Obama administration's Kurdistan diplomacy focused mostly on trying to patch up—or at least paper over—the quarrel between Erbil and Baghdad over oil and the budget. But if the United States is to roll back ISIS, it needs Kurdish help. Kurdistan has an obvious interest in staying out of a war between Iraq's Sunnis and Shiites and, so far, ISIS has mostly refrained from attacking the Kurdish areas.

If the United States wants the peshmerga to join the fray, it will have to pay a price.

Operationally, the Kurds need humanitarian assistance for the hundreds of thousands of Iraqis who fled to Kurdistan the last week as well as for the quarter-million Syrian refugees already on Kurdish territory. The peshmerga will need sophisticated U.S. weaponry of the type provided to the Iraqi Army (and now in the hands of ISIS).

Kurdistan will also want something to fight for, and that is independence. To convert their current de facto independence into full independence, the Kurds need diplomatic recognition. And this the

United States can provide.

So, here is the basis of a bargain: U.S. recognition of an independent Kurdistan in exchange for peshmerga troops joining a U.S. air campaign against ISIS and helping to stabilize what used to be Iraq. While there will be hand-wringing within our foreign policy establishment (a group professionally committed to the perpetual existence of every country on the map), the United States would in fact be giving only a little to get a lot. Iraq has broken apart and is no more capable of being put back together than Yugoslavia was in 1991. President Obama gamely

talks about reconciliation among Iraqis, but this will not happen. There are no changes that Maliki—or any successor Shiite leader—can make that will satisfy the Sunnis. The Sunnis don't want a more friendly Shiite leader; they want the Shiites out of power altogether. ISIS wants to exterminate the Shiites.

The United States should stop asking the Kurds to help save Iraq because Iraq is not saveable, and, if it were, the Kurds would not want to save it. Instead, the critical U.S. interest has now become stopping ISIS. If ISIS is not defeated, there will be in western Iraq

and eastern Syria a transnational terrorist state controlling large cities and with vast recruiting potential. Seen in this context, U.S. diplomatic recognition of an independent Kurdistan has become a very small price to pay.

Peter W. Galbraith, a former US Ambassador to Croatia and Assistant Secretary General of the United Nations, is the author of The End of Iraq: How American Incompetence Created a War Without End, first published in 2006. He has been an advisor to the Kurdistan Regional Government and has previously had business and financial interests in Kurdistan.

Watchdog accuses Syria's Kurdish party of abuses

By BARBARA SURK (AP)
19 juin 2014

BEIRUT — An international rights group said Thursday that Kurdish authorities ruling three enclaves in northeastern Syria have committed abuses, including arbitrary arrests of political opponents, and have failed to address abductions and unresolved killings in areas under their control.

Human Rights Watch said in a new 107-page report that the Kurdish Democratic Union Party also has used children in its armed wing, known as the People's Protection Units.

Kurds are the largest ethnic minority in Syria, making up more than 10 percent of the country's prewar population of 23 million. They are centered in the impoverished northeastern province of Hassakeh, wedged between the borders of Turkey and Iraq.

President Bashar Assad's forces largely pulled out of Hassakeh in late 2012 when the Syrian military was stretched thin by fighting with rebels elsewhere in the country, effectively ceding control of the area. Their withdrawal sparked a fierce competition between rebels and the Kurds.

The Kurdish Democratic Union Party, or PYD, is affiliated with the Kurdish PKK

movement in Turkey, which long fought for autonomy in that country's southeast. The PYD declared its own administration in the northern Kurdish areas in 2012, after driving out Islamic militant fighters allied with rebels trying to overthrow Assad.

While there are still clashes between Kurdish forces and Islamic militants of the al-Qaida-linked Nusra Front and the extremist Islamic State of Iraq and the Levant, the fighting has declined slightly as militants moved on to other rebel-held parts of the north.

"The Kurdish-run areas of Syria are quieter than (other) parts of the country, but serious abuses are still taking place," said Nadim Houry, deputy Middle East and North Africa director at Human Rights Watch. "The PYD is firmly in charge, and can halt the abuse."

Human Rights Watch documented several cases in which the PYD-run police, known as the Asayish, have arrested members of Kurdish opposition parties because of their political activity. In some cases, Kurdish opposition members have been convicted in apparently unfair trials, on trumped-up charges of being involved in a bomb attack, the report said.

At least nine political opponents of the PYD have been killed or have disappeared over the past two and a half years in areas the party partially or fully controlled, the group said. Security forces controlled by the PYD have carried out mass arrests in raids that followed bombings.

Human Rights Watch said its report was based on interviews with former detainees, local lawyers and activists. The PYD gave Human Rights Watch access to the three areas under their control, but the rights group said it only visited one of them because of security concerns. In February, HRW researchers visited two prisons under the party's control and had unrestricted access to officials, prisoners, and others.

In addition to a police force and an armed wing, PYD-run courts are also part of the Kurdish administration. While party officials and civil administration officials

say that the local courts, known as the People's Courts, are independent, lawyers and rights activists told Human Rights Watch of political interference in investigations and trials.

In some cases, judges have apparently convicted people based only on their confessions, and disregarded complaints of abuse during interrogation, the report said.

Several detainees told HRW that the security forces had beaten them in custody. In two recent cases involving the Asayish the victims died, the report said.

The PYD has denied responsibility for these incidents but has apparently failed to conduct genuine investigations, HRW said.

Now in its fourth year, Syria's conflict has killed more than 160,000 people and forced another 2.7 million to flee the country.

On Thursday, the head of the United Nations refugee agency, UNHCR, visited Lebanon, where he met with some of the more than one million Syrians who have found refuge in the neighboring country.

Speaking to reporters south of Beirut, Antonio Guterres appealed for compassion and solidarity with both the Syrian refugees and the countries hosting, saying this is "needed more than ever."

"What the international community is doing is very little compared with the suffering and the needs of the people," he said.

Also on Thursday, a car bomb exploded near a school in the pro-government Nozha district of the central city of Homs, killing three people and injuring nine others, Syrian state media said.

The Syrian government took full control of Homs, the country's third largest city, last month after rebels withdrew from their strongholds in the Old City as part of a negotiated evacuation deal following a nearly two-year siege by the military.

That agreement has largely restored a sense of calm and order to the city, although car bombs still occasionally target government areas. ■

Réfugié au Kurdistan, le gouverneur de Mossoul, Athil Al-Nujaïfi, raconte la chute de sa ville

Entretien

Erbil (Kurdistan irakien)

Envoyé spécial

Athil Al-Nujaïfi est un gouverneur en exil. Le 10 juin, il a dû fuir précipitamment de son fief, Mossoul, deuxième ville d'Irak, devant l'avancée des djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL). Il a été contraint de changer trois fois de lieu pour échapper aux nouveaux maîtres de la ville. Réfugié à Erbil, dans la région autonome kurde, à une centaine de kilomètres à l'est, il nous reçoit dans sa suite, au vingtième étage d'un grand hôtel. Agé de 56 ans, cet homme d'affaires sunnite, dont le frère aîné, Oussama, président du Parlement irakien, est issu d'une grande famille de Mossoul. Une baronnie installée depuis quatre siècles et possédant d'importants haras, dont le sort particulièrement M. Nujaïfi.

Ce leader sunnite s'est rendu incontournable à Mossoul en défendant la réintégration dans le jeu politique de milliers d'anciens officiers baasistes mis au ban après la chute du régime. Grâce à une relation pragmatique avec l'administration américaine, il s'impose comme gouverneur de la province de Ninive en 2009. Il s'est opposé frontalement aux Kurdes de Massoud Barzani. Les peshmergas occupent une partie de la province. Ce qui ne l'empêche pas de se retrouver aujourd'hui allié avec eux.

Racontez-nous comment Mossoul est tombée...

Dès le 6 juin, nous avons commencé à entendre que l'EIL se trouvait à l'ouest de Mossoul. Nous avons envoyé un message au commandement militaire de la province de Ninive. Ils ont répondu qu'ils se préparaient. Les djihadistes ont rapidement occupé trois quartiers de la ville. Les deux chefs de l'état-major de l'armée irakienne sont venus à Mossoul et m'ont assuré que la situation était sous contrôle. Mais j'ai vu que l'EIL continuait d'avancer. Je suis retourné les voir le 10 juin au matin. Ils m'ont dit : «*Tout est sous contrôle, dans une heure la ville sera reprise, nous avons un plan.* » Une heure plus tard, ils s'enfuyaient en hélicoptère. C'était ça leur plan.

Qu'ont-ils laissé derrière eux ?

Ils ont tout laissé, des véhicu-



Le gouverneur de la province de Ninive, réfugié à Erbil, au Kurdistan irakien, après la prise de Mossoul

les, des armes, 4 000 mitrailleuses lourdes. Ils ont surtout abandonné leur armée. Ils ont donné l'ordre de bloquer le pont sur le Tigre avec des blocs de béton. J'étais sur la rive ouest. J'ai juste eu le temps de passer de l'autre côté.

Vous n'avez donc pas été informé de leur départ ?

Il n'y a eu aucune coordination avec moi. Ni même avec [le premier ministre] Maliki. Tout le monde s'est évaporé, et, quand l'EIL est entré, ils n'en croyaient pas leurs yeux. Il n'y avait aucune opposition. Ils n'avaient même pas assez d'hommes pour occuper toute la ville. Ils ont été aidés par d'autres groupes sunnites – anciens baasistes, naqshbandis [confrérie sunnite] –, mais les combattants étrangers ne sont pas restés à Mossoul, ils sont partis vers Tikrit. **Comment se sont comportés les djihadistes ?**

Ils ont commencé par piller les banques. Je crois qu'ils ont emporté environ 425 millions de dollars. Avec cela, ils peuvent enrôler des combattants, ce qu'ils font déjà. Les premiers jours, ils ont nettoyé les rues, distribué beaucoup d'argent et de l'essence gratuite. Mais, après trois ou quatre jours, les problèmes ont commencé. L'essence manque, et l'approvisionnement

en produits alimentaires est aléatoire. Ils ont également annoncé la mise en place de la charia et l'interdiction des groupes armés.

Quelle est votre stratégie pour reprendre Mossoul ?

Nous allons établir nos propres forces de sécurité sunnites. Pour le moment, nous commençons à rassembler tous les policiers qui ont pu s'échapper. Ils se trouvent principalement dans la région kurde. Nous avons fait passer des

Deux généraux « m'ont dit : "Tout est sous contrôle, nous avons un plan." Une heure plus tard, ils s'enfuyaient en hélicoptère »

annonces sur les chaînes de télévision. Nous n'avons pas besoin de beaucoup d'hommes, peut-être 5 000. Notre retour est une question de semaines.

Pouvez-vous négocier avec les insurgés ?

Nous tentons de passer un accord avec certains groupes sunnites à l'intérieur de la ville. Mais la question qu'ils se posent, c'est ce qui va se passer après : Maliki va-t-il nous mettre en prison ? Il faut que nous travaillions sur une solution politique. Le conseil de la province a l'autorité légale pour le faire. Avant, l'armée ne l'aurait jamais accepté. Mais, maintenant, il n'y a plus d'armée et plus personne ne veut qu'elle revienne.

La solution pour sauver l'Irak est-elle confédérale ?

Il est trop tôt pour le dire. Mais nous parlons surtout de partition de l'Irak. Chez les chiites, on trouve difficilement quelqu'un à qui faire confiance. Sûrement pas Maliki, en tout cas. Maintenant, les déclarations de l'ayatollah Sistani [appelant les Irakiens à s'attacher aux djihadistes] font planer le risque d'une guerre civile. Mais, si un tel scénario se confirmait, tous les sunnites deviendraient pro-EIL. Le problème concerne aussi mon frère Oussama. Nous sommes tous les deux pris pour cible par Maliki.

Pourquoi vous êtes-vous réfugié à Erbil et pas à Bagdad ?

Je ne serais pas en sécurité à Bagdad. Qui peut l'être ? Ici, je n'ai pas de problème, j'ai de bonnes relations avec les autorités kurdes. Elles auront sans doute plus de pouvoir dans le « nouvel Irak ». Mais s'il y a une guerre civile, nous serons obligés de quitter le pays. **Les peshmergas kurdes peuvent-ils intervenir à Mossoul ?**

Nous ne voulons aucune armée étrangère à Mossoul. Si les Kurdes voulaient régler la question de cette manière, ils devraient affronter à leur tour des problèmes, et l'EIL reviendrait. Et alors les sunnites modérés ne pourraient rien faire. Il faut faire attention de ne pas répéter les mêmes erreurs que les chiites.

Etes-vous en relation avec Nouri Al-Maliki ?

Avec son bureau politique, oui. Ils m'ont chargé de demander aux Kurdes d'envoyer des peshmergas. Mais le gouvernement d'Erbil a répondu que Maliki n'avait qu'à les appeler lui-même. Il ne l'a pas fait. Les Kurdes ne veulent pas être en première ligne.

Que s'est-il passé au consulat de Turquie et avez-vous des nouvelles des otages ?

J'ai appelé le consul turc dimanche 8 juin, l'attaque avait déjà commencé. Il m'a dit qu'il se trouvait au consulat dans un endroit sûr. Il ne pensait pas que les chefs de l'armée pouvaient partir comme ça. Je lui ai fait remarquer qu'il s'agissait d'un moment critique et qu'il fallait se préparer à toutes les éventualités. Il m'a dit : «*Je vais faire un rapport.* » Maintenant, je crois qu'il est bien traité. Mais les Turcs doivent faire quelque chose pour le faire sortir.

Connaissez-vous le nouveau gouverneur nommé par l'EIL ?

C'est lui qui vient de m'appeler ! Il m'a dit : «*Mais je ne suis pas gouverneur et je ne suis même pas de Mossoul, je n'ai rien à voir avec cela.* » C'est quelqu'un de respecté, qui a ses entrées chez les ex-baasistes et qui a l'appui de l'EIL. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR
GUILLAUME PERRIER**

Devant Mossoul, les Kurdes renforcent leurs positions

SAMUEL FOREY @SamForey
CHECKPOINT DE BAZWAYA

C'EST LA NOUVELLE frontière ouest du Kurdistan irakien. Sur la grande route, le drapeau kurde frappé d'un soleil, un pick-up surmonté d'une mitrailleuse lourde et des soldats kurdes qui se glissent entre les maisons de parpaings. À moins d'un kilomètre vers l'ouest, se devine une grande arche triangulaire. C'est l'entrée de Mossoul, le centre-ville est à une quinzaine de kilomètres. Sous l'arche, le drapeau noir des militants djihadistes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL). Impossible d'approcher. Il faut trouver un message. On écrit nos coordonnées sur un morceau de papier, en demandant d'appeler, et on arrête la première voiture qui se dirige vers le check-point. Le chauffeur accepte, la voiture repart.

On attend. À peine quelques minutes plus tard, le téléphone sonne. C'est l'EIL. L'homme ne décline pas son identité, mais se montre aussi ferme que poli : « Ne t'approche pas, mon frère. Il est interdit à la presse de venir au check-point. C'est très dangereux pour les journalistes ou pour les gens de filmer dans Mossoul. Si tu approches, tu te fais mitrailler. » Peut-il répondre à quelques questions ? « Tu es mon frère, mais ne pose pas de questions. On est en guerre. »

Cette nouvelle frontière du Kurdistan a été fixée par le général Sayed Shukur, de la police militaire kurde des Zerava-

ni, le jour où Mossoul a été prise par l'EIL. Le 10 juin, à 5 heures du matin, des milliers de soldats de l'armée irakienne fuyaient en désordre, en se débarrassant de leurs uniformes, laissant leur matériel derrière eux. Vers 6 heures, l'un des commandants militaires de la cité s'est présenté. Selon le général Shukur, il a été arrêté et désarmé. « J'ai reconnu le commandant. Je lui ai rendu son arme avec les honneurs dus à son rang. C'est ainsi que se comportent les pechmergas », témoigne le général, en faisant allusion aux forces armées kurdes. Le général Shukur est un homme fier. Il aime bien les honneurs et les visites. Il sait recevoir dans son quartier général, à deux pas de la nouvelle frontière, et n'oublie pas de se faire prendre en photo avec les journalistes de passage, ni de poser, fine moustache et corpulence de montagnard, devant la route qu'il protège.

Nul signe de fuite ni d'exode

Le général Shukur ne se méfie pas des balles perdues ou des raids meurtriers. On a rarement vu une ligne de front aussi fréquentée, et un no man's land autant traversé. À l'entrée de Mossoul, le trafic est fluide et continu. Voitures, bus, camions vont et viennent sans cesse, dans un sens et dans l'autre. Nul signe de fuite ni d'exode. Depuis que Mossoul est tombée, il n'y a eu aucun accrochage dans cette zone. « On les surveille de près. On ne dialogue pas, mais on sait à peu près ce qui se passe de

l'autre côté. On reste sur le qui-vive », explique le général. Les règles sont claires : les civils vont et viennent sans problème, mais pas de combattants. Deux pechmergas sont retenus côté EIL : ils s'étaient aventurés trop près du check-point. Depuis, les deux parties négocient leur libération.

Pourtant, côté politique, on affirme n'avoir aucun contact avec les militants djihadistes. « L'EIL n'est pas un voisin idéal, mais son arrivée n'est pas une surprise. Nous avions prévu le gouvernement central qu'il faisait fausse route. Le premier ministre, Nouri al-Maliki, aurait dû écouter les demandes pacifiques et légitimes des populations sunnites, notamment dans la province d'al-Anbar (dans l'ouest du pays, NDLR). Les réactions brutales des autorités ont provoqué une escalade des tensions », estime Falah Mustafa Bakir, ministre du département des relations extérieures du GRK, le gouvernement régional du Kurdistan. C'est le quasi-ministre des Affaires étrangères d'un Kurdistan quasi-indépendant... et qui profite des positions acquises. « Devant l'effondrement de l'armée irakienne, le gouvernement régional du Kurdistan a dû agir. Nous avons affronté l'EIL dans trois provinces, Ninive, Kirkouk et Diyala. La réalité politique a changé. Le GRK fait donc avec la réalité », explique-t-il, implacable. Mais il ne veut pas parler de partition. « Nous ne voulons pas être accusés de la désintégration de l'Irak. »

Magasins rouverts

Sur la frontière que garde le général Shukur, il n'y a pas encore de douanes. Biens et personnes circulent sans problème sous l'œil des pechmergas. Un habitant de Mossoul sort de la ville en voiture. Il accepte de parler : « Les djihadistes ne se mêlent pas de nos affaires. On est libre d'aller où on veut. Il n'y a pas de racisme ni d'affrontement confessionnel, qu'on soit sunnite, chrétien ou kurde. » Il explique que dans la ville, les multiples check-points ont été levés. Les magasins ont été rouverts et les administrations se remettent à fonctionner, peu à peu. « Ça fait 5 jours qu'il n'y a eu ni explosion, ni coup de feu, ni bombardement. On respire enfin », ajoute-t-il. Il fait allusion au comportement de l'armée irakienne, critiquée pour ses exactions et ses bombardements avec des barils remplis d'explosifs. Il n'en dira pas plus. Plus on s'approche de Mossoul, moins on parle. À une petite station-service dans le no man's land, les passants refusent de s'exprimer. On insiste. L'un d'entre eux fait le signe d'une main coupée. L'EIL ne réserve peut-être pas ce châtiement qu'aux leurs. ■



Au nord du gouvernorat de Ninive, à l'ouest d'Erbil, des familles irakiennes fuient Mossoul et ses combats. Plus de 500 000 habitants ont dû se déplacer à l'intérieur et autour de la deuxième grande ville d'Irak SAFIN HAMED/AFP

Le Monde
Mercredi 18 juin 2014

Irak : Kirkouk, ville ouverte, s'offre aux Kurdes

La cité pétrolière est tombée sans combats, les soldats de Bagdad ayant fui devant l'offensive djihadiste

Reportage

Kirkouk (Irak)
Envoyé spécial

L'ancienne base aérienne de Kirkouk n'a plus grand-chose d'une installation militaire. Sur la piste d'atterrissage, des peshmergas – les soldats kurdes – débraillés somnolent sur des paillasses étendues à l'ombre de la carcasse rouillée d'un vieux Mig. Dans le bâtiment qui abrite les parties communes, d'énormes canapés, tout en velours violet et dorures, sont entassés dans l'ancienne salle de gym où trônent encore quelques tapis de course.

Tout le reste a été pillé ces derniers jours, à la faveur du chaos qui règne dans le nord de l'Irak. La majorité des armes se sont évaporées, emportées par des civils ou confisquées par les forces de sécurité. Les meubles et équipements ont été chargés dans des pick-up. Les deux ou trois douzaines de tanks abandonnés par la 12^e division de l'armée irakienne ont également été mis à l'abri par les autorités kurdes.

Les Kurdes patrouillent autour des champs de pétrole. C'est encore une force spéciale liée à Bagdad qui les contrôle

Il y a moins de trois ans, cette base stratégique, le camp K1, était encore occupée par plus de 5 000 soldats américains qui en avaient fait un modèle. Après le départ des troupes américaines, fin 2011, la base de Kirkouk a fait l'objet d'un intense marchandage et a finalement été rendue à l'armée irakienne. Mercredi 11 juin, alors que les djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) ou Da'esh) semblaient avancer vers la ville pétrolière, les soldats sous uniforme irakien ont battu en retraite, comme ils l'avaient fait à Mossoul la veille.

Aussitôt, 3 000 peshmergas ont pris leur place, scellant symboliquement leur prise de contrôle de la vil-



Des soldats kurdes devant un vieil avion russe Mig, héritage du régime de Saddam Hussein, à Kirkouk, samedi 14 juin. MATHIAS DEPARDON POUR « LE MONDE »



le, berceau de la culture et de l'identité des Kurdes irakiens. « Kirkouk est tombée entre nos mains, il ne reste plus aucun soldat irakien », a déclaré fièrement Jabbar Yawar, secrétaire général du ministère des peshmergas dans la région autonome du Kurdistan, au lendemain de cette prise de guerre. Le drapeau du Kurdistan, frappé d'un soleil, flotte sur la base K1.

L'objectif de cette prise de contrôle kurde de Kirkouk était d'abord d'établir un cordon de protection pour les zones de peuplement kurde contre une avancée des djihadistes de l'EIL. « Ce qui s'est passé à Mossoul n'arrivera pas à Kirkouk », a prévenu le ministère des peshmergas. Dix mille de ses hommes, plus cinq mille policiers

ont été déployés pour protéger la ville, les centrales électriques et les installations pétrolières.

Depuis 2003, la police irakienne, composée principalement de Kurdes mais aussi d'Arabes et de Turkmènes, a payé un lourd tribut pour tenter de sécuriser cette région instable, régulièrement visée par des attentats. Les 8 et 9 juin, 38 personnes ont encore trouvé la mort à Jalawla et Tuz-Khurmatu dans l'explosion de bombes contre les locaux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le parti kurde du président irakien Jalal Talabani, principale force politique de la région de Kirkouk. « Le conflit entre chiites et sunnites n'a jamais réellement cessé ici depuis 2003 et les anciens baasistes [partisans du régime de Saddam Hussein] sont les vrais cerveaux de cette offensive », estime Necmettin Karim, le gouverneur de la province.

A vingt-cinq kilomètres au sud de la ville, dans les districts de la province à majorité arabe où les insurgés de l'EIL se sont infiltrés, plusieurs centaines de soldats kurdes ont été envoyés pour occuper les positions désertées par l'armée de Bagdad. « Le long de cette nouvelle ligne de front, les échanges de tirs sont quotidiens », raconte le colonel peshmerga Talib Farouk, en sautant dans un gros 4 × 4. Son pare-bri-

se a été touché deux jours plus tôt par les tirs de l'EIL. « Da'esh a essayé de prendre cet endroit. Mais je pense qu'ils essayent juste de nous tester », affirme-t-il.

Dix de ses hommes ont été blessés dans les combats tandis qu'une vingtaine de militants islamistes auraient été tués, assure-t-il. Au dernier point de contrôle, sur un petit monticule de terre qui sert de poste d'observation, le colonel montre la plaine qui court vers le sud et les villages sur lesquels flotte désormais le drapeau noir des djihadistes. « Dans ces villages sunnites, les gens soutiennent l'EIL. Notamment à Hawijah, qui se trouve à quelques kilomètres. Mais nous ne partons plus d'ici, maintenant c'est le Kurdistan. »

Considérée comme la « Jérusalem des Kurdes », Kirkouk reste officiellement située en dehors des frontières de la région autonome kurde d'Irak. La ville fait partie, comme certains districts de la province de Ninive et de Diyala, des « territoires disputés » entre l'Etat central et les Kurdes, depuis la chute de Saddam Hussein. Des zones réinvesties ces derniers jours par les peshmergas. Mais dans les faits, cette reconquête est sans doute irréversible. C'est la troisième fois dans l'histoire récente de l'Irak que Kirkouk est « libérée » de l'em-

prise de Bagdad. Cela avait été le cas en 1991 à la faveur de la première guerre du Golfe, puis en 2003, lorsque les Kurdes étaient entrés triomphalement dans la ville, débarrassés des troupes de Saddam Hussein. Ils ne l'ont jamais vraiment quittée depuis. Cette fois, la menace de l'EIL, conjuguée à la déroute de l'armée irakienne, place les Kurdes dans une position encore plus favorable.

Dans la citadelle millénaire située au milieu de Kirkouk et qui, selon certaines traditions, abriterait le tombeau du prophète Daniel, des familles pique-niquent au pied d'un minaret en briques du VII^e siècle. « *Maintenant c'est le Kurdistan et tout va beaucoup mieux, notamment la sécurité* », clame

Farouk Mohammed, un Turkmène, dont la famille garde les clefs du tombeau depuis quatorze siècles. Une partie de sa communauté, importante minorité turcophone de la ville, s'est placée sous la protection des Kurdes.

Mais l'expansionnisme kurde en inquiète certains, comme Ersad Salih, le chef du Front irakien turkmène, qui dénonce un « *fait accompli* ». « *Nous ne voyons pas du tout Kirkouk comme partie intégrante du Kurdistan* », critique ce chef nationaliste, qui ne voit pas d'autre solution que d'établir sa propre milice. Le fragile équilibre ethnique et religieux de Kirkouk sera un obstacle de taille pour les Kurdes.

C'est surtout l'enjeu pétrolier qui dictera l'avenir de Kirkouk, assis-

se sur d'immenses gisements. Les peshmergas patrouillent autour des champs de pétrole, mais c'est encore une force de police spéciale liée à Bagdad qui les contrôle. Les Kurdes sont déterminés à s'appro-

prier l'or noir de Kirkouk, exporté directement vers le terminal de Ceyhan, en Turquie. ■

GUILLAUME PERRIER

Nouvelle avancée des djihadistes dans le Nord-Ouest

Les djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), alliés à des éléments tribaux, se sont emparés, lundi 16 juin, de certains secteurs de Tal Afar, une ville du nord-ouest de l'Irak, à 380 km au nord-ouest de Bagdad. Tal Afar, une enclave chiite dans la province majoritairement sunnite de Ninive, est une ville stratégique, située sur la route vers la frontière syrienne. Les for-

ces de sécurité ont affirmé qu'elles avaient repoussé l'assaut, mais plusieurs responsables et un habitant de la ville ont assuré à l'Agence France-Presse que les insurgés avaient pénétré dans Tal Afar. Quelque 200 000 personnes ont fui l'avancée des djihadistes, selon un responsable municipal. La veille, les insurgés s'étaient emparés d'Al-Adhim, dans la province de Diyala.

LE FIGARO jeudi 19 juin 2014

Quand l'EIL publie sa sinistre comptabilité

POUR la deuxième année consécutive, l'EIL a publié fin mars un « rapport annuel » de ses activités, comme le ferait une entreprise cotée en Bourse. Dans la mouvance djihadiste, l'Etat islamique en Irak et au Levant se distingue ainsi par un sens de l'innovation et de la communication qui retient l'attention des analystes militaires. Le groupe est déjà en pointe sur les réseaux sociaux, ayant chroniqué en temps réel sur Twitter et Facebook sa récente conquête de Mossoul en Irak - et les crimes de masse commis par ses combattants à cette occasion.

Dans le rapport de 400 pages paru le 31 mars, l'EIL - également connu sous son acronyme anglais ISIS ou sous celui de Da'esh, utilisé en arabe de manière péjorative - s'attribue près de 10 000 opérations armées en Irak entre novembre 2012 et novembre 2013 : 1 083 assassinats, 4 465 explosions d'engins piégés, huit villes conquises, trente check points permanents dressés sur les routes, plusieurs centaines de prisonniers libérés et autant « *d'apostats repentis* ».

Cette comptabilité macabre peut surprendre, mais elle sert plusieurs objectifs, estime Alex Bilger, auteur d'une analy-

se (1) pour l'Institut de la guerre américain ISW. Les statistiques sont un outil de commandement contribuant à une meilleure utilisation des ressources. Ainsi, la prise de Mossoul était « *annoncée* » par le fait que, depuis deux ans, plus du tiers des attaques de l'EIL étaient concentrées

dans la province de Ninive, dont elle est le chef-lieu. Accessoirement, les chiffres sont de nature à impressionner les adversaires - comme les donateurs.

Conquête territoriale

L'EIL compterait, selon certains experts, jusqu'à 15 000 combattants, une donnée absente du rapport. Celui-ci ne dit rien non plus de ses sources de financement, qui combinent soutiens extérieurs (en particulier dans le Golfe) et prises de guerre, c'est-à-dire attaques de banques, racket, enlèvements et trafic de pétrole. Le rapport révèle surtout une structure de commandement très centralisée et une stratégie de conquête territoriale soigneusement planifiée. « *Ses modalités d'action s'adaptent à la situation dans chaque province et s'inscrivent dans un plan d'ensemble qui se déroule en plusieurs phases*, note Alex Bilger. *L'EIL n'est pas simplement une organisation terroriste, c'est une insurrection armée qui cherche à contrôler le terrain. Il faut en tenir compte dans notre riposte, militaire et auprès des populations, ou bien elle deviendra un élément permanent au Moyen-Orient.* » ■

PH. G.

(1) <http://understandingwar.org>

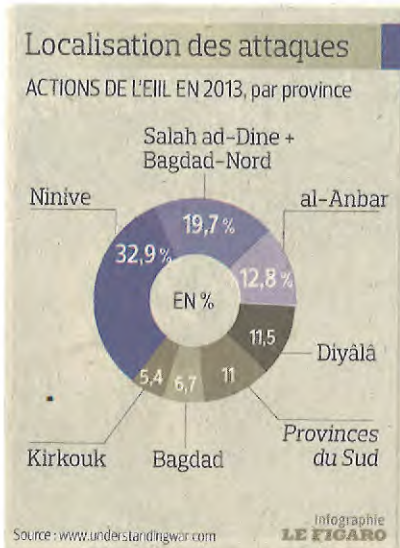


Image de combattants de l'EIL publiée samedi sur un site islamiste. AFP



Who will win in Iraq?

Steven Simon

WASHINGTON To go by much of the commentary about Iraq in recent days, the country is already past the breaking point under the lightning campaign by Sunni insurgents. Reinforced by hardened fighters from Syria and sympathetic communities in northern and western Iraq, the insurgents control much of Mosul, the most important city in northern Iraq, and Tikrit, the home of Saddam Hussein's clan, and they have laid siege to Samarra, the site of one of Shiite Islam's most storied shrines. It would be no surprise if the next few weeks brought them to the gates of Baghdad.

But an assault on Baghdad, or even its capture, would be an illusory victory. It can only end in defeat — and the strengthening of the insurgents' sworn Shiite enemies in Baghdad and, especially, Tehran.

First, consider the brute demographic reality. Unlike in Syria, Sunnis are a relatively small part of the Iraqi population, about 25 percent — though they are a majority in some areas of the west and north. And in Baghdad their numbers are minuscule.

The reason for this lies in an earlier Sunni revolt triggered by the second Gulf war. Baghdad was the target then, too, and its Sunni population was about 35 percent. As the Sunnis asserted themselves militarily, Shiites struck back; by 2008, when their fury was largely spent, Sunnis were reduced to as little as 12 percent of the city's population.

If the insurgents of the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS, enter Baghdad's residual Sunni neighborhoods, they will likely be welcomed, but they won't have much to work with, nor will

they have the strategic depth they will need in the street fighting that ensues.

Moreover, rather like what happened in Syria, the Sunni offensive is likely to spur a transformation of the Iraqi Army from the sorry mess it is now into a more resilient and operationally effective force.

In Syria, the army reeled in the face of the rebellion in 2011; desertions were rife and large sections of territory were lost to the insurgency. But as incompetent commanders were killed or relieved and a new leadership emerged, the army was able to bring its vastly greater firepower to bear on an increasingly fractionated adversary. Its combat capability was multiplied by the successful integration of civilian militias and the intelligence and tactical advice supplied by Iran. This trajectory is likely to be replicated in Iraq.

The character of the Sunni offensive will mobilize more than just the army. Mass execution has been meshed with the use of religious symbolism by the in-

Despite the rapid success of the Sunni campaign, it is a kamikaze attack that will make the Shiite hold on the Iraqi state stronger.

surgers, who framed their objective as extirpating "the filth" — Shiite teaching and believers — from Najaf and Karbala, the two holiest Shiite cities. In a minority war on a majority population, this is a suicidal tactic. The Shiites will hit back even harder than last time.

In addition to being hobbled by their paltry numbers, the rebels have chosen to make war on an adversary with powerful friends who have a serious stake in the future of Iraq.

Iran has already pledged assistance to the government of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki and reportedly

deployed elite units of the Islamic Revolutionary Guards Corps to Iraq. The United States has sent an aircraft carrier and amphibious assault ship to the Persian Gulf and stepped up intelligence help for the Iraqi government.

Although Washington is unlikely to use force directly against the rebels — in part because insurgents don't present the kind of targets that American air power is optimized to destroy, and in part because of reluctance to re-engage militarily in Iraq — the kind of advisory help, material assistance and diplomatic support that is on offer will stiffen Iraq's spine. Perceptions, real or imagined, of American and Iranian collusion will help, too.

At the same time, Gulf States that tacitly support the rebels as payback against Iran for its perceived takeover of Iraq will do nothing to support the rebels' military campaign, for fear of creating an uncontrollable situation, even if their nationals privately fund the rebel army.

And once the fighting is over, the Sunnis will be even more isolated than before. President Obama's call for a multiethnic governing coalition aside, it is inconceivable that Mr. Maliki will now reverse his policy of excluding Sunnis from governance.

In short, despite the rapid success of the Sunni campaign, it is a kamikaze attack that will make the Shiite hold on the Iraqi state stronger, not weaker.

That said, it's unlikely that Mr. Maliki will have the stomach to retake the Sunni-majority areas of western Iraq anytime soon. The rump Iraq, like the Assad regime in Syria, will be ever more in thrall to Iran, and committed to domestic policies that make the reconstitution of the country via a political process ever more unlikely.

That's hardly an optimal outcome for Washington: Among other things, Washington's support for the Maliki government will put further strain on its ties to the Gulf States; it will also complicate any effort to deal aggressively with Iran, with which it will find itself in an odd-couple alliance.

American policy makers might anticipate that the insurgency will burn itself out before it presents a real threat to American interests. But they can't relax too much, because to the extent that this sectarian brawl produces something resembling a winner, it won't be in Washington, Mosul or Baghdad — but in Tehran.

STEVEN SIMON, a senior fellow at the Middle East Institute, was the senior director for the Middle East and North Africa at the National Security Council from 2011 to 2012.



Iraqi soldiers and volunteers rallied to the fight against ISIS insurgents at the main army recruiting center in Baghdad on Saturday.

International New York Times

JUNE 18, 2014

Maliki keeps potential allies on sidelines

BAGHDAD

A lack of confidence across ethnic lines hurts Iraq leader's war effort

BY ALISSA J. RUBIN
AND ROD NORDLAND

Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki has long held the title of "commander in chief" of Iraq, but it was largely ceremonial — until now. With the shocking collapse of his army before a Sunni militant assault and the potential threat that it poses to Baghdad and the Shiite-led government, it has become his identity.

He is spending much of his time on the military side of the presidential compound, while some of his close civilian aides have taken to wearing starched military fatigues. He spends the better part of his day running the war.

He meets with military commanders, travels to the front lines, makes speeches at recruiting drives rallying young Shiite men and, not infrequently, falls into fits of anger, according to members of his inner circle.

What he does not do, by all accounts, is spend much time on the political reconciliation with the Sunni Arabs and Kurds that his international allies in Washington and Tehran have insisted is his country's only possible salvation. Even his top aide in charge of reconciliation said Monday that he thought it was all but hopeless at this point.

"Now there's a war, there's not reconciliation," said Amir al-Khuzai, a longtime friend of Mr. Maliki's. "With whom do we reconcile?"

President Obama has made it clear that the United States would not provide military support unless Mr. Maliki engineered a drastic change in policy, reaching out to Sunnis and Kurds in a show of national unity against the Sunni militants, whose shock troops are the extremist Islamic State in Iraq and Syria. Without that, analysts say, the country is at risk of a renewed sectarian war in which Baghdad could lose control over nearly a third of the country for the foreseeable future.

But Mr. Maliki is showing few signs of changing his ways. Just as he did in a similar, though not nearly as threatening, crisis in 2008 in Basra, he is pinning his hopes on the military option. He is determined to use the Shiite fighters he trusts to stabilize the country and, he hopes, rout the Sunni insurgents and reimpose the government's control over its territory.

In a rare show of concord, Mr. Obama



Shiite militiamen in the Shouala neighborhood of Baghdad on Monday. Analysts say Iraq is at risk of a renewed sectarian war that could result in the country eventually splitting up.

has been joined by President Hassan Rouhani of Iran in pleading with Mr. Maliki to work with the Sunni Arabs and Kurds. As the Iraqi leader continues to resist those calls, though, the outside powers and prominent Iraqi politicians are increasingly questioning whether he will ever take such steps and, if not, weighing whether to jettison him in favor of someone who will.

One of those waiting in the wings should Mr. Maliki falter, Shiite politicians say, is the onetime darling but longtime nemesis of the United States, the mercurial Ahmad Chalabi.

For now, Mr. Maliki's public message to Mr. Obama and Mr. Rouhani is that it is just not possible to work with the Kurds and Sunnis right now, that the army first needs to retake lost ground.

Mr. Maliki, 63, has long shown a stubborn streak, an unwillingness to bend his principles. He spent much of his life as a dissident, working to oust the former president, Saddam Hussein. He came from a modest Shiite family, but as a young man joined the anti-Baathist Dawaa Party and was one of the few who escaped in 1979 when Mr. Hussein ordered the arrest of all its members.

He lived in exile for 24 years, and secrecy became a way of life, in order to avoid arrest. The experience left him wary of all but his closest associates. He did not appear destined for higher office but was encouraged to run for prime minister in 2006 by the American ambassador at the time, Zalmay Khalilzad, in part because he was viewed as incorruptible.

Mr. Maliki surprised the United States and other Western governments

"To say the Kurds are supporting ISIS is not a useful narrative. We need the Kurds. Even the Iranians are telling him that."

by sending his army forces in 2008 against Shiite militias loyal to the anti-American cleric Moktada al-Sadr, which at the time were destabilizing the country. But in more recent years he has not appeared willing to repeat that step and has hewed more to sectarian policies.

At times it has looked almost as though Mr. Maliki was going out of his way to alienate the Sunnis. After the Sunni tribes helped to defeat Al Qaeda in 2008, he cut off much of their funding.

In search of insurgents, Mr. Maliki has authorized mass arrests of Sunnis and held many of them in prisons outside the law. He has also accused a prominent Sunni politician, Tariq al-Hashimi, of running a death squad, driving him into exile in Kurdistan, and has similarly gone after other prominent Sunnis.

Shiite politicians have said there are some immediate gestures Mr. Maliki could make that would help ease the tensions. He could release the thousands of Sunni prisoners detained by his security forces and being held without trial. He could make common cause with Sunnis and Kurds with statements against the Sunni militants, and he could work with both groups to bolster the military instead of turning to Shiite militias.

Convinced that there is a conspiracy to undermine him, Mr. Maliki speaks of

ten of "failed politicians" who are working with the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS, while his associates describe "dirty deals" between the Kurds, ISIS and the Sunnis. The accusations are then answered in kind by Sunnis who have lost patience and now simply want the prime minister to resign.

Many Shiite politicians are deeply uncomfortable with Mr. Maliki's more indiscriminate condemnations. "To say the Kurds are supporting ISIS is not a useful narrative," said a former member of Mr. Maliki's government. "We need the Kurds. Even the Iranians are telling him that."

Mr. Maliki's most recent general condemnations of non-Shiites came Sunday at a recruiting drive for volunteer fighters in Mahmudiya on the outskirts of Baghdad. Wearing a white shirt and dark jacket, he spoke with determination. "Politicians that have failed are standing next to ISIS," he said. "We will fight you with free men."

The worry is that, barring reconciliation, Iraq will split into a Sunnistan and a Shiastan, said a former ambassador, Ryan C. Crocker. Preventing that, he

said, will take a heavy American diplomatic hand.

"Either we intervene at the White House and the secretary of state level or this is going to devolve into a bloody stalemate," he said, "a line of demarcation between north and south, to be determined, but probably just north of Baghdad and the establishment of a de facto Al Qaeda state, and that's completely terrifying."

For now the Iraqi government's dominant view is that the most recent security deterioration is the result of a conspiracy of Sunnis and Kurds, and because of that there is no point in appealing to them at the senior level. That does not mean that Mr. Maliki has lost faith in all Sunnis. He still has words of praise for the Sunni tribes with whom he has long worked, and who have fought and lost large numbers in battling Qaeda-type extremists in western Iraq.

But Mr. Maliki has little faith in the Sunni political leaders, said Mr. Khuzai and other Shiite colleagues.

As recently as last week after the fall of Mosul, Mr. Maliki appeared to have a chance to create a unified multisectari-

an, multiethnic block to fight ISIS and those who support it. In a long late-night meeting with Sunni and Kurdish leaders, it appeared they might emerge with a unified stand. Hours passed, and when they emerged there was no agreement.

It turned out the Sunnis proposed raising in effect a Sunni army, a sort of new version of the tribal Awakening Councils that fought Al Qaeda in 2007 and 2008. But that idea was rejected by Mr. Maliki, even as the Shiite militias were beginning to organize.

Mr. Maliki's inability to use the moment to try to build trust is telling, and his outright rejection left the Sunni leaders with nothing to deliver to their supporters.

So the speaker of Parliament, Osama al-Nujaifi, a Sunni, delivered a scathing assessment of Mr. Maliki, further deepening the divide.

"We don't want this prime minister; we reject him," Mr. Nujaifi said. "We tried to take him down on more than one occasion."

 **NBC NEWS** 17 June 2014

Iraqi Kurds link Kirkuk to own oil pipeline, plan more exports

Julia Payne and Lin Noueihed
17 Jun 2014 / Reuters

LONDON - Iraqi Kurdistan has built a link connecting Kirkuk to its newly-built pipeline to Turkey, its minister of natural resources said, potentially cementing Kurdish control over the northern oil hub and reducing its reliance on Baghdad.

The link could allow the Kurds to start exports of Kirkuk crude oil through their own network, giving them a major source of independent revenue and boosting any ambitions of sovereign statehood as Iraq falls into increasing disarray.

The new link connects Kirkuk's Avana dome to the Khurmala dome out of which the Kurdish pipeline runs.

"That blue line was finished," Ashti Hawrami, the Kurdistan Regional Government (KRG) minister for natural resources, told a conference in London, pointing to a map of the pipelines.

Baghdad's military retreat from the north under a lightning assault led by the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) last week allowed the KRG's Peshmerga forces to seize control of long-disputed Kirkuk and its oil reserves - the potential economic lynchpin of a sovereign Kurdish entity.

But the main 600,000 bpd Kirkuk pipeline, which accounted for the bulk of Iraq's northern crude oil exports, has been offline

since March following insurgent attacks.

Attempts to repair it have been thwarted by Islamic militants in the region, who have targeted engineers trying to fix sections of the line that pass through territory outside KRG control.

Adnan al-Janabi, a senior Sunni politician and head of Iraq's oil and gas committee, said that Kirkuk's production would likely be out for the time being along with some fields in the Salahuddin area but that oil production inside KRG areas would continue uninterrupted.

Janabi, a critic of the Baghdad government, told the conference that the Kurds had effectively realised their "dream of a greater Kurdistan" and the Iraqi army lacked the capability to take the oil city back easily.

"Kurdistan of Iraq is already on its national desired border and I don't think it will be easy to push back," he said.

"It includes parts of Kirkuk, DIALA, Salahuddin... They are already there, already running the place and I don't think anyone will challenge them."

PUSH AHEAD WITH EXPORTS

With Baghdad busy fighting ISIL, the Kurds are pushing ahead with oil exports that could help bolster their autonomy.

Hawrami said the Kurds expected to load two more tankers of crude from their newly built pipeline this week at the Turkish port of Ceyhan.

The KRG began independent exports in May

from its pipeline to Turkey, which by-passes Baghdad's system. So far, two tankers have loaded that oil.

For years, the KRG and Baghdad have been locked in a struggle over how to divide the country's oil revenue and budget. Baghdad opposes independent Kurdish oil exports and says all marketing must go through the state entity SOMO.

The divisions have significantly eroded trust and Hawrami said that the central government had withheld budget payments to the region so far this year and before that was giving only around 10 percent instead of an agreed 17 percent.

Oil exports will increase to 200,000-250,000 barrels per day in July, and then to 400,000 bpd by the year-end, Hawrami said, allowing the KRG to catch up with the entitlement that Baghdad never paid.

Speaking at the same conference, Thamir Ghadban, an oil official and advisor to the Iraqi prime minister, declined to get into the numbers but said the Kurds could not pick and choose from the country's constitution and should work through the central government.

Baghdad's warnings have not deterred the Kurds so far.

"They pushed us to do this," Hawrami said. "We're going to create facts on the ground... Don't ask me to surrender my rights into your hands."

◆◆◆

A BALANCING ACT ON IRAQ

Whatever action President Obama decides to take, he'll face a spectrum of sectarian dangers.

President Obama has, so far, struck the right note on Iraq, where Sunni extremist militants are seizing territory and threatening the existence of the state. He has been cautious — emphasizing the need for political reform in Iraq and reaching out to other countries that could have an impact on its fate.

His opening to Iran has been the most controversial and potentially the most important move. Iran has the most leverage with the Shiite-led government in Baghdad and its prime minister, Nuri Kamal al-Maliki. The United States has been negotiating with Iran for months over Iran's nuclear program, but the agenda had not gone beyond that until Mr. Obama sent a senior State Department official to discuss Iraq with an Iranian official in Vienna this week. The two countries cooperated on Afghanistan in 2001 against the Taliban, and, in theory, they should be able to find common interest in stabilizing Iraq.

Mr. Obama has called on Mr. Maliki to form a broadly representative government of Shiites, Sunnis and Kurds as a condition of any military action by the United States. Even so, Mr. Maliki on Tuesday refused to reach out to Sunnis.

The Islamic State in Iraq and Syria — the rebel group known as ISIS that is sweeping across Iraq — is also waging war in Syria, commingling those conflicts and fueling Sunni-Shiite tensions throughout the Middle East. Mr. Obama and his aides have been consulting regional leaders, whose interests would be severely threatened by an Iraq in total collapse. Turkey, for instance, should shut its border to militants and to materiel flowing into Syria and Iraq. And Saudi Arabia, Kuwait and other gulf states need to stop financing (directly or indirectly) ISIS, which began as an Al Qaeda affiliate, and other extremist groups.

President Obama has said Iraq needs support to “break the momentum of extremist groups” and that he is considering his options, including military action. If Mr. Obama decides to take military action, he must make it clear that it would not be done to support Mr. Maliki's government, but to disrupt the militants' momentum. In the meantime, the administration has to develop better intelligence on the militants' movements. It plans to provide more weapons to the Iraqi Army, even though major units disintegrated as the militants swept through northern Iraq.

Whatever action Mr. Obama takes, it must be grounded in a larger political strategy that considers the full spectrum of sectarian dangers that are roiling the region. On Monday night, militants reached Baquba, about 40 miles north of Baghdad, before being turned back. In a horrific show of sectarian reprisal, 44 Sunni prisoners held in a Baquba police station, controlled by the Shiite-led government, were killed by the police as the Sunni militants attacked the station.

Conflict casts Iranian force in friendlier light at home

TEHRAN

BY THOMAS ERDBRINK

They came to celebrate the short life of Ali Reza Moshajjari, a local boy from a south Tehran neighborhood and apparently the latest Iranian victim of the escalating sectarian conflict in neighboring Iraq and in Syria.

He was a member of Tehran's 209 battalion of the Imam Ali garrison of the Islamic Revolutionary Guards Corps, the Iranian news media said, and representatives of elite units of the corps stood solemnly in a line, as men clad in black entered the mosque.

As the service began, a chanter's voice boomed through the mosque, echoing in the lofty dome, lined with blue and green tiles. “Our godless enemies behead our soldiers,” he said. From the women's quarters, behind a panel segregating them from the men, a loud wailing commenced. Men shook their heads, and some clenched their fists.

“Our youth was a special martyr,” the chanter said of Mr. Moshajjari, whose portrait on a stage showed him in a forest wearing a pair of shooting glasses and a jungle vest. “Where others were found by martyrdom, he looked for it. Praise be to God, as he will have the fragrance of Imam Hussein.”

War and conflict in the Middle East have been a distant nightmare as seen from Iran's safe capital, the seat of power of the Shiite world.

But the successes of the Sunni extremists of the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS, have brought the dead to its doorstep. And as the reality of war is brought home, the attitude of many here toward the Revolutionary Guards Corps is changing.

In 2009, when millions took to the streets to protest the re-election of President Mahmoud Ahmadinejad, it was the Guards, or Sepah, as they are known here, who attacked many of those on the streets.

But the well-documented mass killings by ISIS, which makes a point of producing graphic videos of its fighters executing Iraqi soldiers as they lie, hands bound and face down, in a ditch, have caused ordinary Iranians to rethink their views.

On websites such as the reformist Entekhab news site, where in the past anonymous commentators rarely missed an opportunity to criticize the Guards, the group is now regularly lauded.

“Why doesn't our army and Sepah

destroy these wild groups?" a user named Dehdashti wrote as a comment under an article describing how ISIS

Syria and Iraq have brought death to Tehran's doorstep.

men allegedly killed a man for watching a World Cup soccer game. "Just one unit of our Sepah or our army is enough to destroy these beasts forever."

An English teacher said: "Such news makes us forget what the Sepah did to us. We are nationalistic and religious. If our shrines are threatened, Iranians will demand that our forces intervene."

In one comment on the Entekhab site, an anonymous person cheered for Gen. Qassim Suleimani, the commander of the Revolutionary Guards' elite Quds Force, which is said to be active in Iraq.

"Shiites of the world are waiting for you to defeat these atheists," the respondent said. "May God help you."

A huge banner with a portrait of Mr. Moshajjari, who leaves behind his wife and 2-year-old daughter, hung outside the Shahid Bahonar mosque. His fellow Revolutionary Guards members listened stone-faced as the chanter recalled how one of their commanders, Abdollah Eskandari, was beheaded in May.

"They placed his decapitated head on a pole and paraded it around," he said. "They treated him the way they treated the corpse of our holy Imam Hussein."

For many here, Syria is a distant country, known only for the Shiite shrine to Sayyida Zeinab, the granddaughter of the prophet, near Damascus.

Iraq, on the contrary, is the heartland of the Shiite faith, a place where Imam Hussein in 680 won a battle by losing it, and where the most revered saints are laid to rest in golden-domed shrines.

Mr. Moshajjari's service was definitely Shiite, with a stream of references by the chanter to the "household of the prophet," the inheritable lineage of saints related to the Prophet Muhammad, which sets them apart from Sunni Muslims, who do not believe in such family bonds.

But the chanter also continued the narrative that whatever is happening in the region is not a war between Sunnis and Shiites, but a conflict between the forces of good and evil.

"Behold how they kill and rape!" the chanter said. "Are these the actions of humans? Many Sunnis are disgusted by this, too. In Syria, 1,700 Sunnis were martyred fighting these terrorists. In Iraq, they are fighting them, too."

Of course, not everyone was about to sing the Revolutionary Guards' praises.

"If the Sepah decides to fight in Iraq, it is in order to defend their own interests, not ours," said Aria, a 25-year-old musician, who asked not to be fully identified, for her safety. "Sometimes these interests align with ours, but we will not forget what they did to us."

FACE AUX ISLAMISTES

LE TEMPS DES KURDES

La débandade du pouvoir irakien a profité aux peshmergas qui ont pris le contrôle des terres qu'ils convoitaient

— Les Kurdes n'ont jamais été aussi près de prendre leur revanche sur l'histoire et pourraient bien être les grands – voire les seuls – gagnants de l'éclatement de l'Irak. Les prises de l'Etat islamique en Irak et au Levant masquent l'avancée de la Région autonome du Kurdistan (KRG), dans le nord du pays, vers son but ultime : son indépendance totale. « Il s'agit d'une opportunité en or », résume Vladimir van Wilgenburg, spécialiste de la question kurde sur le site Al-Monitor.

L'offensive djihadiste, début juin, a déclenché par ricochet l'expansion des Kurdes vers des territoires qu'ils revendiquent et qui nourrissent un vieux conflit avec Bagdad. En quelques jours, leur armée forte de 250 000 hommes, les peshmergas, a profité de la débandade des soldats du pouvoir central irakien et multiplié les prises de guerre : le poste-frontière de Rabia avec la Syrie, des zones aux alentours de Mossoul, une avancée sur la route qui relie Erbil, la capitale du KRG, à Bagdad. Et Kirkouk, joyau de ce butin bien garni : c'est la Jérusalem des Kurdes, qui la considèrent comme leur berceau historique.

Les peshmergas ont remplacé la 12^e division de l'armée irakienne sur la base militaire de la ville, qui se trouve à 90 kilomètres d'Erbil. Et même si la police irakienne contrôle encore le centre de la cité mésopotamienne, celle-ci est essentiellement composée de Kurdes. La prise de Kirkouk comporte une dimension bien plus pragmatique que l'enjeu historique et symbolique : le pétrole. Autour de la ville, les torchères dansent dans le désert. Les sous-sols renferment des réserves gigantesques.

L'autonomie politique du Kurdistan est garantie par la Constitution irakienne de 2005. L'or noir est la clé de son indépendance économique. Depuis un mois, le KRG écoute directement son pétrole sur les marchés internationaux, notamment européens, via le port de Ceyhan, dans le sud-est de la Turquie. Ce pied de nez au fédéralisme irakien empoisonne ses relations avec Bagdad, qui a cessé de payer les salaires des fonctionnaires du Kurdistan, par mesure de rétorsion. Raccorder le pétrole de Kirkouk sur cet oléoduc kurdo-turc scellerait l'affranchissement de la région kurde. Paradoxalement la

Turquie apparaît aujourd'hui comme l'atout principal d'Erbil pour satisfaire ses ambitions d'indépendance. « La limite à laquelle pourraient se heurter les ambitions des Kurdes, ce sont les Turcs, précise Wladimir van Wilgenburg. Mais les deux parties ont actuellement besoin l'une de l'autre. » Ankara, l'ancien ennemi, n'a pas réagi à la prise de Kirkouk, qui, il y a peu, aurait été perçue comme un casus belli. L'alliance énergétique entre les deux voisins rebat les cartes régionales en faveur des Kurdes.

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a-t-il encore les moyens de s'opposer à cette partition annoncée ? La faiblesse de l'armée fédérale ne permettra probablement pas au Premier ministre chiite d'ouvrir un second front contre les Kurdes. Tactiquement, au moins à court terme, il n'a guère d'autre option que de concentrer les troupes sur Bagdad, les zones et les lieux saints chiites pour les protéger des djihadistes. Les Kurdes bénéficient d'un second avantage de taille. Ils sont sunnites, comme l'Etat islamique en Irak et au Levant. Malgré quelques combats et des attentats récents, chacune des parties ne considère pas l'autre, pour l'instant, comme l'ennemie numéro un.

DE NOTRE CORRESPONDANTE
LAURE MARCHAND



Forces de sécurité kurdes à Kirkouk, juin 2014

Les peshmerga kurdes, "première armée d'Irak"

par Anne-Diandra LOUARN
www.france24.com
18/juin/2014

Les forces armées du Kurdistan irakien, les peshmerga, combattent là où l'armée irakienne a été tenue en échec par l'État islamique en Irak et au Levant. Qui sont-ils ? Quelles sont leurs revendications ? Éléments de réponse.

Les peshmerga, rempart ultime contre l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) ? Depuis le début de l'offensive djihadiste en Irak, ces combattants kurdes parviennent à maintenir l'EIL à distance, alors que l'armée irakienne, elle, s'est effondrée dans le nord du pays.

Désormais massivement déployés dans les territoires disputés entre le gouvernement autonome kurde, basé à Erbil, et le pouvoir central de Bagdad, ils sont parvenus à reprendre la ville stratégique de Kirkouk, le 12 juin dernier. Une victoire qui place le Kurdistan irakien en position de force vis-à-vis du gouvernement national. "Maliki [le Premier ministre irakien, NDLR] sait qu'il aura du mal à se passer de l'aide kurde. Sans les peshmerga, qui sont des soldats aguerris, l'armée irakienne peinera à reconquérir seule les villes aux mains des djihadistes", explique **Karim Pakzad, spécialiste de l'Irak à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris)**.

• Qui sont les peshmerga ?

Les peshmerga, littéralement "ceux qui affrontent la mort", sont les combattants des forces armées du Kurdistan irakien, région autonome située dans le nord du pays. Aussi bien opposés à Bagdad qu'aux islamistes, ils ont toujours su repousser les attaques de l'EIL, même par le passé, notamment dans le nord de la Syrie. "Depuis 1992, cette armée a préservé la sécurité intérieure du Kurdistan et a souvent servi de fer de lance aux actions de contre-guérilla, lors de la période de présence américaine", explique Michel Goya, historien militaire, dans une tribune publiée par le Huffington Post.

Ces succès militaires ont permis aux Kurdes "de reprendre pied dans les régions dont ils avaient été chassés sous Saddam Hussein", affirme-t-il.

• Quelles sont leurs ressources humaines et logistiques ?



Artillerie lourde, hélicoptères, chars mais aussi deux divisions d'infanterie inscrites dans l'ordre de bataille de l'armée irakienne... La force militaire du Kurdistan irakien est particulièrement importante proportionnellement à l'étendue de son territoire. Les peshmerga seraient également forts de quelque 200 000 à 250 000 hommes, longtemps entraînés et équipés par l'armée américaine. Autant d'éléments qui en font la force militaire "la plus puissante" du territoire irakien, devant l'armée régulière, selon Michel Goya.

Pour autant, "les capacités offensives de l'armée kurde sont également limitées", nuance le spécialiste. "Elle peut, au mieux - mais ce serait déjà considérable -, réoccuper Mossoul et contrôler la frontière avec la Syrie, en liaison avec la guérilla kurde syrienne sur place [...] Elle peut même, en conjonction avec les forces de Bagdad, réoccuper le Tigre mais ce serait sans doute pour s'y engager dans une contre-guérilla permanente."

• Quelles sont les revendications des combattants kurdes ?

L'actuelle position de force des peshmerga est l'occasion de passer leurs revendications au premier plan parmi lesquelles :

> KIRKOUK

Considérée comme capitale historique du Kurdistan aux yeux des peshmerga, Kirkouk est l'une des plus grandes villes pétrolières d'Irak. Depuis l'intervention américaine de 2003, ils réclament que la ville revienne dans leur giron par le biais d'un référendum, ce qui leur permettrait de bénéficier directement des revenus de l'or noir et d'atteindre une indépendance économique totale. Mais Bagdad s'y refuse farouchement et a déjà repoussé à maintes reprises l'organisation d'un scrutin.

> INDÉPENDANCE

En Irak, le Kurdistan bénéficie d'un statut particulier de province autonome depuis 2005, avec comme capitale officielle la ville d'Erbil. Mais le gouvernement kurde ne cache pas son ambition de se désolidariser de l'Irak pour fonder son propre état indépendant. Actuellement, Bagdad est l'un des seuls gouvernements, avec celui de Téhéran, à reconnaître le Kurdistan en tant qu'entité politique régionale. En Turquie et en Syrie, les Kurdes ne sont pas



considérés comme étant établis dans une même région. Au vu de l'efficacité des peshmerga sur le terrain, Bagdad pourrait bien être contrainte de concéder l'indépendance au Kurdistan en échange d'une aide militaire des combattants kurdes pour débarrasser l'Irak des djihadistes de l'EIL.

• Les peshmerga sont-ils populaires ?

Les peshmerga sont très populaires chez les Kurdes qui se disent globalement confiants en la capacité de ces combattants à protéger leur territoire. Ils parviennent également à créer un consensus plus large, jusque dans la région voisine de Ninive et même dans les villages chrétiens où ces combattants n'hésitent pas à prendre les armes pour défendre la population locale.

Preuve de leur popularité, parmi les centaines de milliers de personnes fuyant actuellement les combats, la plupart afflue vers le Kurdistan pour trouver refuge. Selon le gouvernement kurde, au moins 150 000 personnes ont franchi les frontières de la région. Des chiffres qui pourraient rapidement augmenter au vu de l'exode massif que les affrontements entraînent : pour la seule ville de Mossoul, 500 000 habitants ont fui lorsque les djihadistes ont pris le contrôle.

En d'autres termes, le Kurdistan - qui a été relativement épargné par les attentats ces dernières années - apparaît aux yeux de la population comme une zone sécurisée et encadrée par une armée puissante qui n'a perdu "que" sept soldats depuis le début de l'offensive des islamistes. Il faut dire que, pour l'heure, les djihadistes ont essentiellement concentré leurs attaques sur l'armée irakienne, peut-être pour éviter de se mettre totalement à dos les Kurdes, à majorité sunnites.

○○○

Guerre des nerfs entre l'Arabie Saoudite et l'Irak

L'invasion de l'Irak par les djihadistes de l'EIIL n'est que la partie émergée d'un conflit plus large entre chiites et sunnites.

—The Washington Institute for Near East Policy (extraits) Washington

Faites attention à ce que vous appelez de vos vœux." Tel aurait pu, et aurait peut-être dû, être le conseil de Washington à l'Arabie Saoudite et à d'autres Etats du Golfe qui soutiennent les djihadistes sunnites contre le régime de Bachar El-Assad à Damas. Cette mise en garde est encore plus d'actualité aujourd'hui alors que les sanguinaires djihadistes déferlent sur le nord-ouest de l'Irak.

Le roi Abdallah d'Arabie Saoudite rêvait depuis des années de voir le Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki essayer un tel revers. Il considère en effet Maliki comme un simple laquais de l'Irak et a refusé d'envoyer un ambassadeur à Bagdad, incitant les dirigeants des autres pays du Golfe à l'imiter en gardant leurs distances. Et de fait, bien qu'ils soient eux-mêmes vulnérables à des organisations calquées sur le modèle d'Al-Qaida, ces pays (et surtout le Koweït et le Qatar) ont souvent fermé les yeux sur les financements que leurs citoyens apportaient aux groupes [sunnites] radicaux.

Missiles chinois. Le roi Abdallah n'a pour l'instant fait aucun commentaire sur les derniers événements en Irak. Dans la mesure où sa stratégie consistant à infliger un revers politique à l'Irak en orchestrant le renversement de Bachar El-Assad à Damas ne semble guère donner de résultat très probant, il a compris que les événements d'Irak lui offraient une nouvelle opportunité.

Cette perspective risque fort de désorienter de nombreux observateurs. La presse se fait l'écho depuis quelques semaines d'une esquisse de rapprochement diplomatique entre les pays du Golfe (dominés par l'Arabie Saoudite) et l'Irak, stimulé par le voyage officiel de l'émir du Koweït à Téhéran [le 1^{er} juin], qui semble s'être très bien passé. Mais en même temps les Saoudiens ont publiquement dévoilé leur achat de missiles chinois capables d'atteindre Téhéran et les Emirats arabes unis ont annoncé l'instauration d'un service militaire obligatoire pour les jeunes du pays.

Le carnage qui a lieu en Irak a au moins le "mérite" d'être clair. Il y a des conflits tribaux et des identités nationales rivales en jeu, mais c'est

la différence religieuse entre sunnites et chiites qui cristallise l'essentiel des tensions. Ce phénomène régional est exacerbé par des groupes radicaux tels que l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), une redoutable machine à tuer qui pousse à l'extrême la logique meurtrière du mépris des chiites par les sunnites.

Géopolitique. Pour ceux qui ne comprennent plus trop les divisions du monde musulman, il est important de relever que la fracture sunnites-chiites coïncide plus ou moins avec la ligne de partage entre monde arabe et monde perse. Du point de vue géopolitique, l'Irak, qui est majoritairement chiite mais ethniquement arabe, est à la charnière de ces deux mondes. Il faut également tenir compte d'une autre dimension souvent troublante : la volonté de soutenir les sunnites radicaux à l'étranger tout en contenant leur activité à l'intérieur du pays. D'où le soutien discret de Riyad à Oussama Ben Laden à l'époque où il dirigeait des troupes djihadistes dans l'Afghanistan sous occupation soviétique, et sa tolérance à l'égard des djihadistes de Tchétchénie, de Bosnie et de Syrie.

Quand, en 2011, le mouvement de révolte contre Assad s'est intensifié – et quand Riyad a commencé à s'inquiéter de plus en plus sérieusement du programme nucléaire iranien –, les services de renseignements saoudiens ont entrepris de soutenir l'opposition sunnite en privilégiant ses éléments les plus radicaux, sous l'impulsion de leur patron, le prince Bandar Ben Sultan. En avril dernier, la direction des opérations a été confiée à quelqu'un d'autre à la suite de la démission de Bandar, mais Riyad continue de soutenir les rebelles islamistes.

On imagine mal un dénouement rapide des événements chaotiques qui se jouent en Irak. A ce stade, une confrontation directe entre les forces saoudiennes et iraniennes semble très improbable, même s'il n'est pas exclu que l'unité d'élite de la Garde révolutionnaire iranienne intervienne directement, comme elle le fait en Syrie. Quoi qu'il en soit, une chose est claire : une jonction entre la guerre civile syrienne et une guerre civile irakienne paraît inéluctable.

—Simon Henderson
Publié le 12 juin

A la une



LE NOUVEAU QG DE LA TERREUR

"La deuxième ville d'Irak est sous le contrôle d'un groupe qui veut créer un Etat à partir duquel il pourrait répandre le djihad dans le monde", commente **The Economist** dans son édition du 14 juin. L'hebdomadaire anglais fait sa une sur le groupe Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), qui a pris Mossoul (le 10 juin). Alors qu'il y a deux ans le président Obama parlait à propos de l'Irak d'"un Etat souverain, fiable et stable", aujourd'hui, selon **The Economist**, "les djihadistes détruisent le pays". "L'EIIL veut redessiner la carte du Moyen-Orient en créant un Etat sunnite. Son activisme propage poison et terreur dans tout le monde arabe. (...) Un jour, s'ils le veulent, les kamikazes de l'EIIL pourront atteindre l'Europe et les Etats-Unis. Sans un changement d'attitude de la part de l'Irak et de Washington, l'EIIL et d'autres groupes similaires continueront à semer la pagaille."

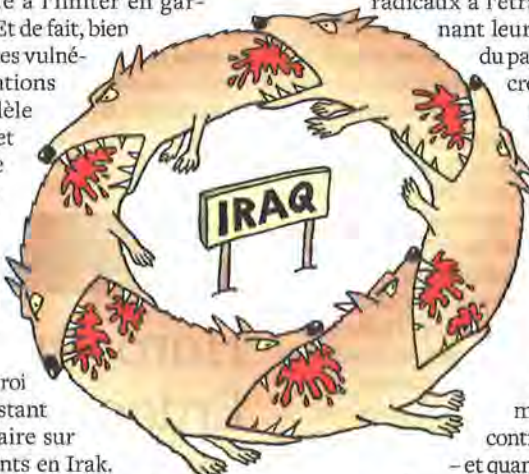
✎ Dessin d'Arendt Van Dam, Pays-Bas.

A la une



LA FIN DU RÊVE AMÉRICAIN ?

L'avancée des insurgés sunnites en Irak représente-t-elle "la fin du rêve américain ?" se demande **The Independent**. Après avoir pris Mossoul et Tikrit, les djihadistes, menés par le groupe Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), avancent vers Bagdad sans rencontrer de résistance de la part des forces de l'ordre. "L'offensive menée par l'EIIL semble se transformer en une insurrection généralisée de la communauté arabe sunnite irakienne, qui avait perdu le pouvoir quand les Etats-Unis et leurs alliés ont envahi le pays, en 2003." Le journal constate que "la prise de Mossoul par l'EIIL représente un changement radical de la géopolitique de l'ensemble de la région [...] et pourrait être le point de départ de la naissance d'un califat sunnite."



Du pain bénit pour Téhéran et Damas

Pour la communauté internationale, combattre le terrorisme islamiste devient plus urgent que changer le régime syrien.

—Al-Hayat (extraits) Londres

L'occupation de Mossoul par les djihadistes a provoqué d'énormes craintes. Elles sont d'autant plus justifiées que l'EIIL [Etat islamique en Irak et au Levant] a annoncé son intention de marcher sur Bagdad. Or, selon certains observateurs, le fait que cette organisation prenne possession de vastes zones auparavant contrôlées par l'armée irakienne relèverait d'un habile stratagème. Le régime syrien et son allié iranien se servent-ils de l'EIIL pour détourner l'attention des crimes commis à l'égard de la révolution syrienne depuis 2011 ?

Dès 2012, des djihadistes ont été libérés des prisons syriennes ou ont pu s'enfuir de la prison de Palmyre, en Syrie. Le régime de Damas leur a abandonné la province de Raqqa ainsi que certaines zones autour de Deir ez-Zor [à la frontière irakienne], où ils ont réussi à s'emparer de puits de pétrole. Ils en partagent les revenus, avec l'assentiment du régime, tout en faisant régner la terreur sur les habitants, dans leur immense majorité sunnites, en piétinant les lieux de culte chrétiens et en se retournant contre l'opposition syrienne modérée.

Dans sa lutte contre les rebelles, l'armée régulière syrienne a toujours épargné les positions de l'EIIL, réservant les barils d'explosifs qu'elle largue par hélicoptère aux seules positions de l'Armée libre et d'autres groupes [de l'opposition modérée].

La situation qui en résulte permet aux régimes de Téhéran et de Damas de repousser la recherche d'une solution politique à la crise syrienne, en prétextant que l'urgence consiste à combattre le terrorisme.

La montée en puissance de l'EIIL justifie également la mobilisation des milices que l'Iran entretient en Irak, en Afghanistan et au Liban, ainsi que l'action transfrontalière du Hezbollah, qui considère désormais que son espace d'intervention s'étend du sud du Liban à l'Irak, en passant par la Syrie.

Clientélisme confessionnel. En Irak, les sunnites reprochent au Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki ses penchants d'autocrate, son clientélisme confessionnel et l'accusent de livrer l'Irak à l'influence iranienne. Or, grâce à l'EIIL, Al-Maliki peut affirmer à présent qu'il combat "les terroristes" et non une opposition sunnite.

Est-ce que le monstre de l'EIIL ainsi créé par Damas et Téhéran leur a échappé, au point de menacer désormais tous les pays de la région ? La vraie question n'est pas celle-là. Ce serait plutôt de savoir ce que cela peut bien faire au régime de Damas et de Téhéran que l'EIIL occupe des zones sunnites qui leur sont de toutes les façons hostiles. Ces djihadistes ont déjà montré en Syrie qu'ils étaient capables de prendre en tenailles l'opposition modérée, la seule qui constitue une vraie menace pour le régime d'Assad.

En réalité, cette avancée de l'EIIL pourrait ouvrir la voie à une intervention iranienne plus poussée encore en Irak, sous prétexte de combattre ce terrorisme qui inquiète tant la communauté internationale. Elle pourrait également permettre de masquer les blocages des négociations sur le nucléaire iranien.

—Walid Choucair
Publié le 13 juin

L'AMÉRIQUE NE VEUT PLUS S'ENGAGER

Washington s'est impliqué dans des conflits ruineux, avec des résultats catastrophiques.

—The Daily Beast New York

Washington a bien entendu été choqué lorsque les djihadistes ont pris Mossoul et commencé à marcher sur Bagdad. Les responsables politiques, législateurs et experts en stratégie de cette bonne ville n'avaient pourtant aucune raison de l'être, puisque les événements actuels en Irak s'inscrivent dans le cours habituel de l'histoire. Les Etats-Unis interviennent en Irak, en Afghanistan, en Libye, au Vietnam et ailleurs, fournissent des milliards de dollars d'armes, forment les armées de pays amis, puis commencent à se retirer – et qu'arrive-t-il alors ? Nos braves alliés, auxquels nous avons consacré nos vies sacrées et notre fortune, se débinent. C'est exactement ce qui est en train de se passer en Irak.

Avant que le gouvernement américain ne prenne une nouvelle initiative malheureuse, à savoir déployer ses avions de combat, lancer des drones et Dieu sait quoi d'autre, il devrait prendre le temps de réfléchir pour changer un peu. Si l'Amérique vient à la rescousse de l'actuel gouvernement irakien, alors ce gouvernement, comme tant d'autres pour lesquels nous sommes battus et avons donné des vies, ne lèvera pas le petit doigt. Il partira tout bonnement du principe que nous allons prendre le relais et faire le boulot à sa place. Et quand la situation tournera au vinaigre, ce qui ne manquera pas d'arriver, ce gouvernement ami que nous aidons n'en fera porter la responsabilité qu'à l'Amérique.

Mille milliards. N'allez pas croire une seconde qu'il en sera autrement. N'allez pas croire une seconde que les généraux et les faucons qui veulent envoyer des combattants et des drones américains à la rescousse sont plus avisés aujourd'hui qu'ils ne l'ont été ces cinquante dernières années.

Il suffit pour s'en convaincre de regarder ce qu'il se passe en Irak. A Mossoul, les soldats réguliers étaient équipés de chars, de mortiers et de tout un arsenal fourni par le contribuable américain. En face d'eux, les djihadistes qui ont remporté la bataille n'étaient, selon la BBC, que quelques centaines, un millier à tout casser. Apparemment, ils ne disposaient ni de chars ni d'artillerie lourde. Dès qu'ils ont ouvert le feu, les forces de sécurité irakiennes sont parties en courant. Et ce après que les Américains se sont battus pendant dix ans au prix de nombreuses vies, et ont dépensé plus de 1 000 milliards de dollars pour les former et les équiper.

—Leslie H. Gelb
Publié le 12 juin



L'Iran vainqueur de la nouvelle guerre d'Irak

L'assaut victorieux des combattants sunnites de l'EIIL contre l'Irak est voué à l'échec. Et c'est Téhéran qui va tirer les marrons du feu.

—The New York Times (extraits) New York

A en juger par l'essentiel des commentaires sur la situation en Irak, le pays aurait déjà franchi le point de non-retour face à la campagne éclair lancée par les insurgés sunnites. Avec le renfort de combattants aguerris venus de Syrie et bénéficiant du soutien des populations locales, ils tiennent solidement Mossoul, la grande ville du nord de l'Irak, Tikrit, foyer du clan de Saddam Hussein, et ils assiègent Samarra, site de l'un des sanctuaires de la communauté chiite. Il ne serait pas surprenant qu'ils se trouvent aux portes de Bagdad dans les semaines qui viennent. Mais même s'ils lançaient l'assaut contre la capitale, voire s'en emparaient, ce ne serait qu'une victoire illusoire. Cela ne peut aboutir qu'à leur défaite et au renforcement de leurs ennemis jurés, les chiïtes, à Bagdad et surtout à Téhéran.

Contrairement à la Syrie, en Irak, les sunnites ne représentent qu'une minorité relativement modeste, environ 25 % de la population, même s'ils sont majoritaires dans certaines régions de l'ouest et du nord du pays. Et à Bagdad, ils ne représentaient plus que 12 % de la population.

Si les insurgés de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) pénètrent dans les quartiers sunnites de Bagdad, ils y seront sans doute bien accueillis, mais cela ne leur donnera pas l'appui stratégique dont ils auront besoin pour mener les combats de rues qui s'ensuivront. De plus, l'offensive sunnite va probablement entraîner une métamorphose au sein du piètre désastre qu'est l'armée irakienne d'aujourd'hui, pour en faire une force plus efficace et opérationnelle.

Amis puissants. En Syrie, en 2011, l'armée a été ébranlée par la rébellion. Les désertions étaient monnaie courante et les insurgés ont pu prendre le contrôle de vastes portions du territoire. Mais au fur et à mesure que les officiers incompetents étaient tués ou limogés, une nouvelle hiérarchie militaire s'est imposée, l'armée a réussi à déployer sa puissance de feu, nettement supérieure, contre un adversaire de plus en plus divisé. Ses capacités de combat ont été accrues par l'intégration réussie de milices civiles [le Hezbollah] et grâce aux conseils tactiques fournis par l'Iran. Une évolution qui risque de se répéter en Irak.

L'offensive sunnite va mobiliser les Irakiens, et pas seulement leur armée. Les insurgés ont recours tant aux exécutions massives qu'au symbolisme religieux, et ils se sont donné pour mission d'éradiquer "l'ordure" – autrement dit, les fidèles chiïtes et leurs écoles – de Nadjaf et Karbala, les deux villes les plus saintes des chiïtes. Sachant qu'il s'agit d'une guerre menée

par une minorité contre une majorité, tactiquement, on peut parler de suicide. Les chiïtes riposteront violemment. Et outre le handicap des effectifs, les rebelles ont choisi de s'attaquer à un ennemi qui dispose d'amis puissants [l'Iran], pour lesquels l'avenir du pays est un enjeu de premier ordre.

L'Iran a déjà promis son soutien au gouvernement du Premier ministre Nouri Al-Maliki, et aurait déployé ses unités d'élite en Irak. Les Etats-Unis ont dépêché un porte-avions et un porte-hélicoptères d'assaut dans le Golfe, et ont musclé leur appui au gouvernement irakien dans le domaine du renseignement. S'il est peu probable que Washington ait directement recours à la force contre les rebelles, l'aide fournie, qu'elle soit matérielle, diplomatique ou technique, ne pourra que consolider la résistance du gouvernement irakien. L'idée, juste ou non, que Téhéran et Washington sont sur la même longueur d'onde sur ce dossier ne pourra qu'aider elle aussi.

Assaut suicidaire. Les Etats du Golfe qui soutiennent tacitement les rebelles afin de s'en prendre à l'Iran et à sa mainmise présumée sur l'Irak ne feront rien pour épauler les insurgés, de peur d'accoucher d'une situation incontrôlable, même si, en privé, certains de leurs ressortissants financent l'armée rebelle. Et quand les combats auront pris fin, les sunnites se retrouveront plus isolés que jamais.

En bref, en dépit du succès éclatant de la campagne sunnite, il faut y voir un assaut suicidaire qui ne fera que renforcer l'emprise des chiïtes sur l'Etat au lieu de l'affaiblir. Toutefois, il est peu probable que Maliki ait le courage de tenter dans un avenir proche de reconquérir les zones majoritairement sunnites dans l'ouest du pays. Cet Irak amputé, comme le régime d'Assad en Syrie, n'en sera que d'autant plus inféodé à l'Iran, et appliquera une politique intérieure qui écartera un peu plus la possibilité d'une reconstitution politique du pays.

Une évolution qui n'a rien d'engageant du point de vue de Washington. Entre autres choses, le soutien des Etats-Unis au gouvernement Maliki fera peser une pression supplémentaire sur leurs liens avec les Etats du Golfe. Et il compliquera un peu plus les efforts visant à se montrer incisif face à l'Iran, allié embarrassant s'il en est.

Les décideurs américains estiment peut-être que l'insurrection fera long feu avant de devenir une véritable menace pour les intérêts américains. Mais ils ne devraient pas baisser trop vite la garde, car si jamais il y a un vainqueur dans cette bagarre confessionnelle, ce ne sera ni Washington, ni Mossoul, ni Bagdad, mais bel et bien Téhéran.

—Steven Simon
Publié le 16 juin

L'IMPOSSIBLE STABILITÉ

9 avril 2003 — Chute du régime de Saddam Hussein

28 juin 2004 — La coalition conduite par les Etats-Unis remet le pouvoir au gouvernement irakien.

30 janvier 2005 — Les premières élections multipartites sont boycottées par les sunnites.

30 mai 2006 — Le chiite Nouri Al-Maliki forme un gouvernement d'union nationale.

2007 — Reprise des attentats sanglants.

Décembre 2011 — Départ des soldats américains. Importantes manifestations contre le gouvernement de Maliki.

10 août 2013 — Le mouvement Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) attaque l'Irak.

2 janvier 2014 — Prise de la ville de Falloujeh par l'EIIL.

10 juin 2014 — Chute de la ville de Mossoul, aux mains de l'EIIL.

11 juin 2014 — L'EIIL s'empare de la ville de Tikrit, à quelque 160 kilomètres de Bagdad.

12 juin 2014 — Washington n'exclut pas des frappes aériennes, mais refuse toute intervention au sol. Un porte-avions américain se dirige vers le Moyen-Orient.

13 juin 2014 — L'armée irakienne bombarde des localités aux mains de l'EIIL.

15 juin 2014 — Téhéran se dit prêt à aider Bagdad.



Le Kurdistan prépare son indépendance

A l'heure où les forces de sécurité chancellent sous les assauts des insurgés islamistes dans le Nord, la région autonome du Kurdistan en profite pour jeter les bases d'un Etat indépendant.

—The Washington Post Washington

Les forces militaires du Kurdistan, connues sous le nom de peshmergas ("ceux qui bravent la mort"), ont repris la plupart des positions abandonnées par l'armée nationale dans le nord du pays, élargissant ainsi nettement la zone sous contrôle kurde. Les Kurdes viennent également de franchir une étape importante vers l'indépendance économique en renforçant leur partenariat stratégique avec le gouvernement turc. Fin mai, ils ont commencé à exporter du pétrole grâce à un oléoduc traversant la Turquie, dont les recettes devraient atterrir sur un compte bancaire détenu par les Kurdes, et non dans les caisses du Trésor irakien.

Depuis le début de l'année, le Premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, a répliqué aux ambitions pétrolières kurdes en supprimant la dotation mensuelle de la région prélevée sur le budget national. L'Etat irakien a également déposé une demande d'arbitrage international à l'encontre de la Turquie pour avoir favorisé ces exportations, considérées par Bagdad comme de la contrebande, et a menacé de poursuivre en justice quiconque se porterait acquéreur de ce pétrole.

Dans un tel climat de tension, Arbil, la capitale du Kurdistan, n'a aucune envie d'apporter un soutien militaire, de quelque nature qu'il soit, à Maliki. "L'Etat irakien prend les Kurdes en otages et il serait déraisonnable de sa part d'attendre que ceux-ci lui viennent en aide au vu des

circonstances sans accéder à certaines de leurs requêtes", analyse un conseiller de l'Etat kurde qui préfère garder l'anonymat.

Les peshmergas affirment qu'ils n'ont pas essayé d'évincer l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) des territoires dont ils ont pris le contrôle. "Dans la plupart des régions, on les laisse tranquilles – ainsi que les civils", assure le général de corps d'armée Shaukur Zibari, un des chefs peshmergas.

Plusieurs années durant, les Etats-Unis ont essayé de négocier des accords visant à rapprocher Erbil et Bagdad, mais ces efforts ont été vains, les deux camps ayant des visions diamétralement opposées de l'avenir du pays. Alors que Maliki a plaidé en faveur d'un contrôle centralisé – notamment sur les ressources pétrolières, qui représentent 95 % des recettes de l'Etat –, les Kurdes ont exigé que la Constitution leur accorde une autonomie quasi totale.

La "Jérusalem des Kurdes". Le climat est devenu tellement tendu ces derniers temps que des chefs de file kurdes ont laissé entendre que, faute de concessions de la part de Maliki, ils organiseraient un référendum sur l'indépendance – lequel verrait à coup sûr une victoire du "oui" dans un contexte de regain du nationalisme kurde.

Les tensions ont également été aggravées par les différends territoriaux. Après la chute du régime de Saddam Hussein, qui avait orchestré des campagnes d'épuration ethnique, plusieurs

groupes ethniques ont revendiqué une bande de terre qui s'étend à travers le pays, profitant du non-règlement de la question de la frontière officielle entre le Kurdistan et l'Irak fédéral.

L'épicentre symbolique de ces querelles est la ville pétrolière de Kirkouk, que certains ont baptisée la "Jérusalem des Kurdes". Le 10 juin, après le départ de l'armée nationale, des drapeaux kurdes ont été hissés à la place des drapeaux irakiens, et Jabbar Yawar [porte-parole des peshmergas] a déclaré que les forces kurdes "[contrôlaient] désormais la ville de Kirkouk et sa région". Des responsables kurdes ont fait savoir que même les sites pétroliers de l'Etat irakien étaient désormais sous la garde des troupes kurdes.

Zone tampon. A l'heure où ils tentent de consolider leur territoire, les Kurdes, qui n'ont pas d'accès à la mer, ont besoin d'un poumon économique, et se sont pour cela tournés vers la Turquie. L'empressement de la Turquie à faciliter cette autonomie marque un revirement spectaculaire de la part du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, dont l'administration s'est inquiétée autrefois d'un Kurdistan irakien indépendant qui risquait de donner des idées à la minorité kurde de Turquie. Erdogan s'est finalement laissé convaincre, au vu des convergences d'intérêts, et notamment de la demande énergétique croissante de la Turquie. En outre, le Kurdistan irakien sert aujourd'hui de zone tampon entre la Turquie et le Sud, où règne l'anarchie, dans un contexte de montée en puissance de l'EIIL.

—Ben van Heuvelen
Publié le 12 juin



Vu de Turquie

Haro sur Erdogan

● La presse turque dans son ensemble n'est pas tendre avec la politique moyen-orientale du Premier ministre, accusé de n'avoir pas vu le danger de sa collaboration avec les mouvements djihadistes en Syrie et en Irak. Le quotidien *Cumhuriyet* souligne que, "pour renverser le régime d'Assad en Syrie, Ankara a accueilli sur son territoire des organisations islamistes auxquelles il a fourni armes, munitions et formations. Mais cela n'a rien donné. Assad est toujours là. L'EIIL occupe désormais le consulat de Turquie à Mossoul et retient 80 personnes en otage. C'est donc un fiasco complet pour le gouvernement turc. Cela ressemble aux erreurs commises par les Etats-Unis en Afghanistan. La Turquie est en effet désormais prisonnière du monstre qu'elle a créé. Sauf que, à la différence des Etats-Unis, elle est la voisine directe de ce monstre."

STUPIDES CHIITES

Au lieu d'insulter les Kurdes, les chiïtes feraient mieux de s'allier avec eux contre l'ennemi sunnite.

—Sawt Al-Iraq Bagdad

Pourquoi donc les chiïtes sont-ils assez stupides pour qualifier les Kurdes d'ennemis de l'unité irakienne, pour les traiter de tous les noms, les accuser de voler le pétrole du pays et leur reprocher de ne pas respecter la souveraineté du gouvernement irakien ? Pourquoi ce sont toujours les chiïtes et jamais les sunnites qui disent ce genre de bêtises ? Les chiïtes seraient donc stupides au point d'avoir oublié qu'ils ont été logés à la même enseigne que les Kurdes sous la tyrannie des sunnites [à l'époque du régime de Saddam Hussein] ? Chiïtes et Kurdes pourraient être les meilleurs alliés. Pourquoi donc cette bêtise chiïte de ne pas rater une occasion d'insulter les Kurdes ?

C'est d'une stupidité incommensurable. Du temps de Saddam Hussein déjà, les Kurdes ont offert refuge aux chiïtes, alors que les sunnites arabes n'ont jamais partagé le pouvoir avec les chiïtes et guettent chaque occasion pour reprendre ce pouvoir, avec l'aide et le soutien de tous les pays arabes sunnites voisins.

Volons le pétrole. La seule et unique raison de l'instabilité en Irak est que les sunnites alimentent la crise. Ils veulent amener les Irakiens à penser que c'était mieux sous Saddam Hussein et à ne pas faire confiance aux hommes politiques chiïtes. Un certain nombre de chiïtes stupides croient qu'en insultant les Kurdes ils pourront convaincre les sunnites qu'ils sont de bons patriotes et leur rappeler qu'ils sont aussi arabes qu'eux, et non "séfévides" [persans], selon l'expression utilisée pour les désigner par certains sunnites non moins stupides.

Chiïtes stupides, quoi que nous fassions, les Arabes sunnites ne seront jamais contents de nous ! Si nous avons un espoir, c'est de réaliser la prospérité dans le sud [chiïte] de l'Irak comme l'ont fait les Kurdes dans le Nord [le Kurdistan irakien]. On accuse les Kurdes de voler le pétrole du Nord ? Qu'à cela ne tienne ! Volons donc à notre tour le pétrole du Sud. Assez de stupidité et de bêtise. Les baasistes [sunnites] n'ont qu'à bien se tenir.

—Mohamed Abdallah
Publié le 12 juin

Repères

Le Kurdistan d'Irak est autonome depuis les années 1990. Ce statut s'est renforcé dans l'Etat irakien fédéral mis en place après la chute de Saddam Hussein, en 2003. La région possède son propre gouvernement et ses propres institutions. Elle a connu en une décennie un développement économique rapide, notamment en raison de sa stabilité et de sa sécurité en comparaison du reste de l'Irak. La zone pétrolière de Kirkouk, très disputée, a été récupérée par les peshmergas (l'armée kurde) après la déroute de l'armée irakienne. Environ 5 millions de Kurdes vivent dans cette région, sur les 28 millions de Kurdes disséminés sur quatre pays (Irak, Iran, Turquie, Syrie). Des milliers d'Irakiens cherchent refuge dans la région autonome depuis le début de l'offensive des djihadistes de l'EEIL.

↳ Dessin de
Habib Haddad
paru dans Al-Hayat,
Londres.



BIENVENUE EN ENFER

Les appels haineux des religieux des deux bords risquent d'emporter l'Irak.

Asharq Al-Awsat (extraits) Londres

En Irak, nous avons affaire à une réalité plus dangereuse encore qu'en Syrie, en Libye et au Yémen. Dans ce pays, toutes les folies se concentrent. Et une nouvelle guerre a commencé. On entend les incitations au meurtre au plus haut niveau. Les autorités religieuses chiïtes appellent leurs ouailles à défendre leurs lieux saints, tandis que le mufti sunnite appelle les siens à soutenir les rebelles. Et l'Iran s'empresse de s'en mêler au nom du soutien aux chiïtes.

La guerre civile est plus proche que jamais depuis la chute de Saddam Hussein [en 2003]. La situation exige de ne pas céder à la colère. Les racines de la crise remontent plus loin que la prise de Mossoul [le 10 juin]. Elles remontent même plus loin que les affrontements dans la province d'Al-Anbar, qui durent depuis plus de six mois. On peut les faire remonter dix ans en arrière, jusqu'à l'invasion américaine [2003]. Voire vingt, jusqu'à l'invasion irakienne du Koweït [1990]. Ou trente ans, jusqu'à la guerre Irak-Iran [1980-1988]. Ou même à 1979, avec la révolution iranienne qui voulait s'exporter dans les pays voisins et avec Saddam Hussein qui devient seul maître à Bagdad.

Nous pouvons même remonter encore plus loin, quatorze siècles en arrière, jusqu'aux luttes de pouvoir entre les compagnons du prophète Mahomet, avec l'assassinat du troisième calife Othman [en 656], puis du quatrième calife Ali [en 661], événements déterminants pour la suite de l'histoire musulmane. [Ces événements ont abouti à la division entre sunnites et chiïtes.] On peut trouver des arguments pour justifier n'importe quelle date, selon ses inclinations politiques. Mais, en dernière instance, la responsabilité incombe aux dirigeants actuels : le Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki, le président américain Barack Obama. Car celui-ci aurait pu amener Maliki à mener une politique de réconciliation nationale. Au lieu de quoi, il lui a permis de profiter de la protection américaine pour établir son pouvoir autoritaire et marginaliser les Arabes sunnites. Ces derniers ne pouvaient que se révolter. C'est ce qui s'est passé et qui menace aujourd'hui l'existence même de l'Etat irakien.

C'est l'EEIL ainsi qu'Al-Qaida qui profitent de cette situation. Or ces deux organisations, curieusement, menacent surtout les sunnites. La Turquie demande déjà l'intervention de l'Otan. L'EEIL irakien est la copie conforme de son homologue syrien, qui donne surtout des coups de poignard dans le dos aux révolutionnaires et ne fait que servir les intérêts du régime d'Assad. Ce sont encore les mêmes qui menacent la sécurité de tous les pays du Moyen-Orient.

—Abderrahman Al-Rached
Publié le 14 juin

Iraq Breakup Made Easier by Turkey's Détente With Kurds

time.com
Karl Vick
June 19, 2014

The neighbor that a decade ago was most intent upon keeping Iraq together is now allied with its most ardent separatists—the Kurds—removing a key obstacle to the dismemberment of Iraq as Sunni Muslim extremists gain territory

In March 2003, U.S. troops parachuted into Iraq's north and took up positions in the most fraught conflict then going in that part of the country: A looming battle between Turkey and the Kurds of northern Iraq. Turkey had 200,000 troops to its southeastern border, fearing not the armies of Saddam Hussein but the aspirations of an ethnic minority that openly pined for independence – and was angling to use the US invasion of Iraq as an excuse to declare it. Turkey feared an independent Kurdistan in Iraq would enflame the separatist passions among its own Kurdish minority, a situation so fraught that the Pentagon set up a special command specifically to deal with it. Its stated mission: “deconfliction.” Eleven years later, Iraq's Kurds have finally acted on their plan – sending forces to take the disputed, oil-rich city of Kirkuk, known as the “Kurdish Jerusalem,” and declaring the end of Iraq as the world now knows it. And what did Turkey do? Wish them well. “The Kurds of Iraq can decide for themselves the name and type of entity they are living in,” a spokesman for Turkey's ruling Justice and Development Party told a Kurdish news outlet.

The transformation of Turkey from enemy to key ally of Iraqi Kurdistan is almost complete, removing a key obstacle to the dismemberment of Iraq as Sunni Muslim extremists gain territory in a nation ruled by a sectarian Shiite Muslim government.

No longer does Turkish nationalism serve to hold Iraq's borders in place with pressure from the north. Instead, a country founded in 1924 as perhaps the world's fiercest assertion of the nation-state – “Devlet,” which means “state,” is a first name in Turkey – has aligned itself with a separatist movement dressed in the clothes of a sovereign nation. The Kurdistan Regional Government, formed after the U.S. invasion, has its own flag, prime minister, military, oil

Peshmerga fighters provide security at the last checkpoint outside of Mosul which is currently under control of ISIS militants, on June 14 in Mosul. Kurdish Peshmerga fighters provide security at the last checkpoint outside of Mosul on June 14. Sebastiano Tomada—Getty Images



wells, border checkpoints and foreign minister.

“It's a fact that the autonomous Kurdish region of Iraq is the best ally of Turkey in the Middle East,” says Dogu Ergil, a political science professor at Istanbul's Fatih University who specializes in what Turks call “the Kurdish question.” “Once it was a formidable potential enemy, because Turkey feared a basically independent Iraqi Kurdistan would be an attraction center for the Kurds of Turkey. But it proved that it's not so, and Iraqi Kurds could be the best economic partners of Turkey.”

Trade between Turkey and Iraq's Kurdish region stands at more than \$8 billion a year, twice the business Turkey does with the entire rest of Iraq. And the figure will rise as the Kurds pump oil across Turkey via a pipeline to a Mediterranean port, a physical tether between the newfound allies built despite Baghdad's strenuous objections. “But as we see,” Ergil notes, “Baghdad is a paper tiger.”

The relationship works both ways, says T Soner Cagaptay, a Turkey specialist at the Washington Institute for Near East Policy. “The Kurds are also pivoting to Turkey. In Iraq they made a decision around 2007 that they would rather have Turkey as a long term protector than the Arabs.”

That decision transformed a longtime threat into a protector, but Turkey's security situation was also improved by the deal. Kurds are an ethnic group that Woodrow Wilson once promised a nation of their own, but ended up divided instead among others — Turkey, Iraq, Syria and Iran. Once seen as a threat to the sovereignty of each (but especially Turkey, which has the most Kurds), they now are acting as a buffer. Because

their turf abuts the Turkish border in both Syria and Iraq, the Kurdish region provides a barrier of sorts, insulating Turkey from the worst effects of the fighting, including flows of refugees. The checkpoints where hundreds of thousands of Iraqis fleeing Mosul, which was overrun by the extremist Islamic State of Iraq and Syria on June 10, stood at the entrance to Iraqi Kurdistan, not Turkey.

“If not for the Kurds, Turkey would neighbor ISIS,” says Cagaptay. “I think this has added a political element to the Turkish-Kurdish rapprochement.”

The improved relationship extends to electoral politics. Turkish prime minister Recep Tayyip Erdogan last year announced a peace deal with the Kurdistan Worker's Party, or PKK, Turkish Kurds who had fought a separatist war for decades. According to leaked documents, as part of the bargain Turkey's largest Kurdish political party agreed to back Erdogan's bid for a more powerful presidency, cementing his hegemony in a reworked constitution.

“But the new approach to Iraqi Kurdistan has reached beyond Erdogan to Turkish elites,” notes Cagaptay. “You see it in the thinking of diplomats at the foreign ministry, in the spy chief.” Whatever challenges lay ahead for Kurds gaining acceptance in Turkish society—and those challenges are substantial—the transformation of Ankara's foreign policy could alter the the entire Middle East.

“What is really shifting right now is Kurdish reality on the ground in Iraq and Syria,” Cagaptay says. “They're using the civil war as an opportunity window to have Turkey recognize their de-facto independence.”

Kurds' Takeover of Iraqi City of Kirkuk Strengthens Their Hand

online.wsj.com
By Joe Parkinson
June 20, 2014

KIRKUK, Iraq—As thousands of Iraqi soldiers fled this oil-rich province in the face of advancing Sunni jihadists last week, the region's Kurdish Gov. Nejmaldin Karim met behind blast walls with his security chiefs.

Their decision: to order Kurdish forces, the Peshmerga, to advance from nearby cities, occupy Iraqi bases and secure the Kirkuk oil field.

"It was very quick," said Mr. Karim, a 30-year former resident of Washington. "To describe the last week as a change is an understatement. Things have turned upside-down."

In the days since the extremist Islamic State of Iraq and al-Sham, or ISIS, seized swaths of Iraqi territory, the implications of their startling advance is only starting to come into focus. But one thing is clear: The Kirkuk operation brings the Kurds, who make up 20% of Iraq's population, closer than ever to their dream of an independent state.

The gambit expands the sway of the semiautonomous Iraqi Kurdish Regional Government in the north and shows how Iraq's current conflict is altering the political landscape in ways that could be difficult to reverse.

The Kurds' gains, which analysts say expand their territory by more than a third, have also brought challenges barely imaginable just days ago. Peshmerga forces are now defending a new 620-mile border against Sunni insurgents.

But the gains also have fostered a palpable sense of optimism and pride here among Kurds, who view Kirkuk as their cultural and political capital.

"I feel like the time has arrived for Kirkuk to rejoin the Kurdistan region," said Shorsh Khalid Ahmed, a 30-year-old government employee. "The time for Kurdistan's independence is closer than anytime before."

Other ethnic groups who contest this city aren't pleased. Sunnis and Turkmen are threatening to revolt if the Kurds refuse to share the city's administration and its oil revenue. The main Turkmen political group said it rejected unilateral Kurdish rule and would form its own militia.

Any declaration of independence could face opposition from neighboring Turkey, which has cultivated strong ties with



Members of the Kurdish security forces take part in an intensive security deployment in the outskirts of Kirkuk on Monday. Reuters

the Kurds in Iraq but is concerned about the precedent such a move might set for its own restive Kurdish population. The U.S., too, is against over any splintering of Iraq and neighboring Syria along ethnic lines.

"The Kurds are getting closer to independence but the obstacles mean they will likely try to continue to incrementally build autonomy," said Wladimir Van Wilgenburg, an analyst at the Jamestown Foundation, a Washington-based think tank. "They appear to have momentum."

Senior Kurdish and Iraqi government officials explained how the Kurds cemented their control over Kirkuk amid the chaos of the Iraqi army's retreat.

Panik began to seize the Iraqi military on June 12 after ISIS captured the city of Mosul, opening a southbound route toward Kirkuk, Kurdish officials said.

"It seems the army saw what happened in Mosul and were gripped by a psychological panic and a herd mentality," said Jabar Yawar, chief of staff at Kurdistan's Peshmerga ministry. "Things got out of control very quickly."

On June 13, Mr. Karim said he called the first of his emergency meetings with security chiefs to discuss options to defend the Kirkuk region against a possible attack. At that point, Muhammed halaf al-Dulaimi, commander of the Iraqi army's 12th battalion stationed on the edge of Kirkuk, was insisting his troops would stay to defend the city, people at the meeting said.

The facts on the ground contradicted that. In Kirkuk, city police chief Jamal Taher Baker watched with alarm as officers in neighboring towns called to report that the soldiers were ditching their uniforms and fleeing.

"One police commander called me and told me everyone was panicking and the army was leaving," Mr. Baker said. "Shortly

afterward, 400 police followed them and fled to Kirkuk city."

By evening, Mr. Karim said it was clear the Iraqi army was rapidly disintegrating, with bases, checkpoints and guard posts being looted of arms. "The heads of the brigades were emotionally defeated," he said. "I talked to one of them more than 10 times that night, but it was clear we would have to take other measures."

By Thursday morning, thousands of Kurdish reinforcements, including the 2nd battalion led by Commander Eyub Yusuf Said, arrived in Kirkuk to help secure the region. Kurdish commanders instructed units to move into Iraqi bases and fan out to secure the surrounding Kurd-dominant villages and towns.

Mr. Said instructed his men to take control of the Iraqi army base at Kirkuk's military airport, a strategic with radar and U.S.-made armored Humvees.

"We got there at around 1 p.m. and the remaining army officers were waiting for us on the road in their cars," Mr. Said said. "We walked into the base and they sped off."

Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki doesn't dispute that his troops abandoned their posts, and even threatened troops with execution for doing so. "Frankly, this was our chance to get rid of those cowards and weaklings," he said in a televised address. "This is our opportunity to improve the army and purify it from these elements."

Some Turkmen and Arab members of Kirkuk's provincial council say the ease with which the Kurds took control of the region suggests they made a secret pact with ISIS. Kurdish officials reject that accusation.

Mr. Karim says the Kurds protected the city from insurgents and didn't make a land grab because they were already dominant in many city institutions.

In the week since the Kurds took control, Kirkuk city has been mostly calm, but clashes with Sunni fighters continue and are in some cases intensifying, suggesting Kurdish forces could be in for a long fight.

In the village of Al-Hindi on Thursday, heavily armed Peshmerga fighters took shelter after clashing at an abandoned military post with ISIS fighters.

"We're worried because the terrorists have captured better weaponry and may use it against us," said Sarhad Qadar, the head of Kirkuk's regional police force. "I'm from Kirkuk and I'm ready to die to protect it." ♦

Isis Kidnaps 145 Kurdish Children To 'Brainwash them into Suicide Bombing'



ibtimes.co.uk
By Umberto Bacchi
June 18, 2014

The jihadist group that has seized swathes of Iraq in a lightning campaign has kidnapped dozens of children in Syria and plans to use them as suicide bombers, activists warned.

Fighters with the Islamic State of Iraq and the Levant (Isis) have abducted 145 elementary school children of Kurdish origins in northern Syria.

"The children were kidnapped on the Aleppo-Minbej road while returning to the Ayn al-Arab (Kobani) city after completing their exams in regime-held areas of Aleppo city," the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) said.

The activist group, which has been reliably reporting on the Syrian civil war for over three years, said the abduction took place at the end of May.

SOHR said that parents were frantic that extremist militants were brainwashing their children to then send them to their deaths as suicide bombers.

"Five students, who were able to flee from



Demonstrators chant pro-al-Qaida-inspired Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) as they wave al-Qaida flags in front of the provincial government headquarters in Mosul, 225 miles (360 kilometers) northwest of Baghdad, Iraq, June 16, 2014.

their kidnapers, told their parents that the Isis offered them recruitment and gave them lessons of 'Jihad and fighting the enemies of god and apostates'," SOHR said.

Run by jihadist Abu Bakr al-Baghdadi, Isis was formed in Iraq shortly after the 2003 US-

led invasion.

The group has exploited the chaos sparked by the civil war in neighbouring Syria to carve out a safe haven from where it has launched attacks back into Iraq.

Last week, Isis vowed to conquer Baghdad after it seized Mosul, Iraq's second largest city. The invasion has been followed by reports of summary executions and abductions.

Meanwhile, the Indian government said 40 Indian construction workers were kidnapped by Isis in the city.

Thirty-one Turkish truck drivers and 49 people who were at the Turkish consulate in Mosul when it was stormed by militants have been also taken captive by the group, which uses ransom money to fund its plan to establish an Islamic caliphate in the region.

Turkey also said its embassy in Baghdad was looking into reports jihadists kidnapped 60 foreign construction workers, including some 15 Turks, near the northern city of Kirkuk.

In the latest development, Isis fighters have invaded Iraq's biggest oil refinery in Baiji and are now controlling 75% of the facility. ●



18 June 2014

Iraq crisis: Kurds dream of separate state as their forces seize Kirkuk

Kurdish soldiers control the Kurdistan capital, raising hopes of independence

independent.co.uk
Fernande van Tets
18 June 2014

Erbil - It was the happiest day of her life when she finally went to Kirkuk, said Shilan Saidi, 33, a film-maker who describes herself as a Kurdish nationalist. The possibility of independence for the autonomous region of Kurdistan has become more concrete after Kurdish forces took control of Kirkuk, which some Kurds call their Jerusalem, last Thursday.

Ms Saidi visited Kirkuk two days ago. "It was one of the best days

of my life; I almost cried when I entered the city," she said. Many find it hard to put into words what Kirkuk means to them. It's not about the oil, they insist, though it certainly plays a role in securing a potential Kurdish state's financial future. Kirkuk has Iraq's fourth largest oil field, which produces almost half the country's current output. "It's our heart, we can't live without it," Ms Saidi says.

The Kurds emphasise that their entering Kirkuk was at the invitation of the Iraqi government. But the Iraqi military has expressed concerns, with Lt-General Ali Ghaidan Majid, the commander of Iraq's ground forces, calling the move a "dangerous development".

Ms Saidi feels now is the perfect



Kurdish Peshmerga fighters stand next to the bed of a comrade wounded in clashes with jihadists in Kirkuk at the emergency ward of a hospital in Arbil
SAFIN
HAMED/AFP/Getty Images

opportunity for the Kurdistan Regional Government to declare full independence from Iraq. Currently the autonomous Kurdish region displays many characteristics of a state, such as its own independent visa procedure, but is still part of Iraq. Rebaz Zedbagi, a businessman with interests in construction and

the energy market, feels the capture of Kurdistan has solved a longstanding obstacle to declaring independence.

"Before there was an argument about whether we can really be independent without Kirkuk. But now almost 100 per cent of Kurdish lands are under

the control of Kurdish forces.”

Mr Zedbagi feels it's time to end the unhappy marriage with Iraq. "Right now is the moment. We have to take the independence, nobody will give it to us," he says.

He feels businesses will stay put, having invested significantly already. "Most of the investors have already invested here, especially in real estate and oil. It's not easy to leave. Money talks,

they have a lot of profit here. They are not in a position to leave. The future is bright here; see how many international companies are setting up here; Exxon Mobil, Chevron, Haliburton," he says. Safeen Dizayee, a Spokeperson Minister, was cautious about the prospect of statehood: "The KRG has pursued and continues to pursue legal, constitutional resolution of such status issues, and the decision must be taken by the citizens themselves."

The fate of Kirkuk was to be decided in a referendum. Although the city is almost half Kurdish, it was mostly populated by Turkmen until the discovery of oil in 1927 transformed it.

The city already has a popular Kurdish governor. Independent Kurdish MP Raboon Maaruf said: "Practically Kirkuk is run by Kurdistan political parties. Sooner or later it will return to Kurdistan, and this return will be legal and constitutional.

Independence is the dream of all Kurdish people. One day this dream will be reality, but we will not declare our independence without Kirkuk."

Other Kurds see great obstacles to independence. Mahmoud Othman, a former Kurdish MP in the Iraqi parliament, said: "The security council, the UN, they want Iraq to be one country. Same goes for Iran and Turkey. I don't think they will allow for a break-up." ●

sky NEWS

18 JUNE 2014

Kurds Lead Fightback Against ISIS Militants

The Kurds are softening up ISIS insurgents with artillery before brutal urban warfare begins in Iraq.



It has been described as the first major offensive against ISIS

Iraq Kurdish Fighters Near Jalula Town It has been described as the first major offensive against ISIS

This is the next phase of the fight. Urban warfare is the most dangerous but in a thousand-year-old town like Jalula with narrow streets and ancient passage ways, it is a nightmare.

There is fighting everywhere; sometimes just metres away. The whole town echoes as rocket propelled grenades, small arms, heavy machine guns and mortars smash into buildings.

In towns you can rarely see who is where. It is very frightening.

The Kurds cheer as a truck passes loaded with the dead bodies of ISIS fighters.

Down an alleyway a man holds his hands up as he walks towards the Kurds. But he has come from enemy positions.

He is led away at gunpoint as another soldier fires warning shots to deter ISIS sniper fire.

Now every crossroad, every uncovered passageway is dangerous. You run between the barricaded areas.

Families trying to escape on foot hold hands as they cross the constantly changing battle lines.

As the battle intensifies the Kurds up the ante and deploy tanks around the ISIS positions firing deafening volleys to the cheers of the peshmerga.

They are determined to win here and clear other towns taken by ISIS.

There is a lot more fighting to come.

◆ ◆ ◆



18 June 2014
news.sky.com
Stuart Ramsay
Chief Correspondent

The Kurdish fighters have had enough of ISIS on their land and are determined to drive them out.

From the cover of mud trenches the peshmerga fire at ISIS positions 100 metres or so away. This is the ISIS perimeter defence of Jalula town.

It is old-style fighting. Men replacing men on the barricade as they run out of ammunition. There is a constant barrage from both sides. Taking cover, commanders bark orders; repositioning their men as ISIS try to outmanoeuvre and outflank them.

The first proper offensive on ISIS in Iraq is under way.

Areas under ISIS control

Rockets, artillery and heavy machine guns

pound ISIS positions from strategic ridgelines.

The Kurds are softening them up, but these are hardcore ISIS fighters and include Chechens, Saudis and Qataris, according to the Kurds.

As rockets blast out and the air zings with incoming fire the head of the region's anti-terror brigade tells me that the peshmerga have no choice but to attack.

Lahoor Talibani said: "We gave the tribe who allowed them in a chance to push them out, but they did not take it.

"ISIS are well organised and we cannot allow them here."

A short distance from the front line the brigade commander stalked into the midst of hundreds of his peshmerga soldiers saying he had been lied to and that the offensive inside the heart of Jalula must begin.

Dozens of vehicles gunned their engines and soldiers mounted their trucks and lorries to drive into town along roads under fire from ISIS snipers on both sides.

Conflit en Irak: la Turquie face aux ambitions du Kurdistan

Entretien avec Jean Marcou, spécialiste de la Turquie contemporaine et enseignant-chercheur à Sciences Po Grenoble.

www.jolpress.com
17 juin 2014

Une semaine après la prise de Mossoul et de plusieurs villes du nord de l'Irak par les jihadistes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), la Turquie, souvent accusée de soutenir en sous-main les islamistes radicaux en Syrie voisine, assure combattre aujourd'hui les jihadistes. Suite au délitement de l'État irakien, elle doit faire face aux ambitions expansionnistes des Kurdes d'Irak, qui s'organisent dans la lutte contre les jihadistes et viennent de prendre la ville stratégique de Kirkouk, au nord du pays.



Les forces kurdes (peshmergas) ont pris jeudi 12 juin le contrôle de Kirkouk, dans le nord de l'Irak. Ici, des soldats kurdes à Erbil, capitale du Kurdistan irakien. (Crédit photo: Sadik Gulec / Shutterstock.com)

JOL Press : On a souvent reproché à la Turquie de soutenir et d'armer la rébellion syrienne, y compris des jihadistes. Quels liens entretient-elle avec l'EIIL ?

Jean Marcou : Depuis la fin de l'année dernière, la Turquie dément de manière très nette les relations qu'on lui prête avec des mouvements islamistes, et en particulier avec l'EIIL. Elle a notamment fermement condamné l'EIIL au début de l'année, l'accusant d'être complice de Bachar al-Assad, et arguant que le groupe islamiste aurait même bénéficié d'une complicité militaire du régime syrien.

Malgré les démentis très fermes de soutien à l'EIIL de la part du ministère turc des Affaires étrangères, il semble qu'il y ait eu, au cours des années précédentes – notamment depuis que la Syrie a basculé dans la guerre civile – si ce n'est un soutien direct, en tout cas un laisser-faire de la Turquie, avec l'idée que tout ce qui pouvait contribuer à affaiblir le régime d'Assad pouvait être bénéfique. Mais progressivement, la Turquie a compris qu'elle s'exposait à des risques importants.

JOL Press : La prise de Mossoul et de plusieurs villes par l'EIIL fait craindre une partition de l'Irak. Le Kurdistan pourrait-il en « profiter » pour revendiquer son indépendance ?

Jean Marcou : Il faut bien se rendre compte que l'État irakien n'existe déjà plus. L'intervention américaine en 2003 en Irak s'est traduite non seulement par la difficulté de maintenir l'ordre à l'issue de la chute de Saddam Hussein, mais également par la stratégie américaine qui consistait à détruire l'État irakien existant et faire table rase du passé.

Mal en point depuis les années 90, l'État irakien n'avait déjà plus le contrôle du territoire kurde, qui bien que n'étant pas officiellement un État, l'est devenu de facto. Son président, Massoud

Barzani, est d'ailleurs reçu quasiment comme un chef d'État, notamment en Turquie. Si l'État irakien était déjà très mal en point avant l'arrivée des jihadistes, c'est vrai que l'offensive de l'EIIL est en train d'achever le processus de destruction.

JOL Press : Si l'État irakien venait à implorer, la Turquie pourrait-elle revendiquer une partie du territoire du nord de l'Irak ?

Jean Marcou : Les derniers événements sont en effet susceptibles de faire évoluer la donne car face à la menace d'EIIL et à la débandade de l'armée irakienne, des peshmergas [troupes armées kurdes] ont pris possession de la ville de Kirkouk, au nord de l'Irak, ville cosmopolite regroupant des communautés arabes, kurdes, mais aussi turkmènes.

Cette prise de possession de la ville, même si c'est pour éviter que l'EIIL s'en empare, pose de fait la main kurde sur une zone que la Turquie surveille et où elle a des populations qu'elle défend. Par ailleurs, cela accroît la puissance de la région kurde d'Irak du Nord sur cette zone pétrolière stratégique.

Il ne faut pas oublier que la Turquie a toujours regretté d'avoir perdu cette région en 1926, après la Première guerre mondiale, et notamment après la guerre d'indépendance. Le devenir du sandjak de Mossoul était également en suspens après le traité de Lausanne [signé en 1923], mais a finalement été intégré dans l'État irakien.

Aujourd'hui, l'État irakien ne maîtrise plus ces territoires. Si « l'État fantôme » irakien devait implorer, la Turquie pourrait être tentée de faire valoir des « droits » sur cette région. Cette actuelle recomposition des cartes doit être suivie de très près, et notamment depuis la prise de contrôle de Kirkouk par les Kurdes irakiens : cela peut modifier la donne et les relations qu'entretiennent Ankara et Erbil [la capitale du Kurdistan].

JOL Press : Quelles relations entretient justement la Turquie avec les Kurdes d'Irak ?

Jean Marcou : Le gouvernement régional kurde d'Irak du Nord est, jusqu'à présent, sur une zone dont la capitale est Erbil. Un des meilleurs alliés de cette région aujourd'hui est la Turquie, qui l'aide économiquement, mais également politiquement.

Les Kurdes irakiens et les Turcs, surtout depuis 2011, ont fonctionné avec l'idée de neutraliser une autre « branche » kurde : les mouvements qui s'articulent autour du PKK [Parti des Travailleurs du Kurdistan], qui mènent actuellement la guérilla en Irak.

Celle alliance entre Turcs et Kurdes irakiens répond à une stratégie de lutte contre le PKK. Mais la coopération entre Ankara et Erbil s'est surtout traduite par des accords directs pétroliers entre la Turquie et le gouvernement kurde d'Irak du Nord, qui ont contribué à détériorer les relations entre la Turquie et le gouvernement irakien de Nouri al-Maliki.

JOL Press : La Turquie semble rejoindre l'Iran dans la lutte contre les jihadistes. Pourtant, sur le terrain syrien, les deux pays s'affrontent... Comment expliquer cela ?

Jean Marcou : C'est justement toute la complexité de la situation. Le président iranien Hassan Rohani est venu en Turquie il y a quelques jours, juste avant la prise de Mossoul par l'EIIL. Il a notamment déclaré que désormais, la Turquie et l'Iran combattaient les extrémistes dans la région, rappelant que beaucoup de puissances avaient soutenu ces extrémistes et le regrettaient aujourd'hui – sans citer explicitement la Turquie.

Il y a donc une convergence objective entre les deux pays, mais cette convergence, d'ordre politique et stratégique, peine à se traduire dans les faits par des actions communes. Cela vient du fait que sur d'autres dossiers, en particulier sur le conflit syrien, les deux pays n'ont pas du tout les mêmes positions. La Turquie continue en effet à souhaiter la chute du régime syrien alors même que l'Iran fait tout pour qu'il puisse se maintenir.

Prévoir que cette convergence puisse se traduire dans les faits, en particulier sur le plan militaire ou par des initiatives diverses, est plus compliqué. En éteignant un incendie, on peut se demander si les deux pays n'en rallumeront pas un autre à côté. Par ailleurs, il ne faut pas oublier qu'à l'heure actuelle les Turcs ont 80 otages tenus par l'EIIL à Mossoul, et qu'ils se doivent donc d'être prudents. ■

Propos recueillis par Anais Lefebure pour JOL Press

Dans le chaos moyen-oriental, les Kurdes bâtissent leur Etat

Pierre Haski | Cofondateur Rue89
rue89.nouvelobs.com
18 juin 2014

Éparpillés dans quatre pays – Turquie, Irak, Iran, Syrie –, maltraités par l'Histoire, les 40 millions de Kurdes ne sont plus très éloignés de ce qui s'apparente à un Etat. Retour sur une épopée.

Dans les années 70, un livre m'avait secoué : « Le Kurdistan ou la mort » (collection J'ai lu), écrit par un grand reporter toulousain, René Maurières. Sur la couverture à fond rouge, des peshmergas, ces combattants enturbannés kurdes des montagnes, symboles, alors, d'une cause perdue. L'auteur s'interrogeait sur le silence qui entourait le combat de ces hommes :

« Pourquoi le monde et les puissances occidentales ont-ils laissé s'accomplir un véritable génocide dans le pays kurde ? »

Il y a une vingtaine d'années, après les accords d'Oslo et la poignée de mains Rabin-Arafat, la perspective d'un Etat palestinien semblait proche, et les amis des Kurdes – parmi lesquels Danielle Mitterrand, que son mari surnommait « la Kurdesse » en raison de sa passion et de son engagement en faveur de la cause de ce peuple – se lamentaient que rien ne bougeait pour ces derniers.

Aujourd'hui, pourtant, les rôles sont inversés entre ces deux peuples du Moyen-Orient qui partagent le triste sort d'avoir été maltraités par l'histoire du XXe siècle, et d'être dispersés entre plusieurs pays dont aucun n'est le leur. Les Palestiniens sont dans la nasse, tandis que les Kurdes sont en mouvement.

PROCHES D'UN ETAT KURDE

Aujourd'hui, ce sont en effet les Kurdes qui sont plus proches de ce qui s'apparente à un Etat, plus encore après les convulsions de la Syrie depuis trois ans, et la toute récente offensive djihadiste en Irak qui menace l'unité du pays et, pour le moins, en affaiblit le pouvoir central de Bagdad.

Kendal Nezan, le directeur de l'Institut kurde de Paris, en convient :

« C'est un moment critique, si la guerre civile s'étend entre sunnites et chiïtes en Irak, les Kurdes n'auront pas d'autre choix que de s'extraire de cette situation. »



En clair, proclamer une indépendance de jure, après l'avoir établie de facto.

Deux siècles d'Histoire, de révoltes, de guerres, de massacres, de négociations et de coups fourrés... L'épopée kurde constitue une histoire au cœur de la grande Histoire de cette partie agitée du monde.

Les Kurdes sont environ 40 millions, mais éparpillés dans quatre pays – Turquie, Irak, Iran, Syrie – et dans une importante diaspora, notamment en Europe (ils seraient au moins 900 000 en Allemagne, 300 000 en France...).

D'où viennent les Kurdes ? Selon Kendal Nezan :

« Les historiens s'accordent généralement pour les considérer comme appartenant au rameau iranien de la grande famille des peuples indo-européens. Aux temps préhisto-

riques, des royaumes ayant pour nom Mittani, Kassites, Hourites ont régné sur ces territoires montagneux situés entre le plateau iranien et le cours supérieur de l'Euphrate.

Au VIIe siècle av. J.-C., les Mèdes, qui sont aux Kurdes ce que les Gaulois sont aux Français, fondèrent un empire qui en l'an 612 av. J.-C. conquiert la puissante Assyrie et étendit sa domination à tout l'Iran ainsi qu'à l'Anatolie centrale. Cette date de 612 est d'ailleurs considérée par des Kurdes nationalistes comme le début de l'ère kurde. »

Malgré d'évidentes différences, les Kurdes parlent des dialectes proches les uns des autres, et s'apparentant au farsi d'Iran. Et ils sont majoritairement rattachés à l'islam sunnite, avec des minorités alévite, chrétienne, ou même chiïte.

ASPIRATIONS NATIONALES

Les aspirations nationales des Kurdes ont été longtemps contrariées. Sans remonter trop loin dans l'Histoire, la dissolution de l'Empire ottoman dans lequel ils ont vécu pendant plusieurs siècles n'a pas tenu ses promesses.

A l'issue de la Première Guerre mondiale, les Kurdes pouvaient avoir quelque espoir de voir leurs aspirations nationales reconnues au même titre que celles des autres peuples soumis à l'autorité de la Sublime Porte.

Le traité de Sèvres, en 1920, prévoyait en effet un « plan d'autonomie locale » pour les Kurdes, soumis à la décision d'une commission composée de représentants britanniques, français et italiens. Et il ajoutait, dans son article 64 :

« Si, dans un délai d'un an, les Kurdes habitant les régions définies à l'article 62 manifestent [...] que la majorité de la population de ces régions désire être indépendante de la Turquie et si le Conseil [de la Ligue des Nations, ancêtre de l'ONU, ndlr] considère alors que ces populations sont capables d'assumer cette indépendance et qu'il convient de la leur accorder, la Turquie se déclare d'accord pour appliquer une telle recommandation et pour renoncer à tous ses titres et droits sur ces régions. »

Inutile de dire que ce traité resta lettre morte, et que la Turquie d'Atatürk, héritant de la majorité des populations kurdes autrefois ottomanes, fit exactement le contraire. Et que les Européens, en particulier les Britanniques et les Français, responsables du découpage des frontières selon les termes des accords secrets Sykes-Picot de 1916, s'en sont lavés les mains.



Kurdistan(s) (Atlas géopolitique du Moyen-Orient et du monde arabe/Ed. Complexe)

→

« ASSIMILER CETTE MINORITÉ »

C'est donc entre Turquie, Irak, Iran et Syrie que se régla le sort des Kurdes, avec, de la part de ces nouveaux Etats centralisateurs, une même préoccupation.

Comme l'écrit Hamit Bozarslan, aujourd'hui directeur d'études à l'EHESS, dans sa thèse (« La question kurde, Etats et minorités au Moyen-Orient », Presses de Sciences-Po, 1997) :

« Les politiques kurdes des quatre Etats présentent certaines similitudes, notamment la volonté affichée d'assimiler cette minorité, seul moyen à leurs yeux d'homogénéiser les populations, et de rendre légitime la souveraineté de l'Etat sur le territoire qu'il contrôle. »

Pour autant, les Kurdes ne renoncèrent pas à leurs ambitions étatiques, au même titre que les autres peuples.

Ils n'y parvinrent qu'une seule fois, au cours du XXe siècle, lors d'une éphémère République de Mahabad, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, en 1946, dans une zone de l'ouest de l'Iran située entre les zones d'occupation soviétique et britannique.

LA RÉPUBLIQUE KURDE

William Eagleton raconte, dans un livre intitulé « La République kurde » (éd. Complexe, 1991), la proclamation de cette République, avec l'aide de l'URSS en cette période de guerre froide naissante, qui ne vécut que onze mois, mais occupa une place à part dans l'histoire kurde :

« Bien qu'il ait neigé la veille, au matin du 22 janvier 1946 le temps était ensoleillé et relativement doux pour un jour d'hiver à une altitude de 1 500 m et à 37° de latitude nord. Au milieu de la matinée, une foule considérable de citoyens et de gens des tribus s'était assemblée au rond-point de Tehwar Tchira. Les deux rues qui débouchaient sur la place, en fait les deux seules rues rectilignes de la ville, étaient décorées de drapeaux kurdes et d'étamine rouge. [...]

Qazi (le Cadi Muhammad, juge musulman kurde) monta sur l'estrade et, de sa voix lente et calme, rappela que les Kurdes étaient un peuple à part qui occupaient leurs propres terres et qui, comme tous les peuples, avait le droit à l'autodétermination. Ils s'étaient réveillés et avaient des amis puissants. Une République kurde autonome existait à partir de ce moment.

avoir choisi pour diriger la nouvelle nation. Puis il ôta son long manteau mal coupé, et apparut sanglé dans un uniforme militaire de style soviétique qui venait tout juste d'être fait pour lui à Tabriz.

Il était coiffé du turban des dignitaires religieux. Selon plusieurs sources, il avait eu l'intention de porter une casquette militaire, mais des amis l'avaient convaincu que le turban convenait mieux à son rôle religieux. Dès lors, il continua à porter le turban, et,

pour le reste, passa d'un costume à l'autre, soit la longue robe du Qazi, soit l'uniforme soviétique qu'il était, ce jour de janvier, le seul à porter, mais qui, par la suite, fut adopté par les militaires et maints dirigeants civils de la République ».

Cette République ne vécut que onze mois, et le Chah d'Iran réinstallé au pouvoir à Téhéran parvint à reconquérir par la force le territoire « libéré » par les Kurdes, dont les combattants et leurs dirigeants trouvèrent refuge en Union soviétique.

SUR LE FRONT IRAKIEN

Il s'en suivit une longue période de « glaci », que ce soit en Iran sous la férule du Chah (renversé en 1979 par la révolution khomeiniste), en Turquie sous la dictature militaire ou sous les différents régimes civils qui ne reconnaissaient même pas aux Kurdes le droit d'utiliser leur langue, en Syrie ou en Irak.

C'est dans ce dernier pays que le combat des Kurdes a connu un véritable essor, surtout après le putsch de 1958 qui renversa la vieille monarchie et permit un début d'autonomie pour les populations kurdes du nord du pays.

Mustapha Barzani, chef d'un des principaux clans kurdes, qui avait été actif dans l'éphémère République kurde de Mahabad, fut autorisé à rentrer d'exil et coopéra un temps avec le nouveau régime « progressiste ». Mais très vite, il se retrouva avec d'autres forces kurdes dans l'opposition armée au régime de Bagdad.

Leur lutte connut les vicissitudes de l'histoire du Moyen-Orient, avec :

- l'instrumentalisation des Etats : l'Iran les soutint pour nuire à l'Irak après les avoir écrasés à Mahabad, avant de les lâcher de nouveau à la faveur d'une éphémère normalisation avec Bagdad en 1975 ;
- les divisions claniques qui débouchent sur des oppositions parfois violentes : Parti démocratique du Kurdistan contre Union patriotique du Kurdistan, Barzani vs Talabani... ;
- l'enjeu du pétrole, principale ressource du Kurdistan irakien, qui aiguise tous les appétits, celui du pouvoir comme celui des opposants.

La figure du peshmerga enturbanné émergea néanmoins de cette lutte farouche, symbole romantique et noble d'une guérilla apparemment sans grand espoir. Les Kurdes acquièrent un capital sympathie important dans les pays occidentaux, au sein des ONG, des médias, des orientalistes...

LE TRAUMATISME D'HALABJA

Un tournant important se produisit en 1988, lorsque l'Irak de Saddam Hussein, profitant d'un accord de cessez-le-feu avec l'Iran, décida de frapper un grand coup contre les Kurdes.

L'attaque fut menée par des MIG et des Mirage de l'armée irakienne, contre la ville d'Halabja, au Kurdistan irakien, tombée le



Un Kurde au milieu des tombes des victimes du massacre de 1988 à Halabja (SAFIN HAMED/AFP)

15 février 1988 aux mains des peshmergas. Ce ne fut pas une attaque classique : les avions lancèrent des bombes contenant des gaz chimiques.

Bilan : 5 000 morts, et des survivants qui portent encore les séquelles des gaz un quart de siècle plus tard.

L'attaque fut menée sous les ordres d'Ali Hassan al-Majid, dit « Ali le Chimique », qui reconnut sa responsabilité lors de son procès après la chute de Saddam Hussein. Accusé de génocide, il fut condamné à mort le 17 janvier 2010 et exécuté le 25 janvier 2010.

Ali le chimique s'était vanté le 26 mai 1987 devant les cadres du parti Baas au pouvoir :

« Je vais les tuer tous avec des armes chimiques ! Qui va dire quelque chose ? La communauté internationale ? Qu'elle aille se faire foutre ! »

Et il n'avait pas tort. Les Occidentaux, France en tête, étaient à l'époque clairement engagés dans le camp de Saddam Hussein contre la République islamique d'Iran. La France avait même détaché en Irak des avions Super-Etendard de sa propre flotte aérienne pour répondre aux besoins de l'armée irakienne.

En mars 1988, les réactions à cette attaque chimique furent donc modestes, pour ne pas dire inexistantes. La France se contenta d'un communiqué condamnant l'« usage d'armes chimiques où que ce soit »...

L'horreur était pourtant absolue. Cité par Le Point, Kamil Abdulqadir Wais Mohammed, le porte-parole des victimes d'Halabja, raconte en 2013 : il s'était réfugié dans une cave avec sa famille jusqu'à ce que les bombardements cessent. Terrés sous terre, ils se rendent rapidement compte que du gaz chimique est répandu à la surface. Leurs yeux commencent à piquer, la respiration se fait plus difficile. Lorsqu'ils sortent, des centaines de cadavres jonchent le sol.

Alors qu'il fuit la ville à bord d'un tracteur, sa vue se brouille. Kamil perd sa famille. « J'étais devenu aveugle », raconte-t-il. Lorsqu'il revient à lui, il se trouve dans un hôpital en Iran. Cet homme dont les poumons ne fonctionnent plus qu'à 18% est le seul survivant parmi ses proches.

En 2013, il était à Paris avec deux autres victimes pour déposer « plainte contre X en vue de l'ouverture d'une information →

→ judiciaire pour complicité de crime contre l'humanité au Kurdistan ». La plainte vise deux sociétés françaises et leurs dirigeants, soupçonnés d'avoir exporté en Irak des outils de production de gaz chimiques. Affaire en cours...

APRÈS SADDAM HUSSEIN...

Depuis 1988, toutefois, tout a changé. Deux guerres du Golfe plus tard (1991 et 2003), Saddam Hussein parti, les Kurdes d'Irak ont fait du chemin.

Depuis la nouvelle constitution de 2005, les Kurdes bénéficient en effet d'une large autonomie au sein de la République fédérale d'Irak et, profitant du chaos persistant dans le reste du pays, ont établi à partir de leur capitale, Erbil, une zone de prospérité et de stabilité relatives exceptionnelles.

Outre leur autonomie régionale, les Kurdes occupent même le poste de chef de l'Etat irakien, en la personne de Jalal Talabani, l'un des chefs politiques historiques kurdes, tandis que l'autre leader kurde, Massoud Barzani (fils du leader de la République de Mahabad), est président du gouvernement régional kurde.

Depuis 2005, le Kurdistan a construit un véritable Etat qui n'en a pas le nom, avec ses missions diplomatiques, quasi-ambassades à Erbil, ses liaisons aériennes et, récemment, il s'est mis à exporter directement son pétrole en Turquie, comme l'y autorisent les accords avec Bagdad.

Les Kurdes semblaient se contenter de cette large autonomie tant que prévalait le statu quo. Mais la récente offensive des djihadistes de l'Armée islamique en Irak et au Levant (EIL) contre la ville de Mossoul et la débandade de l'armée irakienne a changé la donne.

Les Kurdes ont réagi promptement pour ne pas laisser le terrain libre aux djihadistes. Ils ont ainsi établi leur autorité sur la ville de Kirkouk après le départ de l'armée nationale irakienne.

Kirkouk, une ville de plus d'un million d'habitants, en majorité kurdes, grand centre pétrolier, était contestée entre Bagdad et Erbil, et son sort devait faire l'objet d'un référendum qui n'a jamais eu lieu. Aujourd'hui, c'est le drapeau kurde qui flotte sur la ville à la place du drapeau irakien, et ce sont les peshmergas qui la défendent.

Selon Kendal Nezan, les Kurdes ont accru de 40% la zone sous leur contrôle à la faveur des derniers événements. « *Ils ont rempli le vide du pouvoir* », commente-t-il.

Le résultat est une partition de fait du Kurdistan, en attendant de voir comment évolue la situation. Avec le risque d'un éclatement de l'Irak en trois parties distinctes : kurde, sunnite/djihadiste, et chiite, ou pire : que le reste de l'Irak plonge dans une guerre civile sunnites-chiïtes.

Dans tous les cas de figure, les Kurdes veulent préserver leur autonomie, leur Etat qui ne dit pas encore son nom.

AUTONOMIE SYRIENNE SOUS INFLUENCE DU PKK

D'autant que la situation en Syrie voisine évolue de manière similaire. Les Kurdes, beaucoup moins nombreux qu'en Irak (environ deux millions), ont profité du chaos de la guerre pour établir trois zones autonomes dans le nord et nord-est de la Syrie, avec, il est vrai, l'accord tacite de Bachar el-Assad qui a retiré son armée sans combattre pour l'envoyer sur d'autres fronts plus urgents.

Ce sont les combattants du Parti de l'union démocratique (PYD) qui contrôlent ces régions. Ce parti est l'aile syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkerên Kurdistan, PKK) surtout influent parmi les Kurdes de Turquie et dirigé jusqu'à son arrestation par Abdullah Ocalan.

Selon le site spécialisé Orient XXI :

« *Les diplomaties occidentales restent plus que réticentes face à cette autonomie du Rojava – nom kurde donné au Kurdistan. Le spectre omniprésent du PKK, considéré comme une organisation terroriste, et l'éviction du jeu syrien des partis kurdes du Conseil national kurde (CNK) inquiètent. Plus encore, le fait que le régime de Damas conserve toujours une présence militaire à Qamichli et à Hassakeh laisse planer des soupçons sur des liens entre Damas et le PKK.* »

Entre les divisions politiques kurdes, les jeux des puissances régionales (Turquie, Iran...), et l'hostilité des djihadistes de l'EIL qui se sont affrontés à plusieurs reprises avec les forces kurdes pour le contrôle de certaines zones, l'autonomie kurde syrienne est moins solide que celle d'Irak, avec laquelle elle entretient des relations indispensables à sa survie.

INCERTITUDES TURQUES

Pendant ce temps, la Turquie a elle-même son processus politique délicat avec sa forte population kurde. Le temps de la négation de son identité et des mesures autoritaires d'assimilation est terminé, sans pour autant déboucher sur de véritables perspectives politiques claires.

En trente ans, quelque 45 000 personnes ont trouvé la mort dans le conflit qui oppose l'Etat turc, centralisateur et conservant de forts relents autoritaires, aux rebelles kurdes du PKK, un groupe inflexible comportant lui aussi des aspects inquiétants. Un début de processus de paix a été entamé, mais a été interrompu à l'automne dernier par le PKK pour cause de « promesses non tenues ».

Pour cause, aussi, d'instabilité politique à Ankara où le gouvernement Erdogan est en proie à une crise profonde. Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan avait fait de sa tentative de réconciliation avec les Kurdes une des clés de la modernisation de l'image de la Turquie – et de sa propre image, en vue d'une « présidentialisation » –, mais la crise politique turque, et sans doute les sabotages de ceux qui s'opposent à



Nouvel an kurde à Akra, au Kurdistan irakien, avec drapeau kurde et portrait de Massoud Barzani, le premier ministre kurde (Safin Hamed/AFP)

tout changement de cap, a brisé cet élan.

Personnage central de ce dossier, Abdullah Ocalan, 65 ans, le leader du PKK, capturé, puis jugé et condamné à mort en 1999, et qui est aujourd'hui en captivité sur l'île prison d'Imrali.

Malgré les incertitudes, le climat a profondément changé, comme le relève le chercheur Hamit Bozarslan dans un entretien publié sur le site d'Amnesty International en février :

« *Cette situation de paix prolongée a permis le déploiement d'une société civile extrêmement dynamique et de classes moyennes kurdes avec des attentes en termes de confort matériel, de services culturels, d'éducation.*

On assiste ainsi à une floraison de cafés littéraires, de groupes de théâtre, de clubs de danse, de maisons d'édition... Dans les villes du Sud-Est Mardin, Van, Hakkari, les universités sont en pleine effervescence.

Avant même le lancement des négociations, les Kurdes avaient obtenu certains droits : une radio et une télévision émettant en kurde, un site dans leur langue au sein de l'agence de presse nationale (Anatolie), des centres de recherche dans plusieurs villes.

On peut aussi noter de facto la banalisation du terme Kurdistan ou l'érection de statues à la mémoire de leaders kurdes exécutés, ce qui était inimaginable il y a quelques années. »

VERS UN « GRAND KURDISTAN » ?

Dans cet environnement changeant, l'essor du quasi-Etat kurde d'Irak reste le signe le plus sûr de la progression de la cause des Kurdes.

Cette « longue marche », entamée à la fin du XIXe siècle, ira-t-elle jusqu'à la constitution un jour d'un « Grand Kurdistan » dont rêvaient les anciens ? Cette perspective reste encore hypothétique et lointaine, mais les Kurdes d'aujourd'hui ont été rendus pragmatiques par des décennies de luttes, faites de victoires et de revers, et ils procèdent étape après étape. Celle d'aujourd'hui est déjà inespérée, au cœur d'un chaos régional croissant. ♦

Senate Majority Leader Harry Reid Applauds Turkey For Welcoming Kurdish Independence



Ryan Grim Become



Sam Stein Become

JUNE 19, 2014
huffingtonpost.com

WASHINGTON -- Senate Majority Leader Harry Reid (D-Nev.) applauded Turkey's move to welcome an independent Kurdistan on its border. Reid, during an interview with The Huffington Post on Wednesday, said that whether the Kurds break away from Iraq and form their own country is a decision that will ultimately have to be made by actors in the region.

Turkey, however, had long been opposed, until a recent reversal. "I think it's great that Turkey put their imprimatur over this," Reid said. "It's good they did that, gave it their blessing, but the ultimate division of their country, if in fact there is one, has to come from Iraqis."

Last week, a spokesman for Turkey's ruling party told a Kurdish media outlet that the Kurds in Iraq have the right to self-determination. HuffPost published the statement, which had been overlooked in Western media, on Tuesday.

"The Kurds of Iraq can decide for themselves the name and type of the entity they are living in," Huseyin Celik, a spokesman for the Justice and Development Party, told the Kurdish online news outlet Rudaw.

The Kurds have been effectively autonomous since 1991, when the U.S. established a no-fly zone over northern



Iraq. Turkey, a strong U.S. ally, has long opposed the creation of an independent Kurdistan so that its own eastern region, which has a large Kurdish population, would not be swallowed into it. But Celik's statement indicates the country may be starting to view an autonomous Kurdistan as a viable option -- a sort of bulwark against spreading extremism within a deeply unstable neighboring country.

"The Kurds, like any other nation, will have the right to decide their fate," Celik told Rudaw, in a story that was picked up by CNN's Turkish-language outlet. "Turkey has been supporting the Kurdistan Region till now and will continue this support."

The Iraqi Kurds took control of the city of Kirkuk last week and have fortified it since. As much as half or more of Iraq's oil exports come from Kirkuk, making it among the most prized possessions in Iraq, and oil will be the focal point of any dispute over Kurdish control.

The United States has for years been opposed to an independent Kurdistan, largely in support of Turkey's stance. Sen. Lindsey Graham (R-S.C.), a leading foreign policy voice in conservative circles,

was stunned to hear that a Turkish spokesman had opened the door to what the U.S. has so long opposed.

"I'm surprised," he told The Huffington Post. "But what about the Kurds in Syria? What about the Kurds in Turkey?"

He said he worries that it would only create more instability and that he never believed in what he called "the Biden plan," or independent Kurdish, Sunni and Shia states. Vice President Joe Biden strongly pushed for partition during the early stages of the Iraq War.

"The Biden plan of partitioning Iraq never made sense to me because the Sunni areas are held by people kicked out by al Qaeda," he said. "Just absorb what I said. From Aleppo to Baghdad, you're gonna have a radical Islamic Sunni group that was too radical for al Qaeda."

"This is what I worry about if you let Iraq fracture: Iranians are going to own the south. ISIS is going to own everything in the Sunni area, and if the Kurds break away, you've got friction for a long time to come between the Turks and Kurds because there are Kurdish elements in Syria, Iran and Turkey."

The Kurds, he suggested, would not settle for a state only in what is today Iraq. "If the Kurds break away, are you going to create a movement inside of Syria? Inside of Turkey and Iran to have a Kurdish state that encompasses those people? So this thing could spiral out of control and that could be another front," he said.

Sen. Saxby Chambliss of Georgia, the top Republican on the Senate Intelligence Committee, meanwhile, was much more open to Kurdish independence, suggesting that regional players must decide what's best.

"That's such a complex part of the world over there and it's not up to the United States to answer questions like that," he said. "It's for those folks to answer."

Sophia Jones contributed reporting from Erbil, Iraq, which the Kurds refer to as Hawler.

◇ ◇ ◇

Oil Odyssey Offers Glimpse of Kurdish Independence in Iraq

bloomberg.com

By Selcan Hacaoglu, Jack Fairweather and Nayla Razzouk
June 19, 2014

A tanker containing a million barrels of crude oil is floating around the Mediterranean, and any buyer will be helping Iraq's Kurds to win greater independence.

The oil aboard is available at half-price, an official involved in the trade told Bloomberg, an assertion denied by the Kurdish administration. It's at the center of a fight over ownership between the semi-autonomous region of Kurdistan, which pumped and shipped the crude from its territory in northern Iraq, and the central government in Baghdad, which claims the rights to all oil revenue.

Kurdish Peshmerga armed forces took control of northern Iraq's key oil hub, Kirkuk, after militant Islamists routed the Baghdad government's army last week. The oil dispute has raised the possibility of the Kurdish region achieving financial self-sufficiency to go with the expanding territory.

"If that tanker docks, Iraq's Kurdistan Regional Government will take an important step toward independence," Nihat Ali Ozcan, an analyst at the Economic Policy Research Foundation in Ankara, said by phone on June 13.

The KRG says the oil exports are in line with the Iraqi constitution. "We do not view this issue as a path towards Kurdistan's independence, but rather as the expression of our constitutional rights," KRG Prime Minister Nechirvan Barzani said on June 4.

Turkey's Role

Turkey, the conduit for the Kurdish oil, also sees Kurdish crude oil exports through its Mediterranean port of Ceyhan as "entirely legitimate" and will continue as long as oil is sold, Turkey's Energy Minister Taner Yildiz said in an interview in Moscow today. The next shipment is scheduled for June 22, he said at the World Petroleum Congress.

"At the moment, 100,000 barrels to 120,000 barrels of oil flow from northern Iraq per day," Yildiz said. "About 2.3 million barrels of oil are stored in Ceyhan."

Iraq's Deputy Prime Minister Hussain al-Shahristani said on Iraqiya television on June 17 that Turkey and the KRG are mistaken if they're calculating that the current chaos in Iraq will leave the Baghdad government unable to defend its interests.

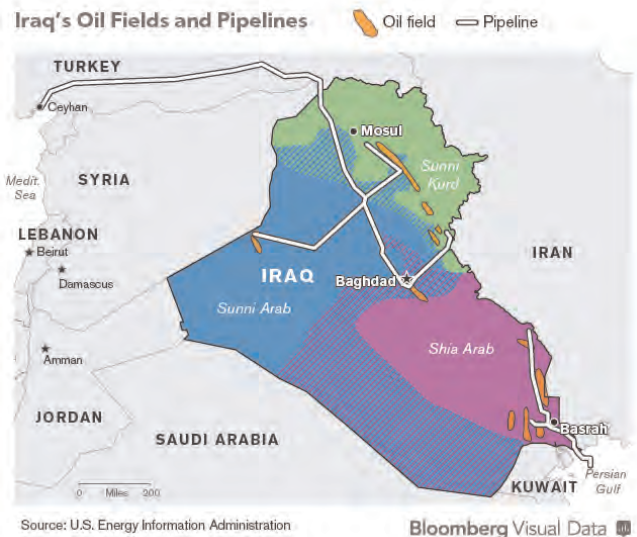
"The Iraqi people won't forget those who conspired against them during tough times," al-Shahristani said. "Turkey should be aware that this is like playing with fire. This is plundering the wealth of Iraq."

U.S. Mediation

Brett McGurk, the deputy assistant secretary of state for Near East affairs, reiterated U.S. opposition to any oil exports that aren't approved by Baghdad. The U.S. has "informed all interested parties that any such transactions exposes them to potential legal risks," and proposed a compromise plan to both sides, he wrote on Twitter on May 23.

As the Kurds went ahead with pumping the oil, the Baghdad government announced it was suspending the accord under which 17 percent of all oil revenue goes to the Kurdish authorities in their regional capital, Erbil.

"The U.S. failed totally to mediate between Erbil and Baghdad on this issue," and their standoff has now sparked "growing U.S. fears that Kurdistan is headed for independence," David Ottaway, senior scholar in the Middle East program at the Wilson Center in Washington, said June 10.



Oil Price

The violence in Iraq since last week has amplified such concerns and pushed oil prices higher. Brent crude posted the biggest jump in almost a year last week. It rose above \$115 a barrel in London today, reaching a nine-month high.

Militants of the Sunni Islamic State in Iraq and the Levant seized Mosul, the largest northern city, on June 10 and have captured other towns. As Baghdad's armed forces fled, the Kurds advanced into Kirkuk, which they've long claimed should be part of their autonomous region. Exxon Mobil Corp. (XOM), BP Plc (BP/) and Turkey's state oil company TPAO began removing employees from Iraq, OPEC's second-largest oil producer, as the insurgents attempted to capture a major refinery.

Even without Kirkuk, the Kurdish region has crude reserves it estimates at 45 billion barrels, a quarter of Iraq's total. Since the U.S. invasion of Iraq in 2003, the KRG has claimed the right to handle shipments from its territory.

In 2004, a year after the U.S. invasion that toppled Saddam Hussein, the KRG struck an agreement with the central government in Baghdad to share oil revenue. The deal left key questions unresolved, including the fate of Kirkuk and how to share untapped oil fields.

Turkish Storage

Since 2011, KRG has attracted four big oil companies -- Chevron Corp. (CVX), Exxon Mobil Corp., Hess Corp. (HES) and Total SA (FP) -- as well as 30 or so smaller ones. Tony Hayward, chief executive office of Genel Energy Plc (GENL), the biggest oil and gas operator in Kurdistan, was among those who risked the wrath of the Iraqi government to truck Kurdish oil to Turkey.

Trucks have been superseded since January by a new Kurdish link to the main northern pipeline, which runs from Kirkuk to Turkey's Mediterranean oil terminal at Ceyhan. Turkey agreed to handle the shipment and store it separately from the main Iraqi crude. It allocated seven of 12 storage tanks at Ceyhan for Kurdish oil.

The Iraqi government initiated legal action against Turkey, taking the case to the International Chamber of Commerce in Paris. Asim Jihad, an Iraqi oil ministry spokesman, said a lawsuit has also been filed domestically against the KRG's Ministry of Natural Resources.

Higher Fees

The fees Turkey collects from the Kurds are four times higher than what Baghdad pays, according to an official involved in the transactions, who asked not to be identified because the figures aren't →

⇒ public.

"Turkey has nothing to do with marketing of oil from northern Iraq, its price or to which country it is sold," Turkey's Yıldız said. "Our responsibility is limited with shipment and we're relaying all documents regarding it to the central government."

On May 22, the first of two tankers filled with the disputed oil left the Ceyhan terminal with 1 million barrels for Europe.

Then it appeared to be bound for the Americas as a concerted Iraqi government effort to block its passage led to the tanker turning around on May 30 after getting almost 200 miles across the Atlantic Ocean. The tanker moored about 5 miles off Mohammedia port in Morocco on June 3.

Lower Price

As the search for a customer dragged on, the Kurds lowered the price to \$56 per barrel as of June 11, according to the same official.

"The KRG would never consider exporting and selling the natural resources of Iraq at 'half price,' either now or in the future," the Ministry of Natural Resources said in a statement in response to this story. "Despite all the blackmail and threats by SOMO and the Ministry of Oil in Baghdad, the KRG has been able to deliver oil to its customers under commercially viable contracts, and all payments are being made into the KRG's account in Turkey."

Iraq's oil ministry and the state oil-marketing company SOMO have been urging potential buyers to shun the cargo, and threatening legal action. SOMO estimates it is losing \$1.2 billion a month in revenue from Kurdish shipments.

The Iraqi government has not been able to send oil to Ceyhan since March 2, when Islamic militants sabotaged the oil pipeline outside

Mosul. Last year, it managed to export 13 million tons of oil out of a 71 million-ton carrying capacity, said the official involved in the trade.

Baghdad Blacklist

Under threat of legal action from Iraq the shipping agent Boutros, and cargo inspector Saybolt, which handled the first oil cargo from northern Iraq, were not listed for handling a second tanker. The KRG found a replacement in Palmali Shipping & Agency JSC, owned by Turkish-Azeri tycoon Mubariz Mansimov Gurbanoglu.

When the second ship left Ceyhan on June 9, the Iraqi government sent another protest note to Turkish officials and blacklisted Palmali, saying it will pursue the matter in court.

"The fact is that with this much oil now flowing onto the international market from Kurdistan, with Turkey's help, sooner or later it will find buyers," said Ottaway.

Energy companies operating in the Kurdish region have struggled to get paid as the authority feuds with Iraq's central government over oil revenue and contract terms. United Arab Emirates-based DANA Gas PJSC (DANA) was forced to restructure about \$900 million of Islamic bonds last year after payment delays in Kurdistan and Egypt, its two main areas of production.

Two more tankers will load Kurdish oil at Ceyhan this week, Ashti Hawrami, the KRG's natural resources minister, said at a conference in London on June 17. Kurdish exports may double to as much as 250,000 barrels a day next month, he said. "Despite all the unfair treatment and discrimination, the KRG reaches out to Iraq and is ready to cooperate, to work together to resolve these problems."

□□□



19 June 2014

Amid Iraq Crisis, Kurds Form New Regional Government

rudaw.net
19 June 2014

ERBIL, Kurdistan Region — Nine months since the regional parliamentary elections, the Kurdistan Region formed a new government under Prime Minister Nechirvan Barzani on Wednesday, ending months of negotiations and bringing all parties into a broad-based cabinet.

"The partners in this government will shoulder economic, financial and administrative responsibilities and will help implement all the decisions of the cabinet that will work on the trust of the people of this region," said Barzani in his opening speech.

Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) won the majority of the votes in the region's parliamentary elections last September and secured 38 seats in the legislature.

The Change Movement (Gorran) and the Patriotic Union



Members of the new cabinet of the Kurdistan Regional Government (KRG). Photo: KRG

of Kurdistan (PUK) are the main partners in the government.

Qubad Talabani, the son of Jalal Talabani, the secretary general of the PUK, is deputy prime minister in the new government.

"The amount of time has tested people's patience," Haji Karwan, an MP from the Islamic Union (Yekgirtu) told Rudaw, referring to nine months of nego-

tiations among political parties.

Haji Karwan said that the delay in forming a government had "an impact on the economy and security situation in the Kurdistan Region," and that announcing the new cabinet on Wednesday "will put an end to the crisis of leadership within our government."

On the first day of his govern-

ment, Prime Minister Barzani said that economic plans will be the main focus of his administration.

"The government will focus on the industry and tourism and will support the private sector to play its role in revitalizing Kurdistan's economy," he said.

"We will also advance the investment sector in a way that will go hand in hand with Kurdistan's social and economic progress," he added.

The prime minister said that the Kurdistan Region should take advantage of its wealth of natural resources in order to "achieve economic independence and diversity its source of revenue."

The Kurdish government was announced when the rest of Iraq is embroiled in heavy fighting between the Islamic State of Iraq (ISIS) and government troops.

The region has remained stable within its borders that are protected by the Peshmerga forces from any spillover of the Iraq war.

"I don't think the sectarian violence in Iraq put any pressure on the parties to rush in a new government," said Haji Karwan. "It was already long overdue." ■

Facing ISIS threat, Kurdish fighters favor US air power

Kurds have carved out a semi-autonomous homeland in northern Iraq that's now threatened by Sunni militants. Kurdish officials say they can help US warplanes spot targets.

By Dominique Soguel
June 19, 2014
<http://www.csmonitor.com>

Khanaqin, Iraq — Fresh Kurdish flags crown checkpoints all along the road from the Kurdish city of Suleimaniya to a frontline that hugs the contested pockets of Iraq's Diyala Province.

On the final stretch the Iraqi flag stands alongside the Kurdish banner in a nod to the disputed character of this arid land peppered with blue thistles, olive groves, and Arab villages.

"We are prepared to fight for every inch of that land that we feel is Kurdish," says Ranj Talabany, a senior intelligence officer with the Kurdish "peshmerga" paramilitary forces.

A sweeping offensive by the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIS) has shaken Iraq to the core. Kurdish officials say they saw it coming and tried to warn Western intelligence agencies about the jihadi threat emerging from Syria's civil war, where ISIS and other Sunni militant groups found fertile ground to expand.

Now they want to see the US military launch air strikes on ISIS forces — and are prepared to provide intelligence on targets.

"We know the locations of these fighters. We know their headquarters with their bombs and their missiles. It would be nice to have (international) troops but if not we would appreciate something from the air," Rooz Bahjay, a senior security official of the Kurdish Regional Government, told journalists here.

Upside to chaos

In fact, Kurds are well acquainted with the reach of US air power: NATO warplanes imposed a no-fly zone over northern Iraq after the first Gulf War. This allowed minority Kurds to carve out a mini-state in the 1990s in defiance of Saddam Hussein, who

had killed thousands of Kurds in a 1988 chemical attack in Halabja.

The current chaos also offers an upside: Kurds are moving to consolidate and expand their semi-autonomous homeland. At the same time, they must fend off ISIS, the militant face of a spiraling Sunni rebellion against Baghdad that also threatens Iraqi Kurds' hard-won stability and order.

The peshmerga — Kurdish for "those who face death" — are no strangers to warfare. Mr. Talabany comes from a family that has been involved in the Kurdish resistance since the Ottoman era. Born in a Kurdish village, he spent much of his life in exile, and finished high school in England, where he dreamed of becoming a lawyer. Instead, he returned to Iraq to study at the American University in Baghdad, but didn't graduate.

Now the peshmerga confront the threat of ISIS. The militant group seeks an Islamic caliphate straddling Iraq and Syria, and has support from disenfranchised Sunni Arabs and remnants of Saddam's Baathist regime. In cities like Mosul, ISIS forces have overrun Iraqi Army positions and plundered abandoned bases and ammunition depots.

Mr. Bahjay says the onslaught came as no surprise and that Kurdish intelligence repeatedly warned its partners in Baghdad and the West.

"We expected the situation to worsen but for it to happen at such speed came as a surprise," he says. "We've been shouting for years: the situation is not good; ISIS needs to get hit [and] what is happening in Syria will ultimately affect the whole world."

A greater Kurdistan

The Iraqi army's rapid retreat gave the peshmerga a golden opportunity to step in and seize what they have long considered theirs, including the disputed oil-rich city of Kirkuk, part of a greater Kurdistan that only exists on paper.

One of the peshmerga's main command nodes now lies in Khanaqin, a Kurdish city in the Arab majority Diyala province, which borders Iran. Security is tight. Sunni Arab villagers have been known to fire at passing peshmerga forces.

Until last week, this was under the control of Iraq's army. After the fall of Mosul and the retreat of Baghdad's military forces, a US-trained peshmerga counterterrorism unit from Suleimaniya deployed here.



In the shade of a dilapidated terracotta building, commanders and troops regroup after pitched battles with ISIS forces in adjacent Arab villages like Jalawla, which has long been a stronghold of Baathist and al Qaeda sympathizers and is now under ISIS control as it pushes south towards Baghdad.

While the dream of a Kurdish homeland keeps spirits high in the trenches, there is also a growing concern that supplies and ammunition could run out unless Baghdad or the West steps in.

"We are in it 100 percent but wars are not fought without ammunition," says Polat Talabani, the commander of the counterterrorism unit with 160 commandos who received US Delta Force training in 2003. His men, Mr. Talabani estimates, can only hold out for two weeks in Khanaqin with current supplies.

More weapons than the Army

Although oil-rich Iraqi Kurdistan has the money to purchase weapons and ammunition, such transactions are subject to Baghdad's approval. And right now, Iraq's central government is too distracted by the threat of ISIS to key cities and facilities, such as the oil refinery in Baiji that was contested in recent days.

Kurdish security officials estimate that ISIS fighters have seized enough Humvees, Howitzers, tanks, sniper rifles, and ammunition to keep on fighting for another year. "[ISIS] has more weapons now than the central government in Baghdad," claims Bahjay, adding that the militant group captured two helicopters.

US-led air strikes, these officials argue, would throw ISIS off its tracks. "It is not a matter of us trying to get the West involved in this war but we are fighting a war with ISIS. We cannot afford to lose," says Mr. Talabani. □

An uneasy alliance bolsters militants

ERBIL, IRAQ

Ex-loyalists of Hussein help Sunni insurgency's swift drive for territory

BY TIM ARANGO

Meeting with the American ambassador some years ago in Baghdad, Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki detailed what he believed was the latest threat of a coup orchestrated by former officers of Saddam Hussein's Baath Party.

"Don't waste your time on this coup by the Baathists," the ambassador, Zalmay Khalilzad, chided him, dismissing his conspiracy theories as fantasy.

Now, though, with Iraq facing its gravest crisis in years, as Sunni insurgents have swept through northern and central Iraq, Mr. Maliki's claims about Baathist plots have been at least partly vindicated. While fighters from the extremist Islamic State in Iraq and Syria, once an offshoot of Al Qaeda, have taken on the most prominent role in the new insurgency, they have done so in alliance with a deeply rooted network of former loyalists to Saddam Hussein.

The involvement of the Baathists helps explain why just a few thousand fighters from the Islamic State in Iraq and Syria, many of them fresh off the Syrian battlefields, have been able to capture so much territory so quickly. It sheds light on the complexity of the forces aligned against Baghdad in the conflict — not just the foreign-influenced group known as ISIS, but many homegrown groups, too. And with the Baathists' deep social and cultural ties to many areas now under insurgent control, it stands as a warning of how hard it might be for the government to regain territory and restore order.

Many of the former regime loyalists, including intelligence officers and Republican Guard soldiers — commonly referred to as the "deep state" in the Arab world — belong to a group called the Men of the Army of the Naqshbandia Order, often referred to as J.R.T.N., the initials of its Arabic name. The group announced its establishment in 2007, not long after the execution of Mr. Hussein, and its putative leader, Izzat Ibrahim al-Douri, was one of Mr. Hussein's most trusted deputies and the highest-ranking figure of the old regime who avoided capture by the Americans.

Referring to the Islamic State in Iraq and Syria's fighters, Michael Knights, an analyst at the Washington Institute for Near East Policy who has researched the Naqshbandia group, said, "They couldn't have seized a fraction of what they did without coordinated alliances with other Sunni groups." In some areas under militant control, including areas around Mosul, Kirkuk and Tikrit, he said, "there are definitely pockets where the



ALI HAIDER/EUROPEAN PRESSPHOTO AGENCY

Izzat Ibrahim al-Douri was one of the most senior Baathists to elude U.S. forces.

Naqshbandias are wearing the pants."

Mr. Douri, the king of clubs in decks of cards given to American forces in 2003 to identify the most-wanted regime leaders, is a mysterious figure, so furtive he was even declared dead in 2005. It is believed that he is still alive today — he would be in his early 70s — although even that is uncertain. After the American invasion he was said to have fled to Syria, where he reportedly worked with Syrian intelligence to restore the Baath Party within Iraq and led an insurgency from there that mainly targeted American interests.

"He's a great totem of the old regime," Mr. Knights said. "You need that kind of individual to keep the flame going."

The role the Baathists are playing in the current uprising justifies not only Mr. Maliki's suspicions, but also the longstanding concerns of American intelligence officers. As American forces were winding down operations in Iraq, they frequently predicted that the Baathists were well positioned to exploit Sunni grievances and mount a violent challenge to the government.

Analysts say the former regime figures, whose group combines strands of Islamic thought with notions of Arab nationalism typical of Baath ideology, are bedfellows with the Islamist extremists in one respect: Both sides are determined to restore Sunni rule to Iraq and rid the country of what they see as the pernicious influence of Iran, which like Iraq has a Shiite majority. Like the extremists, the former regime figures have won sympathy from ordinary Sunnis who are alienated by Mr. Maliki's sectarian policies.

"Our problem is with Maliki, and we will take him down and anyone that stands next to him," Abu Abid al-Rahman, a Naqshbandia leader in northern Iraq, said in an interview.

He added: "We want to control the land all the way to Baghdad to take down Maliki's government and to end the Iranian influence in Iraq. What is happening in Iraq today is a result of Maliki's sectarian policy in Iraq."

While the Islamic State in Iraq and

Syria group counts many foreign fighters among its ranks, the Naqshbandias are a homegrown organization. Hassan Hassan, an expert on Sunni insurgent groups who is based in Abu Dhabi, recently wrote that the Naqshbandia group consists of thousands of fighters and "is a strong rival to ISIS and has strong social roots in the community."

Rekan al-Kurwi, a tribal leader in Diyala Province, where both groups have been operating, said: "ISIS are extremists and strangers. The Naqshbandias are not strangers. We know most of them. In some areas that ISIS has taken they are killing our people, they are imposing their Islamic laws on us. We do not want that, and the Naqshbandias are not doing this. They have a good strategy in cooperating with the people."

Last year, Iraq experienced a mini-version of the Sunni uprising it faces today. In that case, the Naqshbandias seemed to be in the lead, directing groups of fighters who briefly seized some territories after Iraqi security forces opened fire on a Sunni protest camp in Hawija, a village near Kirkuk that is a Naqshbandia stronghold, killing dozens.

In many ways that fight, after the Hawija raid, presaged what is happening now. It galvanized Sunni opposition to the government, which is being exploited by the alliance between the Islamic State in Iraq and Syria group and the Baathists, who are positioning themselves as secular guardians of Sunni Arab nationalism.

While they may be allies today in the interest of fighting a common enemy — the Shiite-dominated government of Mr. Maliki — the two sides are unlikely to coexist if they should attain power in some areas. The Baathists, being more secular and more nationalist, have no interest in living under the harsh Islamic law that ISIS has already started to put in place in Mosul.

"We are fighting now with ISIS, but we are protecting Iraq from their religious ideas," said Abu Tulayha al-Obaidi, a Naqshbandia fighter in northern Iraq, who said the group gets most of its weapons from smugglers coming from Syria, Turkey and Iraq's Kurdish region in the north. "We will not kill innocent people, or soldiers who put down their weapons. We are like the new brain of ISIS."

Already, there have been reports that the two sides have skirmished inside Mosul, but the Naqshbandias denied that. Mr. Knights said: "For the moment they need each other. But they are going to fight each other eventually."

Duraïd Adnan contributed reporting from Baghdad, and employees of The New York Times contributed reporting from Kirkuk, Iraq, and Diyala Province, Iraq.

Irak : le pays se dirige vers la partition

afriqueinside.com

juin 19, 2014

Lotfi Lounes

L'Irak s'enfoncé peu à peu dans le chaos et les divisions religieuses. Avancée des djihadistes, soutenus par une partie de la population sunnite, chiites qui s'apprêtent à prendre les armes, Bagdad menacé, les kurdes qui souhaitent avoir leur part du gâteau. Une situation complexe qui pose la question de la survie du pays tel qu'il existe actuellement.

C'est presque devenu inévitable, l'Irak risque de connaître une partition si la situation continue à se dégrader. Alors que ce scénario était encore inenvisageable avant l'invasion du pays par les Etats-Unis en 2003, il est devenu de plus en plus crédible à mesure que les années sont passées. Aujourd'hui plus que jamais, l'Irak tel que nous le connaissons s'apprête à disparaître. Les djihadistes de l'EIIL qui ont lancé un assaut fulgurant ces derniers jours et envahi une très grande partie du territoire semblent décidés à poursuivre leur avancée et à faire tomber

Bagdad la capitale. Si certains s'interrogent concernant la rapidité d'action de cette armée terroriste d'à peine 5.000 hommes qui a réussi à défaire l'armée nationale composée de 200.000 soldats c'est tout simplement parce que les djihadistes ont reçu une aide précieuse. Outre la livraison d'armes qui a été faite par le biais de circuits plus ou moins opaques, ils ont reçu le soutien d'une très grande partie de la population sunnite du nord du pays qui a saisi l'occasion pour tenter de se débarrasser de la domination du pouvoir central chiite.

Les deux branches de l'Islam s'affrontent donc à nouveau, mais cette fois-ci l'issue risque d'être fatale pour le pays. Pendant que les djihadistes de l'EIIL et les autorités légitimes irakiennes combattent, une population pourrait bien tirer son épingle du jeu. Les kurdes ont semble-t-il su, depuis le début du conflit, avancer avec pour ambition perpétuelle, celle de créer un grand Kurdistan. La prise de la ville de Kirkouk démontre bien que cette option est crédible. Le drapeau Kurde a même été hissé sur des bâtiments officiels.

LAISSER L'IRAK IMPLOSER OU

INTERVENIR ?

Face à la situation, les occidentaux se posent de plus en plus la question d'une intervention. Si le Premier ministre irakien appelle Barack Obama à lancer des frappes aériennes pour contrer l'offensive djihadiste, le président américain affirme que pour le moment il n'a pas encore pris de décision et qu'il attend d'étudier toutes les options. Cette panique des autorités irakiennes démontre bien à quel point la situation s'avère dangereuse pour elle, d'autant que Bagdad est directement menacé. Mais dans les faits il est évident que si les djihadistes s'avançaient trop près de la capitale, Washington interviendrait immédiatement, et ça l'EIIL l'a bien compris. Ce n'est d'ailleurs pas dans son intérêt de se confronter à la puissance militaire des Etats-Unis qui pourrait mettre à mal ses ambitions territoriales. Du côté de l'Union européenne, si pour le moment on se contente de condamner l'avancée de l'EIIL, il est absolument hors de question d'intervenir et le silence sur le sujet en dit long sur un continent qui s'est déchiré diplomatiquement en 2003 lorsque la question de la guerre s'était posée.

Paradoxalement, l'Iran qui est majoritairement de confession musulmane chiite, pourrait attendre le feu vert des Etats-Unis pour intervenir sur le territoire irakien. Alors que leurs relations sont très compliquées depuis trois décennies, Téhéran et Washington pourraient s'associer sur ce sujet. Du côté de la Syrie, alliée de l'Irak et de l'Iran, le régime de Bachar al-Assad s'interroge sur les effets que la situation pourrait avoir, car l'aide qu'il reçoit de ses alliés régionaux pourrait être réduite avec l'ouverture d'un autre front, et mettre de facto son pouvoir en péril. D'autant qu'il paraît clair que la Turquie, plus au nord, qui a parié sur la chute du président syrien, pourrait en profiter pour soutenir massivement les rebelles dans l'option d'une offensive très puissante.

Alors que les puits de pétrole sont directement menacés et que le gouvernement irakien ne maîtrise plus qu'un tiers du territoire, il semble que la partition du pays ne soit plus qu'une question de semaines. Reste à savoir comment l'Irak sera découpé et quels seront les grands perdants de ce redécoupage. ○



Les djihadistes irakiens diffusent les images d'exécutions de masse

RIANOVOSTI

Irak: Washington refuse son soutien à al-Maliki (WSJ)

<http://fr.ria.ru>

MOSCOU, 19 juin 2014 - RIA Novosti

Plusieurs hommes politiques américains, dont des sénateurs, estiment que le premier ministre irakien Nouri al-Maliki doit quitter son poste, rapporte jeudi le Wall Street Journal.

A l'heure actuelle, M.al-Maliki cherche à former un nouveau gouvernement sur fond de vaste offensive des djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL). Or, selon une source au sein de l'administration présidentielle US, la Maison Blanche ne souhaite pas voir l'actuel premier ministre dans le nouveau gouvernement irakien.

Comme l'indique le journal, un nombre croissant de législateurs amé-

ricains et de leurs alliés arabes, notamment de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis, font pression sur la Maison Blanche afin qu'il retire son soutien à Nouri al-Maliki.

Une telle attitude est due à l'incapacité du premier ministre à obtenir l'unification des communautés chiites et sunnites dans le cadre de l'Etat irakien. La mise en place d'un nouveau gouvernement reflétant les intérêts des sunnites et des Kurdes résidant en Irak devrait permettre de renforcer l'unité du pays et de réduire la désunion religieuse.

Appuyé par les sunnites irakiens et par d'anciens militaires de l'armée de Saddam Hussein, le groupe djihadiste Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) s'est emparé en une semaine d'une région irakienne englobant la province de Ninive, dont Mossoul, deuxième ville du pays, ainsi que d'une partie de la province de Salah ad-Din. Les islamistes menacent d'attaquer Bagdad, ce qui pousse les étrangers à quitter massivement la capitale irakienne.

Dans les régions occupées, les djihadistes procèdent à des exécutions sommaires, contraignant des milliers d'habitants à fuir leurs foyers. ■

Vers un grand Kurdistan ?

18 juin 2014 | Par Jean-Paul Baquiast
<http://blogs.mediapart.fr>

La résistance, jusqu'ici victorieuse, des kurdes d'Irak et de leurs peshmergas, militaires relativement bien organisés, face aux brigades de l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIL) fait rêver les kurdes depuis toujours dispersés dans le Moyen Orient, la Turquie et même les nations européennes

Ce qui était pour eux jusqu'ici, et ceci depuis plus de 2000 ans, un rêve impossible, ne va-t-il pas redevenir d'actualité. Le fait que les Américains, et peut-être l'Iran, souhaitent voir opposer une barrière aux djihadistes de l'EIL qui menacent dorénavant la zone pétrolière de Kirkouk, leur donne une opportunité inespérée de ranimer le projet d'un « grand Kurdistan »

Ce projet était né à la fin du 19e siècle. Divisés depuis 1639 entre les Empires perse et ottoman, les Kurdes revendiquent depuis cette époque l'unité d'un territoire où leur peuple, d'origine indo-européenne, vit depuis l'Antiquité. En 1920, après la chute de l'empire ottoman, les alliés promettent la création d'un grand Etat du Kurdistan. Mais celui-ci ne verra jamais le jour.



En 1923, le peuple kurde est placé sous l'autorité de quatre pays : Turquie, Iran, Syrie sous protectorat français et Irak sous protectorat britannique.

Aujourd'hui, le Kurdistan reste un territoire mythique, sans frontières reconnues, et les Kurdes une nation sans Etat. Les trente millions de Kurdes du Moyen-Orient n'ont pourtant cessé de lutter pour faire reconnaître leurs droits culturels et politiques, face à des Etats centralisateurs et répressifs. Mais les divisions linguistiques et religieuses les ont conduits à lutter en ordre dispersé. Aussi bien, les partis politiques kurdes, y compris le PKK en Turquie, semblent s'être résignés à n'obtenir que l'autonomie de chaque minorité kurde dans le cadre des Etats

existants. C'est ce qu'ils ont acquis en Irak après des luttes sanglantes avec Saddam Hussein.

Les événements actuels semblent pouvoir redonner une actualité au rêve de création d'un Etat kurde, au moins au Moyen-Orient, qui offrirait une aire de (relative) stabilité entre les chiites et les sunnites. Les chrétiens d'Orient, pour leur part, ne pourraient qu'en profiter.

Pour ce qui concerne les Etats européens, et notamment la France, la mise en place d'un Etat kurde solide ne pourrait qu'être apprécié. De nombreuses communautés kurdes vivent en Europe, elles y sont bien intégrées, elles voisinent jusqu'ici pacifiquement, non seulement avec les chrétiens, mais avec les musulmans d'Europe. Cela sera évidemment un sujet de conflit avec la Turquie. Malgré quelques avancées, elle continue à s'opposer à un tel Etat, qui empièterait sérieusement sur son territoire. Mais aujourd'hui, ménager la Turquie, dont les politiques paraissent plus douteuses que jamais, ne devrait plus être une priorité pour les européens.

Les kurdes devront cependant se méfier des offres de coopération militaire émanant de Barack Obama. Il ne s'agira sans doute que de quelques drones, sans troupes au sol. Ce seront les peshmergas qui fourniront les « ressources humaines », au service des intérêts pétroliers et diplomatiques américains. Mais pour ceux-ci, l'allié d'aujourd'hui peut redevenir facilement l'ennemi de demain. Ou l'inverse, comme le constate depuis quelques jours avec circonspection l'Iran. ■

Le Télégramme

20 JUIN 2014

Irak. Les Peshmerga en première ligne

20 juin 2014
 Laëtitia Gaudin-Le Puil
<http://www.letelegramme.fr>

Bagdad a officiellement sollicité l'aide des États-Unis pour contrer l'offensive que mène l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) depuis plusieurs jours. Sur place, dans la province de Kirkouk, seuls les Peshmerga (*) semblent être actuellement en mesure de faire rempart aux attaques des jihadistes de l'EILL.

Correspondance à Kirkouk. Une route déserte, d'ordinaire fréquentée, est rarement un bon présage. Tazeh, à quelques kilomètres de Kirkouk, est un village d'environ 3.000 habitants. Au check-point gardé par des officiers de police sur le qui-vive, armés de Kalachnikov, un drapeau noir flotte. Il annonce la couleur : ici, on est en territoire chiite. Sur la ligne droite qui mène au cœur du village, quelques bergers, mitraillettes en bandoulière, se détachent du paysage désert. Ils essaient de rameuter quelques



brebis égarées. Un peu plus loin, adossés à des éminences de sable, des Peshmerga, les soldats de l'armée kurde, sont en faction. Lourdemment armés (char, lance-roquettes et kalachnikovs), ils seraient plus de 600 postés sur la ligne de front, entre Bashir et Tazeh, pour empêcher l'avancée vers Kirkouk des « daach », les jihadistes sunnites de l'EILL qui, depuis le 10 juin, sèment la terreur au nord de l'Irak et forcent les populations chiites à se

réfugier au Kurdistan irakien. L'armée irakienne, elle, a fui.

« Des animaux »

À l'approche du centre de Tazeh, le calme est inquiétant. Les échoppes sont fermées. Les villageois ont fui la menace : la veille, mardi, avant le coucher du soleil, Bashir est tombée aux mains des jihadistes. Quatre Peshmerga ont été tués. Leurs corps n'ont pas pu être récupérés. « L'offensive était bien préparée et soutenue par les villageois sunnites », explique le commandant Abdoul Fatar, ancien Peshmerga, chef du commandement de police de Laylan (à 3 km de Tazeh). « Quatre femmes ont été la cible de snipers. Les daach ont attaché leurs corps à une voiture pour les traîner sur plusieurs centaines de mètres. Ces gens-là ne sont pas des hommes. Ce sont des animaux ».

En bout de route, juste avant la ligne de front, une poignée de villageois partagent le thé avec des soldats kurdes. Ils se sont constitués en « armée citoyenne ». Un homme se présente : « Je suis infirmier. En cas d'attaque des islamistes, je pourrai apporter les premiers soins aux blessés ». En soirée, les Peshmerga récupéreront Bashir aux jihadistes. □

* Combattants kurdes.

Al-Baghdadi, le nouveau Ben Laden

Syrie-Irak. Il contrôle désormais un tiers du territoire irakien. Objectif: fonder un émirat islamiste.

PAR ROMAIN GUBERT

C'était il y a dix ans. Les soldats américains chargés de la prison de Bucca, dans le sud de l'Irak, avaient trouvé ça franchement cocasse. Au moment de sa levée d'écrou, un de leurs prisonniers leur avait annoncé, mi-amusé, mi-sérieux, qu'il viendrait bientôt les voir à New York, car il avait très envie de voir à quoi ressemblait Big Apple. Suspecté d'être le chef de l'antenne d'Al-Qaeda à Al-Qaim, une grosse bourgade de l'est du pays, Abou Bakr al-Baghdadi n'était pas un gros poisson. Il avait bénéficié d'une amnistie après plusieurs mois de détention.

Les GI n'imaginaient pas qu'une décennie plus tard celui qui n'était alors qu'un jeune djihadiste au visage poupin et à la barbe peu fournie serait le nouveau Ben Laden et qu'à la tête d'une armée de plusieurs milliers de djihadistes de toutes les nationalités il serait plus puissant que l'organisateur des attentats du 11 Septembre.

Après Raqqa, une capitale provinciale syrienne que ses hommes et lui contrôlent depuis un an, et Falloujah, dans l'Est irakien, conquise il y a déjà six mois, l'ancien prisonnier de la prison de Bucca vient de faire tomber Mos-



Wanted. Abou Bakr al-Baghdadi, le chef de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EILL), détient désormais Mossoul, au nord de l'Irak, le nord-est de la Syrie et menace Bagdad. La CIA a mis sa tête à prix 10 millions de dollars.

soul, 2 millions d'habitants. Il contrôle désormais le nord-est de la Syrie, un petit tiers de l'Irak, et menace Bagdad.

En prenant Mossoul en quelques heures, Abou Bakr al-Baghdadi a tourné en ridicule la 2^e division de l'armée irakienne, pourtant l'une des plus prestigieuses et des mieux entraînées du pays avec ses 12 000 hommes, mais dont les généraux ont fui en hélicoptère dès les premiers coups de feu. Cette opération éclair, menée comme l'assaut d'un galion par un pirate, lui a permis de mettre la main sur un véritable trésor de guerre: 400 millions de dollars qui dormaient dans les coffres d'une banque de la ville. Son butin compte aussi 80 ressortissants turcs, une monnaie d'échange idéale pour discuter avec Ankara. Abou Bakr al-Baghdadi a raflé quelques hélicoptères, des centaines de camions, des véhicules blindés. Il a aussi mis la main sur un armement ultramoderne offert par les Américains aux forces irakiennes: des missiles antiaériens, des milliers de mitrailleuses, du matériel de visée nocturne, des

explosifs... Il a enfin rendu leur liberté à un millier de djihadistes enfermés dans une prison de la ville.

A la tête de son armée (les 15 000 à 20 000 djihadistes de Da'ech, le nom arabe de l'Etat islamique en Irak et au Levant), Abou Bakr al-Baghdadi peut savourer ses victoires. Il n'est pas loin de réaliser son rêve: faire éclater les frontières de l'Irak et de la Syrie, installer une sorte de « djihadistan », ce qu'Oussama Ben Laden n'a jamais totalement réussi à faire en Afghanistan, et créer un émirat islamiste au cœur de la Mésopotamie.

A 42 ans, celui qui se fait appeler Al-Baghdadi (son nom de guerre, le vrai est Ibrahim Ali al-Badri) connaît parfaitement tous les recoins de la région. Originaire de la province de Diyala, dans l'est de l'Irak, il est issu du clan des Samarraï (de la ville de Samarra, à 120 kilomètres au nord de Bagdad) et aime raconter à ses proches que sa famille descend directement du Prophète. Pour lui, la frontière actuelle entre la Syrie et l'Irak (elle est totalement poreuse) coupe artificiellement le Cham, le Levant, le territoire dont il veut être l'émir.

Stratégie de la terreur. Ben Laden réalisait ses vidéos de propagande avec un grand soin. Il adorait se mettre en scène et faisait parfois plusieurs prises avant de faire circuler ses films. Al-Baghdadi, lui, n'apparaît jamais sur les images que ses supporters postent sur Internet. Il n'existe d'ailleurs que deux photos de lui, diffusées par la CIA. Même s'il a étudié à l'université islamique de Bagdad avant la chute de Saddam Hussein, où il a obtenu un doctorat, il ne prend pas la posture du chef religieux. Il préfère ■■■

Son rêve: faire éclater les frontières de l'Irak et de la Syrie, installer une sorte de « djihadistan ».

■ ■ ■ celle du guerrier à la conquête d'un territoire islamique pur et met en scène ses exploits pour séduire les bailleurs de fonds et les candidats au djihad. Avec cette technique marketing étonnante destinée à marquer les esprits : les hommes de Da'ech plantent un drapeau noir, une sorte d'oriflamme sur laquelle figure un verset du Coran, à chaque coin de rue qu'ils contrôlent.

Autre concession à la « communication », la mise en scène de la cruauté de ses troupes. Il y a quelques jours, Al-Baghdadi a filmé l'exécution de 1 700 soldats de l'armée de l'air irakienne installés dans la ville de Tikrit (dans le nord du pays). Sur ces images, on voit des dizaines d'hommes alignés face contre terre. Derrière eux, une vingtaine de combattants encagoulés pointent une kalachnikov vers leur nuque. Et tirent. Sur une autre photo, une sorte de montagne. Zoom : ce sont les corps dans un fossé. La stratégie de la terreur, en somme.

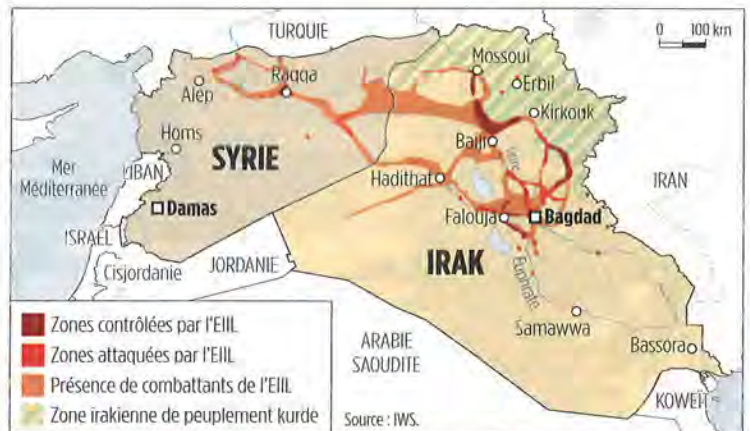
« **Star** ». Dans le passé, les hommes d'Al-Baghdadi avaient déjà tourné de telles vidéos. Elles montraient le sort que réserve Da'ech aux soldats de Bachar el-Assad. Les pleurs des suppliciés, le sang, les regards terrifiés, les mutilations. Les cartes d'identité des victimes étaient même présentées

Opposition. La résistance des forces de sécurité kurdes s'organise contre la progression des militants de l'Etat islamique irakien, à Kirkouk, le 14 juin.

devant la caméra. La séquence macabre s'achevait par la décapitation des soldats à la machette.

La cruauté de Da'ech n'a aucune limite. Des centaines d'activistes anti-Bachar, jugés trop libéraux, ont ainsi été arrêtés ou exécutés.

Ces derniers mois, Da'ech s'est aussi illustré en capturant une vingtaine d'Occidentaux, humanitaires ou journalistes (dont Nicolas Hénin, Pierre Torres, Edouard Elias et Didier François, libérés en avril). Sur les rares messages audio qu'Al-Baghdadi a enregistrés et qui circulent sur Internet, il se contente de détailler son projet politique : créer un émirat islamique où la charia est appliquée sans nuance. Bien souvent avec une interprétation tout à fait fantaisiste qui fait enrager certains salafistes. Dans l'esprit des chefs militaires, ces « exploits » sont la meilleure carte de visite pour séduire les candidats au djihad un peu partout dans le monde. Et cela fonctionne. D'autant que les autres groupes armés qui luttent contre le régime syrien sont beaucoup plus sélectifs dans leur recrutement et voient d'un mauvais œil ces Européens inexpérimentés, souvent indisciplinés et, pour beaucoup, surtout à la recherche



Qui soutient qui ?

Symbole de l'électrochoc provoqué dans la région par les succès militaires de Da'ech, les Etats-Unis ont dépêché un porte-avions au large des côtes syriennes. Ils envisagent de plus en plus sérieusement de recourir à des drones pour stopper les avancées des djihadistes sur Bagdad. Dans cette « drôle » de guerre (Washington ne prévoyant pas de déployer d'hommes au sol), ils partagent le même objectif que... l'Iran (chiïte), qui veut, lui aussi, préserver l'unité de l'Irak (dont le gouvernement est largement dominé par les chiïtes, la branche minoritaire de l'islam). Or Téhéran soutient à bout de bras le régime de Bachar el-Assad, tandis que les Américains soutiennent l'opposition armée syrienne depuis 2011, qui a elle aussi ouvert un second front contre Da'ech en plus de ses combats contre le régime syrien ■



THAÏER AL-SUDANI / REUTERS - WELAYAT SALAHUDDIN/AFP

d'aventures. C'est ainsi dans les rangs de Da'ech que Mehdi Nemmouche, le tueur du Musée juif de Bruxelles en mai, a passé plusieurs mois en 2013.

Al-Baghdadi n'est pas seulement une « star » chez les jeunes Européens. Grâce à ses moyens financiers (outre des ressources en provenance de bailleurs de fonds du Golfe, il a aussi la main sur cer-

taines zones pétrolifères), mais aussi à ses conquêtes sur le terrain, il a réussi à faire venir à ses côtés plusieurs groupes armés très bien entraînés, issus d'Egypte, de Tunisie ou de Libye. Ou même de

Tchéchénie (l'un de ses principaux lieutenants est un ancien leader rebelle dans le Caucase).

Très prudent, Al-Baghdadi ne roule qu'en 4 x 4 blindé et toujours en convoi, histoire de déjouer les éventuelles attaques de drones. Lorsqu'il sillonne les quatre coins de son petit empire, il porte toujours une cagoule qui ne laisse apparaître que ses yeux. A tel point qu'il est surnommé l'« Emir invisible ». Il redoute qu'un informateur ou un traître ne se cache parmi les nouvelles recrues ou parmi les chefs de tribu qui lui ont fait allégeance. Et pour cause: la CIA a mis sa tête à prix 10 millions de dollars.

Depuis quelques mois, Al-Baghdadi

savoure sa revanche sur l'homme qui a succédé à Ben Laden depuis sa mort, en 2011, l'Egyptien Ayman al-Zaouahiri. Caché dans les montagnes afghanes pour fuir les frappes américaines, ce dernier est très affaibli. Il ne peut plus compter que sur des solidarités familiales pour sa protection et sur quelques généreux supporteurs, de plus en plus rares.

Les deux hommes défendent deux stratégies très différentes: tandis qu'Ayman al-Zaouahiri estime contre-productifs les combats sunnites contre chiïtes, en Irak et en Syrie, l'émir de Da'ech dé-

fend l'inverse. Et pour cause: en Syrie, Bachar el-Assad, un alaouite – une branche chiïte – s'appuie sur les milices chiïtes du Hezbollah. En Irak, le Pre-

mier ministre, Nouri al-Maliki, un chiïte, attise depuis des mois le conflit avec les sunnites, même modérés, ce qui permet à Da'ech de bénéficier du soutien de plusieurs tribus. Au printemps dernier, Al-Zaouahiri avait exigé d'Al-Baghdadi qu'il fit allégeance aux combattants du front Al-Nosra, l'autre groupe armé djihadiste très puissant en Syrie. Réponse de l'« Emir invisible »: « Je n'ai pas d'ordre à recevoir, puisque je poursuis le chemin du Prophète. »

Plus puissant que jamais, disposant désormais de moyens considérables, le nouveau Ben Laden ne visitera jamais New York en touriste. Il a une autre priorité: devenir l'émir du Levant ■



Propagande. Images provenant du site djihadiste Welayat Salahuddin, mettant en scène la capture et l'exécution de membres des forces de sécurité irakiennes par des militants de l'EIL.

« Je n'ai pas d'ordre à recevoir, puisque je poursuis le chemin du Prophète. »



Avancée. Des djihadistes de l'Etat islamique irakien après l'offensive kurde, à Kirkouk, le 14 juin.



KRG statement on oil exports

20 JUN 2014

KRG.org

Erbil, Kurdistan Region, Iraq (MNR.KRG.org) - The Ministry of Natural Resources (MNR) of the Kurdistan Regional Government (KRG) is pleased to announce that the KRG's second sale of piped crude oil export via the port of Ceyhan was safely delivered to the buyers.

This second sale of oil from the Kurdistan Region, which also consisted of around one million barrels of crude oil, was safely transported by a tanker-ship chartered by MNR.

We are proud of this milestone achievement, which was accomplished despite almost three weeks of intimidation and baseless interferences from Baghdad against the tanker-ship owners and the related international traders and buyers.

We are also proud to announce that the third and fourth tanker-ships are now in Ceyhan for loading with Kurdistan Oil for other buyers.

THE KRG WISHES TO DECLARE AND CLARIFY ITS LEGAL AUTHORITY TO THE BENEFIT OF ALL

GENERAL

1. The KRG is acting fully within its authorities under the Constitution of the Republic of Iraq that entered into force in 2005 ("the Constitution"), and fully within Kurdistan Region law, to export and sell oil produced in the Kurdistan Region.

2. In interfering with the exports of oil from the Kurdistan Region, the federal government is acting grossly outside its limited authorities under the Constitution. Iraq's "Ministry of Oil" (MoO) and "State Oil Marketing Organisation" (SOMO) are not mentioned in the Constitution.

3. The export of oil from the Kurdistan Region is taking place by the KRG, under the authority of the Oil and Gas Law of the Kurdistan Region – Iraq (Law No. 22 – 2007) and the Kurdistan Region Financial Compensation Law No. (Law No. 5 – 2013).

4. Article 3 Paragraph Four of the Kurdistan Region Oil and Gas Law requires the KRG to "oversee and regulate all Petroleum Operations", which by definition (Article 1 Paragraph 18) includes the "export of Petroleum".

5. The Kurdistan Region Financial Compensation Law (Law No. 5 -2013) permits the KRG to retain the proceeds of sales of petroleum in circumstances where the federal government is not sharing revenues in accordance with the federal Constitution.

IRAQ'S FEDERAL CONSTITUTION

6. The rights and responsibilities of the KRG and the federal government are determined by the Constitution.

7. The constitution describes a federal, decentralised system of government for Iraq in which sovereignty is shared between the federal government of Iraq, the Kurdistan Region (which is recognised in Article 117 of the Constitution) and the various provinces or "governorates" of Iraq. The decentralised nature of Iraq's federal system applies to oil and gas. The federal government, as a consequence, does not have exclusive authorities in respect of oil and gas.

8. The Constitution only grants the federal government a few, limited, exclusive powers (set out in Article 110), which does not extend to oil and gas and grants no exclusive powers over oil and gas to the federal government. The balance of all powers, including in respect of oil and gas, are either reserved to the regions (and in some cases the governorates) under Article 115 of the constitution, or shared with the regions (and in some cases, the governorates) under Articles 114 and 112 of the Constitution.

9. There are three provisions of the Constitution that are relevant to the regulation of exports, from Iraq, of oil and gas:

(a) Article 110, on the exclusive authorities of the federal government;

(b) Article 112, on the management of pre-2005 old producing oil and gas fields;

(c) Article 115, on post-2005 new fields and on the relationship between the exclusive authorities of the federal government and the authorities of regions and governorates.

10. Any powers that the federal government may have in respect of the regulation of the export of petroleum from the Kurdistan Region are:

(a) in the case of all contract areas in the Kurdistan Region, displaced by the KRG's reserved powers under Article 115; and

(b) in the case of any other fields elsewhere in Iraq, shared powers which do not impair the KRG's right to regulate the export of petroleum or petroleum products from the Kurdistan Region.

11. Article 115 of the Constitution provides for the priority of Kurdistan Region law. Article 115 of the Constitution states that "all powers not stipulated in the exclusive powers of the federal government belong to the authorities of the regions and governorates that are not organized in a region". In these circumstances, the management of oil and gas extracted from fields in the Kurdistan Region is, according to the general principles of the Constitution, an exclusive power of the Kurdistan Region.

12. This means that the Kurdistan Region has an unfettered discretion:

(a) to authorise, regulate, and manage the export of petroleum and petroleum products from the Kurdistan Region;

(b) to build, own, regulate, and manage petroleum and product pipelines in the Kurdistan Region, including pipelines that connect to pipelines at an international border with the Kurdistan Region; and



➤
(c) to enter into agreements with foreign government authorities for the regulation and connection of international pipelines, for the sale of petroleum produced by the KRG, and for the transportation of petroleum and petroleum products owned by the KRG.

13. The federal government has no authority under the Constitution to limit the foregoing rights of the Kurdistan Region.

14. Any pre-2005 laws of Iraq in contradiction to the constitution are specifically rendered void under Article 130 of the Constitution. To the extent that the federal government is threatening potential buyers based on old laws that contradict the Constitution, the federal government is establishing the weakness of its authority and affirming the lack of express authority under the Constitution.

15. There are no relevant post-2005 laws of Iraq. Any proposed new law of Iraq will, pursuant to Article 13 of the Constitution, be void to the extent that it contradicts the Constitution. By contrast the KRG has organised its legal system consistent with the Constitution and enacted Law No 22 – 2007 and Law No. 5 – 2013 to invalidate the old Iraq law in the Kurdistan Region and to exercise the KRG's rights granted under the Constitution.

FEDERAL "POLICY"

16. The exclusive federal power in respect of trade described in Article 110 First of the Constitution is limited to formulating "policy". The federal government is granted no further authority in respect of oil and gas from the Kurdistan Region and there is no requirement for the Kurdistan Region to recognise policies of the federal government.

17. Nothing in the Constitution, or the drafting history of the Constitution, suggests that the federal power to formulate trade "policy" determined under Article 110 First carries with it any exclusive authority to enact related legislation or any exclusive authority to issue regulations or decrees in furtherance of any expression of policy of the federal government. The word "policy" was inserted specifically and purposely throughout Article 110 as a limitation of federal power. There is no provision in the Constitution that might provide the means to invalidate a law (as distinct from a policy) of the KRG on foreign sovereign trade on the grounds that the law is inconsistent with federal policy.

KRG'S RIGHTS IN RELATION TO PRESENT (PRE-2005) AND FUTURE (POST-2005) FIELDS

18. Article 112 governs the circumstances of "the management of oil and gas extracted from present fields".

19. The expression "present fields" is given a precise meaning under Kurdistan Region law. Article 1 of the KRG Oil and Gas Law defines a present field (or "current field" in the terminology of the English translation of that law as published by the KRG) as "a Petroleum Field that has been in Commercial Production prior to 15 August 2005". The meaning of "present fields" is not clear under Iraqi law outside the Kurdistan Region.

20. There is, today, no export production in the Kurdistan Region from "present fields". All export production is from new fields (which the 2007 KRG Oil and Gas Law calls "future fields"). Further, all exports from the Kurdistan Region are, today, from two "future fields" with respect to which contracts were signed before the constitution entered into force.

21. Because those two contracts were signed before 2005, they are specifically ratified by Article 141 of the constitution.

22. The federal government is not distributing revenues in accordance with the revenue sharing condition set out in Article 112. Therefore, any power of the federal government under Article 112 (in relation to even the pre-2005 present fields) would not apply. In those circumstances, any post-extraction oil and gas management of "present fields" in the Kurdistan Region must become an exclusive power of the KRG.

23. The management of oil and gas extracted from future fields is clearly not an exclusive power of the federal government enumerated under Article 110 of the Constitution, and is not identified as a shared power under Article 112. It follows that, in respect of future fields, the general principles of the Iraqi Constitution apply and the KRG has the exclusive right to manage those fields. The KRG has this right whether or not the contracts governing those fields are the subject of the ratification provision of Article 141 of the Constitution.

FAILED FEDERAL ATTEMPTS TO CONSTITUTIONAL AMENDMENTS

24. After the Constitution entered into force in 2005, there were efforts made by the federal parliament to initiate a set of amendments to Article 110 of the Constitution, including paragraph First, so that the federal government's policy-making powers would be legislative in nature, and to include authority on oil and gas.

25. Those efforts were documented in the 2007 record of deliberations of the parliament's Constitution Review Committee. Those efforts did not succeed. However, those efforts do constitute clear evidence that the federal government itself understands the limitations of its powers in respect of oil and gas under the constitution as set forth above.

KRG WARNING

26. To the extent third parties are intentionally assisting SOMO to prevent or discourage potential buyers of oil from the KRG, the KRG may take the view that those parties are assisting in an illegal and prosecutable conspiracy.

27. The unconstitutional and baseless monopolistic attempts by SOMO have no place in the new Iraq and SOMO's attempts, guided by some power grabbing individuals in Baghdad, are clearly putting the very unity of the country at risk.

28. Once again the KRG calls upon SOMO and SOMO's advisers and associates to stop their futile interferences with KRG's legitimate oil sales process. The KRG strongly advises Baghdad to authorise SOMO to accept KRG's invitation to join us in Ceyhan and work with us hand in hand to increase oil exports from all of Iraq and to maximise oil revenues to benefit of all of Iraq.

29. The KRG's objective has remained unchanged since the entry into force of the constitution and KRG's 2007 Oil and Gas Law. The KRG's objective is to maximise revenues for all of Iraq, and for the KRG to directly receive its full 17% constitutional entitlement from Iraq's overall oil revenue, without cuts, disruptions or controls by Baghdad.

30. The reader may also consult the attached reference for completeness.

ATTACHMENTS

Attached to this statement are the following:

- (a) the Iraqi Constitution;
- (b) the KRG Oil and Gas Law of 2007;
- (c) the KRG Financial Compensation Law of 2013;
- (d) the legal opinion of Professor James Crawford SC, FBA, LLD, Whewell Professor of International Law, University of Cambridge; and
- (e) the presentation made by the KRG Minister of Natural Resources at the CWC Iraq Petroleum Conference in London on 17 June 2014.

Kurdish Fighters Mull Whether to Defend Iraq

The Peshmerga fighters are waiting to see what comes next

time.com

Rebecca Collard / Erbil
June 20, 2014

Jabar Yawar runs his pointer along a map of Iraq, indicating the territory now controlled by the militant group Islamic State of Iraq and Syria (ISIS).

“We are sharing a thousand-kilometer border with the terrorists,” said Yawar, General Secretary of the Ministry of Peshmerga, the Kurdish armed forces alarmed by the ISIS gains. “Right now the Peshmerga just want to defend and strengthen this line and stop the terrorists from entering Kurdistan.”

As ISIS militants advanced, Iraqi soldiers abandoned their posts, and the Peshmerga quickly moved in, filling the security vacuum and laying easy claim to contested lands. So far ISIS has made no threats on the Kurdish territory, but it’s not clear if that’s a recognition of the Kurdish claim, or an unwillingness to open new front in their offensive, particularly against the capable Peshmerga fighters. The Peshmerga battled Baghdad and Ankara for national recognition and territory for decades. Many in the West recognize the Peshmerga from images of their female recruits with military fatigues, long braids and Kalashnikovs training in the mountainous region between Iraq and Turkey.

Years of combat against large, if not well-trained armies, and ingrained nationalism fueled by decades of oppression, left the Kurds with a strong fighting force.

“There is great national soul inside our fighters,” Yawar said, adding that retired soldiers have been asking to reenlist to fight against ISIS.

Today, there are many young recruits lingering outside Yawar’s office at the Peshmerga ministry building. Most have never seen combat, as the Kurdish fighters haven’t been in a proper war since they fought the Iraqi army more than a decade ago.

Still the 200,000-strong force might be the best chance to fight ISIS, as the U.S.-built Iraqi army remains ineffective.

Even with internal political dissent, the Peshmerga are a source of national pride among the Kurdish population. In a shop in Erbil, a group of men watch their forces maneuver in the desert against ISIS on a



Refugees fleeing from Mosul head to the semi-autonomous northern Kurdish region in Erbil, north of Baghdad, June 12, 2014. (AP)

Kurdish TV channel. The soldiers in camouflage fly their sun-crested Kurdish flag against a patriotic soundtrack.

“I’m Peshmerga,” said Wali Mustafa, smiling. Like many here, he fought with the Peshmerga when they were a less formal force. “The Iraqi government needs the Kurds now,” he said. “We don’t have to prove anything, but this is definitely an opportunity.”

But officials in the Kurdish administrative center of Erbil say they won’t be quick to join Prime Minister Nouri al-Maliki’s fight. Erbil warned Baghdad about the impending assault on Mosul and the northern province, according to sources in the Kurdish government, but there was no action from the capital. Once ISIS entered the city, there was a call from Baghdad requesting Peshmerga assistance, but at that point it was declined. So far, there has been no official request for Kurdish forces to cross their newly-held border.

“We are not a force that takes requests,” said Minister Falah Mustafa Bakir. He is the Head of the Department of Foreign Relations for the Kurdistan Regional Government (KRG)—essentially a complicated title for a man who heads-up foreign affairs for an entity which is not a formal state, but looks and acts like one. “How could al-Maliki ask for this when he has not respected the Peshmerga forces. ... They were supposed to be paid, trained and equipped by the federal [Iraqi] government as part of the national defense system, but they have been ignored.”

For the last six months, Baghdad held the



Tribal leaders and former army officers are believed to be fighting alongside ISIS militants in the Sunni revolt

purse strings of the KRG, failing to transfer the 17 percent of the Iraqi budget Erbil is mandated under the constitution. Further, Baghdad objected to independent Kurdish oil sales.

“Before June 10 there was already an atmosphere of mistrust between Erbil and Baghdad,” said Hoshang Waziri, an Iraqi political analyst. “You can’t reduce it to one issue, but a big part was the Kurdish acting like there was no central Iraqi government, but still saying ‘give us our 17 percent.’”

Waziri said both sides have resorted to finger pointing in the current crisis, with the Kurds blaming Baghdad and Baghdad claiming the Kurds are using the instability to their advantage.

But Kurdish affection for Washington is strong—even on Kurdish military compounds, young fighters wear “US Army” shirts bought in a local market. Still, while the U.S. has been a longtime ally, Kurdish leadership has been burned before, supporting American objectives and getting little in return. In 2003, the Peshmerga fought alongside American forces, running Saddam Hussein’s army out of the north and taking important cities including their aspirational capital, Kirkuk. But the Kurds left Kirkuk shortly after, at the Americans’ request.

Bakir says he feels Washington sides with Baghdad over Erbil.

“We did everything to support the political process in Iraq that was initiated by the Americans, but unfortunately in return we were not rewarded,” Bakir said.

Beyond security and American let-downs, Bakir said his people are not willing to support tyrannical rule from Baghdad. He said American airstrikes alone will not solve Iraq’s crisis. “The point is we don’t have democrats in the country,” he said, “we don’t have democracy yet in Baghdad.”



Kurds emerge as winners in Iraq chaos

washingtonpost.com

June 19, 2014

By DIAA HADID and EMAD MATTI

MULA ABDULA, Iraq (AP) — Among rolling wheat fields with machine-gun fire rattling in the distance, Kurdish fighters patrol the new frontier of their autonomous region of northern Iraq, dozens of miles from their official border. In front of them are Islamic extremists; behind them is the Kurds' newly captured prize: stretches of oil-rich territory.

In Iraq's chaos, the Kurds are emerging as significant winners — and their victories are fueling sentiment among their population to declare outright independence.

As Sunni insurgents swept over a large chunk of northern Iraq and barreled toward Baghdad during the past two weeks, Kurdish fighters known as peshmerga seized territory of their own, effectively expanding the Kurdish-run region into areas it has long claimed. Most notably, they grabbed the oil center of Kirkuk. And in contrast to the Shiite-led government in Baghdad, which is in turmoil, the Kurds are growing more confident, vowing to increase oil sales independent of the central government.

The gains have also brought the Kurds challenges barely imaginable just days ago. They must defend a new, 620-mile frontier against Sunni insurgents, led by an al-Qaida breakaway group, the Islamic State of Iraq and Syria. Some 300,000 Iraqis who fled the insurgent advance have flooded Kurdish areas, an extra burden to an already cash-strapped autonomous government.

The Kurds risk a backlash. In Kirkuk, Sunni Arabs and ethnic Turkmen — who have long opposed Kurdish claims over the city — threaten a revolt if the Kurds don't share administration of the city and any oil revenues. Still, the sense of exuberance is palpable among Kurds, who make up 20 percent of Iraq's mostly Arab population.

"Now that the peshmerga took back our disputed areas, we should have our own country. We deserve it," said Khaled Ismail, 19, in the Kurdish area of Khazer.

The student wants independence so Kurdistan can sell its own oil and have the status statehood brings, such as a passport, representation internationally — and a national soccer team. "If we had a Kurdish team in the World Cup, it would be great," he said.

Another man pointed to the strength of the peshmerga in contrast to the troops of Shiite Prime Minister Nouri al-Maliki's government, who collapsed in the face of insurgents.

"The peshmerga and al-Maliki's army are as different as the ground and the sky," said Ahmed Omar, 59, wearing traditional Kurdish



Kurdish security forces prepare combat positions while a Kurdish flag flies outside the oil-rich city of Kirkuk, 180 miles (290 kilometers) north of Baghdad, Iraq, Thursday, June 19, 2014.

baggy pants. He also wants statehood. "We don't want other people to interfere in our affairs."

TERRITORIAL GRAB

Declaring independence — and formally fragmenting Iraq — would not be easy. The United States and neighboring Turkey oppose Kurdish independence. The Kurds also can expect constant clashes with insurgents and with Iraqi forces if they unilaterally break away and claim the areas they grabbed, said Kurdish analyst Hiwa Osman. "If the Kurds want true independence, (there) has to be a treaty," he said.

Given that resistance, the Kurdish government is pressing for even greater powers of autonomy but not full independence.

The Kurds' territorial grab is substantial. The recognized Kurdish autonomous region — defined as three northern provinces — effectively expanded by 40 percent, estimated Gareth Stansfield, an expert on Kurdish affairs.

The peshmerga moved into territory all along the edges of their region, from near the Rabia border crossing into Syria in the northwest to the city of Jalula in the southeast near the Iranian border.

The Kurds say the move was to protect those areas when the Iraqi military fled after the Islamic State troops captured the northern city of Mosul on June 6.

But many of these areas have large Kurdish communities that the Kurds have demanded be incorporated into their zone, making them unlikely to give them up.

This week, the peshmerga patrolled the front line separating them from Sunni insurgents along wheat fields in an area known as Mula Abdula. The area is more than 30 miles from the official Kurdish zone's borders. The area was littered with bullet casings, and gunfire and the occasional thud of a tank shell could be heard from fighting further down the

road.

Some 15 miles behind them, in Kurdish hands, was Kirkuk and surrounding oil-rich lands.

"It's by far the biggest field in the north, and now the Kurds sit on top of it," Stansfield said.

OIL RESOURCES

The Kurdish autonomous zone has its own oil resources, now producing about 220,000 barrels a day, and it has long argued with Baghdad over sharing revenues from that oil. The Kurdish government in May sold oil independently of the central government for the first time: about 1.05 million barrels, shipped to Turkey. In retaliation, Baghdad stopped giving the Kurds the proportion of the central budget they are entitled to receive.

Safeen Dizayee, the Kurdish regional government spokesman, said the Kurds intend to increase independent oil sales, aiming for 400,000 barrels a day.

"The more we can produce, the more we will sell," he said.

He did not say whether they would take the more provocative step of selling oil from Kirkuk. Stansfield said it wouldn't be difficult to pump Kirkuk's oil to the nearby capital of the Kurdish zone, Irbil. If that happens, "the geography of the oil industry could change quite quickly."

Such move would signal the Kurds' intention to keep Kirkuk, where they have a large population. It would infuriate Baghdad and Arabs and Turkmen who live in Kirkuk and also claim it as their own.

On Kirkuk's edge, a leading Arab tribal elder said heavily-armed men were waiting to see if Kurds would share administration of the city and its oil.

If not, "then we must have an uprising against them," said Sheik Abdul-Rahman al-Awaidi. "Nobody is stupid enough to give up Kirkuk."

A leading Turkmen official said his community is also arming, partly to defend against extremists but also in case Kurds won't share Kirkuk.

In a Kirkuk market, men busily bought weapons looted from abandoned army bases. Nearby, Kurdish police patrolled in uniforms emblazoned with the colors of the Kurdish flag: red, white and green with the emblem of a golden sun.

Farther north, Kurdish officials are dealing with 300,000 Iraqis who fled there the past two weeks, adding to 260,000 Syrian refugees and Iraqis who fled earlier fighting already in their areas.

With Iraq falling apart, Kurdish officials clearly feel vindicated in their longtime calls for greater federalism that Arabs — both Sunni and Shiite — had criticized.

"We are not the ones who should be accused of the disintegration of Iraq," spokesman Dizayee said. "Others are helping to take Iraq in that direction." ■

Kurdish advances

With ISIS's induced violence shaking the region, Kurdish forces quietly make headway in the northern Iraq.

By JONATHAN SPYER

June 21, 2014
www.jpost.com

The stunning collapse of the Iraqi army in Mosul, and the rapid advance of the fighters of the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) through Tikrit and toward Baghdad has created a new reality in Iraq.

ISIS advances have continued this week; the organization has now taken the town of Tel Afar, with its 200,000 inhabitants, located west of Mosul.

Iraq is now divided on a de facto basis into a Shi'ite south and center, including Baghdad, a Sunni, ISIS-dominated west and a Kurdish-ruled north.

The biggest winners from this situation, apart perhaps from ISIS itself, are the Iraqi Kurds. The conflict between the Sunni jihadis and the Iran-supported Baghdad authorities has enabled the Kurds to add a number of key building blocks to the nearly completed edifice of Kurdish independence in the area once known as northern Iraq.

Largely ignored by the Western media, the Kurds have been quietly building their autonomy in the three northern provinces of Erbil, Sulaymaniyah and Dohuk, granted to them by the Iraqi Constitution of 2005.

A stable political system protected by a powerful armed force of around 100,000 men (the Peshmerga) has been out in place.

In the weeks prior to the current crisis in Iraq, the Kurdish Regional Government (KRG) began to independently export crude oil, via Turkey, without seeking the approval of Nouri al-Maliki's government in Baghdad. Maliki struck back by cutting funding to the KRG in Erbil.

The dispute remained unresolved in

the days prior to the sudden eruption of the ISIS offensive in early June. The disagreement over oil exports formed part of a larger standoff between the Baghdad government and the KRG over control of oil-rich, majority Kurdish areas in Kirkuk, Ninawa, Salahaddin and Diyala provinces. The Maliki government threatened to exclude any oil company that began to drill under KRG auspices from access to the giant oil fields in Shi'ite southern Iraq.

The complex standoff now appears to have been resolved – entirely in the KRG's favor. As Iraqi forces fled from the ISIS advance, the Kurdish Peshmerga swiftly moved in to the long-disputed town of Kirkuk. The Kurds refer to Kirkuk as their "Jerusalem," and their population was largely ethnically cleansed from the city in the 1980s by Saddam Hussein's regime. They have long sought its reincorporation into their area of control.

This is not a matter only of sentiment: Kirkuk sits on an area of vast oil wealth, considered to contain nearly 9 billion barrels of oil reserves. By comparison, according to the International Energy Agency, the entire KRG area without Kirkuk contains around 4 billion barrels of proven oil reserves.

The taking of Kirkuk, along with the recent opening of the pipeline to Turkey and thence to international markets, means the emergence of a Kurdish regional oil power is now a reality. The Kurds have already built a link that connects Kirkuk to their pipeline to Turkey.

The political confusion, meanwhile, and the push east by ISIS and associated Sunni forces has demonstrated that the Peshmerga are the most powerful military force in Iraq. They are now deployed along the newly expanded borders of the KRG, and are directly facing the fighters of ISIS. Some clashes have already taken place.



Kurdish leader MASUD BARZANI [file] Photo: REUTERS

But, for the most part, ISIS and its allies appear to prefer to advance against Iraqi government forces and in the direction of Baghdad, while leaving the more formidable Kurdish fighters alone. Certainly, unlike the Iraqi government-controlled towns still falling to the advance of the Sunni fighters, the Kurdish-controlled areas do not appear vulnerable.

Kurdish Prime Minister Nechirvan Barzani has also made clear that the Peshmerga will not assist the Iraqi army in the effort to retake Mosul. The Kurds, rather, will focus on securing their own borders.

Barzani this week expressed support for an autonomous zone for Sunnis in Iraq, and laid the blame for the current situation largely at the feet of Maliki. Barzani told the BBC, "We have to leave it to Sunni areas to decide, but I think this is the best model for them as well. First, they have to take a decision: what they want exactly. And in our view... the best way is to have a Sunni region, like we have in Kurdistan."

What all this means is that there exists today an economically powerful, politically stable, well-defended Kurdish entity, with a population of 5 million people, in what was once northern Iraq.

The effective collapse of any authority on the part of Baghdad over this entity means that the latter is now a Kurdish state in all but name.

So will the KRG soon declare independence, turning the de facto state that the Kurds have quietly built up into a de jure sovereign area? The answer is that while it is now clear that statehood is the goal, an early, open declaration of independence by

the Kurds remains unlikely.

A source in the KRG told this reporter that Turkish opposition to any declaration of Kurdish statehood had been the main obstacle to any such move. Turkish lobbying in Washington and in the capitals of Europe meant that Western countries remained opposed to Kurdish independence.

The US has also, for its own reasons, remained throughout staunchly in favor of the "territorial integrity" of Iraq. Secretary of State John Kerry reiterated this stance in a statement this week. The Turkish position in this regard appears to be softening, according to a number of reports.

But for as long as the clear US and Western position remains (somewhat bafflingly) opposed to the aspirations of the powerful and openly pro-Western Kurdish de facto sovereign entity in northern Iraq, its independence is likely to remain undeclared.

The collapse of Iraq into renewed sectarian war, and the powerful assertion of Kurdish self-government in the north are the latest evidence that the region – and specifically the area known formally as Iraq, Syria and Lebanon – is in the midst of a historic convulsion whose end is not near.

Whatever the final outcome of all this, Kurdish sovereignty in practice is today a reality in the former northern Iraq. And if the KRG can successfully navigate the difficult diplomacy of the months and years ahead, at a certain point it is likely that the world will have little option but to adjust – and formally recognize this reality.

☆☆☆

Syrie : Des abus sont commis dans les enclaves sous contrôle kurde

Parmi les violations figurent des arrestations arbitraires, des procès iniques et l'utilisation d'enfants soldats

19 juin 2014

<http://www.hrw.org>

(New York) – Les autorités kurdes qui contrôlent trois enclaves dans le nord de la Syrie ont commis des arrestations arbitraires, violé le droit des détenus à un procès équitable, et failli à leur responsabilité d'enquêter sur des meurtres et des cas de disparitions non élucidés, a déclaré Human Rights Watch dans un rapport publié aujourd'hui.

Le Parti de l'union démocratique (Partiya Yekîtiya Demokrat, PYD), affilié au Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkerên Kurdistan, PKK) qui opère en Turquie, gouverne de facto les trois enclaves à majorité kurde de la Syrie depuis que les forces gouvernementales syriennes s'en sont retirées en 2012, et y a établi une administration locale avec ses tribunaux, ses prisons et sa police.

Ce rapport de 107 pages, intitulé « Under Kurdish Rule: Abuses in PYD-Run Enclaves of Syria » (« Sous gouvernance kurde: Violations des droits humains dans les enclaves contrôlées par le PYD en Syrie ») documente des arrestations arbitraires d'opposants politiques du PYD, des exactions commises à l'encontre de détenus et des affaires non élucidées d'enlèvement et de meurtre. Il documente également l'utilisation d'enfants dans les rangs des forces de police du PYD et de sa branche armée, les Unités de protection du peuple (Yekîneyên Parastina Gel, YPG).

« Les régions de la Syrie gouvernées par les autorités kurdes sont certes plus calmes que celles où la guerre fait rage, mais ne sont toutefois pas exemptes de graves violations des droits humains », a déclaré Nadim Houry, directeur adjoint de la division Moyen-Orient et Afrique. « Le PYD y exerce solidement son contrôle, il a donc les moyens de faire cesser ces abus. »

En janvier 2014, le PYD et les partis qui lui sont alliés ont créé une administration de transition dans les trois enclaves kurdes du nord du pays: Afrin (Êfrîn en kurde), Ain al-Arab (Kobani) et Jazira (Cezire). Ils ont formé des conseils s'apparentant à des ministères, et ont instauré une nouvelle constitution.

Le PYD a autorisé Human Rights Watch à visiter les trois zones qu'il contrôle mais, pour des raisons de sécurité, seule une visite de la région de Jazira a été possible. Sur place, Human Rights Watch a visité deux prisons en février 2014 et a bénéficié d'un accès non limité à des responsables et à des détenus, entre autres personnes.

Human Rights Watch a documenté plusieurs cas dans lesquels la police contrôlée par le PYD, connue sous le nom d'Asayish, semble avoir arrêté des membres de partis kurdes d'opposition en raison de leurs activités politiques. Dans certains cas, des membres de l'opposition kurde ont été condamnés, lors de procès apparemment iniques, en général pour avoir été prétendument impliqués dans un attentat à la bombe.

Des personnes incarcérées pour des crimes de droit commun ont affirmé qu'elles avaient été arrêtées sans mandat, qu'on leur avait refusé l'accès à un avocat et qu'elles avaient été maintenues en garde à vue pendant de longues périodes avant d'être présentées à un juge.



Des prisonniers dans leur cellule dans la prison de Malikiyah (Dêrik), une enclave en Syrie contrôlée par des autorités kurdes, en février 2013.

At least nine political opponents of the PYD were killed or disappeared without a trace during the two years and a half that have passed since they were taken into custody in areas under the full or partial control of the party. The PYD has denied any responsibility in these incidents but has apparently abstained from conducting real investigations. In contrast, the security forces controlled by the party have quickly carried out mass arrests in the wake of most bombings, which are presumed to have been committed by Islamist extremist groups.

The forces of the YPG assure security in the three zones controlled by the PYD and fight against Islamist armed groups that are not state-backed, in particular Jabhat al-Nusra and the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS).

On May 29, the forces of ISIS entered the village of al-Taliliya, near Ras al 'Ayn in the Jazira enclave, and executed at least 15 civilians, including six children, according to testimonies collected by Human Rights Watch from residents of the village and members of relief services. In recent months, ISIS is also reported to have abducted hundreds of civilians in the province of Aleppo and executed several civilians whom it suspected of belonging to the YPG.

The PYD and local administration officials claim that the local judicial system and the « People's Tribunals » recently created are independent, but that lawyers and human rights activists have reported political interference in the course of investigations and trials. In some cases, judges have apparently declared people guilty based on their own admissions, without taking account of their statements according to which they had been mistreated during interrogations.

Some detainees told Human Rights Watch that the security forces had let them off the hook when they were under their control and that they had never been brought to account for their actions. In two cases in recent months in which the Asayish is concerned, the victims of these mistreatments were killed. In one of the two cases, the member of the Asayish who let the detainee off was punished. In the other case, the Asayish claimed that the victim had ↪

↳ donné la mort en se cognant la tête contre un mur. Mais une personne qui a vu le corps de cette victime a affirmé que les blessures – notamment d'importantes ecchymoses autour des yeux et une coupure derrière le cou – ne cadraient pas avec l'hypothèse de coups volontaires à la tête.

Les deux prisons visitées par Human Rights Watch – à Qamishli (Qamishlo) et à Malikiyah (Dêrik) – semblaient conformes aux normes internationales de base. Les détenus ont affirmé qu'ils étaient nourris trois fois par jour, qu'ils pouvaient faire de l'exercice au moins une fois par jour et avaient la possibilité de consulter un médecin si nécessaire. Les deux femmes incarcérées à la prison de Malikiyah à l'époque étaient détenues ensemble dans une cellule à part. Dans les deux prisons, les hommes étaient détenus en groupes dans des cellules, quelle que soit la gravité des crimes dont ils étaient accusés.

Un effort mené par le PYD afin de réformer la loi syrienne dans les régions contrôlées par les Kurdes a eu pour effet de compliquer le système judiciaire, a constaté Human Rights Watch. Certaines lois syriennes ont besoin d'être amendées car elles sont en contradiction avec les normes internationales en matière de droits humains, mais un processus de réforme mal organisé et opaque a semé la confusion parmi les avocats, les détenus et même les responsables, en ce qui concerne les lois actuellement en vigueur.

Un élément positif est le fait que la nouvelle constitution instaurée en janvier, appelée le Contrat social, défend plusieurs normes importantes en matière de respect des droits humains et interdit la peine de mort.

Human Rights Watch a constaté que, malgré les promesses faites en 2013 par l'Asayish et par l'YPG de cesser d'utiliser des enfants de moins de 18 ans à des fins militaires, le problème persistait au sein des deux forces. Le 5 juin, l'YPG s'est publiquement engagée à démobiliser en un mois tous ses combattants âgés de moins de 18 ans.

Les règlements internes des deux forces leur interdisent l'utilisation d'enfants de moins de 18 ans. Le droit international applicable en Syrie pour les groupes armés non étatiques fixe à 18 ans l'âge minimum requis pour le recrutement et la participation directe à des hostilités, ce qui inclut l'utilisation d'enfants comme éclaireurs ou émissaires, ainsi qu'à des postes de contrôle.

Human Rights Watch a également enquêté sur les violents inci-

dents survenus à Amuda (Amûdê) le 27 juin 2013, lorsque l'YPG a recouru à une force excessive contre des manifestants anti-PYD, tuant trois hommes par balles. Les forces de sécurité ont tué deux autres hommes cette nuit-là dans des circonstances peu claires, ainsi qu'un troisième le lendemain. Au soir du 27 juin, l'YPG a arrêté arbitrairement une cinquantaine de membres ou de partisans du parti d'opposition Yekiti à Amuda, et les ont emmenés dans une base militaire où ils les ont passés à tabac.

En tant que représentante de facto de l'autorité dans les Enclaves d'Afrin, Ain al-'Arab et Jazira, l'administration dirigée par le PYD est tenue de respecter les normes internationales en matière de droits humains et le droit humanitaire international. Cela implique l'interdiction de la torture, des arrestations arbitraires et de l'utilisation d'enfants soldats, ainsi que l'obligation de tenir des procès équitables devant des tribunaux légalement constitués.

Afin de corriger ces défauts, Human Rights Watch recommande l'adoption de mesures comprenant la création d'une commission indépendante chargée d'examiner les cas dans lesquels des personnes sont réputées être détenues pour des raisons politiques, et la libération de quiconque s'avère avoir été arrêté arbitrairement. Un mécanisme clair devrait être créé pour permettre aux détenus de dénoncer les mauvais traitements subis lors de leur arrestation, leurs interrogatoires ou leur détention, et des procédures judiciaires devraient être engagées contre les responsables devant des tribunaux légalement constitués.

Les tribunaux nouvellement créés devraient appliquer la loi syrienne, amendée si nécessaire afin de la rendre conforme aux normes internationales en matière de droits humains. Tous les changements apportés à la loi syrienne devraient être rapidement rendus publics et largement diffusés.

L'Asayish et l'YPG devraient cesser de recruter quiconque n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans et démobiliser les enfants qui se trouvent actuellement au sein de leurs forces.

« Les autorités kurdes dans le nord de la Syrie peuvent faire beaucoup plus pour protéger les droits humains de tous dans les zones qu'elles contrôlent – Kurdes, Arabes, Syriaques et autres », a affirmé Nadim Houry. « Même en tant qu'administration temporaire, elles devraient gouverner de manière inclusive en respectant les points de vue critiques. » ♦

 RIANOVOSTI

L'Irak accuse l'Arabie saoudite de financer les djihadistes

<http://fr.ria.ru>

DUBAI, 17 juin 2014 - RIA Novosti

Bagdad a accusé les autorités saoudiennes de financer le groupe djihadiste Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), qui s'est emparé d'un vaste territoire dans le nord et l'ouest de l'Irak, a annoncé mardi la radio arabe SAWA.

Le gouvernement irakien a accusé Riyad d'apporter un "soutien financier et moral aux groupes terroristes" et rejeté sur l'Arabie saoudite la responsabilité des massacres de civils perpétrés par les islamistes en Irak.

Bagdad a en outre conseillé au royaume saoudien de "se concentrer

sur ses propres problèmes et de faire en sorte qu'il n'y ait plus de discrimination dans ce pays".

L'Arabie saoudite a accusé lundi le premier ministre irakien Nouri al-Maliki de pratiquer une politique abusive à l'égard de la communauté sunnite de l'Irak, politique qui, selon Riyad, a poussé le pays au bord de la catastrophe. Le royaume a également appelé Bagdad à former un gouvernement d'unité nationale pour sortir le pays de la crise.

Le groupe extrémiste Etat islamique en Irak et au Levant appuyé par les sunnites irakiens et par d'anciens militaires de l'armée de Saddam Hussein s'est emparé en une semaine d'une région irakienne englobant la province de Ninawa, dont Mossoul, deuxième ville du pays, ainsi que d'une partie de la province de Salah ad-Din. Les islamistes menacent d'attaquer Bagdad, ce qui pousse les étrangers à quitter massivement la capitale irakienne.

Dans les régions occupées, les djihadistes perpètrent des exécutions sommaires, contraignant des milliers d'habitants locaux à fuir leurs foyers.

DES MILLIERS DE SOLDATS FORMÉS PAR LES ETATS-UNIS ONT DÉTALÉ DEVANT QUELQUES CENTAINES DE DJIHADISTES...

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL EN IRAK ALFRED DE MONTESQUIOU

« **S**'ils avancent d'un seul mètre, dit le jeune officier qui scrute la ligne de front, je ne pose pas de question, je tire. » La température atteint 42 degrés. Devant nous, au fond d'une avenue, un énorme panneau noir semble trembler dans la brume de chaleur. Mais l'on parvient à distinguer le nom d'Allah, avec celui de Mohamed inscrit dans un grand cercle blanc: le logo des djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL). Ici, juste à l'entrée de la ville de Mossoul, debout sur les défenses du dernier avant-poste de l'armée peshmerga des Kurdes irakiens, le lieutenant Rebast observe. « On est très surpris qu'ils n'aient pas encore attaqué, dit-il, ça peut commencer n'importe quand. » Adeptes de la guerre éclair, les combattants de l'EIIL se sont donné la peine de faire flotter leur bannière après avoir razzié la ville, la semaine dernière, mais ils n'ont pas fait beaucoup d'efforts pour fortifier leurs lignes de défense: seules quelques carcasses de voitures éventrées et une série de chicanes en terre hâtivement dressées sur l'avenue protègent à présent la deuxième ville d'Irak, dont ils sont maîtres. Rien de plus, comme si les djihadistes se doutaient que les Kurdes n'ont pas l'intention de s'aventurer dans ce bastion des Arabes sunnites. Au barrage dominé par leur grande pancarte, les salafistes filtrent les voitures qui cherchent à quitter la ville. Ils en laissent rentrer d'autres, plus rares, au compte-gouttes. Mais les combattants de Daech, ainsi qu'ils se nomment en Irak, restent invisibles. Ils se cachent sans doute derrière les petites barricades de sacs de sable qui bordent la route, le long des bâtiments en parpaing brut, immeubles poussiéreux des faubourgs. « En fait, ajoute Rebast après réflexion, ils ne sont probablement pas assez nombreux pour mener une offensive. La menace immédiate, c'est un attentat suicide. » Glabre et bien peigné, coiffé d'un béret rouge, l'officier de 22 ans au visage poupin a rejoint les peshmerga dès qu'il a quitté l'université. Il est incorporé dans un des régiments d'élite du gouvernement régional kurde. Les peshmerga n'ont pas cillé lorsque l'armée nationale

s'est effondrée face au déferlement djihadiste. Avec plus de 100 000 hommes dans l'armée régulière de leur province autonome, les Kurdes attendent de pied ferme les militants de la nouvelle branche ultra-radical d'Al-Qaïda. « Peshmerga, littéralement ça veut dire "face à la mort", explique le lieutenant Rebast, tandis que ses hommes braquent une mitrailleuse lourde à l'horizontale sur la ville de 1,5 million d'habitants. Alors, tu penses bien, on ne va pas céder un pouce du Kurdistan à ces fanatiques. » Une grande partie des soldats kurdes qui bloquent à présent la route de Mossoul étaient, il y a quelques jours encore, membres de l'armée nationale. Elle était commandée à Mossoul, comme presque partout, par des généraux de confession chiite. Aux premiers signes d'effondrement de l'armée, les soldats kurdes sont donc allés rejoindre les rangs des peshmerga, car plus personne ici n'accorde la moindre confiance au gouvernement de Nouri al-Maliki ni aux chiites du sud du pays qui le soutiennent. L'Irak semble en voie d'implosion. Le gros de la troupe, chiite elle aussi, a pris la poudre d'escampette. Plusieurs dizaines de milliers de

soldats lourdement équipés et formés depuis des années par l'armée américaine ont détalé devant quelques centaines de djihadistes surgis du désert, entassés dans des pick-up...

Jalal, chauffeur de taxi rondouillard, examine les débris de l'armée gouvernementale répandus autour de l'avant-poste. « Regarde-moi ça, c'est vraiment pas des soldats ! s'écrie-t-il, indigné. Ils n'ont même pas pris la peine de brûler leur équipement en s'enfuyant. » Ancien trafiquant sur



Au lendemain de la prise éclair de Mossoul, des militants de l'EIIL dans la province de Ninive. Le même jour, ils s'emparent de la ville de Tikrit (Internet, le 11 juin).

DES TRAÎNÉES DE SANG MACULENT DES VOITURES, CAPOTS OUVERTS, QUE DES PILLARDS ONT DÉJÀ DÉSOSSÉES. UN VÉHICULE BLINDÉ EST REMPLI DE DOUILLES DE GROS CALIBRE

la Côte d'Azur, ex-taulard à Milan, clandestin à Calais, finalement pizzaiolo à Manchester, Jalal se sent guerrier dans l'âme, comme tous les Kurdes. Dédaigneux, il inspecte les véhicules blindés américains abandonnés et tout le matériel de l'Oncle Sam que les soldats de l'armée gouvernementale ont balancé dans leur fuite. Jalal n'est pas seul à penser que l'armée n'a pas tiré le moindre coup de feu en voyant débarquer de la Syrie voisine les combattants du djihad. Mais des signes donnent à croire que des combats ont eu lieu à l'entrée de Mossoul, certains très violents. Des traînées de sang maculent des voitures, capot ouvert, que des pillards ont déjà désossées. Un important véhicule blindé VAB est rempli de douilles de gros calibre: ses conducteurs ont dû tenter de résister un long moment à l'arme lourde, avant de s'enfuir.

Depuis une semaine, tout le pays s'arme à la hâte pour se défendre. Plus de 300 000 réfugiés sont sur les routes, les villes tombent les unes après les autres. A une dizaine de kilomètres de Mossoul – nouvelle « capitale » des salafi-djihadistes purs et durs qui entendent restaurer un califat transfrontalier englobant le gros de l'Irak et de la Syrie –, les chrétiens de Qaraqosh ont certainement de bonnes raisons de s'en remettre à leurs fusils-mitrailleurs. Cinquante mille habitants de cette bourgade poussiéreuse composent aujourd'hui la plus grande cité chrétienne d'Irak. L'inquiétude est sur tous les visages. Les djihadistes sont arrivés à l'orée de la ville il y a quatre jours. Mais les Kurdes ont disposé un cordon de checkpoints autour de Qaraqosh pour protéger les chrétiens. Ceux-ci ont en outre formé leur propre milice d'autodéfense, forte de 1 200 hommes. « On résistera quoi qu'il arrive, affirme Boulos. De toute façon, nous n'avons plus nulle part d'autre où aller. » Le jeune homme porte son fusil-mitrailleur en bandoulière, mais il a tout de même enfilé une chemise à fleurs et s'est aspergé d'eau de Cologne avant de prendre son tour de garde aux abords de l'église Saint-Benjamin. Il y a grand-messe ce dimanche et Boulos se laisse volontiers distraire, suivant du regard les jeunes filles pomponnées qui affluent en groupes pour l'office. Elles sont pratiquement les seules de tout l'Irak à se promener en pleine rue en jean moulant et cheveux longs, sans voile.

Il y a quelques années, les chrétiens vivaient encore nom-

breux dans Mossoul même. Mais les vingt dernières familles, parmi les plus pauvres, ont plié bagage la semaine dernière quand l'EIIL a surgi. Elles ont trouvé refuge dans le bâtiment désaffecté des séminaristes et sont logées par l'évêque syriaque catholique. En soutane noire et calotte mauve sous le soleil, Mgr Petros Mouché salue la marmaille qui vient l'embrasser en criant « Abouna ! », mon père. « Comment prêcher une religion d'amour dans un tel océan de violence ? » demande le prélat dans un français parfait. La toute dernière église de Mossoul a fermé le matin même. Son sacristain Iskander est parvenu à franchir clandestinement les lignes djihadistes. Il dit avoir croisé plusieurs dizaines de Daech de l'EIIL, reconnaissables à leurs tenues noires et leurs djellabas trop courtes. « Ils sont rassemblés autour de la grande mosquée où ils ont instauré un tribunal islamique et ils imposent la charia. La tension grimpe. » Il décrit les files de centaines de voitures aux stations-service, l'électricité rationnée, les coupures d'Internet et des réseaux de téléphone.

A Bagdad, on évoque la présence d'une centaine d'officiers iraniens

Les habitants craignent en outre les bombardements aériens des forces gouvernementales, une fois que Bagdad aura repris ses esprits. Iskander se fie à l'accent des djihadistes pour affirmer qu'ils semblaient tous irakiens, nombre d'entre eux habitants de Mossoul et des environs, membres de groupes armés sunnites temporairement alliés à l'EIIL. L'ex-gouverneur de Mossoul Atil al-Nujaifi, à l'allure patricienne, en est lui aussi convaincu. Il a failli se faire prendre dans la déroute, et s'est à présent réfugié chez les Kurdes, dans la grande ville voisine d'Erbil. « Les étrangers des troupes de choc ont continué très vite vers le Sud, raconte-t-il, en descendant l'Euphrate en direction de Bagdad. Avec les autres groupes armés qui restent sur place, je suis certain qu'on pourra trouver une solution politique. » Il veut parler du nouveau « gouverneur », nommé par l'EIIL, un baathiste autrefois loyal à Saddam Hussein. « C'est avec lui que j'étais au téléphone à l'instant, affirme al-Nujaifi.

Il m'appelait pour m'assurer qu'il ne se considérait pas gouverneur et qu'il n'était même pas dans Mossoul ! » Issu d'une des plus riches familles sunnites du pays, al-Nujaifi admet à demi-mot comprendre le soulèvement contre Bagdad d'une partie de ses administrés, même si son propre frère est encore président du Parlement. Dans son élégant costume taillé sur mesure, al-Nujaifi tripote tristement son iPad durant notre entretien ; il contemple les photos de ses splendides pur-sang arabes. L'ex-gouverneur en possède plus de 300. Certains sont à l'abri en France, près de Bordeaux. Mais il a dû abandonner les autres dans un haras, à côté de Mossoul. « C'est terrible à dire, mais c'est pour eux que je suis le plus inquiet », avoue-t-il. Important cheikh de la grande tribu bédouine des Béni Khaled, al-Nujaifi explique que ses ancêtres sont arrivés à Mossoul il y a quatre



Messe à Qaraqosh, ville chrétienne près de Mossoul. À g. : l'évêque, Mgr Petros Mouché, avec des enfants réfugiés.



siècles, de Syrie justement. Tout comme les conquérants d'aujourd'hui, qui ont pillé les banques et emporté plus de 400 millions de dollars ainsi que des armes par milliers. Mais al-Nujaifi reste persuadé de pouvoir reprendre la ville aux nouveaux arrivants. Il est en train de rassembler quelque 5 000 policiers pour créer une nouvelle force de défense, entièrement sunnite. « On va former une alliance avec les autres groupes armés et on pourra chasser l'EIIL de la ville d'ici quelques semaines. » L'essentiel, dit-il, c'est de s'entendre, entre sunnites...

Le spectre des guerres interconfessionnelles provoque partout l'effroi. Sunnites du nord et du centre de l'Irak contre chiites du Sud, comme une reprise du conflit déclenché par l'invasion américaine de 2003. Après plus de 160 000 morts et le piteux retrait de l'armée d'occupation en 2011, certains espéraient un apaisement du conflit. Il n'en est rien. La fulgurante avancée des Daech, qui sont arrivés aux portes de Bagdad en moins d'une semaine, et le soutien qu'ils reçoivent des autres groupes sunnites réputés moins radicaux le démontrent. La menace est jugée si grave par les chiites irakiens que leur autorité suprême, l'ayatollah Ali al-Sistani, a appelé tout le peuple du Sud à se mobiliser pour protéger la capitale et les sites sacrés du chiisme. Déjà, Américains et autres nations évacuent une partie de leurs ambassades. Par milliers, les miliciens des différents groupes chiites reprennent les armes et montent au front pour tenter de bloquer le blitzkrieg des Daech. On évoque déjà la présence dans Bagdad d'une centaine d'officiers iraniens pour épauler leurs coreligionnaires. Et, comme pour attiser encore le brasier, l'EIIL exhibe sur Internet des vidéos de massacres à grande échelle, les prisonniers de l'armée en étant les victimes. Ainsi à Tikrit, ville natale de Saddam Hussein à une centaine de kilomètres au nord de la capitale, où les Daech se vantent, images à l'appui, d'avoir exécuté 1 700 détenus chiites. Ils auraient renvoyé chez eux les soldats de confession sunnite. « On exagère les rapports sur les djihadistes », assure pourtant Abou Moustapha, un père de famille vêtu d'une élégante djellaba de soie grise. Il fuit par la route avec sa famille quand nous croisons son convoi à une cinquantaine de kilomètres de Tikrit, près des premières lignes de l'armée kurde. Les voitures stationnent à un rond-point, au milieu de la plaine brûlée de soleil où quelques troupeaux de moutons parcourent des champs de blé moissonnés si arides qu'ils ressemblent déjà au désert. La zone a l'air calme, on n'entend guère au loin que quelques tirs sporadiques qui n'impressionnent personne. Mais Abou Moustapha est nerveux, même s'il assure que les djihadistes se comportent bien. Abou Moustapha n'est pas très à l'aise pour expliquer les raisons de son départ si rapide de Tikrit. Triturant son chapelet de prière, le professeur d'université commence par dire qu'il part dans le nord de l'Irak « faire du tourisme ». Son voisin dans le convoi à l'arrêt, Harith, ingénieur de 46 ans dont la voiture est également pleine à craquer, l'interrompt. « Mais non ! s'écrie-t-il, il faut

dire la vérité : l'aviation a commencé les bombardements ! »

Tandis que tous se préparent à un déchaînement de violence entre frères ennemis de l'islam, les Kurdes, eux, semblent encore espérer tirer leur épingle du jeu. « Nous n'avons pas vocation à intervenir dans les problèmes entre les confessions », explique posément Najm al-Din Karim, gouverneur de Kirkuk. Nommé à son poste par le Premier ministre al-Maliki en 2011, il n'a fallu que quelques jours au docteur Najm al-Din pour se muer en héros aux yeux de nombreux Kurdes la semaine dernière. Car c'est le gouverneur en personne qui supervise la défense de Kirkuk depuis l'effondrement de l'armée nationale. En pratique, cette défense est entièrement assumée par les 25 000 peshmerga dans la zone. Quelques heures seulement après la fuite de l'armée nationale, ils ont fièrement pris possession de la grande base américaine en bordure de la ville et font maintenant des incursions de plusieurs dizaines de kilomètres vers le sud, en plein territoire arabe. Défenseurs de la cité, ils en sont donc aussi les maîtres. Ville pétrolière et ville symbole, Kirkuk est souvent qualifiée de « nouvelle Jérusalem » par les Kurdes. Mais elle est partagée entre différents groupes ethniques, et son annexion officielle serait un triomphe pour le Kurdistan. Sa résistance à l'EIIL est déjà une victoire dont se félicite le gouverneur, barricadé dans une grande maison que cernent trois murailles en béton. « Je ne dis pas que l'insurrection ne pourrait pas faire tomber Kirkuk, explique l'ex-professeur en neurochirurgie, la mine sérieuse et les traits fatigués. Mais je dis que la ville est très bien défendue. » Il grimpe sur le toit de sa villa et nous fait contempler les champs pétroliers, avec les torchères qui brûlent jour et nuit. Dans la Bible, ce lieu est celui du buisson ardent. Apparemment confiant, Najm al-Din désigne à l'horizon la grande tranchée antichar qu'il a fait creuser pour encercler les gisements et la cité. Ancien peshmerga réfugié aux Etats-Unis, citoyen américain et directeur d'une clinique prospère près de Washington, Najm al-Din n'est rentré dans son pays natal qu'en 2009. Dans son jardin, une centaine de gardes paresseuses sous les oliviers. Ils sont supposés repousser un éventuel attentat ou un assaut de grande envergure. La menace n'empêche pas le gouverneur de faire des rêves d'avenir. « Tout Kurde espère l'indé-

Ville pétrolière, Kirkuk est qualifiée de « nouvelle Jérusalem » par les Kurdes

pendance du Kurdistan... » commence-t-il, avant d'évoquer une solution plus réaliste dans l'immédiat pour l'Irak : la partition du pays en une confédération de trois entités. Les Arabes chiites au sud, les sunnites au centre, et les Kurdes au nord-est avec une bonne partie des gisements de pétrole. « Il va falloir être malins, dit le gouverneur, en plissant ses petits yeux brillants. Nous pourrions prendre exemple sur les Emirats arabes unis : garder en commun la monnaie, la diplomatie et les gardes-frontières. Et pour le reste, chacun se débrouillerait en paix... »

Mais la paix ne semble pas près de revenir au « pays de Sham », ainsi que les djihadistes dénomment Syrie et Irak. Dans l'heure qui a suivi notre rencontre, la voiture du gouverneur a été la cible d'un attentat, une bombe artisanale a explosé non loin de sa maison. Et le soir même, les combats ont repris en lisière de la ville. ■

Alfred de Montesquiou

The Kurds and Iraq

A winning hand

The Kurds are benefiting from the mess in Iraq, but will independence follow? DOHUK AND ERBIL

economist.com
June 21st 2014

THEY may not frame it quite so bluntly, but the dominant sentiment in the Kurds' autonomous region of northern Iraq is a gleeful "We told you so". The Kurds have long accused the central government in Baghdad of shoving them to the margin. More recently they have taken to criticising Nuri al-Maliki, Iraq's prime minister, for excluding Iraq's Sunni Arabs, too. Senior people in Erbil, the Kurds' regional capital, say they contacted their counterparts in Baghdad on June 8th, two days before Mosul was conquered, to share concerns about the horrors of an ISIS takeover. To no effect. At crack of dawn on June 10th ministers in Baghdad called to beg for help, say the Kurds. By then it was too late.

As the rebels streak across Iraq towards Baghdad, life in the Kurdish region continues as normal. Indeed, in many respects it has improved. Whether Iraq fragments along ethnic and sectarian lines or remains a federation with its capital in Baghdad, the Kurds have strengthened their hand. As the Iraqi army abandoned its posts along the "green line", more than 1,000km (621 miles) long, that separates the Kurdish-run areas from Arab Iraq, the Peshmerga, the Kurds' armed forces, leapt forward. They now control the entire disputed area, notably including the city of Kirkuk, which they call their Jerusalem, the Bai Hassan oilfield and Rabia, a key border crossing into Syria.

The Kurds now control around a fifth of Iraq's territory, including land they have long claimed is theirs but which was Arabised under Saddam Hussein. Though Iraq's army commanders and Arabs in the area criticise what they see as the Kurds' grabbing of Kirkuk, there is little they can do about it. "We simply filled the security vacuum," explains a Peshmerga. Falah Mustafa, who heads Kurdistan's foreign relations, is more strident. "We righted the wrong of Kirkuk and Article 140 has been de facto decided on the ground," he says. He is referring to a clause in Iraq's federal constitution, endorsed in a nationwide referendum in 2005, that provides



for a census followed by a referendum to decide whether the people of Kirkuk and other disputed areas want to stay in the Arab-governed part of Iraq or join Kurdistan. It has never happened.

The Kurds' reputation has surely been enhanced. The Peshmerga have held together, whereas the Iraqi army has fallen apart. The Kurdish region has welcomed over 300,000 refugees from Mosul and other places overrun by ISIS. While Baghdad has for years been beset by bombs, foreign businessmen have been flying in and out of Erbil. Christians have fled from other parts of Iraq to live in peace in Kurdistan. Democracy in the Kurds' region, though imperfect and tainted with corruption, functions far better than elsewhere in Iraq.

Though Mr Maliki may need the Kurds, they have less reason to need him. Relations between Erbil and Baghdad remain patchy. Communication between the two cities during this crisis has been limited. Since ISIS began sweeping south, Mr Maliki has not asked the Kurds for help. Nor would they be keen to oblige. "Why should we?" asks Mr Mustafa. Their priority is to defend Kurdistan and its people.

NEVER AGAIN

Moreover, amid the turmoil, old grievances towards their Arab compatriots still fester. The attack by Saddam Hussein's air force on the Kurdish town of Halabja in 1988, when 5,000 or so Kurds were gassed to death, still outrages them. Some Kurds reckon the Sunnis, led by ISIS, may yet turn on Kurdistan. "You can't trust them," says a Peshmerga officer in Dohuk province, close to ISIS-held territory.

As the balance of power has tipped in favour of the Kurds, they are sure to press forcefully for three big concessions from Baghdad. They want a law to legitimise the export of oil from the Kurdish region and to allow them to benefit directly from contracts with foreign companies for managing and extracting new finds. They want Mr Maliki to hand over their full share of the federal budget. And they want the Peshmerga to be paid from central government coffers. Mr Maliki has been reluctant to agree to such demands, but his bargaining position is now weak.

The leaders of Iraqi Kurdistan, with its population of 6.5m, say their region increasingly makes sense as an economic unit. If it were now to enjoy the proceeds of the oilfields around Kirkuk, the number of barrels at its disposal could double, just as the price has risen to a nine-month high of nearly \$113. Besides, the Kurds have recently completed their own pipeline. Last week over 1m barrels of Kurdish oil were sold on the international market, through Turkey, and several more shipments are in the offing. A lot of Kurdish oil is also trucked out, to Iran as well as to Turkey.

If international buyers become less concerned by the government in Baghdad's veto on dealing with the Kurds, exports through Kurdistan's new pipeline could speed up to 250,000-400,000 barrels a day by the end of the year, up from 165,000 today. The old pipeline through northern Iraq to the Turkish port of Ceyhan has been closed since March because of attacks. But if the Kurds complete another pipeline between Kirkuk and their own new →

→ network, they could funnel that field's output to Turkey, too.

The Kurds' prime minister, Nechirvan Barzani, a nephew of the region's president, Masoud Barzani, says Iraq can no longer hold together. But the Kurds, though united for the moment, habitually debate the degree of independence they hope to achieve and the tactics they should pursue. The Barzanis' Kurdish Democratic Party, which is enjoying increasingly warm relations with Turkey, is bidding for an ever-greater degree of autonomy. But the weaker Patriotic Union of Kurdistan, run by the ailing Jalal

Talabani, Iraq's federal president, is closer both to Baghdad and to Iran. To complicate matters, most of the land taken by the Kurds this month has been on the Patriotic Union's side of Kurdistan.

America, which the Kurds regard as a crucial ally, does not support the full independence of Kurdistan from Iraq, seeing that as a bad precedent and as a destabilising force in the region. The governments of Iran, Turkey and Syria also dislike the idea of an independent Kurdistan breaking away from Iraq, since another 21m or so Kurds spread across their three lands may get ideas of their own. Iraq's Kurdish lead-

ers have been particularly careful of late not to antagonise Turkey's government.

The Iraqi Kurds' cheery red, white and green flag, with its image of the sun in the centre, flies everywhere in their region, whereas the Iraqi standard is absent. Few Kurds now speak Arabic. Many laugh derisively when asked if they feel Iraqi as well as Kurdish. For the moment, however, their leaders are biding their time, saying they are in no hurry to rush for independence. But in the past few days they have plainly got closer to achieving it.

THE WALL STREET JOURNAL, JUNE 23, 2014

Iraqi Kurdistan Gets Around \$100 Million for First Major Oil Export

Sale of Oil Marks Critical Step in Kurdish Efforts to Become Independent Crude Exporters

online.wsj.com
By Emre Peker
June 23, 2014

ERBIL, Iraq—The semiautonomous Kurdish region of northern Iraq received close to \$100 million for the first million barrels of oil it piped to Turkey and shipped to international markets, an official said Monday, marking a critical step in Kurdish efforts to become independent crude exporters.

Buyers of oil from the Kurdistan Regional Government, or KRG, deposited \$93 million of the \$97 million owed on the first tanker of crude at Turkiye Halk Bankasi AS HALKB.IS -0.31%, Turkey's state-owned lender known as Halkbank, Turkish Energy Minister Taner Yildiz said Monday in Ankara. The payments came in phases and both Baghdad and Kurdish authorities have been notified about their receipt, Mr. Yildiz said.

The first deposit for KRG oil exports comes as the regional authorities in Erbil face a significant budget squeeze. Iraq's central government started cutting off payments to the KRG in January amid a dispute over the Kurds' contested right to export oil independently of Baghdad. Iraq has also threatened legal action against KRG crude buyers, and filed for arbitration against Turkey.

Kurdish officials have pledged to stick by Iraq's revenue-sharing framework, which sees Erbil take 17% of the proceeds from all national oil sales. But successful deposits for their oil exports would give more leverage to the KRG as it seeks greater economic inde-

pendence, and could pave the way for Kurds to access international loans to fund their budget.

"When we approach international finance houses, they look to whether we can export and sell the oil. Now that we have done that, it is easier to get loans," KRG spokesman Safeen Dizayee said Monday in an interview. "There are serious negotiations, and I think we will get a deal soon."

The Kurdish push for more economic autonomy and security comes amid a Sunni insurgency in recent weeks that has plunged Iraq into chaos. Starting an assault toward Baghdad, militants attached to the Islamic State of Iraq and al Sham, or ISIS, have expanded their territory to include Iraq's second biggest city, Mosul, and sieged the country's largest oil refinery, disrupting production.

As Iraqi security forces disintegrated amid ISIS advances, the KRG's armed forces, the Peshmerga, stepped in to secure the disputed oil-producing city of Kirkuk, and other regions with Kurdish populations. U.S. Secretary of State John Kerry arrived in Baghdad on Monday to meet with Prime Minister Nouri al-Maliki, and Washington's top diplomat is also expected to meet with Sunni and Kurdish leaders to seek a solution to the gravest threat to Iraqi unity since the last U.S. troops left the country in December 2011.

Meanwhile, Kurdish authorities have continued floating tankers carrying their crude from Turkey's Mediterranean port of Ceyhan



The SCF Altai tanker has anchored near Israel's Ashkelon port June 20, 2014. (REUTERS/Amir Cohen)

uninterrupted. Three tankers have sailed since May 22, and Mr. Yildiz said a fourth tanker started loading Sunday night. While the first tanker is still idling off Morocco to discharge its load, the second cargo was delivered over the weekend to the Israeli port of Ashkelon, managed by Eilat Ashkelon Pipeline Co.

"The oil may have been delivered to Israel, but sold to someone else...as Turkey, we're not interested in that part," Mr. Yildiz said, adding that Turkey earns about \$1 per barrel of exported Kurdish oil.

Officials in Erbil haven't provided details of who is buying their crude.

"No oil company, nor any dealers would be engaged in Turkey and the KRG [based] on any illicit agreement. Everything has been done as per international agreements, but at this point in time some of those buyers don't want to disclose their identity, which we respect," Mr. Dizayee said.

The KRG still transports via pipeline an average 120,000 barrels of oil a day to Turkey, officials said. About two million barrels of Kurdish oil are stored in Ceyhan. Each tanker from the Mediterranean port was loaded with one million barrels of crude. Iraqi Kurdistan needs to export about 400,000 barrels a day for its budget to break even, Mr. Dizayee said. ♦



www.ekurd.net

KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

ASA'IB AHL AL-HAQ LEADER THREATENS TO STRIKE KURDISH INTERESTS

June 15, 2014

Baghdad: The leader of (Asa'ib Ahl al-Haq) League of the Righteous in Iraq, Qais al-Khazali said that what is happening in the country is a "Barzani, Duri and ISIS plot". Al- Khozai said in a televised speech about the recent crises in the country from the fall of cities under control of armed men and talked about Kurdistan Region President, Massoud Barzani, the leader of the Baath Party, Izzat al-Duri and the Islamic State in Iraq and Sham ISIS organization. He talked about what he called as a planned plot by "Barzani, Duri and ISIS plot led to the collapse of the security situation," adding that "the Kurdish leaders gave orders to the officers and high ranks to withdraw, as well as military Baathist leaders in the army that encouraged the withdrawal of the officers and ranks." Khazali said that "the Kurdish leaders seized the headquarters of the army and the weapons and equipment, and took control of the disputed areas after the withdrawal of the army." "I would not turn a blind eye. We will not allow to abandon Iraq's right, who don't know us let him know who are we and this is a clear threat to Kurdish leaders who are the reason for what the situation has reached and they will pay the price if caused the shedding of the blood of our people in the areas under their control." The League of the Righteous (Asa'ib Ahl al-Haq) had been established in 2004 as one of the factions of the Mahdi Army, led by cleric Muqtada al-Sadr...shafaaq.com

MEETING BETWEEN SYRIAN KURDISTAN'S YPG AND IRAQI KURDISTAN'S PESHMERGA FORCES

JUNE 15, 2014

Following the occupation of Mosul by ISIS Islamic-jihadists, the Kurdish People's Defence Forces of Syrian Kurdistan (Rojava) (YPG) announced that they were ready to help the Peshmerga forces in the defence of Iraqi Kurdistan. The YPG and Peshmerga forces are now acting in a coordinated way for the protection of the borders between Iraqi (South) Kurdistan and Syrian (West) Kurdistan. It is reported that YPG and Peshmerga forces held a meeting for the common defence of the Sunniye border line, which is 13 km from the town of Jazaa in Syrian Kurdistan, as well as the border regions of Sinjar, Tel Kocer and Rabia. The meeting was held between the commanders of YPG and Peshmerga forces to discuss the protection of the Rojava and Iraqi Kurdistan border as well as the protection of civil people on both sides of the border. The Sinjar region, which home for thousands of Kurdish Yazidis and which lies close to Mosul is currently under threat from ISIS. YPG forces announced that they are ready to take action for the protection of Sinjar. Following the meeting, it has been reported that the meetings between YPG and Peshmerga forces will continue to be held regularly. The border area around the town of Tel Koçer (Tel-Kuchik) and Jazaa is controlled by the YPG while the Rabia area across from Tel Kocer is being controlled by Peshmerga forces. firatnews.com | Ekurd.net

ISIS FREES 18 IRAQI ARMY KURDISH SOLDIERS IN TIKRIT

June 15, 2014

Tikrit: The Islamic State of Iraq and Sham (ISIS) has freed 18 Kurdish soldiers from the Iraqi army in Tikrit, northern Iraq. Following their take over of Tikrit ISIS arrested 18 Kurdish soldiers. They have now

freed all Kurdish soldiers, among them three high-ranking officers from the Iraqi army. A security source said that the Kurdish soldiers were members of the fourth battalion and were freed following negotiations between Arab tribe leaders and ISIS. The Kurdish officers were arrested three days ago, when they tried to flee the city and head to the autonomous Kurdistan Region. According to international media, in the last a few days ISIS fighters allegedly killed hundreds of Iraqi soldiers who were arrested while fleeing the city. basnews.com

KURDISH TAXIS SHUTTLING TO BAGHDAD REPORT ABUSE BY SHIITE MILITIAS, IRAQ ARMY

June 16, 2014

Erbil: Kurdish taxi drivers shuttling between the Kurdistan Region and Baghdad report abuse and beatings by Shiite militias and the Iraqi military because of their ethnicity, amid turmoil in Iraq as Sunni Islamic militants nearing Baghdad vow to topple the government. Taxi drivers reported being abused and threatened by Shiite militants of the Iranian-backed Asa'ib Ahl al-Haq (League of the Righteous), and by Iraqi Army soldiers. "I returned from Baghdad two days ago, they (Asa'ib) put a gun to my head, asking if we were Kurds," recounted a driver from Erbil. "They told us, 'if you ever come back, we will kill you,' and then he started cursing us and our leaders." In a televised speech about the security situation in Iraq, the leader of the Asa'ib, Qais al-Khazali, blamed the current turmoil on an alleged plot hatched by the Kurds, militants of the Sunni Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) and loyalists of Saddam Hussein's ousted regime...rudaw.net

IRAQI VIOLENCE DOES NOT RISK TURKEY'S OIL SUPPLY: YILDIZ

June 16, 2014

Ankara: Recent developments in Iraq do not pose risks to Turkey's energy supply security because the oil flow from the Kirkuk-Ceyhan pipeline has been suspended for three months anyway, Turkish Energy Minister Taner Yildiz has said. "The latest developments in Iraq related to the energy sector do not affect Turkey's crude oil security supply," he said on June 13, seeking to assuage rising concerns, Hurriyet daily news reported. Yildiz said the flow of oil at the Kirkuk-Yurmutalik pipeline, which is now controlled by ISIS forces, had been suspended for the past three months. The oil flow through the line has been halted due to a series of violent attacks over the past few months. Kirkuk, a major oil city in northern Iraq, was taken by the forces of Kurdistan Regional Government (KRG) from the central Iraqi authority on June 12...kurdpress.ir

KURDISTAN PM NECHIRVAN BARZANI SAYS IRAQ PM REQUESTED KURDISH PESHMERGA FORCES HELP

June 16, 2014

Erbil: Kurdish Peshmerga forces entered Kirkuk city on the request of Iraq's PM Nouri al-Maliki, Kurdistan Region PM Nechirvan Barzani said on Sunday. Iraqi forces fighting against al-Qaeda linked Islamic-jihadists from the Islamic State of Iraq and Sham ISIS in the Kirkuk region were decreasing, according to Barzani, Anadolu agency reported. "If Peshmerga forces had not filled the gap of the collapsed army, the ISIS militants would have taken over the region completely," Barzani said. "So no one should say that Peshmerga took the advantage to enter Kirkuk". According to Barzani's statement, the "other terrorist organizations" supporting ISIS may have been members of Iraq's socialist Ba'ath Party or members of local tribes. Ekurd.net

BARZANI AND MUSTAFA NAWSHIRWAN MEET IN ERBIL

June 16, 2014

Erbil: Kurdistan President Massoud Barzani met with the leader of ➔

➔ the Change (Gorran) Movement, Nawshirwan Mustafa in his office in Salahaddin Monday, Kurdistan presidency website reported. The meeting focused on the political and security developments in the country, and KRG preparations to confront any threats facing Kurdistan. Both sides welcomed the unity and the common position adopted by the Kurdish parties, and stressed that the new political and security situation in Iraq calls for a thorough and careful approach. [Ekurd.net](#)

4 KURDISH CIVILIANS KILLED IN ISIS ATTACK IN SYRIAN KURDISTAN June 20, 2014

Kobane: Islamic-jihadists affiliated to the al-Qaeda linked Islamic State of Iraq and Sham ISIS bombarded the village of Buraz 35 kilometres to the west of Kobane last night, killing 4 civilians. Local sources said the gangs had fired mortars into the village, causing the deaths of Ehmed Şerif Heco (36), Eli Müslüm Şexo (31), Muhammed Berkel Sile (29) and Mahmut Berkel Misto (27). ISIS gunmen are also reported to have caused material damage to the village of Kiz Eli, 70 kilometres to the east of Kobane, in a similar attack when 4 shells hit the village. [firatnews.com](#)

6 ISIS MILITANTS CAPTURED BY KURDISH PESHMERGA FORCES IN SINJAR June 20, 2014

Sinjar: It is reported that Kurdish Peshmerga have captured 6 ISIS Islamic gunmen, 2 of them leaders, in the Yazidi Kurdish Sinjar district in northwest Iraq, where more than 60,000 Turkmen have taken refuge after the fall of the town of Tal Afar. The 6 militants of the al-Qaeda linked the Islamic State of Iraq and Sham ISIS have been taken to the town of Mesif (Selahaddin) to be questioned. The two leaders were arrested in the district centre of Sinjar, while the other 4 were captured in the nearby Jebel Sinjar hills. Two of the ISIS members are said to be Afghan and one Iranian, while another is from Erbil, Iraqi Kurdistan region. The two leading members who were arrested in Sinjar district centre on 18 June were in possession of automatic pistols with silencers. It is thought they went to Sinjar to make preparations for occupying the district and to carry out assassinations. The 6 militants have been taken to Mesif (Selahaddin) in Kurdistan region, for questioning. Following the fall of Mosul and Tal Afar more than 60,000 Turkmen have taken refuge in Sinjar. People are reported to be continuing to leave the town of Tal Afar, while ISIS has set up checkpoints 15 to 20 kilometres from Sinjar. Meanwhile, clashes are continuing at Tal Afar airport between the Iraqi army and ISIS. [firatnews.com](#) | [Ekurd.net](#)

SADR MOVEMENT SUPPORTERS MARCH IN KIRKUK June 22, 2014

Kirkuk: The supporters of Shiite Sadr movement and all lines and groups in the Iraqi Kurdistan's city of Kirkuk held a military march in the multi-ethnic city that fell to Kurdish forces of Peshmerga after Iraqi army withdraw in wake of attacks by al-Qaeda linked Islamic-jihadists from the Islamic State of Iraq and Sham ISIS. Thousands of people including supporters of Sadr movement and Kurds, Turkmen, Kaldani, Assyrian as well as Saebi and Yazidi ethnics held a military march in the city, the chief of the movement's office in Kirkuk, Ra'ad al-Sarkhi said. He further added hundreds of people have announced their readiness to protect Iraq against the ISIS militants...[kurdpress.ir](#) | [Ekurd.net](#)

SEVEN KURDISH PESHMERGA TROOPS KILLED AND INJURED RABIA DISTRICT, OF NINEVEH PROVINCE June 23, 2014

Nineveh: Seven Peshmerga troops were killed and injured on

Monday when an explosive charge blast targeted the Kurdish Peshmerga forces in the district of Rabia in Nineveh province. The Patriotic Union of Kurdistan PUK's website reported "One of the elements of the Peshmerga was killed and six others were injured in an explosion of IED in the district of Rabia." "The injured were taken to the emergency hospital in Zakho." the report said. [Ekurd.net](#)

ISIS GIVES KURDISH SINJAR DISTRICT THREE DAYS TO HAND OVER IRAQI MAJOR GENERAL ABU WALID June 23, 2014

Sinjar: A local source in the Kurdish Sinjar district in Nineveh province revealed on Monday, that the al-Qaeda linked Islamic-jihadists from the Islamic State of Iraq and Sham ISIS have warned the district from the presence of the commander of security forces in Tal Afar district, Abu Walid in the city, giving them a three-day deadline to hand him over to the ISIS.

"ISIS has a warned Sinjar to deliver Abu Walid to them, adding that the organization has given a deadline of three days to hand him over," the source said. ISIS has controlled on Sunday evening, Tal Afar town after heavy fighting in which security forces withdrew on its impact, led by General Abu Walid. A security official said that "Tal Afar had fall by ISIS after fierce battles, noting that Major General, Abu Waleed and his bodyguards have withdrew to Sinjar". Sinjar district is home for thousands of Kurdish Yazidis and one of the disputed areas between Baghdad and Erbil, it is located now under the control of Peshmerga forces of Kurdistan region. [shafaaq.com](#) | [Ekurd.net](#)

ISIS TAKE CONTROL OF TAL AFAR AIRPORT IN NINEVEH PROVINCE June 23, 2014

Erbil: After clashes between the radical Islamist militants of the Islamic state in Iraq and Syria (ISIS) and the Iraqi army, it is reported that Tal Afar airport in Nineveh province has been captured by ISIS gunmen. It was reported that ISIS jihadists took the strategically important airport last night after Iraqi army units withdrew to the Sinjar district which is controlled by Kurdistan's Peshmerga forces. ISIS gunmen have thereby captured another important corridor on the road between Mosul and Syria. According to reports in the media, Abu Walid, who the Iraqi prime minister Nuri Al Maliki assigned to regain Mosul, is among the Iraqi troops who had to withdraw to Sinjar. [firatnews.com](#)

ROADSIDE BOMB KILLS 2 KURDISH PESHMERGA TROOPS IN KIRKUK June 23, 2014

Kirkuk: A roadside bomb in the industrial district in Kirkuk exploded Sunday, and targeted Kurdistan's Peshmerga forces, a security source reported. Two Peshmerga were killed and five others wounded due to the terrorist explosion, the Ministry of Peshmerga reported. [Ekurd.net](#)

KIRKUK CITY RECEIVES 4690 REFUGEES FROM SALAHALDIN, NINEVEH, AND ANBAR June 23, 2014

Kirkuk: 4690 refugees from Salahaldin, Nineveh, and Anbar are now residing in Kirkuk. The department of Displacement and Migration asked for camps to be built for them outside of the city. Those families fled because of the bad situation in Iraq, and because ISIS took control on their cities. The head of the department of displacement and migration Amar Sabah said, "4200 refugees from Anbar are living in the city of Kirkuk, and they have not built any camp for them yet."

Ramadi is the city center of Anbar province. It became a place of conflict between the Iraqi army and the militant groups, ISIS. [Faluja](#) ➔

➔ district fell under the control of ISIS around the beginning of this year. Amar added, "The total number of the refugees reached 4690 families including 90 families from Mosul, 400 families from Tikrit, and 180 Turkmen families." Amar explained, "The only way to keep an eye on those families is to build a camp for them outside the city, so that they will be under the control of the security forces and they will not mix with the people." No camp has been built for them yet...[kirkuknow.com](#)

U.S. SECRETARY OF STATE JOHN KERRY ARRIVES IN IRAQ FOR URGENT TALKS

June 23, 2014

Baghdad: U.S. Secretary of State John Kerry has begun talks in Baghdad with embattled Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki. Kerry arrived in the Iraqi capital on Monday, nearly two weeks after militants led by the Islamic-jihadists from the Islamic State of Iraq and Sham ISIS staged a surprise offensive in Nineveh province. Kerry is expected to press the leadership in Baghdad to form a more inclusive government, but officials in Washington said he will not call for Maliki to resign. Kerry said on Monday that Washington's support for Iraqi security forces will be "intense and sustained" to help them combat a rebellion that has swept through the country's north and west...[Agencies](#)

MORE THAN 4000 FAMILIES MIGRATE FROM AREAS OF DIYALA TO THE KURDISH CITY OF KHANAQIN

June 23, 2014

Khanaqin: Khanaqin administration in Diyala province revealed on Monday, the arrival of more than 4000 displaced families to the district from various areas of Diyala, pointing to the inability of the district to provide adequate assistance to the displaced people due to lack of local support for the governments of Diyala and Baghdad. "More than 4000 families have been displaced from areas of Diyala to the outskirts of Khanaqin because of the tense security situation in some areas," The head of the local council of Khanaqin, Samir Mohammed Noor said. He added that the displaced families are experiencing difficult situations and receive symbolic assistance from some humanitarian organizations and residents of Khanaqin. Hundreds of thousands of Iraqis fled due to violence and fears of a sectarian war between Sunnis and Shiites, as most of them went to Kurdistan Region, which is stable. In the last few years, three camps had been built in Erbil and Duhok in Kurdistan Region to house the displaced people with the continuation of their flow to the region...[shafaq.com](#)

IRAN REPORTEDLY SENDS 130 MILITARY PLANES TO IRAQ

June 23, 2014

Baghdad: Iran has sent hundreds of military planes to Iraq to retaliate against the al-Qaeda linked Islamic-jihadists from the Islamic State of Iraq and Sham ISIS in Mosul and Salahaddin Province. A source from the Iraqi Ministry of defense who asked to remain anonymous revealed that after Iran sent military supervisors and Quds force soldiers, they have now sent 130 military planes. The source also explained that the highly developed planes are capable of reaching specific targets in both Nineveh and Anbar province. However, according to the Iranian Ministry of defense, the planes are those that were confiscated by the Tehran Regime in 1991 while fighting with Iraq and that Iran has decided to give them back to Iraq. The official from the Iraqi Ministry of Defense rejected the statement from the Iranians. The news has not been confirmed by other sources. [basnews.com](#) | [Ekurd.net](#)

IRAQI ARMY HAS LOST 7 DIVISIONS; LOSSES AT \$10B: IRAQI DEFENSE OFFICIAL

June 26, 2014

Baghdad: Since they began their blitz just over a fortnight ago, Sunni insurgents in Iraq have destroyed half of the Iraqi army and inflicted \$10 billion in losses, a senior Iraqi defense official said. Those losses continued to mount Wednesday as the jihadi-led insurgents reportedly overran the Ajeel oil site east of the captured city of Tikrit, and Iraqi television showed helicopters flying in troops as fighting continued for Baiji, the country's largest oil refinery. The Iraqi defense official told Rudaw, on condition of anonymity, that his ministry had assessed its losses in a report. "The damage to the Iraqi army is estimated to be more than \$10 billion, not taking into account the hundreds of army officers lost. So far, seven military divisions have been destroyed," he quoted the report as saying. Iraq reportedly has about 14 army divisions, which would mean that half have been destroyed...[rudaw.net](#)

2 PESHMERGA KILLED, TWO OTHERS INJURED IN MOSUL BLAST

June 26, 2014

Mosul: Two Kurdish Peshmerga forces were killed and two others were injured in a bomb blast in a town in Iraqi Northern Province of Mosul, now under the control of the Islamic State of Iraq and Sham (ISIS) militants. The blast occurred on Wednesday afternoon on the way of a convoy of the Kurdish forces in Shengal, Kurdish Radio Nawa said in a report. Medical forces rushed to the blast's scene and the injured people were taken to hospital. No Peshmerga official has commented on the blast. [kurdpress.ir](#)

KIRKUK TURKMEN SEEK KURDISH PESHMERGA PROTECTION, READY TO FIGHT ISIS

June 28, 2014

Kirkuk: Kirkuk's Turkmen population are counting on the Kurdish Peshmerga forces for protection, said Najat Hussein of the Turkmen bloc and former member of Kirkuk Provincial Council on Friday, a day after the Kurdish president visited the multiethnic city. "We (Turkmens) are 95 percent dependent on the Peshmerga forces," Hussein told Rudaw. "We thank Peshmerga forces for their coming to Kirkuk and we are ready to fight alongside them." Hussein said "While the Peshmerga are all Kurds, their duty is to protect everyone," he said. "The Peshmerga have proven in the last two weeks that they don't only work for the Kurds, but for all the ethnics and sects of Kirkuk." "We Turkmen have the same fate as Kurds," said Hussein. "Now is not the time to talk about the future of Kirkuk, this should be delayed for after this situation." "It's no time for political differences among the parties of Kirkuk," he said. "We need to set aside the differences because the enemy has targeted all of us, including Kurds, Turkmens, Arabs, Shia and Sunnis."...[rudaw.net](#)

TURKISH SOLDIERS KILL TEENAGER FROM SYRIAN KURDISTAN ON BORDER

June 29, 2014

Afrin: Ahmed Mohamed, 18, was shot dead by Turkish soldiers as he tried to cross the border from Kilis to the Afrin Canton of Syrian Kurdistan (Rojava) on Friday. It is reported that the teenager, 18-year-old Ahmed Mohamed, was the target of a volley of fire from Turkish soldiers between the villages of Dêrsiwane and Şiltehtë, in the Sera area of the canton. Seriously wounded in the stomach, he was taken to the Avrîn hospital in Afrîn city. Unfortunately, despite all medical efforts, he lost his life. Comparisons have inevitably been drawn between Turkish soldiers' close guarding of the Syrian Kurdistan border and their turning a blind eye to anyone wishing to cross over into Syria to join ISIS or other extremist groups. [firatnews.com](#)

NO LAND CONNECTION BETWEEN IRAQ AND KURDISTAN: JABAR YAWAR

June 29, 2014

Erbil: The Spokesman of the Kurdish forces of Peshmerga in Iraq's ➔

➔ autonomous Kurdistan Region, Jabar Yawar, said there is no longer a land connection between the Kurdistan region and the Iraqi central government in Baghdad. Speaking with NPR, he said disputes between Erbil and Baghdad are not limited to politics, "there is a new reality in Iraq and we have geographical differences with Baghdad." Baghdad is responsible for cutting the land connection between the central and northern government, he added. "We do all our best to keep Peshmerga forces in Kirkuk as Kirkuk is our people's living place. The city is our land and we have to defend it," a Kurdish official, Nouri Abdulrahman told NPR, stressing that Kirkuk's oil takes Kurds one step closer to independence. We have never hidden our will and whenever possible we will declare it, he said about recent speeches by Kurdish leader, including Kurdistan Region President Massoud Barzani, about the Kurdish region's independence. kurdpress.ir

8 KURDISH PESHMERGA TROOPS HIT BY ISIS BOMBARDMENT

June 29, 2014

Kirkuk: Kurdish security sources reported Sunday that 8 of Peshmerga forces were injured by bombarding their sites by ISIS jihadists south of the city. The sources said that the shelling was conducted 20 km south of Kirkuk. The Peshmerga forces shot back, but no other details were given. aswatiliraq.info

VIOLENT CLASHES BETWEEN THE PESHMERGA AND THE ISIS ELEMENTS IN JALAWLA

June 29, 2014

Diyala: Violent clashes broke out last night and continued between Kurdish Peshmerga forces and al-Qaeda linked Islamic-jihadists from the Islamic State of Iraq and Sham ISIS in Jalawla, in Khanaqin in Diyala province. The website of the PUK quoted a source in the forces of the second Peshmerga of Kurdistan as saying that the terrorist elements launched in late at night an attack on the Peshmerga forces in the areas of al-Tajneed and al-Wehda in Jalawla. He added that the Peshmerga forces responded to the attack and strongly foiled all attacks against them, adding that the clashes did not result in casualties among the Peshmerga and resulted in dozens of deaths and injuries among the ISIS. ninanews.com

ISIS DECLARES CREATION OF ISLAMIC STATE IN MIDDLE EAST, 'NEW ERA OF INTERNATIONAL JIHAD'

June 30, 2014

Baghdad: ISIS jihadists have declared the captured territories from Iraq's Diyala province to Syria's Aleppo a new Islamic State - a 'caliphate.' They removed 'Iraq and the Levant' from their name and urged other radical Sunni groups to pledge their allegiance. ISIS

announced that it should now be called 'The Islamic State' and declared its chief, Abu Bakr al-Baghdadi, as "the caliph" of the new state and "leader for Muslims everywhere," the radical Sunni militant group said in an audio recording distributed online on Sunday. The new Islamic State has marked its borders, spanning the territory captured by the group in a bloody rampage, from Iraq's volatile Diyala province to Syria's war-torn Aleppo. The jihadist group has also claimed that they are now a legitimate state. The Islamic State has called on Al-Qaeda and other radical Sunni militants in the region to immediately pledge their allegiance, ushering in "a new era of international jihad." rt.com | Agencies

95% OF WHOLE IRAQI KURDISTAN REGION UNDER PESHMERGA CONTROL

June 30, 2014

Erbil: A member of the legislation committee of the Kirkuk assembly, Awat Kerim, stated that 95% of all Iraq's Kurdish territory (South Kurdistan) is under the control of the Peshmerga. Awat Kerim made a press statement to the Rudaw news agency. Saying that Peshmerga had taken control of the regions which were not under the control of Iraq's federal Kurdistan government, Kerim said that "right now, Kirkuk has been incorporated into Kurdistan. In the current situation, 70% of the total population are Kurds, 15% are Christians and 15% are Arabs." While Islamic State in Iraq and Syria (ISIS) militants, who are committing crimes against humanity and war crimes, have taken control of broad areas since 9 June, the Kurds have taken full control of Kirkuk and other Kurdish areas. According to reports from Iraqi Kurdistan, all disputed territories apart from the Kurdish towns of Seidiye and Jalawla in Diyala province are totally controlled by Peshmerga forces. firtnews.com

70% JALAWLA RESIDENTS RETURN DUE TO PESHMERGA

June 30, 2014

JALAWLA, Kurdistan region- after the arrival of the Peshmerga forces in Jalawla, a Kurdish-majority town, 265 km to Hawler (Erbil), the capital city of the Kurdistan region, 70% of the residents who fled to other cities have returned. The Peshmerga forces have taken over most parts of the town and its surrounding villages compelling the tribal rebels, Naqshbandi Group, Almujaheeden Group, Althawra 20 Group, Hamas Iraq Group, Al- Jiash Islami Group, other Sunni rebels who are all supporting the ISIS insurgents to leave the town. Security officials said that the security of Jalawla is stable and that has urged the residents who fled several days ago to return to their homes. The governmental officials and administrators of the city announced that the civic employees should attend office and carry out people's affairs. The Peshmerga forces have offered support to the officials to start attending office so that normal everyday life affairs would start once again...knncc.net

◆◆◆

torontosun.com
June 24, 2014

As Iraq dies, Kurdistan is born

By Tarek Fatah
torontosun.com
June 24, 2014

Iraq is imploding in a fiery mess as it nears its expiry date, and from its ashes a new nation is rising — Kurdistan.

While pundits debate who is to blame for this "unforeseen" crisis, it has little to do with the ill-fated invasion of Iraq in 2003 by the George W. Bush-Tony Blair team, or the limp foreign policy of Barack Obama.

What is emerging today is a result of seeds planted nearly a century ago.

This summer marks the 100th anniversary of World War I. The war that was supposed to end all wars, not only failed in keeping Europe at peace, it devastated the Middle East in more ways than one.

While the victorious allies imposed humiliating and crippling reparations on Germany in 1919, it was left largely intact.

Germany's ally in the east, Ottoman Turkey, was not so fortunate.

The victorious British and French gobbled up the Arab lands the Ottomans had ruled for 400

years as "Vilayets" or autonomous provinces.

They were based on the ethnic, tribal and at times religious character of the areas.

But the victorious European powers carved out countries with borders they seemed to have drawn using a geometry set.

As it fought Germany on the western front in 1915, Great Britain convinced the Arabs of Hejaz, under Emir Hussein, to betray their fellow Muslims, the Ottoman Caliphate.

In return, Britain promised ⇒

⇒ freedom for the entire Arab lands as one independent country.

But Emir Hussein was being double-crossed.

What he didn't know is that months before he signed the pact with Britain, the British had signed the secret Sykes-Picot Agreement with their allies the French.

According to this treaty, the prime real estate of the Arab world — Syria (including Lebanon and what is today Israel and the West Bank) and Mesopotamia — would come under British and French rule.

Meanwhile the "independent Arab State" promised to the Emir of Hejaz was to be in the barren desert lands of what is today Saudi Arabia.

France ended up with Syria and Lebanon while Great Britain managed to keep the territories stretching from today's Israel and Jordan all the way to the areas that included Basra, Baghdad and Mosul, places where oil had just been found.

To keep control over these new found oil-rich lands, the British created a completely artificial country they called Iraq.

To placate the now homeless

royalty of Hejaz (who had by then been expelled by the Saudis) London made one of the Emir's sons the new "King of Iraq" in a land that was foreign to him.

In all these machinations, the people who suffered most were the Kurds.

Instead of granting them nation status, Kurdistan was cut into three countries, with Turkey taking over the western Kurds and the rest divided between French Syria and British Iraq. (Eastern Kurdistan has been under Iranian occupation since the 17th century.)

Today, 40 million Kurds are the world's largest ethnic group without a country of their own.

They also stand out as a Muslim community that has a culture of gender equality. Female fighters go into battle shoulder-to-shoulder with their male counterparts.

After a century of struggle a free Kurdistan is emerging from the ashes of Syria and Iraq.

The West, particularly the U.K. and France, owe it to the Kurds to recognize Kurdistan's independence and not push it back into Arab

THE DAILY STAR
LEBANON

June 26, 2014

Israel tells U.S. Kurdish independence is 'foregone conclusion'

By Dan Williams Reuters
www.dailystar.com.lb
June 26, 2014

JERUSALEM (Reuters) - Israel told the United States on Thursday Kurdish independence in northern Iraq was a "foregone conclusion" and Israeli experts predicted the Jewish state would be quick to recognise a Kurdish state, should it emerge.

Israel has maintained discreet military, intelligence and business ties with the Kurds since the 1960s, seeing in the minority ethnic group a buffer against shared Arab adversaries.

The Kurds have seized on recent sectarian chaos in Iraq to expand their autonomous northern territory to include Kirkuk, which sits on vast oil deposits that could make the independent state many dream of economically viable.

Washington wants Iraq's crumbling unity restored. On Tuesday, U.S. Secretary of State John Kerry visited Iraqi Kurdish leaders and urged them to seek political integration with Baghdad.

Kerry discussed the Iraqi crisis with Israeli Foreign Minister Avigdor Lieberman in Paris on Thursday.

"Iraq is breaking up before our eyes and it would appear that the creation of an independent Kurdish state is a foregone conclusion," Lieberman's spokesman quoted him as telling Kerry.

A day earlier, Israeli President Shimon Peres had a similar message for U.S. President Barack

Obama, who hosted the dovish elder statesman at the White House.

Briefing reporters, Peres said he had told Obama he did not see unifying Iraq as possible without "massive" foreign military intervention and that this underscored Kurdish separation from the Shi'ite Muslim majority and Sunni Arab minority.

"The Kurds have, de facto, created their own state, which is democratic. One of the signs of a democracy is the granting of equality to women," Peres said.

He added that neighbouring Turkey appeared to accept the Kurds' status as it was helping them pump out oil for sale.

A HISTORY OF SILENCE

Israel last Friday took its first delivery of the disputed crude from Iraqi Kurdistan's new pipeline. The United States disapproves of such go-it-alone Kurdish exports.

There are some 30 million Kurds on a swathe of land running through eastern Turkey, northern Syria, northern Iraq and western Iran. They have hesitated to declare independence in Iraq, mindful of opposition from neighbouring states with Kurdish populations.

Israel's Foreign Ministry said there were currently no formal diplomatic relations with the Kurds. Israeli officials declined to comment, however, on the more clandestine ties.

"Our silence - in public, at least - is best. Any unnecessary utterance on our part can only harm them (Kurds)," senior Israeli defence



Iraqi Kurdish women cook food for families that fled the violence in the northern province of Nineveh, at a mosque in Arbil, the capital of the autonomous Kurdish region of northern Iraq, on June 26, 2014. AFP PHOTO/SAFIN HAMED

official Amos Gilad said on Tuesday.

Asked on Israel's Army Radio whether Kurdish independence was desirable, Gilad noted the strength of the Israeli-Kurdish partnership in the past and said: "One can look at history and draw conclusions about the future."

Israeli intelligence veterans say that cooperation took the form of military training for Kurds in northern Iraq, in return for their help in smuggling out Jews as well as in spying on Saddam Hussein's regime in Baghdad and, more recently, on Iran.

Eliezer Tsafir, a former Mossad station chief in Kurdish northern Iraq who is now retired from Israeli government service, said the secrecy around the ties had been maintained at the request of the Kurds.

"We'd love it to be out in the open, to have an embassy there, to have normal relations. But we keep it clandestine because that's what they want," he told Reuters.

Ofra Bengio, an Iraq expert at Tel Aviv University and the author of two books on the Kurds, said last week's oil delivery and other commercial ties between Israel and Kurdistan were "obviously" part of wider statecraft.

"I certainly think that the moment (Kurdish President Masoud) Barzani declares independence, these ties would be upgraded into open relations," she said. "It depends on the Kurds."

The Kurdish Regional Government in northern Iraq has denied selling oil to Israel, whether directly or indirectly. The Israeli government declined to comment on Friday's oil delivery. □

Le Monde
Jeudi 19 juin 2014

En Irak, l'EIIL agrège une galaxie sunnite radicale

Des groupes religieux, tribaux et ex-baasistes gravitent autour des djihadistes, obligés de composer pour tenir le terrain

Depuis la prise de Mossoul, le 10 juin, et durant la course effrénée qui l'a mené jusqu'aux faubourgs de Bagdad, l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) n'a pas seulement accumulé les victoires, il a aussi grossi ses rangs. Selon l'un de ses porte-parole, « 12 000 Irakiens » auraient ainsi été recrutés sous l'étendard noir du djihad. Ses troupes pourraient compter 20 000 combattants, selon des estimations hautes.

L'effet de surprise dont l'EIIL a bénéficié au début de son offensive, le 6 juin, et la relative attraction que celui-ci semble exercer sur la population sunnite déforment la perception qu'on peut avoir de la puissance de ce groupe. L'Etat islamique, qu'on a vu se mettre en scène dans des vidéos ultraviolentes et dont les combattants sont invariablement dépeints par le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, comme « une horde de terroristes », n'est finalement que le visage terrifiant et ultramédiatique d'une large coalition sunnite mêlant de nombreux groupes aux idéologies diverses.

Les insurgés profitent de la force de frappe de l'EIIL pour mener à bien une sorte de reconquête du pays sunnite

Cet assemblage hétéroclite peut se diviser en quatre catégories, dont la première rassemble des anciens officiers baasistes de l'armée de Saddam Hussein, constitués en groupes armés dans le

sillon de l'invasion américaine de 2003 et qui n'ont, depuis, jamais rendu les armes. Ces nostalgiques du rais déchu considèrent illégitimes les nouvelles autorités de Bagdad et sont restés actifs, même après le rapatriement des derniers soldats américains par Barack Obama, en décembre 2011. Les plus irréductibles d'entre eux ont rejoint l'Armée de la voie de Nakchabandi, dont la figure de proue n'est autre que Ezzat Ibrahim Al-Douri, le plus haut dignitaire de l'ancien régime toujours en fuite.

Ami intime de Saddam Hussein, qui l'avait nommé vice-président du Conseil de commandement de la révolution, Ezzat Al-Douri est par ailleurs membre des Nakchabandi, une confrérie soufie qu'avaient embrassée, selon ses adeptes, les compagnons du Prophète ainsi que le premier calife. L'appellation est trompeuse, car si les soufis sont théoriquement pacifiques, les Nakchabandi d'Irak ont fourni de redoutables officiers de renseignements, civils et militaires, sous le règne de Saddam Hussein. Après la chute de ce dernier, ils ont régulièrement mené des opérations conjointes avec Al-Qaïda.

Cette alliance d'opportunité, parfois tissée dans l'obscurité des prisons où leaders baasistes et djihadistes étaient enfermés côte à côte, a perduré jusqu'à l'apparition de l'EIIL. Comme l'Etat islamique, l'Armée de la voie de Nakchabandi est une habituée du territoire syrien, longtemps utilisé comme base arrière. De sources concordantes, ce groupe est le plus puissant et le premier allié de l'EIIL en Irak. Jeïch Al-Rachidine, l'Armée des guides, active au nord de Bagdad et près de

Ramadi, appartient à la même catégorie d'irréductibles baasistes, sans avoir la même influence.

La deuxième catégorie comprend des groupes tels que les Brigades de la révolution 1920 ou le Front islamique pour la résistance irakienne, proches des Frères musulmans, dont le chef de la branche irakienne, Hareth Al-Dhari, vit en Jordanie. Longtemps opposés à Al-Qaïda, les Frères d'Irak ont participé à la création des milices sunnites Sahwa, financées et armées par les Etats-Unis pour combattre les djihadistes. En retour, Al-Qaïda n'a pas hésité à assassiner le neveu d'Hareth Al-Dhari, en 2009. Officiellement, toutes formes d'opération-suicide sont interdites par la confrérie.

La troisième catégorie englobe la multitude de groupuscules armés sunnites, de tendance baasiste ou islamiste à l'influence locale, qui avait pris les armes contre les Américains après 2003. La plupart avaient intégré les milices Sahwa ou s'étaient mis en sommeil après le départ des troupes américaines.

Exceptée l'Armée de la voie de Nakchabandi, alliée de la première heure, tous ces groupes semblent avoir intégré la coalition menée par l'EIIL après les grandes manifestations de début 2013 qui dénonçaient la marginalisation, l'oppression et les injustices dont la communauté sunnite a été victime sous le gouvernement Maliki.

La quatrième et dernière catégorie est formée par les chefs de tribus, au sein de Conseils militaires révolutionnaires qui ont vu le jour dans presque toutes les villes sunnites d'Irak après la dispersion brutale de ces manifestations. Au final, le spectre de cette coalition est si large qu'il est difficile de trouver des points communs entre ses membres, mis à part le fait qu'ils sont sunnites et très radicalisés.

L'EIIL peut difficilement tenir les territoires remportés récemment sans l'aide de ces groupes et sans l'accord tacite d'une partie de la population. Les djihadistes, ont par ailleurs besoin de compétences spécifiques que possèdent les anciens officiers baasistes, s'ils veu-

lent utiliser certaines armes et engins militaires qu'ils ont pris à l'armée. Alors qu'ils approchent de Bagdad, ils ont enfin besoin de la connaissance du terrain que seuls des locaux peuvent leur apporter.

Les sunnites d'Irak, en acceptant la mainmise des djihadistes, ont-ils fait un « Pacte avec le Diable », ainsi que le suggère le titre d'un récent rapport de l'International Crisis Group (ICG) sur Fallouja, première ville d'Irak à être tombée, début janvier, sous le contrôle de l'EIIL ? « Beaucoup ont peur de [l'EIIL], tout en les laissant faire, car notre situation est devenue inacceptable, explique un habitant de Mossoul. Nous nous sommes retrouvés pris en étau entre, d'un côté, un dirigeant irakien qui tyrannise et humilie les sunnites d'Irak et, de l'autre, un dirigeant syrien qui a décidé d'exterminer les sunnites de Syrie. Cela a radicalisé la population. »

Les insurgés irakiens profitent, pour l'instant, de la terrible force de frappe de l'EIIL pour mener à bien ce qui pourrait s'apparenter à une reconquête du pays sunnite. Mais où s'arrêtera cette folle cavalcade ? Selon un chef de tribu joint par *Le Monde* au téléphone, cheikh Rafaa Al-Joumaïli, combattant près de Fallouja, la coalition sunnite alliée à l'EIIL s'inquiète de ce qu'une partie du butin en armement a été transférée en Syrie. Elle aurait aussi présenté à l'EIIL une série de points qu'elle souhaite négocier.

La coalition « veut limiter sa collaboration armée avec l'EIIL à l'intérieur des frontières irakiennes et réduire le nombre de combattants étrangers, afin, assure-t-il, de montrer que cette guerre vise uniquement le gouvernement irakien ». « L'EIIL doit comprendre que leur idée d'un Etat islamique fait peur et que cela risque de fournir à Maliki le soutien du monde entier. La coalition demande aussi la fin du djihad contre les chiïtes. » Des responsables de l'EIIL auraient accepté d'étudier ces demandes, « ce qui est déjà très positif », conclut le cheikh. ■

CÉCILE HENNION

La principale raffinerie de pétrole du pays attaquée

Des combattants djihadistes ont lancé, mercredi 18 juin à l'aube, un assaut contre la principale raffinerie de pétrole en Irak, située à Baiji, dans la province de Salaheddine, où les djihadistes ont pris le contrôle de larges secteurs depuis une semaine. Dans la nuit de lundi à mardi, l'armée irakienne a repoussé les

combattants de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) à Baaqouba, à 60 km au nord-est de Bagdad. Par ailleurs, le premier ministre, Nouri Al-Maliki, a limogé, mardi, plusieurs hauts commandants, une semaine après la chute de Mossoul, deuxième ville d'Irak, aux mains de l'EIIL.

■ L'intervention militaire de 2003 n'est pas responsable du chaos irakien

Tony Blair

Ancien premier ministre britannique
(1997-2007)

Prévisibles et délétères, les effets de la guerre civile en Syrie sont en train de se faire sentir. Un danger mortel pèse aujourd'hui sur l'Irak. L'ensemble du Moyen-Orient est menacé. Nous devons repenser notre stratégie vis-à-vis de la Syrie et aider le gouvernement irakien à combattre l'insurrection tout en insistant sur le fait qu'il doit changer de politique. Il faut par ailleurs établir pour la région un projet qui sache tirer les leçons de la décennie écoulée.

Les événements de Mossoul ont ravivé les polémiques sur la décision de renverser Saddam Hussein en 2003. D'autres ne manqueront pas de se demander si le retrait des forces américaines n'est pas intervenu de manière prématurée.

L'un des arguments des adversaires de l'intervention de 2003 est de dire que, puisque Saddam Hussein ne possédait aucune arme de destruction massive, l'invasion de l'Irak était injustifiée. D'après les rapports des inspecteurs internationaux, nous savons que, même si Saddam s'était débarrassé de ses armes chimiques, il avait conservé l'expertise et les capacités d'en produire. En 2011, si nous avions laissé Saddam au pouvoir, l'Irak aurait été lui aussi emporté par la vague des révolutions arabes. En tant que sunnite, Saddam aurait tout fait pour préserver son régime face à la révolte de la majorité chiite du pays. Pendant ce temps, de l'autre côté de la frontière, en Syrie, une minorité bénéficiant de l'appui des chiites s'accrocherait au pouvoir et tenterait de résister à la révolte de la majorité sunnite. Le risque aurait donc été grand de voir la région sombrer dans une

conflagration confessionnelle généralisée dans laquelle les Etats ne se seraient pas affrontés par procuration, mais directement, avec leurs armées nationales.

Tout le Moyen-Orient est en réalité engagé dans une longue et douloureuse transition. Nous devons nous débarrasser de l'idée que « nous » avons provoqué cette situation. Ce n'est pas vrai. Nous pouvons discuter de savoir si, à tel ou tel moment, notre politique a été bénéfique ou pas ; nous demander s'il est préférable d'agir ou de ne rien faire – et il existe quantité d'arguments pour chacune de ces options. Il n'en reste pas moins vrai que la cause fondamentale de la crise plonge ses racines dans la région, et non en dehors d'elle.

Vu les contradictions de la situation en

Irak, il était impossible que la révolution s'y déroule sans heurts. C'est là une leçon dont il faudra se souvenir. Mais c'est aussi la leçon que l'on peut tirer de l'ensemble du « printemps arabe ». En vérité, vu la façon dont les sociétés moyen-orientales se sont développées, et vu que l'islamisme, dans ses différentes versions, est devenu le principal vecteur de l'opposition à l'oppression, le renversement d'une dictature n'est que le début, et non le terme du défi. Quand le régime change, on voit aussitôt surgir les tensions. Dès lors, la reconstruction du pays et la remise en marche des institutions et des structures de gouvernance deviennent incroyablement compliquées.

Nous avons aujourd'hui trois exemples de politique occidentale en matière de changement de régime dans la région. En Irak, nous avons appelé à un changement de régime, renversé la dictature et déployé des troupes pour aider à la reconstruction du pays. Mais l'intervention s'est révélée extrêmement ardue, et aujourd'hui le pays est à nouveau en danger. En Libye, nous avons appelé au changement de régime, chassé Kadhafi grâce à des frappes aériennes et refusé d'envoyer des troupes au sol. Aujourd'hui, la Libye, ravagée par la violence, a exporté le désordre et de vastes quantités d'armes à travers l'Afrique du Nord et jusqu'en Afrique subsaharienne. En Syrie, nous avons appelé au changement de régime mais n'avons rien fait, et c'est le pays qui se trouve dans la situation la pire.

Mais, alors, puisque intervenir est aussi compliqué, pourquoi ne pas se tenir en dehors de tout cela ? C'est aujourd'hui la position par défaut de l'Occident. La réponse est que nous ne le pouvons pas parce que l'issue de cette longue transition aura pour nous de profondes conséquences. Pour ne considérer que la plus simple, les

C'est parce que nous cherchons toujours des prétextes pour ne pas nous confronter à l'extrémisme islamiste que nous n'enregistrons aucun progrès dans cette lutte

groupes djihadistes ne nous laisseront pas en paix. Le 11-Septembre n'est pas survenu sans raison. Cette raison et l'idéologie qui la sous-tend n'ont pas disparu.

Il n'est pas raisonnable pour l'Occident d'adopter une politique d'indifférence. Car il s'agit, que nous le voulions ou pas, d'un

problème qui nous concerne.

Les agences de sécurité européennes estiment que la principale menace pour l'avenir proviendra des combattants revenant de Syrie. Le danger est réel de voir le pays devenir pour les terroristes un sanctuaire plus redoutable encore que ne l'était l'Afghanistan dans les années 1990. Mais n'oublions pas non plus les risques que fait peser la guerre civile syrienne sur le Liban et la Jordanie. Il était impossible que cet embrasement reste confiné à l'intérieur des frontières syriennes.

Je comprends les raisons pour lesquelles, après l'Afghanistan et l'Irak, l'opinion publique est si hostile à une intervention militaire. Mais une intervention en Syrie n'était pas et n'est pas nécessairement obligée de prendre les formes qu'elle a prises dans ces deux pays. Et, chaque fois que nous renonçons à agir, les mesures que nous serons fatalement amenés à prendre par la suite devront être plus violentes.

En ce qui concerne le défi actuel en Irak, le président Barack Obama a raison de mettre toutes les options sur la table, y compris les frappes militaires. Il a également raison d'insister pour que le gouvernement irakien modifie la façon dont il mène sa politique intérieure.

Les éléments modérés de l'opposition syrienne doivent recevoir le soutien dont ils ont besoin. Bachar Al-Assad doit comprendre qu'il ne peut emporter une victoire décisive. Et les groupes extrémistes, en Syrie comme en Irak, doivent être combattus, en coordination et avec l'accord des pays arabes. Aussi amère que soit cette option, l'inaction serait pire.

Pourtant, agir seulement en Syrie ou en Irak ne réglera pas le défi à l'échelle de la région ni à celle du monde. Nous devons élaborer un projet pour le Moyen-Orient et un plan pour combattre l'extrémisme plannétaire qu'il génère.

Pour ce faire, il convient tout d'abord de bien identifier la nature de ce combat. Il s'agit d'une lutte contre l'extrémisme islamiste. Voilà la nature du combat. Beaucoup s'affolent devant la brutalité d'un tel constat. Or, c'est précisément parce que nous cherchons toujours des prétextes pour ne pas nous confronter à ce problème que nous n'enregistrons aucun progrès dans cette lutte.

Nous devons faire alliance avec ceux qui, dans le monde musulman, sont d'accord avec cette analyse pour lutter contre l'extrémisme. Il y a dans la région beaucoup de gens qui comprennent à présent que c'est ce combat-là qu'il faut mener et qui sont prêts à le mener. Nous devons être à leurs côtés.

Là où se battent les extrémistes, il faut les contrer, durement et de façon détermi-

née. Cela ne veut pas dire qu'il faille envoyer des troupes occidentales comme on l'a fait en Irak. Nous disposons de nombreux autres moyens. Mais les extrémistes doivent savoir que, partout où ils veulent imposer leur terreur, nous les frapperons.

A plus long terme, il convient de déployer des efforts concertés pour réformer les systèmes d'éducation officiels ou

informels qui alimentent l'extrémisme.

Nous devons prendre conscience que le défi s'étend bien au-delà du Moyen-Orient. L'Afrique, comme le montrent les tragiques événements au Nigeria, y est elle aussi confrontée. L'Extrême-Orient et l'Asie centrale également.

L'Irak n'est qu'une facette d'une situation plus générale. Tous les choix qui s'of-

font à nous sont inquiétants. Mais, depuis trois ans, nous regardons la Syrie s'enfoncer dans l'abîme et, pendant qu'elle sombre, elle nous enserre lentement et sûrement dans ses rets et nous entraîne avec elle. C'est pourquoi nous devons oublier les différends du passé et agir maintenant pour préserver l'avenir. ■

(Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Le Monde

Vendredi 20 juin 2014



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

Irak, trente-quatre ans de malheurs

L'EFFONDREMENT DE L'ÉTAT CENTRAL A FAVORISÉ L'EXACER-

BATION DES CLIVAGES RELIGIEUX. COMME EN SYRIE

Qui a « perdu » l'Irak ? En Grande-Bretagne et aux États-Unis, on cherche des coupables. Ou, plutôt, on règle des comptes.

Gauche et droite, interventionnistes et réalistes, néoconservateurs et « real-politiciens » s'étripent. La percée djihadiste à Mossoul, deuxième ville irakienne, ranime, à Londres et à Washington, d'épiques batailles rhétoriques.

Mais le débat sur la responsabilité des uns et des autres dans la décomposition d'un État qui fut l'un des plus forts du Proche-Orient contemporain occulte cette réalité première, brutale : depuis trente-quatre ans, l'Irak ne connaît que la guerre – intérieure, extérieure, religieuse, civile, provoquée, subie, etc. Chacun de ces chocs a ébranlé une identité nationale encore hésitante. Revue express d'une série de malheurs.

L'Irak d'aujourd'hui est coupé en trois : au nord-est, le Kurdistan, havre de tranquillité autonome ; au sud, à partir de Bagdad, le pays des Arabes chiïtes ; à l'ouest et au nord-ouest, celui des Arabes sunnites. De l'État unitaire créé par les Britanniques sur les dépouilles de l'Empire ottoman en 1921, le politologue Pierre-Jean Luizard dit qu'il a été « construit contre sa société » : arabe chiïte à 55 %, kurde à 25 % et arabe sunnite à 16 %.

La vie politique à Bagdad, succession de coups d'État, n'a jamais été aussi tranquille que le cours du Tigre et de l'Euphrate. Mais la descente aux enfers commence vraiment en 1979. Numéro deux du régime depuis 1970, Saddam Hussein accède alors au sommet de l'État et du parti au pouvoir, le Baas. Hybride de nationalisme arabe militant et de progressisme laïque, le régime est un mélange : impitoyable dictature politique et réussite économique et sociale. Le pétrole finance l'un des

meilleurs systèmes de santé et d'éducation du monde arabe – et des achats massifs d'armements. Majoritairement sunnite, le Baas pratique un nationalisme sectaire : il marginalise la majorité chiïte et martyrise les Kurdes.

Cette même année 1979, une révolution islamiste – une première dans la région – installe l'ayatollah Khomeyni au pouvoir à Téhéran. La jeune République islamique d'Iran est volontiers prosélyte : elle veut étendre sa révolution. Elle dit son mépris pour les monarchies du Golfe – des « *corrompus* » – et pour les baasistes de Bagdad – des « *athées* ». Elle prolonge l'ancestrale rivalité entre Perses et Arabes. Ceux-là vont prendre peur.

Le monde arabe, unanime, pousse Saddam Hussein à la guerre. Il faut déstabiliser une révolution menaçante. Parce qu'ils ont peur de Khomeyni eux aussi, notamment pour la sécurité du pétrole, les États-Unis, l'Europe et l'URSS appuient leur ami Saddam. Terrible erreur des uns et des autres. En attaquant l'Iran, le rais vient de plonger son peuple dans la nuit.

Préjugant de ses forces, il n'a pas peu contribué à « perdre » l'Irak. Le pays ne se remettra jamais d'une guerre qui va durer huit ans et faire des centaines de milliers de morts. Ce conflit est le creuset des drames qui vont suivre. Sans que ses parrains occidentaux émettent la moindre protestation, Saddam emploie massivement les gaz contre l'Iran, qui prend alors la décision de relancer le projet nucléaire de l'ancien régime. La paix est conclue en août 1988. Saddam, ruiné, sollicite l'aide financière des monarchies du Golfe. Ingrates, elles la lui refusent. Il se venge et, le 2 août 1990, envahit le Koweït.

Embargo draconien

Bourde énorme là encore, qui provoque une intervention américaine massive – janvier-février 1991 – pour chasser les Irakiens de l'émirat. Des dizaines de milliers de soldats irakiens vont mourir dans cette première « guerre du Golfe ». Au grand dam de Washington, la défaite de Saddam Hussein n'entraîne pas sa chute à la tête de l'Irak. Au contraire, il noie dans le sang une rébellion des chiïtes et des Kurdes

encouragée par la CIA.

Le pays est à genoux, mais l'ONU le soumet à un embargo draconien. Les Irakiens sont condamnés à la misère. Le régime se transforme en une dictature féroce qui pille les dernières ressources du pays. Sous cette double malédiction, l'embargo et la dégénérescence du Baas, le nationalisme arabe laïque se meurt. Pas plus que l'autre, la nature politique n'aime le vide : place à l'islamisme militant. Le djihadisme signe son entrée dans le nouveau siècle avec les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Après l'Afghanistan des talibans, qui hébergeait Al-Qaïda, George W. Bush, début 2003, va s'en prendre à l'Irak de Saddam Hussein.

Le prétexte invoqué était faux : il n'y avait pas d'armes de destruction massive en Irak. Saddam n'avait rien à voir avec Al-Qaïda – au contraire – et encore moins avec les attentats du 11-Septembre. La vérité est qu'un président sous influence néoconservatrice et désireux de prouver qu'il pouvait faire plus que son père – la première guerre du Golfe – a voulu refaçonner le Proche-Orient en commençant par imposer la démocratie à Bagdad.

Une occupation désastreuse achève de démanteler ce qui reste de l'État irakien, assure la renaissance d'Al-Qaïda et installe les chiïtes les plus sectaires au pouvoir à la grande satisfaction de leur parrain iranien. Pour les États-Unis, un désastre stratégique – ils quittent l'Irak, à peine pacifié, en 2011, parce que ni les chiïtes ni les sunnites ne veulent les voir rester. Pour les Irakiens, le cauchemar continue sous forme d'un affrontement croissant entre un pouvoir chiïte tyrannique et les sunnites. L'effondrement de l'État central a favorisé l'exacerbation des clivages religieux, ici comme en Syrie aujourd'hui.

L'avenir de l'Irak, c'est la guerre. Encore. ■

frachon@lemonde.fr

Les Kurdes en rêvaient, grâce à l'EIL ils l'ont fait



Ariane Bonzon
Journaliste
22 juin 2014
www.slate.fr

La débâcle irakienne face aux djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant, que les peshmergas ont laissé faire, a permis aux Kurdes de mettre la main sur la fameuse base stratégique de Kirkouk. Ce qui leur donne un avantage militaire et politique face à Bagdad.

Inattendue l'offensive de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL)? Pas pour le gouvernement de la région autonome du Kurdistan (KRG, Irak du nord) qui l'aurait anticipée et en aurait profité pour étendre en quelques heures son emprise sur Kirkouk et d'autres territoires kurdes.

«A Kirkouk, les soldats irakiens ont eu peur de l'EIL, ils se sont volatilisés, laissant nos peshmergas tout seuls»: ça c'est l'explication «officielle», celle que l'on entend du côté d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien.

Mais la vérité serait légèrement différente, selon le chercheur français Arthur Quesnay. Les peshmergas (ceux qui regardent la mort en face, en kurde) n'auraient rien fait pour empêcher la débâcle de l'armée fédérale des zones que Kurdes et Irakiens contrôlaient côte à côte. Cette débâcle a permis aux Kurdes de mettre la main sur la fameuse base stratégique de Kirkouk occupée par les Américains jusqu'à la fin 2011, ainsi que de se déployer sur la totalité des territoires du Kurdistan, tel que défini par les Nations unies en 1920.

Arthur Quesnay, qui travaille à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo), est analyste pour le think-tank Noria. Il explique:

«Le moins qu'on puisse dire, c'est que les forces de sécurité kurdes ont refusé de venir en aide aux soldats irakiens avec lesquels pourtant elles patrouillaient et manœuvraient dans la zone disputée de Kirkouk. En assistant sans bouger à la déroute des troupes de l'armée fédérale irakienne, les peshmergas l'ont précipitée. Ils en sont maintenant débarrassés sur quasiment toute l'étendue des zones de peuplement kurde qu'ils contrôlent désormais.»

«Les circonstances font que la désertion irakienne



Des membres des forces de sécurité kurdes à Shangal, une ville de la province de Ninive, le 17 juin 2014. REUTERS/Ari Jala

devant l'EIL donne un avantage doublement militaire et politique aux Kurdes face au gouvernement de Bagdad», confirme Myriam Benraad, spécialiste de l'Irak au Centre d'études et de recherches internationales (Sciences Po-Ceri) et responsable du programme Afrique du Nord et Moyen-Orient au bureau de Paris du Conseil européen des relations internationales (ECFR).

Kirkouk, souvent convoitée

Voilà onze ans, depuis la chute de Saddam Hussein, que le gouvernement du KRG rêve de cette avancée au-delà des frontières négociées en 2003 avec les Etats-Unis et qu'il en a d'une certaine façon minutieusement préparé le terrain.

Ville pétrolière, majoritairement kurde, Kirkouk a souvent été convoitée: par les Britanniques lors de la dislocation de l'empire ottoman, puis par la Turquie de Mustafa Kemal Atatürk avant la Seconde Guerre mondiale. Plus tard, Kirkouk fut le bastion du parti Baas. Et c'est parce que la «Jérusalem des Kurdes» (l'autre nom de Kirkouk) en était exclue que Moustapha Barzani, le président-fondateur du parti démocratique du Kurdistan (PDK), aurait finalement rejeté l'accord d'autonomie signé en mars 1970 avec Saddam Hussein. Kirkouk, ville et province, fait alors l'objet d'une arabisation forcenée de la part du régime bassiste.

Or, depuis la chute du maître de Bagdad en 2003, la tendance s'est inversée avec une rekurdification démographique de Kirkouk. Profitant de l'article 140 de la Constitution irakienne qui autorise le «retour» de ceux ayant fui leurs villes et villages d'origine, les autorités kurdes ont fortement incité ces exilés de l'intérieur à retourner au sud, dans la province de Kirkouk, située en dehors du

périmètre de la région autonome.

«L'administration kurde, décrit Arthur Quesnay qui vit et travaille depuis cinq ans au Kurdistan irakien, multiplie les mesures incitatives (distribution de terres, de ciment, etc.) ainsi que coercitives (menace de licenciement...) pour convaincre les Kurdes de retourner dans la région de Kirkouk.»

Méthode efficace: en onze ans, de 600.000 à 800.000 Kurdes se seraient réinstallés dans la ville.

Parallèlement à cette offensive démographique, les Kurdes ont progressivement assis leur domination institutionnelle et politique sur la ville. A partir de 2012, ils profitent du mouvement social qui agite les territoires arabes sunnites pour rallier à eux une partie de l'élite politique arabe, tandis que cette dernière est également très affaiblie par la politique sectaire du Premier ministre chiite Al-Maliki. Résultat: lors des élections législatives d'avril 2014, sur les 12 députés que la région de Kirkouk envoie au Parlement de Bagdad, 10 sont acquis aux Kurdes, dont un arabe et un turkmène.

La Turquie y voit son intérêt

A Kirkouk, un habile tacticien kurde est à la manœuvre: le docteur Necmettin Karim, gouverneur de la province.

Ancien président de l'Institut kurde de Washington, il est surtout «membre du bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan de Talabani (l'autre parti kurde historique, avec le PDK), ce qui lui donne un énorme pouvoir et lui a permis de développer un système clientéliste au profit des quartiers kurdes de la ville mais aussi auprès des turkmènes (seconde minorité ethnique de la ville). Necmettin Karim est un →

→ maître en matière de rapports de force», explique Arthur Quesnay qui raconte que bien avant d'avoir profité de la désertion de l'armée irakienne, celui-ci avait déjà très habilement réussi à complètement marginaliser la composante irakienne de la police à Kirkouk.

Enfin cette domination démographique et politique kurde sur Kirkouk a été portée par le virage complet de la politique étrangère turque à l'égard du KRG à partir de 2009. Premier partenaire économique d'Erbil, le gouvernement turc ne fait plus de la prise kurde de Kirkouk et de ses puits de pétrole un casus belli.

Au contraire, les Turcs ont compris que l'économie était la meilleure arme pour limiter et contrôler l'irréductibilité kurde irakien, voire contrôler et maîtriser les liens entre Kurdes d'Irak et Kurdes de Turquie. Premières à avoir occupé le terrain avant même la levée de l'embargo, les entreprises turques sont très présentes au Kurdistan irakien et les Turcs ont participé de très près à la construction de cet embryon d'Etat kurde au nord de l'Irak; ce qui conduit même certains esprits critiques à parler de «colonie turque» à propos du KRG.

Que les Kurdes parviennent à contrôler la nouvelle ville du pétrodollar qu'est Kirkouk n'éffraie donc plus autant les Turcs qui devraient pouvoir bénéficier aussi de cette manne pétrolière, laquelle transiterait via la Turquie comme c'est déjà le cas pour le pétrole du KRG depuis fin 2013 -à la grande colère de Bagdad.

La rekurdification de Kirkouk n'est pas seulement démographique et économique. Elle est aussi sécuritaire et militaire. Après y

avoir marginalisé la composante irakienne de la police, restait aux Kurdes à se débarasser de l'armée de Bagdad. Voilà qui est fait depuis le 11 juin, indirectement «grâce» à l'offensive de l'EIIL.

L'EIIL évite les affrontements avec les peshmergas

«La chaîne de commandement de l'armée du KRG (qui compte dix fois plus de généraux que l'armée française) fait l'objet d'un fort consensus de la part des deux partis kurdes rivaux, l'UPK et le PDK, c'est une armée très politisée de quelque 250.000 hommes qui a été déployée immédiatement», décrit Arthur Quesnay.

C'est ainsi que le KRG aurait profité de cette déroute pour «jouer perso» et prendre possession de toutes les zones majoritairement kurdes qui ne faisaient pas encore partie de la région autonome du Kurdistan. Formés par les Américains mais aussi par quelques mercenaires employés par des sociétés israéliennes de sécurité, les peshmergas tiennent désormais tout seuls les frontières du Kurdistan historique.

Les «clashes» entre les peshmergas et les djihadistes ont été très limités cette fois-ci et depuis 2006 en général: quelques attentats, tensions et accrochages. Mais «attention! Si l'EIIL évite l'affrontement avec les peshmergas, cela ne veut pas dire qu'il y a un accord entre eux. Ce que ciblent les djihadistes, c'est le sud de l'Irak, les régions sunnites, pas les régions kurdes qui ne seront pas nécessairement partie prenante d'une guerre civile entre chiites et sunnites» explique de Suède où il vit, le Kurde irakien Sharkhawan Shorash.

«Il n'y a effectivement pas d'accord politique

ou tactique entre l'EIIL et les Kurdes, existe tout au plus la rumeur de quelques complicités au sein de la mouvance islamiste au Kurdistan pour ce qui concerne l'économie de guerre, la contrebande pétrolière, etc. Mais cela reste marginal. En revanche, nuance Myriam Benraad, également auteur de L'Irak (Le cavalier bleu, 2010), il est illusoire de penser que les Kurdes sont protégés des visées djihadistes. Aux yeux de l'EIIL, les territoires kurdes sont des territoires musulmans sunnites qui tombent aussi sous le califat qu'il veut réimposer.»

«Par le passé, les peshmergas ont joué un rôle contre al-Qaïda et capturé en 2004 l'un des émissaires de Oussama ben Laden, Hassan Ghul. Ils sont donc tout à fait capables de se battre contre l'EIIL», rappelle Wladimir van Wilgenburg, expert des Kurdes irakiens et chroniqueur pour Al-Monitor.

A quelle condition alors, les Kurdes irakiens pourraient-ils accepter de déployer leurs troupes au sol en complément, par exemple, d'éventuelles frappes aériennes américaines contre l'EIIL? Sandrine Alexie de l'Institut kurde de Paris pense «que cette fois, le GRK ne réclamera pas moins que l'indépendance».

Arthur Quesnay en est moins sûr:

«Je ne parlerai pas d'indépendance, mais de la garantie de conserver leur avancée territoriale et de négocier leur autonomie en matière de politique énergétique.»

En attendant, le Parlement kurde, qui se réunit à Erbil, pourrait délocaliser sa prochaine séance hors des frontières actuelles de la région autonome: à Kirkouk.

□□□

Europe 1

Irak : pour le Kurdistan, c'est l'occasion ou jamais

25 juin 2014 / Par Pauline Hofmann
www.europe1.fr/

IRRÉDUCTIBLES KURDES - Bagdad a perdu le contrôle du Nord du pays au profit des islamistes. Les Kurdes pourraient bien en profiter pour prendre leur indépendance.

BASTION IMPRENABLE. Plus que quelques dizaines de kilomètres et les djihadistes tiendront la capitale irakienne, qu'ils semblent déterminés à faire tomber. Depuis leur assaut fulgurant début juin, les insurgés de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) contrôlent une bonne partie du nord du pays. Pourtant, il demeure en Irak un bastion imprenable et intouchable : le Kurdistan.

Les islamistes de l'EIIL ont totalement contourné les zones kurdes, évitant à tout prix de s'attaquer aux peshmergas, les combattants locaux. «Leur but (celui de l'EIIL, ndr.) est de s'emparer de Bagdad», indique à Europe 1 Myriam Benraad, spécialiste de l'Irak au Centre d'études et de recherches internationales, le Kurdistan restant pour l'instant hors de leur champ d'action. Mais à terme, la région fait bien partie de ce grand "Etat islamique en Irak et au



Levant" que l'EIIL rêve de créer.

Les Kurdes ne lèveront pas le petit doigt. Aujourd'hui, pas de chariah, ni d'hommes en noir pour faire régner la terreur dans cette région autonome. Mais «il n'y a aucune alliance entre les Kurdes et les djihadistes», met au point la chercheuse. Pas plus qu'il n'y a d'alliance avec Bagdad. Hors de question de participer à un gouvernement d'union nationale, comme l'a demandé John Kerry, le secrétaire d'Etat américain, lors de sa visite au Kurdistan irakien

« mardi. Les peshmergas (ceux qui regardent la mort en face, en kurde), ne lèveront pas le petit doigt pour les chiïtes, avec qui la rupture est consommée.

La chute de Bagdad arrange le Kurdistan. "Il faut bien comprendre la contradiction entre ce qui est internationalement et juridiquement reconnu (le pouvoir central existant à Bagdad, ndr.) et la réalité sur le terrain", analyse pour Europe 1 Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'EHESS, spécialiste de la question kurde. "L'Irak en tant qu'Etat réel, existant, a cessé d'être", continue l'expert.

Et le gouvernement du dirigeant kurde Massoud Barzani entend tirer son épingle du jeu de cette désintégration de l'Etat dont, officiellement, il dépend. Ils ont déjà récupéré la ville de Kirkouk, qu'ils considèrent comme leur capitale. "Les soldats irakiens ont eu peur de l'EILL, ils se sont volatilisés, laissant nos peshmergas tout seuls", selon la version officielle, rapportée par Slate. Massoud Barzani, président du gouvernement régional et chef du Parti démocratique du Kurdistan, a fait "un calcul froid, cynique" sur sa stratégie face à

l'EILL, celui de la "sanctuarisation" de leur territoire, selon Myriam Benraad.

Une indépendance à venir ? Massoud Barzani a affirmé lundi sur CNN que "le temps est venu pour le peuple kurde de déterminer son futur". De prendre enfin son indépendance ? Pour Hamit Bozarslan, cette possibilité est aujourd'hui tout à fait envisageable. Sandrine Alexis, de l'Institut kurde de Paris, va plus loin en estimant que la proclamation d'indépendance ne saurait tarder. "Massoud Barzani peut soit être LE chef d'Etat qui a franchi le pas (de l'indépendance, ndr.) ou celui qui a manqué cette occasion historique", estime-t-elle.

Si pour l'instant, la région autonome se protège de l'EILL, ses dirigeants ont bien conscience du danger que fait peser le groupe terroriste sur la région. Car le Kurdistan fait partie du grand "Etat islamique en Irak et au Levant" que l'EILL veut créer. Et rien n'indique que les djihadistes ont l'intention de l'épargner à long terme. ♦

L'Orient
LE JOUR

25 juin 2014

Des habitants de Kirkouk voient l'avenir de la ville irakienne en kurde

www.lorientlejour.com
25 juin 2014 (AFP)

Kirkouk (Irak) — Sous l'ancienne citadelle de Kirkouk, le drapeau du Kurdistan -vert, blanc, rouge et soleil jaune- flotte à côté des étals du marché. La ville multithnique âprement disputée s'interroge sur son avenir. Doit-elle être administrée par Bagdad ou les Kurdes ?

La débandade de l'armée face à l'offensive d'insurgés sunnites, menés par les jihadistes de l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIIL), et l'arrivée des combattants kurdes à Kirkouk, ne font que renforcer la conviction des Kurdes que la ville riche en pétrole sera la leur.

"Les soldats irakiens ne peuvent pas nous protéger, ils ont abandonné leurs armes et se sont enfuis", note Ghazi Faisal, un combattant kurde (Peshmerga) de 21 ans, en permission, faisant des achats au marché.

"S'ils avaient su nous défendre honorablement, ce ne serait pas arrivé", dit-il.

Beaucoup de Kurdes savent que les voisins arabes et turcomans de Kirkouk sont moins enclins à un contrôle kurde de la ville située à 240 km au nord de Bagdad. Mais ils disent que la protection assurée par les Peshmergas pourrait les faire changer d'avis.

"On verra que les Peshmergas protègent les droits et les libertés de chacun. Le plus important ici, c'est la stabilité et la sécurité, et ils (les Peshmergas) sont capables de les assurer", assure cheikh Imad, un Kurde chiïte qui ne donne que son prénom.

PESHMERGAS EN PREMIÈRE LIGNE

Avant l'avancée des insurgés, Kirkouk vivait sous un accord de sécurité complexe qui reflète son statut contesté.

Les Peshmergas patrouillaient dans le Nord et dans l'Est de la ville, l'armée dans le Sud et l'Ouest. Et la police et les assayesh, les services de sécurité intérieure du Kurdistan, à l'intérieur de la ville.

Depuis la déroute de l'armée, les Peshmergas patrouillent partout, et la présence de assayesh y a été renforcée de manière significative.

A 20 km au sud de Kirkouk, aux confins de la ville chiïte turcomane de Touz Khourmatu, les Peshmergas sont positionnés le long d'une ligne de défense au nord d'une rivière.

Ils ont des canons, un réservoir et plusieurs véhicules blindés et certains se trouvent à environ 4 kilomètres de positions de l'EILL.

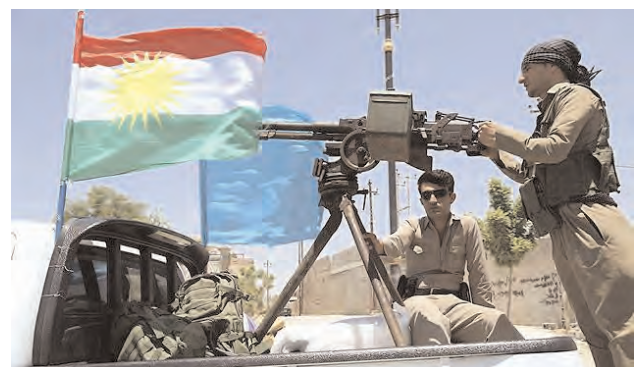
Dans sa résidence, le gouverneur de la province de Kirkouk, Najm Eldine Karim, minimise l'importance de la présence des Peshmergas.

"Kirkouk est contrôlée par nos assayesh et notre police comme avant", dit-il à l'AFP. "Les Peshmergas étaient ici avant (...) et rien n'a changé".

L'IRAK SERA DIFFÉRENT

M. Karim est dans une position délicate. Kurde, il est aussi gouverneur d'une province financée directement par le pouvoir central à Bagdad.

Le Premier ministre Nouri al-Maliki ne porte pas seul la



La débandade de l'armée irakienne face à l'offensive d'insurgés sunnites et l'arrivée des combattants kurdes à Kirkouk ne font que renforcer la conviction des Kurdes que la ville sera la leur. Yahya Ahmad/Reuters

responsabilité de la déroute de l'armée, assure-t-il, tout en avouant avoir été choqué par la rapidité avec laquelle elle s'est retirée.

Il dément que Kirkouk soit sous contrôle du gouvernement régional kurde mais reconnaît que l'avancée des insurgés a changé la face de l'Irak, et peut-être l'avenir de la ville.

"Une chose est claire, l'Irak sera différent", dit-il. "Le seul espoir de maintenir l'unité du pays réside probablement dans trois régions différentes réunies en confédération".

C'est ce qu'avait suggéré, selon lui, en 2006 Joe Biden, l'actuel vice-président américain, "et tout le monde a pensé qu'il anticipait un démembrement de l'Irak mais il avait raison".

Dans ce cas, les habitants de Kirkouk choisiraient de faire partie de la région autonome du Kurdistan, selon lui.

"Ces habitants de Kirkouk voteront pour la paix et pour avoir des services. Ils savent qu'ils les obtiendront en rejoignant la région kurde", tranche le gouverneur.

L'importance de Kirkouk réside dans les vastes réserves de pétrole de sa province.

M. Karim ne veut pas se laisser entraîner sur la question du partage de cette richesse mais les habitants kurdes sont moins équivoques.

"Le pétrole était partagé entre le gouvernement kurde et le gouvernement central, mais ce dernier a abandonné la région et sa population", estime Ithar Subhan, un ouvrier du bâtiment de 28 ans.

Selon lui, Bagdad a "perdu son droit (au pétrole) quand l'armée est partie" et quand les responsables irakiens ont "échoué à remplir leur devoir". □

Iraq's Kurds sense opportunity in chaos

KIRKUK, IRAQ

Leaders act to reinforce borders and push their goal of independence

BY TIM ARANGO

The chair Col. Imad Muhammad sat in belonged to a commander in the Iraqi Army. So did the tiny cup used for his tea, the ashtray where he snuffed out cigarettes and the Ping-Pong table and treadmill outside his office.

"They left everything behind," Colonel Muhammad said, describing the Iraqi soldiers who fled last week after Islamist extremists besieged northern Iraq.

Colonel Muhammad is an officer in the pesh merga, the Kurdish security forces who have occupied an air base, once home to the American military and then the Iraqi government, here in Kirkuk. In doing so, they claimed for the Kurds a divided city that many of them regard as their spiritual homeland. It is rich in oil, too, which could accelerate the Kurds' longstanding drive for economic independence and eventual statehood.

As he spoke in an interview this week, subordinates kept rushing into the room, their urgency helping explain why the Kurds, for the most part, have not celebrated yet: There is still too much uncertainty, too much fighting ahead.

Earlier in the day, Colonel Muhammad sent a unit to defend a Kurdish village on the rural outskirts of Kirkuk that had come under attack by Sunni militants. His fighters were facing tough resistance; they needed backup and asked for heavier arms, big truck-mounted weapons that fire armor-piercing rounds.

"There are dangerous days ahead, and more fighting," he said.

By every measure, the Sunni militants' lightning advance through Mosul and on south toward Baghdad has been a disaster for Iraq. But it raises possibilities, many of them good ones, for the Kurds, who already have a great deal of autonomy in the north. If they can defend their borders and not get dragged into a bloody stalemate between the Iraqi Army, along with its Shiite militia allies, and the Sunni militants, the Kurds could emerge empowered, even, perhaps, with their centuries-old dream of their own state fulfilled.

As the Sunni militants seek to erase the border between Iraq and Syria that the colonial powers drew after World War I, the Kurds want to draw a new one, around a stretch of territory across northern Iraq. The ultimate goal is even more ambitious: to unite the Kurdish minorities from four countries — Syria, Iraq, Turkey and Iran.

For now, Kurdish officials say they are still part of Iraq, but they claim it is



BRYAN DENTON FOR THE NEW YORK TIMES

Members of the pesh merga, the Kurdish security forces in Iraq, at a checkpoint about 12 miles from Kirkuk, a city the Kurds now control after the Iraqi Army fled in haste.

their right to be independent if they choose.

"I call it Iraq, pre- and post-Mosul," said Fuad Hussein, the chief of staff to Masoud Barzani, the president of the autonomous Kurdish region. "It's two different periods. For us, it is a new situation, a different era."

He added, "Until this moment, as I'm talking to you, we are committed to the Constitution of Iraq."

But how much longer that commitment lasts is the question.

With Kirkuk, the events have appeared to resolve, for better or worse, one of the thorniest problems the Americans tried, and failed, to resolve: whether the city belonged to the central government or the Kurdish region. Now that the Kurds are fully in control here, they say they will never give it up, a po-

"There are dangerous days ahead, and more fighting."

sition that could presage a new conflict should Iraqi government forces return.

Najmaldin Karim, the governor of Kirkuk, is trying to manage the crisis, consolidating Kurdish control but reaching out to the city's other groups, mainly Sunni Arabs and Turkmens. He also needs to maintain good relations with the central government because Iraq has essentially one source of revenue, oil, which is controlled by Baghdad and parceled out to the provinces. He said the government promised to keep the money coming for now, and that means he can keep paying local police officers to secure the city.

Mr. Karim, who holds American citizenship and once lived in Maryland, working as a neurosurgeon — he was in the emergency room when President Ronald Reagan was shot in 1981 — is

firm about not letting Kirkuk revert to its uncertain status as a divided city. But he also maintains that Arabs and Turkmens will "have to have a say in this."

"The whole of Iraq cannot go back to the way it was before, not only Kirkuk," he said. "Whatever was done since 2003 has not worked."

Falih al-Fayadh, Mr. Maliki's national security adviser, said in a news conference recently that the central government was working with the Kurds, calling the fight against the militants a "joint battle."

But Jabar Yawar, the spokesman for the pesh merga, said: "It is all talk. We have a relationship, but there is no cooperation." The Kurds' interests lie in expanding their territory to take in all the predominantly Kurdish areas of Iraq, while mostly keeping out of the larger fight.

Mr. Yawar laid out a map that showed the expanding positions of Kurdish forces in Iraq, across an area stretching from the Syrian border in the west to the Iranian border in the east. The territory along a blue line, much of which the Kurds previously controlled jointly with the Iraqi Army, is now theirs, after Iraqi soldiers either deserted or fled south toward Baghdad.

Back at the air base Tuesday afternoon, the backup unit readied itself, stuffing body armor plates into vests, checking weapons and getting those big guns ready on its pickup trucks.

"We are going to the front line to kill ISIS people," one soldier said.

Another corrected him. "It's not ISIS," he said. "It's just the tribe over there."

Bryan Denton and an employee of The New York Times contributed reporting from Kirkuk, and Suadad al-Salhy from Baghdad.

Turkey's best ally: the Kurds

Mustafa Akyol

Contributing Writer

ISTANBUL When the Iraqi city of Mosul was captured on June 10 by the armed militias of the Islamic State of Iraq and Syria, or ISIS, many world leaders were shocked and concerned. Turkey's leaders were more alarmed than most; ISIS militants stormed the Turkish consulate in Mosul and kidnapped 100 Turkish citizens, some of them diplomats. As I write, the hostages, including two babies, are still in the hands of ISIS.

Back in Turkey, a heated media debate abruptly came to a halt after Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, in his usual authoritarian tone, asked the media "to follow this issue silently." Two days later, an Ankara court issued a gag order, banning all sorts of news and commentary on the events in Mosul. The reason, the court explained, was first "to protect the safety of the hostages" but also to prevent "news that depicts the state in weakness."

But Turks need to discuss their state's weaknesses, and the mistakes made in the multiple crises along the country's southeastern borders. And they should do this without falling into the deep polarization that has plagued Turkey's political landscape recently. This is not about being for or against Mr. Erdogan; it is about Turkey's future security and its relationship with its troubled southern neighbors.

In fact, Mr. Erdogan and his professor-turned-foreign minister Ahmet Davutoglu deserve credit for abandoning Turkey's traditional conservative foreign policy, which only focused on protecting the status quo and responding to new developments defensively. Mr. Davutoglu's famous goal of having "zero problems with neighbors" was an expression of the vision that the world around Turkey might change and that Turks could play a pivotal role in shaping it.

This vision worked well for a while, and the Erdogan-Davutoglu team even

After decades of strife, Ankara is cooperating with former enemies.

felt that, with the chain of Arab Revolutions in 2011, the time had come for their moderately Islamic "Turkish model" to serve as an example for the whole region. This was not a bad idea, the veteran Tur-

key and Middle East expert Graham Fuller explains in his new book, "Turkey and the Arab Spring." Yet too much idealism, if not ideology, along with overestimating Turkey's power, led to some serious mistakes.

In Syria, Turkey's first mistake was to underestimate the durability of President Bashar al-Assad, who had quickly turned from friend to enemy. The second mistake was to underestimate the threat posed by radical jihadist groups such as ISIS that had gradually overshadowed the more moderate and democratic-minded Syrian opposition.

To be fair, Turkey didn't willingly nurture a Qaeda offshoot beyond its borders. But by focusing so singularly

on toppling Mr. Assad, and turning a blind eye for quite some time to the anti-Assad extremists, it unwittingly helped create a monster.

Yet still there is one bright spot in the region — and it is a direct result of Mr. Davutoglu's "zero problems" vision: Iraqi Kurdistan, which is now Turkey's best ally in Iraq, if not the whole region.

This is deeply ironic, of course, because for decades Turkey was paranoid about Kurds and their political ambitions — both at home and abroad. The Erdogan-Davutoglu team, along with President Abdullah Gul, gradually turned this bitterness with the Kurds into reconciliation and eventually an alliance.

The alliance between Turkey and Iraqi Kurdistan has grown over the past five years, as Turkey invested heavily in the partly autonomous Iraqi region, opened a consulate in its capital Erbil, and Mr. Erdogan even befriended its leader, Masoud Barzani.

The relationship was further cemented earlier this month, when Ankara signed a 50-year deal with Iraqi Kurdistan's leaders, allowing them to export Kurdish oil to the world via a pipeline that runs through Turkey. The deal, which was opposed by Iraq's central government in Baghdad, indicates that Turkey now sees Iraqi Kurdistan as a strategic partner, and cares very little about the territorial integrity of Iraq that it used to obsess about.

It's no wonder, then, that a spokesman for Mr. Erdogan's party recently announced that Turkey would support Iraqi Kurds' bid for self-determination. "The Kurds of Iraq can decide for themselves the name and type of the entity

they are living in," he said — a clear departure from traditional Turkish policy.

Apparently, Turkey is now willing to welcome Iraqi Kurds, perhaps even Syrian ones, as allies and to serve as a buffer between Turkey and the chaos in both of those countries. This could prove a very wise strategy, especially if it can be combined with a successful domestic peace process that ends the long-running conflict with Turkey's own Kurdish nationalists, who for years used bases in northern Iraq and Syria to attack Turkish soldiers in the majority-Kurdish southeastern regions of the country.

But Turkey's leaders need to show the same sort of wisdom and flexibility on other issues, too. The reconciliation with the Kurds was partly possible because Mr. Erdogan and his colleagues largely freed themselves from the ideological constraints of ethnic Turkish nationalism, which was a hallmark of most of their secular predecessors.

Yet the masters of the New Turkey seem to have their own ideological constraint — Sunni Islamism. They should be able to outgrow that, and instead of taking a side in the region's growing Sunni-Shiite divide, they should champion reconciliation, be more wary of Sunni extremists, and reach out to non-Sunni Muslims — both at home and abroad. If they do not, many of Turkey's recent diplomatic accomplishments could be overshadowed and reversed by sectarian strife.

MUSTAFA AKYOL is the author of "Islam Without Extremes: A Muslim Case for Liberty."



June 23, 2014

EXCLUSIVE: Iraqi Kurdistan leader Massoud Barzani says 'the time is here' for self-determination

June 23rd, 2014
edition.cnn.com/
By Mick Krever, CNN

Iraqi Kurdish President Massoud Barzani gave his strongest-ever indication on Monday that his region would seek formal independence from the rest of Iraq.

"Iraq is obviously falling apart," he told CNN's Christiane Amanpour in an exclusive interview. "And it's obvious that the federal or central government has lost control over everything. Everything is collapsing – the army, the troops, the police."

"We did not cause the collapse of Iraq. It is others who did. And we cannot remain hostages for the unknown," he said through an interpreter.

"The time is here for the Kurdistan people to determine their future and the decision of the people is what we are going to uphold."

Iraqi Kurdish independence has long been a goal, and the region has had autonomy from Baghdad for more than two decades, but they have never before said they would actually pursue that dream.

But the latest crisis, in which Sunni extremists have captured a large swath of Iraqi territory on the border of Iraqi Kurdistan, seems to have pushed the Kurds over the edge.

"Now we are living [in] a new Iraq, which is different completely from the Iraq that we always knew, the Iraq that we lived in ten days or two weeks ago."

"After the recent events in Iraq, it has been proved that the Kurdish people should seize the opportunity now – the Kurdistan people should now determine their future."

Barzani said that he would make that case to U.S. Secretary of State John Kerry when they meet in Erbil Tuesday; America is a close Kurdish ally, but opposes independence for the region.

"I will ask him, 'How long shall the Kurdish people remain like this?' The Kurdish people is the one who is supposed to determine their destiny and no one else."

FRACTIOUS RELATIONS WITH BAGHDAD

A reconciliation, Barzani said, could be possible "if there was understanding between Shias and Sunnis, and if there is a guarantee of a true partnership in the authority."

"But the situation has been very complicated. And the one who's responsible for what



happened must step down."

Amanpour asked if Barzani meant Prime Minister al-Maliki.

"Of course. He is the general commander of the army. He builds the army on the ground of personal loyalty to him, not loyalty to the whole country. And he monopolizes authority and power. He led the military, and this is the result."

Iraqi Kurdistan has long had a fractious relationship with Baghdad; the region has had autonomy from the rest of Iraq for more than two decades.

Kurdistan even has its own military forces, the Peshmerga, which are now busy fighting ISIS extremists; next to the Iraqi military, which has looked awkward and unprofessional defending the country, the Peshmerga seems remarkably skilled.

Amanpour asked Barzani whether Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki had asked for Kurdish military support.

"The prime minister has not asked us. On the contrary, he rejected every offer to assist."

Indeed, Barzani said, he warned al-Maliki about the impending ISIS threat long before they toppled the major Iraqi city of Mosul, near the Iraqi Kurdish border.

"I did warn Mr. Prime Minister not only a couple of days, but a few months before the fall of Mosul. I did warn him but he did not take the warning seriously. And I have many witnesses to that effect that I did warn him."

Not everything that has happened, he told Amanpour, was done by ISIS; but because the extremists have the organization and the resources, they are seizing upon general discontent with al-Maliki.

"People in those areas found that the opportunity was there to revolt against that wrongful policy."

"That is the public anger. And it's important to distinguish between what are legitimate rights and what terrorists are trying to accomplish."

THE UNITED STATES, 'A TRUE FRIEND'

Iraqi Kurdistan and the United States have a close relationship, cemented by the American no-fly zone enforced over the region during the 1990s to protect the Kurds from Saddam Hussein.

When Barzani meets with Secretary of State Kerry on Tuesday, he will no doubt be hoping that that relationship – and America's investment in Iraqi Kurdistan – will help convince Kerry of the need for independence.

"The United States has been a true friend and we Kurds have shown that we deserve that friendship."

"The success of the region of Kurdistan was the only success that resulted from American policies."

"And the United States has given opportunity to all Iraqis to build a modern, democratic state; pluralistic state; federal state. ☐"

But, unfortunately, the others were not able to seize the same opportunity.”

Amanpour asked Barzani whether he thought the 300 military advisers the U.S. is sending to Iraq “can change the balance of power on the ground?”

“I do not believe so. I do not believe that this will change the balance of power. And this issue cannot be resolved by military means.”

“It’s a political issue that has to be dealt with politically. And after that, a military resolution can be easier to accomplish if there was a political agreement and political power.”

AN UNCERTAIN FUTURE FOR KIRKUK

In defending Iraqi Kurdistan from ISIS, Barzani may also have seized on an opportunity. The Peshmerga have recently taken control of Kirkuk, an oil-rich region that the Kurds consider to be an integral part of their territory.

“We never had any doubt at any time that Kirkuk is part of Kurdistan,” he said.

The Iraqi constitution sets out a very specific process whereby the future of Kirkuk – whether in Kurdistan or the rest of the country – should be determined, involving a census of the area and then a referendum.

“For the last ten years, we have been waiting to have that article applied, but we haven’t seen any seriousness from the central

government. And since we have new developments in Iraq now, this is what brought about the new situation with Kirkuk coming back to Kurdistan.”

“We haven’t done this referendum yet, but we will do and we will respect the opinion of the citizens even if they refuse to have Kurdistan as an independent state.”

LIFE’S WORK

“Do you feel,” Amanpour asked, “that your life’s work is about to be accomplished?”

“I really hope this is the case,” he said.

□ □ □

June 24, 2014

Israel and the Kurds, silence is golden



www.i24news.tv
Ksenia Svetlova
June 24th 2014

As the Iraqi state takes what appears to be its last breath, Iraq’s Kurds continue to gain momentum. Taking over oil-rich Kirkuk a few weeks ago symbolized the beginning of a new era for Iraqi Kurds, who have been demanding for years that Baghdad establish a proper profit sharing system for the black gold. Now the Kurds have to wait no more, given that patience in today’s Iraq is not a virtue, but a flaw. They followed the takeover of Kirkuk with the exporting of oil to interested customers – and according to Reuters, the first batch of Kurdish oil ended up in Israel’s Mediterranean port of Ashkelon.

Those who monitor Kurdish-Israeli relations were not surprised. The ties between Israel and the Kurds began in the early 1960s, when Israeli intelligence agents operated in Iraqi Kurdistan and helped local authorities. The level of cooperation increased significantly after the fall of Saddam Hussein, with Israeli contractors and companies entering Iraqi Kurdistan and routine reports in Iraqi media about Israeli commandos training the Kurdish peshmerga.

However, official ties were never established, partly because of the Iraqi Kurds’ relations with Iran, an important regional actor that doesn’t favor a Kurdish rapprochement with Israel. This is perhaps the reason for the furious denials published by the Kurdish ministry of natural reserves of the report about oil sales to Israel. “We have never sold oil to Israel, directly or indirectly,” a source in the ministry told the Kurdish media network Rudaw. Israel, too, has been reluctant to publicize the relationship so as not to endanger its relations with Turkey. However, now that geopolitical circumstances have changed significantly, both sides might reconsider.

A few years ago a publication named “Israel-Kurd” was launched in the northern Iraqi city of Irbil. The magazine was published in Arabic and Kurdish and included insights into Israeli history and politics. The editors explained that Jews and Kurds are more than just neighbors; they are actually close relatives who share a common ancestor – the biblical patriarch Abraham. This view is widespread among Kurds in Iraqi Kurdistan, where many believe Abraham was of Kurdish descent. But the fascination with Israel doesn’t stop at

Abraham. Many Kurds draw close parallels with Israel, also a non-Arab nation encircled by enemies who oppose its independence. Israel’s technological prowess, its well-armed military and the dynamic nature of Israeli society are all major draws for the Kurds, who had never stopped dreaming about an independent Kurdish state. The supporters of rapprochement with Israel believe that they also have something to offer the Jewish state – a close partnership based on mutual interests as well as values. This partnership, some say, could create a new balance of power in the Middle East and would be highly beneficial to Israel.

In this context it might be interesting to examine the situation in Syrian Kurdistan, where the Kurds are also trying to carve out an autonomous region. A draft constitution that was presented by the ruling Kurdish party doesn’t view the sharia as a basis of legislation, unlike the constitutions in Arab countries. While radical Islamic organizations such as “The Islamic State in Iraq and Levant” (ISIL) gain popularity among Sunni populations in Syria and Iraq, the Kurds are generally drawn to much more moderate versions of Islam and strive to a modern state where women have equal rights.

However, Israel is neither the closest nor the most important ally for any future Kurdish state. Economically, Iraqi Kurdistan depends on Turkey – Kurdish oil is piped to the Turkish port of Jihan. Turkey is both the largest market for any Kurdish production and one of the largest importer of its goods. Iran is also important to the Kurds in Iraq, both as an immediate neighbor and a country with a significant Kurdish population. Kurdish leader Masoud Barazani visited Iran recently to discuss the insurgency of the ISIL jihadists in Iraq and possible measures to counter it. Iran has an interest in containing the Kurds in Iraq to dampen any nationalistic fervor in its own Kurdish-populated areas. The Kurds in Iraq strive to achieve independence but would like to avoid a direct clash with such a serious regional power like Iran.

What effect will these considerations have on relations between the Kurds and Israel? For now it seems that the parties will increase the volume of their ties. However the clandestine nature of relations will remain. If Iraqi Kurds finally achieve independence, their state, at least in the beginning, will be too weak and vulnerable to establish official relations with Jerusalem, so for the time being an Israeli embassy in Kirkuk – the city known as Kurdish Jerusalem – is unlikely.

Ksenia Svetlova is an Arab affairs analyst for Israel’s Russian-language Channel 9 and a fellow at “Mitvim”, the Israeli Institute for Regional Foreign Policies.

IRAK Le récit de la chute de Mossoul



Des partisans de l'EIL, lundi, à Mossoul. Cinq jours avant, 110 véhicules aux couleurs du drapeau noir des rebelles -traversés par la profession de foi musulmane «Il n'y a de divinité que Dieu»- ont déferlé dans la ville. PHOTO AP

«A Mossoul, l'armée n'était pas chez elle»

Par **JEAN-PIERRE PERRIN**
Envoyé spécial à Qalal
(Kurdistan irakien)

Cest une victoire que retiendront les livres d'histoire. Autant parce qu'elle engage le destin de tout l'Irak que parce qu'elle est celle d'un groupe d'insurgés, 500 combattants,

Policiers et soldats irakiens réfugiés au Kurdistan après la déroute racontent l'implosion des forces loyalistes dominées par les chiïtes.

peut-être 1 000, maximum 2 000, qui s'emparèrent en une journée d'une ville de 2 millions d'habitants et mettent en déroute les deux divisions de l'armée régulière et une troisième de police qui étaient supposées la défendre. Soit 45 000 soldats et policiers défaits en quelques heures. Abou Aïcha, un policier de 43 ans, n'en est pas encore revenu de voir les drapeaux noirs des rebelles -traversés par la profession de foi musul-

mane «Il n'y a de divinité que Dieu» - flotter aussi vite sur les édifices publics de Mossoul. Craignant pour sa vie, il vient d'arriver dans le camp de réfugiés de Qalal, au Kurdistan, où sont déjà accueillis 290 familles. «Les rebelles étaient quelques poignées. Pourtant, l'armée ne s'est pas battue, nous, les policiers, un peu. Mais, très vite, nous avons été encerclés et j'ai dû fuir», raconte-t-il devant la tente du camp des Nations unies, sous un soleil de feu. Sur le sol, pas la moindre touffe d'herbe. Il va devoir vivre ici avec sa femme et ses six enfants. Cette terrible journée, c'était le

REPORTAGE

11 juin. «Mais, explique le policier, déjà, les combattants de l'Etat islamique en Irak et au Levant [EIL, ndlr] et leurs alliés s'étaient introduits en ville depuis deux jours et s'étaient emparés de plusieurs artères, dont l'Avenue 17 de Tamouz, dans la partie ouest de Mossoul. Nous attendions l'ordre de les attaquer mais, je le jure, nous ne l'avons jamais reçu. Sinon, la ville n'aurait pas été prise.» Ce jour-là, une déferlante de combattants à bord de 110 véhicules, battant pavillon noir, va submerger la ville par l'ouest. Les casernes tombent les unes après les autres. Reste à conquérir la partie est, de l'autre côté du Tigre, où siège le gouvernorat. Chose faite l'après-midi.

MONOPOLE. Rencontré à Erbil, capitale du Kurdistan d'Irak, Khidher Domle, chercheur irakien spécialisé dans les conflits, est aussi sévère à l'égard du commandement et du gouverneur : «Il suffisait à l'armée de tenir les cinq ponts ou de les faire sauter au besoin. Il n'en a rien été.» Selon le policier Aïcha, les responsables du désastre sont trois généraux : Al-Gharaoui, à la tête de la police ; Ridhan, chef des opérations militaires ; et Khambar, qui commandait sur le terrain. «Ils ont été les premiers à fuir. Comment, dans ces conditions, l'armée et la police auraient-elles eu la volonté de se battre ? Avant d'être policier, j'ai été soldat de 1985 à 2003 : j'en ai vu des guerres, mais jamais ça.» Abou Abdoul, colonel de 57 ans, renvoyé quand les Etats-Unis ont dissous l'armée irakienne en 2003, ajoute : «Seuls, des policiers ont résisté. Les autres se sont dépêchés de quitter leurs uniformes et se sont volatilisés en quelques secondes.» Dans une ville devenue ces dernières années sunnite à 90%, il se trouve que les trois généraux sont chiïtes. D'où ce commentaire du capitaine Farman, un officier des Peshmergas (le corps autonome des combattants kurdes) : «Les troupes, le leadership et les valeurs de cette armée ne sont pas irakiens mais chiïtes. Ce n'est pas une armée nationale. A Mossoul, elle n'était pas chez elle. Pourquoi se serait-elle battue ?» D'autres en parleront comme étant «l'armée d'Ali, Hussein et Zeinab», respectivement les premier et troisième imams du chiïsme, et la sœur de ce dernier. Une autre façon de dire qu'elle ne reflète en rien la diversité confessionnelle de l'Irak, qu'elle est le monopole des chiïtes depuis la défaite de Saddam Hussein et la dissolution de son armée multi-

confessionnelle, mais dont le commandement était sunnite.

PISTOLET. Une fois la ville prise, commence la chasse aux policiers et aux soldats. «*Ils sont venus chez moi, raconte Abou Aïcha. Ils ont insisté pour que je fasse le toba [la repentance religieuse] en me menaçant de me tuer si je refusais ou l'un de mes enfants si je m'enfuyais. Et j'allais devoir aussi travailler pour eux. A leurs yeux, tous les policiers sont des mortad [renégats qui méritent la mort]. Mais si je fais leur toba et que les troupes de Nouri al-Maliki [le Premier ministre] repren-*

nent la ville, je devrais faire un autre toba, pour lui cette fois. Et si les "terroristes" reviennent encore, c'est sûr qu'ils me tueront. C'est pourquoi nous sommes partis.»

L'ancien colonel Abdoul, qui a quitté Mossoul pour mettre sa femme et ses huit enfants à l'abri dans la crainte d'affrontements entre rebelles et forces loyalistes, affirme qu'il a vu «*de nombreux corps de policiers sur le pont numéro 3*» qui conduit au Kurdistan. La carrière de ce sunnite marié à une chiïte résume à elle seule le destin de l'Irak : officier sous Saddam, renvoyé à sa chute, il a été appelé à rejoindre

la nouvelle armée, sous la coupe des Américains. Il a refusé, de même que de rendre son pistolet. D'où trois ans et demi de prison et de mauvais traitements. Aujourd'hui, bien que sunnite, il ne veut pas servir les nouveaux maîtres de Mossoul. «*Avant que les islamistes ne gagnent, ils nous avaient déjà menacés au téléphone : "On sait que ta fille travaille à l'usine de bonbons, si elle ne cesse pas, on la tuera." Voilà ce que l'Irak est devenu. Tout ça à cause de la décision stupide des États-Unis de dissoudre notre armée. Elle aurait su faire face...*» ♦

LE FIGARO

samedi 21 - dimanche 22 juin 2014

Les Kurdes irakiens réclament leur souveraineté pétrolière

SAMUEL FOREY

ENVOYÉ SPÉCIAL À ERBIL

AU DÉBUT de la semaine, au large de Malte, le tanker *United Emblem* transfère son pétrole brut dans les cuves du tanker *Altaï*. Celui-ci a ensuite traversé la Méditerranée vers l'est avant de jeter l'ancre vendredi devant Israël. Il devrait se mettre à quai ce samedi matin dans le port d'Ashkelon. C'est la toute première fois que du pétrole kurde irakien est exporté. Pourquoi ce tour de passe-passe, d'un tanker à l'autre ? «*Cela permet de rendre la transaction plus opaque, plus difficile à attaquer judiciairement*», explique Patrick Osgood, le chef du bureau kurde d'Iraqi Oil Report.

Car ce pétrole fait l'objet d'une querelle intense entre le gouvernement central irakien, basé à Bagdad, et le GRK, le gouvernement régional du Kurdistan, basé à Erbil. Le premier menace de lourdes sanctions toute entité qui achèterait du pétrole kurde - et se trouve soutenu dans ce combat par Washington. Voici pourquoi un tanker rempli d'un million de barils de pétrole fait des ronds dans la Méditerranée depuis fin mai. Le *United Leadership*, s'est arrêté devant les côtes marocaines, où il devait vraisemblablement accoster pour livrer son brut à la raffinerie de Mohammédia. «*Ils ont dû retenir la leçon*», poursuit Patrick Osgood. «*Les Kurdes devaient trouver un acheteur en mesure de résister aux pressions de Bagdad et Washington.*»

Le Kurdistan serait potentiellement à la dixième place mondiale en termes de réserves de pétrole. C'est tout l'objet de la querelle entre Bagdad et Erbil sur des termes... constitutionnels. Selon l'article 112, «*le gouvernement fédéral administrera le pétrole et le gaz extraits des champs existants en coopération avec les gouvernements des régions et provinces productrices à condition que les revenus soient distribués de manière juste et compatible avec la distribution démographique du pays.*» Tout le problème vient de la définition des «*champs existants*». Pour Bagdad, il

Depuis mai, un pipeline dessert la Turquie et le port de Ceyhan en Méditerranée

s'agit des champs de pétrole sur tout le territoire irakien. Une compensation existe en fonction des provinces : ainsi, le gouvernement du Kurdistan devrait toucher 17 % des revenus du pétrole.

«*Ça fait deux ans que nous ne touchons plus rien*», proclame le porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan, Hemin Hawrami. La ligne kurde est la suivante : les «*champs existants*» concerneraient les champs en exploitation au moment de la rédaction de la Constitution. Les champs de pétrole découverts après appartiennent aux provinces dans lesquelles ils sont trouvés. «*Nous avons beaucoup d'acheteurs pour notre pétrole. Nous*

sommes la seule région sûre d'Irak. Nous ne vendons que le pétrole des champs que nous avons nous-mêmes découverts et exploités. Bagdad, comme d'habitude, veut contrôler et centraliser tout le pétrole irakien», poursuit Hermin Hawrami.

Mais le Kurdistan, depuis 2008, drague les compagnies pétrolières avec des contrats plus avantageux que ceux qu'offre Bagdad. La province a attiré d'abord les petites compagnies, puis les grandes majors mondiales, comme ExxonMobil ou Total. Et le gouvernement profite du flou constitutionnel qui aurait dû normalement être réglé par une loi organique, qui n'a jamais été votée.

L'exportation devrait être rendue encore plus facile. Depuis début mai, un tout nouveau pipeline est en service. Il part du Kurdistan irakien vers la Turquie, pour déboucher dans le port turc de Ceyhan, en Méditerranée. Les Turcs ont autorisé les Kurdes à utiliser leur pipeline, passant outre, une fois de plus, à l'avis des autorités de Bagdad.

La dernière inconnue reste la prise de Kirkouk et de ses champs de pétrole par les Kurdes. Là encore, Erbil profite d'un flou juridique. «*Le problème, c'est qu'il n'y a aucun arbitre suprême en Irak. Donc les Kurdes peuvent mettre au point leurs propres lois pour exporter le pétrole de façon régulière. Ils viennent de prendre Kirkouk. Le problème, c'est ce qu'ils vont en faire...*» explique à nouveau l'expert Patrick Osgood. Pour l'instant, les attaques djihadistes rendent l'exploitation difficile. Les vrais problèmes risquent de commencer après. ■

Middle East Turmoil

A grand bargain between Turkey and the Kurds



DAVID L. PHILLIPS

24 June 2014
www.cnbc.com

Turkey's interests would be served by an independent Iraqi Kurdistan, which would secure Turkey's border with Iraq, while protecting Turkey's commercial and energy interests.

Turkey is an original sponsor of the Islamic State in Syria and Iraq (ISIS). Starting in 2013, it provided material and logistical support to ISIS for its fight against Syria's President Bashar al-Assad. Now ISIS controls vast territories in Western Iraq and parts of Syria, functioning like a terror state. Extremist violence could blow back, threatening moderate Muslim countries like Turkey.

Turkey's Prime Minister Recep Tayyip Erdogan is also an Islamist. He is, however, different from ISIS. Erdogan may be authoritarian, but he does not commit mass murder or chop off the heads of adversaries.

Erdogan studied Islamism at the Imam Hatip School in Istanbul. He got started in politics by organizing an Islamic youth group. When Erdogan successfully ran for mayor of Istanbul in 1994, he declared himself a "servant of sharia," a strict moral code. He banned alcohol and insisted that his wife publicly wear a "hijab," a scarf covering the head and neck. In 1999, Erdogan was convicted of "inciting hatred based on religious differences" for publicly declaring "Minarets are our bayonets; domes are our helmets; mosques are our barracks. My reference is Islam."

When Erdogan became prime minister, he adopted a "zero problems with neighbors" policy and courted Bashar al-Assad. He was incensed when Al-Assad ignored his entreaties, intensifying attacks against Arab Sunnis.



Turkish PM Recep Tayyip Erdogan delivers his speech at the Grand National Assembly of Turkey during an AK Party group meeting on June 24, 2014.
Anadolu Agency

Turkey was gradually drawn into Syria's civil war: Syria shot down a Turkish RF-4E Phantom reconnaissance plane near the coastal city of Latakia in June 2012. Syria shelled the Turkish border town of Akcakale, killing five people in October 2012. Reyhanli, a town in Turkey's Hatay Province with a similar ethnic and sectarian mix to Syria's, was rocked by car bombings in May 2013, killing 53 people and wounding 140. Syria repeatedly violated Turkey's air space, causing Turkey to shoot down a Syrian helicopter in September 2013, and a Syrian MIG 23 in March 2014.

Moreover, Turkey became a party to Syria's conflict through its support for Sunni opposition and jihadi groups – like ISIS.

Turkey's intelligence agency provided Muslim militias with arms, ammunition, money, and logistical assistance. Financed by Saudi Arabia and other emirates, Turkey operated a cross-border supply channel for Salafi groups fighting in Syria such as Jabhat al-Nusra Front, Ahrar al-Sham, and ISIS. Today, there are up to 3,000 jihadis from Turkey and European countries in Syria and Iraq, learning skills they may use for terror attacks at home.

Iraqi Kurdistan is an island of stability compared to the chaos in Iraq and Syria. Since 2012, Turkey and Iraqi Kurdistan have forged a strategic and business partnership. About \$12 billion

in Turkish goods were sold in Iraqi Kurdistan last year. Turkish construction companies signed lucrative contracts to build skyscrapers, airports, and highways. Oil and gas from Iraqi Kurdistan is transported to the Turkish port of Ceyhan on the Eastern Mediterranean. A new pipeline was opened on May 2, transporting about 200,000 barrels a day. The pipeline will transport 1 million barrels a day by 2015. Today, the KRG was paid \$93 million for delivering its first oil exports to Turkey. There is more in the pipeline. Iraqi Kurdistan has 45 billion barrels of oil reserves.

Turkey also has security incentives to cooperate with Iraqi Kurdistan. The Kurdish militia, so-called peshmerga – "Those who stand before death" – have maintained stability along Turkey's border. As Iraq's civil war spirals out of control, Iraqi Kurdistan has become a critical buffer between ISIS and Turkey.

A grand bargain could be in the offing. Iraqi Kurdistan needs Turkey's political and security support to emerge as an independent and sovereign state.

Peace talks are underway with P Abdullah Ocalan, the jailed leader of the PKK. More than 30,000 people have died during the PKK conflict since 1984. Erdogan has proposed greater political and cultural rights to Kurds in Turkey. In turn, the PKK would disband. Turkey would gain reliable energy flows and enhanced security. Turkey would steward Iraqi Kurdistan's independence.

Redrawing a map of the Middle East is risky. However, independence for Iraqi Kurdistan is the inevitable outcome of Iraq's renewed conflict. Managing Iraq's deconstruction is in the interest of Kurds, Turkey – and the United States.

Commentary by David L. Phillips, director of the Program on Peace-building and Human Rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights. He is a former senior adviser and foreign affairs expert to the U.S. Department of State during the administrations of Presidents Clinton, Bush and Obama. He is also author of the forthcoming book, "The Kurdish Spring: A New Map for the Middle East" (Transaction Publishers).

Kurdish leader cites 'new reality' in Iraq as Kerry visits

by: LARA JAKES
Associated Press
June 24, 2014
startribune.com

IRBIL, Iraq — The president of Iraq's ethnic Kurdish region declared Tuesday that "we are facing a new reality and a new Iraq" as the country considers new leadership for its Shiite-led government as an immediate step to curb a Sunni insurgent rampage.

The comments by Kurdish President Massoud Barzani came as he met with visiting U.S. Secretary of State John Kerry, who is pushing the central government in Baghdad to at least adopt new policies that would give more authority to Iraq's minority Sunnis and Kurds.

Kerry has repeatedly said that it's up to Iraqis — not the U.S. or other nations — to select their leaders. But he also has noted bitterness and growing impatience among all of Iraq's major sects and ethnic groups with the government of Prime Minister Nouri al-Maliki.

Barzani told Kerry that Kurds are seeking "a solution for the crisis that we have witnessed."

Kerry said at the start of an hour-long private meeting that the Kurdish security forces known as peshmerga have been "really critical" in helping restrain the advance of the Islamic State of Iraq and the Levant, a Sunni insurgency that has overtaken several key areas in Iraq's west and north, and is pushing the country toward civil war.

"This is a very critical time for Iraq, and the government formation challenge is the central challenge that we face," Kerry said. He said Iraqi leaders must "produce the broad-based, inclusive government that all the Iraqis I have talked to are demanding."

The U.S. believes a new power-sharing agreement in Baghdad would soothe anger directed at



Kurdish regional President Massoud Barzani, right, listens to U.S. Secretary of State John Kerry during a meeting at the presidential palace in Irbil, Iraq, Tuesday, June 24, 2014.
Brendan Smialowski, AP

the majority Shiite government that has fueled ISIL. Iraq's population is about 60 percent Shiite Muslim, whose leaders rose to power with U.S. help after the 2003 fall of former president Saddam Hussein, a Sunni.

"A united Iraq is a stronger Iraq," Kerry said in an interview broadcast on NBC's "Today" show Tuesday. He told ABC, "This is an opportunity for Iraq to come up with its own choice." Kerry also said that neither President Barack Obama nor the American people want a wholesale U.S. intervention in Iraq. And on CBS, he said the U.S. "is trying to move this process forward in what I think is a thoughtful, focused, disciplined way so that we have a structure in Iraq which will give us the greatest capacity for success."

Minority Sunnis who enjoyed far more authority and privilege under Saddam than any other sect have long been bitter about the Shiite-led government. And al-Maliki has been personally accused of targeting Sunni leaders whom he considers his political opponents.

Iraqi Kurds had no love for Saddam, and were allowed to carve out a semi-autonomous region in Iraq's north to protect

themselves from his policies. But Barzani for years has feuded with al-Maliki, most recently over the Kurdish regional government's decision to export oil through Turkey without giving Baghdad its required share of the profits.

The Kurdish region is home to several vast oil fields, which have reaped security and economic stability unmatched across the rest of the Iraq.

Barzani's support is key to solving the current political crisis, because Kurds represent about 20 percent of Iraq's population and usually vote as a unified bloc. That has made Kurds king-makers in Iraq's national political process.

Tuesday's meeting in Irbil, the Kurdish capital, came a day after Kerry traveled to Baghdad to discuss potential options with Sunni and Shiite leaders, including al-Maliki. Kerry said after the Baghdad meetings that all the leaders agreed to start the process of seating a new government by July 1, which will advance a constitutionally-required timetable for distributing power among Iraq's political blocs, which are divided by sect and ethnicity.

Once a stable government is in

place, officials hope Iraqi security forces will be inspired to fight the insurgency instead of fleeing, as they did in several major cities and towns in Sunni-dominated areas since the start of the year.

U.S. special forces have been ordered to Baghdad to train and advise Iraqi counterterror soldiers. President Barack Obama is reluctantly sending American military might back to the war zone it left in 2011 after more than eight years of fighting.

Al-Maliki has for months requested U.S. military help to quell ISIL, and the Obama administration has said it must respond to the insurgent threat before it spreads beyond Iraq's borders and puts the West at risk of attack.

On Monday, Kerry said the U.S. is prepared to strike the militants even if Baghdad delays political reforms. After Tuesday's meeting with Barzani, Kerry departed for Brussels, where he and NATO foreign ministers will turn their focus to Ukraine and Afghanistan.

Early Tuesday, Iraqi authorities discovered the bodies of three men who were shot in the head and chest and had their hands and legs bound, a police officer said. The men, dressed in civilian clothes and believed to be their 30s, had been dumped in the streets of three Shiite neighborhoods in and around Baghdad.

A medical official confirmed the report. Both officials spoke on condition of anonymity as they were not authorized to release information.

The appearance of dead bodies in the streets is a grim reminder of sectarian violence that peaked in 2006 and 2007. During the worst of the bloodshed, Baghdad residents woke virtually every morning to find corpses, bearing gunshot wounds and signs of torture, that had been dumped in the streets or left floating in the Tigris River. ♦

Turkey feels blowback from policy on Syria

HABUR BORDER GATE, TURKEY

Meant to hurt Assad, lax border damages trade and fuels chaos in Iraq

BY BEN HUBBARD
AND CEYLAN YEGINSU

In normal times, hauling 50,000 pounds of frozen chicken into Iraq is a routine job for Turfan Aydin, a Turkish trucker who has been working the route for years. But the cross-border trade has suddenly all but halted, locked up by the insurgent offensive in Iraq and the kidnapping of 80 Turkish citizens.

Standing in the shade of his truck at the Turkish border, eyeing hundreds of Iraq-bound trucks that snaked in a line over the horizon, Mr. Aydin knew exactly who to blame for the trouble: the Turkish government and its lenient border controls with Syria, which many say helped foster the Sunni militant group that launched a blitzkrieg in Iraq this month, the Islamic State in Iraq and Syria.

"For three years, we have seen ISIS flags in Syria and that is because of Turkey," Mr. Aydin said. "Turkey let them in."

That lax approach was intended to help topple Bashar al-Assad, the Syrian president, by allowing any rebel groups easy access to the battlefields in Syria. Now, though, with the rise of ISIS, the Turkish government is paying a steep price for the chaos it helped to create.

"The fall of Mosul was the epitome of the failure of Turkish foreign policy over the last four years," said Soli Ozel, a Turkish analyst. "I can't disassociate what happened in Mosul from what happened in Syria, and Turkish foreign policy toward Syria has been unrealistic, hubristic, ideological and stubborn."

For years, a "zero problems with neighbors" policy helped make Turkey a much-admired example of Islamic democracy and economic growth. It benefited heavily from the opening of Iraq's market, with bilateral trade reaching \$12 billion last year, second only to that with Germany. That number could drop by one-third, or even more if the fighting spreads, said Atilla Yesilada, a Turkey analyst at GlobalSource Partners, a research group.

The civil war in Syria destroyed that

country's ability to buy Turkish goods and sent hundreds of thousands of refugees streaming across the border. Turkey now spends \$1.5 billion a year caring for them, with no end in sight.

The new strife in Iraq is just another in a series of domestic and foreign policy setbacks for Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and his governing Justice and Development party.

The brilliant success Mr. Erdogan enjoyed for years after coming to power more than a decade ago has been tarnished recently by street protests, a devastating mine disaster and a lengthy corruption scandal. The government's support for Arab uprisings has further isolated it from former allies.

Many here are now blaming the Turkish government for facilitating the rise of extremists in Syria.

Turkish leaders have expressed concern about the rise of jihadists near their borders, and say they have stepped up efforts to track extremists. But they have said little about the militant surge in Iraq, and a spokesman for the Foreign Ministry declined to comment on how it would affect Turkish policy.

Lately, however, Ankara has given some indications that it is adjusting to the shifts in its region.

This month, it classified the Nusra Front, Al Qaeda's Syrian affiliate, as a terrorist organization — a year and half after the United States did so. In Ankara on Tuesday, Mr. Erdogan called on European nations to stop jihadis from traveling to Turkey. And Turkish officials have remained quiet about the takeover of the Iraqi city of Kirkuk by the forces of the Kurdistan Regional Government, a show of assertiveness that would have sparked instant condemnation a few years ago.

That silence could mean that Turkey sees Iraq's Kurds as the only reliable partners in a country on the edge of a new civil war between Sunnis and Shiites, said Sinan Ulgen, a Turkey scholar with the Carnegie Endowment for International Peace in Brussels.

The hardest blow from Iraq's new strife, however, has hit Turkey's southeastern corner, which gained the most from the expanded trade with Iraq and has the most to lose if it collapses.

This change is clear at the Habur border gate, at the junction of the Syrian, Iraqi and Turkish borders, which just weeks ago channeled more than 2,000 trucks of Turkish goods into Iraq each day. Now, fewer than half that number make the trip because of a drop in demand and the risk of transporting goods.

Highlighting that danger is the plight of about 80 Turkish citizens who were kidnapped by ISIS when it seized Mosul. They include the consul general, three children and 31 truck drivers. None have been seen since.

The kidnappings have terrified communities that rely on cross-border trade. Doruklu, a village of 1,300 people

where some residents live in mud-brick homes and most men become truckers as soon as they reach adulthood, counts

four men from the village among the captive truckers.

"This is all we talk about day and night, but there is nothing we can do," said Mehmet Turgut, who leads prayer in the village mosque.

Nearby, Nihal Simsek, whose husband and eldest son are being held by ISIS, showed a framed photo of the two men to visitors to her simple concrete-block home, then collapsed on the porch, hugging the photo as tears dripped from her chin.

"They just went to bring back money, just to make a living," she said. "We can live without money, but we can't live without them."

The truckers have managed to keep a few cellphones hidden and occasionally call to reassure their relatives, their families said. They are being fed and say they have not been mistreated, though they have no idea when they will be released.

Mehmet Kizil, who owns the company the truckers worked for, said ISIS members first demanded between \$5 million and \$10 million for the men's release, but he said he had not been involved since the government took over the negotiations.

Turkish officials have said they are working to release the captives but have also prohibited the news media from re-

porting on the issue.

The danger has not dissuaded most truckers from trying to go to Iraq, as was clear from the long line of rigs awaiting their turn. Many truckers had waited in line for more than 24 hours, passing the time listening to music, playing games on their phones, making tea on small gas stoves and sleeping.

"If things were functioning the way they were supposed to, you couldn't even stand here and talk," said Abdul Hafur, a gray-haired trucker who said it had taken him a week of calling around to find a load to take into Iraq.

Like many of his colleagues, he had gone deep into debt to buy his truck and now feared he would fall short on his payments. To shore up the family's finances, he had sent three of his children to work picking tomatoes and cleaning rooms in a tourist hotel, he said.

Nearby, Mr. Aydin, whose truck held the frozen chicken, said he owed \$47,000 on his truck and had to pay \$2,700 a month. But business had slowed so much he was unsure he would earn enough to pay.

"We have to go to Iraq," he said. "We have no other choice."

Shiite rifts further weaken Iraq

NAJAF, IRAQ

Cleric's revival of militia has helped undo efforts to unify against Sunnis

BY THOMAS ERDBRINK

From his modest office in the shrine city of Najaf, Iraq's highest religious authority, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, leader of the country's Shiite establishment, issued a call to arms asking his followers to join with the government military to stop the blitzkrieg by the Islamic State in Iraq and Syria.

But one cleric, Moktada al-Sadr, who led a militia that fought the government and lost in 2008, decided instead that he, too, would challenge the state. Mr. Sadr revived his Mahdi Army, possibly one of the largest and most experienced battle groups in Iraq, and announced that under no circumstances would it be under the control of the government.

His open challenge to Iraq's Shiite establishment lays bare the latest in a series of cracks that are dividing the country's three main ethnic groups, the Shiites, Sunnis and Kurds, as the Iraqi state comes unraveled. But as Mr. Sadr's actions show, the fault lines are not strictly between religious and ethnic groups, but also within each group, a fracturing that could lead Iraq to even greater chaos and uncertainty.

After the American-led invasion of Iraq in 2003, the Shiite south was badly divided among different factions, including those loyal to Ayatollah Sistani and Mr. Sadr. But in recent years, largely because of Ayatollah Sistani's efforts, militias were disbanded, and a rocky unifying process was underway. For a time, it appeared as if Shiites might behave as a unified force with a Shiite-controlled government in Baghdad and a revered religious figure, Ayatollah Sistani, coaxing them to work together.

The return of Mr. Sadr's militia, however, is undoing that, even his former supporters say, with one ayatollah warning that the country is about to "fall into the abyss." The splintering of the Shiite south into different groups will make it even harder to keep the state together, he and others said, creating conflicts within conflicts in the quest for territory and power.

"We are worried and afraid," said Ayatollah Kassim Altaai, a cleric who supported Mr. Sadr in the past but split with him.

Mr. Sadr, a young and ambitious cleric who spent years in neighboring Iran studying theology, surprised many in February when he said he was retiring from politics, though he had some loyalists running in the parliamentary elections in April.



The Mahdi Army rally in Baghdad over the weekend. The largest of several demonstrations in the country, it drew tens of thousands of Shiite fighters.

On Saturday, he was back with his forces parading in several cities showing off homemade rockets as divisions of would-be fighters filed by in what looked like suicide belts. In a statement released on Sunday, Mr. Sadr announced that his forces would not in any way be under government control. "Despite the disagreements of some friends and enemies of the parade, you showed strength and power — you terrified them," he told his volunteer fighters.

In Najaf, a 1,000-year-old center of Shiite learning, it is common for clerics to have differences, but faced with the threat of the radical jihadist group that adheres to a fierce anti-Shiite ideology and has threatened to destroy Iraq's Shiite holy shrines, all leading clerics, or "marjaiye," as they are called here, have closed ranks behind Ayatollah Sistani.

But while the establishment has rallied to Ayatollah Sistani, Mr. Sadr has not.

"With the return of the militias, the state will be further undermined," said one high official in the office of Ayatollah Sistani, asking not to be named so as not to alienate other leaders. "If we want a strong Iraq, we need a strong state. Putting these armed groups on the street is not our way."

Until now there has been no fighting in Iraq's south with its majority Shiite population. There is little police presence in Najaf, and Iraq's national army is nowhere to be seen. Few pilgrims visit the holy shrine of the first saint of the Shiites, Imam Ali, these days, with foreign visitors scared off by the news coming out of Iraq. Bored security guards give some of the pilgrims a quick stroke over their back to check for suicide belts as they enter the shrine's magnificent courtyard, but many walk in unchecked.

Despite the seeming calm in the city, groups of armed men have been enlisting at special recruitment centers, allocated by Ayatollah Sistani and the traditional clerics. All followed Ayatollah

Sistani's decree, saying the fight was for the defense of Iraq, and not for the cause of Shiism.

Publicly, Mr. Sadr says that he has embraced Iraqis' national identity and that he is against all forms of sectarianism. He has renamed his revived army "the peace brigades" that will protect the shrines, churches and other holy places.

Still, the militia's violent history speaks to a very different agenda. Since its establishment in 2003, the Mahdi Army has been engaged in battles with United States forces and other Shiite militias. It played a role in sectarian killings and was defeated in 2008 when government forces fought the group in the southern city of Basra. After that, Mr. Sadr decided to disband the militia.

Though he has brought his fighters back on the streets, that does not mean

The Mahdi Army, a Shiite force, has fought other Shiites.

the militia has returned, Mr. Sadr's spokesman, Salah al-Obeidi, said in his office in Najaf. "We are back to help defend the shrines," he said.

His leader had ordered the militia to cooperate when necessary with security forces, the spokesman explained. But being under the control of the Iraqi security officials is no option. "They are corrupt and can't be trusted," Mr. Obeidi said. "Why would we fight for them?"

"Some old clerics see the need for a defensive jihad, but we say, 'If someone breaks into your house, do you need a religious decree to kick him out?' No," the spokesman added.

In Ayatollah Sistani's office, a dozen men stood guard holding machine guns and checking all visitors down to the rings on their fingers. The high official spoke softly. "We have our disagreements with the government; they have made many mistakes," he said. "But for now the framework of the state is all we have. If armed groups step in now, all will be lost."

Hanging onto oil-rich Kirkuk may prove a challenge for Iraq's Kurds

June 26, 2014

By Mitchell Prothero

McClatchy Foreign Staff

KIRKUK, Iraq — Piling into a pickup truck with their AK-47 assault rifles, the Kurdish militia fighters were eager to show off the series of checkpoints they'd set up to guard the approaches to the oil-rich city of Kirkuk.

The Kurds had long coveted Kirkuk for both historical and economic reasons, and suddenly earlier this month it fell under their control when the Iraqi army collapsed and fled in the face of a surprise offensive by the Islamic State of Iraq and Syria.

Now, with ISIS gunmen roaming unchecked just miles from city, the famed Kurdish militia, the peshmerga, has established a string of checkpoints and fortified positions intended to defend not only newly acquired Kirkuk, but also the approaches to the main Kurdish cities of Irbil and Sulimaniya, which have remained more or less untouched by the horrible violence that has roiled the rest of Iraq for much of the past 11 years.

Gen. Ayoub Sa'id, the peshmerga commander in Kirkuk, who directs his forces from a former U.S. military base at the Kirkuk airport, is proud of his forces' array. He even encouraged visiting journalists to drive south toward the ISIS front lines to inspect the peshmerga's defenses.

But after five minutes of high-speed driving down the nearly deserted highway to visit these last lines of defense, the pickup screeched to a sudden stop and made an abrupt U-turn. There was no sign of the peshmerga, who despite their reputation as some of the best trained and most disciplined fighters in Iraq, had left their positions. The only thing standing between Kirkuk and the ISIS fighters, who control the nearby city of Tikrit and its outlying villages, was the pickup truck with its load of lightly armed fighters and a few journalists.

Confusion still reigns along the nebulous front line between the two sides. So far, ISIS and its tribal allies appear content to control Sunni Arab villages and towns and have yet to challenge the Kurds, whose mostly peaceful region backs up against the border with Iran and now spans from Iraq's far north to Kirkuk. ISIS appears more focused on pushing toward Baghdad.

But Kirkuk, with its huge Sunni Arab population and oil wealth, is also an attractive target, and the front is tense, with near daily clashes between Kurds and ISIS as they compete for



control of strategic villages and crossroads.

“Daash was down there and there was no checkpoint,” said one of the confused if slightly embarrassed fighters, using the common and disparaging term for ISIS. Just moments before, Gen. Sa'id had insisted the road was safe and had told the journalists they could visit the nonexistent checkpoint in their own car. Only reluctantly had he dispatched the armed escort after the journalists pleaded that it was unsafe.

The peshmerga has a sterling reputation for courage and discipline in battle and was a favorite ally of U.S. special forces during the U.S. occupation of Iraq from 2003 to 2011. But according to one military contractor, who did not want to be identified because he still works with the Kurdish government, the militia has limitations that the attempt to control Kirkuk has highlighted.

“Look, these guys are good,” he said in Irbil, the Kurdish capital, where his company consults for the military. “They're not like Iraqis, they fight for a nation they believe in and have training, experience, equipment and a good dose of discipline you rarely see in the Middle East. But they're best fighting at home in their mountains. And they're at their best fighting around and protecting the Kurds.”

In Kirkuk, they face a different challenge. For one, the terrain is wide open and flat. For another, they are likely to face two enemies, ISIS and the central government. The peshmerga, the consultant says, “hate Arabs, whether Sunni guys from ISIS or Shiite guys from the government. They don't see a huge difference between the two.”

The lack of coordination on the front lines didn't surprise him.

“The peshmerga are Kurdish and the Kurds are a clannish people,” he explained. “So while they look and act like an army, you'll find they coordinate best in small units of guys who all know each other and are even related. They don't do well coordinating outside this cell structure in large numbers.”

Another Western observer who spent significant time with the peshmerga during the 2003 invasion was less subtle, asking not to be identified because he still works with the Kurds.

“They'll run the first time those ISIS gun trucks come screaming up the highway,” he said. “They coordinate by cellphones. They hate fighting on flat lands, and ISIS is faster. They'd regroup once they hit the mountains in the Kurdish areas and hold tight there, but the only reason they have Kirkuk is that ISIS clearly doesn't want to try for it now.”

A city of over 1 million people once dominated by Kurds but ethnically roiled by an Arabization policy imposed by Saddam Hussein that forced out many Kurdish residents and replaced them with Arabs, Kirkuk poses a thorny issue for the peshmerga. Unlike in their home areas, where peshmerga fighters are viewed as military gods, much of the population of Kirkuk sees them as dangerous outsiders.

Since the beginning of ISIS' offensive — which began with its capture of Mosul, Iraq's second largest city, two weeks ago — the peshmerga has yet to engage in serious combat. ⇨

⇒ Most Kurdish commanders expect that won't last and that either ISIS or the furious central government of Prime Minister Nouri al Maliki will launch an attack. Maliki has all but accused the Kurds of treason for seizing Kirkuk and not confronting ISIS.

Kirkuk residents claim that law and order has completely broken down in areas of the city inhabited by Arabs or Kirkuk's other major ethnic group, the Turkomen. The Kurds have left policing those areas to the handful of Iraqi policemen who didn't flee their posts when the army abandoned Kirkuk.

"It's anything goes," according to a Turkomen resident named Timur, who asked that his last name not be used because he once worked with the American occupation and fears both the peshmerga because of his Turkish roots and ISIS for having worked with the Americans. "You can kill anyone on the street and nobody will say anything. Nobody will stop you. I carry a gun everywhere, and a bag with clothes and my passport so I can just drive away if it gets too bad. This place is not safe."

Less than an hour after Timur spoke, a suicide bomber killed himself and two Iraqi police officers in the first suicide attack in a Kurdish-controlled area since the ISIS uprising

began.

There are ominous signs of trouble. Roadside bombs planted by ISIS regularly detonate along the highway that leads to the heavily guarded airport where the Kurds are headquartered.

Still, the peshmerga are ready to fight to keep hold of Kirkuk. In the hills a few miles north of the city, a peshmerga unit has dug into the hillsides, creating bunkers to withstand mortar and small arms fire. Commanders there were eager to show they could protect the highway from a flanking attack. From the ridge line they control, they point out the ISIS front lines just six miles away. They are confident nestled into the hills the Kurds have called home for centuries.

"We control these villages along the river," said the commanding officer in a friendly and candid briefing on the situation, only asking that his name and unit not be identified directly because the interview had not been approved by the Kurdish Defense Ministry. He pointed to a string of Kurdish and ethnic Turkomen Shiite Muslim villages that fear ISIS far more than the Kurds.

"But we can't try and control the Sunnis

around here," he added, pointing to the Sunni heartland centered around Saddam's hometown of Tikrit, just 20 miles away.

The commander has nothing good to say about ISIS, which he refers to by its derogatory Arabic acronym.

"Daash is crazy and they're a mix of Iraqi, Syrians, Saudis, Chechens, Pakistani, all these insane people who think they are Muslims but are just stupid and crazy. They only worship killing, not God," he said bitterly. "And all they can do is drive around and murder people. The only way they can hold a place is if they have local Sunni allies to take over while they go off and attack something else."

But his harshest words are for Iraq's central government. And he repeats the same pledge heard from every Kurd interviewed in the area: Kurdistan will never surrender Kirkuk.

"Iraq is finished," he said. "Maliki is nothing. Baghdad is finished. Now there will only be a Shiite-stan, Sunni-stan and Kurdistan." □

*Prothero is a McClatchy special correspondent.
Email: mprothero@mcclatchydc.com*

Iraqi Kurdish leader Barzani says Kurdish self-rule in Kirkuk to stay

June/27/2014 (AFP)
hurriyetdailynews.com

ARBIL -Iraqi Kurdish leader Massud Barzani said June 27 there was no going back on autonomous Kurdish rule in oil city Kirkuk and other towns now defended against Sunni militants by Kurdish fighters.

"Now, this (issue) ... is achieved," he said, referring to a constitutional article meant to address the Kurds' decades-old ambition to incorporate the territory in their autonomous region in the north over the objections of successive governments in Baghdad.

Kurdish forces stepped in when federal government forces withdrew in the face of a jihadist-led offensive earlier this month.

Speaking at a joint news conference with visiting British Foreign Secretary William Hague, Barzani said: "We have been patient for 10 years with the federal

Members of the Kurdish Peshmerga celebrate in the city of Kirkuk, June 24. REUTERS Photo



government to solve the problems of these (disputed) areas.

"There were Iraqi forces in these areas, and then there was a security vacuum, and (Kurdish) peshmerga forces went to fill this vacuum."

The swathe of territory in question stretches from Iraq's border with Iran to its frontier with Syria, and is one of seve-

ral long-running rows between Baghdad and Kurdish authorities in Arbil.

The disputes have been cited by analysts and diplomats as among the biggest long-term threats to Iraq's stability. □

Dans Kirkouk la Kurde, en attendant les «barbares»

La capitale symbolique de la minorité, sous le contrôle des peshmergas depuis la fuite des forces de Bagdad, vit dans l'expectative d'une attaque de l'Etat islamique en Irak et au Levant et des tribus sunnites ralliées aux jihadistes.

Par **JEAN-PIERRE PERRIN**
Envoyé spécial à Kirkouk

Le soleil pèse comme un sac de ciment sur les épaules. Pas un arbre, pas une touffe d'herbe, pas même l'illusion d'une ombre. Pas la moindre hauteur non plus dans cette plaine désespérément plate où brûlent, de loin en loin, les torchères des puits de pétrole. La fournaise n'empêche pas les peshmergas, des combattants jeunes, souriants et plutôt sympas, d'aller et venir tête nue le long de la ligne de front, constituée d'un vague remblai derrière lequel s'abrite un char employé comme pièce d'artillerie. Les islamistes sont à environ 2 kilomètres, de l'autre côté d'un pont au-dessus d'une rivière dont on ne sait si elle coule encore. Le quartier général du colonel Fatah est un cube en préfabriqué. Moustache à la Charlot, un peu grassouillet de par ses fonctions, il donne l'impression de sortir d'une certaine léthargie. C'est en parlant de stratégie qu'il s'anime un peu : « On n'est pas ici en situation d'attaque. On est venu pour défendre Kirkouk parce que l'armée irakienne a fui. »

JÉRUSALEM. Kirkouk, grosse ville sale, sans caractère, urbanisée à outrance mais riche des champs de pétrole alentour, est à la fois multiethnique (Kurdes, Arabes, Turkmènes) et multiconfessionnelle (sunnites, chiites, chrétiens, zaïdites...). D'où des disputes violentes entre les uns et les autres. Mais pour les Kurdes, la cité est leur Jérusalem, celle qui rend possible l'indépendance du Kurdistan (lire page 8). Ils la disputent donc aux Arabes depuis longtemps. Même s'ils ne l'avouent pas, la conquête surprise de Mossoul par l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL, ou « Daech » en arabe) et ses alliés, qui a entraîné la débandade de l'armée du nord de l'Irak, a été une bonne nouvelle. Les Kurdes contrôlaient déjà politiquement Kirkouk – dix députés sur douze. Désormais, ils la tiennent militairement. Avec



REPORTAGE

Dans la ville de Kirkouk (nord de l'Irak), désormais sous contrôle kurde, le 13 juin.
PHOTO MARWAN IBRAHIM. AFP

le sentiment du devoir accompli : ils estiment avoir sauvé la ville de ceux qu'ils appellent les «barbares». L'adjoint du colonel Fatah, le capitaine Firman, en est persuadé : « Prenez la brigade 47 : elle s'est sauvée sans tirer un coup de feu. Nous, les peshmergas, on ne s'enfuit pas en entendant quelques salves. »

La ligne de front, à une quinzaine de kilomètres de là, est née de cet abandon. D'un côté, les provinces sunnites, en grande partie contrôlées par Daech et ses alliés ; de l'autre, le Kurdistan d'Irak, qui comprend désormais Kirkouk. Jusqu'à présent, il n'y a eu que des escarmouches, certaines meurtrières, entre Daech et les peshmergas. Ce n'est plus la paix, mais pas encore la guerre. « Disons que c'est une guerre non continue que nous livrons à l'Etat islamique », commente Mohamed Kamal, un député du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Sur le front, le capitaine Farman explique que l'ennemi auquel il fait face n'est pas l'EIL, mais plutôt les com-

« Nous, les peshmergas, on ne s'enfuit pas en entendant quelques salves. »

Le capitaine Firman
combattant kurde de Kirkouk

battants des tribus ralliées aux islamistes au sein d'un large front sunnite. Selon lui, ils sont peu nombreux, une centaine d'hommes. Plutôt bien armés : mortiers, lance-roquettes, mitrailleuses 12,7 et six ou sept chars volés à Mossoul. « Avant-hier, nous avons perdu trois hommes », précise-t-il. En réalité, le cordon ombilical entre Kirkouk et Bagdad n'est pas complètement coupé. Il reste la police de la ville qui, elle, ne s'est pas sauvée après la chute de Mossoul. Pour une bonne raison : à la différence des officiers de l'armée, les policiers, arabes ou kurdes, sont originaires de Kirkouk. Leur chef,

le général Sarhard Mohamed a été blessé à la tête et au corps par des shrapnels, mardi, quand il est allé «donner un coup de main» à la police de Béchir, un village peuplé de Turkmènes chiïtes alors encerclé par les assaillants sunnites, qui l'ont pris depuis. Aujourd'hui, cet officier âgé 46 ans est à nouveau à la tête de ses hommes. «J'ai eu beaucoup de chance. Vers 4 heures du matin, les rebelles nous ont attaqués, avec des voitures volées à l'armée. Ils sont venus de six directions différentes et nous ont encerclés. Mon chauffeur et mon garde du corps ont été tués, ainsi que quatre autres policiers. Ares, mon fils de 16 ans, que j'avais emmené avec moi, a été blessé à mes côtés. Puis les autres policiers nous ont abandonnés, de même les peshmergas qui nous accompagnaient. Nous avons réussi à nous échapper en marchant pendant trois heures.»

A Béchir, il y a eu des «crimes de guerre» commis contre la population, insiste Rushdie Chalabi, qui préside un parti turkmène chiïte : «Le village a été pillé et brûlé. Sept enfants et quinze jeunes gens ont été exécutés par les islamistes, cinq femmes ont été pendues, et les corps de trois d'entre elles ont ensuite été exposés, les bras en croix attachés à des citernes d'eau.» Des informations qui, qu'elles soient vraies ou fausses – on ne dispose d'aucune preuve de ces crimes –, traduisent bien la peur des habitants non sunnites de la région. Désormais, le clivage sunnites-chiïtes traverse aussi la communauté turkmène. Tous les massacres dont fait état Rushdie Chalabi,



dans les provinces sunnites voisines de Salaheddine et Diyala se sont produits dans des villages turkmènes chiïtes. «Les rebelles n'ont pris aucun des villages turkmènes sunnites», reconnaît-il.

TROIS IRAK. Kirkouk va-t-il connaître le même destin ? Officiellement, la population de la ville s'élève à 1,432 million de personnes, mais les chiffres, pour des raisons politiques, semblent très exagérés – elle serait inférieure à 1 million. Au moins la moitié sont des Kurdes, les Arabes sunnites étant estimés à entre 35 et 40%. D'où la crainte, chez les responsables kurdes, que Daech trouve des relais au sein de cette minorité sunnite, qui s'estime lésée depuis la prise du pouvoir en Irak, à partir de 2005, par les chiïtes. «C'est vrai, la situation, ici, n'est pas bonne. Et, certains quartiers vont peut-être aider les rebelles», s'inquiète Mohamed Kamaï, le député kurde.

Même inquiétude chez Hamad Amid Obeid, responsable d'une coalition de petits partis arabes hostiles à Daech et d'un centre culturel. «Les Arabes coopèrent avec Daech parce qu'ils ne sont pas heureux. Les gens ordinaires ne le soutiennent que parce qu'il est le plus fort chez les sunnites», explique-t-il. Mohamed Hussein, un de ces «gens ordinaires» de la ville voisine de Moutlaqa, conquise elle aussi par l'Etat islamique en Irak et au Levant, le reconnaît : «L'armée s'est enfuie le 10 juin, la police le lendemain. Puis les combattants de Daech sont arrivés. Aucune exaction contre nous [les sunnites, ndlr]. Ils nous ont dit : "Soyez relax, vous êtes nos frères. Vous pouvez quitter la ville si vous le voulez."» Hamad Amid Obeid est sceptique : «Qu'on le veuille ou non, depuis l'attaque de Mossoul, il y a désormais trois Irak – la sunnite, la chiïte et la kurde. Cela sera comme ça pendant longtemps. Et demain sera encore plus noir qu'aujourd'hui.»

LE FIGARO

samedi 21 - dimanche 22 juin 2014

À Bagdad, les chiïtes critiquent Obama

Dans le quartier de Sadr City, les habitants dénoncent le premier ministre, Nouri al-Maliki, pourtant chiïte comme eux, et ne veulent pas d'une nouvelle intervention des forces américaines.

GEORGES MALBRUNOT
gmalbrunot@lefigaro.fr
ENVOYE SPECIAL A BAGDAD

MOYEN-ORIENT Un océan de parapluies protège de la chaleur étouffante des milliers de fidèles. En ce vendredi, les sans-culottes du quartier misérable de Sadr City à l'est de Bagdad sont venus prier dans la rue. Ils sont chiïtes, comme le premier ministre, Nouri al-Maliki. Mais ils ne veulent pas entendre parler d'une aide américaine, réclamée par le gouvernement Maliki pour repousser les dji-

hadistes sunnites, qui menacent Bagdad. En djellaba beige, Ali, qui arrive avec son tapis de prière sous le bras, résume le sentiment général : « Nous pouvons très bien combattre seuls les terroristes et les anciens baasistes. De toute façon, je suis les consignes de Moqtada al-Sadr (son chef, NDLR), qui ne veut pas d'une intervention militaire américaine en Irak. »

À Bagdad, Sadr City a été l'un des principaux bastions de la guérilla contre les forces américaines, qui ont libéré l'Irak du joug de Saddam Hussein en 2003. Aujourd'hui, les sadristes – les partisans de Moqtada al-Sadr, l'ex-chef

de l'Armée du Mahdi – ne peuvent donc que se satisfaire des hésitations de leur ancien ennemi Barack Obama, qui a exclu toute attaque ciblée contre les djihadistes, à court terme du moins.

Hakim al-Zamili, député sadriste qui fend la foule des fidèles en lunettes de soleil entouré de ses gardes du corps, connaît bien les Américains. Ils l'avaient emprisonné pendant dix-huit mois, l'accusant d'avoir dirigé des « escadrons de la mort » contre des personnalités sunnites durant la guerre civile de 2006-2008. « On ne compte pas sur les Américains, insiste-t-il, mais sur notre armée

qu'on est en train de réorganiser, en renforçant la discipline dans ses rangs. »

La prière se tient sous très haute surveillance. Les fidèles sont fouillés au corps en arrivant. Mercredi, une voiture piégée a encore explosé dans cet ancien bidonville que les services de sécurité de Saddam Hussein surveillaient de près. Sadr City sera l'une des premières cibles des djihadistes quand ils décideront de lancer leur assaut contre Bagdad. Mais si ses habitants et Maliki partagent aujourd'hui le même ennemi, les premiers ne manquent pas de critiquer le chef du gouvernement.

Sayed Ibrahim al-Jaberi, colosse au turban noir des descendants du Prophète, entame son prêche en réclamant la libération des « prisonniers sadristes » détenus par le pouvoir. Et sur la chaîne al-Arabiya, le porte-parole de Moqtada al-Sadr dénonce « l'armée de Maliki », en parlant de l'armée irakienne, nouvel exemple de la confiscation du pouvoir par le premier ministre.

Mais sayed al-Jaberi, un proche de Sadr, a d'autres doléances : « le gouvernement doit savoir qu'il y a encore des baa-

« On ne compte pas sur les Américains mais sur notre armée qu'on est en train de réorganiser, en renforçant la discipline dans ses rangs »

HAKIM AL-ZAMILI, DÉPUTÉ SADRISTE

sistes parmi les dirigeants de l'armée. Ce sont eux qui ont trahi. Ils ont donné Mossoul aux terroristes », affirme l'imam en référence à la chute de la seconde ville d'Irak la semaine dernière lorsque l'armée s'est soudainement débandée. Et le dignitaire chiite d'avertir que si « les forces d'occupation revenaient on (serait) prêt à protéger notre pays ». Un avertissement à peine voilé alors que Barack Obama a annoncé l'envoi de 350 conseillers militaires américains à Bagdad.

Bref, après avoir été marginalisés par Maliki, les sadristes, qui ont remporté 34 sièges aux législatives d'avril, profitent

de la crise pour hausser le ton. À l'instar des dirigeants kurdes et sunnites, eux aussi sont opposés à une reconduction de Maliki comme prochain premier ministre, même si sa liste est arrivée largement en tête des législatives avec 93 sièges (sur 328). « Pour les sadristes, Maliki s'est comporté comme un petit dictateur qui a conduit le pays à la scission entre chiïtes et sunnites », souligne un diplomate.

Dans dix jours, le Parlement doit se réunir pour entamer la désignation de son nouveau chef, du président de la République et du nouveau premier ministre. Maliki entend profiter de l'orage pour apparaître encore une fois comme celui qui peut défendre tout à la fois sa base chiïte et l'unité de l'Irak. Un pari quasi impossible à tenir. Américains et Européens exigent un gouvernement « inclusif », représentant l'ensemble de l'échiquier politique. Mais en Irak, personne ne semble prêt à lier son destin avec un homme qui a joué avec le feu en aggravant les clivages confessionnels. ■

AFP

Le président kurde parle d'un "nouvel Irak" devant Kerry

Erbil (Irak), 24 juin 2014 (AFP)

LE SECRÉTAIRE D'ETAT JOHN KERRY a rencontré mardi à Erbil le président de la région autonome du Kurdistan Massoud Barzani qui a évoqué une "nouvelle réalité en Irak" et appelé le Premier ministre Nouri al-Maliki à partir.

M. Kerry, après une visite la veille à Bagdad, tente de rassembler les forces politiques dans un pays miné par les divisions, face à l'offensive des insurgés sunnites qui s'approchent de Bagdad.

"Avec ces changements, nous sommes devant une nouvelle réalité et un nouvel Irak", a déclaré M. Barzani en recevant le secrétaire d'Etat au siège de la présidence à Erbil (nord). "Nous cherchons une solution à la crise", a-t-il dit.

"Comme tout le monde le sait, il s'agit d'un moment très critique pour l'Irak, et la formation d'un gouvernement est notre principal défi", a de son côté dit M. Kerry à son interlocuteur.

L'offensive des insurgés a permis aux Kurdes de prendre le contrôle de secteurs disputés avec Bagdad, qu'ils souhaitent intégrer à leur région autonome. Ainsi, leurs forces de sécurité contrôlent la ville multi-ethnique et pétrolière de Kirkouk.

M. Kerry a souligné que les forces de sécurité kurdes ont joué un "rôle clé en aidant à tracer une ligne par rapport à l'EIIL", en référence aux jihadistes sunnites de l'Etat islamique en Irak et au Levant qui mènent l'offensive des insurgés lancée le 9 juin en Irak.

Dans des déclarations à la chaîne américaine CNN, M. Barzani a appelé M. Maliki, "responsable de ce qui est arrivé" en Irak, à démissionner.

"Nous vivons aujourd'hui une ère différente. Au cours des 10 dernières années, nous avons fait tout notre possible pour construire un Irak nouveau et démocratique, mais malheureusement l'expérience n'a pas réussi", a-t-il ajouté.

Interrogé si les Kurdes chercheraient à devenir indépendants, M. Barzani a affirmé que "c'est au peuple de déterminer son avenir". "L'Irak est clairement en train de se désintégrer de toute manière, et il est évident qu'un gouvernement fédéral ou central a perdu le contrôle sur tout".

Les responsables américains sont conscients du fait que les gains



Le secrétaire d'Etat américain John Kerry rencontre le président de la région autonome du Kurdistan Massoud Barzani, à Erbil, le 24 juin 2014. [Brendan Smialowski / AFP]

enregistrés par les Kurdes ces dernières semaines sur le terrain pourraient être irréversibles.

Lundi, M. Kerry a promis un soutien intensif à l'Irak face à la "menace existentielle" que représente l'offensive jihadiste après des entretiens avec M. Maliki.

"Les Kurdes ont un meilleur rôle à jouer pour maintenir une certaine stabilité de l'Etat", a déclaré un haut responsable du département d'Etat. "S'ils décident de se retirer du processus politique de Bagdad, cela va accélérer beaucoup de tendances négatives". Mais si les Kurdes jouent un rôle actif, "ils auront une influence de poids à Bagdad".

En vertu du système en vigueur ces dernières années, le président de l'Etat irakien est un Kurde, le Premier ministre est un chiite et le président du Parlement un sunnite.

Le Kurdistan autonome a accueilli ces dernières semaines plusieurs milliers de déplacés fuyant l'offensive des insurgés. M. Kerry devait reconnaître leurs efforts pour faire face à "une très grave crise de réfugiés". ●

Le Monde

Samedi 21 juin 2014



Le pompier pyromane

BENJAMIN BARTHE

Chiïtes, sunnites, Kurdes et chrétiens rassemblés autour de Nouri Al-Maliki. Cette belle manifestation d'unité a été diffusée mercredi 18 juin, à la télévision d'Etat. Face aux djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EiIL), qui déferlent sur le nord du pays, le premier ministre irakien se présente en leader rassembleur. « *Nous ferons face au terrorisme et mettrons en échec le complot* », promet ce conservateur chiïte, en assurant que la crise a permis de restaurer « *l'unité nationale* » de l'Irak.

Le message est destiné aux Etats-Unis. Depuis la chute de Mossoul, il y a dix jours, Washington ne cesse de critiquer les pratiques sectaires du chef du gouvernement, conditionnant d'éventuelles frappes contre les insurgés à une réintégration des élites sunnites dans les structures du pouvoir. Certains ténors du Parti républicain réclament même sa démission, en préalable à toute intervention. Mais la mise en scène de la chaîne Iraqiya, que l'on devine soigneusement préparée, n'inclut pas d'autocritique. Tout en reconnaissant du bout des lèvres des « *pratiques négatives* » de la part des forces de sécurité, Nouri Al-Maliki explique qu'il est vain d'en discuter et que la classe politique doit concentrer ses forces sur la bataille contre Da'ech, l'acronyme arabe de l'EiIL.

« *Du Maliki tout craché* », soupire un diplomate occidental en poste à Bagdad. Dans la litanie de crises auxquelles le dirigeant irakien a été confronté depuis son arrivée au pouvoir en 2006, l'offensive éclair des djihadistes, désormais à une centaine de kilomètres de Bagdad, est sûrement la plus périlleuse. Elle menace non seulement de rallumer la mèche de la guerre confessionnelle, mais de faire éclater le pays tout entier, en trois morceaux, kurde, sunnite et chiïte. Et pourtant, ce sexagénaire en lice pour un troisième mandat après sa victoire aux législatives du 30 avril, reste inflexible. Figé dans son complet bleu-gris, avec ce visage austère, dénué de toute émotion, qui décontenance si souvent ses interlocuteurs. « *Il n'a pas fait la moindre concession, pas la moindre ouverture*, poursuit la source diplomatique. *Dans son esprit, les responsables, c'est les autres.* »

Ironie tragique : au moment où la soldatesque de l'EiIL entrait dans Mossoul, semant la panique dans les chancelleries occidentales, la Cour suprême, présidée par l'un des obligés de Nouri Al-Maliki, visiblement insensible à la gravité de la situation, invalidait la victoire aux législatives de trois candidats... sunnites. « *Le pays est au bord de l'éclatement et le pouvoir poursuit sa politique d'exclusion*, enrage un fonctionnaire international arabe, basé lui aussi dans la capitale irakienne. *Aucun effort n'est fait pour surmonter la*

crise, renouer le dialogue. L'impasse est totale. »

Le contraste est frappant avec la situation de la fin de la décennie 2000. Nouri Al-Maliki semblait alors en passe de réconcilier l'Irak avec elle-même. Enhardi par le succès des Sahwa, ces milices tribales sunnites, gagnées à la lutte contre Al-Qaida, il avait lancé ses troupes en 2008 contre l'armée du Mehdi, la force paramilitaire du tribun chiïte Moqtada Al-Sadr, qui terrorise la population de Bagdad et de Bassora. L'opération, la première menée par l'armée régulière depuis l'invasion américaine de 2003, est applaudie par les sunnites, agréablement surpris que le nouveau maître du pays ose s'attaquer à des groupes armés issus de sa propre communauté. Peu importe que la victoire sur les Sadr-

ites n'ait pas été possible sans le renfort des forces américaines et britanniques. La guerre civile se termine et les violences diminuent. Tout autoritaire soit-il, le premier ministre passe alors pour patriote. Un despote éclairé, en contact avec le pays profond.

C'est la Maison Blanche qui a propulsé sur le devant de la scène, en 2006, ce cadre méconnu du Da'wa, une formation islamiste chiïte, qui a mené une guerre de l'ombre contre le régime de Saddam Hussein. La chute du tyran baasiste, trois ans plus tôt, l'avait incité à rentrer au pays dans un taxi collectif, après trente-quatre années d'exil, passées principalement en Syrie. Il avait décroché un siège au Parlement et un poste de vice-président de la commission chargée de purger les institutions des partisans de l'ancien parti au pouvoir. Sa réputation d'homme à poigne, peu enclin aux états d'âme, avait attiré l'attention de l'ambassadeur américain à Bagdad, Zalmay Khalilzad, en quête d'une alternative à Ibrahim Jaafari, son prédécesseur, jugé trop hésitant. Manœuvrier hors pair, il avait réussi à s'attirer le soutien des Kurdes et des sunnites, une gageure dans le jeu politique à trois bandes irakien.

Cette dynamique unitaire n'a pas survécu à l'empoignade électorale de l'année 2010. Arrivé en deuxième position, derrière Iraqiya, la liste à dominante sunnite de Iyad Allawi, un chiïte laïque, Nouri Al-Maliki refuse de s'effacer. En usant et abusant de sa position de force, en tant que premier ministre et en instrumentalisant le soutien que lui offrent Washington et Téhéran, il parvient à débaucher plusieurs rivaux sunnites et à bricoler un gouvernement d'« *entente nationale* ». Mais l'accord de coalition signé à Erbil, au bout de neuf mois de laborieuses tractations, ne sera jamais mis en œuvre. Nouri Al-Maliki refuse de céder le contrôle du ministère de la défense aux ralliés d'Iraqiya et entérine la formation du Conseil politique et militaire, un organisme consultatif, qui devait être présidé par son rival malheureux, Iyad Allawi.

L'homme semble rattrapé par son passé. Celui du militant du Da'wa, rompu à la

clandestinité, grandi dans la haine du régime impie de Saddam Hussein, obligé de se méfier de tout et de tout le monde. Un petit soldat de la cause chiite, qui aurait été impliqué, dit-on, dans plusieurs attentats contre des intérêts de la dictature baasiste à l'étranger. Dans une longue enquête du *New Yorker*, publiée à la veille des législatives d'avril, un ancien diplomate américain parle à son propos de « *paranoïa nixonienne* ». « *Nous avions 150 000 soldats dans le pays et il était obsédé par l'idée que quelques dizaines d'anciens baasistes soient tentés de le renverser* », dit-il.

C'est la Maison Blanche qui a propulsé sur le devant de la scène, en 2006, ce cadre méconnu du Da'wa, une formation islamiste chiite, qui a mené une guerre de l'ombre contre le régime de Saddam Hussein

A moins que ce repli sectaire ne soit le fruit d'un simple calcul politique. A la fin 2010, le conseil provincial de Bassora, pourtant à majorité chiite, s'est prononcé en faveur d'un système fédéral, un camouflet pour Bagdad. La population, exaspérée par l'état de délabrement de sa ville, réclame sa part de la rente pétrolière, sur

le modèle du Kurdistan, au nord, une autre région riche en hydrocarbures. Attentif à l'humeur de la rue, qui dénonce l'incurie et la corruption des élites, l'ayatollah Ali Al-Sistani décide de boycotter le pouvoir. Y compris Nouri Al-Maliki, dont le fils, Ahmed, est l'un des premiers visés par les rumeurs d'enrichissement. Décide-t-il alors de ranimer l'épouvantail sunnite pour endiguer cette vague de contestation ? En Irak, la guerre civile, comme la guerre tout court, est la continuation de la politique par d'autres moyens.

Les hostilités commencent à la fin 2011, vingt-quatre heures après le départ du dernier soldat américain. Le premier ministre envoie ses forces arrêter le vice-président sunnite, Tareq Al-Hachemi, qui parvient à s'échapper en Turquie. Accusé d'avoir dirigé un escadron de la mort, le haut dignitaire hurle au règlement de comptes politique. Dans le maelström qu'est l'Irak, difficile de démêler le vrai du faux. Une chose est sûre : avec la haute main sur les services de sécurité, une unité anticorruption à sa solde et un ministère des droits de l'homme noyauté par ses fidèles, Nouri Al-Maliki est le mieux placé pour évincer ses adversaires.

Fin décembre 2012, troublante répétition de l'affaire Al-Hachemi : des gardes du corps de Rafi'Al-Issawi, le ministre des finances, un autre sunnite d'Iraqiya, sont arrêtés pour « *terrorisme* ». L'ancien directeur de l'hôpital de Fallouja, durant la bataille de 2004, qui a accusé le premier ministre de « *construire une dicta-*

ture », doit lui aussi prendre la fuite. La suite est connue : manifestations géantes des sunnites de l'Anbar, qui réclament la fin de leur marginalisation par Bagdad ; refus obstiné de Nouri Al-Maliki, dont les troupes causent un carnage, à Houweija, en avril 2013, en démantelant un camp de protestataires ; remontée en flèche des violences confessionnelles, qui débouchent sur la prise de Fallouja, début 2014, par les djihadistes, prélude à la chute de Mossoul, six mois plus tard.

Face à cette insurrection multiforme, qui mêle djihadistes de l'EIL, ex-baasistes revanchards et anciens Sahwas désenchantés, tous – provisoirement – unis dans la haine de Nouri Al-Maliki, le premier ministre est seul. Le mandat du président est arrivé à son terme, celui du Parlement aussi et tant que les résultats des législatives d'avril ne sont pas proclamés, ni l'un ni l'autre ne peuvent être renouvelés. Le vide institutionnel est le reflet de l'Etat de façade, gangrené par le clientélisme et la corruption, mis en place depuis 2003, un mirage qui s'évapore sous les bottes des rebelles. Obnubilé par sa survie, l'autocrate aux fines bécicles se présente comme l'ultime rempart à la barbarie. Pour éteindre l'incendie djihadiste, faut-il sauver le soldat Maliki ? Les chancelleries occidentales hésitent, bien conscientes que le pompier de Bagdad est aussi l'un des principaux pyromanes du pays. ■

Le Monde
Samedi 21 juin 2014

M. Obama envoie des conseillers militaires en Irak

Washington
Correspondante

Barack Obama a mis le doigt dans l'engrenage irakien. Il l'a fait avec prudence et réticence, mais le résultat est là : il y aura de nouveau des forces américaines en Irak, deux ans et demi après le départ du pays.

S'exprimant devant la presse, jeudi 19 juin, à l'issue d'une réunion du Conseil national de sécurité, qui s'était prolongée bien

**« Il n'est pas dans notre intérêt national de voir une guerre civile faire rage en Irak »
Barack Obama**

au-delà de l'heure prévue, Barack Obama a annoncé qu'il avait décidé d'envoyer « *jusqu'à 300 conseillers* » militaires en Irak pour « *entraîner, assister et soutenir* » l'armée irakienne, une entité que les contribuables américains, qui ont dépensé 20 milliards de dollars (14,6 milliards d'euros) en dix ans à cet effet, croyaient amplement formée et équipée.

M. Obama a assuré qu'il n'était pas question, pour les Etats-Unis, d'entrer dans la bataille. « *Les forces de combat américaines ne vont pas se battre de nouveau* », a-t-il répété. A la déception de certains va-t-en-guerre républicains, et probablement du premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, qui avait appelé Washington à l'aide, il n'a pas non plus annoncé de frappes aériennes imminentes contre les combattants de l'Etat islamique en Irak et

au Levant (EIL). Mais il a clairement indiqué qu'il ne laisserait pas les djihadistes se tailler un sanctuaire dans le nord-ouest de l'Irak, ce qui constituerait une menace non seulement contre l'intégrité du pays mais aussi contre les Etats-Unis. « *Il n'est pas dans notre intérêt national de voir une guerre civile faire rage en Irak* », a-t-il expliqué.

Le président américain a pris soin d'inscrire sa décision dans le cadre de la lutte antiterroriste et non pas dans celui de la défense du gouvernement chiite irakien. Il s'est déclaré prêt à ordonner une « *action militaire précise et ciblée* » contre les djihadistes. Celle-ci se ferait à l'aide de drones, comme celles que les Etats-Unis ont menées au Yémen ou en Somalie. Encore faudrait-il que les cibles soient désignées. Ce sera le rôle des conseillers militaires, qui joueront

le rôle d'éclaireurs, a indiqué un haut responsable du Pentagone, lors d'une conférence de presse téléphonique. Ils devront repérer des cibles potentielles et recueillir les renseignements qui manquent aux forces américaines, absentes depuis plus de deux ans du pays.

Selon ce haut responsable, les conseillers militaires devront aussi évaluer les capacités de l'armée irakienne, sa détermination à se battre et sa « *cohésion* ». Le premier contingent doit arriver avant la fin de la semaine. Il sera divisé en plusieurs équipes d'une douzaine de soldats, affectés au quartier général de l'armée irakienne à Bagdad, puis intégrés « *au niveau des brigades* ».

Selon le Pentagone, les forces américaines comptent 30 000 personnes dans la région, en mer et à terre. Deux nouveaux bâtiments, le porte-avions *George-H-W-Bush*, accompagné de deux navires d'es-

Le gouvernement kurde d'Erbil va exporter le brut de Kirkouk pour son compte

corte, et le Mesa-Verde, avec 500 marines à bord et des appareils hybrides Osprey (croisement entre un avion de transport militaire et un hélicoptère), sont entrés dans le Golfe. Sur les 275 soldats dépêchés par M. Obama après la chute de Mossoul, 170 sont déjà en Irak. Les 100 autres sont positionnés à l'extérieur. Le Pentagone a déjà intensifié les missions de reconnaissance. Trente-quatre vols – avec ou sans pilote – ont eu lieu jeudi, soit deux fois plus que deux jours plus tôt.

Sur le volet politique, M. Obama s'est gardé d'assurer M. Maliki de sa confiance, mais ne l'a pas critiqué comme le fait l'ensemble des responsables politiques depuis la chute de Mossoul. « *Le sort de l'Irak est dans la balance* », a souligné le président. Les officiels américains ont démenti avoir conditionné leur aide à la mise à l'écart du dirigeant irakien, jugé trop sectaire. S'ils n'ont officiellement pas de candidat, ils comptent dans le détail le nombre de sièges obtenus par le parti de M. Maliki aux élections législatives du 30 avril (92 alors qu'il en faut 165 pour former le gouvernement) et espèrent qu'une nouvelle coalition va voir le jour.

Sur le plan diplomatique, enfin, M. Obama a dépêché John Kerry dans la région et en Europe, à la recherche de partenaires pour bâtir une coalition. Il n'est pas prévu que le secrétaire d'Etat rencontre son homologue iranien. La Maison Blanche s'efforce d'étouffer les rumeurs sur la conjonction d'intérêts antisunnites qui réunirait Washington et Téhéran. Il n'est pas question de coordination militaire avec l'Iran, répètent les officiels américains. M. Obama lui-même n'a pas paru d'un grand optimisme sur le rôle de Téhéran. S'il intervenait « *comme une force armée pour le compte des chiites* », l'Iran serait une force de destruction, a-t-il mis en garde.

L'intervention du président a été plutôt bien reçue par les « faucons », satisfaits de voir que M. Obama reconnaît que l'intérêt national américain est en jeu en Irak. « *Mais nous sommes très pré-*

Barack Obama s'est gardé d'assurer le premier ministre irakien de sa confiance, mais ne l'a pas non plus critiqué

occupés de ce que le président continue à faire du changement politi-

Reportage

Erbil
Envoyé spécial

Chaque jour, les files d'attente aux stations-service d'Erbil et de la région autonome kurde d'Irak s'allongent un peu plus. Une bonne douzaine d'heures sont parfois nécessaires pour arriver à la pompe, chaque automobiliste est rationné et l'essence de contrebande vendue dans des bouteilles en plastique sur le bord des routes a refait son apparition.

La crise provoquée par la chute de Mossoul aux mains des rebelles djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) a ramené l'Irak plusieurs années en arrière, lorsque l'approvisionnement en carburant était aléatoire. Autour de Mossoul, les prix ont été multipliés par trois depuis une semaine. Un sérieux

Le gouvernement irakien a pris des mesures de rétorsion contre ExxonMobil, Chevron, Total et Gazprom Neft

handicap pour l'économie locale. Le chef du gouvernement régional kurde, Nechirvan Barzani, a convoqué en urgence, jeudi 19 juin, les autorités des trois provinces kurdes d'Irak pour tenter de trouver une solution. Plusieurs livraisons en provenance d'Iran, via la ville de Souleïmaniye, ont offert un sursis. La Turquie pourrait également apporter son aide pour mettre fin à cette pénurie.

Cette situation est la conséquence directe de l'arrêt, depuis mercredi, de la plus grande raffinerie d'Irak, située à Baiji, à 200 km au nord de Bagdad, à la suite d'une attaque de l'EIL. Elle



fournit environ 30 % de l'essence du pays, principalement pour le Nord, estime le consultant Qah-tan Al-Anbaki. Les forces armées irakiennes affirment avoir réussi à repousser l'offensive djihadiste sur le complexe pétrolier au terme de violents combats, jeudi. Cruciale pour le marché intérieur, la raffinerie de Baiji n'est « *pas si stratégique que cela pour l'Irak, dont les infrastructures dans le Sud demeurent protégées* », estime toutefois l'analyste Guillaume Doane, directeur du *The Oil & Gas Year*, une publication spécialisée.

L'instabilité politique risque d'avoir des répercussions durables sur les revenus pétroliers, notamment en raison du conflit qui oppose depuis des mois le gouvernement central irakien à la région autonome kurde, et qui s'est encore renforcé ces derniers jours.

Fin novembre, le gouvernement kurde d'Erbil a conclu un accord avec la Turquie voisine pour exporter directement son pétrole et son gaz. Le pipeline est entré en service dans la foulée, et Ankara a commencé à livrer le pétrole kurde sur les marchés internationaux fin mai. Deux tankers ont quitté le terminal de Ceyhan, situé sur la côte méditerranéenne, pour ravitailler l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne, mais aussi le Maroc et l'Inde. Un troisième

chargement est prévu pour le 22 juin.

L'Irak, qui considère comme « illégal » ce commerce, a pris des mesures de rétorsion contre les compagnies pétrolières ayant signé des accords avec le gouvernement autonome kurde, telles que les américaines ExxonMobil, Chevron, la française Total ou encore la russe Gazprom Neft. Il a aussi suspendu, en représailles, le paiement des salaires des fonctionnaires de la région kurde. Une plainte a également été déposée, le 23 mai, devant une cour internationale d'arbitrage à Paris. Bagdad réclame à la Turquie 250 millions de dollars (180 millions d'euros) de compensation. Malgré les troubles actuels, « *le pétrole continue à couler, à ce jour, et s'il y a du pétrole à exporter, nous le transporterons* », a déclaré jeudi le ministre turc de l'énergie, Taner Yildiz. Selon lui, l'accord signé par le gouvernement turc avec Erbil est parfaitement légal.

Les Kurdes estiment eux aussi qu'en l'absence d'une loi nationale irakienne sur le partage des revenus pétroliers – les négociations menées entre Erbil et Bagdad ont jusqu' alors échoué – l'exportation directe vers la Turquie n'a pas lieu de cesser.

Ce conflit risque de se durcir un peu plus encore avec la prise de contrôle de Kirkouk et de ses immenses gisements par les peshmergas, l'armée kurde autonome. Les réserves y sont estimées à environ 10 milliards de barils et les Kurdes ambitionnent de raccorder ces champs à la voie d'exportation déjà existante.

Le ministre kurde des ressources énergétiques, Ashti Hawrami, a annoncé, mardi, la mise en service d'un nouveau pipeline pour faire la connexion avec celui conduisant à Ceyhan. L'oléoduc actuel qui part de Kirkouk est hors service depuis mars, en raison de nombreux actes de sabotage. ■

GUILAUME PERRIER

que en Irak le prérequis pour une plus grande implication militaire américaine », a réagi John McCain, le sénateur de l'Arizona.

Les antiguerres ont fait part de leur inquiétude. « *Les petits détachements mènent à de plus grands,*

si la première vague ne réussit pas. Et aucun président ne veut mettre fin à un conflit, s'il est perçu comme une défaite », a mis en garde Brian Becker, le responsable de la coalition pacifiste Answer: ■

CORINE LESNES

Partition in Iraq looks more like a reality

But division of country is unlikely to temper deep sectarian hatreds

BY ROBERT F. WORTH

Over the past two weeks, the specter that has haunted Iraq since its founding 93 years ago appears to have become a reality: the de facto partition of the country into Sunni, Shiite, and Kurdish cantons.

With jihadists continuing to entrench their positions across the north and west, and the national army seemingly incapable of mounting a challenge, Americans and even some Iraqis have begun to ask how much blood and treasure it is worth to patch the country back together. It is a question that echoes not only in Syria — also effectively divided into mutually hostile statelets — but across the entire Middle East, where centrifugal forces unleashed by the Arab uprisings of 2011 continue to erode political structures and borders that have prevailed since the collapse of the Ottoman Empire a century ago.

Yet Iraq and Syria's potential fragmentation along sectarian or ethnic lines is not likely to offer any solution to its dysfunction, analysts say, and may well generate new conflicts driven by ideology, oil and other resources.

"At least a third of the country is beyond Baghdad's control, not counting Kurdistan," said Zaid al Ali, an Iraqi analyst and the author of "The Struggle for Iraq's Future." "But any effort to make that official would likely lead to an even greater disaster — not least because of the many mixed areas of the country, including Baghdad, where bloodbaths would surely ensue as different groups tried to establish facts on the ground."

The Obama administration has urged Iraqi politicians of different sects to come together, repeating admonitions that were so often heard in the years after the 2003 invasion. But the Pentagon — reluctant to commit more manpower to a complex and profoundly uncertain conflict — has quietly hinted that it could live with Iraq's current division, despite the dangers posed by a potential new terrorist sanctuary in the deserts linking Syria and Iraq.

The context this time is different from a decade ago: Sectarian hatred has begun to alter the region's political DNA in ways that make the old borders more vulnerable. Many ordinary Sunnis describe the seizure of Mosul and other cities as a popular revolution against a

Shiite-led government, not a terrorist onslaught. With Iran, their historic enemy, now lining up drones and other military supplies to help the government of Nuri Kamal al-Maliki retake the north — and protect the south — many Sunnis may become further alienated from the state.

The Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS, which supplied the shock troops of the assault on Mosul, has made vigorous efforts to inculcate a new identity for those living within its growing transnational sphere, setting up sharia courts and publicizing videos of its fighters burning their passports. Last week, the group issued an eight-page report denouncing the Middle Eastern border system as a colonialist imposition, and included photographs of its fighters destroying what it called "crusader partitions" between Iraq and Syria.

At the same time, the ISIS onslaught has made the formal secession of Iraqi Kurdistan far more plausible. The crisis led Iraqi soldiers to flee from Kirkuk, the contested oil-rich northern city that was among the last major obstacles to Kurdish independence. Across the border in Syria, a Kurdish region in the country's north is also effectively independent of Damascus, with its own military and provisional government. And Turkey, which in the past strongly opposed an independent Kurdish state on its border, now sees the Kurds as a stable buffer between itself and the extremists of ISIS.

The division of Iraq into three parts has been proposed in the past as a solution to the country's problems. In 2006, then-Senator Joseph R. Biden Jr. promoted the idea, invoking a comparison with the breakup of the former Yugoslavia and the Dayton Accords in the mid-1990s. But much has changed over the past eight years: Division is now largely a fait accompli. Reversing it would take enormous resources, even if the United States and Iran were to find ways to cooperate toward that goal — a convergence that would itself enrage and perhaps radicalize many of the region's Sunni Arabs.

For the most part, Iraqis (with the exception of the Kurds) adamantly reject the idea of partition, according to recent interviews and opinion polls taken several years ago. In that sense, Iraq forms a striking contrast with the former Yugoslavia, where militias worked consciously from the start to carve out new and ethnically exclusive national enclaves. The sectarian strain may have led to Iraq's current impasse, but it coexists with other sources of regional and ideological solidarity, some deeply rooted in history.

Partly for that reason, many analysts

say, the current division of Iraq — while it may prove irreversible in the end — does not represent a return to a more authentic or harmonious dispensation, nor is it likely to better address the Middle East's sources of political and social failure.

"You could split these countries into two or three or four, and you'd have the

"The problem is the divisive and autocratic and corrupt way power is practiced, not the borders."

same practice of power in each of those units," said Peter Harling, a senior analyst at the International Crisis Group who spent 15 years living in Iraq and Syria. "The problem is the divisive and autocratic and corrupt way power is practiced, not the borders."

For all the jihadists' vainglorious boasts about founding a new caliphate, or Islamic state, the prospects of building any sort of cohesive or sustainable new Sunni entity in the region are slim. Already, there have been reports of factional battles among the gunmen who captured Mosul two weeks ago. The jihadists' main partner in the north is a network of Iraqi Baathist former military officers with links to Sufism, an Islamic sect that the jihadists view as heretical.

There are also renewed signs of division among the Shiites, including the refusal of Moktada al-Sadr, who commands the powerful militia known as the Mahdi Army, to fight under the banner of the Iraqi Army. Similar divisions among Shiite factions have often led to violence in the past, including the 2008 battle in Basra between Mr. Maliki's forces and the Mahdi Army.

The logistical obstacles may be larger than the ideological ones. In Syria, it is often assumed that President Bashar al-Assad could lead a retreat to the Alawite heartland along the Mediterranean coast, an area that briefly enjoyed statehood under the French protectorate after World War I. But the regime views that territory as far too vulnerable, because it is cut off from Syria's main water sources and because it would lack the major cities that are at the core of the economy, said Joshua Landis, a Syria expert at the University of Oklahoma.

Similar problems would afflict any effort to forge a new Sunni state in Iraq and Syria. For such a state to become sustainable it would need a real economy, and for that, it would require a major city — Aleppo is the only option — and probably a port on the Mediterranean, Mr. Landis said. Negotiating a land corridor that would achieve those goals without endangering the Alawite state would be near impossible, he added.

In Iraq, it has long been assumed that the Shiite heartland of southern Iraq, where the major oil fields are, would

give the Shiites a tremendous advantage, leaving the Sunnis with only the vast landlocked deserts to the north and west. But northern Iraq also controls both of the country's major rivers, the Tigris and Euphrates, which flow southward toward Basra. That could provide one more reason for Mr. Maliki, or his successors, to fight hard for the recapture of the north and west.

The prospect of a more formal partition in Iraq or Syria, however unlikely that may seem right now, could also lead to mass migrations and further turmoil, judging by some recent examples of state partition, like the division of Sudan in 2011, or that of India and Pakistan in 1947. Those breakups were the result of long struggles and led to terrible violence.

In light of all this, many analysts say it is far more likely that the current Arab borders will persist, and greater power will ultimately be devolved to provinces and cities — a process that has already been underway since the Arab uprisings. In Yemen, another country where insurgency has effectively divided the country, there has been extensive discussion of a plan to designate six new federal regions, each with substantial autonomy.

Iraq's Constitution already allows such federal devolution to be worked out. But in their current polarized state, Iraq's leaders scarcely seem capable of agreeing on anything.

"Fundamentally, we have to answer the question: Do we Iraqis want to live in the same country?" said Feisal al-Ishtabadi, an Iraqi diplomat who teaches law at Indiana University. "If we don't, then we need to find a better way to separate than what we're doing right now."

Shiite cleric urges a swift change at the top in Iraq

BAGHDAD

BY C. J. CHIVERS
AND MICHAEL R. GORDON

Iraq's top Shiite cleric on Friday urged the country's divided political factions to select a new prime minister by early next week, in a public call for a political solution that increases the pressure on the embattled prime minister, Nuri Kamal al-Maliki.

The call came as Secretary of State John Kerry arrived in Jidda, Saudi Arabia, as part of a delicate attempt to enlist the support of the Saudi monarch for the formation of a multisect government in Iraq.

Speaking from the holy city of Karbala, Abdul Mahdi al-Karbalai, a cleric representing Grand Ayatollah Ali al-Sistani, called on Iraq's political blocs to select a new leader before the recently elected Parliament sits on Monday.

Delivering the message from the grand ayatollah, he also urged the factions to select a parliamentary speaker and a president, and for the country to remain whole.

"Iraqis have passed bigger crises than this in the past history," he said. "We must not think of dividing Iraq as part of a solution for the current crises, the solution must protect the unity of Iraq and the rights of all its sects."

Mr. Kerry's meeting with King Abdullah of Saudi Arabia presented a diplomatic challenge. The meeting was held at an ornate palace that featured a marble map of the world with Islamic countries colored in green.

The Saudis' disdain for Mr. Maliki is longstanding.

"I don't trust this man," King Abdullah told John O. Brennan, the C.I.A. director, who was then President Obama's counterterrorism director, in a March 2009 meeting, according to a classified cable that was made public by WikiLeaks, the anti-secrecy organization. "He is an Iranian agent."

While it has become clear that the Obama administration would also welcome a move by the Iraqis to pick another prime minister, the Saudi attitude poses a problem for American diplomacy. If the Saudis refuse to encourage their fellow Sunnis in Iraq to join the political process unless Mr. Maliki first agrees to hand over power to a successor, the efforts to quickly form a new multisect government may falter.

While there is Sunni, Kurdish and even some Shiite opposition to Mr. Maliki, the prime minister's State of Law party secured more seats in Parliament during recent elections than its rivals did. Mr. Maliki appears determined to try to have a third term.

The United States is encouraging the leaders of neighboring Sunni states not to "focus on the perceived transgressions of past years," a senior State Department official told reporters on Thursday.

"We need things to keep moving forward," the official added. "Iraq can't abide months and months, or even weeks and weeks, of delays."

The grand ayatollah's message from Karbala came as the president of Iraqi Kurdistan, Massoud Barzani, challenged both the central government's authority and the cleric's wishes.

On a tour of Kirkuk, the long-contested and oil-rich northern city that Kurds claim as their own, Mr. Barzani

The cleric's spokesman said "the solution must protect the unity of Iraq and the rights of all its sects."

said on Thursday that the city would remain in Kurdish hands. He repeated his position on Friday.

The challenges to Mr. Maliki underscored the intractable nature of Iraq's political problems even as fighting rages in many areas of the country and large swaths of territory are out of government control.

No obvious or broadly supported successor to Mr. Maliki has emerged.

Mr. Maliki, for his part, did not address the grand ayatollah's message. In a taped speech broadcast Friday afternoon, he assured viewers that Parliament would meet on Monday and that Iraq's security forces were keeping the capital secure. It was not clear whether his address had been taped before or after the grand ayatollah's message.

Iraq has been effectively partitioned by violence since Sunni militants overran government forces in the north and west of the country earlier this month.

After Iraq's army and police forces faltered, Kurdish forces, known as pesh merga, rushed to Kirkuk, and have become the de facto authorities there, further limiting Mr. Maliki's reach. Mr. Barzani has used the crisis to expand Kurdish claims.

"I am here to inform our troops to confront any attack against Kirkuk by force and there will be no withdrawal for pesh merga from these areas anymore," Mr. Barzani said.

C. J. Chivers reported from Baghdad and Michael R. Gordon from Jidda, Saudi Arabia. Suadad al-Salhy and Iraqi employees of The New York Times contributed reporting from Baghdad.

Iran warns Iraqi Kurds on independence

Iran is angered that Erbil is fighting Sunni rebels only in Kurdish areas and not aiding the Iraqi army in other areas



Wladimir van Wilgenburg
27 June 2014
www.middleeasteye.net

ERBIL - Iran warned the Kurdistan Regional Government President Massoud Barzani for calling for the division of Iraq in a 25 June statement released by Iran's foreign ministry spokeswoman. The statement is a message from Iran that they will not accept a Kurdish independent state allied to Turkey and shows that they are fully supporting the Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki.

The Kurds are emboldened by their recent territorial gains after the Iraqi army withdrew from most of the areas disputed by Baghdad and Erbil. This included gaining full-control of the oil-rich city of Kirkuk and the Kurds now suggest they should receive at least 25% of the Iraqi budget.

But although Iran historically maintains good ties with the Kurds, dating back to the 1970s and 1980s when Baghdad was still their main enemy, ties between Baghdad and Tehran now are closer.

Following the fall of Saddam Hussein, Iraqi Shiite parties allied to Iran dominated the Iraqi government, and Iran has always preferred a Shiite-Kurdish government to rule the country since Iraq's first elections in 2005. But due to tensions over territory and oil exports, the Shiite-Kurdish alliance has broken down.

Iran foreign ministry's spokeswoman Marzieh Afgham said that "we hope to end those type of reactions about the division of Iraq" in reaction to Barzani's comments to CNN on 23 June in which he called for Kurdish self-determination.

"Those are the reactions of Iraq's enemies and all Iraqi political parties want a united Iraq. Iraq can stand against terrorism and we hope for a united Iraq in the end," Afgham said, as quoted by Kurdish press.

The Iranian government also accused US Secretary of State John Kerry of attempting to divide Iraq, despite the US insisting on Iraq's territorial integrity and the central government in their oil dispute with the Kurdistan Regional Government (KRG).

Mahmoud Hashemi Shahroudi, a member of Iran's Guardian Council reportedly said that



Kurdish Peshmerga forces in Mosul's district Rabia, Iraq on June 14, 2014 (AA)

Iran and Iraq would not accept the division of Iraq. "Whoever attempts to divide Iraq is serving American interests."

On 22 June, Iran's Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei strongly rejected any cooperation with the US against the Islamic State of Iraq and al-Sham (ISIL). Feeling emboldened by Iranian support, Maliki also rejected US calls for an inclusive emergency government to deal with the crisis.

Iran was angered by the Kurdish refusal to support the Iraqi government against ISIL. The KRG's Prime Minister Nechirvan Barzani met with high-level Iranian security officials on 16 June in which Tehran urged the Kurds to support Baghdad.

"Today Kurds, Shiites and Sunnis should unite to defend Iraq, restore peace and security in that country and repel the danger of terrorism and its development in the region," Ali Shamkhani, Secretary of Iran's Supreme National Security Council said, reported Fars News.

But Kurds rejected Tehran's call, suggesting they would not fight a war on behalf of Iran or Baghdad and instead wanting a political solution for the current crisis. "Why should Kurds go and fight? This is an internal [Iraqi Arab] matter," suggested a Kurdish diplomat to Middle East Eye.

"The Peshmerga forces are ready to be killed for their land, but not for Arab land," Halgurd Hikmet, a spokesperson of Peshmerga, the Kurdish armed forces, told MEE. "Our strategy in Kurdistan is to fight all the terrorists in the area," he added.

Hawar Abdulrazaq, editor-in-chief for the English section of the Kurdish Bas News Agency, told MEE that Iran is afraid of losing its influence.

"In my opinion, Iran is against Kurdish opinion, because they fear another anti-Iranian country would be established in the region, and it will weaken their influence in Iraq as well."

Following the Kurdish refusal to support Baghdad, the pro-Iranian Asaib Ahl al-Haq militia leader Qais al-Khazali threatened the Kurds and accused them of working with ISIL, Turkey and Qatar to undermine Baghdad.

The Kurdish newspaper Rudaw and the Financial Times reported that Kurdish taxi drivers in Baghdad were harassed by Shiite militias following his statement.

Moreover, the Iranian army started to shell Kurdish villages for three days on Monday on the border following clashes between the Kurdish rebel group the Party of Free Life of Kurdistan (PJAK) and Iranian security forces.

"This is a warning message to KRG leaders and to tell the Kurds not to talk about independence. Nothing is done in Baghdad without Tehran's permission," Abdulrazaq said.

The Kurds most likely will react by seeking even stronger ties with Turkey, and there are some signs that Turkey has concluded that the division of Iraq is inevitable.

Ibrahim Karagul, the editor-in-chief for the pro-Turkish government daily Yeni Safak, suggested that Turkey should prepare for the division of Iraq and cooperate with Kurds. "As Erbil breaks off from Baghdad, they will come closer to Turkey," he wrote.

On 26 June, a Kurdish delegation led by Prime Minister Nechirvan Barzani, and including the governor of oil rich Kirkuk Najmaddin Karim, travelled to Turkey to meet Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan.

The inclusion of the Kirkuk governor in the delegation might be an indication that the Kurds will offer the benefits of the recently secured Kirkuk oil-fields to Turkey.

"We expect to be able to export 1 million bpd by the end of next year, including crude from Kirkuk," the KRG's natural resource minister Ashti Hawrami told Reuters on Wednesday.

Thus while it remains likely that Turkey will support the Iraqi Kurds, the Iranian government could take unexpected measures against the Kurds if they decide to go against Baghdad and attempt to send Shiite militias into disputed territories such in Kirkuk and Diyala to challenge the Kurds, or to close the Iranian border crossings with Kurdistan. ■

Op-Ed: Time for Israel to Help the Kurds

Today the world clamors for a Palestinian Arab state but strangely turns its back upon Kurdish national independence and statehood.



Victor Sharpe

June 26, 2014
israelnationalnews.com

There is a people who, like the Jews, can trace their ancestry in their homeland back thousands of years. They are the Kurds, and it is highly instructive to review their remarkable history in conjunction with that of the Jews. It is also necessary to review the historical injustices imposed upon them over the centuries by hostile neighbors and empires.

Even though it lives in a terrible neighborhood and desperately seeks friends, Israel cannot and must not evade its unique responsibility towards the Kurdish people, who also suffer from the depredations of their hostile neighbors. The Jewish state must not ignore the Kurds, who remain stateless and shunned by the world and who seek, at last, the historic justice they have craved for centuries but been denied - an independent, sovereign state of their own.

Fact: There has never existed in all of recorded history an independent sovereign nation called Palestine - and certainly not an Arab one. The term "Palestine" has always been the name of a geographical territory, such as Siberia or Patagonia. It has never been a state.

Fact: On the other hand, Kurdistan with a population over 30,000,000, has an ancient history and an enduring nationhood scattered throughout northwestern Iran, northern Iraq, Syria and Turkey.

There are some twenty Arab states throughout the Middle East and North Africa, yet a hostile world demands that another Arab state be created within the mere forty miles separating the

Mediterranean Sea and the River Jordan - within the territories of Judea and Samaria; the very biblical and ancestral Jewish heartland.

If this hostile world has its way, Israel, a territory no larger than the tiny principality of Wales or the state of New Jersey, would be forced to share this sliver of land with a new and hostile Arab entity to be called Palestine. The Jewish state would see its present narrow waist further reduced to a suicidal nine to 15 miles in width - what an earlier Israeli statesman, Abba Eban, described as the Auschwitz borders.

The shared history of the Jews and Kurds is unique. When the Ten Tribes of Israel were taken from their land by the Assyrians in 721-715 BC, biblical Israel was depopulated and its Jewish inhabitants deported to an area in the region of ancient Media and Assyria - a territory roughly corresponding to that of modern-day Kurdistan.

Assyria was, in turn, conquered by the Babylonians, which led to the eventual destruction of the southern Jewish kingdom of Judah in 586 BC. The remaining two Jewish tribes were expelled to the same general area as that of their brethren from the northern kingdom.

When the Persian conqueror of Babylonia, Cyrus the Great, allowed the Jews to return to their ancestral lands, many Jews remained with their neighbors in Babylonia.

The Babylonian Talmud refers in one section to the Jewish deportees from Judah receiving rabbinical permission to offer Judaism to the local population. The Kurdish royal house and a large segment of the general population in later years accepted the Jewish faith. Indeed, when the Jews rose up against Roman occupation in the 1st century AD,

the Kurdish queen sent troops and provisions to support the embattled Jews.

By the beginning of the 2nd century AD, Judaism was firmly established in Kurdistan, and Kurdish Jews in Israel today speak an ancient form of Aramaic in their homes and synagogues.

It is interesting to note that several tombs of biblical Jewish prophets are to be found in or near Kurdistan. For example, the prophet Nachum is in Alikush, while Jonah's tomb can be found in Nabi Yunis, which is ancient Nineveh. Daniel's tomb is in the oil-rich Kurdistan province of Kirkuk; and Queen Hadassah, or Esther, along with her uncle Mordechai, are buried in Hamadan.

After the failed revolt against Rome, many rabbis found refuge in what is now Kurdistan. The rabbis joined with their fellow scholars, and by the 3rd century AD, Jewish academies were flourishing. Shortly after the Arab conquest in the 7th century, Jews from the autonomous Jewish state of Himyar, in what is today's Saudi Arabia, joined the Jews in the Kurdish regions. However, under the now-Muslim Arab occupation, matters worsened, and the Jews suffered as dhimmis.

In 1138, a boy was born into a family of Kurdish warriors and adventurers. His name was Salah-al-Din Yusuf ibn Ayyub - better known in the West as Saladin. He drove the Christian crusaders out of Jerusalem even though he was distrusted by the Muslim Arabs because he was a Kurd.

Saladin employed justice and humane measures in both war and peace. This was in contrast to the methods employed by the Arabs. Indeed, it is believed that Saladin not only was just to the Christians, but allowed the Jews

to flourish in Jerusalem and is credited with finding the Western Wall of the Jewish Temple, which had been buried under tons of rubbish during the Christian Byzantine occupation.

The great Jewish rabbi, philosopher, and doctor, Maimonides, was for a time Saladin's personal physician. Even then, the Arabs were aware of the close relationship that existed between the Kurdish people and the Jews.

Today the world clamors for a Palestinian Arab state but strangely turns its back upon Kurdish national independence and statehood. The universally accepted principle of self-determination seems not to apply to the Kurds.

The brutal fact in realpolitik is that the Arabs who call themselves Palestinians have many friends in the oil-rich Arab world - oil the world desperately needs for its economies. The Kurds, like the Jews, have few friends, and the Kurds have little or no influence in the international corridors of power.

The Kurds have their own unique language and culture, which the Palestinian Arabs do not have. They have had a sense of themselves as a distinct people for many centuries, which the Palestinian Arabs have not had. They have been betrayed repeatedly in the past 100 years by the international community and its promises, while the Palestinian Arabs have been betrayed only by their fellow Arabs. On the basis of pure realpolitik, the legality and morality of the Kurds' cause is infinitely stronger than that of the Arabs who call themselves Palestinians.

During the tyranny of Saddam Hussein, the Kurds were gassed and slaughtered in large numbers. They suffered ethnic cleansing by the Turks and continue to be oppressed by the present Turkish government. On the other hand, after the overthrow of Saddam Hussein, the Kurds displayed great political and economic wisdom.

How different from the example of the Gazan Arabs who, when foolishly given full control over the Gaza Strip by Israel, chose not to build hospitals →

⇒ and schools, but instead bunkers and missile launchers. To this they have added the imposition of sharia law, with its attendant denigration of women and non-Muslims.

The Kurdish experiment, in at least the territory's current quasi-independence, has shown the world a decent society where all its inhabitants, men and women, enjoy far greater freedoms than can be found anywhere else in the Middle East, with the exception of Israel, and certainly not in Iraq, which descended into ethnic chaos once the U.S. military left and is now fast disintegrating as a state.

The leaders of the free world should look to Kurdistan, with its oil reserves, as the new nation statethat needs to be created in the Middle East. It is simple and

natural justice, which is far too long overdue.

A Palestinian Arab state, on the other hand, will immediately become a haven for anti-Western terrorism, a base for al-Qaeda and Hamas (the junior partner of the Muslim Brotherhood), and a non-democratic land carved out of the Jewish ancestral and biblical lands of Judea and Samaria upon which the stultifying shroud of sharia law will inevitably descend. In short, it will be established with one purpose: to destroy what is left of embattled Israel.

Israel tried to help the Kurds in 1961, when the Jewish state was the only nation to actively support Kurdish aspirations. According to Mordechai Nisan in his book *Minorities in the Middle East*, published by McFarlane in

2002, in 1966 the Kurdish leader, Mustafa Barzani, told a visiting Israeli emissary, Arieh Lova Eliav, that "in truth, only the Jews cared about the Kurds."

Mr. Nisan also added that in 1980, Menachem Begin revealed that "from 1965 to 1975 Israel provided weapons and military advisors to the Kurdish resistance fighting against powerful Arab enemies." Regrettably, the United States, which had also been supporting the Kurds, ended its assistance in 1975, essentially forcing Israel to do the same.

Finally, it is also natural justice for the Jewish State to fight in the world's forums for the speedy establishment of an independent and proud Kurdistan, with its Kurdish population of over 30,000,000, scattered throu-

ghout northwestern Iran, northern Iraq, Syria and Turkey.

An enduring alliance between Israel and Kurdistan would be a vindication of history, a recognition of the shared sufferings of both peoples, and bring closer the advent of a brighter future for both non-Arab nations.

It is the Kurds who unreservedly deserve a state and now is the time. The invented Palestinian Arabs have forfeited that right by their illegitimate claims to the Jewish homeland as well as by their relentless aggression, crimes, and genocidal intentions towards Israel and the Jews.

Victor Sharpe is a freelance writer and author of the trilogy *Politicide: The attempted murder of the Jewish state.*

◇◇◇

TODAYS ZAMAN June 29, 2014

Çelik signals Turkey to welcome independent Kurdish state in Iraq

TODAY'S ZAMAN / ISTANBUL
June 29, 2014
todayszaman.com

Justice and Development Party (AK Party) Deputy Chairman Hüseyin Çelik has indicated that Turkey will recognize a Kurdish state in northern Iraq if the crisis-stricken country is divided, the Financial Times reported on Saturday.

"If Iraq is divided and it is inevitable, [the Kurdish Regional Government (KRG)] are our brothers. ... Unfortunately, the situation in Iraq is not good and it looks like it is going to be divided," Çelik said in his remarks to the Financial Times.

He also reportedly said that although an independent Kurdish state was previously a reason for war for Turkey, no one has the right to say so now.

Last week, KRG President Massoud Barzani signaled that the time has come



AK Party spokesman Hüseyin Çelik
(Photo: Today's Zaman)

for Iraqi Kurds to realize their decades-old dream of becoming an independent state. In his remarks to CNN, Barzani said that the moment has arrived for the Kurdish people to determine their future, and the decision of the people is what the KRG are going to uphold. He also reiterated an opinion articulated in a meeting with US Secretary of State John Kerry last Thursday, saying Iraqi Kurds are facing a new reality and a new Iraq.

Although 5 million Kurds secured the right to govern themselves in an autonomous

region of three remote mountainous provinces in 2005 in the wake of the fall of Saddam Hussein, disputes have remained unresolved over the authority to grant oil exploration rights and the territorial boundaries of the autonomous region. Iraqi Kurds, who long dreamed of having an independent state, have seized on this month's chaos to expand their own territory, taking control of rich oil deposits.

In recent years Turkey has enjoyed better relations with the KRG than it has with the Iraqi central government. Turkey's improving relations with the KRG have been marked with energy deals and high-level diplomatic visits. In a show of support for Turkey, KRG leader Barzani paid a visit to Diyarbakır, a predominantly Kurdish city, during the settlement process. During his visit, Barzani renewed his support for the settlement process, which was initiated by Erdoğan's ruling Justice and Development Party (AK Party) in 2012 to resolve the country's decades-old terrorism problem.

Ankara and Arbil also have strengthened their ties through mutual regional interests and increased energy sector trade that has recently been gaining momentum. Although Ankara's exclusive and independent energy relations with Arbil have angered Baghdad, Turkey's desire to gain greater access to Kurdish energy resources has resulted in a compromise between Iraq and its autonomous KRG region. ●

A Karakoch, les chrétiens irakiens vivent sous la protection des peshmergas

Cette petite ville, située à moins de 20 km de Mossoul, est défendue par les combattants kurdes

Reportage

Karakoch (Irak)

Envoyé spécial

Les terroristes sont à quelques centaines de mètres d'ici. S'il n'y avait pas l'armée du Kurdistan irakien, tous les chrétiens seraient en grand danger. Dès que vous sortez de Karakoch, vous n'êtes plus en sécurité», prévient le général Archad Brikfi, le chef de la sécurité de la ville. Retranchés dans cette enclave à 95 % chrétienne, à moins de 20 kilomètres au nord de Mossoul, tombée le 10 juin aux mains des djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), les habitants s'en remettent à la protection des peshmergas kurdes.

Au point de contrôle qui barre l'accès principal à la ville, les forces spéciales en treillis et béret bordeaux filtrent les entrées, sous un grand portrait de l'évêque syrien-catholique de Mossoul, réfugié lui aussi à Karakoch. Les milices d'auto-défense chrétiennes patrouillent dans cette ville de 60 000 habitants et gardent les églises.

Depuis la prise de Mossoul, les chrétiens se barricadent dans leur sanctuaire, observant avec crainte l'avancée des insurgés sunnites. « Ils n'ont pas pu arriver jusqu'ici, ils sont tout près mais ne s'en sont pas pris à nous. Que nous veulent-ils ? Nous n'en savons rien », observe calmement Mgr Petro Moshe, qui accueille, en chemisette, les visiteurs dans le séminaire de la ville. Dans ce bâtiment construit en arc de cercle autour d'un petit jardin, l'évêque héberge une trentaine de familles qui ont fui Mossoul ces derniers jours.

« Au total, 250 familles sont parties. Certaines vers Erbil, d'autres vers l'étranger. Mais la plupart espèrent rentrer chez elles dès que la situation se sera calmée », veut-il croire. « Entre 2008 et 2010, les chrétiens étaient la cible de violences et d'assassinats mais, cette fois, ce n'est pas le cas », ajoute-t-il.

Comme beaucoup, le père



Un milicien chrétien patrouille dans la ville de Karakoch, lundi 16 juin. MATHIAS DEPARDON POUR « LE MONDE »

Emmanuel Kello a quitté Mossoul en pleine nuit, le 9 juin. « Pourquoi rester, alors que tous les fidèles sont partis ?, se demande-t-il. Il reste les gens les plus pauvres qui n'ont nulle part où aller, une trentaine de familles. Les églises sont fermées. On ne sait pas ce que les djihadistes vont faire », témoigne ce jeune prêtre en soutane noire. « Cette nuit-là, le quartier d'Al-Nour s'est vidé. Chrétiens, musulmans, tout le monde est parti. L'EIL avait mis le feu à la caserne de l'armée en face de chez nous », raconte Mechouane Qassirat, 40 ans, parti avec sa femme, ses trois enfants et sa belle-mère.

« J'y suis retourné dimanche [15 juin] pour récupérer des affaires. J'ai vu des gens armés mais ils n'ont rien dit. La situation semble calme et il n'y a pas eu de pillages », poursuit cet homme. Bien sûr, nous sommes venus ici par peur des terroristes. Mais nous craignons aussi des bombardements de l'armée. »

Anna Bachir, 66 ans, raconte avoir dû fuir à pied son quartier de Saha, avec son mari malade. « C'est

le premier quartier qui est tombé. Deux obus ont explosé tout près de notre maison. Nous avons eu très peur. Nous avons dû marcher plus de quatre heures pour nous sauver », raconte cette petite femme maigre. « J'étais déjà venu à Karakoch en 2009, et en 1960, j'avais dû fuir à Bagdad après une révolte car les baasistes prétendaient que les chrétiens étaient communistes, surenchérit Nafah Qoudsou, 71 ans. Notre vie est un exode. »

« Notre pays, c'est l'Irak »

Les nouvelles de Mossoul qui parviennent par la radio sont éparées et souvent alarmistes. « Aujourd'hui [lundi 16 juin], la rumeur a circulé qu'ils allaient brûler ou démolir les églises et détruire les statues. Tout cela est faux, précise l'évêque. Et apparemment, Da'ech [l'acronyme arabe de l'EIL] a même placé deux hommes devant chaque lieu de culte pour les protéger. De même pour le couvent de Mar Benham où il reste encore quelques prêtres. Ils ont proposé leur pro-

tection. » Mercredi, tous les évêques des Eglises orientales de la région se réunissaient pour tenter de trouver des solutions à cette nouvelle crise. Mgr Petro Moshe reste prudent, mais il juge toutefois la situation bien moins critique qu'il y a cinq ans. A l'époque, les enlèvements et les assassinats de chrétiens avaient provoqué une hémorragie massive. D'autres minorités religieuses de la mosaïque irakienne sont plus explicitement visées par les militants de l'EIL, et notamment les yazidi ou les shabaks, dont quelques familles se sont également réfugiées à Karakoch.

La protection des peshmergas devrait garantir plus de sécurité aux chrétiens des environs de Mossoul. « Moi, je veux devenir citoyen du Kurdistan, notre avenir se trouve là », lance un jeune milicien chrétien. Mais beaucoup sont réticents à l'idée de devoir vivre sous le drapeau kurde. « Notre pays, c'est l'Irak, nous étions ici avant eux », estime un prêtre de Karakoch. ■

GUILAUME PERRIER

Isolé dans la région et embarrassé par la percée de l'EIL, Ankara est contraint de se tourner vers le Kurdistan irakien, mais doit trouver une solution avec les rebelles du PKK.

Etonnante alliance kurdo-turque en Irak

Le silence des autorités turques est aussi assourdissant que révélateur de l'enjeu central que représente Kirkouk (lire également pages 6-7) dans l'imbricolage irakien. Elles se taisent toujours, plus d'une semaine après la prise de contrôle, le 12 juin, par les peshmergas – les forces du gouvernement régional du Kurdistan irakien – de cette ville qu'ils revendiquent depuis longtemps comme leur capitale. Il y a encore quelques années, pourtant, le sort de cette riche cité pétrolière, turkmène, kurde et arabe, représentait une « ligne rouge » pour Ankara, voire un casus belli. Cette discrétion officielle illustre aussi bien l'embarras du gouvernement islam-conservateur du Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, face à l'accélération des événements que ses relations toujours plus étroites avec Massoud Barzani, le président irakien d'une région kurde de fait indépendante de Bagdad depuis 1991. Longtemps considérée comme une menace, l'autonomie des Kurdes irakiens est désormais envisagée comme un atout.

« La Turquie y voit un moyen d'affirmer son rôle sur une scène régionale en plein chambardement, où les perdants du traçage des frontières par les Britanniques et les Français après la Première Guerre mondiale comme les Kurdes sont enfin en train d'accéder à l'histoire », relève l'éditorialiste Cengiz Candar, en marge d'un colloque sur la question kurde organisé par l'Union européenne à Diyarbakir, la capitale du sud-est de la Turquie, en majorité peuplée de Kurdes. Ecartelés entre l'Irak, la Syrie et l'Iran, plus de la moitié d'entre eux vivent en Turquie (au moins 15 millions), et ils représentent 15% de la population du pays. D'où l'urgence pour Ankara de trouver une solution politique à sa propre question kurde.



Echec. Depuis un peu plus d'un an, le gouvernement d'Erdogan discute avec Abdullah Ocalan, le leader des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) – condamné à la prison à vie – pour mettre fin à un conflit qui, depuis 1984, a fait 45 000 morts. Mais au-delà des enjeux cruciaux de politique intérieure pour Erdogan, qui vise l'élection à la présidence de la République en août, c'est d'abord un pari stratégique. La politique régionale de son parti, l'AKP, a été mise à mal depuis deux ans. Le choix de tout miser sur la rébellion en Syrie est un échec. Les relations diplomatiques sont au plus mal avec Le Caire après qu'Ankara a violemment dénoncé « le coup d'Etat » du nouvel homme fort Al-Sissi, mais aussi avec le gouvernement irakien d'Al-Maliki. Seul reste le pouvoir régional du Kurdistan. « Ankara et Erbil, la capitale kurde, ont dans la nouvelle situation encore plus besoin l'un de l'autre et leurs liens ne peuvent que se resserrer », analyse Soli Ozel, éditorialiste et spécialiste de politique étrangère. L'économie du gouvernement régional kurde (KRG) dépend quasi totalement des produits et des investissements d'Ankara, et la Turquie représente la seule ouverture sur la Méditerranée et l'Europe pour la région kurde, notamment pour l'exportation de son pétrole par l'oléoduc débouchant sur le port turc de Ceyhan.

Malgré les pressions et les menaces de Bagdad qui, en représailles, a cessé de payer les salaires des fonctionnaires dans la zone kurde, le KRG a commencé à vendre directement son brut. C'est à terme une aubaine pour la Turquie, qui dépend presque totalement, notamment pour ses fournitures en gaz, de l'Iran et de la Russie.

Glacis. Dans l'immédiat, Ankara envoie de l'essence aux Kurdes irakiens qui en manquent à cause l'offensive jihadiste. Prospère et éparpillée jusqu'ici par le chaos irakien, la zone kurde représente un glacis protecteur en termes de sécurité. Mais l'intensification des liens avec l'Irakien Massoud Barzani, malgré l'aura dont il dispose parmi les Kurdes, ne peut se concrétiser sans que le gouvernement turc ne réussisse à trouver un modus vivendi avec les Kurdes syriens, qui ont créé dans le nord du pays leur propre zone autonome, la Rojava. Or, le Parti de l'union démocratique (PYD), qui y est hégémonique à la fois militairement et politiquement, est proche des rebelles kurdes de Turquie. D'où la nécessité de débloquer les négociations entre Ankara, Ocalan, les maquis du PKK et les représentants du BDP (le principal parti prokurde, vitrine politique du PKK) qui sont pour le moment enlisées. « Le processus de paix peut être facteur de stabilisation de toute la région, mais à condition qu'il aille jusqu'au bout et qu'il soit sincère. Or, nous avons des doutes croissants », explique Ahmet Türk, ex-député et figure historique du mouvement kurde en Turquie.

En effet, Ankara accuse le Parti des travailleurs du Kurdistan de ne pas avoir évacué comme prévu la totalité de ses combattants de Turquie vers ses bases arrière dans les montagnes du nord de l'Irak. Les Kurdes, eux, dénoncent les trop chi-

ches concessions en matière de droit à l'éducation dans leur langue ou les timides réformes du code pénal, alors que des milliers de cadres et d'élus kurdes sont incarcérés. Ce processus est opaque, sans contenu concret en matière d'autonomie locale, et il n'y a pas de feuille de route. Ils attendent des gestes forts de la part d'Ankara, comme la remise en liberté ou les arrêts domiciliaires pour Ocalan.

« L'Etat-nation n'est plus adapté aux nouvelles réalités régionales », explique Ahmet Türk. Il faut penser à ce que peut être une nation démocratique où tous trouvent leur place. Le rapport de forces dans la région est de plus en plus en faveur des Kurdes. Ils le savent. Massoud Barzani le disait crûment sur les ondes de la BBC : « L'Irak ne sera plus jamais comme avant la chute de Mossoul. »

Envoyé spécial
à Diyarbakir (Turquie)

MARC SEMO

L'ESSENTIEL

LE CONTEXTE

Les jihadistes sunnites de l'EIL marchent sur Bagdad tout en renforçant leurs positions en Syrie.

L'ENJEU

La communauté internationale, qui a déjà échoué à pacifier la Syrie, semble impuissante face à cet embrasement.

Sur la frontière entre tribus d'Irak et Kurdes

Peuplée de Turkmènes chiïtes, la ville de Tazeh s'est alliée aux Kurdes pour stopper l'avancée des djihadistes sunnites.

SAMUEL FOREY @SamForey
ENVOYÉ SPÉCIAL A TAZEH (NORD DE L'IRAK)

MOYEN-ORIENT Tazeh est une ville fantôme. Les rideaux sont tirés, les portes verrouillées, les commerces fermés. Tous les habitants sont partis, à l'exception des hommes de 15 à 50 ans, tous en armes, tous sur le qui-vive, pour protéger leur fief : un gros bourg de Turkmènes chiïtes d'environ 25 000 personnes. Aux entrées, aux carrefours, les portraits de l'imam Ali, le premier imam pour les chiïtes, ou ceux de Nouri al-Maliki, le premier ministre de même confession, honni par les sunnites et les Kurdes. Mais pour les habitants de Tazeh, l'ennemi numéro, c'est avant tout l'EIL, l'État islamique en Irak et au Levant. Mardi dernier, ils se sont emparés d'un autre village turkmène chiïte, Bachir, à une dizaine de kilomètres. Entre les deux, un canal et un pont, solidement gardé par les pechmergas, les combattants kurdes. Le canal, a été construit en plein milieu des terres turkmènes dans les années 1980, sous Saddam Hussein. Large et profond, il est difficilement franchissable.

Un canal entre les adversaires

Mardi dernier, à proximité de ce canal, Tahsin Ismaïl n'en menait pas large. Encore tremblant, couvert de sueur, il reprenait ses forces à l'ombre d'une maison. Il venait de fuir de Bachir, son village : « Les djihadistes sont arrivés sur trois fronts, en voitures ou avec des blindés légers. Ils tiraient à coup de mitrailleuses lourdes, des roquettes, des mortiers. Nous, on n'a rien, que des armes légères. On a été obligés de reculer. » Les pechmergas arrivaient pour prêter main-forte. Depuis l'évaporation de l'armée irakienne après la chute de Mossoul le 11 juin, eux seuls ont l'armement lourd et l'expérience pour stopper la progression des djihadistes.

Désormais, deux avant-postes protègent la rive sud-ouest, celle d'où pourraient surgir les combattants de l'EIL. Et la rive nord-est, côté Tazeh, un tank, deux blindés, des armes lourdes, le tout barricadé derrière un solide mur de sacs de sable. Peu de chances que la position kurde soit contournée. Les pechmergas tiennent l'autre pont, 30 kilomètres au nord. Le major pechmerga Umed, chargé de protéger l'ouvrage a des ordres clairs :



« On n'attaque pas, on défend. Il faut empêcher EIL de prendre Kirkouk et de pénétrer dans le Kurdistan. » Car si les djihadistes franchissent le pont, ils peuvent prendre Tazeh. S'ils prennent Tazeh, ils sont à 15 kilomètres de Kirkouk. Hors de question pour les Kurdes, qui viennent juste de reconquérir leur capitale du sud.

Rien ne dit que les djihadistes veulent s'aventurer jusque-là. Derrière leurs grandes conquêtes, leurs drapeaux noirs frappés du sceau de l'EIL, leurs vidéos sanglantes, il y a les réalités locales. Si le village de Bachir est tombé, c'est parce qu'il se trouve en plein territoire arabe sunnite. S'il se trouve en plein territoire arabe sunnite, c'est dû à la politique d'arabisation de Saddam Hussein.

Ce n'est pas la première fois que Tahsin Ismaïl doit fuir Bachir. Né en 1949, il y vivait dans une belle maison aux poutres en bois, comme le reste de son entourage, de riches fermiers turkmènes chiïtes. Ces derniers employaient les Arabes sunnites du coin pour les travaux des champs. Les Arabes, eux, venaient de tribus du sud-ouest, du côté de Hawija - comme aujourd'hui, les combattants de l'EIL. Mais cette grande plaine fertile, l'est devenue encore plus après la construction du canal, achevé en 1986. Selon Tahsin Ismaïl, le cousin de Saddam Hussein, Ali Hassan al-Majid, a fait nationaliser les terres, exproprier les Turkmènes chiïtes et sédentariser des tribus de Mossoul ou

des environs de Bagdad : « Il a mis en place une ceinture peuplée d'Arabes sunnites autour de Kirkouk, le long du canal. » Comme si la voie d'eau marquait artificiellement la frontière entre les plaines désertiques des tribus d'Irak et le contre-fort des montagnes kurdes. Relogé dans une HLM, Tahsin Ismaïl a racheté une maison à Tazeh deux ans plus tard, près de son ancien village et en compagnie d'anciens Turkmènes chiïtes.

Combattants invisibles

Saddam Hussein tombe en 2003 après l'intervention américaine. C'est le moment, pour les Turkmènes, de revenir à Bachir. Il fait construire pas moins de trois maisons et y installe quelques-uns de ses six enfants. « Entre-temps, huit villages sunnites s'étaient construits autour de Bachir. Il a fallu récupérer nos terres. J'ai eu droit à la moitié de ce que j'avais avant 1986 », se souvient Tahsin Ismaïl.

Puis, ce 17 juin, le vieil homme doit fuir à nouveau. « L'arrivée de l'EIL, c'est plus une histoire d'intérêts locaux qu'une guerre professionnelle. Il y avait finalement peu de combattants djihadistes qui ont attaqué le village, et ils sont repartis », estime un notable local. De fait, de ce côté de la rive du canal, Bachir était le seul point de peuplement turkmène chiïte. Pour un responsable politique kurde qui souhaite garder l'anonymat : « Ce village est tombé comme Mossoul, le fruit était déjà mûr. »

Depuis, la ligne de démarcation semble posée. Près du pont, quelques coups de feu claquent mais ne font courir personne : dans cette grande plaine aux blés fauchés, balayée par des tourbillons de poussière, on voit venir l'ennemi de loin.

Au loin, justement, dans les jumelles, un village arabe sunnite, Chamsa. Sur les toits ne flotte aucun drapeau noir de l'EIL. Pourtant, les djihadistes ne manquent jamais de marquer son territoire. Le village de Bachir conquis, ils sont partis se battre ailleurs.

Ce week-end, ils se seraient emparés de deux postes-frontières à la frontière avec la Syrie et de trois localités dans la province d'al-Anbar, Raoua, Ana et Routba. Aucun véhicule ne franchissait dimanche soir la frontière irako-jordanienne, la situation du côté irakien étant jugée « anormale » par un ministre du gouvernement jordanien. ■



26 juin 2014

Irak: les positions se radicalisent

Avec notre envoyée spéciale à Erbil,
Abla Jounaïdi
www.rfi.fr
26 juin 2014

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a exclu hier, mercredi 25 juin, la formation d'un gouvernement national d'urgence pour lutter contre les insurgés sunnites. Une décision qui ne surprend pas les Kurdes qui semblent de plus en plus vouloir se défaire de Bagdad. Dans le même temps, les islamistes de l'EILIL pourraient avoir reçu le soutien du Front al-Nosra.

Les Kurdes ne croient pas à un gouvernement d'union nationale mené par Nouri al-Maliki. Selon un responsable du PDK, parti historique kurde, Maliki se préoccupe davantage de sa survie politique que de l'intérêt national. Le gouvernement kurde avait déjà demandé sa démission, l'accusant de favoriser « la désintégration de l'Irak par sa politique pro-chiite ».

La débâcle de l'armée irakienne qui a permis en partie l'avancée rapide des insurgés est aussi attribuée par les Kurdes à Maliki qui cumule les fonctions de Premier ministre, chef des armées et ministre de la Défense. L'impasse politique nourrit l'instabilité et les violences qui touchent désormais le territoire sous protection kurde.

ATTENTAT À KIRKOUK

Pour la première fois, Kirkouk, une ville multiethnique et multiconfessionnelle où les Kurdes se sont déployés en force après le retrait de l'armée irakienne a été frappée par un attentat-suicide. Une voiture a explosé près d'un marché dans un quartier à majorité kurde faisant au moins 5 morts.

La tension est forte dans cette région riche en pétrole que Kurde et Turkmènes revendiquent comme capitale historique et qui intéresse aussi les insurgés, pour ses ressources. A Kirkouk, le front où Kurdes et Turkmènes combattent les insurgés sunnites n'est qu'à quelques kilomètres.

De son côté, le puissant chef chiite



Un attentat suicide a fait mercredi 5 morts et 16 blessés à Kirkouk, ville du nord de l'Irak dont les forces kurdes ont pris le contrôle le 12 juin en profitant du départ de l'armée irakienne face à l'avancée des djihadistes sunnites de l'Etat islamique en Irak et au Levant. /Photo prise le 25 juin 2014/REUTERS/Ako Rasheed

Moqtada al-Sadr a déclaré, dans une allocution télévisée depuis son fief de Najaf, vouloir faire trembler « la terre sous les pieds de l'ignorance et de l'extrémisme », ne souhaitant en aucune façon que les Etats-Unis apportent leur soutien au régime de Bagdad.

Avant les tonitruantes déclarations de Moqtada al-Sadr, on a vu ses partisans défilier en armes dans les rues de Bagdad, notamment dans l'immense quartier chiite de Sadr City. Dans ce contexte, verra-t-on renaître la puissante milice qu'il avait levée après la chute de Saddam Hussein en 2003, « l'armée du Mahdi » ?

Pour l'instant, le puissant dirigeant chiite ne l'a pas annoncé. Il s'est contenté d'appeler à la création de « brigades de la paix » chargées de défendre les lieux de cultes chiites.

MALIKI S'ISOLE

Reste qu'à ce train là, le Premier ministre irakien, lui, va se mettre à dos ses alliés les plus puissants. Washington, mais aussi la Grande-Bretagne ou encore la France ne cessent de répéter qu'il ne peut y avoir d'issue à la crise irakienne qu'en formant un gouvernement d'union nationale qui intégrerait des représentants de la communauté sunnite.

La plus haute autorité religieuse chiite du pays, Ali al-Sistani, qui prend rarement la parole sur la chose publique, avait brisé son silence pour appeler lui aussi à la formation d'un gouvernement de salut public. Peine perdue donc.

Le Parlement, si le quorum est atteint, ce qui ne va pas de soi, devrait se réunir le 1er juillet. Mais comme le parti du Premier

ministre n'a pas la majorité à lui seul, il devra négocier avec ses adversaires. Cela pourrait prendre des mois.

AL-NOSRA SE JOINT À L'EILIL

Or il y a urgence : face aux Kurdes et aux forces de Bagdad, les islamistes se réorganisent. L'Etat islamique en Irak et au Levant (EILIL) aurait obtenu le ralliement du Front al-Nosra, représentant officiel d'al-Qaïda en Syrie. Des utilisateurs de Twitter ont diffusé sur internet une photographie montrant le chef du Front al-Nosra dans la localité syrienne de Boukama de la vallée de l'Euphrate, Abou Youssouf al-Masri, prêtant serment d'allégeance à l'un des chefs militaires de l'EILIL.

La fin des hostilités entre les deux groupes rivaux s'est conclue dans la nuit de mardi à mercredi, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). De fait donc, l'EILIL contrôle parfaitement les deux côtés de la frontière syro-irakienne. Les combattants d'al-Nosra et ceux de l'EILIL combattaient certes le régime syrien de Bachar el-Assad, mais se disputaient aussi l'héritage d'al-Qaïda. Des combats extrêmement sanglants les ont opposés, combats qui se sont soldés par des milliers de morts.

Al-Nosra a donc finalement accepté de se fondre au sein de l'EILIL. Ce dernier, fort de ses victoires, a amoncelé une fortune considérable avec la contrebande de pétrole en Irak et le pillage de la banque de Mossoul. Il a acquis aussi un armement moderne, ravi à l'armée irakienne. Ou du moins à ce qu'il en reste. ♦

IRAK

LE NOUVEL ORDRE DES MILICES

Face à l'avancée des djihadistes sur Bagdad et à la déroute de l'armée régulière, les dirigeants chiites irakiens arment leurs partisans. Au risque de semer la panique dans la minorité sunnite et d'attiser la guerre confessionnelle

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE SARA DANIEL

Il y a de la panique dans sa voix. Il hurle au téléphone, insoucieux de l'aréopage de notables et de cheikhs en turban venus glaner des informations sur leur ville de Tal Afar, tombée aux mains des insurgés de « l'Etat islamique en Irak et au Levant ». Tal Afar, seule ville mixte, moitié chiite, moitié sunnite, de la province de Ninive dans le nord-ouest de l'Irak, où les fous de dieu juchés sur leurs pick-up poursuivent le nettoyage confessionnel. Dans cette officine gouvernementale secrète de Bagdad où cet ex-général de l'armée de Saddam Hussein dirige la bataille qui se déroule à plus de 300 kilomètres de là, on assiste à la déroute de l'armée irakienne en direct.

A Tal Afar, les soldats de l'Etat islamique sont deux fois moins nombreux que les soldats de l'armée régulière mais ils ont la géographie pour eux. Ils contrôlent la route de Mossoul, leur capitale désormais, d'où leur parviennent des renforts en hommes et en munitions. Heure après heure, l'armée du gouvernement perd du terrain et se replie vers la ville kurde de Sinjar au Nord, sur la seule route que ne contrôlent pas encore les insurgés.

Un autre téléphone sonne. Cette fois, l'appel vient du petit aéroport de la ville et les nouvelles ne sont pas bonnes. On entend la voix essoufflée d'un militaire qui annonce au général que ses 125 soldats sont encerclés, et qu'ils ne tiendront

plus longtemps. Les missiles que les fondamentalistes ont récupérés à Mossoul dans les bases désertées par l'armée régulière sont d'une portée supé-



Al-Khazali, chef de la « ligue des justes »

rieure aux leurs. Effondré, le général tente de prodiguer des encouragements à ses soldats en azéri, la langue des Turcomans parlée à Tal Afar « *Utilise les lance-roquettes! Ne baisse pas les bras et surtout donne-leur du courage!* », crie-t-il à l'officier. Il raccroche, épuisé : « *Ils font du porte-à-porte, ils tuent tous les chiites qui sont encore dans la ville* », soupire-t-il. Puis il s'efforce d'organiser l'arrivée de renforts partis de Bagdad. Des miliciens bien sûr, puisque les autres, ceux de l'armée régulière, sont terrifiés d'aller se battre contre les hommes de « Daesh », l'acronyme arabe de l'Etat islamique. « *Question d'entraînement* », explique-t-il.

Le 14 juin, après avoir pris Mossoul, les soldats de l'Etat islamique ont bombardé Tal Afar. 20 morts, 50 blessés, en un jour les 4 000 soldats de l'armée irakienne ont capitulé devant 2 000 insurgés. Depuis, les soldats du gouvernement Al-Maliki tentent de reprendre la

ville, en vain. C'est pourquoi cet homme politique de Tal Afar, ex-général de l'armée de Saddam Hussein (il aurait été le principal responsable des tirs de Scud contre Israël pendant la première guerre du Golfe), qui pour des raisons de sécurité évidentes refuse que l'on divulgue son nom, est allé trouver le Premier ministre pour reprendre du service. Comme beaucoup d'autres militaires mis d'office à la retraite avant l'heure, au moment de l'entrée en vigueur des décrets de « débaassification » instaurés par les Américains en 2003. L'offensive de Daesh lui offre l'espoir d'une seconde carrière. Loin des locaux du ministère de la Défense et de sa hiérarchie aussi pesante qu'impuisante, le Premier ministre Nouri al-Maliki se veut pragmatique. Il a discrètement associé ces anciens grenadiers de Saddam à la bataille contre les fondamentalistes qui se dirigent vers Bagdad. Mais aujourd'hui, alors que les djihadistes ne cessent de gagner du terrain (ils ont pris au cours du week-end trois villes de la province de l'Al-Anbar), le général en charge de Tal Afar est pessimiste. « Bien sûr que j'ai peur pour Bagdad », admet-il, tandis que, dans le soleil couchant, on aperçoit au loin une épaisse fumée noire qui s'élève dans le ciel. Celle des combats qui font rage à Taji, petite ville située à une trentaine de kilomètres au nord de la capitale. Le bilan qu'il dresse des forces en présence est accablant : « Notre armée de terre

n'est pas entraînée, notre armée de l'air est inexistante, les Américains n'ont jamais voulu nous équiper. Nous n'avons pas de chars ni de missiles de longue portée. Notre seul espoir, ce sont les frappes américaines. Mais contre l'armée de Daesh, il y a aussi nos milices », explique l'officier supérieur.

Le dernier rempart

Cauchemar des Irakiens, ces groupes paramilitaires profitent de leur force pour établir de faux barrages, rançonner les citoyens, enlever ou assassiner ceux qui portent des noms sunnites. Ils sont aujourd'hui devenus des éléments incontournables de la résistance à la progression de Daesh. Dans la capitale qui retient son souffle devant les avancées des fondamentalistes, elles n'ont jamais été aussi visibles. Et depuis la fatwa du plus respecté des dignitaires du clergé chiite de Najaf, Ali Sistani, ils sont des dizaines de milliers à vouloir s'y enrôler. Mais les chefs de ces milices n'acceptent que les plus aguerris. Les néophytes iront grossir les rangs d'une armée régulière déjà tentaculaire.

La plus crainte et la plus puissante de ces armées privées est proche du Premier ministre Nouri al-Maliki. Asaib Ahl al-Haq (la « ligue des justes ») est devenue au fil des ans une des forces politiques et militaires chiites les plus influentes du Moyen-Orient. Comme le reconnaît un membre du gouvernement Al-Maliki, « la "ligue des justes",

PÉTROLE

Selon plusieurs sources, la raffinerie de pétrole de Baiji est désormais contrôlée par des tribus soutenant les combattants de l'EIL. Située à 200 kilomètres au nord-ouest de Bagdad, le site de Baiji produit 300 000 barils par jour, soit près du tiers des capacités de raffinage de l'Irak.

POPULATIONS

MUSULMANS
CHIITES

51%

MUSULMANS
SUNNITES

46%

CHRÉTIENS
(DIVERS RITES)

3%

c'est la dernière ligne de défense de l'Etat pour protéger Bagdad ».

Hussein, un des soldats de cette milice légale, revient du front de Samarra, à 110 kilomètres au nord de Bagdad. Les forces régulières ont jusqu'à présent réussi à repousser l'offensive des fondamentalistes qui avaient planté leurs drapeaux noirs sur le dôme de la Mosquée d'or. Mais pour combien de temps ? La prise de Samarra par Daesh est la hantise des Irakiens, toutes confessions confondues. Car l'ancienne capitale des Abbassides, demeurée majoritairement sunnite, abrite aussi l'un des principaux lieux saints chiites du pays, le mausolée des dixième et onzième imams Ali al-Hadi et Hassan al-Askari. C'est aussi le lieu de l'occultation de l'imam caché, le Mahdi, personnage central du dogme chiite. Le 22 février 2006, un attentat djihadiste avait frappé le dôme doré du tombeau sacré, marquant le début d'une guerre confessionnelle sanglante. Le 13 juin 2007, c'était au tour des deux minarets de s'effondrer dans une explosion. Actuel, un nouvel attentat contre le lieu saint déclencherait une guerre généralisée entre les chiites et les sunnites, et l'embrasement de la région tout entière.

Comme tout membre d'une organisation chiite calquée sur le modèle de Hezbollah libanais, Hussein, un ancien commerçant, a le culte du secret. Du bout des lèvres, il reconnaît avoir

LES LIGNES DE FRONT



délaissé la protection de la ville sainte pour partir en mission à Taji. Il affirme que la puissance des djihadistes est surestimée. Mais nous n'en saurons pas plus. Selon lui, les miliciens de la « ligue des justes » vont mener des opérations ponctuelles contre les forces de Daesh qui galvaniseront les troupes de l'armée régulière : « Nous sommes un peu comme les forces spéciales de l'armée. Moi, par exemple, je suis un tireur d'élite. » Hussein a suivi un entraînement de plusieurs mois dans un lieu secret en Iran, dispensé par les gardiens de la révolution. « Ils nous ont appris la guérilla urbaine avant de nous envoyer en Syrie où j'ai combattu plus d'une année pour protéger le tombeau de Zeinab. » Cette mosquée située au sud-ouest de Damas abrite, selon les croyants, la sépulture de la fille de l'imam Ali, cousin du prophète Mahomet. Sa protection a attiré de nombreux combattants chiïtes, irakiens, iraniens ou du Hezbollah libanais qui se battent tous en Syrie sous la bannière de la brigade Abu al-Fadl al-Abbas. Mais leur rôle était bien plus important que la seule défense du lieu saint. « Ce sont eux qui ont permis à Bachar de reprendre le dessus sur l'insurrection, fin 2012 », affirme un témoin proche du régime de Damas. Hussein se souvient y avoir combattu des djihadistes venus du monde entier. Des Tunisiens, à l'entendre, les plus forts, et aussi des Européens. Contre cet engagement, la « ligue des justes » lui versait un salaire et la promesse de le faire enterrer à côté de ses compagnons d'armes dans le cimetière de Nadjaf. « Puis Daesh est venu en Irak et nous l'avons suivi. »

L'ancien commerçant reconnaît que la mission de son groupe armé est avant tout de défendre les chiïtes. Il se dit prêt à mourir pour son pays, comme pour la Syrie, puisque tels sont les ordres de son chef spirituel, Qais Khazali. Chaque jour, la télévision irakienne diffuse des images du chef de la « ligue des justes », turban blanc et treillis, où on le voit se battre sur toutes les lignes de front. L'homme est tout sauf un enfant de chœur. Il a commis des attentats contre les Américains en Irak, dirigé des escadrons de la mort dans les quartiers sunnites pendant la guerre civile et, en mai 2007, il a ordonné l'enlèvement d'un consultant britannique, Peter Moore, et de quatre

BAGDAD



Population :

- Majorité chiïte
- Majorité sunnite
- Majorité chrétienne
- Mixte

de ses gardes du corps à l'est de Bagdad. Moore sera libéré mais les gardes du corps seront tous assassinés.

Avertir les Américains

Née d'une scission avec l'Armée du Mahdi, la « ligue des justes » est financée par l'Iran et parrainée par le chef de ses services secrets, le général Qassem Souleimani. D'abord encouragée par Nouri al-Maliki qui avait besoin de constituer un bras armé contre son principal adversaire politique, Moqtada al-Sadr, dont la milice compte près de 100 000 hommes, elle a fini par devenir encombrante pour le Premier ministre irakien, qui voudrait bien se dissocier de ses crimes et surtout de son impopularité. D'autant que, depuis le départ des Américains en décembre 2011, la « ligue des justes » a peu à peu étendu ses ramifications dans tout l'appareil sécuritaire irakien.

Pendant que Hussein nous conte ses faits d'armes contre Daesh de part et d'autre de la frontière syro-irakienne, la

milice de Moqtada al-Sadr, l'Armée du Mahdi, boucle un impressionnant défilé. Ils sont une trentaine de milliers d'hommes aux visages fermés et aux mines patibulaires, venus marcher en cadence dans ce quartier chiite misérable de Sadr City. La cohorte de pauvres en guenilles, qui avaient juré de chasser les Américains hors d'Irak, est devenue une armée disciplinée et professionnelle, raidie dans ses treillis et uniformes noirs. Incroyable démonstration de force qui offre une chance de constater que Moqtada al-Sadr n'a toujours pas rendu ses armes au gouvernement central. Et quelles armes ! Pick-up surmontés de batteries de missiles et de mitrailleuses. Fantassins marchant en cadence, armés de lance-roquettes ou de ceintures d'explosifs. Les soldats de l'Armée du Mahdi ont même transporté avec eux ces fameux engins explosifs de facture iranienne qu'ils dissimulaient sur les routes et qui avaient autrefois causé tant de dégâts aux véhicules américains en Irak.

Selon un proche de Moqtada al-Sadr, le cheikh Daoud al-Kheizi, le message de cette parade est double : « Un : avertir les Américains que leur retour n'est pas souhaité et que s'ils mettent un pied en Irak, nous le leur couperons. Deux : que nous sommes prêts à recevoir Daesh à Bagdad. » Le religieux en turban qui porte un pistolet à la taille et un sabre à la main déteste Al-Maliki, « un dictateur qui a confisqué le pouvoir ». Quant à l'alliance que Moqtada al-Sadr a conclue avec le Premier ministre, il la justifie par la gravité de la situation. Il rêve d'un Irak qui resterait uni mais « si la paix doit passer par la partition, alors, il faudra s'y résoudre », dit-il. Une opinion très répandue en Irak quels que soient le parti ou la confession, comme si l'idée d'une division du pays en trois entités, kurde, sunnite, chiite, était déjà acquise. Hussein, le soldat de la « ligue des justes » ne semble guère impressionné par la démonstration de force de ses rivaux de l'Armée du Mahdi. « Question de style, dit-il. Aujourd'hui, c'est vrai, nous sommes tous ensemble contre Daesh. Mais eux, ils font seulement de l'esbroufe. Nous, nous sommes sur le front. » Il est vrai que Moqtada al-Sadr, l'extrémiste de Nadjaf aux diatribes incendiaires, l'enfant chéri du Guide iranien Ali Khamenei, a bien changé. Sa barbe est devenue poivre et sel. Il se veut désormais le champion de l'unité

L'Armée du Mahdi, milice chiite, parade à Sadr City, le 21 juin



de l'Irak et affirme refuser de se laisser entraîner dans une guerre confessionnelle. D'ailleurs, aussitôt la parade militaire terminée, les armes lourdes de l'Armée du Mahdi reprennent place dans des coffres soigneusement verrouillés...

La vengeance des chiïtes

A Al-Adhamiya, l'un des quelques quartiers entièrement sunnites de la capitale, on comprend mal ces subtilités. Ici, tous ont eu à souffrir du harcèlement des milices chiïtes, qu'elles soient de l'Armée du Mahdi ou de la « ligue des justes ». L'endroit porte encore les stigmates de la guerre confessionnelle qui a fait rage en 2006. Des check-points restent en place et les chars de l'armée sont déployés aux carrefours. Il y a très peu de monde dans les rues. Les habitants se terrent chez eux. Ils redoutent les attaques que les milices chiïtes ne manqueront pas de leur faire subir en représailles des atrocités commises par les djihadistes. Désormais, des rues entières sont fermées à la circulation, à commencer par le pont qui relie ce quartier sunnite à un mausolée chiïte. Près de la mosquée Abou Hanifa, grand lieu de la contestation sunnite contre le gouvernement de Nouri al-Maliki, un petit jardin public a été transformé en cimetière pour les martyrs de la guerre civile de 2006. Aujourd'hui, selon le gardien qui veille à l'entretien de ce millier de tombes tassées entre les eucalyptus et les acacias, 85% des personnes enterrées sont des victimes des milices chiïtes. Une procession serpente entre les tombes. Un homme en larmes raconte qu'il est venu inhumer son fils pris en otage par des miliciens. Il a payé 11 000 dollars. Mais une fois l'argent versé, les miliciens l'ont appelé au téléphone pour lui faire entendre l'exécution du jeune homme en direct. La semaine dernière, c'était son neveu, Omar, qu'il enterrait, un journaliste abattu à un check-point parce son prénom trahissait sa confession. Le quartier bruisse des récits de ces exécutions sommaires, de ces extorsions, de ces chantages.

D'abord méfiant, le cheikh Abdel Sattar, l'imam de la mosquée Abou Hanifa, accepte de livrer son inquiétude : « Croyez-moi : les sunnites sont les plus inquiets des Irakiens de l'avancée de l'Etat islamique en Irak et au Levant. Ici, à Bagdad, nous serons les boucs émis-

CHRÉTIENS

Mauvaise nouvelle pour les 500 derniers chrétiens qui vivent encore à Mossoul. L'Etat islamique les contraint désormais à s'acquitter d'un impôt contre une garantie de protection. Cet impôt, le *jjzya*, s'élèverait à 250 dollars par personne ayant un emploi, soit 500 dollars pour un couple, somme énorme pour un ménage irakien. D'autre part, deux églises de Mossoul, celle du Saint-Esprit, qui appartient à l'Eglise chaldéenne, et une autre appartenant à la communauté arménienne ont été pillées. Une statue de la Vierge qui se trouvait dans la tour de l'église chaldéenne de l'Immaculée Conception (photo) a également été détruite.



Des militants de l'Etat islamique en Irak et au Levant à Samarra, le 9 juin

LA CHARTE DES BARBARES

— C'est une liste de décrets terrifiants que l'Etat islamique en Irak et au Levant a fait distribuer à Mossoul après la conquête de la ville, le 11 juin. Seize articles qui réglementent désormais les faits et gestes du million et demi d'habitants que compte la deuxième ville d'Irak.

Dans ce texte, les djihadistes se présentent comme des soldats de l'islam souhaitant revenir aux temps glorieux du califat islamique. Le butin de guerre ravi au gouvernement est désormais un bien public, il sera confié aux imams de la ville. La drogue, l'alcool et les cigarettes sont interdits. Les femmes n'ont l'autorisation de sortir, dûment couvertes, qu'en cas de force majeure et accompagnées d'un frère ou d'un mari.

Ceux qui commettent des crimes risquent l'amputation des mains ou des jambes. Les apostats seront exécutés en public. Tous les hommes devront se rendre à la mosquée pour effectuer les cinq prières quotidiennes.

Les manifestations publiques et la contestation sont interdites. Les collaborateurs de l'ancien régime pourront faire repentance. Enfin, le texte annonce la destruction des statues et des vestiges « hérétiques ». Il s'inspire de la destruction par Mahomet de 360 statues à La Mecque et de la sourate Al-Maeda. Cette menace fait redouter la disparition du site archéologique de Ninive, l'un des plus riches du Moyen-Orient. s. d.

saires. Les milices chiïtes, comme toujours, se vengeront sur nous. » Le religieux est consterné par la fatwa d'Ali Sistani qui appelle les Irakiens aux armes, « véritable permis de tuer » dont sa communauté va faire les frais. « Et une fois la question de Daesh réglée, comment canaliser la violence des centaines de milliers d'hommes en armes ? », se demande-t-il. Lui aussi décrit les exactions dont sont victimes les habitants de ce quartier bouclé par l'armée et les milices, les jours de prière. Une prison à ciel ouvert dont personne ne peut ni entrer ni sortir. « Le gouvernement ne nous protège pas, il nous démolit, dit-il, nous, les sunnites, nous n'avons plus rien à perdre. » Il y a quelques jours, dix-huit religieux du quartier ont été arrêtés, dont son propre fils. Sur son visage, on a placé un tissu trempé connecté à de l'électricité. « Il avait l'impression

d'être noyé et électrocuté à la fois. » Pour ses critiques acerbes du gouvernement et ses prêches jugés trop extrémistes, le cheikh Sattar a lui-même été arrêté à plusieurs reprises du temps de Saddam, puis à l'époque des Américains, comme aujourd'hui sous le gouvernement d'Al-Maliki. « Les Américains punissaient quelques-uns d'entre nous et Saddam opprimait tout le monde. Le gouvernement d'exception d'Al-Maliki et sa milice légale torturent les sunnites. » Quant à la parade organisée par Moqtada al-Sadr, qui fait défiler des mollahs enturbannés armés de kalachnikov dans les rues de Bagdad ? Il est consterné qu'elle n'ait pas été interdite par le gouvernement : « C'est cela, l'Etat de droit que nous ont légué les Américains ?, soupire-t-il. Ce qu'ils ont précipité, ce n'est pas la chute de Saddam Hussein, c'est celle de notre pays tout entier. » ■

Russia's military bid in Iraq

Moscow seizes an opening by delivering fighter jets to Iraq.



Author Paul J. Saunders
June 29, 2014
www.al-monitor.com

Thus far, Iraq's rapid unraveling has not been a major concern for Moscow. The situation in the country rarely features prominently in Russian news reporting — where Ukraine and Russian domestic matters dominate — and does not appear to be a top priority for senior Russian officials, though Russian President Vladimir Putin did recently express “full support” for Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki's efforts to combat militants driving the Iraqi military from cities and towns in northern and western Iraq. Notwithstanding some important interests in Iraq and the Middle East, Russia's government is unlikely to get too involved there.

Broadly speaking, as Fyodor Lukyanov has written in Al-Monitor, developments in Iraq have served primarily to confirm pre-existing views in Russia. This has multiple components. First, with respect to the United States, the new crisis has been an I-told-you-so moment — demonstrated by Russian Foreign Minister Sergey Lavrov's reminder of Moscow's frequent assertions at the time of the US invasion that “the adventurism the Americans and the British started there would not end well.” This has been a regular refrain for Russian officials and commentators during every reversal since 2003.

Second, the new crisis in Iraq aligns with Moscow's view that it was a mistake for the United States to prolong Syria's civil war by aiding Syria's rebels, however weakly, rather than supporting or at least tolerating Syrian President Bashar al-Assad's efforts to crush the Islamist groups trying to oust his regime and now Iraq's, too. Here, Russia's complaints focus not only on the United States and other Western nations, however; Syria's spillover into Iraq reinforces the widespread Russian sense that in acting as patrons of Sunni Islamist militants in Syria and elsewhere, Saudi Arabia and Qatar are up to no good.

What the Kremlin is actually prepared to do about the instability in Iraq is less clear. Russia certainly favors stability in Iraq over chaos and prefers Maliki to the Islamic State of Iraq and al-Sham (ISIS); perhaps ironically, Russia has won a more significant role in Iraq's oil sector than many Russian officials likely expected a decade ago, including in the huge West Qurna-2 oil field. Nevertheless, it bears remembering that for all Putin's and Lavrov's criticism of the George W. Bush administration's decision to go to war in Iraq, Russia did not make it a major issue in US-Russia relations at the time. More important, Russia did not create problems for the United States in Iraq during the invasion or the long US occupation of the country.

Still, Russia has reportedly sold a dozen Soviet-era Su-25 fighter jets to Iraq that could help in attacking the militants. Some of the planes have already been delivered — though apparently in pieces, since they arrived in cargo planes with Russian experts, who are likely necessary to make them flight-ready. In a rebuke to the United States, Maliki has grumbled that Iraq had been “deluded” by the “long-winded” process required to buy US warplanes and argued that if Baghdad had earlier purchased Russian, British or French jets it might have averted the current crisis. He expressed hope that “God willing within one week this force will be effective and will destroy the terrorists' dens.” While Iraqi pilots have already had some experience with the Su-25 and should be able to take to the skies quickly, Maliki may be somewhat overoptimistic about their impact.

The Russian aircraft sale essentially represents the continuation of Moscow's policy in Syria on the other side of the Syria-Iraq border — though interestingly, State Department spokeswoman Marie Harf bent



Russian soldiers unload a Russian Sukhoi SU-25 plane at al-Muthanna Iraqi military base at the Baghdad airport, June 28, 2014. The first batch of Russian fighter jets arrived in Baghdad on Saturday to help Iraqi forces battle ISIS fighters in the country's north. (photo by REUTERS)

over backward to avoid criticizing the deal when questioned on the matter at some length during a June 27 daily press briefing. Harf said, “We don't oppose legal Iraqi efforts to meet their urgent military requirements,” and “We share a goal here of helping them fight this threat” — before acknowledging that US F-16 deliveries could face further delays.

Nevertheless, Russia appears unlikely to do much beyond selling weapons to Iraq's government; unlike in Syria, the broad alignment of US and Russian objectives makes Kremlin diplomatic support unnecessary. Moscow's relatively limited role reflects both its limited tools, especially during a simultaneous and, for Russia, far more important crisis in Ukraine, as well as a reluctance to get too deeply involved — probably in no small part due to a perceived risk of blowback into Russia itself. A senior Kremlin official expressed precisely this concern to me and a small group of colleagues in 2003 when explaining Russia's unwillingness to support the US invasion. Given the key role that Chechen fighters appear to be playing in the Iraqi and Syrian insurgencies, it would be hard for Moscow to ignore this possibility today.

More fundamentally, however, Russia's foreign policy in the Middle East remains largely defensive even two decades since its post-Soviet independence. Despite Russia's significant security, economic and political interests in the broader Middle East — a region that touches Russia's periphery — Moscow's posture has rarely gone beyond protecting its security interests and asserting a geopolitical role while seeking to expand its commercial ties.

Taking into account that Russia's economic interests in the Middle East remain quite small compared with its other two neighboring regions, Europe and Asia, and that instability in places like Iraq or Syria has indirect security consequences for Russia rather than direct ones, the Kremlin's geopolitical aims may in some respect be the most important of the three: Influence beyond its immediate neighborhood is essential to Russia's claim to global great power status. From this perspective, the Middle East offers far more opportunities than Europe, Asia or the Western hemisphere, which are the home regions of other key powers, and also more than Africa, where Russia has less at stake. Fortunately for Russia, the combination of arms sales, a UN Security Council veto and active diplomacy is probably enough to meet its needs. ♦

Paul J. Saunders is Executive Director of the Center for the National Interest. He was a State Department Senior Advisor during the George W. Bush administration.

War in Iraq spurs a familiar exodus

DARBANDIKHAN, IRAQ

Over a million are driven from their homes, half within the last few weeks

BY TIM ARANGO

As Sunni rebels advanced across Iraq in recent weeks, hundreds of thousands of Iraqis were driven from their homes. For many, it was not the first time.

There have been very few prolonged periods of peace in Iraq over the last several decades, and for civilians seemingly perpetual flight. More than a million Iraqis have been displaced this year, half within the last couple of weeks, the United Nations says.

For Akheel Ahmed, a Sunni Arab who fled his home in the central Iraq town of Balad, fear and uncertainty were ac-

companied by familiarity. He arrived in this mountain village along the Iranian border a few days ago with his three sons, the second time in recent years that he has been forced to seek safe haven in another part of the country.

Using hand gestures, he described the battlefield that his hometown had become.

"Here is ISIS," he said, referring to the Sunni militant group the Islamic State in Iraq and Syria, "and here are the Shiite militias. We are in between."

He then checked off the names of his sons, to emphasize the urgency of his exodus.

"I have an Omar, an Othman and an Asha," he said, all recognizable as Sunni names, making them targets for the Shiite militias now working alongside the Iraqi Army. "They will slaughter them."

The rapid advances of ISIS and other Sunni militant groups across Iraq have

increasingly merged the civil war in Syria and the violent Sunni uprising here into a single battle zone. Now, the

humanitarian crises gripping both countries are converging. Millions of Syrians have already fled to Iraq, Jordan, Lebanon and Turkey, and now Iraqis are on the move, too.

Iraqis endured an enormous refugee crisis after the American-led invasion in 2003. In those years, many fled to Syria, but that is no longer an option. Jordan, another past destination for Iraqi refugees, is facing difficulty caring for the huge numbers of displaced Syrians.

"The situation is reaching a critical point," said a United Nations official who spoke on the condition of anonymity as a matter of official policy. "As bad

as Syria is, the crisis here is growing by day and exceeding the capabilities of the government. Effectively there is no centralized government over all of Iraq now, and in past years, they were already relatively weak."

This year, the United Nations appealed to donors for \$106 million to care for nearly 500,000 civilians displaced from Anbar Province, where militants began capturing territory in late December. Only a small portion of that amount was raised, and now the United Nations is planning to ask donors for another \$312 million to face the new wave of displaced people.

In this village in northeastern Iraq, school is out and classrooms have become homes for this country's displaced.

A group of men standing outside the elementary school here, Mr. Ahmed among them, were asked if any of them had been forced to flee their homes multiple times over the last decade of near-nonstop violence.

"Yes, yes, all of us," one said.

Another school in this town was also filled with refugees, many from Diyala Province, a mixed area heavily contested by Shiite militias and Sunni militants. One of the refugees was Ahmed Awad, a 9-year-old boy whose father, he said, was recently kidnapped in front of him by masked gunmen. It was the second time in recent years he had been driven from his home.

His older brother, Dia Awad, stood nearby and explained why they fled in 2007, reciting the reasons as casually as if he were reading a grocery list.

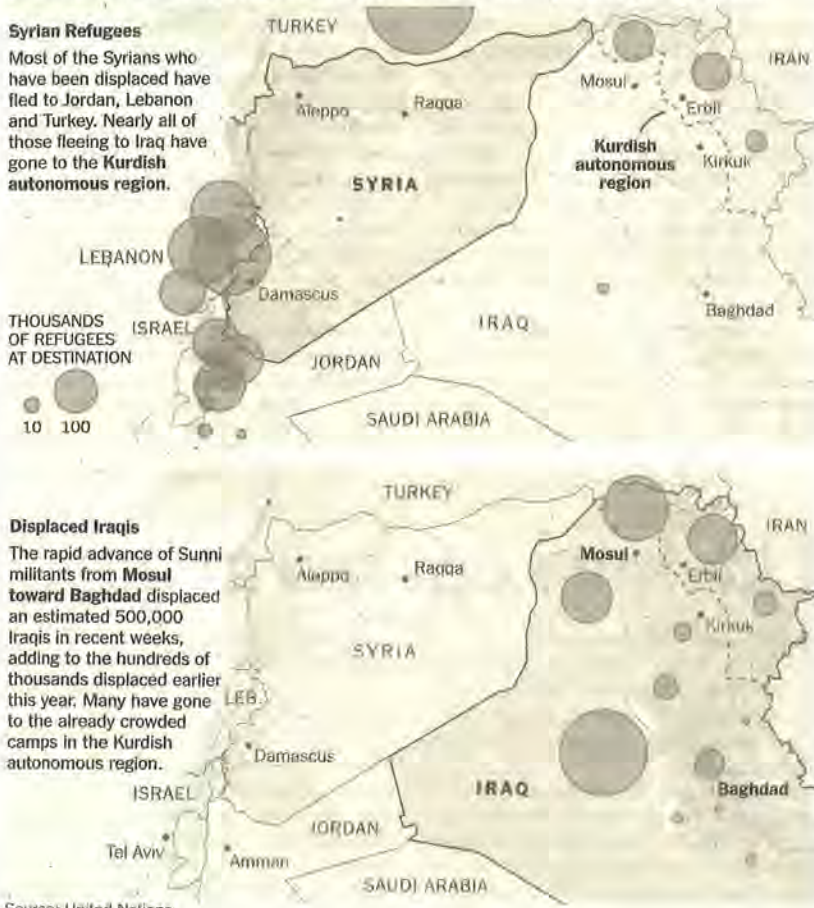
"Sectarian war," he said. "Qaeda. Clashes. They blew up our house."

Many of the displaced Iraqis have come to the autonomous Kurdish region here in the north. Spread across the region are tens of thousands of Syrian refugees, some of them children who beg at traffic circles in the capital, Erbil. There are also people who fled the fighting in Anbar earlier in the year.

The region, though relatively peaceful and prosperous, has been locked in a fight over oil revenue with Baghdad, which has cut its budget payments to the Kurdish government. That has produced a fiscal crisis and sharply limited the ability of the region to meet the

Refugees from two countries in turmoil

More than a million Iraqis have been displaced this year, according to new estimates, worsening a regional refugee crisis stemming from Syria's civil war.



refugee challenge. Kurdish leaders, while receiving praise for their open doors, are also wary of allowing too many Arabs into the territory, especially if they are single men of fighting age.

Iraq's Kurds have long been in conflict with the Arab populations over territory, and amid the current fighting have tried to expand their autonomous enclave and increase their control over it.

"They won't let me in because I am an Arab," said one man, near a checkpoint on the road between Erbil and Mosul, Iraq's second-largest city, which has been in the hands of militants for more than two weeks.

On the other side of the Kurdish region, near the Syrian border and several hours' drive through mountains and dry scrubland, ramshackle tent camps have been established as temporary homes for the displaced, many of them from Iraq's vulnerable minorities: Christians, Turkmens and Yazidis.

At one of the dusty, sweltering camps, where there was just enough food and water but few medical supplies, Semira Ali, a Turkmen woman, sat with her large family. They were from Tal Afar, a nearby city that was the site of fierce fighting between Sunni militants and the army, and this was not the first time they had fled. That was in 2005, when the Americans bombed the city. The second time was in 2006, at the height of Iraq's sectarian war. The third time was this month.

Another Turkmen, Jassim Aziz Muhammed, stood nearby and said that his people were caught between the two warring sects. "We are in the middle of the Shiites and ISIS, and we don't know what is happening," he said.

Iraq faces a bleak future, with the apparent unfolding of a new sectarian civil war and the possibility of its fracturing into identities of faith or ethnicity, rather than nationality. The displaced, too, face the same divisions.

Here in Darbandikhan, most of the displaced are Sunni Arabs fleeing the militias or government airstrikes. They are angry for their present circumstances, but express deeper grievances, rooted in history, that leave little space for reconciliation between Iraq's Sunni minority and its Shiite majority.

Mr. Ahmed, reflecting a widely held belief in this country's Sunni population, said in defiance of the facts that his sect is a majority in Iraq. In many ways, Iraq's Sunnis have never accepted the new political order that came after the American-led invasion, which forced out the Sunni-dominated government of Saddam Hussein and led, through democratic elections, to Shiite domination.

For a new leader of Iraq, he said, "We would accept a Kurd, a Christian or even a Jew."

But not, he said, a Shiite.

"They consider us infidels," he said. "And we consider them infidels."

Falih Hassan contributed reporting from Darbandikhan, Iraq, and Rod Nordland from Baghdad.

International New York Times

JUNE 26, 2014

Iran sending drones and arms into Iraqi conflict

BRUSSELS

Secret program to back Baghdad competes with Washington for influence

BY MICHAEL R. GORDON
AND ERIC SCHMITT

Iraq is directing surveillance drones over Iraq from an airfield in Baghdad and is secretly supplying Iraq with tons of military equipment, supplies and other assistance, according to American officials. Tehran has also deployed an intelligence unit there to intercept communications, the officials said.

The secret Iranian programs are part of a broader effort by Tehran to gather intelligence and help Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki's government in its struggle against Sunni militants with the Islamic State in Iraq and Syria.

Gen. Qassim Suleimani, the head of Iran's paramilitary Quds Force, has visited Iraq at least twice to help Iraqi military advisers plot strategy. Iran has deployed about a dozen other Quds Force officers to advise Iraqi commanders, and help mobilize more than 2,000 Shiite militiamen from southern Iraq, American officials said.

Iranian transport planes have also been making two daily flights of military equipment and supplies to Baghdad — 70 tons per flight — for Iraqi security forces.

"It's a substantial amount," said an American official, who spoke on the condition of anonymity because he was discussing classified reports. "It's not necessarily heavy weaponry, but it's not just light arms and ammunition."

The Iranian moves come as the United States is deploying the first of as many as 300 military advisers to assist Iraqi forces and to try to stabilize the deteriorating security situation in Iraq.

The American and Iranian military moves are not coordinated, American officials said. Even though the United States and Iran both oppose the Islamic State in Iraq and Syria, known as ISIS, they are still competing for influence in Iraq and are backing opposing sides in the civil war in Syria.

"The Iranians are playing in a big way in Iraq," Senator Saxby Chambliss of Georgia, the ranking Republican on the Intelligence Committee, said in an interview.

The security crisis in Iraq was one of the topics in Secretary of State John Kerry's meetings with allied officials who have gathered in Brussels for a meeting of NATO foreign ministers to discuss Ukraine and other issues. On Tuesday night, Mr. Kerry reviewed a number of issues with Catherine Ashton, the foreign policy chief for the European Union, including Ukraine and "the grave security situation on the ground in Iraq," Jen Psaki, the State Department spokeswoman, said in a statement.

But Western officials say there appear to be divisions between the Iranian Foreign Ministry, which may be open to some degree of cooperation, and General Suleimani, who was the mastermind of Iran's strategy in Iraq when, American officials say, Iraqi Shiite militias trained by Iran attacked American troops there with powerful explosive devices supplied by Tehran. The general is also the current architect of Iranian military support in Syria for President Bashar al-Assad.

"Iran has many different power centers, and different elements of Iran are sending different messages and doing different things," a senior State Department official told reporters on Sunday. "They are definitely extremely interested in what's happening here, to say the least."

The United States has increased its manned and unmanned surveillance flights over Iraq since ISIS swept across the north of the country, and is now flying about 30 to 35 missions a day. The American flights include F-18s and P-3 surveillance planes, as well as drones.

Iran has mounted a parallel effort, according to American officials. It has set up a special control center at Al Rashid airfield in Baghdad, and is flying its own small fleet of Ababil surveillance drones over Iraq, one American official said.

An Iranian signals intelligence unit has been deployed at the same airfield to intercept electronic communications between ISIS fighters and commanders, said a second American official, who also spoke on the condition of anonymity because he was discussing classified information.

While Iran has not sent large numbers of troops into Iraq, as many as 10 divisions of Iranian military and Quds Force troops are massed on the border, ready to come to Mr. Maliki's aid if the Iraqi capital is imperiled or Shiite shrines in cities like Samarra are seriously threatened, American officials say.

"Iran is likely to be playing somewhat of an overarching command role within the central Iraqi military apparatus, with an emphasis on maintaining cohesiveness in Baghdad and the Shia south and managing the reconstitution of Shia militias," said Charles Lister, a visiting fellow at the Brookings Doha Center in Qatar.

Irak : le réveil du chef chiite Moqtada al-Sadr

GEORGES MALBRUNOT
gmalbrunot@lefigaro.fr

MOYEN-ORIENT Ses portraits foisonnent de nouveau dans les quartiers chiites de Bagdad. Et, comme un seul homme, les fidèles suivent toujours les consignes du *seyyed*, le descendant du Prophète, coiffé du turban noir. Moqtada al-Sadr est de retour. À la faveur de la guerre qui menace son pays, le leader chiite est sorti de sa retraite. Mais ses chevaux de bataille ont dû s'adapter à la gravité de la situation : il s'agit d'abord de sauver la maison chiite du désastre que fait planer la poussée djihadiste, pousser ensuite son rival Nouri al-Maliki vers la sortie, et s'opposer enfin à tout retour des forces américaines en Irak.

« Nous ferons trembler la terre sous les pieds de l'ignorance et de l'extrémisme », a martelé mercredi le puissant dirigeant chiite dans une allusion à la vaste offensive des insurgés sunnites, qui leur a permis de s'emparer de vastes pans de territoires dans le nord et l'ouest de l'Irak. Pour cela, Moqtada al-Sadr a ordonné la création d'une nouvelle milice : « Saraya al-Salam » (Les défenseurs de la paix). Il a d'ores et déjà envoyé certains de ses hommes défendre la mosquée sacrée chiite de Samarra, que les djihadistes cherchent à attaquer depuis quinze jours.

Vendredi dernier, des centaines de fantassins sadristes ont fait une démonstration de force dans son bastion de Sadr City, vaste quartier miséreux à l'est de Bagdad. Même armés de lance-roquettes et de kalachnikovs, ces volontaires risquent de ne pas faire le poids face aux insurgés sunnites, conduits par les djihadistes de l'État is-

« Sadr a beaucoup changé, il tient un discours national »

HAMID NASSER, DOCTORANT À L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES DE BAGDAD



Des combattants pro-al-Sadr défilent dans le quartier de Sadr City, le 21 juin à Bagdad. REUTERS

lamique en Irak et au Levant (EIL) et aidés par d'anciens officiers de l'armée de Saddam Hussein. Ils ne sont en fait qu'une pâle copie de l'ancienne milice de Sadr, l'Armée du Mahdi, que Moqtada démantela en 2008. Depuis, ses anciens cadres sont passés du côté de la milice de Maliki (Assaib al-Haq) ou sont devenus députés, comme Hakim al-Zameli que nous avons croisé vendredi dernier lors de la prière à Sadr City. Costume gris, larges lunettes de soleil, l'homme cherche à faire oublier son lourd passé. Vice-ministre de la santé, al-Zameli dirigeait également un escadron de la mort, chargé de traquer les dirigeants sunnites entre 2006 et 2008. « Nous devons combattre les cellules terroristes dormantes à l'intérieur de l'Irak », insiste aujourd'hui celui que les forces américaines ont détenu un an et demi. Comme lui, de nombreux sadristes sont entrés en politique, après avoir fait le coup de feu. Ils occupaient 40 sièges au Parlement, et 22 dans celui qui a été élu fin avril. Sans compter six postes de ministres dans le dernier gouvernement Maliki.

« Moqtada Sadr a été outré quand il a découvert que 36 de ses 40 députés avaient voté la loi autorisant une aug-

mentation de leurs salaires », rappelle le chercheur en Irak Hosham Dawood, qui connaît personnellement le dirigeant chiite. Représentant des « sans-culottes », Sadr a toujours mis un point d'honneur à lutter contre la corruption, un fléau dans l'Irak de Nouri al-Maliki.

Son autre cheval de bataille reste le combat contre les forces américaines. Sadr l'a bien rappelé mercredi : pas question d'avaliser l'envoi de 300 conseillers militaires américains en Irak, dont 40 sont déjà à pied d'œuvre. Le leader chiite n'est prêt à accepter qu'un « soutien international de la part de pays qui n'occupaient pas l'Irak ». Sous entendu : l'Iran, où il s'est réfugié entre 2006 et 2011 pour étudier au sé-

minaire de Qom. C'est là que le jeune trublion a mûri. Sans devenir pour autant un pion entre les mains des Iraniens. « Sadr est avant tout le représentant des chiites arabes », souligne Hosham Dawood.

Défendre les sunnites modérés

Mais face au danger qui menace la maison chiite, Sadr n'a d'autres choix que de ravalier ses réserves vis-à-vis de

Polémique autour de raids syriens en territoire irakien

L'armée syrienne a mené mardi des raids aériens contre des djihadistes en territoire irakien, le long de la frontière commune, a déclaré jeudi Nouri al-Maliki à la BBC. Selon la chaîne britannique, le premier ministre irakien a « accueilli favorablement » toute frappe contre les insurgés sunnites qui menacent son pays. Mais Maliki n'a

pas réclamé ces raids aériens. Ils ont été menés après que les djihadistes aient pris le contrôle de la ville frontalière d'al-Qaïm, côté irakien, s'octroyant ainsi une voie d'accès stratégique pour la Syrie où les djihadistes de l'État islamique sont également actifs. Quelques heures après l'annonce de ces raids, la BBC a

corrigé la traduction de son entretien avec Nouri al-Maliki. Ce dernier a bien évoqué des bombardements syriens de positions djihadistes sur al-Qaïm, mais en territoire syrien, a précisé la BBC. De leur côté, les médias officiels syriens ont démenti toute intervention de leur pays en Irak.

(AFP)

⇒ L'Irak qui aurait secrètement déployé des drones de surveillance en Irak et convoyé du matériel militaire par voie aérienne, selon le *New York Times*.

« Sadr a beaucoup changé, explique depuis Bagdad Hamid Nasser, docteur à l'École des hautes études en sciences sociales. Il tient un discours national ». L'ancien chef de guerre dénonce depuis des mois la dérive sectaire de Nouri al-Maliki. « Il avait même défendu les sunnites qui manifestaient contre Maliki en 2013 », renchérit Hamid Nasser. Quitte à s'attirer les critiques de sa base.

Aujourd'hui, « nous demandons la libération des prisonniers du courant sadriste qui avaient lutté contre l'occupation », rappelait la semaine dernière, Ibrahim al-Jaberi qui disait la prière à Sadr City. « Sadr souhaite que les sunnites retrouvent une place dans le jeu politique irakien », insiste Hosham Dawood. Il appelle ainsi à la formation d'un gouvernement de salut national qui réponde aux « réclamations des sunnites modérés ».

Bref, la bête noire anti-américaine s'est assagie. Moqtada al-Sadr tient à prendre sa part dans la redistribution des cartes, une fois que le verrou Maliki

aura sauté. Entre les deux hommes, le sang a coulé. En 2008 notamment, lorsque le premier ministre lança son armée contre les miliciens sadristes dans le sud de l'Irak. Si ceux-ci sont aujourd'hui moins puissants que ceux de Maliki, en revanche, Moqtada Sadr jouit toujours d'une grande popularité, ne serait qu'à cause de sa lignée : son père fut le héraut d'un chiisme militant, assassiné par les forces de Saddam Hussein en 1999, et son oncle fut également exécuté sous la dictature baasiste. ■

LE FIGARO

jeudi 26 juin 2014

Irak : al-Maliki s'accroche au pouvoir

Le premier ministre refuse la formation d'un gouvernement de salut national.

GEORGES MALBRUNOT

MOYEN-ORIENT Sourd aux appels de la communauté internationale et des Irakiens eux-mêmes, Nouri al-Maliki s'accroche obstinément au pouvoir. Quarante-huit heures après que le secrétaire d'État américain, John Kerry, l'a prié de rassembler l'ensemble des dirigeants politiques dans un cabinet élargi, le premier ministre a exclu mercredi la formation d'un « gouvernement national d'urgence » pour sortir de la crise. Alors que les rebelles sunnites consolident leur emprise sur l'Ouest du pays, al-Maliki prend le risque d'apparaître comme celui qui précipite l'éclatement de l'Irak.

Pas question de partager le pouvoir ! Le premier ministre entend exploiter sa victoire aux élections législatives d'avril. « L'appel à la formation d'un gouvernement national d'urgence est un coup contre la Constitution et le processus politique, a-t-il déclaré. C'est une tentative d'éliminer le jeune processus démocratique et de voler le vote des électeurs. »

« La maison brûle, mais cela ne change rien », déplore un diplomate à Bagdad. Le premier ministre, chiite, privilégie toujours la formation d'un « gouvernement majoritaire », composé de ses seuls partisans ou d'opposants qui se rallieraient à son panache. C'est en substance ce qu'il a dit à John Kerry en le recevant

lundi dans la « zone internationale », où le premier ministre vit, retranché derrière ses hauts murs en béton. Al-Maliki a pourtant échoué à former une coalition depuis la victoire de son bloc aux législatives. Et ce n'est pas maintenant que des appuis vont se manifester.

« Tout sauf al-Maliki », affirment au contraire la plupart des politiciens irakiens. Les sunnites bien sûr, qui se rebellent dans leurs provinces, marginalisées par le premier ministre. Même ceux de leurs leaders qui avaient accepté de collaborer dans le dernier gouvernement, comme Saleh Mutlaq ou Oussama al-Noujeifi, sont aujourd'hui forfaits. Plus que jamais engagés vers leur indépendance, les Kurdes, par la voix de Massoud Barzani, le président de leur région autonome, appellent carrément à la démission d'al-Maliki. Quant à ses coreligionnaires chiïtes, ils n'en sont pas loin. Certes, les sadristes

L'appel à la formation d'un gouvernement national d'urgence est un coup contre la Constitution et le processus politique

NOURI AL-MALIKI

mobilisent leurs miliciens, mais bien plus pour protéger les lieux saints d'Irak qu'un premier ministre qui avait envoyé l'armée les combattre en 2008



Nouri al-Maliki lundi, à Bagdad. En huit ans de pouvoir, le premier ministre irakien s'est bâti un véritable État dans l'État. Il est ministre de la Défense et de l'Intérieur. De nombreux miliciens qui paradedent dans la capitale sont ses obligés.

BRENDAN SMIALOWSKI/AP

dans le Sud. Leur chef, Moqtada al-Sadr, ne se prive pas d'ailleurs de traiter al-Maliki de « petit Saddam ». Quant à l'ayatollah Ali Sistani, la plus haute autorité religieuse chiïte du pays, il appelle lui aussi de ses vœux un nouveau gouvernement. Il ne dit pas « sans al-Maliki », mais personne n'est dupe.

Les États-Unis ont été clairs : leur aide se fera à un gouvernement qui saura inclure tout le monde. Un gouvernement d'urgence national, mais avec quel chef ? Des noms circulent depuis une semaine : Ahmed Chalabi, bien vu par l'Irak et les États-Unis, qui était le week-end dernier chez les Kurdes, le francophone Adel Abdel Mahdi et Tareq Najem, le directeur de cabinet d'al-Maliki. Encore faut-il que le premier ministre accepte de déteiler.

Al-Maliki dispose d'une réelle capacité de résistance et de nuisance. Le déloger pourrait se révéler difficile. En

huit ans de pouvoir, le premier ministre s'est bâti un véritable État dans l'État. Il est ministre de la Défense et de l'Intérieur. De nombreux miliciens qui paraissent dans la capitale sont ses obligés, notamment ceux d'Assaeb al-Haq, dont le régime a besoin pour contrer l'avancée des djihadistes. Sans compter le trésor de guerre que son fils Ahmad, réfugié à Londres, a amassé à partir des commissions exorbitantes récoltées à la

signature de contrats avec des sociétés étrangères. Son avenir est sans doute entre les mains de ses alliés iraniens, qui ne seraient pas hostiles à la formation d'un gouvernement d'union nationale, dirigé par un chiite plus consensuel.

Téhéran n'a pas intérêt à ce que son voisin irakien plonge dans un chaos durable. À court terme, al-Maliki joue sur l'épouvantail djihadiste pour mobiliser

la base chiite. Sur la forme, il se dit prêt à respecter le calendrier prévu par la Constitution. À savoir une réunion du Parlement le 1^{er} juillet, pour désigner un président de la Chambre, puis un premier ministre et un président de la République. Mais qui ira à la convocation du Parlement? «C'est trop tard pour parler de dialogue politique», regrette un expert étranger à Bagdad. ■

International New York Times FRIDAY, JUNE 27, 2014

America and Iran can save Iraq

Mohammad Ali Shabani

To save Iraq from Sunni extremists, Iran is mobilizing its allies in Iraq and promoting collaboration between Iraq's government and Syria. Washington, meanwhile, has dispatched military advisers to Baghdad. On their own, these efforts are valiant. But without coordination, they won't be fruitful.

Iraq was until recently a battleground between Iran and the United States. A string of American military commanders battled Gen. Qassim Suleimani, head of foreign operations for Iran's Islamic Revolutionary Guards, for influence. At the height of the American occupation, Iran's handful of men in Iraq wielded more power than the 150,000 American forces stationed there.

Despite their largely adversarial past, the two countries can now save Iraq if they act together. History has shown that Iran and the United States are capable of pulling Iraq away from the abyss. The civil war that plagued the country from 2006 to 2008 offers lessons in how to stop the current bloodshed.

Back then, Iran was the only country that could pressure Syria to block the Sunni jihadist pipeline, while reining in the Shiite death squads that were bent on ridding the Iraqi capital of Sunnis. And the United States, as an occupying power, was able to approach and co-opt rebellious Sunni tribes. Without coordination, these efforts would have failed.

The head of the Islamic Supreme Council of Iraq at the time, Abdul Aziz al-Hakim, and President Jalal Talabani struggled to get Washington and Tehran to work together. Despite the collapse of the nuclear negotiations that were then taking place between Iran and the European Union, the United States and Iran managed to cooperate.

The first crucial step toward ending the violence was tacit American-Iranian support for Nuri Kamal al-Maliki. After becoming prime minister, Mr. Maliki returned the favor. Within a year of his inauguration, in the summer of 2007, Iranian and American diplomats met in his office — the first senior-level

meeting between the two adversaries in almost 30 years.

Mr. Hakim and Mr. Talabani are no longer on the political stage. But Mr. Maliki is. Despite his authoritarian tendencies and his failure to integrate Sunnis into the political process, he remains the least unpopular Iraqi politician today. His success in the April 30 election is proof of that.

And Iran and America still agree on keeping Mr. Maliki in power — largely for lack of better options. Despite ruminations in Congress, Secretary of Defense Chuck Hagel has stated that “the question of whether Maliki should step down is an internal Iraqi matter.” And President Obama didn't hesitate to send military personnel back into Iraq.

The outcome of the Sunni offensive is predictable. ISIS will fail in holding and governing captured territory because Iraqi Sunnis are unwilling to conform to the visions of state and society espoused by ISIS. America's earlier success in turning some Iraqi Sunnis against militant extremists is proof, and Mr. Maliki knows this. While Sunni political integration is crucial, violence should not be rewarded with concessions. ISIS and its allies must be repelled from major urban centers and border crossings before any talks with pragmatic militants can occur.

Iraq's Sunnis must either accept the realities of the country's new political order, which is dominated by Shiites and Kurds, or condemn themselves to the perennial instability and violence brought on by the extremists in their ranks and the foreign fighters who have joined them.

The Kurds also face difficult choices. For years they have lived in the twilight be-

tween independence and federalism. The United States and Iran must impress upon Kurdish leaders that using the current turmoil to gain concessions from Baghdad on issues such as independent oil exports and the future of the disputed city of Kirkuk will backfire. Washington is loath to take sides between Erbil and Baghdad. And if it does,

it is unlikely to act to antagonize Mr. Maliki. Neither will Tehran.

Iran and America must also manage external spoilers. Saudi Arabia has long seemed unwilling to accept the realities of the new Iraq. But the kingdom can be flexible when intransigence seems self-defeating. Washington must impress upon the Saudis that the fire of extremism will inevitably enter the heart of the Arabian Peninsula unless action is taken to halt support for militancy. In-

deed, in a twist of calculations, America may actually now share Iran's interest in seeing ISIS's other major foe, the Syrian regime of Bashar al-Assad, go after Sunni extremists. Mr. Assad's warplanes are now bombing militants on the Iraqi border, which they were not doing last week.

Iran and the United States should also seek to divide ISIS. If the group is only confronted in Iraq, it will withdraw to Syria to return another day. The United States can't and shouldn't act as Iraq's air force. But American military and technological prowess — in the form of sales of drones, helicopters and fighter jets — should be combined with Iranian and Syrian intelligence to prevent the movement of extremists.

Finally, Iran and the United States must boost the Iraqi Army's strength and prevent the rise of militias. Mr. Maliki claims that thousands of volunteers who have signed up to fight ISIS will be the core of the next Iraqi Army, but he needs enough political, military and intelligence help from America and Iran so that he won't have to rely on irregular forces. Any shift away from the army and toward the militias would be profound and unpredictable.

Despite their differences, Tehran and Washington both need a stable Iraq. If not for the good of Iraqis, they should cooperate for the sake of their own interests.

MOHAMMAD ALI SHABANI is a doctoral candidate focusing on Iranian policy toward post-Saddam Iraq at the University of London's School of Oriental and African Studies.

The Kurds May Seize the Moment to Break Free of Iraq

Their centuries-old dream of statehood is coming closer amid the chaos of war.

Avi Asher-Schapiro

for National Geographic

JUNE 28, 2014

news.nationalgeographic.com

As Sunni fighters led by the jihadist group ISIS have pressed forward, capturing the Iraqi cities of Mosul, Tikrit, and Ramadi and encircling Baghdad, Iraq's Kurds have taken advantage of the chaos by expanding their territory and pushing for greater autonomy.

During the past month Sunni militants have spilled out of Syria, dissolved the Iraq-Syria border, and established an Islamic caliphate that straddles the two countries. The Iraqi army fled in the face of the Sunni advance, but Kurdish militia fighters repelled ISIS (Islamic State of Iraq and Syria) at their borders. On June 12, Kurdish militias advanced, seizing oil-rich Kirkuk, a city at the edge of Kurdistan that Kurds claim as their own, but which the Baghdad-based government considers beyond Kurdish borders.

With the Iraqi central government in shambles, Kurdish leaders are now calling on Iraq Prime Minister Nouri al-Maliki to step down.



JUAN VALDÉS AND LAUREN E. JAMES, NG STAFF. SOURCE: INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR; INTERNATIONAL CRISIS GROUP



Kurdish forces stand guard against ISIS fighters in the oil-rich city of Kirkuk on June 17, 2014.

PHOTOGRAPH BY ANADOLU AGENCY, GETTY

Sitting atop an ocean of newly conquered oil fields and emboldened by the breakdown of the Iraqi state, Kurdish President Masoud Barzani declared that the Kurds would not cede their newly conquered territory. "We cannot remain hostages for the unknown ... The time is here for the Kurdistan people to determine their future," he said.

But the recent turmoil in Iraq does not alone explain the surge toward greater Kurdish independence. Since the founding of modern Iraq nearly a century ago, Kurds in the north—nestled along the Turkish, Syrian, and Iranian borders—have chafed against the central government in Baghdad.

Distinct Traditions

The seeds of the conflict can be found in the unique predicament of the region's estimated 30 million to 35 million Kurds, the world's largest ethno-linguistic group without a state of their own. Kurds are a traditionally nomadic people from the crossroads of Mesopotamia, Anatolia, and Persia, united by a common mother tongue—a group of Iranian languages known as Kurdish—and a shared history of life on the margins of the greater regional empires in western Asia.

Though most Kurds are Sunni Muslims, they have no affinity with the ISIS-led Sunni insurgency, and there are Christian, Jewish, and Shiite Kurdish minorities. As a multi-religious community, they are united by a historical connection to Kurdistan. "The Kurds are one of the oldest ethnic groups in the entire region—and they consider Kurdistan to be their homeland," says Christian Sinclair, president of the Kurdish Studies Association and assistant director of the Center for Middle Eastern Studies at the University of Arizona.

For centuries the rugged terrain of Kurdistan served as a buffer between the Ottoman Empire to the west and its Persian rivals—first the Safavids and later the Qajars—to the east. This particular geographic predicament helps to explain how Kurds retained their own distinct identity. Until the 19th century Kurds were organized into a mosaic of independent chiefdoms in the contested frontier zone. Caught in the middle of a centuries-long imperial rivalry, they maintained a certain degree of self-rule and often were deployed as proxies in wars between the Ottomans and the Persians.

The kernel of modern Kurdish self-determination can be found in these early chiefdoms, says Christine Allison, chair of Kurdish

► studies at Exeter University in the U.K. "We can detect a sort of early 'Kurdism,' a brand of Kurdish nationalism, in these independent Kurdish zones," she says. "They developed and nurtured a language, cultural, and literary tradition distinct from their neighbors," she adds.

Scattered Between Nations

Kurdish self-determination did not take priority in the flurry of mapmaking and border drawing that followed World War I, when European powers carved up the Ottoman Empire into spheres of influence.

Initially, the Kurdish Ottoman diplomat Mohammed Serif Pasha managed to insert language into the Treaty of Sèvres—the negotiated surrender of the Ottomans to the allied powers—that would allow for an autonomous Kurdistan in the new regional order.

But the envisioned state never materialized. Kemal Atatürk's Turkish nationalist movement rejected the treaty, which would have conceded chunks of eastern Turkey to the Kurdish state. Atatürk renegotiated with the Allies, and the new peace—known as the Treaty of Lausanne—divided the Kurds between Turkey, Syria, Iraq, Iran, and Armenia.

Scattered throughout five newly birthed nations, the Kurds still shared a cultural affinity, says Djene Bajalan, an expert on Kurdish history who lectures at the American University of Iraq. "But as the region got divided into ethnic nation-states, the Kurdish community was excluded," he adds. For the next 90 years, Kurdish minorities largely retained a connection to their unique language and culture, yet they remained strapped to the political fate of their host nations, in limbo between autonomy and dependence.

Consequently, the nearly four million Kurds of northern Iraq never truly became Iraqis, and their political leaders did not accept the authority of Baghdad. Unlike Kurds in Syria and Iran, who live dispersed throughout their respective countries, Iraqi Kurds (like Turkish Kurds) are heavily concentrated in the north, where they enjoy demographic majorities in three provinces: Erbil, Sulaymaniyah, and Dahuk.

Gap Between Baghdad and Kurdistan

Beginning in the 1950s the Iraqi monarchy, and later the ruling Baath regime, held intermittent negotiations with Kurdish tribal and political leaders, allowing for periods of regional autonomy. But at the core, the relationship was antagonistic.

In the 1970s, Saddam Hussein launched a campaign of "Arabization," encouraging Arabs to relocate to the Kurdish north. Then, in the late 1980s, Hussein had Kurds massacred in a brutal attempt at ethnic cleansing.

At the same time, Iraqi Kurds steadily built their own cultural and political center of gravity. Unlike in neighboring Turkey, where the Kurdish language was outlawed, Kurds in Iraq freely spoke Kurdish. In 1991, the presence of international troops in Kurdistan following



A photo of Kurdish women filling up water. In northern Iraq, Kurdish women fill containers with water.
PHOTOGRAPH BY ED KASHI, NATIONAL GEOGRAPHIC



Kurdish students like these in eastern Iraq were granted the right to be educated in their own language in 2005.
PHOTOGRAPH BY ED KASHI, NATIONAL GEOGRAPHIC

the first Gulf War, along with a U.S.-enforced no-fly zone, allowed the Kurds to hold elections and form the Kurdish Regional Government (KRG).

The gap between Baghdad and Kurdistan widened after the U.S. invasion in 2003. The new Iraqi constitution paved the way for greater federalism and, perhaps more important, granted Kurds the right to be educated in their own language. "Over the past decade, the geographic split has been amplified by a growing linguistic split," explains Sinclair. "These days, Arabic is taught as a foreign language in Iraqi Kurdistan, so Kurds have an even weaker connection to greater Iraq because people can't speak to each other."

Even before ISIS's advance this month, Kurdish leaders and the al-Maliki's government had clashed over shared oil revenues, the exact border of Kurdistan, and how to finance the independent Kurdish militias. The collapse of the Iraqi state has undoubtedly strengthened the Kurds' hand in their push for independence.

A New Reality

But there are still major hurdles, many of them geographic and demographic, ahead. Iraqi Kurdistan is landlocked and reliant on its neighbors for access to the sea. An independent Kurdistan would have to transport its oil by land with the cooperation of its neighbors.

And while ISIS's advance has allowed the Kurds to expand their territory, Kurdistan now shares a 600-mile border with the Sunni militants—a dangerous and permeable frontier that threatens Kurdish stability. As a result, Iraqi Kurdistan has also become a safe haven for Kurds fleeing ISIS and the Syrian civil war.

The hundreds of thousands of refugees are putting a strain on Kurdish resources, and gas shortages are now commonplace. If Iraq breaks into pieces, the security and stability of Kurdistan are not assured, and so far Kurdish leaders have refrained from declaring outright independence.

While the new reality brings challenges, the disintegration of the Iraqi state is without a doubt a game changer for the Kurds. "The idea of a Kurdish nation has now become an undeniable reality for millions," Exeter University's Allison says. "In the future, Kurdistan will be very difficult, if not impossible, to eliminate from any political picture."

Russia sends planes and experts to Iraq

BAGHDAD

Move is implicit rebuke to U.S., where arms sales have stalled in Congress

BY ROD NORDLAND

Iraqi government officials said Sunday that Russian experts had arrived in Iraq to help the army get 12 new Russian warplanes into the fight against Sunni extremists.

The move was at least an implicit rebuke to the United States, where concerns in Congress about the political viability of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki's government have stalled sales of advanced jet and helicopter combat planes to Iraq.

"In the coming three or four days the aircraft will be in service to support our forces in the fight" against the insurgents of the Islamic State in Iraq and Syria, said Gen. Anwar Hama Ameen, the commander of the Iraqi Air Force, referring to five SU-25 aircraft that were flown into Iraq aboard Russian cargo planes Saturday night.

General Ameen also said that Russian military experts had arrived as well to help set up the planes, and that they would stay only a short time.

Last week President Obama ordered 300 American military advisers into the country, and the Iraqis have reportedly sent advisers from their Republican Guards' Quds Force. The first three United States Special Forces teams are known to have deployed north of Baghdad in recent days, tasked with carrying out a survey of Iraqi forces to determine their state and needs.

This was the first report of Russian military aides in the country, although General Ameen described them as experts, not advisers.

American officials, citing intelligence reports, have also said that Iran has been sending surveillance drones over Iraq as well as supplying the government with military equipment and support.

On Thursday Mr. Maliki said the Iraqis, in an arrangement with the Russian Ministry of Defense, had ordered a dozen SU-25s, a ground-attack fighter jet useful for close air support operations.

"They are coming very fast," General Ameen said in a telephone interview, "because we need them in this conflict against the terrorists as soon as possible." He said the Russians would leave within three days or so after the aircraft were ready for service.

What appeared to be a jumbo Russian transport aircraft was shown Saturday night on Iraqiya, the state television network, unloading the SU-25 warplanes at what was believed to be an air base in Taji, a short distance north of Baghdad. Two more were expected to arrive on Sunday.

The new aircraft "will increase and support the strength and capability of the Iraqi air forces to eliminate terrorism," a statement issued by the Iraqi Ministry of Defense said.

The Iraqis have asked the United States for help in buying aircraft like F-16s and advanced helicopter gunships, but Congress has been reluctant to approve more such sales until Mr. Maliki forms a government that is more inclusive of Sunni and Kurdish leaders.

The Iraqi military used SU-25 jets extensively during the Iran-Iraq war in the 1980s, but they have not been used in Iraq since 2002 or earlier.

Still, General Ameen said they would soon see action again. "We have pilots who have long experience in this plane and of course we have the help of the Russian friends and the experts who came with these aircraft to prepare them," he said. "This will produce a very strong punishment against the terrorists in the coming days."

Sunni jihadi fighters were reported on Sunday to have stalled a government offensive to retake the central Iraqi city of Tikrit. Insurgents had apparently retaken control of key government buildings in the center of Tikrit, according to witnesses who reported seeing the black flag of the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS, flying over many important buildings.

The day before, Iraqi flags had been hoisted on many of them, as Iraqi troops carried out a ground assault after a

three-day operation intended to take the city and roll back the insurgents' advance toward Baghdad.

Iraqi forces carried out repeated airstrikes, mostly using helicopters, on insurgent targets throughout the city on Sunday for the fourth day in a row, witnesses said.

The Iraqi Army remained in control of roads leading into Tikrit, Saddam Hussein's birthplace and a longtime stronghold of Sunni hard-liners, about 100 miles north of Baghdad, and also controlled the campus of Salahuddin University in Tikrit and a military base, Camp Speicher, on the outskirts of the city.

The military's advance, supported by tanks and helicopter gunships, was hampered by a large number of bombs planted along the roads, a common tactic of the insurgents.

According to a security official in Tikrit, speaking on the condition of anonymity as a matter of government policy, ISIS fighters had kidnapped six relatives of Maj. Gen. Jumaa al-Jabouri, deputy commander of Iraqi military operations in Salahuddin Province, holding them hostage and destroying their homes in the eastern part of the city.

But the Iraqi Air Force has only two propeller-driven Cessna aircraft equipped to fire Hellfire missiles, which the Iraqis ran out of last week, and no other fixed-wing attack planes that could do so.

Over the past three days, 75 new Hellfires were delivered to Iraq by the United States government.

The Iraqi Air Force also had about 180 helicopters, many of them gunships, but six of those were destroyed in the insurgents' attack on Mosul, and another 60 were damaged.

There have also been reports that Iran was prepared to return some of the Iraqi warplanes that Saddam Hussein flew to Iran in 1991 to escape American destruction. Those included 24 French F1 Mirage fighters, and 80 Russian jets.

The United States announced last week that it had begun flying armed drones over Iraq to protect the 300 American advisers sent there by Mr. Obama, but there have been no reports that they have gone into action.



An aerial view of Baghdad from an Iraqi Air Force helicopter. Some of the air force's helicopters were destroyed, and many were damaged, in the insurgents' attack on Mosul.

L'insurrection djihadiste en Irak rebat les cartes du conflit en Syrie

Bagdad a rappelé des milliers de miliciens chiites irakiens partis soutenir Bachar Al-Assad

Dans la vallée de l'Euphrate, entre Deir ez-Zor (Syrie) et Fallouja (Irak), l'utopie djihadiste est en train de prendre corps. Après avoir conquis en fin de semaine dernière le poste frontière d'Al-Qaim, côté irakien, les combattants de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) se sont emparés, mercredi 25 juin, de la ville jumelle de Boukamal, côté syrien. Ces prises donnent un début de réalité au grand dessein des extrémistes sunnites, à savoir l'instauration d'un califat à cheval sur les deux pays. De toutes les répercussions – nombreuses et encore difficiles à mesurer – de l'offensive irakienne de l'EIL sur le champ de bataille syrien, c'est pour l'instant la plus nette.

Un nouvel élan pour l'EIL

La conquête de Boukamal est la conséquence directe du ralliement à Dae'ch (l'acronyme arabe de l'EIL) des forces locales du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaida. Ces derniers mois, les combats ont fait rage entre ces deux formations djihadistes rivales, en lutte pour la suprématie régionale et le contrôle de la province de Deir ez-Zor et de ses puits pétroliers.

Abou Youssef Al-Masri, le commandant égyptien d'Al-Nosra à Boukamal, n'avait guère le choix. Avec l'arsenal et l'argent saisis à Mossoul, la capitale de la province irakienne de Ninive, dont ils se sont emparés mi-juin, les combattants de l'EIL promettaient de ne faire qu'une bouchée de leurs adversaires. Outre des centaines de millions de dollars, prélevés dans les coffres des banques, leur

trésor de guerre comprend une dizaine de Humvee, ces véhicules légers offerts par les Etats-Unis à l'armée irakienne.

Le scénario de Boukamal s'est répété dans plusieurs localités de la province de Deir Ez-Zor, notamment à Al-Mouhassan, plus en amont sur l'Euphrate. Là, ce sont des forces apparentées à l'Armée syrienne libre (ASL), la branche militaire de l'opposition, soutenue par les pays occidentaux et les monarchies du Golfe, qui ont fait allégeance à l'EIL. « Si des rebelles rejoignent Dae'ch, c'est parce qu'il est momentanément le plus fort, et pour ne pas mettre en danger leur tribu », précise Félix Legrand, chercheur à l'Arab Reform Initiative. Ce n'est pas une décision idéologique. »

Plus au nord, où l'équilibre des forces est moins en leur défaveur, les brigades labellisées ASL ou Front islamique (une alliance d'inspiration salafiste), continuent de combattre les troupes de l'EIL. En dépit de ses succès spectaculaires en Irak, ce mouvement pâtit toujours d'une réputation désastreuse en Syrie. La forte proportion d'étrangers dans ses rangs fait qu'il est souvent perçu comme une force d'occupation.

Signe éloquent, l'un des ralliés d'Al-Mouhassan, accusé de trahison, a été capturé par des combattants du Front Al-Nosra et décapité. Autre indice des difficultés qui attendent Dae'ch en Syrie : son chef dans la Ghouta, la banlieue de Damas, a été liquidé par des hommes du Front islamique, qui a publié un ultimatum donnant vingt-quatre heures à ses forces pour évacuer la région. « Dae'ch aura toujours plus de mal à progresser en Syrie qu'en Irak, expli-



Des combattants de l'Etat islamique en Irak et au Levant, à la frontière irako-syrienne. ALBARAKA NEWS/AFP



que Noah Bonsey, analyste à l'International Crisis Group. La Syrie est le maillon faible de sa stratégie transnationale. »

Les milices chiites à la rescousse de Maliki

Prise de court par l'offensive éclair de Dae'ch, l'opposition syrienne a au moins une raison de se consoler : plusieurs milliers de miliciens chiites irakiens, venus épauler le régime de Bachar

Al-Assad, ont été rappelés à Bagdad par le premier ministre Nouri Al-Maliki, dans l'optique d'un éventuel assaut de l'EIL et de ses alliés sunnites. Des départs ont été signalés à Lattaquié, sur la côte, ainsi que dans la banlieue de Damas et à Alep. Des témoins ont vu des convois de camions quitter le stade de football du nord de la ville, où ces supplétifs sont basés. « Les gens d'Alep sont soulagés parce qu'ils craignaient ces derniers temps que les forces loyalistes ne parviennent à les encercler », raconte Félix Legrand.

A l'inverse des Libanais du Hezbollah, souvent mobilisés dans les offensives, en raison de leur expérience en matière de guérilla, les miliciens irakiens sont plutôt employés à l'arrière, dans des missions de garde et de patrouille. Les uns et les autres ont permis au régime syrien de résoudre son problème structurel d'effectifs et de regagner du terrain sur la rébellion à partir de la mi-2013. La nouvelle

donne sera-t-elle mise à profit par les anti-Assad ? Le pouvoir trouvera-t-il au contraire le moyen de s'y adapter, en obtenant par exemple un accroissement du contingent du Hezbollah ? Difficile à dire pour l'instant. Une chose est sûre : plus le conflit en Irak se poursuivra, plus la question des effectifs redeviendra pressante.

Le pari antiterroriste du régime

Le régime Assad s'est découvert un nouvel ennemi : l'EIL. Dans la foulée de la chute de Mossoul, son aviation s'est mise à bombarder les positions des djihadistes en Syrie, à Rakka et Boukamal. Jusque-là, ses forces veillaient à épargner Dae'ch, pour mieux semer la zizanie au sein de la rébellion. Les atrocités perpétrées par ses membres confortaient la rhétorique officielle, tendant à présenter tous les insurgés comme des « extrémistes » et des « terroristes ».

Malis la perspective d'une attaque de l'EIL sur Bagdad a incité le pouvoir syrien à revoir ses calculs. Ses alliés iraniens n'auraient peut-être pas compris que Bachar Al-Assad reste passif face aux risques de rupture de l'arc chiite, qui court de Téhéran à Beyrouth. En versant son écot à la guerre contre Dae'ch, nouvelle bête noire de la communauté internationale, Damas espère regagner les faveurs des Etats-Unis et de l'Union européenne.

Une manœuvre vouée à l'échec, selon Noah Bonsey, de l'International Crisis Group : « Je ne vois pas comment un dirigeant occidental pourrait être naïf au point de considérer Assad comme un partenaire dans la lutte antiterroriste. Le régime syrien fait partie du problème et non de la solution. John Kerry [le secrétaire d'Etat américain] a été très clair là-dessus. Ce que Damas fait aujourd'hui contre Dae'ch, c'est trop peu et trop tard. » ■

BENJAMIN BARTHE

En Irak, les Kurdes déploient leurs troupes contre les insurgés

Les Kurdes de la région autonome du Kurdistan irakien s'entraînent à combattre les insurgés sunnites qui ont précipité l'Irak au bord du chaos.

www.lepoint.fr
(AFP) 29/juin/2014

Depuis le lancement le 9 juin d'une offensive menée par les djihadistes de l'État islamique en Irak et au Levant, les autorités de la région autonome du Kurdistan irakien ont autorisé le déploiement d'un nombre sans précédent de peshmergas, leurs forces de sécurité. Sanglés dans leurs uniformes verts, ils sautent de barre en barre, glissent le long de cordes et grimpent péniblement par-dessus des murs : des dizaines de Kurdes s'entraînent pour aller se battre contre les insurgés sunnites qui ont précipité l'Irak au bord du chaos.

Le président de la région, Massoud Barzani, a même appelé les combattants à la retraite à reprendre du service. Sur une base à quelques kilomètres d'Erbil, la capitale de la région, les recrues ont droit à 45 jours d'entraînement, mélangeant cours de combat - kickboxing, attaque - et maniement d'armes. Quand elles sortiront, elles intégreront les rangs des forces kurdes, réputées excellentes, au moment où leur région doit faire face à un énorme défi militaire, selon Jabbar Yawar, le secrétaire général du ministère kurde en charge des Peshmergas.

600 dollars de solde par mois

"On parle d'affronter des terroristes sur un territoire de 1 500 kilomètres", explique-t-il. "Nous avons de charmants voisins maintenant..." Les nouveaux soldats, dont la solde sera de 600 dollars par mois, devront se battre contre des ennemis dont l'expérience du terrain s'est forgée en Syrie et en Irak, alliés à d'anciens soldats de l'armée de Saddam Hussein, avec plus d'une guerre derrière eux. Alors que les jeunes s'entraînent, des peshmergas à la retraite arrivent sur la base. Ils ne se pressent pas, vêtus pour la plupart des pantalons et chemises kurdes traditionnels, une ceinture entourant des ventres souvent rebondis.

Quelque 200 d'entre eux ont répondu à l'appel du président Barzani ces derniers jours, s'ajoutant aux 300 hommes déjà à



l'entraînement. "C'est le plus grand déploiement de peshmergas de l'histoire récente", affirme Yawar. Auparavant, explique-t-il, 13 brigades étaient déployées, avec des soldats irakiens, sur une ligne de 1 500 km longeant les frontières syriennes et iraniennes. Mais face à l'offensive insurgée, les troupes irakiennes ont reculé, abandonnant pour certains uniforme, matériel et positions. "Cela a créé un vide, et nous avons dû envoyer des renforts pour remplir ce vide", raconte Yawar, refusant de donner le nombre exact de renforts, pour des "raisons de sécurité".

Parmi les nouveaux venus, un jeune homme de 24 ans, originaire de Souleimaniyeh. Ses vacances de l'université, où il étudie afin de devenir officier, il les passe sur la ligne de front devant Kirkouk, à quelque 5 kilomètres des insurgés. S'il refuse de donner son nom, il accepte de parler à des journalistes, ce qui est normalement interdit pour les peshmergas de rang inférieur. Mais la tentation de parler anglais était trop forte... "J'ai étudié l'anglais, mais je ne l'avais jamais parlé avec un étranger avant", dit-il, hésitant, avant de sourire de toutes ses dents.

"Nous avons des chars, des mortiers, de bons fusils"

Il est nerveux, et le reconnaît, en jetant des regards à la fumée qui témoigne d'un récent échange d'obus de mortiers de l'autre côté de la ligne de front. "J'essaie de ne pas avoir peur, mais parfois... Puis

ce n'est pas bien de ne pas avoir peur du tout", explique-t-il. Un peu plus loin, un autre combattant fait l'inventaire. "Nous avons des chars, des mortiers, et de bons fusils", dit-il en désignant les équipements étalés le long de tranchées et de sacs de sable.

Mais de l'autre côté, les insurgés ont de quoi rivaliser, notamment grâce aux armes dont ils se sont emparés au retrait des troupes irakiennes. Le vide laissé par l'armée a permis aux peshmergas de prendre le contrôle de Kirkouk, une ville longuement revendiquée par les Kurdes, ce que Bagdad refusait catégoriquement. Les autorités kurdes ont dit qu'elles n'ont aucunement l'intention de la rendre un jour. La dispute entre Bagdad et Erbil, "maintenant, c'est fini", a ainsi déclaré Massoud Barzani.

Outre Kirkouk, les peshmergas se sont déployés sur des territoires qui ne faisaient pas partie de la région. Mais, désormais, affirme Yawar, il n'est pas question de bouger cette ligne, ni pour retourner sur les anciennes frontières ni pour prendre de nouveaux territoires aux insurgés. "Notre stratégie pour l'instant, c'est juste de défendre cette ligne pour empêcher tout terroriste d'entrer dans la région." ♦

Le PM israélien veut un Kurdistan indépendant

Par Rédaction The Associated Press
29 juin 2014
journalmetro.com

TEL AVIV, Israël – Face au chaos qui règne en Irak, la création d'un Kurdistan indépendant serait souhaitable, a déclaré le premier ministre israélien, ajoutant que l'État hébreu devrait maintenir une présence militaire à long terme dans l'ensemble de la Cisjordanie, et ce, même si un accord intervenait avec les Palestiniens.

Il s'agissait des réactions les plus détaillées du premier ministre Benjamin Néthanyahou depuis l'avancée des extrémistes sunnites en Irak.

Ces positions sont à l'opposé



de celles de la communauté internationale, qui préconise plutôt le retrait des troupes israéliennes stationnées en Cisjordanie afin d'ouvrir la voie vers la création d'un État indépendant.

Dans un discours prononcé dimanche soir devant un groupe de réflexion de Tel Aviv, M. Néthanyahou a expliqué que le

soulèvement de groupes intégristes sunnites appuyés par Al-Qaïda et de forces chiites soutenues par l'Iran amène une opportunité de «coopération régionale améliorée».

La Jordanie, menacée par de possibles débordements des conflits des pays voisins — l'Irak et la Syrie — ainsi que les Kurdes, qui contrôlent une région autonome productrice de pétrole en Irak, devraient être soutenus, a affirmé M. Néthanyahou.

Les Kurdes, a-t-il ajouté, forment «une nation de combattants et ont démontré leur engagement politique et méritent l'indépendance».

Bien qu'ils aspirent eux-mêmes depuis longtemps à devenir un État indépendant, les Kurdes ont déjà admis qu'il n'était pas réaliste d'y penser pour le moment. La communauté internationale, notamment la Turquie voisine, les États-Unis et d'autres pays occidentaux, ont également fait état

de leur opposition à une partition de l'Irak et à la création d'un Kurdistan indépendant.

Le commentaire de Benjamin Néthanyahou quant au maintien d'une présence militaire en Cisjordanie risque aussi d'attirer les critiques de l'international. Les Palestiniens réclament la Cisjordanie, prise entre Israël à l'ouest et la Jordanie à l'est, pour en faire le centre d'un futur État indépendant.

Étant donné les menaces qui pèsent sur cette région, Israël devra y maintenir une présence militaire dans un futur proche, a fait valoir le premier ministre israélien.

«Nous devons être en mesure de stopper le terrorisme et l'intégrisme qui peuvent nous atteindre par la frontière de la Jordanie à l'est, et non par les banlieues de Tel Aviv», a-t-il déclaré. ■

Turquie : le pouvoir dépose un projet pour faire progresser la paix avec les Kurdes

lorientlejour.com

Ankara, 26 juin 2014 (AFP) — Le gouvernement islamo-conservateur turc a déposé jeudi au Parlement un projet de réforme destiné à raviver le processus de paix, actuellement au point mort, avec les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, qui mène les discussions avec Ankara, a salué cette initiative qu'il a qualifiée de "développement historique".

M. Öcalan a fait ce commentaire à des députés prokurdes qui lui rendaient visite jeudi sur son île-prison d'Imrali (nord-ouest), où il purge une peine de prison à vie.

Le texte présenté aux députés propose un cadre légal aux discussions que mènent depuis l'automne 2012 les responsables gouvernementaux turcs avec M. Öcalan.

Ce projet prévoit ainsi la protection juridique des responsables du pays impliqués dans les négociations avec le PKK, considéré par la Turquie et une bonne partie de la communauté internationale comme une organi-

sation terroriste.

Il prépare aussi la réhabilitation des combattants du PKK en autorisant le gouvernement "à prendre les mesures nécessaires pour leur retour dans leur foyer et leur participation et l'intégration à la vie sociale", précise le texte.

Le Parti gouvernemental de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) dispose d'une majorité au Parlement où le projet devrait être rapidement voté d'ici à la première semaine de juillet, a-t-on précisé de source parlementaire.

"Nous nous approchons du moment où ces problèmes vont se résoudre, la violence va cesser, (les combattants) vont déposer leurs armes, quitter les montagnes et renouer avec une vie normale", a estimé devant la presse, le vice-Premier ministre, Besir Atalay.

Cette initiative intervient avant l'annonce attendue, le 1er juillet, de la candidature du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan à l'élection présidentielle des 10 et 24 août.

Le projet de loi doit être voté par la majorité AKP avant les vacances parlementaires, repoussées pour l'occasion au 25 juillet.

let.

M. Erdogan compte sur le soutien d'une partie de la minorité kurde du pays, estimée à environ 15 millions de personnes soit 20% de sa population, pour être élu dès le premier tour de scrutin, pour la première fois au suffrage universel direct.

Le coprésident du principal parti prokurde de Turquie, le Parti démocratique du peuple (HDP), Selahattin Demirtas, a salué le projet du pouvoir, mais averti que "la paix ne devait pas être l'otage" de la présidentielle.

Engagées fin 2012, les discussions avec le PKK piétinent.

Le cessez-le-feu décrété en mars 2013 par cette organisation est respecté dans l'ensemble, mais le PKK a interrompu au cours de l'été dernier le repli de ses combattants vers leurs bases irakiennes pour dénoncer la lenteur des négociations en cours.

La tension s'est brusquement aggravée ces dernières semaines dans le Sud-Est à majorité kurde de la Turquie où des heurts ont coûté la vie à au moins trois Kurdes. □

A Khanaqin en Irak, les réfugiés pris en étau entre djihad et sectarisme

L'offensive des djihadistes de l'EIIL en Irak et au Levant se poursuit, et de nombreux civils ont dû fuir les combats. Certaines familles se sont réfugiées à Khanaqin, ville majoritairement kurde située à l'est de l'Irak. Reportage.

Correspondance d'Emmanuel Haddad,
à Khanaqin, dans l'est de l'Irak
le 30 juin 2014
www.lexpress.fr/

Depuis le 11 juin dernier, Sarmad, responsable du HCR dans la province de Diyala, n'a pas goûté au repos. Après les premiers affrontements entre l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) et les armées irakienne et kurde dans les villes de Jaloula et Saadiya, quelques 2500 familles, prises entre deux feux, sont arrivées les poches vides dans la ville à majorité kurde de Khanaqin, 180 000 habitants, entourée de vergers bucoliques qui cachent mal une histoire de déplacements forcés.

En hâte, il a fait dresser des tentes, installé des citernes d'eau et des sanitaires. "Je cuisine trois repas par jours pour les familles", livre de son côté Adnan Mohammed Ali, le cheikh de la ville. Il fait partie des milliers de Kurdes expulsés de Khanaqin dans les années 1970, victimes de la campagne d'arabisation menée dans les zones kurdes par le régime de Saddam Hussein. Revenu depuis 2003, il a pris la tête de l'aide aux familles de déplacés arabes, sans rancoeur.

"Dans la province, les chiites et les sunnites s'entendent bien, j'ai aussi de bons amis kurdes, assure Anwar, une jeune fille de 18 ans qui a dû fuir Saadiya en pleine période d'examens. Ici, personne ne partage les idées de l'EIIL. Si beaucoup se sont soulevés contre l'armée avec les djihadistes, c'est qu'elle avait mis le feu à la prison et avait détruit la mosquée de la ville avec la complicité d'une milice chiite. Tout le monde avait un proche emprisonné pour rien; ils l'ont vu mourir dans les flammes", assure-t-elle sous la chaleur étouffante d'une tente de l'UNHCR.

Le maire de Khanaqin acquiesce: "Les



La ville kurde de Khanaqin en Irak a recueilli 2500 familles fuyant l'EIIL.
Photo : Emmanuel Haddad



sunnites ont été persécutés par le pouvoir chiite; ce n'est pas étonnant que les tribus sunnites locales et d'anciens membres du parti Baas, aux commandes du pays pendant 30 ans, s'allient aujourd'hui avec l'EIIL", dénonce Mohammad Amin, un homme râblé aux attributs kurdes, moustache, pantalon large et pistolet glissé sous la ceinture, bien en évidence.

Al-Qaïda en Irak, ancêtre de l'EIIL, avait fait de la province de Diyala l'une de ses places fortes, avant d'être évincé en 2008 par les armées irakienne et américaine. Avec le

retrait de celle-ci en décembre 2011, le groupe terroriste est revenu en terrain connu, avec à sa tête Abou Bakr el-Baghdadi, fils du pays.

LE PÉTROLE, ENJEU STRATÉGIQUE MAJEUR

Face à l'EIIL, les Kurdes se sont déployés pour préserver les intérêts stratégiques de la zone: "Le nerf de la guerre, c'est le pétrole (le gisement de Khanaqin produit 16 000 barils par jour). Mais pour nous, c'est surtout un territoire qui revient historiquement aux Kurdes." Une région disputée avec le gouvernement irakien depuis une décennie, que les peshmergas (l'armée kurde) ont rattaché de facto au Kurdistan il y a trois semaines. "L'armée irakienne a pris la fuite, ce qui a permis aux djihadistes de s'emparer de Jaloula et Saadiya. Nous avons repris 90% de Jaloula, mais l'EIIL tient toujours Saadiya", explique Mustafa Chawrash, commandant peshmerga dans la province de Diyala.

Les combats se poursuivent entre combattants kurdes et l'EIIL au nord de Baqouba, dernière grande ville avant la capitale. L'effort des peshmergas sert donc aussi la survie de Bagdad. ■



Irak: le contrôle kurde de Kirkouk ne saurait être remis en cause (Barzani)

Erbil (Irak), 27 juin 2014 (AFP)

LE PRÉSIDENT de la région autonome du Kurdistan irakien Massoud Barzani a déclaré vendredi que le contrôle par ses forces de la ville pétrolière de Kirkouk, au nord de Bagdad, ne saurait être remis en cause.

"Maintenant, c'est fini", a-t-il dit à la presse, en référence à la dispute opposant de longue date le pouvoir central à Bagdad et le Kurdistan au sujet de la ville multiethnique de Kirkouk.

Les forces kurdes ont pris le 12 juin le contrôle de la ville après le retrait de l'armée devant la progression des insurgés sunnites en Irak.

"Il y avait des forces irakiennes dans ces zones, puis il y a eu un vide sécuritaire, et

les Peshmergas (les forces kurdes, ndlr) sont venues combler ce vide", a déclaré M. Barzani lors d'une conférence de presse conjointe avec le chef de la diplomatie britannique William Hague en visite en Irak.

"Nous avons laissé dix ans au gouvernement fédéral pour résoudre les problèmes de ces zones" disputées, a-t-il ajouté.

Les territoires en question s'étendent de la frontière irako-iranienne jusqu'à la frontière avec la Syrie.

Selon des analyses et diplomates, les nombreuses disputes entre Bagdad et le Kurdistan, notamment la volonté des Kurdes d'exporter du pétrole sans passer par le gouvernement central, représentent depuis longtemps une menace sérieuse pour la stabilité de l'Irak. ●

Pourrissement de la situation en Syrie

Les combats ensanglantent à présent l'Irak et remettent en question l'idée que le régime d'Assad est en train de gagner la guerre.

—Al-Hayat (extraits)
Londres

Une barrière psychologique a sauté chez beaucoup de Syriens, mais aussi dans les pays voisins de la Syrie et dans la communauté internationale. Depuis peu, il n'est plus tabou d'admettre qu'il n'y aura pas de solution rapide. Le régime est toujours là, dans la partie "utile" du pays qui s'étend de Damas à la côte méditerranéenne, au nord. Dans les zones qui lui échappent, ce sont les Kurdes qui contrôlent trois cantons [à l'extrême nord-est du pays]. Le reste du territoire est contrôlé par l'Armée syrienne libre [l'opposition modérée] d'une part et d'autre part par des seigneurs de la guerre et des groupes extrémistes tels que l'Etat islamique en Irak et au Levant [EIL], lui-même en lutte contre le Front Al-Nosra [autre groupe djihadiste].

Le régime peut progresser dans une région pendant que l'opposition est à l'offensive ailleurs. Toutefois, quels que soient les "victoires" par-ci et les "retraits tactiques" par-là, les grandes lignes des rapports de force restent les mêmes. Et ces rapports de force sur le terrain ne permettent pas de parvenir à une solution politique. Aussi, la Syrie est promise à s'enfoncer toujours plus dans le pourrissement.

Une barrière psychologique a sauté aussi chez les Syriens réfugiés, qui commencent à s'adapter à leurs "nouveaux pays" et à y retrouver une certaine stabilité. Ils y travaillent, envoient leurs enfants à l'école, se marient... Pour ce qui est des Syriens restés dans le ur pays, il y en a parmi eux qui choisissent la réconciliation et veulent passer l'éponge, d'autres qui veulent la réconciliation mais n'oublient pas pour autant. Certains ont remporté des

victoires et sont dans une logique de vengeance, d'autres de réconciliation, d'autres encore continuent d'avoir peur. Il y en a qui ont tout perdu, alors que d'autres se sont servis de la souffrance de leurs compatriotes comme marchepied pour se faire une place parmi la nouvelle classe des profiteurs de la guerre. Mais tous sont d'accord pour dire que rien n'est tranché et qu'ils vivent dans le provisoire.

Les Amis de la Syrie [groupe de pays occidentaux et arabes soutenant l'opposition] ne disent plus que les "jours sont comptés" pour le régime. Faute de perspective d'aboutissement, on ne se précipite pas pour trouver un successeur à Lakhdar Brahimi en tant qu'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie. On ne dit plus non plus qu'il faut de "trois à six mois" pour parvenir à changer le rapport de force sur le terrain. Dans les récentes réunions du groupe des Amis de la Syrie, que ce soit au niveau de hauts fonctionnaires gouvernementaux ou de responsables des services de renseignements, le calendrier envisagé pour la chute d'Assad n'est plus de quelques mois, mais au minimum d'un ou deux ans, voire, selon un responsable occidental s'exprimant à huis clos, de "trois à six ans".

Ces pays disent à l'opposition syrienne qu'il faut combattre les extrémistes djihadistes. Les

Occidentaux veulent que l'opposition modérée combatte les djihadistes de l'EIL. Ils voudraient qu'elle combatte en plus le Front Al-Nosra [autre groupe djihadiste]. De l'engagement à le faire dépend la fourniture d'armes sophistiquées. La réhabilitation complète du régime n'est pas acceptable, et le soutien total à l'opposition n'est pas envisagé. Autrement dit, les Occidentaux veulent une guerre d'usure, à la seule condition que la guerre reste contenue à l'intérieur des frontières syriennes et ne déborde pas la région.

Or, soudainement, les choses ont dérapé. La doctrine du *containment* [endiguement] de la crise syrienne s'est effondrée en même temps que l'armée irakienne à Mossoul face aux combattants de l'EIL. La situation en Irak reposait sur une entente entre ses composantes, à savoir les chiites, les sunnites et les Kurdes. La fin de cette entente a permis l'essor de l'EIL et a offert des arguments à l'extrémisme [sunnite], qui se nourrissait déjà de l'injustice sociale, économique et politique grandissante dont souffraient les sunnites irakiens.

L'EIL n'a pas seulement anéanti la frontière entre la Syrie et l'Irak, il a également montré la profondeur des interpénétrations qui font que la crise n'est pas une question de sécurité, mais relève de la politique. Selon un responsable occidental, il est impossible de faire la guerre à l'EIL sans offrir la possibilité d'une représentation juste de toutes les communautés irakiennes. A défaut, une telle guerre serait perçue comme la guerre des chiites contre les sunnites. Ce qui susciterait davantage de radicalisation.

Entre l'Irak et la Syrie, ainsi qu'ailleurs au Proche-Orient, les frontières n'existent plus que sur le papier. L'offensive de l'EIL contre l'Irak illustre les questions fondamentales qui se posent à une région où l'on pensait pouvoir vivre dans le statu quo, en ajournant sans cesse les décisions difficiles.

—Ibrahim Humaidi
Publié le 21 juin

